01001941811940432

2809

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 194**

18 Νοεμβρίου 1994

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2254

Κύρωση Συμβάσεως για την απαγόρευση αναπτύξεως, παραγωγής, αποθηκεύσεως και χρήσεως χημικών όπλων και για την καταστροφή τους μετά των Παραρτημάτων αυτής.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Σύμβαση για την απαγόρευση αναπτύξεως, παραγωγής, αποθηκεύσεως και χρήσεως χημικών όπλων και για την καταστροφή τους μετά των Παραρτημάτων αυτής, που υπογράφηκε στο Παρίσι στις 13 Ιανουαρίου 1993 και της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE LA MISE AU POINT, DE LA FABRICATION, DU STOCKAGE ET DE L'EMPLOI DES ARMES CHIMIQUES ET SUR LEUR DESTRUCTION

PREAMBULE

Les Etats parties à la présente Convention,

Résolus à agir en vue de réaliser des progrès effectifs vers un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace, y compris l'interdiction et l'élimination de tous les types d'armes de destruction massive,

Désireux de contribuer à la réalisation des buts et principes de la Charte des Nations Unies,

Rappelant que l'Assemblée générale des Nations Unies a maintes fois condamné tous les actes contraires aux principes et aux objectifs du Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925 (Protocole de Genève de 1925),

Reconnaissant que la présente Convention réaffirme les principes et les objectifs du Protocole de Genève de 1925 et de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée à Londres, Moscou et Washington le 10 avril 1972, ainsi que les obligations contractées en vertu de ces instruments,

Ayant présent à l'esprit l'objectif énoncé à l'article IX de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction,

Résolus, dans l'intérêt de l'humanité tout entière, à exclure complètement la possibilité de l'emploi des armes chimiques, grâce à l'application des dispositions de la présente Convention, complétant ainsi les obligations contractées en vertu du Protocole de Genève de 1925,

Reconnaissant l'interdiction de l'emploi d'herbicides en tant que moyens de guerre, telle que la traduisent les accords pertinents et les principes du droit international en la matière,

Considérant que les progrès dans le domaine de la chimie devraient être utilisés exclusivement au profit de l'humanité,

Désireux de faciliter la liberté du commerce des produits chimiques ainsi que la coopération entre pays et l'échange international d'informations scientifiques et techniques dans le domaine des activités chimiques à des fins non interdites par la présente Convention, dans le but de renforcer le développement économique et technologique de tous les Etats parties,

Convaincus que l'interdiction complète et efficace de la mise au point, de la fabrication, de l'acquisition, du stockage, de la conservation, du transfert et de l'emploi des armes chimiques et leur destruction représentent une étape nécessaire vers la réalisation de ces objectifs communs,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

OBLIGATIONS GENERALES

1. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à ne jamais, en aucune circonstance :

a) Mettre au point, fabriquer, acquérir d'une autre manière, stocker ou conserver d'armes chimiques, ou transférer, directement ou indirectement, d'armes chimiques à qui que ce soit;

b) Employer d'armes chimiques;

c) Entreprendre de préparatifs militaires quels qu'ils soient en vue d'un emploi d'armes chimiques;

d) Aider, encourager ou inciter quiconque, de quelque manière que ce soit, à entreprendre quelque activité que ce soit qui est interdite à un Etat partie en vertu de la présente Convention.

2. Chaque Etat partie s'engage à détruire les armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouvent en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle, conformément aux dispositions de la présente Convention.

3. Chaque Etat partie s'engage à détruire toutes les armes chimiques qu'il a abandonnées sur le territoire d'un autre Etat partie, conformément aux dispositions de la présente Convention.

4. Chaque Etat partie s'engage à détruire toute installation de fabrication d'armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouve en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle, conformément aux dispositions de la présente Convention.

5. Chaque Etat partie s'engage à ne pas employer d'agents de lutte antiémeute en tant que moyens de guerre.

ARTICLE II

DEFINITIONS ET CRITERES

Aux fins de la présente Convention :

1. On entend par "armes chimiques" les éléments ci-après, pris ensemble ou séparément :

a) Les produits chimiques toxiques et leurs précurseurs, à l'exception de ceux qui sont destinés à des fins non interdites par la présente Convention, aussi longtemps que les types et quantités en jeu sont compatibles avec de telles fins;

b) Les munitions et dispositifs spécifiquement conçus pour provoquer la mort ou d'autres dommages par l'action toxique des produits chimiques toxiques définis à l'alinéa a), qui seraient libérés du fait de l'emploi de ces munitions et dispositifs;

c) Tout matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi des munitions et dispositifs définis à l'alinéa b).

2. On entend par "produit chimique toxique" :

Tout produit chimique qui, par son action chimique sur des processus biologiques, peut provoquer chez les êtres humains ou les animaux la mort, une incapacité temporaire ou des dommages permanents. Cela comprend tous les produits chimiques de ce type, quels qu'en soient l'origine ou le mode de fabrication, qu'ils soient obtenus dans des installations, dans des munitions ou ailleurs.

(Aux fins de l'application de la présente Convention, des produits chimiques toxiques qui ont été reconnus comme devant faire l'objet de mesures de vérification sont énumérés aux tableaux figurant dans l'Annexe sur les produits chimiques.)

3. On entend par "précurseur" :

Tout réactif chimique qui entre à un stade quelconque dans la fabrication d'un produit chimique toxique, quel que soit le procédé utilisé. Cela comprend tout composant clé d'un système chimique binaire ou à composants multiples.

(Aux fins de l'application de la présente Convention, des précurseurs qui ont été reconnus comme devant faire l'objet de mesures de vérification sont énumérés aux tableaux figurant dans l'Annexe sur les produits chimiques.)

4. On entend par "composant clé d'un système chimique binaire ou à composants multiples" (ci-après dénommé "composant clé") :

Le précurseur qui joue le rôle le plus important dans la détermination des propriétés toxiques du produit final et qui réagit rapidement avec d'autres produits chimiques dans le système binaire ou à composants multiples.

5. On entend par "armes chimiques anciennes" :

a) Les armes chimiques qui ont été fabriquées avant 1925; ou

b) Les armes chimiques fabriquées entre 1925 et 1946 qui se sont détériorées au point de ne plus pouvoir être employées en tant qu'armes chimiques.

6. On entend par "armes chimiques abandonnées" :

Les armes chimiques, y compris les armes chimiques anciennes, qui ont été abandonnées par un Etat après le 1er janvier 1925 sur le territoire d'un autre Etat sans le consentement de ce dernier.

7. On entend par "agent de lutte antiémeute" :

Tout produit chimique qui n'est pas inscrit à un tableau et qui peut provoquer rapidement chez les êtres humains une irritation sensorielle ou une incapacité physique disparaissant à bref délai après qu'a cessé l'exposition.

8. L'expression "installation de fabrication d'armes chimiques" :

a) Désigne tout matériel, ainsi que tout bâtiment abritant ce matériel, qui a été conçu, construit ou utilisé à un moment quelconque depuis le 1er janvier 1946 :

i) Pour la fabrication de produits chimiques au stade ("stade technologique final") où le flux de matières contient, quand le matériel est en service :

1) Un produit chimique inscrit au tableau 1 de l'Annexe sur les produits chimiques; ou

2) Un autre produit chimique qui, sur le territoire de l'Etat partie ou en un autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de l'Etat partie, n'a pas d'utilisation à des fins non interdites par la présente Convention au-dessus d'une tonne par an, mais qui peut être utilisé à des fins d'armes chimiques;

ou

ii) Pour le remplissage d'armes chimiques, y compris, entre autres : le chargement de produits chimiques inscrits au tableau 1 dans des munitions, des dispositifs, ou des conteneurs de stockage en vrac; le chargement de produits chimiques dans des conteneurs qui font partie de munitions et de dispositifs binaires assemblés ou dans des sous-munitions chimiques qui font partie de munitions et de dispositifs unitaires assemblés; et le chargement des conteneurs et des sous-munitions chimiques dans les munitions et les dispositifs correspondants;

b) Ne désigne pas :

i) Une installation dont la capacité de synthèse des produits chimiques visés à l'alinéa a) i) est inférieure à une tonne;

ii) Une installation dans laquelle l'un des produits chimiques visés à l'alinéa a) i) est ou a été obtenu comme sous-produit inévitable d'activités menées à des fins non interdites par la présente Convention, pour autant que la quantité de ce sous-produit ne soit pas supérieure à 3 % de la quantité totale du produit et que l'installation soit soumise à déclaration et à inspection en vertu de l'Annexe sur l'application de la Convention et la vérification (ci-après dénommée "l'Annexe sur la vérification");

iii) L'installation unique à petite échelle servant à la fabrication de produits chimiques inscrits au tableau 1 à des fins non interdites par la présente Convention, visée à la sixième partie de l'Annexe sur la vérification.

9. On entend par "fins non interdites par la présente Convention" :

a) Des fins industrielles, agricoles, de recherche, des fins médicales, pharmaceutiques ou d'autres fins pacifiques;

b) Des fins de protection, à savoir les fins ayant un rapport direct avec la protection contre les produits chimiques toxiques et la protection contre les armes chimiques;

c) Des fins militaires sans rapport avec l'emploi d'armes chimiques et qui ne sont pas tributaires de l'emploi, en tant que moyen de guerre, des propriétés toxiques de produits chimiques;

d) Des fins de maintien de l'ordre public, y compris de lutte antiémeute sur le plan intérieur.

10. On entend par "capacité de production" :

La quantité d'un produit chimique déterminé qui pourrait être fabriquée annuellement à l'aide du procédé technique que l'installation visée utilise effectivement ou qu'elle a l'intention d'utiliser, si ce procédé n'est pas encore opérationnel. Elle est considérée comme étant égale à la capacité nominale ou, si celle-ci n'est pas disponible, à la capacité prévue. Par capacité nominale, on entend la quantité de produit fabriquée dans des conditions optimisées pour que l'installation de fabrication produise une quantité maximale, quantité établie après un ou plusieurs essais d'exploitation. Par capacité prévue, on entend la quantité de produit fabriquée correspondante, telle qu'elle a été déterminée par des calculs théoriques.

11. On entend par "Organisation" l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques dont porte création l'article VIII de la présente Convention.

12. Aux fins de l'article VI :

a) On entend par "fabrication" d'un produit chimique l'obtention d'un corps par réaction chimique;

b) On entend par "traitement" d'un produit chimique une opération physique, telle que la préparation, l'extraction et la purification, où le produit n'est pas transformé en une autre espèce chimique;

c) On entend par "consommation" d'un produit chimique la transformation de ce corps par réaction chimique en une autre espèce chimique.

ARTICLE III

DECLARATIONS

1. Chaque Etat partie présente à l'Organisation, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, des déclarations dans lesquelles :

a) En ce qui concerne les armes chimiques, il :

i) Déclare s'il est propriétaire ou détenteur d'armes chimiques ou s'il se trouve des armes chimiques en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle;

ii) Indique l'emplacement exact, la quantité globale et l'inventaire détaillé des armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouvent en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle, conformément aux paragraphes 1 à 3 de la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification, exception faite des armes chimiques visées au point iii);

iii) Signale toute arme chimique qu'il a sur son territoire, dont un autre Etat est le propriétaire et le détenteur et qui se trouve en un lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un autre Etat, conformément au paragraphe 4 de la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification;

iv) Déclare s'il a transféré ou reçu, directement ou indirectement, des armes chimiques depuis le 1er janvier 1946 et spécifie le transfert ou la réception de telles armes, conformément au paragraphe 5 de la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification;

v) Présente son plan général de destruction des armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouvent en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle, conformément au paragraphe 6 de la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification;

b) En ce qui concerne les armes chimiques anciennes et les armes chimiques abandonnées, l'Etat partie :

i) Déclare s'il a sur son territoire des armes chimiques anciennes et fournit tous les renseignements dont il dispose à leur sujet, conformément au paragraphe 3 de la quatrième partie (B) de l'Annexe sur la vérification;

ii) Déclare s'il se trouve sur son territoire des armes chimiques abandonnées et fournit tous les renseignements dont il dispose à leur sujet, conformément au paragraphe 8 de la quatrième partie (B) de l'Annexe sur la vérification;

iii) Déclare s'il a abandonné des armes chimiques sur le territoire d'autres Etats et fournit tous les renseignements dont il dispose à leur sujet, conformément au paragraphe 10 de la quatrième partie (B) de l'Annexe sur la vérification;

c) En ce qui concerne les installations de fabrication d'armes chimiques, l'Etat partie :

i) Déclare s'il est ou a été propriétaire ou détenteur d'une installation de fabrication d'armes chimiques, ou s'il se trouve ou s'est trouvé une telle installation en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle à un moment quelconque depuis le 1er janvier 1946;

ii) Spécifie toute installation de fabrication d'armes chimiques dont il est ou a été le propriétaire ou le détenteur, ou qui se

trouve ou s'est trouvée en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle à un moment quelconque depuis le 1er janvier 1946, conformément au paragraphe 1 de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification, exception faite des installations visées au point iii);

iii) Signale toute installation de fabrication d'armes chimiques qu'il a ou a eue sur son territoire, dont un autre Etat est ou a été le propriétaire et le détenteur et qui se trouve ou s'est trouvée en un lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un autre Etat à un moment quelconque depuis le 1er janvier 1946, conformément au paragraphe 2 de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification;

iv) Déclare s'il a transféré ou reçu, directement ou indirectement, du matériel de fabrication d'armes chimiques depuis le 1er janvier 1946 et spécifie le transfert ou la réception d'un tel matériel, conformément aux paragraphes 3 à 5 de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification;

v) Présente son plan général de destruction de toute installation de fabrication d'armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouve en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle, conformément au paragraphe 6 de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification;

vi) Spécifie les mesures à prendre pour fermer toute installation de fabrication d'armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouve en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle, conformément au paragraphe 1, alinéa i), de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification;

vii) Présente son plan général de toute conversion temporaire d'une installation de fabrication d'armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouve en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle, en installation de destruction d'armes chimiques, conformément au paragraphe 7 de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification;

d) En ce qui concerne les autres installations : L'Etat partie indique l'emplacement exact, la nature et la portée générale des activités de toute installation ou tout établissement dont il est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouve en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle et qui, depuis le 1er janvier 1946, a été conçu, construit ou utilisé principalement pour mettre au point des armes chimiques, la déclaration incluant, entre autres, tout laboratoire ainsi que tout site d'essai et d'évaluation;

e) En ce qui concerne les agents de lutte antiémeute : l'Etat partie spécifie le nom chimique, la formule développée et le numéro de fichier du Chemical Abstracts Service (CAS), s'il a été attribué, de chaque produit chimique qu'il détient aux fins de lutte antiémeute; cette déclaration est mise à jour au plus tard 30 jours après qu'un changement est effectivement intervenu, le cas échéant.

2. L'Etat partie est libre d'appliquer ou non les dispositions du présent article et les dispositions pertinentes de la quatrième partie de l'Annexe sur la vérification aux armes chimiques qui ont été enfouies sur son territoire avant le ler janvier 1977 et qui le restent, ou qui ont été déversées en mer avant le ler janvier 1985.

ARTICLE IV

ARMES CHIMIQUES

1. Les dispositions du présent article et les procédures d'application détaillées qui s'y rapportent s'appliquent à toutes les armes chimiques dont un Etat partie est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouvent en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle, exception faite des armes chimiques anciennes et des armes chimiques abandonnées auxquelles s'applique la quatrième partie (B) de l'Annexe sur la vérification.

2. Les procédures d'application du présent article sont détaillées dans l'Annexe sur la vérification.

3. Tous les emplacements dans lesquels les armes chimiques visées au paragraphe 1 sont stockées ou détruites sont soumis à une vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place, conformément à la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification.

4. Chaque Etat partie, immédiatement après avoir présenté la déclaration prévue au paragraphe 1, alinéa a), de l'article III, donne accès aux armes chimiques visées au paragraphe 1 aux fins de la vérification systématique de cette déclaration par l'inspection sur place. Ensuite, l'Etat partie ne déplace aucune de ces armes chimiques, si ce n'est pour la transporter dans une installation de destruction d'armes chimiques. Il donne accès à ces armes aux fins de la vérification systématique sur place.

5. Chaque Etat partie donne accès à toute installation de destruction d'armes chimiques dont il est le propriétaire ou le détenteur ou qui se trouve en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle, ainsi qu'à toute zone de stockage que comporte cette dernière, aux fins de la vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place.

6. Chaque Etat partie détruit toutes les armes chimiques visées au paragraphe 1 conformément à l'Annexe sur la vérification, ainsi qu'au rythme et dans l'ordre convenus (ci-après dénommés "ordre de destruction"). Leur destruction commence au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie et s'achève au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Rien n'empêche qu'un Etat partie détruise ces armes chimiques à un rythme plus rapide.

7. Chaque Etat partie :

a) Présente des plans détaillés de destruction des armes chimiques visées au paragraphe 1 au plus tard 60 jours avant le début de chaque période de destruction annuelle, conformément au paragraphe 29 de la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification - ces plans détaillés englobent

tous les stocks à détruire au cours de la période de destruction annuelle suivante;

b) Présente annuellement des déclarations concernant la mise en oeuvre de ses plans de destruction des armes chimiques visées au paragraphe 1 au plus tard 60 jours après la fin de chaque période de destruction annuelle;

c) Certifie, au plus tard 30 jours après l'achèvement du processus de destruction, que toutes les armes chimiques visées au paragraphe 1 ont été détruites.

8. L'Etat qui ratifie la présente Convention ou qui y adhère après la période de dix ans prévue pour la destruction, aux termes du paragraphe 6, détruit les armes chimiques visées au paragraphe 1 dès que possible.
Le Conseil exécutif établit à l'égard de cet Etat partie un ordre de destruction des armes et les procédures à suivre pour vérifier rigoureusement leur destruction.

9. Toute arme chimique que découvre un Etat partie après la déclaration initiale est signalée, mise en lieu sûr, puis détruite conformément à la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification.

10. Chaque Etat partie accorde la plus haute priorité à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement pendant le transport, l'échantillonnage, le stockage et la destruction des armes chimiques. Il transporte, échantillonne, stocke et détruit ces armes en respectant ses normes nationales en matière de sécurité et d'émissions.

11. Tout Etat partie ayant sur son territoire des armes chimiques dont un autre Etat est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouvent en des lieux placés sous la juridiction ou le contrôle d'un autre Etat, fait tout son possible pour s'assurer que ces armes sont enlevées de son territoire au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. Si elles ne sont pas enlevées dans un délai d'un an, l'Etat partie peut demander à l'Organisation et à d'autres Etats parties de lui venir en aide pour les détruire.

12. Chaque Etat partie s'engage à coopérer avec d'autres Etats parties qui demandent des renseignements ou une assistance à l'échelon bilatéral ou par l'intermédiaire du Secrétariat technique concernant des méthodes et des techniques de destruction sûres et efficaces des armes chimiques.

13. Quant aux activités de vérification à exécuter conformément au présent article et à la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification, l'Organisation étudie les possibilités d'éviter qu'elles ne fassent double emploi avec ce que prévoient des accords bilatéraux ou multilatéraux conclus entre des Etats parties en vue de la vérification des stocks d'armes chimiques et de leur destruction.

A cette fin, le Conseil exécutif décide de limiter la vérification à des mesures complétant celles qui sont entreprises conformément à un accord bilatéral ou multilatéral de cette nature, s'il constate que :

a) Les dispositions relatives à la vérification de l'accord considéré sont compatibles avec les dispositions correspondantes du présent article et de la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification;

b) L'application de l'accord apporte une garantie suffisante du respect des dispositions pertinentes de la présente Convention;

c) Les parties à l'accord bilatéral ou multilatéral tiennent l'Organisation pleinement informée de leurs activités de vérification.

14. Si le Conseil exécutif décide ce que prévoit le paragraphe 13, l'Organisation a le droit de surveiller l'application de l'accord bilatéral ou multilatéral considéré.

15. Rien dans les paragraphes 13 et 14 n'affecte l'obligation où se trouve l'Etat partie de présenter des déclarations conformément à l'article III, au présent article et à la quatrième partie (A) de l'Annexe sur la vérification.

16. Les coûts de la destruction des armes chimiques qu'un Etat partie est tenu de détruire sont à la charge de cet Etat. Les coûts de la vérification du stockage et de la destruction de ces armes chimiques le sont également, à moins que le Conseil exécutif n'en décide autrement. Si le Conseil exécutif décide, conformément au paragraphe 13, de limiter la vérification effectuée par l'Organisation, les coûts des mesures de vérification et de surveillance complémentaires qu'exécute l'Organisation sont couverts selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, comme indiqué au paragraphe 7 de l'article VIII.

17. L'Etat partie est libre d'appliquer ou non les dispositions du présent article et les dispositions pertinentes de la quatrième partie de l'Annexe sur la vérification aux armes chimiques qui ont été enfouies sur son territoire avant le ler janvier 1977 et qui le restent, ou qui ont été déversées en mer avant le ler janvier 1985.

ARTICLE V

INSTALLATIONS DE FABRICATION D'ARMES CHIMIQUES

1. Les dispositions du présent article et les procédures d'application détaillées qui s'y rapportent s'appliquent à toutes les installations de fabrication d'armes chimiques dont un Etat partie est le propriétaire ou le détenteur, ou qui se trouvent en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle.

2. Les procédures d'application du présent article sont détaillées à l'Annexe sur la vérification.

3. Toutes les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 sont soumises à une vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place, conformément à la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification.

4. Chaque Etat partie met immédiatement fin à toute activité dans les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1, excepté à celle qui est requise pour les fermer.

5. Aucun Etat partie ne construit de nouvelles installations de fabrication d'armes chimiques ni ne modifie d'installations existantes aux fins de la fabrication d'armes chimiques ou de toute autre activité interdite par la présente Convention.

6. Chaque Etat partie, immédiatement après avoir présenté la déclaration prévue au paragraphe 1, alinéa c), de l'article III, donne accès aux installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1, aux fins de la vérification systématique de cette déclaration par l'inspection sur place.

7. Chaque Etat partie :

a) Ferme, au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, toutes les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1, conformément à la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification, et le fait savoir;

b) Donne accès aux installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1, après leur fermeture, aux fins de la vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place, vérification qui a pour but de s'assurer que les installations restent fermées et sont par la suite détruites.

8. Chaque Etat partie détruit toutes les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 ainsi que les installations et le matériel connexes, conformément à l'Annexe sur la vérification ainsi qu'au rythme et dans l'ordre convenus (ci-après dénommés "ordre de destruction"). Leur destruction commence au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie et s'achève au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Rien n'empêche qu'un Etat partie détruise ces installations à un rythme plus rapide.

9. Chaque Etat partie :

a) Présente des plans détaillés de destruction des installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 au plus tard 180 jours avant que la destruction de chaque installation ne commence;

b) Présente annuellement des déclarations concernant la mise en oeuvre de ses plans de destruction de toutes les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 au plus tard 90 jours après la fin de chaque période de destruction annuelle;

c) Certifie, au plus tard 30 jours après l'achèvement du processus de destruction, que toutes les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 ont été détruites.

10. L'Etat qui ratifie la présente Convention ou qui y adhère après la période de dix ans prévue pour la destruction, aux termes du paragraphe 8, détruit les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 dès que possible. Le Conseil exécutif établit à l'égard de cet Etat partie un ordre de destruction des installations et les procédures à suivre pour vérifier rigoureusement leur destruction.

11. Chaque Etat partie accorde la plus haute priorité à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement pendant la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques. Il détruit les installations en respectant ses normes nationales en matière de sécurité et d'émissions.

12. Les installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 peuvent être temporairement converties pour la destruction d'armes chimiques conformément aux paragraphes 18 à 25 de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification. L'installation ainsi convertie doit être détruite aussitôt qu'elle n'est plus utilisée pour la destruction d'armes chimiques et, en tout état de cause, au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention.

13. L'Etat partie peut demander, dans les cas exceptionnels de nécessité impérieuse, l'autorisation d'exploiter l'une des installations de fabrication d'armes chimiques visées au paragraphe 1 à des fins non interdites par la présente Convention. La Conférence des Etats parties décide, sur la recommandation du Conseil exécutif, s'il y a lieu de faire droit à la demande et fixe les conditions auxquelles l'autorisation est subordonnée, conformément à la section D de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification.

14. L'installation de fabrication d'armes chimiques est convertie de telle manière qu'elle ne soit pas plus à même de fabriquer des armes chimiques à l'avenir que toute autre installation exploitée à des fins industrielles, agricoles, de recherche, des fins médicales, pharmaceutiques ou d'autres fins pacifiques ne mettant pas en jeu de produits chimiques inscrits au tableau 1.

15. Toutes les installations converties sont soumises à la vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place, conformément à la section D de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification.

16. Quant aux activités de vérification à exécuter conformément au présent article et à la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification, l'Organisation étudie les possibilités d'éviter qu'elles ne fassent double emploi avec ce que prévoient des accords bilatéraux ou multilatéraux conclus entre des Etats parties en vue de la vérification des installations de fabrication d'armes chimiques et de leur destruction.

A cette fin, le Conseil exécutif décide de limiter la vérification à des mesures complétant celles qui sont entreprises conformément à un accord bilatéral ou multilatéral de cette nature s'il constate que :

a) Les dispositions relatives à la vérification de l'accord considéré sont compatibles avec les dispositions correspondantes du présent article et de la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification;

b) L'application de l'accord apporte une garantie suffisante du respect des dispositions pertinentes de la présente Convention;

c) Les parties à l'accord bilatéral ou multilatéral tiennent l'Organisation pleinement informée de leurs activités de vérification.

17. Si le Conseil exécutif décide ce que prévoit le paragraphe 16, l'Organisation a le droit de surveiller l'application de l'accord bilatéral ou multilatéral considéré.

18. Rien dans les paragraphes 16 et 17 n'affecte l'obligation où se trouve un Etat partie de présenter des déclarations conformément à l'article III, au présent article et à la cinquième partie de l'Annexe sur la vérification.

19. Les coûts de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques qu'un Etat partie est tenu de détruire sont à la charge de cet Etat. Les coûts de la vérification prévue par le présent article le sont également, à moins que le Conseil exécutif n'en décide autrement. Si le Conseil exécutif décide, conformément au paragraphe 16, de limiter la vérification effectuée par l'Organisation, les coûts des mesures de vérification et de surveillance complémentaires qu'exécute l'Organisation sont couverts selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, comme indiqué au paragraphe 7 de l'article VIII.

ARTICLE VI

ACTIVITES NON INTERDITES PAR LA PRESENTE CONVENTION

1. Chaque Etat partie a le droit, sous réserve des dispositions de la présente Convention, de mettre au point, de fabriquer, d'acquérir d'une autre manière, de conserver, de transférer et d'utiliser des produits chimiques toxiques et leurs précurseurs à des fins non interdites par la présente Convention.

2. Chaque Etat partie adopte les mesures nécessaires pour que les produits chimiques toxiques et leurs précurseurs ne soient mis au point, fabriqués, acquis d'une autre manière, conservés, transférés ou utilisés sur son territoire ou en tout autre lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle qu'à des fins non interdites par la présente Convention. Dans ce but, et pour donner l'assurance que ses activités sont conformes aux obligations qu'il a contractées en vertu de la présente Convention, chaque Etat partie soumet les produits chimiques toxiques et leurs précurseurs qui sont inscrits aux tableaux 1, 2 et 3 de l'Annexe sur les produits chimiques ainsi que les installations liées à ces produits chimiques et les autres installations visées à l'Annexe sur la vérification qui sont situées sur son territoire ou en tout autre lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle à des mesures de vérification selon les dispositions de l'Annexe sur la vérification.

3. Chaque Etat partie soumet les produits chimiques inscrits au tableau 1 (ci-après dénommés les "produits chimiques du tableau 1") aux interdictions concernant leur fabrication, leur acquisition, leur conservation, leur transfert et leur utilisation, telles que spécifiées dans la sixième partie de l'Annexe sur la vérification. Il soumet ces produits et les installations visées à la sixième partie de l'Annexe sur la vérification à une vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place, conformément à cette partie de l'Annexe sur la vérification.

4. Chaque Etat partie soumet les produits chimiques inscrits au tableau 2 (ci-après dénommés les "produits chimiques du tableau 2") et les installations visées à la septième partie de l'Annexe sur la vérification au contrôle des données et à la vérification sur place, conformément à cette partie de l'Annexe sur la vérification.

5. Chaque Etat partie soumet les produits chimiques inscrits au tableau 3 (ci-après dénommés les "produits chimiques du tableau 3") et les installations visées à la huitième partie de l'Annexe sur la vérification au contrôle des données et à la vérification sur place, conformément à cette partie de l'Annexe sur la vérification.

6. Chaque Etat partie soumet les installations visées à la neuvième partie de l'Annexe sur la vérification au contrôle des données et, éventuellement, à la vérification sur place, conformément à cette partie de l'Annexe sur la vérification, à moins que la Conférence des Etats parties n'en décide autrement, conformément au paragraphe 22 de la neuvième partie de l'Annexe sur la vérification.

7. Chaque Etat partie fait, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, une déclaration initiale concernant les produits chimiques et les installations pertinents, conformément à l'Annexe sur la vérification.

8. Chaque Etat partie fait des déclarations annuelles concernant les produits chimiques et les installations pertinents, conformément à l'Annexe sur la vérification.

9. Aux fins de la vérification sur place, chaque Etat partie donne aux inspecteurs accès à ses installations comme le stipule l'Annexe sur la vérification.

10. En exécutant ses activités de vérification, le Secrétariat technique évite toute intrusion injustifiée dans les activités chimiques que mène l'Etat partie à des fins non interdites par la présente Convention et, en particulier, il se conforme aux dispositions de l'Annexe sur la protection de l'information confidentielle (ci-après dénommée "l'Annexe sur la confidentialité").

11. Les dispositions du présent article sont appliquées de manière à éviter d'entraver le développement économique ou technologique des Etats parties, de même que la coopération internationale dans le domaine des activités chimiques à des fins non interdites par la présente Convention, y compris l'échange international d'informations scientifiques et techniques ainsi que de produits chimiques et de matériel aux fins de la fabrication, du traitement ou de l'utilisation de produits chimiques à des fins non interdites par la présente Convention.

ARTICLE VII

MESURES D'APPLICATION NATIONALES

Engagements d'ordre général

1. Chaque Etat partie adopte, conformément aux procédures prévues par sa Constitution, les mesures nécessaires pour s'acquitter des obligations qu'il a contractées en vertu de la présente Convention. En particulier :

a) Il interdit aux personnes physiques et morales se trouvant en quelque lieu de son territoire ou en tout autre lieu placé sous sa juridiction telle qu'elle est reconnue par le droit international, d'entreprendre quelque

activité que ce soit qui est interdite à un Etat partie par la présente Convention et, notamment, promulgue une législation pénale en la matière;

b) Il n'autorise aucune activité interdite à un Etat partie par la présente Convention, en quelque lieu qui soit placé sous son contrôle;

c) Il applique la législation pénale qu'il a promulguée en vertu de l'alinéa a) à toute activité interdite à un Etat partie par la présente Convention, qui est entreprise en quelque lieu que ce soit par des personnes physiques possédant sa nationalité, conformément au droit international.

2. Chaque Etat partie coopère avec les autres Etats parties et apporte, sous la forme appropriée, une assistance juridique pour faciliter l'exécution des obligations découlant du paragraphe 1.

3. En s'acquittant des obligations qu'il a contractées en vertu de la présente Convention, chaque Etat partie accorde la plus haute priorité à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement et coopère, selon que de besoin, avec d'autres Etats parties dans ce domaine.

Rapports entre l'Etat partie et l'Organisation

4. Pour s'acquitter des obligations qu'il a contractées en vertu de la présente Convention, chaque Etat partie désigne ou met en place une autorité nationale, qui sert de centre national en vue d'assurer une liaison efficace avec l'Organisation et les autres Etats parties, et en informe l'Organisation au moment où la Convention entre en vigueur à son égard.

5. Chaque Etat partie informe l'Organisation des mesures législatives et administratives qu'il a prises pour appliquer la présente Convention.

6. Chaque Etat partie traite de façon confidentielle et particulière l'information et les données qu'il reçoit en confidence de l'Organisation concernant l'application de la présente Convention. Il traite cette information et ces données exclusivement dans le cadre des droits et obligations qui sont les siens aux termes de la Convention et en se conformant aux dispositions de l'Annexe sur la confidentialité.

7. Chaque Etat partie s'engage à coopérer avec l'Organisation dans l'accomplissement de toutes ses fonctions et, en particulier, à prêter son concours au Secrétariat technique.

ARTICLE VIII

L'ORGANISATION

A. DISPOSITIONS GENERALES

1. Les Etats parties créent par les présentes l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, afin de réaliser l'objet et le but de la présente Convention, de veiller à l'application de ses dispositions, y compris celles qui ont trait à la vérification internationale du respect de l'instrument, et de ménager un cadre dans lequel ils puissent se consulter et coopérer entre eux.

2. Tous les Etats parties à la présente Convention sont membres de l'Organisation. Aucun Etat partie ne peut être privé de sa qualité de membre de l'Organisation.

3. L'Organisation a son siège à La Haye (Royaume des Pays-Bas).

4. Sont créés par les présentes la Conférence des Etats parties, le Conseil exécutif et le Secrétariat technique, qui constituent les organes de l'Organisation.

5. L'Organisation exécute les activités de vérification prévues par la présente Convention de sorte que leurs objectifs soient atteints de la manière la moins intrusive possible dans les délais et avec l'efficacité voulus. Elle ne demande que les informations et données qui lui sont nécessaires pour s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées par la Convention. Elle prend toutes les précautions qui s'imposent pour protéger la confidentialité des informations relatives à des activités et des installations civiles et militaires dont elle a connaissance dans le cadre de l'application de la Convention et, en particulier, elle se conforme aux dispositions de l'Annexe sur la confidentialité.

6. L'Organisation cherche à tirer parti des progrès de la science et de la technique aux fins de ses activités de vérification.

7. Les coûts des activités de l'Organisation sont couverts par les Etats parties selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, ajusté compte tenu des différences entre le nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et celui des Etats membres de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, et sous réserve des dispositions des articles IV et V. Les contributions financières des Etats parties à la Commission préparatoire sont déduites de manière appropriée de leurs contributions au budget ordinaire. Le budget de l'Organisation comprend deux chapitres distincts, consacrés l'un aux dépenses d'administration et autres coûts, et l'autre aux dépenses relatives à la vérification.

8. Un membre de l'Organisation en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut pas participer au vote à l'Organisation si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. La Conférence des Etats parties peut néanmoins autoriser ce membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

B. LA CONFERENCE DES ETATS PARTIES

Composition, procédure et prise de décisions

9. La Conférence des Etats parties (ci-après dénommée "la Conférence") se compose de tous les membres de l'Organisation. Chaque membre a un représentant à la Conférence, qui peut être accompagné de suppléants et de conseillers.

10. La première session de la Conférence est convoquée par le dépositaire au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention.

11. La Conférence tient des sessions ordinaires, qui ont lieu chaque année à moins qu'elle n'en décide autrement.

12. Des sessions extraordinaires de la Conférence sont convoquées :

a) Sur décision de la Conférence;

b) A la demande du Conseil exécutif;

c) A la demande de tout membre appuyée par un tiers des membres; ou

d) En vue d'un examen du fonctionnement de la présente Convention, conformément au paragraphe 22.

Excepté dans le cas visé à l'alinéa d), la session extraordinaire est convoquée au plus tard 30 jours après réception de la demande par le Directeur général du Secrétariat technique, sauf indication contraire figurant dans la demande.

13. La Conférence se réunit aussi en conférence d'amendement conformément au paragraphe 2 de l'article XV.

14. Les sessions de la Conférence ont lieu au siège de l'Organisation, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

15. La Conférence adopte son règlement intérieur. Au début de chaque session ordinaire, elle élit son président et d'autres membres du bureau, en tant que de besoin. Les membres du bureau exercent leurs fonctions jusqu'à ce qu'un nouveau président et d'autres membres soient élus, lors de la session ordinaire suivante.

16. Le quorum pour la Conférence est constitué par la majorité des membres de l'Organisation.

17. Chaque membre de l'Organisation dispose d'une voix à la Conférence.

18. La Conférence prend les décisions relatives aux questions de procédure à la majorité simple des membres présents et votants. Les décisions sur les questions de fond devraient être prises dans la mesure du possible par consensus. S'il ne se dégage aucun consensus lorsqu'il faut se prononcer sur une question, le Président ajourne le vote pendant 24 heures, ne ménage aucun effort entre-temps pour faciliter l'obtention du consensus et fait rapport à la Conférence avant l'expiration du délai d'ajournement. S'il est impossible de parvenir au consensus au terme de ces 24 heures, la Conférence prend la décision à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, à moins que la présente Convention n'en dispose autrement. En cas de doute sur le point de savoir s'il s'agit ou non d'une question de fond, la question visée est traitée comme une question de fond, à moins que la Conférence n'en décide autrement à la majorité requise pour les décisions sur les questions de fond.

Pouvoirs et fonctions

19. La Conférence est le principal organe de l'Organisation. Elle examine tous points, toutes questions et tous problèmes entrant dans le cadre de la présente Convention, y compris ceux qui ont un rapport avec les pouvoirs et fonctions du Conseil exécutif et du Secrétariat technique. Elle peut faire des recommandations et se prononcer sur tous points, toutes questions et tous

problèmes intéressant la Convention qui seraient soulevés par un Etat partie ou portés à son attention par le Conseil exécutif.

20. La Conférence supervise l'application de la présente Convention et oeuvre à la réalisation de son objet et de son but. Elle détermine dans quelle mesure la Convention est respectée. Elle supervise également les activités du Conseil exécutif et du Secrétariat technique et peut adresser des directives, qui sont conformes aux dispositions de la Convention, à l'un ou l'autre de ces organes dans l'accomplissement de ses fonctions.

21. La Conférence :

a) Examine et adopte à ses sessions ordinaires le rapport et le budget-programme de l'Organisation que lui présente le Conseil exécutif et examine d'autres rapports;

b) Décide du barème des quotes-parts revenant aux Etats parties conformément au paragraphe 7;

c) Elit les membres du Conseil exécutif;

d) Nomme le Directeur général du Secrétariat technique (ci-après dénommé le "Directeur général");

e) Approuve le règlement intérieur du Conseil exécutif que lui présente ce dernier;

f) Crée les organes subsidiaires qu'elle estime nécessaires pour exercer les fonctions qui lui sont attribuées par la présente Convention;

g) Favorise la coopération internationale à des fins pacifiques dans le domaine des activités chimiques;

h) Passe en revue les innovations scientifiques et techniques qui pourraient avoir des répercussions sur le fonctionnement de la présente Convention, et, à cette fin, charge le Directeur général de créer un conseil scientifique consultatif pour lui permettre, dans l'exercice de ses fonctions, de fournir à la Conférence, au Conseil exécutif ou aux Etats parties des avis spécialisés dans des domaines scientifiques et techniques intéressant la Convention. Le Conseil scientifique consultatif est composé d'experts indépendants désignés conformément aux critères adoptés par la Conférence;

i) Examine et approuve à sa première session tout projet d'accord, de disposition et de principe directeur élaboré par la Commission préparatoire;

j) Crée à sa première session le fonds de contributions volontaires pour l'assistance, comme prévu à l'article X;

k) Prend les mesures nécessaires pour assurer le respect de la présente Convention et pour redresser et corriger toute situation qui contrevient aux dispositions de la Convention, conformément à l'article XII.

22. La Conférence tient des sessions extraordinaires au plus tard un an après l'expiration d'une période de cinq ans et de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention et à tous autres moments dans cet intervalle

dont il serait décidé, pour procéder à l'examen du fonctionnement de la Convention. Les examens ainsi effectués tiennent compte de tous progrès scientifiques et techniques pertinents qui seraient intervenus. Par la suite, à moins qu'il n'en soit décidé autrement, la Conférence tient tousles cinq ans une session qui a le même objectif.

C. LE CONSEIL EXECUTIF

Composition, procédure et prise de décisions

23. Le Conseil exécutif se compose de 41 membres. Chaque Etat partie a le droit de siéger au Conseil exécutif suivant le principe de la rotation. Les membres du Conseil exécutif sont élus par la Conférence pour deux ans. Afin d'assurer l'efficacité du fonctionnement de la présente Convention, et compte dûment tenu, en particulier, du principe d'une répartition géographique équitable, de l'importance de l'industrie chimique ainsi que des intérêts politiques et de sécurité, le Conseil exécutif comprend :

a) Neuf Etats parties d'Afrique désignés par les Etats parties situés dans cette région. Comme critère de leur désignation, il est entendu que, sur ces neuf Etats, trois sont, en principe, les Etats parties dont l'industrie chimique nationale compte parmi les plus importantes de la région, fait qui est établi à partir de données communiquées et publiées internationalement; de plus, le groupe régional convient de prendre en considération d'autres facteurs régionaux pour désigner ces trois membres;

b) Neuf Etats parties d'Asie désignés par les Etats parties situés dans cette région. Comme critère de leur désignation, il est entendu que, sur ces neuf Etats, quatre sont, en principe, les Etats parties dont l'industrie chimique nationale compte parmi les plus importantes de la région, fait qui est établi à partir de données communiquées et publiées internationalement; de plus, le groupe régional convient de prendre en considération d'autres facteurs régionaux pour désigner ces quatre membres;

c) Cinq Etats parties d'Europe orientale désignés par les Etats parties situés dans cette région. Comme critère de leur désignation, il est entendu que l'un de ces cinq Etats est, en principe, l'Etat partie dont l'industrie chimique nationale compte parmi les plus importantes de la région, fait qui est établi à partir de données communiquées et publiées internationalement; de plus, le groupe régional convient de prendre en considération d'autres facteurs régionaux pour désigner ce membre;

d) Sept Etats parties d'Amérique latine et des Caraïbes désignés par les Etats parties situés dans cette région. Comme critère de leur désignation, il est entendu que, sur ces sept Etats, trois sont, en principe, les Etats parties dont l'industrie chimique nationale compte parmi les plus importantes de la région, fait qui est établi à partir de données communiquées et publiées internationalement; de plus, le groupe régional convient de prendre en considération d'autres facteurs régionaux pour désigner ces trois membres;

e) Dix Etats parties du groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, désignés par les Etats parties qui sont membres de ce groupe. Comme critère de leur désignation, il est entendu que, sur ces dix Etats, cinq sont, en principe, les Etats parties dont l'industrie chimique nationale compte parmi les plus importantes de la région, fait qui est établi à partir de

données communiquées et publiées internationalement; de plus, le groupe régional convient de prendre en considération d'autres facteurs régionaux pour désigner ces cinq membres;

f) Un autre Etat partie que désignent à tour de rôle les Etats parties de la région de l'Asie et de celle de l'Amérique latine et des Caraïbes. Comme critère de cette désignation, il est entendu que les Etats parties de ces régions choisissent par rotation l'un des membres de leur groupe.

24. Lors de la première élection du Conseil exécutif, 20 Etats parties seront élus pour un an, compte dûment tenu des proportions numériques énoncées au paragraphe 23.

25. Après que les articles IV et V auront été intégralement appliqués, la Conférence pourra, à la demande de la majorité des membres du Conseil exécutif, réexaminer la composition de ce dernier à la lumière des événements ayant un rapport avec les principes régissant sa composition qui sont spécifiés au paragraphe 23.

26. Le Conseil exécutif élabore son règlement intérieur et le soumet à l'approbation de la Conférence.

27. Le Conseil exécutif élit son président parmi ses membres.

28. Le Conseil exécutif tient des sessions ordinaires. Entre les sessions ordinaires, il se réunit aussi souvent que l'exige l'exercice de ses pouvoirs et fonctions.

29. Chaque membre du Conseil exécutif dispose d'une voix. Sauf disposition contraire de la présente Convention, le Conseil exécutif prend les décisions sur les questions de fond à la majorité des deux tiers de l'ensemble de ses membres. Le Conseil exécutif prend les décisions relatives aux questions de procédure à la majorité simple de l'ensemble de ses membres. En cas de doute sur le point de savoir s'il s'agit ou non d'une question de fond, la question visée est traitée comme une question de fond, à moins que le Conseil exécutif n'en décide autrement à la majorité requise pour les décisions sur les questions de fond.

Pouvoirs et fonctions

30. Le Conseil exécutif est l'organe exécutif de l'Organisation. Il relève de la Conférence. Le Conseil exécutif exerce les pouvoirs et fonctions qui lui sont attribués par la présente Convention, de même que les fonctions qui lui sont déléguées par la Conférence. Ce faisant, il agit en conformité avec les recommandations, les décisions et les directives de la Conférence et veille à ce qu'elles soient appliquées comme il se doit et de manière suivie.

31. Le Conseil exécutif oeuvre à l'application effective et au respect de la présente Convention. Il supervise les activités du Secrétariat technique, coopère avec l'autorité nationale de chaque Etat partie et facilite la consultation et la coopération entre Etats parties, à leur demande.

32. Le Conseil exécutif :

a) Examine et présente à la Conférence le projet de budget-programme de l'Organisation;

b) Etudie et présente à la Conférence le projet de rapport de l'Organisation sur l'application de la présente Convention, le rapport sur l'exécution de ses propres activités et les rapports spéciaux qu'il juge nécessaires ou que la Conférence demanderait;

c) Prend les dispositions nécessaires pour l'organisation des sessions de la Conférence et notamment pour l'établissement de l'ordre du jour provisoire.

33. Le Conseil exécutif peut demander la convocation d'une session extraordinaire de la Conférence.

34. Le Conseil exécutif :

a) Conclut des accords ou prend des arrangements avec les Etats et les organisations internationales au nom de l'Organisation, sous réserve de l'approbation préalable de la Conférence;

b) Conclut des accords avec les Etats parties au nom de l'Organisation en ce qui concerne l'article X et supervise le fonds de contributions volontaires mentionné dans cet article;

c) Approuve les accords ou les arrangements concernant l'exécution des activités de vérification négociés par le Secrétariat technique avec les Etats parties.

35. Le Conseil exécutif examine tout problème ou toute question relevant de sa compétence qui a des répercussions sur la présente Convention et sur son application, y compris les motifs de préoccupation quant au respect de la Convention et les cas de non-respect, et, selon qu'il convient, en informe les Etats parties et porte le problème ou la question à l'attention de la Conférence.

36. Lorsqu'il examine des doutes ou des préoccupations quant au respect de la présente Convention et des cas de non-respect, notamment un usage abusif des droits énoncés dans la Convention, le Conseil exécutif consulte les Etats parties intéressés et, selon qu'il convient, demande à l'Etat partie de prendre des mesures pour redresser la situation dans des délais fixés. Pour autant que le Conseil exécutif juge nécessaire de poursuivre l'affaire, il prend entre autres une ou plusieurs des mesures suivantes :

a) Il informe tous les Etats parties du problème ou de la question;

b) Il porte le problème ou la question à l'attention de la Conférence;

c) Il fait des recommandations à la Conférence touchant les mesures à prendre pour redresser la situation et assurer le respect de la Convention.

Si la situation est particulièrement grave et urgente, le Conseil exécutif porte directement le problème ou la question, y compris les

informations et les conclusions pertinentes, à l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Il informe en même temps tous les Etats parties de cette démarche.

D. LE SECRETARIAT TECHNIQUE

37. Le Secrétariat technique aide la Conférence et le Conseil exécutif dans l'accomplissement de leurs fonctions. Il exécute les mesures de vérification prévues par la présente Convention. Il exerce les autres fonctions qui lui sont attribuées par la Convention, de même que les fonctions qui lui sont déléguées par la Conférence et le Conseil exécutif.

38. Le Secrétariat technique :

a) Etablit et présente au Conseil exécutif le projet de budget-programme de l'Organisation;

b) Etablit et présente au Conseil exécutif le projet de rapport de l'Organisation sur l'application de la présente Convention et tous autres rapports que la Conférence ou le Conseil exécutif demanderait;

c) Fournit un appui administratif et technique à la Conférence, au Conseil exécutif et aux organes subsidiaires;

d) Adresse et reçoit au nom de l'Organisation des communications destinées aux Etats parties ou émanant de ceux-ci et portant sur des questions relatives à l'application de la présente Convention;

e) Fournit une assistance technique aux Etats parties en vue de l'application des dispositions de la présente Convention et établit pour eux à cette même fin des évaluations techniques, notamment de produits chimiques inscrits et non inscrits.

39. Le Secrétariat technique :

a) Négocie avec les Etats parties des accords ou des arrangements concernant l'exécution des activités de vérification, qui sont soumis à l'approbation du Conseil exécutif;

b) Au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention, coordonne la constitution et le maintien de stocks permanents destinés aux secours d'urgence et à l'aide humanitaire fournis par les Etats parties conformément au paragraphe 7, alinéas b) et c), de l'article X. Le Secrétariat technique peut inspecter les éléments en stock pour s'assurer qu'ils sont utilisables. La Conférence examine et approuve les listes d'éléments à stocker, conformément à l'alinéa i) du paragraphe 21;

c) Administre le fonds de contributions volontaires visé à l'article X, recueille les déclarations présentées par les Etats parties et enregistre sur demande les accords bilatéraux conclus entre des Etats parties ou entre un Etat partie et l'Organisation aux fins de l'article X.

40. Le Secrétariat technique informe le Conseil exécutif de toute difficulté qu'il a pu rencontrer dans l'exercice de ses fonctions, y compris des doutes,

ambiguïtés ou incertitudes quant au respect de la présente Convention qu'il a constatés dans l'exécution de ses activités de vérification et qu'il n'a pu lever ou éclaircir par des consultations avec l'Etat partie intéressé.

41. Le Secrétariat technique est composé d'un directeur général, qui en est le chef et en dirige l'administration, d'inspecteurs et de collaborateurs scientifiques, techniques et autres, selon les besoins.

42. L'inspectorat fait partie du Secrétariat technique et est placé sous la supervision du Directeur général.

43. Le Directeur général est nommé par la Conférence sur recommandation du Conseil exécutif, pour quatre ans; son mandat peut être renouvelé une seule fois.

44. Le Directeur général est chargé de la nomination des membres du personnel ainsi que de l'organisation et du fonctionnement du Secrétariat technique, et en répond auprès de la Conférence et du Conseil exécutif. La considération dominante dans le recrutement et la définition des conditions d'emploi du personnel est la nécessité d'assurer les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité. Seuls des nationaux des Etats parties peuvent être nommés directeur général ou engagés comme inspecteurs, collaborateurs, cadres ou employés d'administration. Est dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. Aux fins du recrutement, il est tenu compte du principe suivant lequel les effectifs doivent être maintenus au minimum nécessaire pour que le Secrétariat technique puisse s'acquitter convenablement de ses responsabilités.

45. Le Directeur général est chargé de l'organisation et du fonctionnement du conseil scientifique consultatif visé à l'alinéa h) du paragraphe 21. Il nomme, en consultant les Etats parties, les membres de ce conseil, qui siègent à titre personnel. Les membres du Conseil scientifique consultatif sont recrutés sur la base de leurs compétences dans les domaines scientifiques particuliers ayant un rapport avec l'application de la présente Convention. Le Directeur général peut aussi, en consultant les membres de ce conseil, établir à titre temporaire et selon que de besoin des groupes de travail d'experts scientifiques pour faire des recommandations concernant des problèmes particuliers. Dans ce contexte, les Etats parties peuvent soumettre des listes d'experts au Directeur général.

46. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur général, les inspecteurs et les autres membres du personnel ne demandent ni ne reçoivent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autre source extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte qui pourrait nuire à leur statut de fonctionnaires internationaux relevant uniquement de la Conférence et du Conseil exécutif.

47. Chaque Etat partie respecte la nature exclusivement internationale des responsabilités confiées au Directeur général, aux inspecteurs et aux autres membres du personnel et ne cherche pas à les influencer dans l'accomplissement de leurs fonctions.

E. PRIVILEGES ET IMMUNITES

48. L'Organisation jouit, sur le territoire et en tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un Etat partie, de la capacité juridique et

des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions.

49. Les représentants des Etats parties ainsi que leurs suppléants et conseillers, les représentants nommés au Conseil exécutif ainsi que leurs suppléants et conseillers, le Directeur général et le personnel de l'Organisation, jouissent des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions dans le cadre de l'Organisation.

50. La capacité juridique et les privilèges et immunités mentionnés dans le présent article sont définis dans des accords entre l'Organisation et les Etats parties ainsi que dans un accord entre l'Organisation et le pays dans lequel est situé le siège de l'Organisation. La Conférence examine et approuve ces accords, conformément à l'alinéa i) du paragraphe 21.

51. Nonobstant les paragraphes 48 et 49, le Directeur général et le personnel du Secrétariat technique jouissent, durant l'exécution des activités de vérification, des privilèges et immunités énoncés dans la deuxième partie, section B, de l'Annexe sur la vérification.

ARTICLE IX

CONSULTATIONS, COOPERATION ET ETABLISSEMENT DES FAITS

1. Les Etats parties se consultent et coopèrent, directement entre eux ou par l'intermédiaire de l'Organisation ou encore suivant d'autres procédures internationales appropriées, y compris des procédures établies dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément à sa Charte, sur toute question qui serait soulevée touchant l'objet et le but de la présente Convention ou l'application de ses dispositions.

2. Sans préjudice du droit de tout Etat partie de demander une inspection par mise en demeure, les Etats parties devraient, chaque fois que possible, commencer par tout mettre en oeuvre pour éclaircir et régler, par un échange d'informations et par des consultations entre eux, toute question qui susciterait un doute quant au respect de la présente Convention ou une préoccupation au sujet d'une question connexe qui serait jugée ambiguë. L'Etat partie qui reçoit d'un autre Etat partie une demande d'éclaircissements au sujet d'une question dont l'Etat partie requérant croit qu'elle suscite un tel doute ou une telle préoccupation fournit à cet Etat, dès que possible, et en tout état de cause au plus tard dix jours après réception de la demande, des informations suffisantes pour lever ce doute ou cette préoccupation ainsi qu'une explication de la façon dont les informations fournies règlent la question. Aucune disposition de la présente Convention n'affecte le droit de deux ou de plusieurs Etats parties d'organiser par consentement mutuel des inspections ou de prendre entre eux tous autres arrangements pour éclaircir et régler toute question qui susciterait un doute quant au respect de la Convention ou une préoccupation au sujet d'une question connexe qui serait jugée ambiguë. De tels arrangements n'affectent pas les droits et obligations qu'a tout Etat partie en vertu d'autres dispositions de la présente Convention.

Procédure à suivre dans le cas d'une demande d'éclaircissements

3. Un Etat partie a le droit de demander au Conseil exécutif de l'aider à éclaircir toute situation qui serait jugée ambiguë ou qui suscite une préoccupation quant au non-respect éventuel de la présente Convention par un autre Etat partie. Le Conseil exécutif fournit les informations pertinentes qu'il possède à ce sujet.

4. Un Etat partie a le droit de demander au Conseil exécutif d'obtenir d'un autre Etat partie des éclaircissements au sujet de toute situation qui serait jugée ambiguë ou qui suscite une préoccupation quant au non-respect éventuel de la présente Convention par ce dernier. En pareil cas, les dispositions suivantes s'appliquent :

a) Le Conseil exécutif transmet la demande d'éclaircissements à l'Etat partie intéressé par l'intermédiaire du Directeur général au plus tard 24 heures après sa réception;

b) L'Etat partie requis fournit des éclaircissements au Conseil exécutif dès que possible et en tout état de cause au plus tard dix jours après réception de la demande;

c) Le Conseil exécutif prend note des éclaircissements et les transmet à l'Etat partie requérant au plus tard 24 heures après leur réception;

d) S'il juge ces éclaircissements insuffisants, l'Etat partie requérant a le droit de demander au Conseil exécutif d'obtenir de l'Etat partie requis des précisions supplémentaires;

e) Pour obtenir les précisions supplémentaires demandées au titre de l'alinéa d), le Conseil exécutif peut demander au Directeur général de constituer un groupe d'experts en faisant appel aux collaborateurs du Secrétariat technique ou, si ceux-ci n'ont pas les compétences requises en l'occurrence, à des spécialistes extérieurs. Ce groupe est chargé d'examiner toutes les informations et données disponibles se rapportant à la situation qui suscite la préoccupation. Il présente au Conseil exécutif un rapport factuel dans lequel il apporte ses conclusions;

f) Si l'Etat partie requérant estime que les éclaircissements obtenus au titre des alinéas d) et e) ne sont pas satisfaisants, il a le droit de demander la convocation d'une réunion extraordinaire du Conseil exécutif, à laquelle les Etats parties intéressés qui ne sont pas membres du Conseil exécutif sont habilités à participer. A cette réunion extraordinaire, le Conseil exécutif examine la question et peut recommander toute mesure qu'il juge appropriée pour régler la situation.

5. Un Etat partie a aussi le droit de demander au Conseil exécutif d'éclaircir toute situation qui a été jugée ambiguë ou qui a suscité une préoccupation quant au non-respect éventuel de la présente Convention par cet Etat. Le Conseil exécutif accède à une telle demande en fournissant l'assistance appropriée.

6. Le Conseil exécutif informe les Etats parties de toute demande d'éclaircissements faite conformément au présent article.

7. Si le doute ou la préoccupation d'un Etat partie quant à un cas de non-respect éventuel de la Convention n'a pas été dissipé dans les 60 jours suivant la présentation de la demande d'éclaircissements au Conseil exécutif, ou si cet Etat estime que ses doutes justifient un examen urgent, il a la faculté, sans nécessairement exercer son droit à une inspection par mise en demeure, de demander la convocation d'une session extraordinaire de la Conférence, conformément au paragraphe 12, alinéa c), de l'article VIII. A cette session extraordinaire, la Conférence examine la question et peut recommander toute mesure qu'elle juge appropriée pour régler la situation.

Procédure à suivre dans le cas d'inspections par mise en demeure

8. Chaque Etat partie a le droit de demander une inspection sur place par mise en demeure de toute installation ou de tout emplacement se trouvant sur le territoire d'un autre Etat partie ou en tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de cet Etat à seule fin d'élucider et de résoudre toutes questions liées au non-respect éventuel des dispositions de la présente Convention, et de faire effectuer cette inspection sans retard en quelque lieu que ce soit par une équipe d'inspection désignée par le Directeur général et en conformité avec l'Annexe sur la vérification.

9. Chaque Etat partie est tenu de veiller à ce que la demande d'inspection par mise en demeure ne sorte pas du cadre de la présente Convention et de fournir dans cette demande toute l'information pertinente qui est à l'origine de la préoccupation quant au non-respect éventuel de la Convention, comme il est spécifié dans l'Annexe sur la vérification. Chaque Etat partie s'abstient de demandes d'inspection sans fondement, en prenant soin d'éviter des abus. L'inspection par mise en demeure est effectuée à seule fin d'établir les faits se rapportant au non-respect éventuel de la Convention.

10. Aux fins de vérifier le respect des dispositions de la présente Convention, chaque Etat partie autorise le Secrétariat technique à effectuer l'inspection sur place par mise en demeure conformément au paragraphe 8.

11. A la suite d'une demande d'inspection par mise en demeure visant une installation ou un emplacement, et suivant les procédures prévues dans l'Annexe sur la vérification, l'Etat partie inspecté a :

a) Le droit et l'obligation de faire tout ce qui lui est raisonnablement possible pour démontrer qu'il respecte la présente Convention et, à cette fin, de permettre à l'équipe d'inspection de remplir son mandat;

b) L'obligation de donner accès à l'intérieur du site requis à seule fin d'établir les faits en rapport avec la préoccupation quant au non-respect éventuel de la présente Convention;

c) Le droit de prendre des mesures pour protéger les installations sensibles et d'empêcher la divulgation d'informations et de données confidentielles, sans rapport avec la présente Convention.

12. La participation d'un observateur à l'inspection est régie par les dispositions suivantes :

a) L'Etat partie requérant peut, sous réserve de l'accord de l'Etat partie inspecté, envoyer un représentant observer le déroulement de

l'inspection par mise en demeure; ce représentant peut être un ressortissant de l'Etat partie requérant ou d'un Etat partie tiers;

b) L'Etat partie inspecté accorde alors à l'observateur l'accès, conformément à l'Annexe sur la vérification;

c) En principe, l'Etat partie inspecté accepte l'observateur proposé, mais si cet Etat oppose son refus, le fait est consigné dans le rapport final.

13. L'Etat partie requérant présente sa demande d'inspection sur place par mise en demeure au Conseil exécutif et, simultanément, au Directeur général afin qu'il y soit donné immédiatement suite.

14. Le Directeur général s'assure immédiatement que la demande d'inspection satisfait aux exigences stipulées au paragraphe 4 de la dixième partie de l'Annexe sur la vérification, et aide au besoin l'Etat partie requérant à formuler sa demande en conséquence. Lorsque la demande d'inspection satisfait à ces exigences, les préparatifs de l'inspection par mise en demeure commencent.

15. Le Directeur général transmet la demande d'inspection à l'Etat partie inspecté au moins 12 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée.

16. Après avoir reçu la demande d'inspection, le Conseil exécutif prend connaissance des mesures prises par le Directeur général pour donner suite à la demande et reste saisi de l'affaire tout au long de la procédure d'inspection. Toutefois, ses délibérations ne doivent pas retarder le déroulement de l'inspection.

17. Le Conseil exécutif peut, au plus tard 12 heures après réception de la demande d'inspection, se prononcer contre la réalisation de l'inspection par mise en demeure à la majorité des trois quarts de l'ensemble de ses membres, s'il estime que la demande est frivole ou abusive ou qu'elle sort manifestement du cadre de la présente Convention, au sens des dispositions du paragraphe 8 du présent article. Ni l'Etat partie requérant ni l'Etat partie inspecté ne prennent part à une telle décision. Si le Conseil exécutif se prononce contre l'inspection par mise en demeure, les préparatifs sont interrompus, il n'est donné aucune autre suite à la demande d'inspection, et les Etats parties intéressés sont informés en conséquence.

18. Le Directeur général délivre un mandat d'inspection pour la conduite de l'inspection par mise en demeure. Ce mandat traduit la demande d'inspection visée aux paragraphes 8 et 9 en termes opérationnels et est conforme à cette demande.

19. L'inspection par mise en demeure est effectuée conformément à la dixième partie de l'Annexe sur la vérification ou, dans le cas d'une allégation d'emploi, conformément à la onzième partie de cette annexe. L'équipe d'inspection est guidée par le principe suivant lequel il convient qu'elle effectue l'inspection par mise en demeure de la manière la moins intrusive possible et compatible avec l'accomplissement de sa mission de façon efficace et dans les délais.

20. L'Etat partie inspecté prête son concours à l'équipe d'inspection tout au long de l'inspection par mise en demeure et facilite sa tâche. Si l'Etat partie inspecté propose, conformément à la dixième partie, section C, de l'Annexe sur la vérification, à titre d'alternative à un accès général et complet, des arrangements propres à démontrer qu'il respecte la Convention, il fait tout ce qui lui raisonnablement possible, au moyen de consultations avec l'équipe d'inspection, pour parvenir à un accord sur les modalités d'établissement des faits dans le but de démontrer qu'il respecte la Convention.

21. Le rapport final contient les faits constatés ainsi qu'une évaluation par l'équipe d'inspection du degré et de la nature de l'accès et de la coopération qui lui ont été accordés aux fins de la bonne exécution de l'inspection par mise en demeure. Le Directeur général transmet sans tarder le rapport final de l'équipe d'inspection à l'Etat partie requérant, à l'Etat partie inspecté, au Conseil exécutif et à tous les autres Etats parties. En outre, il transmet sans tarder au Conseil exécutif l'évaluation de l'Etat partie requérant et de l'Etat partie inspecté ainsi que les vues d'autres Etats parties qui ont pu lui être indiquées pour les besoins de la cause, et les communique ensuite à tous les Etats parties.

22. Le Conseil exécutif, agissant conformément à ses pouvoirs et fonctions, examine le rapport final de l'équipe d'inspection dès qu'il lui est présenté et traite tout motif de préoccupation afin de déterminer :

a) S'il y a eu non-respect;

b) Si la demande ne sortait pas du cadre de la présente Convention;

c) S'il y a eu abus du droit de demander une inspection par mise en demeure.

23. Si le Conseil exécutif, agissant en conformité avec ses pouvoirs et fonctions, parvient à la conclusion, eu égard au paragraphe 22, qu'il peut être nécessaire de poursuivre l'affaire, il prend les mesures appropriées en vue de redresser la situation et d'assurer le respect de la présente Convention, y compris en faisant des recommandations précises à la Conférence. En cas d'abus, le Conseil exécutif examine la question de savoir si l'Etat partie requérant doit assumer la totalité ou une partie des incidences financières de l'inspection par mise en demeure.

24. L'Etat partie requérant et l'Etat partie inspecté ont le droit de prendre part à la procédure d'examen. Le Conseil exécutif informe les Etats parties et la Conférence, lors de sa session suivante, du résultat de cette procédure.

25. Si le Conseil exécutif lui fait des recommandations précises, la Conférence étudie la suite à donner, conformément à l'article XII.

ARTICLE X

ASSISTANCE ET PROTECTION CONTRE LES ARMES CHIMIQUES

1. Aux fins du présent article, on entend par "assistance" la coordination et la fourniture aux Etats parties d'une protection contre les armes chimiques, qui porte notamment sur les éléments suivants : matériel de

détection et systèmes d'alarme; matériel de protection; matériel de décontamination et décontaminants; antidotes et traitements médicaux; conseils sur chacune de ces mesures de protection.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme portant atteinte au droit de tout Etat partie de se livrer à des recherches sur des moyens de protection contre les armes chimiques et de mettre au point, de fabriquer, d'acquérir, de transférer ou d'utiliser de tels moyens à des fins non interdites par la présente Convention.

3. Chaque Etat partie s'engage à faciliter l'échange le plus complet possible de matériel, de matières et d'informations scientifiques et techniques concernant les moyens de protection contre les armes chimiques, et a le droit de participer à un tel échange.

4. Pour accroître la transparence des programmes nationaux menés à des fins de protection, chaque Etat partie fournit annuellement au Secrétariat technique des renseignements concernant son programme, selon les procédures qui seront examinées et approuvées par la Conférence conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

5. Le Secrétariat technique crée, au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention, une banque de données contenant des informations librement disponibles sur divers moyens de protection contre les armes chimiques, ainsi que les informations que fourniraient les Etats parties, et exploite cette banque de données à l'usage de tout Etat partie demandeur.

Dans la limite des ressources dont il dispose, et à la demande d'un Etat partie, le Secrétariat technique fournit également des conseils d'experts et aide cet Etat à trouver les moyens d'exécuter ses programmes concernant la mise en place et l'amélioration d'une capacité de protection contre les armes chimiques.

6. Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme portant atteinte au droit des Etats parties de demander et de fournir une assistance à titre bilatéral et de conclure des accords individuels avec d'autres Etats parties en ce qui concerne la fourniture d'urgence d'une assistance.

7. Chaque Etat partie s'engage à fournir une assistance par l'intermédiaire de l'Organisation et à prendre à cette fin une ou plusieurs des mesures suivantes, à son gré :

a) Il contribue au fonds de contributions volontaires pour l'assistance que la Conférence créera lors de sa première session;

b) Il conclut avec l'Organisation, si possible dans les 180 jours suivant l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, des accords concernant la fourniture d'une assistance sur demande;

c) Il déclare, au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, le type d'assistance qu'il pourrait fournir si l'Organisation lui en faisait la demande. Cependant, si l'Etat partie n'est pas à même par la suite de fournir l'assistance indiquée dans sa déclaration,

il reste soumis à l'obligation de prêter son concours conformément aux dispositions du présent paragraphe.

8. Chaque Etat partie a le droit de demander et, sous réserve de la procédure énoncée aux paragraphes 9, 10 et 11, de recevoir une assistance et une protection contre l'emploi ou la menace d'armes chimiques s'il estime :

a) Que des armes chimiques ont été employées contre lui;

b) Que des agents de lutte antiémeute ont été employés contre lui en tant que moyens de guerre;

c) Qu'il est menacé par des actes ou des activités d'un Etat quel qu'il soit, qui sont interdits aux Etats parties en vertu de l'article premier.

9. La demande, étayée par les informations pertinentes, est adressée au Directeur général, qui la transmet immédiatement au Conseil exécutif et à tous les Etats parties. Le Directeur général fait immédiatement suivre la demande aux Etats parties qui se sont offerts, conformément aux alinéas b) et c) du paragraphe 7, à fournir des secours d'urgence en cas d'emploi d'armes chimiques ou d'agents de lutte antiémeute en tant que moyens de guerre, ou une aide humanitaire en cas de menace grave d'emploi d'armes chimiques ou d'agents de lutte antiémeute en tant que moyens de guerre, et qui sont susceptibles de fournir une telle assistance à l'Etat partie intéressé au plus tard 12 heures après réception de la demande. Au plus tard 24 heures après réception de la demande, le Directeur général ouvre une enquête sur laquelle reposeront les mesures à prendre par la suite. Il achève l'enquête dans les 72 heures et remet un rapport au Conseil exécutif. S'il faut davantage de temps pour achever l'enquête, un rapport intérimaire est présenté dans les mêmes délais. La prolongation accordée pour les besoins de l'enquête ne dépasse pas 72 heures. Toutefois, elle peut être étendue d'une ou plusieurs périodes de même durée. Un rapport est présenté au Conseil exécutif à l'expiration de chaque délai supplémentaire. Selon que de besoin, et conformément à la demande et aux informations qui l'accompagnent, l'enquête établit les faits pertinents pour la demande ainsi que la nature et la portée de l'assistance supplémentaire et de la protection requises.

10. Au plus tard 24 heures après avoir reçu un rapport sur les résultats de l'enquête, le Conseil exécutif se réunit afin d'examiner la situation et prend, dans les 24 heures qui suivent, une décision à la majorité simple afin de déterminer si le Secrétariat technique doit être chargé de fournir une assistance supplémentaire. Le Secrétariat technique transmet immédiatement à tous les Etats parties et aux organisations internationales pertinentes le rapport d'enquête et la décision prise par le Conseil exécutif. Si le Conseil exécutif se prononce pour une assistance, le Directeur général la fournit immédiatement. A cet effet, le Directeur général peut coopérer avec l'Etat partie requérant, d'autres Etats parties et les organisations internationales pertinentes. Les Etats parties font tout leur possible pour fournir une assistance.

11. Si les informations recueillies pendant l'enquête ou provenant d'autres sources dignes de foi donnent la preuve suffisante de l'existence de victimes d'un emploi d'armes chimiques et qu'il est indispensable d'agir immédiatement, le Directeur général le fait savoir à tous les Etats parties et prend des mesures d'assistance d'urgence en utilisant les ressources que la Conférence a

mises à sa disposition pour de tels cas d'urgence. Le Directeur général tient le Conseil exécutif informé des mesures prises conformément au présent paragraphe.

ARTICLE XI

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TECHNOLOGIQUE

1. Les dispositions de la présente Convention sont appliquées de manière à éviter d'entraver le développement économique ou technologique des Etats parties et la coopération internationale dans le domaine des activités chimiques à des fins non interdites par la Convention, y compris l'échange international d'informations scientifiques et techniques, de produits chimiques et de matériel pour la fabrication, le traitement ou l'utilisation de produits chimiques à des fins non interdites par la Convention.

2. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, et sans préjudice des principes et des règles applicables du droit international, les Etats parties :

a) Ont le droit, individuellement ou collectivement, de se livrer à des recherches sur des produits chimiques et de mettre au point, de fabriquer, d'acquérir, de conserver, de transférer et d'utiliser de tels produits;

b) S'engagent à faciliter l'échange le plus complet possible de produits chimiques, de matériel et d'informations scientifiques et techniques touchant le développement et l'application de la chimie à des fins non interdites par la présente Convention, et ont le droit de participer à un tel échange;

c) N'appliquent pas entre eux de restrictions incompatibles avec les obligations qu'ils ont contractées en vertu de la présente Convention - ni même celles qui figureraient dans des accords internationaux -, qui imposeraient des limites ou feraient obstacle au commerce ou au développement et à la promotion des connaissances scientifiques et techniques dans le domaine de la chimie à des fins industrielles, agricoles, de recherche, des fins médicales, pharmaceutiques ou d'autres fins pacifiques;

d) Ne s'autorisent pas de la présente Convention pour appliquer des mesures autres que celles qui sont prévues ou permises par la Convention et ne s'autorisent d'aucun autre accord international pour poursuivre un objectif incompatible avec la présente Convention;

e) S'engagent à revoir leur réglementation nationale en matière de commerce des produits chimiques pour la rendre compatible avec l'objet et le but de la présente Convention.

ARTICLE XII

MESURES PROPRES A REDRESSER UNE SITUATION ET A GARANTIR LE RESPECT DE LA PRESENTE CONVENTION, Y COMPRIS LES SANCTIONS

1. La Conférence prend, ainsi qu'il est prévu aux paragraphes 2, 3 et 4, les mesures nécessaires pour assurer le respect de la présente Convention et pour redresser et corriger toute situation contrevenant aux dispositions de la

Convention. Lorsqu'elle envisage de telles mesures, conformément au présent paragraphe, la Conférence tient compte de toutes les informations et recommandations en la matière qui lui ont été soumises par le Conseil exécutif.

2. Dans les cas où un Etat partie auquel le Conseil exécutif a demandé de prendre des mesures propres à redresser une situation qui met en cause son respect de la Convention ne satisfait pas à cette demande dans les délais fixés, la Conférence peut, entre autres, sur recommandation du Conseil exécutif, restreindre ou suspendre les droits et privilèges dont jouit cet Etat partie au titre de la présente Convention jusqu'à ce qu'il fasse le nécessaire pour se conformer aux obligations qu'il a contractées en vertu de la Convention.

3. Dans les cas où un préjudice grave risque d'être porté à l'objet et au but de la présente Convention du fait d'activités interdites par la Convention, en particulier par l'article premier, la Conférence peut recommander aux Etats parties des mesures collectives, conformément au droit international.

4. Si la situation est particulièrement grave, la Conférence porte la question, y compris les informations et les conclusions pertinentes, à l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE XIII

RAPPORTS AVEC D'AUTRES ACCORDS INTERNATIONAUX

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme restreignant ou amoindrissant de quelque façon que ce soit les obligations contractées par un Etat en vertu du Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925, et en vertu de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, signée à Londres, Moscou et Washington, le 10 avril 1972.

ARTICLE XIV

REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. Les différends qui naîtraient au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente Convention sont réglés suivant les dispositions pertinentes de la Convention et d'une manière conforme aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

2. En cas de différend entre deux ou plusieurs Etats parties, ou entre un ou plusieurs Etats parties et l'Organisation, quant à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, les parties se consultent en vue de régler rapidement ce différend par la voie de négociations ou par tout autre moyen pacifique de leur choix, y compris en ayant recours aux organes appropriés de la Convention et, par consentement mutuel, en saisissant la Cour internationale de Justice conformément au Statut de cette dernière. Les Etats parties en cause tiennent le Conseil exécutif informé des mesures prises.

3. Le Conseil exécutif peut contribuer au règlement d'un différend par tout moyen qu'il juge approprié, y compris en offrant ses bons offices, en invitant les Etats qui sont parties au différend à entamer le processus de règlement qu'ils ont choisi et en recommandant un délai d'exécution de toute procédure convenue.

4. La Conférence examine, quant aux différends, les points qui sont soulevés par des Etats parties ou qui sont portés à son attention par le Conseil exécutif. Si elle le juge nécessaire, la Conférence crée, conformément au paragraphe 21, alinéa f), de l'article VIII, des organes chargés de contribuer au règlement des différends ou confie cette tâche à des organes existants.

5. La Conférence et le Conseil exécutif sont habilités séparément, sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies, à demander à la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur tout point de droit entrant dans le cadre des activités de l'Organisation. L'Organisation conclut un accord avec l'Organisation des Nations Unies à cette fin, conformément au paragraphe 34, alinéa a), de l'article VIII.

6. Les dispositions du présent article sont sans préjudice de celles de l'article IX ou des dispositions relatives aux mesures propres à redresser une situation et à garantir le respect de la présente Convention, y compris les sanctions.

ARTICLE XV

AMENDEMENTS

1. Tout Etat partie peut proposer d'apporter des amendements à la présente Convention. Tout Etat partie peut aussi proposer d'apporter des modifications, telles que spécifiées au paragraphe 4, aux annexes de la Convention. Les propositions d'amendement sont régies par la procédure énoncée aux paragraphes 2 et 3. Les propositions de modification, telles que spécifiées au paragraphe 4, sont régies par la procédure énoncée au paragraphe 5.

2. Le texte d'une proposition d'amendement est soumis au Directeur général, qui le fait tenir à tous les Etats parties et au Dépositaire. Une telle proposition ne peut être examinée que par une conférence d'amendement. Cette conférence est convoquée si un tiers au moins des Etats parties notifient au Directeur général, au plus tard 30 jours après la distribution du texte, qu'ils sont favorables à la poursuite de l'examen de la proposition. La conférence d'amendement se tient immédiatement après une session ordinaire de la Conférence, à moins que les Etats parties ne demandent la convocation d'une réunion dans un délai plus rapproché. En aucun cas une conférence d'amendement ne se tient moins de 60 jours après la distribution de la proposition d'amendement.

3. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de tous les Etats parties 30 jours après le dépôt des instruments de ratification ou d'acceptation par tous les Etats parties visés à l'alinéa b) ci-dessous :

a) Lorsque la conférence d'amendement les a adoptés par un vote positif d'une majorité de tous les Etats parties sans vote négatif d'aucun Etat partie;

b) Lorsqu'ils ont été ratifiés ou acceptés par tous les Etats parties ayant exprimé un vote positif à la conférence d'amendement.

4. Afin de maintenir la viabilité et l'efficacité de la Convention, les dispositions des annexes sont susceptibles d'être modifiées suivant la procédure énoncée au paragraphe 5 si les modifications proposées n'ont trait qu'à des questions d'ordre administratif ou technique. Toutes les modifications apportées à l'Annexe sur les produits chimiques doivent être faites conformément au paragraphe 5. Cette procédure de modification ne s'applique ni aux sections A et C de l'Annexe sur la confidentialité, ni à la dixième partie de l'Annexe sur la vérification, ni aux définitions de la première partie de l'Annexe sur la vérification qui ont trait exclusivement aux inspections par mise en demeure.

5. Les propositions de modification visées au paragraphe 4 suivent la procédure ci-après :

a) Le texte de la proposition de modification, accompagné des informations nécessaires, est transmis au Directeur général. Tout Etat partie et le Directeur général peuvent fournir un complément d'information en vue de l'examen de la proposition. Le Directeur général transmet sans retard cette proposition et ces informations à tous les Etats parties, au Conseil exécutif et au Dépositaire;

b) Au plus tard 60 jours après réception de la proposition, le Directeur général l'examine afin de déterminer tous les effets qu'elle peut avoir sur les dispositions de la présente Convention et son application, puis communique toute information à ce sujet à tous les Etats parties et au Conseil exécutif;

c) Le Conseil exécutif étudie la proposition à la lumière de toutes les informations dont il dispose, notamment pour déterminer si elle remplit les conditions énoncées au paragraphe 4. Au plus tard 90 jours après réception de la proposition, il notifie sa recommandation, avec les explications appropriées, à tous les Etats parties pour examen. Les Etats parties en accusent réception dans un délai de dix jours;

d) Si le Conseil exécutif recommande à tous les Etats parties d'adopter la proposition, elle est considérée comme étant approuvée si aucun Etat partie ne s'oppose à ladite proposition dans les 90 jours qui suivent la réception de la recommandation. Si le Conseil exécutif recommande de rejeter la proposition, elle est considérée comme étant rejetée si aucun Etat partie ne s'oppose au rejet de la proposition dans les 90 jours qui suivent la réception de la recommandation;

e) Si une recommandation du Conseil exécutif ne recueille pas l'approbation requise aux termes de l'alinéa d), la Conférence se prononce à sa session suivante sur cette proposition quant au fond, notamment sur la question de savoir si elle remplit les conditions énoncées au paragraphe 4;

f) Le Directeur général notifie à tous les Etats parties et au Dépositaire toute décision prise en vertu du présent paragraphe;

g) Les modifications approuvées conformément à cette procédure entrent en vigueur à l'égard de tous les Etats parties 180 jours après la date à

laquelle le Directeur général a donné notification de leur approbation, à moins qu'un autre délai ne soit recommandé par le Conseil exécutif ou arrêté par la Conférence.

ARTICLE XVI

DUREE ET DENONCIATION

1. La présente Convention a une durée illimitée.

2. Chaque Etat partie, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, a le droit de dénoncer la présente Convention s'il juge que des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet de la Convention, ont compromis ses intérêts suprêmes. Il notifie cette dénonciation, avec un préavis de 90 jours, à tous les autres Etats parties, au Conseil exécutif, au Dépositaire et au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Il expose dans cette notification les événements extraordinaires qu'il considère comme ayant compromis ses intérêts suprêmes.

3. La dénonciation de la présente Convention n'affecte en rien le devoir des Etats de continuer à s'acquitter des obligations assumées en vertu de toutes normes pertinentes du droit international, en particulier du Protocole de Genève de 1925.

ARTICLE XVII

STATUT DES ANNEXES

Les annexes font partie intégrante de la présente Convention. Toute référence à la Convention renvoie également à ses annexes.

ARTICLE XVIII

SIGNATURE

La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats avant son entrée en vigueur.

ARTICLE XIX

RATIFICATION

La présente Convention est soumise à ratification par les Etats signataires suivant la procédure prévue par leurs constitutions respectives.

ARTICLE XX

ADHESION

Tout Etat qui n'a pas signé la présente Convention avant son entrée en vigueur peut y adhérer à tout moment par la suite.

ARTICLE XXI

ENTREE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entre en vigueur le cent quatre-vingtième jour qui suit la date de dépôt du soixante-cinquième instrument de ratification, mais en aucun cas avant un délai de deux ans à compter de la date de son ouverture à la signature.

2. A l'égard des Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de ces instruments.

ARTICLE XXII

RESERVES

Les articles de la présente Convention ne peuvent pas donner lieu à des réserves. Ses annexes ne peuvent pas donner lieu à des réserves qui sont incompatibles avec son objet et son but.

ARTICLE XXIII

DEPOSITAIRE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné par la présente disposition comme dépositaire de la Convention et, entre autres, il :

a) Notifie sans retard à tous les Etats qui ont signé la Convention ou qui y ont adhéré la date de chaque signature, la date de dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, la date d'entrée en vigueur de la Convention et la réception de toute autre communication;

b) Transmet aux gouvernements de tous les Etats qui ont signé la Convention ou qui y ont adhéré des copies certifiées conformes du texte de la Convention;

c) Enregistre la présente Convention conformément aux dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE XXIV

TEXTES FAISANT FOI

La présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le treizième jour du mois de janvier mil neuf cent quatre-vingt-treize.

ANNEXE SUR LES PRODUITS CHIMIQUES

TABLE DES MATIERES

A. PRINCIPES DIRECTEURS POUR LES TABLEAUX DE PRODUITS CHIMIQUES

Principes directeurs pour le tableau 1

1. Les critères suivants sont pris en considération lorsqu'il s'agit de savoir s'il convient d'inscrire un produit chimique toxique ou un précurseur au tableau 1 :

a) Il a été mis au point, fabriqué, stocké ou employé en tant qu'arme chimique telle que définie à l'article II;

b) Il constitue par ailleurs un risque important pour l'objet et le but de la présente Convention en raison de ses possibilités élevées d'utilisation dans le cadre d'activités interdites par la Convention, dans la mesure où seraient remplies une ou plusieurs des conditions suivantes :

i) Il possède une composition chimique étroitement apparentée à celle d'autres produits chimiques toxiques inscrits au tableau 1 et a, ou pourrait avoir, des propriétés comparables;

ii) Il possède une toxicité létale ou incapacitante ainsi que d'autres propriétés qui permettraient de l'employer en tant qu'arme chimique;

iii) Il peut être utilisé comme précurseur au stade technologique final de la fabrication pour obtenir en une seule étape un produit chimique toxique inscrit au tableau 1, où que se déroule cette étape (installation, munition ou ailleurs);

c) Il n'a guère ou pas d'utilisation à des fins non interdites par la présente Convention.

Principes directeurs pour le tableau 2

2. Les critères suivants sont pris en considération lorsqu'il s'agit de savoir s'il convient d'inscrire au tableau 2 un produit chimique toxique qui ne figure pas au tableau 1 ou un précurseur d'un produit chimique du tableau 1 ou d'un produit chimique de la partie A du tableau 2 :

a) Il constitue un risque sérieux pour l'objet et le but de la présente Convention du fait qu'il possède une toxicité létale ou incapacitante ainsi que d'autres propriétés qui permettraient de l'employer en tant qu'arme chimique;

b) Il peut être utilisé en tant que précurseur dans l'une des réactions chimiques au stade final de l'obtention d'un produit chimique inscrit au tableau 1 ou dans la partie A du tableau 2;

c) Il constitue un risque sérieux pour l'objet et le but de la présente Convention en raison de son importance dans la fabrication d'un produit chimique inscrit au tableau 1 ou dans la partie A du tableau 2;

d) Il n'est pas fabriqué en grandes quantités industrielles à des fins non interdites par la présente Convention.

Principes directeurs pour le tableau 3

3. Les critères suivants sont pris en considération lorsqu'il s'agit de savoir s'il convient d'inscrire au tableau 3 un produit chimique toxique ou un précurseur ne figurant pas dans les autres tableaux :

a) Il a été fabriqué, stocké ou employé en tant qu'arme chimique;

b) Il constitue par ailleurs un risque pour l'objet et le but de la présente Convention du fait qu'il possède une toxicité létale ou incapacitante ainsi que d'autres propriétés qui permettraient de l'employer en tant qu'arme chimique;

c) Il constitue un risque pour l'objet et le but de la présente Convention en raison de son importance dans la fabrication d'un ou de plusieurs produits chimiques inscrits au tableau 1 ou dans la partie B du tableau 2;

d) Il peut être fabriqué en grandes quantités industrielles à des fins non interdites par la présente Convention.

B. TABLEAUX DE PRODUITS CHIMIQUES

Les tableaux ci-après énumèrent des produits chimiques toxiques et leurs précurseurs. Aux fins de l'application de la présente Convention, ces tableaux désignent des produits chimiques qui font l'objet de mesures de vérification selon les dispositions de l'Annexe sur la vérification. Ces tableaux ne constituent pas une définition des armes chimiques au sens du paragraphe 1, alinéa a), de l'article II.

(Chaque fois qu'il est fait mention de composés dialkylés, suivis d'une liste de groupes alkylés placée entre parenthèses, tout composé dérivable par n'importe quelle combinaison possible des groupes alkylés énumérés entre parenthèses est considéré comme étant inscrit au tableau correspondant tant qu'il n'en est pas expressément rayé. Un produit chimique suivi de "*" dans la partie A du tableau 2 est assorti de seuils de déclaration et de vérification spéciaux, comme il est indiqué dans la septième partie de l'Annexe sur la vérification.)

Tableau 1

(No CAS)

A. Produits chimiques toxiques

1) Alkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)phosphonofluoridates de O-alkyle($\leq C_{10}$, y compris cycloalkyle)

ex. Sarin : méthylphosphonofluoridate de O-isopropyle (107-44-8)
Soman : méthylphosphonofluoridate de O-pinacolyle (96-64-0)

2) N,N-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)phosphoramidocyanidates de O-alkyle($\leq C_{10}$, y compris cycloalkyle)

ex. Tabun : N,N-diméthylphosphoramidocyanidate de O-éthyle (77-81-6)

Tableau 1 (suite)

		(No CAS)
3)	Alkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)phosphonothioates de O-alkyle(H ou _C_{10}, y compris cycloalkyle) et de S-2-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)aminoéthyle et les sels alkylés ou protonés correspondants	
	ex. VX : méthylphosphonothioate de O-éthyle et de S-2-diisopropylaminoéthyle	(50782-69-9)
4)	Moutardes au soufre :	
	Sulfure de 2-chloroéthyle et de chlorométhyle	(2625-76-5)
	Gaz moutarde : sulfure de bis(2-chloroéthyle) (505-60-2)	
	Bis(2-chloroéthylthio)méthane	(63869-13-6)
	Sesquimoutarde : 1,2-bis(2-chloroéthylthio)éthane	(3563-36-8)
	1,3-Bis(2-chloroéthylthio)-n-propane	(63905-10-2)
	1,4-Bis(2-chloroéthylthio)-n-butane	(142868-93-7)
	1,5-Bis(2-chloroéthylthio)-n-pentane	(142868-94-8)
	Oxyde de bis(2-chloroéthylthiométhyle)	(63918-90-1)
	Moutarde-O : oxyde de bis(2-chloroéthylthioéthyle)	(63918-89-8)
5)	Lewisites	
	Lewisite 1 : 2-chlorovinyldichlorarsine	(541-25-3)
	Lewisite 2 : bis(2-chlorovinyl)chlorarsine	(40334-69-8)
	Lewisite 3 : tris(2-chlorovinyl)arsine	(40334-70-1)
6)	Moutardes à l'azote	
	HN1 : bis(2-chloroéthyl)éthylamine	(538-07-8)
	HN2 : bis(2-chloroéthyl)méthylamine	(51-75-2)
	HN3 : tris(2-chloroéthyl)amine	(555-77-1)
7)	Saxitoxine	(35523-89-8)
8)	Ricine	(9009-86-3)
B.	Précurseurs	
9)	Difluorures d'alkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)phosphonyle	
	ex. DF : difluorure de méthylphosphonyle	(676-99-3)
10)	Alkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)phosphonites de O-alkyle(H ou _C_{10}, y compris cycloalkyle) et de O-2-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)aminoéthyle et les sels alkylés ou protonés correspondants	
	ex. QL : méthylphosphonite de O-éthyle et de O-2-diisopropylaminoéthyle	(57856-11-8)
11)	Chloro Sarin : méthylphosphonochloridate de O-isopropyle	(1445-76-7)

Tableau 1 (suite)

		(No CAS)
12)	Chloro Soman : méthylphosphonochloridate de O-pinacolyle	(7040-57-5)

Tableau 2

A. Produits chimiques toxiques

1)	Amiton : phosphorothioate de 0,0-diéthyle et de S-[2-(diéthylamino)éthyle] et les sels alkylés ou protonés correspondants	(78-53-5)
2)	PFIB : 1,1,3,3,3-pentafluoro-2-(trifluorométhyl) propène	(382-21-8)
3)	BZ : Benzilate de 3-quinuclidinyle (*)	(6581-06-2)

B. Précurseurs

4)	Produits chimiques, hormis ceux qui sont inscrits au tableau 1, contenant un atome de phosphore auquel est lié un groupe méthyle, éthyle ou propyle (normal ou iso), sans autres atomes de carbone	
	ex. Dichlorure de méthylphosphonyle	(676-97-1)
	Méthylphosphonate de diméthyle	(756-79-6)
	Sauf : Fonofos : éthyldithiophosphonate de 0-éthyle et de S-phényle	(944-22-9)
5)	Dihalogénures N,N-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr) phosphoramidiques	
6)	N,N-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)phosphoramidates de dialkyle(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)	
7)	Trichlorure d'arsenic	(7784-34-1)
8)	Acide 2,2-diphényl-2-hydroxyacétique	(76-93-7)
9)	Quinuclidin-3-ol	(1619-34-7)
10)	Chlorures de N,N-2-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr) aminoéthyle et les sels protonés correspondants	

Tableau 2 (suite)

		(No CAS)
11)	N,N-2-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)aminoéthanol et les sels protonés correspondants	
	Sauf : N,N-Diméthylaminoéthanol et les sels protonés correspondants	(108-01-0)
	N,N-Diéthylaminoéthanol et les sels protonés correspondants	(100-37-8)
12)	N,N-2-dialkyl(Me, Et, n-Pr ou i-Pr)aminoéthanethiol et les sels protonés correspondants	
13)	Thiodiglycol : sulfure de bis(2-hydroxyéthyle)	(111-48-8)
14)	Alcool pinacolique : 3,3-diméthylbutan-2-ol	(464-07-3)

Tableau 3

A.	Produits chimiques toxiques	
1)	Phosgène : Dichlorure de carbonyle	(75-44-5)
2)	Chlorure de cyanogène	(506-77-4)
3)	Cyanure d'hydrogène	(74-90-8)
4)	Chloropicrine : trichloronitrométhane	(76-06-2)
B.	Précurseurs	
5)	Oxychlorure de phosphore	(10025-87-3)
6)	Trichlorure de phosphore	(7719-12-2)
7)	Pentachlorure de phosphore	(10026-13-8)
8)	Phosphite de triméthyle	(121-45-9)
9)	Phosphite de triéthyle	(122-52-1)
10)	Phosphite de diméthyle	(868-85-9)
11)	Phosphite de diéthyle	(762-04-9)
12)	Monochlorure de soufre	(10025-67-9)
13)	Dichlorure de soufre	(10545-99-0)
14)	Chlorure de thionyle	(7719-09-7)
15)	Ethyldiéthanolamine	(139-87-7)
16)	Méthyldiéthanolamine	(105-59-9)
17)	Triéthanolamine	(102-71-6)

ANNEXE SUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION ET LA VERIFICATION
("ANNEXE SUR LA VERIFICATION")

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES (suite)

TABLE DES MATIERES (suite)

TABLE DES MATIERES (suite)

TABLE DES MATIERES (suite)

TABLE DES MATIERES (suite)

TABLE DES MATIERES (suite)

PREMIERE PARTIE

DEFINITIONS

1. On entend par "matériel approuvé" les appareils et instruments nécessaires à l'exécution des tâches de l'équipe d'inspection qui ont été homologués par le Secrétariat technique conformément au règlement établi par ses soins en vertu du paragraphe 27 de la deuxième partie de la présente Annexe. Cette expression désigne également les fournitures administratives ou les appareils d'enregistrement qui pourraient être utilisés par l'équipe d'inspection.

2. Les "bâtiments" mentionnés dans la définition d'une installation de fabrication d'armes chimiques à l'article II comprennent les bâtiments spécialisés et les bâtiments du type courant.

a) On entend par "bâtiment spécialisé" :

i) Tout bâtiment, y compris les structures souterraines, abritant du matériel spécialisé dans une configuration de fabrication ou de remplissage;

ii) Tout bâtiment, y compris les structures souterraines, ayant des caractéristiques propres qui le distinguent des bâtiments normalement utilisés pour des activités de fabrication ou de chargement de produits chimiques non interdites par la présente Convention.

b) On entend par "bâtiment du type courant" tout bâtiment, y compris les structures souterraines, construit selon les normes industrielles courantes pour des installations qui ne fabriquent pas de produits chimiques tels que spécifiés au paragraphe 8, alinéa a) i), de l'article II, ni de produits chimiques corrosifs.

3. On entend par "inspection par mise en demeure" l'inspection de toute installation ou de tout emplacement sur le territoire d'un Etat partie ou en tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de cet Etat que demande un autre Etat partie conformément aux paragraphes 8 à 25 de l'article IX.

4. On entend par "produit chimique organique défini" tout produit chimique appartenant à la classe des composés chimiques qui comprend tous les composés du carbone, à l'exception des oxydes et des sulfures de carbone ainsi que des carbonates de métaux, identifiable par son nom chimique, sa formule développée, si elle est connue, et son numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué.

5. Le "matériel" mentionné dans la définition d'une installation de fabrication d'armes chimiques à l'article II comprend le matériel spécialisé et le matériel courant.

a) On entend par "matériel spécialisé" :

i) Le train de production principal, y compris tout réacteur ou matériel pour la synthèse, la séparation ou la purification de

produits, tout matériel utilisé directement pour le transfert de chaleur au stade technologique final, notamment dans des réacteurs ou dans la séparation de produits, ainsi que tout autre matériel qui a été en contact avec un produit chimique tel que spécifié au paragraphe 8, alinéa a) i), de l'article II, ou qui le serait si l'installation était exploitée;

ii) Toute machine de remplissage d'armes chimiques;

iii) Tout autre matériel spécialement conçu, construit ou installé pour faire fonctionner l'installation en tant qu'installation de fabrication d'armes chimiques, par opposition à une installation construite selon les normes qui ont cours dans l'industrie commerciale pour des installations ne fabriquant pas de produits chimiques tels que spécifiés au paragraphe 8, alinéa a) i), de l'article II, ni de produits chimiques corrosifs, tels que le matériel fabriqué avec des alliages à haute teneur en nickel ou d'autres matériaux spéciaux résistant à la corrosion; le matériel spécial de maîtrise des déchets, de traitement des déchets, de filtrage d'air, ou de récupération de solvants; les enceintes de confinement spéciales et les boucliers de sécurité; le matériel de laboratoire non standard utilisé pour analyser des produits chimiques toxiques aux fins d'armes chimiques; les tableaux de commande de procédé fabriqués sur mesure; les pièces de rechange destinées exclusivement à du matériel spécialisé.

b) On entend par "matériel courant" :

i) Le matériel de fabrication qui est généralement utilisé dans l'industrie chimique et qui ne figure pas parmi les types de matériel spécialisé;

ii) D'autres équipements couramment utilisés dans l'industrie chimique, tels que le matériel de lutte contre l'incendie, le matériel de surveillance pour le gardiennage et la sécurité/la sûreté, les installations médicales, les installations de laboratoire ou le matériel de communications.

6. On entend par "installation", dans le contexte de l'article VI, tout site industriel tel que défini ci-après ("site d'usines", "usine" et "unité").

a) On entend par "site d'usines" (fabrique) un ensemble constitué d'une usine, ou de plusieurs usines intégrées localement, relevant d'une seule direction d'exploitation, avec des échelons administratifs intermédiaires, incluant une infrastructure commune, comprenant entre autres les éléments suivants :

i) Bureaux administratifs et autres;

ii) Ateliers de réparation et d'entretien;

iii) Centre médical;

iv) Equipements collectifs;

v) Laboratoire central d'analyse;

vi) Laboratoires de recherche-développement;

vii) Station centrale de traitement des effluents et des déchets;

viii) Entrepôts.

b) On entend par "usine" (installation de fabrication, atelier) une zone, une structure ou un bâtiment relativement autonome abritant une ou plusieurs unités avec l'infrastructure auxiliaire et associée qui peut comprendre, entre autres :

i) Une petite section administrative;

ii) Une zone de stockage/de manipulation des matières de base et des produits;

iii) Une station de manipulation/de traitement des effluents/des déchets;

iv) Un laboratoire de contrôle et d'analyse;

v) Un service de premiers secours/une section médicale connexe;

vi) Des relevés concernant, selon le cas, les mouvements des produits chimiques déclarés et de leurs matières de base ou des produits chimiques qui en dérivent dans le site, autour du site ou à partir de celui-ci.

c) On entend par "unité" (unité de fabrication, unité de traitement) la combinaison des pièces de matériel, y compris les cuves et montages de cuves, nécessaires pour fabriquer, traiter ou consommer un produit chimique.

7. On entend par "accord d'installation" l'accord ou arrangement conclu entre un Etat partie et l'Organisation concernant une installation spécifique soumise à la vérification sur place, conformément aux articles IV, V et VI.

8. On entend par "Etat hôte" l'Etat sur le territoire duquel sont situées les installations ou les zones d'un autre Etat, partie à la présente Convention, qui sont soumises à une inspection en vertu de la présente Convention.

9. On entend par "personnel d'accompagnement dans le pays" les personnes que l'Etat partie inspecté et, le cas échéant, l'Etat hôte peuvent, s'ils le souhaitent, charger d'accompagner et de seconder l'équipe d'inspection pendant la période passée dans le pays.

10. On entend par "période passée dans le pays" la période comprise entre l'arrivée de l'équipe d'inspection à un point d'entrée et son départ du pays par un tel point.

11. On entend par "inspection initiale" la première inspection sur place réalisée dans des installations pour vérifier l'exactitude des déclarations présentées conformément aux articles III, IV, V, VI et à la présente Annexe.

12. On entend par "Etat partie inspecté" l'Etat partie sur le territoire duquel ou dont la juridiction ou le contrôle s'étend sur le lieu dans lequel une inspection est effectuée conformément à la présente Convention, ou l'Etat partie dont l'installation ou la zone sise sur le territoire d'un Etat hôte est soumise à une telle inspection; ce terme ne s'applique toutefois pas à l'Etat partie tel que spécifié au paragraphe 21 de la deuxième partie de la présente Annexe.

13. On entend par "assistant d'inspection" une personne désignée par le Secrétariat technique conformément à la section A de la deuxième partie de la présente Annexe pour aider les inspecteurs à effectuer une inspection ou une visite, tel qu'un médecin ou un auxiliaire médical, un agent de sécurité, un agent administratif ou un interprète.

14. On entend par "mandat d'inspection" les instructions données par le Directeur général à l'équipe d'inspection en vue de la réalisation d'une inspection donnée.

15. On entend par "manuel d'inspection" le recueil des procédures d'inspection supplémentaires élaborées par le Secrétariat technique.

16. On entend par "site d'inspection" toute installation ou zone dans laquelle une inspection est effectuée et qui est spécifiquement définie dans l'accord d'installation pertinent ou dans la demande ou le mandat d'inspection ou encore dans la demande d'inspection augmentée du périmètre alternatif ou final.

17. On entend par "équipe d'inspection" le groupe des inspecteurs et des assistants d'inspection désignés par le Directeur général pour effectuer une inspection donnée.

18. On entend par "inspecteur" une personne désignée par le Secrétariat technique selon la procédure énoncée dans la section A de la deuxième partie de la présente Annexe pour effectuer une inspection ou une visite conformément à la présente Convention.

19. On entend par "accord type" un document spécifiant la forme et la teneur générales d'un accord conclu entre un Etat partie et l'Organisation pour appliquer les dispositions en matière de vérification énoncées dans la présente Annexe.

20. On entend par "observateur" le représentant d'un Etat partie requérant ou d'un Etat partie tiers, qui est chargé d'observer une inspection par mise en demeure.

21. On entend par "périmètre", dans le cas d'une inspection par mise en demeure, la limite extérieure du site d'inspection, définie par des coordonnées géographiques ou tracée sur une carte.

a) On entend par "périmètre demandé" le périmètre du site d'inspection spécifié conformément au paragraphe 8 de la dixième partie de la présente Annexe;

b) On entend par "périmètre alternatif" le périmètre du site d'inspection proposé par l'Etat partie inspecté à la place du périmètre demandé; il est conforme à ce que nécessitent les dispositions du paragraphe 17 de la dixième partie de la présente Annexe;

c) On entend par "périmètre final" le périmètre final du site d'inspection convenu par la voie de négociations entre l'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté, conformément aux paragraphes 16 à 21 de la dixième partie de la présente Annexe;

d) On entend par "périmètre déclaré" la limite extérieure de l'installation déclarée conformément aux articles III, IV, V et VI.

22. Aux fins de l'article IX, on entend par "période d'inspection" la période de temps comprise entre le moment où l'équipe d'inspection a accès au site d'inspection et celui où elle quitte ce lieu, à l'exclusion du temps consacré aux réunions d'information précédant ou suivant les activités de vérification.

23. Aux fins des articles IV, V et VI, on entend par "période d'inspection" la période de temps comprise entre l'arrivée de l'équipe d'inspection sur le site d'inspection et son départ de ce lieu, à l'exclusion du temps consacré aux réunions d'information précédant ou suivant les activités de vérification.

24. On entend par "point d'entrée"/"point de sortie" un lieu désigné pour l'arrivée dans le pays des équipes d'inspection chargées d'effectuer des inspections conformément à la présente Convention, et pour leur départ lorsqu'elles ont achevé leur mission.

25. On entend par "Etat partie requérant" l'Etat partie qui a demandé une inspection par mise en demeure conformément à l'article IX.

26. On entend par "tonne" une tonne métrique, c'est-à-dire 1 000 kg.

DEUXIEME PARTIE

REGLES GENERALES REGISSANT LA VERIFICATION

A. DESIGNATION DES INSPECTEURS ET DES ASSISTANTS D'INSPECTION

1. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Secrétariat technique communique par écrit à tous les Etats parties le nom, la nationalité et le rang des inspecteurs et des assistants d'inspection qu'il se propose de désigner, et indique aussi leurs qualifications et leur expérience professionnelle.

2. Chaque Etat partie accuse immédiatement réception de la liste d'inspecteurs et d'assistants d'inspection proposés qui lui a été communiquée. L'Etat partie informe par écrit le Secrétariat technique qu'il accepte chacun des inspecteurs et des assistants d'inspection au plus tard 30 jours après avoir accusé réception de cette liste. Tout inspecteur et assistant d'inspection figurant sur cette liste est réputé désigné si l'Etat partie n'a pas manifesté son refus par écrit au plus tard 30 jours après avoir accusé réception de cette liste. L'Etat partie peut indiquer les raisons de son opposition.

L'inspecteur ou l'assistant d'inspection proposé ne doit pas procéder ni participer à des activités de vérification sur le territoire d'un Etat partie qui a opposé son refus, ni en aucun autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de cet Etat. Le Secrétariat technique propose, selon que de besoin, de nouveaux noms qui viennent s'ajouter à la liste initiale.

3. Les activités de vérification menées en vertu de la présente Convention sont exécutées exclusivement par des inspecteurs et des assistants d'inspection désignés.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5, l'Etat partie a le droit de formuler à tout moment une objection contre un inspecteur ou un assistant d'inspection qui a déjà été désigné. Il fait connaître par écrit son opposition au Secrétariat technique et peut exposer les raisons qui la motivent. L'opposition prend effet 30 jours après réception de l'avis par le Secrétariat technique. Ce dernier informe immédiatement l'Etat partie intéressé du retrait du nom de l'inspecteur ou de l'assistant d'inspection visé.

5. L'Etat partie auquel une inspection a été notifiée ne cherche pas à écarter de l'équipe d'inspection désignée à cet effet l'un quelconque des inspecteurs ou des assistants d'inspection figurant sur la liste des membres de cette équipe.

6. Le nombre d'inspecteurs ou d'assistants d'inspection désignés à un Etat partie et acceptés par lui doit être suffisant pour permettre de disposer d'un nombre approprié d'inspecteurs et d'assistants d'inspection, et pour offrir des possibilités de roulement.

7. Si le Directeur général estime que le refus d'inspecteurs ou d'assistants d'inspection proposés empêche la désignation d'un nombre suffisant d'inspecteurs ou d'assistants d'inspection, ou fait obstacle de quelque autre

manière à l'accomplissement effectif des tâches confiées au Secrétariat technique, il saisit le Conseil exécutif de la question.

8. S'il est nécessaire ou s'il est demandé de modifier les listes susmentionnées, d'autres inspecteurs et assistants d'inspection sont désignés de la même manière que pour l'établissement de la liste initiale.

9. Les membres de l'équipe d'inspection qui procèdent à l'inspection d'une installation d'un Etat partie située sur le territoire d'un autre Etat partie sont désignés, suivant la procédure énoncée dans la présente Annexe, tant à l'Etat partie inspecté qu'à l'Etat partie hôte.

B. PRIVILEGES ET IMMUNITES

10. Chaque Etat partie délivre, au plus tard 30 jours après avoir accusé réception de la liste d'inspecteurs et d'assistants d'inspection ou des modifications qui lui ont été apportées, des visas d'entrées/sorties multiples et/ou de transit et tout autre document permettant à chacun des inspecteurs et des assistants d'inspection d'entrer et de séjourner sur son territoire aux fins de la réalisation des activités d'inspection. La durée de validité de ces documents est de deux ans au moins à compter de la date où ils ont été remis au Secrétariat technique.

11. Afin de pouvoir accomplir efficacement leurs fonctions, les inspecteurs et les assistants d'inspection jouissent des privilèges et immunités énoncés aux alinéas a) à i). Les privilèges et immunités sont accordés aux membres de l'équipe d'inspection dans l'intérêt de la présente Convention et non à leur avantage personnel. Les membres de l'équipe d'inspection en bénéficient durant toute la période qui s'écoule entre le moment où ils arrivent sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat hôte et celui où ils le quittent et, ultérieurement, pour les actes qu'ils ont accomplis précédemment dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

a) Les membres de l'équipe d'inspection jouissent de l'inviolabilité accordée aux agents diplomatiques conformément à l'article 29 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, du 18 avril 1961.

b) Les lieux d'habitation et les bureaux occupés par l'équipe d'inspection qui procède à des activités d'inspection conformément à la présente Convention jouissent de l'inviolabilité et de la protection accordées aux demeures privées des agents diplomatiques, conformément au paragraphe 1 de l'article 30 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

c) Les documents et la correspondance de l'équipe d'inspection, y compris ses dossiers, jouissent de l'inviolabilité accordée à tous les documents et à la correspondance des agents diplomatiques, conformément au paragraphe 2 de l'article 30 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. L'équipe d'inspection a le droit de faire usage de codes pour communiquer avec le Secrétariat technique.

d) Les échantillons et le matériel approuvé que transportent les membres de l'équipe d'inspection sont inviolables sous réserve des dispositions de la présente Convention et sont exemptés de tous droits de douane. Les échantillons dangereux sont transportés conformément à la réglementation pertinente.

e) Les membres de l'équipe d'inspection jouissent des immunités accordées aux agents diplomatiques, conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 31 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

f) Les membres de l'équipe d'inspection menant les activités qui leur incombent conformément à la présente Convention bénéficient de l'exemption de tous impôts et taxes accordée aux agents diplomatiques, conformément à l'article 34 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

g) Les membres de l'équipe d'inspection sont autorisés à apporter sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat partie hôte, sans droits de douane ni autres redevances, les objets destinés à leur usage personnel, à l'exception des articles dont l'importation ou l'exportation est interdite par la loi ou régie par des règlements de quarantaine.

h) Les membres de l'équipe d'inspection bénéficient des mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

i) Les membres de l'équipe d'inspection ne doivent pas exercer d'activité professionnelle ou commerciale en vue d'un gain personnel sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat partie hôte.

12. Lorsqu'ils passent par le territoire d'Etats parties non inspectés, les membres de l'équipe d'inspection jouissent des privilèges et immunités accordés aux agents diplomatiques, conformément au paragraphe 1 de l'article 40 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Les documents et la correspondance, y compris les dossiers, les échantillons et le matériel approuvé que transportent les membres de l'équipe d'inspection jouissent de l'inviolabilité et de l'exemption stipulées aux alinéas c) et d) du paragraphe 11.

13. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, les membres de l'équipe d'inspection sont tenus de respecter les lois et règlements de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat partie hôte et, dans la mesure où cela est compatible avec le mandat d'inspection, sont tenus de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet Etat. Si l'Etat partie inspecté ou l'Etat partie hôte estime qu'il y a eu abus des privilèges et immunités spécifiés dans la présente Annexe, des consultations sont engagées entre l'Etat partie en question et le Directeur général afin d'établir s'il y a effectivement eu abus et, si tel est le cas, d'empêcher que cela ne se reproduise.

14. Le Directeur général peut lever l'immunité de juridiction accordée aux membres de l'équipe d'inspection lorsque, à son avis, cette immunité entraverait le cours de la justice et qu'elle peut être levée sans nuire à l'application des dispositions de la présente Convention. La levée de l'immunité doit toujours être expresse.

15. Les observateurs bénéficient des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux inspecteurs conformément à la présente section, à l'exception de ceux qui sont accordés conformément à l'alinéa d) du paragraphe 11.

C. ARRANGEMENTS PERMANENTS

Points d'entrée

16. Chaque Etat partie fixe les points d'entrée et fournit au Secrétariat technique les informations nécessaires au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard. Ces points d'entrée sont choisis de telle manière que l'équipe d'inspection puisse, de l'un d'entre eux au moins, atteindre tout site d'inspection dans les 12 heures. Le Secrétariat technique indique à tous les Etats parties où se trouvent les points d'entrée.

17. Tout Etat partie peut modifier les points d'entrée à condition d'en aviser le Secrétariat technique. Ces modifications prennent effet 30 jours après que le Secrétariat technique en a été avisé, de sorte qu'il puisse en informer dûment tous les Etats parties.

18. Si le Secrétariat technique estime qu'il n'y a pas suffisamment de points d'entrée pour assurer la réalisation des inspections en temps voulu, ou que les modifications des points d'entrée proposées par un Etat partie risquent d'empêcher leur réalisation en temps voulu, il engage des consultations avec l'Etat partie intéressé afin de régler le problème.

19. Lorsque des installations ou des zones d'un Etat partie inspecté se trouvent sur le territoire d'un Etat partie hôte ou qu'il faut passer par le territoire d'un autre Etat partie pour accéder du point d'entrée aux installations ou aux zones soumises à une inspection, l'Etat partie inspecté, pour ce qui est de ces inspections, a les droits et remplit les obligations prévus dans la présente Annexe. L'Etat partie hôte facilite l'inspection de ces installations ou de ces zones et fournit l'appui nécessaire pour que l'équipe d'inspection puisse accomplir sa tâche dans les délais et avec l'efficacité voulus. Les Etats parties par le territoire desquels il faut passer pour inspecter les installations ou les zones d'un Etat partie inspecté facilitent ce passage.

20. Lorsque les installations ou les zones d'un Etat partie inspecté se trouvent sur le territoire d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention, l'Etat partie inspecté prend toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer que l'inspection de ces installations ou de ces zones peut être effectuée conformément aux dispositions de la présente Annexe. L'Etat partie dont une ou plusieurs installations ou zones se trouvent sur le territoire d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention prend toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer que l'Etat hôte est disposé à recevoir les inspecteurs et les assistants d'inspection qui ont été désignés à l'Etat partie. Si un Etat partie inspecté n'est pas en mesure d'assurer l'accès, il donne la preuve qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour ce faire.

21. Lorsque les installations ou les zones à inspecter se trouvent sur le territoire d'un Etat partie, mais en un lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention, l'Etat partie prend toutes les dispositions nécessaires qui seraient requises d'un Etat partie inspecté et d'un Etat partie hôte pour s'assurer que l'inspection de ces installations ou de ces zones peut être effectuée conformément aux dispositions de la présente Annexe. Si l'Etat partie n'est pas en mesure d'assurer l'accès à ces installations ou à ces zones, il donne

la preuve qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'accès. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas lorsque les installations ou les zones que l'on cherche à inspecter sont celles de l'Etat partie.

Arrangements concernant l'utilisation d'appareils effectuant des vols non réguliers

22. S'agissant des inspections effectuées conformément à l'article IX et d'autres inspections, si l'équipe d'inspection n'est pas en mesure de se rendre à sa destination en temps voulu par les moyens de transport commerciaux réguliers, il peut être nécessaire d'utiliser des avions appartenant au Secrétariat technique ou affrétés par lui. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, chaque Etat partie communique au Secrétariat technique un numéro permanent d'autorisation diplomatique pour les vols non réguliers d'appareils transportant des équipes d'inspection et le matériel nécessaire à destination ou en provenance du territoire où se trouve le site d'inspection. L'itinéraire suivi pour atteindre le point d'entrée désigné et pour en repartir emprunte les routes aériennes internationales établies qui sont reconnues par les Etats parties et par le Secrétariat technique comme base de l'autorisation diplomatique délivrée.

23. En cas d'utilisation d'un appareil effectuant des vols non réguliers, le Secrétariat technique fournit à l'Etat partie inspecté, par l'intermédiaire de l'autorité nationale, un plan de vol de l'avion entre le dernier aéroport avant la pénétration dans l'espace aérien de l'Etat où se trouve le site d'inspection et le point d'entrée au moins six heures avant l'heure prévue pour le départ de cet aéroport. Ce plan est enregistré conformément aux procédures de l'Organisation de l'aviation civile internationale s'appliquant aux aéronefs civils. Pour les appareils appartenant au Secrétariat technique ou affrétés par lui, il est indiqué dans la section de chaque plan de vol consacrée aux observations le numéro permanent d'autorisation diplomatique et l'annotation appropriée désignant l'appareil comme appareil d'inspection.

24. Au moins trois heures avant le départ prévu de l'équipe d'inspection du dernier aéroport qui précède la pénétration dans l'espace aérien de l'Etat où l'inspection doit avoir lieu, l'Etat partie inspecté ou l'Etat partie hôte s'assure que le plan de vol déposé conformément aux dispositions du paragraphe 23 est approuvé, de sorte que l'équipe d'inspection puisse arriver au point d'entrée à l'heure prévue.

25. S'agissant d'appareils appartenant au Secrétariat technique ou affrétés par lui, l'Etat partie inspecté fournit, au point d'entrée, les facilités requises par le Secrétariat technique pour en assurer le stationnement, la sécurité, le service et le ravitaillement en carburant. Les appareils de ce type ne sont pas assujettis à des taxes d'atterrissage ou de départ et autres redevances similaires. Le coût du carburant, des services de sécurité et autres services est à la charge du Secrétariat technique.

Arrangements administratifs

26. L'Etat partie inspecté prend les dispositions nécessaires pour fournir à l'équipe d'inspection ce dont elle a besoin, notamment des moyens de communication, des services d'interprétation dans la mesure où l'exigent les

entretiens et l'accomplissement d'autres tâches, des moyens de locomotion, des bureaux, le logement, les repas et les soins médicaux. A cet égard, l'Organisation rembourse à l'Etat partie inspecté les dépenses qui lui ont été occasionnées par l'équipe d'inspection.

Matériel approuvé

27. Sous réserve du paragraphe 29, l'Etat partie inspecté n'impose aucune restriction à l'équipe d'inspection quant au fait d'apporter sur le site à inspecter le matériel, approuvé conformément au paragraphe 28, dont le Secrétariat technique a déterminé qu'il était nécessaire pour mener à bien l'inspection. Le Secrétariat technique établit et met à jour, selon qu'il convient, une liste du matériel approuvé qui pourrait être nécessaire aux fins exposées ci-dessus, ainsi qu'un règlement applicable à ce matériel, conformément à la présente Annexe. En établissant la liste du matériel approuvé ainsi que ce règlement, le Secrétariat technique veille à tenir pleinement compte des considérations relatives à la sécurité de tous les types d'installation où ce matériel est susceptible d'être utilisé. Une liste de matériel approuvé sera examinée et approuvée par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

28. Ce matériel est sous la garde du Secrétariat technique et est désigné, calibré et approuvé par celui-ci. Le Secrétariat technique choisit, dans la mesure du possible, du matériel spécialement conçu pour le type précis d'inspection visé. Le matériel ainsi désigné et approuvé est spécialement protégé contre toute altération illicite.

29. L'Etat partie inspecté a le droit, sans préjudice des délais prescrits, d'examiner le matériel au point d'entrée en présence de membres de l'équipe d'inspection, autrement dit de vérifier la nature du matériel apporté sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat partie hôte, ou retiré de ce territoire. Pour faciliter cette vérification, le Secrétariat technique fixe ou joint à ce matériel des documents et des dispositifs qui en confirment la désignation et l'approbation. L'inspection du matériel établit aussi, à la satisfaction de l'Etat partie inspecté, que le matériel répond à la description du matériel approuvé pour le type d'inspection visé. L'Etat partie inspecté peut refuser le matériel ne répondant pas à cette description ou le matériel auquel ne seraient pas fixés ou joints les documents et dispositifs d'authentification susmentionnés. Les procédures d'inspection du matériel seront examinées et approuvées par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

30. Si l'équipe d'inspection juge nécessaire d'utiliser du matériel disponible sur place et n'appartenant pas au Secrétariat technique, et qu'elle demande à l'Etat partie inspecté de la laisser utiliser ce matériel, l'Etat partie inspecté accède à cette demande autant que faire se peut.

D. ACTIVITES PRECEDANT L'INSPECTION

Notifications

31. Le Directeur général notifie à l'Etat partie son intention de procéder à une inspection avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée et dans les délais prescrits, s'ils sont spécifiés.

32. Les notifications faites par le Directeur général contiennent les renseignements suivants :

a) Type d'inspection;

b) Point d'entrée;

c) Date et heure prévue d'arrivée au point d'entrée;

d) Moyen de transport emprunté pour arriver au point d'entrée;

e) Site à inspecter;

f) Nom des inspecteurs et des assistants d'inspection;

g) Selon le cas, autorisations délivrées pour les avions et les vols spéciaux.

33. L'Etat partie inspecté accuse réception de la notification par laquelle le Secrétariat technique l'avise de son intention de procéder à une inspection au plus tard une heure après réception de cette notification.

34. Lorsqu'il s'agit d'une installation d'un Etat partie sise sur le territoire d'un autre Etat partie, les deux Etats parties sont avisés de l'inspection simultanément, conformément aux dispositions des paragraphes 31 et 32.

Entrée sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat hôte et transfert jusqu'au site d'inspection

35. L'Etat partie inspecté ou l'Etat partie hôte qui a été avisé de l'arrivée d'une équipe d'inspection s'assure qu'elle peut pénétrer immédiatement sur son territoire et, par l'intermédiaire d'un personnel d'accompagnement dans le pays ou par d'autres moyens, fait tout ce qui est en son pouvoir pour assurer la sécurité du transport de l'équipe d'inspection ainsi que de son matériel et de ses fournitures, du point d'entrée jusqu'au(x) site(s) d'inspection, et de là jusqu'à un point de sortie.

36. L'Etat partie inspecté ou l'Etat partie hôte prête son concours selon que de besoin pour que l'équipe d'inspection atteigne le site d'inspection au plus tard 12 heures après son arrivée au point d'entrée.

Exposé d'information précédant l'inspection

37. Dès l'arrivée sur les lieux et avant la mise en route de l'inspection, les représentants de l'installation exposent à l'équipe d'inspection, au moyen de cartes et d'autres documents appropriés, les caractéristiques de l'installation, les activités qui y sont menées, les mesures de sécurité et les arrangements administratifs et logistiques nécessaires pour l'inspection. La durée de la mise au courant est limitée au minimum nécessaire et ne dépasse en aucun cas trois heures.

E. CONDUITE DES INSPECTIONS

Règles générales

38. Les membres de l'équipe d'inspection accomplissent leurs fonctions en se conformant aux dispositions de la présente Convention ainsi qu'aux règles établies par le Directeur général et par les accords d'installation conclus entre les Etats parties et l'Organisation.

39. L'équipe d'inspection respecte rigoureusement le mandat d'inspection donné par le Directeur général. Elle s'abstient d'activités outrepassant ce mandat.

40. Les activités de l'équipe d'inspection sont organisées de sorte que ses membres puissent accomplir leurs fonctions dans les délais et avec l'efficacité voulus et qu'elles incommodent le moins possible l'Etat partie inspecté ou l'Etat hôte et perturbent au minimum l'installation ou la zone inspectée. L'équipe d'inspection évite de gêner ou de retarder plus que de besoin le fonctionnement d'une installation et de porter atteinte à sa sécurité. En particulier, l'équipe d'inspection ne fait fonctionner aucune installation. Si les inspecteurs estiment que, pour remplir leur mandat, des opérations particulières doivent être effectuées dans l'installation, ils demandent au représentant désigné de l'installation inspectée de les faire exécuter. Le représentant répond à cette demande dans la mesure du possible.

41. Dans l'exécution de leur tâche sur le territoire d'un Etat partie inspecté ou d'un Etat hôte, les membres de l'équipe d'inspection sont accompagnés de représentants de l'Etat partie inspecté, si celui-ci le demande, mais cela ne doit pas retarder l'équipe d'inspection ni la gêner de quelque autre manière dans l'exercice de ses fonctions.

42. Le Secrétariat technique établira des procédures détaillées pour la conduite des inspections, lesquelles seront incorporées dans le manuel d'inspection, en tenant compte des principes directeurs qui seront examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

Sécurité

43. En menant leurs activités, les inspecteurs et les assistants d'inspection se conforment aux règlements de sécurité en vigueur au site de l'inspection, notamment ceux qui visent la protection des zones contrôlées à l'intérieur d'une installation et la sécurité du personnel. Afin de satisfaire à ces exigences, des procédures détaillées appropriées seront examinées et approuvées par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

Communications

44. Les inspecteurs ont le droit de communiquer avec le siège du Secrétariat technique pendant toute la période passée dans le pays. A cette fin, ils peuvent se servir de leur propre matériel, approuvé et dûment homologué, et demander à l'Etat partie inspecté ou à l'Etat partie hôte de leur donner accès à d'autres moyens de communication. L'équipe d'inspection a le droit d'utiliser son propre système de radiocommunications bidirectionnel entre le

personnel patrouillant le long du périmètre et d'autres membres de l'équipe d'inspection.

Droits de l'équipe d'inspection et de l'Etat partie inspecté

45. L'équipe d'inspection, conformément aux articles et annexes pertinents de la présente Convention ainsi qu'aux accords d'installation et aux procédures énoncées dans le manuel d'inspection, a le droit d'accéder librement au site d'inspection. Les éléments à inspecter sont choisis par les inspecteurs.

46. Les inspecteurs ont le droit de s'entretenir avec tout membre du personnel de l'installation en présence de représentants de l'Etat partie inspecté dans le but d'établir les faits pertinents. Les inspecteurs ne demandent que les renseignements et les données nécessaires pour réaliser l'inspection et l'Etat partie inspecté les leur communique sur demande. L'Etat partie inspecté a le droit de soulever des objections quant aux questions posées au personnel de l'installation si ces questions sont jugées étrangères à l'inspection. Si le chef de l'équipe d'inspection proteste et établit la pertinence des questions posées, celles-ci sont communiquées par écrit à l'Etat partie inspecté aux fins de réponse. L'équipe d'inspection peut prendre note de tout refus d'autoriser des entretiens ou de permettre qu'il soit répondu aux questions et donné des explications dans la partie du rapport d'inspection consacrée à l'esprit de coopération manifesté par l'Etat partie inspecté.

47. Les inspecteurs ont le droit d'inspecter les documents et relevés qu'ils jugent utiles à l'accomplissement de leur mission.

48. Les inspecteurs ont le droit de faire prendre des photographies à leur demande par des représentants de l'Etat partie inspecté ou de l'installation inspectée. Il doit y avoir à disposition des appareils permettant de prendre des photographies à développement instantané. L'équipe d'inspection détermine si les photographies prises correspondent à ce qui a été demandé; si tel n'est pas le cas, il convient de recommencer l'opération. Aussi bien l'équipe d'inspection que l'Etat partie inspecté conservent un exemplaire de chaque photographie.

49. Les représentants de l'Etat partie inspecté ont le droit d'observer toutes les activités de vérification exécutées par l'équipe d'inspection.

50. L'Etat partie inspecté reçoit, à sa demande, copie des informations et des données recueillies au sujet de son (ses) installation(s) par le Secrétariat technique.

51. Les inspecteurs ont le droit de demander des éclaircissements au sujet d'ambiguïtés apparues durant l'inspection. Ces demandes sont promptement formulées par l'intermédiaire du représentant de l'Etat partie inspecté. Ce dernier fournit à l'équipe d'inspection, pendant l'inspection, tous éclaircissements nécessaires pour lever les ambiguïtés. Lorsque des questions se rapportant à un objet ou à un bâtiment à l'intérieur du site d'inspection restent sans réponse, et si la demande en est faite, l'objet ou le bâtiment est photographié afin d'en déterminer la nature et la fonction. S'il n'est pas possible de lever ces ambiguïtés pendant l'inspection, les inspecteurs en informent immédiatement le Secrétariat technique. Toute question restée

sans réponse, tous éclaircissements apportés et un exemplaire de toutes photographies prises figurent dans le rapport d'inspection.

Prélèvement, manipulation et analyse des échantillons

52. Les représentants de l'Etat partie inspecté ou de l'installation inspectée prélèvent des échantillons à la demande de l'équipe d'inspection et en présence d'inspecteurs. S'il en est ainsi convenu au préalable avec les représentants de l'Etat partie inspecté ou de l'installation inspectée, l'équipe d'inspection peut prélever elle-même les échantillons.

53. Chaque fois que possible, l'analyse des échantillons se fait sur place. L'équipe d'inspection a le droit d'analyser sur place les échantillons à l'aide du matériel approuvé qu'elle a apporté. A la demande de l'équipe d'inspection, l'Etat partie inspecté fournit, suivant les procédures convenues, une assistance pour l'analyse des échantillons sur place. Selon une autre formule, l'équipe d'inspection demande que les analyses appropriées soient faites sur place, en sa présence.

54. L'Etat partie inspecté a le droit de conserver une partie de tous les échantillons prélevés ou de prendre des doubles des échantillons et d'être présent lors de l'analyse sur place des échantillons.

55. Si elle le juge nécessaire, l'équipe d'inspection transfère des échantillons à l'extérieur aux fins d'analyse dans des laboratoires désignés par l'Organisation.

56. Le Directeur général est responsable au premier chef de la sécurité, de l'intégrité et de la conservation des échantillons. Il lui incombe aussi de veiller à ce que soit protégée la confidentialité des échantillons transférés pour analyse à l'extérieur. A cet égard, le Directeur général se conforme aux procédures que la Conférence examinera et approuvera, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII, aux fins de leur incorporation dans le manuel d'inspection. Il lui revient :

a) D'établir un régime rigoureux concernant le prélèvement, la manipulation, le transport et l'analyse des échantillons;

b) D'homologuer les laboratoires désignés pour effectuer les divers types d'analyse;

c) De superviser la normalisation du matériel et des méthodes employés dans ces laboratoires, ainsi que du matériel d'analyse mobile et des méthodes employées en liaison avec ce matériel mobile, et de suivre le contrôle de la qualité et l'application générale des normes eu égard à l'homologation de ces laboratoires, du matériel mobile et des méthodes employées en liaison avec ce matériel;

d) De choisir parmi les laboratoires désignés ceux qui sont appelés à effectuer des analyses ou d'autres tâches liées à des enquêtes déterminées.

57. Lorsqu'il y a lieu d'effectuer une analyse hors site, les échantillons sont analysés dans au moins deux laboratoires désignés. Le Secrétariat technique veille au traitement rapide des résultats d'analyse. Les échantillons

sont comptabilisés par le Secrétariat technique et tout échantillon non utilisé, ou partie d'un tel échantillon, est renvoyé au Secrétariat technique.

58. Le Secrétariat technique rassemble les résultats des analyses d'échantillons qui sont pertinents pour le respect de la présente Convention et les incorpore dans le rapport d'inspection final. Il inclut dans le rapport des données détaillées concernant le matériel et les méthodes employés par les laboratoires désignés qui ont fait ces analyses.

Prolongation de l'inspection

59. La période d'inspection peut être prolongée d'entente avec le représentant de l'Etat partie inspecté.

Rapport de fin d'inspection

60. Au terme d'une inspection, l'équipe d'inspection tient une réunion avec les représentants de l'Etat partie inspecté et le personnel responsable du site inspecté pour passer en revue les constatations préliminaires de l'équipe et lever d'éventuelles ambiguïtés. L'équipe d'inspection communique par écrit aux représentants de l'Etat partie inspecté ses constatations préliminaires, en se conformant à un modèle de présentation donné; elle leur fournit aussi une liste de tous les échantillons qu'elle a prélevés et la copie des renseignements consignés par écrit ainsi que des données recueillies et autres éléments qui doivent être retirés du site. Ce document est signé par le chef de l'équipe d'inspection. Le représentant de l'Etat partie inspecté le contresigne pour indiquer qu'il a pris note de son contenu. La réunion s'achève au plus tard 24 heures après la fin de l'inspection.

F. DEPART

61. Une fois accompli le processus postérieur à l'inspection, l'équipe d'inspection quitte le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat hôte dans les plus brefs délais.

G. RAPPORTS

62. Au plus tard dix jours après l'inspection, les inspecteurs établissent un rapport final faisant état de leurs activités et de leurs constatations, dans lequel ils s'en tiennent aux faits. Leur rapport ne contient que des faits pertinents pour le respect de la présente Convention, tel que le prévoit le mandat d'inspection. Le rapport fournit également des renseignements sur la manière dont l'Etat partie inspecté a coopéré avec l'équipe d'inspection. S'il y a des observations divergentes de la part des inspecteurs, celles-ci peuvent être signalées dans une annexe du rapport. Le rapport reste confidentiel.

63. Le rapport final est immédiatement remis à l'Etat partie inspecté. Toutes observations que l'Etat partie inspecté ferait immédiatement par écrit au sujet des constatations y figurant sont annexées au rapport. Le rapport final, accompagné des observations de l'Etat partie inspecté, est présenté au Directeur général au plus tard 30 jours après l'inspection.

64. Si le rapport fait état d'incertitudes, ou si la coopération entre l'autorité nationale et les inspecteurs n'a pas été satisfaisante, le Directeur général demande des éclaircissements à l'Etat partie.

65. Si les incertitudes ne peuvent pas être levées ou si les faits établis sont de nature à suggérer que les obligations contractées en vertu de la présente Convention n'ont pas été remplies, le Directeur général en informe sans tarder le Conseil exécutif.

H. APPLICATION DES DISPOSITIONS GENERALES

66. Les dispositions de la présente partie s'appliquent à toutes les inspections effectuées conformément à la présente Convention, sauf quand elles diffèrent des dispositions concernant des types particuliers d'inspection énoncées dans les troisième à onzième parties de la présente Annexe, auquel cas ces dernières dispositions l'emportent.

TROISIEME PARTIE

DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LES MESURES DE VERIFICATION PRISES CONFORMEMENT AUX ARTICLES IV ET V AINSI QU'AU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE VI

A. INSPECTIONS INITIALES ET ACCORDS D'INSTALLATION

1. Chaque installation déclarée qui est soumise à l'inspection sur place conformément aux articles IV et V ainsi qu'au paragraphe 3 de l'article VI, fait l'objet d'une inspection initiale dès qu'elle a été déclarée. Cette inspection de l'installation a pour but de vérifier les renseignements fournis, d'obtenir toute information supplémentaire nécessaire pour planifier les activités de vérification futures dans l'installation, y compris les inspections sur place et une surveillance continue au moyen d'instruments installés sur place, et de préparer l'accord d'installation.

2. Les Etats parties veillent à ce que la vérification des déclarations et la mise en route des mesures de vérification systématique puissent être effectuées par le Secrétariat technique dans toutes les installations selon les calendriers établis, après l'entrée en vigueur de la Convention à leur égard.

3. Chaque Etat partie conclut avec l'Organisation un accord concernant chacune des installations déclarées et soumises à l'inspection sur place conformément aux articles IV et V ainsi qu'au paragraphe 3 de l'article VI.

4. Les accords d'installation sont conclus au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie ou la déclaration initiale de l'installation, sauf pour les installations de destruction d'armes chimiques, auxquelles s'appliquent les paragraphes 5 à 7.

5. Pour l'installation de destruction d'armes chimiques qui est mise en service plus d'un an après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'Etat partie, l'accord d'installation est conclu au moins 180 jours avant sa mise en service.

6. Pour l'installation de destruction d'armes chimiques qui est en service à la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur à l'égard de l'Etat partie ou qui est mise en service au plus tard un an après cette date, l'accord d'installation est conclu au plus tard 210 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie, à moins que le Conseil exécutif ne juge que des arrangements de vérification transitoires, approuvés conformément au paragraphe 51 de la quatrième partie (A) de la présente Annexe et comportant un accord d'installation transitoire, des dispositions relatives à la vérification par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place ainsi qu'un calendrier d'application de ces arrangements, sont suffisants.

7. S'il est prévu que l'installation visée au paragraphe 6 sera mise hors service au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'Etat partie, le Conseil exécutif peut juger que des arrangements de vérification transitoires, approuvés conformément au paragraphe 51 de la quatrième partie (A) de la présente Annexe et comportant un accord d'installation transitoire, des dispositions relatives à la

vérification par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place ainsi qu'un calendrier d'application des arrangements, sont suffisants.

8. Les accords d'installation s'inspirent d'accords types et contiennent des arrangements détaillés qui régissent les inspections dans chaque installation. Les accords types comprennent des dispositions visant à tenir compte des progrès techniques futurs et seront examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

9. Le Secrétariat technique peut conserver à chaque site une boîte scellée destinée aux photographies, plans et autres informations auxquels il pourrait vouloir se référer lors d'inspections ultérieures.

B. ARRANGEMENTS PERMANENTS

10. Le Secrétariat technique a le droit de faire installer et d'utiliser s'il y a lieu des instruments et systèmes de surveillance continue ainsi que des scellés, conformément aux dispositions pertinentes de la présente Convention et aux accords d'installation conclus entre les Etats parties et l'Organisation.

11. L'Etat partie inspecté a le droit, selon les procédures convenues, d'examiner tout instrument utilisé ou installé par l'équipe d'inspection et de le faire essayer en présence de représentants de l'Etat partie inspecté. L'équipe d'inspection a le droit d'utiliser les instruments que l'Etat partie inspecté aurait installés pour surveiller lui-même les opérations de destruction des armes chimiques. A cette fin, l'équipe d'inspection a le droit d'examiner les instruments de l'Etat partie qu'elle entend utiliser aux fins de la vérification de la destruction des armes chimiques et de les faire essayer en sa présence.

12. L'Etat partie inspecté fournit les moyens nécessaires pour assurer l'installation et la mise en marche des instruments et systèmes de surveillance continue.

13. En ce qui concerne l'application des paragraphes 11 et 12, des procédures détaillées appropriées seront examinées et approuvées par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

14. L'Etat partie inspecté informe immédiatement le Secrétariat technique de tout incident qui se produit ou pourrait se produire dans une installation où des instruments de surveillance sont installés et qui risquerait d'influer sur le système de surveillance. L'Etat partie inspecté coordonne avec le Secrétariat technique l'action subséquente en vue de rétablir le fonctionnement du système de surveillance et de déterminer au plus vite les mesures provisoires à prendre, selon que de besoin.

15. L'équipe d'inspection s'assure au cours de chaque inspection que le système de surveillance fonctionne bien et qu'il n'a pas été touché aux scellés apposés. Il se peut qu'il faille en outre effectuer des visites, selon que de besoin, pour assurer l'entretien du système de surveillance, remplacer du matériel ou opérer des ajustements en ce qui concerne le champ couvert par le système.

16. Si le système de surveillance signale une anomalie, le Secrétariat technique agit immédiatement pour déterminer si elle découle d'un fonctionnement défectueux du matériel ou d'activités menées dans l'installation. Si, après examen, le problème n'est pas résolu, le Secrétariat technique s'assure immédiatement des faits, au besoin en effectuant sur-le-champ une inspection sur place ou une visite de l'installation. Sitôt le problème détecté, le Secrétariat technique le porte à la connaissance de l'Etat partie inspecté, qui aide à le résoudre.

C. ACTIVITES PRECEDANT L'INSPECTION

17. Excepté dans le cas spécifié au paragraphe 18, notification de l'inspection est donnée à l'Etat partie inspecté au moins 24 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée.

18. Notification de l'inspection initiale est donnée à l'Etat partie inspecté au moins 72 heures avant l'heure prévue de l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée.

QUATRIEME PARTIE (A)

DESTRUCTION DES ARMES CHIMIQUES ET VERIFICATION DE LEUR DESTRUCTION CONFORMEMENT A L'ARTICLE IV

A. DECLARATIONS

Déclarations d'armes chimiques

1. La déclaration d'armes chimiques que présente un Etat partie conformément au paragraphe 1, alinéa a) ii), de l'article III contient les renseignements suivants :

a) Quantité globale de chaque produit chimique déclaré;

b) Emplacement précis de chaque installation de stockage d'armes chimiques, désignée par :

i) Son nom;

ii) Ses coordonnées géographiques;

iii) Un schéma détaillé du site, indiquant les limites de l'installation et l'emplacement des silos/des zones de stockage à l'intérieur de l'installation;

c) Inventaire détaillé de chaque installation de stockage d'armes chimiques, spécifiant :

i) Les produits chimiques définis en tant qu'armes chimiques conformément à l'article II;

ii) Les munitions, les sous-munitions, les dispositifs et le matériel non remplis, définis en tant qu'armes chimiques;

iii) Le matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi des munitions, des sous-munitions, des dispositifs ou du matériel visé au point ii);

iv) Les produits chimiques spécifiquement conçus pour être utilisés en liaison directe avec l'emploi des munitions, des sous-munitions, des dispositifs ou du matériel visé au point ii).

2. Les dispositions suivantes s'appliquent aux produits chimiques visés à l'alinéa c) i) du paragraphe 1 :

a) Les produits chimiques sont déclarés selon les tableaux figurant à l'Annexe sur les produits chimiques;

b) S'il s'agit d'un produit qui n'est pas inscrit aux tableaux de cette annexe, les renseignements nécessaires pour pouvoir éventuellement l'inscrire au tableau approprié, y compris la toxicité du composé à l'état pur, sont fournis. S'il s'agit d'un précurseur, la toxicité et la nature du principal ou des principaux produits finals de la réaction sont indiquées;

c) Les produits chimiques sont identifiés par leur nom chimique selon la nomenclature en vigueur de l'Union internationale de chimie pure et appliquée (UICPA), par leur formule développée et, s'il a été attribué, par leur numéro de fichier du Chemical Abstracts Service. S'il s'agit d'un précurseur, la toxicité et la nature du principal ou des principaux produits finals de la réaction sont indiquées;

d) S'il s'agit d'un mélange de deux produits chimiques ou davantage, chaque produit est identifié et son pourcentage indiqué; le mélange est déclaré dans la catégorie du produit chimique le plus toxique. Si un composant d'une arme chimique binaire consiste en un mélange de deux produits chimiques ou davantage, chaque produit chimique est identifié et son pourcentage indiqué;

e) Les armes chimiques binaires sont déclarées au titre du produit final pertinent, dans le cadre des catégories d'armes chimiques spécifiées au paragraphe 16. Les renseignements supplémentaires suivants sont fournis pour chaque type de munition/de dispositif chimique binaire :

i) Nom chimique du produit final toxique;

ii) Composition chimique et quantité de chaque composant;

iii) Rapport pondéral effectif entre les composants;

iv) Indication du composant qui est considéré comme le composant clef;

v) Quantité prévue du produit final toxique, calculée sur une base stoechiométrique à partir du composant clef, dans l'hypothèse d'un rendement de 100 %. Une quantité déclarée (en tonnes) du composant clef destinée à un produit final toxique spécifique est considérée comme équivalant à la quantité (en tonnes) de ce produit final toxique calculée sur une base stoechiométrique, dans l'hypothèse d'un rendement de 100 %;

f) En ce qui concerne les armes chimiques à composants multiples, la déclaration est analogue à celle qui est envisagée pour les armes chimiques binaires;

g) Pour chaque produit chimique, le type de stockage (munitions, sous-munitions, dispositifs, matériel ou conteneurs de vrac et autres types de conteneurs) est déclaré. Pour chaque type de stockage, les précisions suivantes sont apportées :

i) Type;

ii) Taille ou calibre;

iii) Nombre d'éléments;

iv) Poids nominal de la charge chimique par élément;

h) Pour chaque produit chimique, le poids total au site de stockage est déclaré;

i) En outre, pour les produits chimiques stockés en vrac, le pourcentage de produit pur est déclaré, s'il est connu.

3. Pour chacun des types de munition, de sous-munition, de dispositif ou de matériel non rempli qui sont visés à l'alinéa c) ii) du paragraphe 1, les renseignements suivants sont donnés :

a) Nombre d'éléments;

b) Volume de remplissage nominal par élément;

c) Charge chimique destinée à ces éléments.

Déclarations d'armes chimiques présentées conformément au paragraphe 1, alinéa a) iii), de l'article III

4. La déclaration d'armes chimiques que présente un Etat partie conformément au paragraphe 1, alinéa a) iii), de l'article III contient tous les renseignements prévus aux paragraphes 1 à 3 ci-dessus. Il appartient à l'Etat partie sur le territoire duquel se trouvent les armes chimiques de prendre les dispositions voulues avec l'autre Etat pour que les déclarations soient faites. Si l'Etat partie sur le territoire duquel se trouvent les armes chimiques ne peut pas s'acquitter des obligations découlant du présent paragraphe, il en expose les raisons.

Déclarations de transferts et de réceptions antérieurs

5. L'Etat partie qui a transféré ou reçu des armes chimiques depuis le 1er janvier 1946 déclare ces transferts ou ces réceptions conformément au paragraphe 1, alinéa a) iv), de l'article III, pour autant que la quantité transférée ou reçue dépasse une tonne de produit chimique par an, en vrac et/ou sous forme de munition. Cette déclaration est faite selon les modalités d'inventaire spécifiées aux paragraphes 1 et 2. Elle indique également les pays fournisseurs, les pays destinataires, les dates des transferts ou des réceptions et, aussi précisément que possible, l'emplacement actuel des éléments transférés. Si certains des renseignements spécifiés ne sont plus disponibles pour les transferts et les réceptions effectués pendant la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 1er janvier 1970, l'Etat partie fournit les renseignements dont il disposerait encore et expose les raisons pour lesquelles il ne peut pas présenter de déclaration complète.

Présentation du plan général de destruction des armes chimiques

6. Le plan général de destruction des armes chimiques, présenté conformément au paragraphe 1, alinéa a) v), de l'article III, donne une vue d'ensemble du programme national que l'Etat partie entend mettre en oeuvre pour détruire les armes chimiques et apporte des précisions sur les efforts déployés par l'Etat partie pour atteindre les objectifs fixés par la présente Convention en matière de destruction des armes. Ce plan comporte les éléments suivants :

a) Programme de destruction général, indiquant les types et les quantités approximatives d'armes chimiques à détruire au cours de chaque période de destruction annuelle dans chaque installation de destruction existante et, si possible, dans chaque installation de destruction prévue;

b) Nombre des installations de destruction d'armes chimiques existantes ou prévues qui seront exploitées durant la période de destruction;

c) Pour chaque installation de destruction d'armes chimiques existante ou prévue :

i) Nom et emplacement;

ii) Types et quantités approximatives d'armes chimiques à détruire, type (par exemple, agent neurotoxique ou agent vésicant) et quantité approximative de la charge chimique à détruire;

d) Plans et programmes de formation du personnel nécessaire pour exploiter les installations de destruction;

e) Normes nationales en matière de sécurité et d'émissions auxquelles les installations de destruction doivent se conformer;

f) Renseignements sur la mise au point de nouvelles méthodes de destruction des armes chimiques et sur l'amélioration des méthodes existantes;

g) Estimation des coûts de destruction des armes chimiques;

h) Toute question de nature à avoir une incidence défavorable sur le programme de destruction national.

B. MESURES EN VUE DE VERROUILLER ET DE PREPARER L'INSTALLATION DE STOCKAGE

7. Au plus tard au moment de la présentation de sa déclaration d'armes chimiques, l'Etat partie prend les mesures qu'il juge appropriées pour verrouiller ses installations de stockage et empêche tout déplacement de ses armes chimiques hors des installations, excepté aux fins de leur destruction.

8. L'Etat partie veille à ce que les armes chimiques à ses installations de stockage soient configurées de telle manière qu'il soit possible d'y accéder aisément aux fins de la vérification effectuée conformément aux paragraphes 37 à 49.

9. Tant que l'installation de stockage reste fermée pour tout déplacement des armes chimiques hors de l'installation excepté aux fins de leur destruction, l'Etat partie peut poursuivre dans l'installation : les activités d'entretien courant, y compris l'entretien courant des armes chimiques; les contrôles de sécurité et les activités liées à la sécurité physique; ainsi que la préparation des armes chimiques aux fins de leur destruction.

10. Ne font pas partie des activités d'entretien des armes chimiques :

a) Le remplacement d'un agent ou de corps de munition;

b) La modification des caractéristiques initiales d'une munition, de ses parties ou de ses éléments.

11. Toutes les activités d'entretien sont soumises à la surveillance du Secrétariat technique.

C. DESTRUCTION

Principes et méthodes de destruction des armes chimiques

12. On entend par "destruction des armes chimiques" un processus par lequel les produits chimiques sont transformés d'une façon essentiellement irréversible en une forme qui ne se prête pas à la fabrication d'armes chimiques, et qui rend d'une manière irréversible les munitions et autres dispositifs inutilisables en tant que tels.

13. Chaque Etat partie détermine comment il détruit les armes chimiques, si ce n'est que les méthodes suivantes ne pourront pas être utilisées : déversement dans des eaux quelconques, enfouissement ou combustion à ciel ouvert. Il détruit les armes chimiques uniquement dans des installations spécifiquement désignées et convenablement conçues et équipées.

14. Chaque Etat partie veille à ce que ses installations de destruction d'armes chimiques soient construites et exploitées de manière à assurer la destruction des armes chimiques, et à ce que le processus de destruction puisse être vérifié conformément aux dispositions de la présente Convention.

Ordre de destruction

15. L'ordre de destruction des armes chimiques est fondé sur les obligations énoncées à l'article premier et aux autres articles de la présente Convention, notamment les obligations relatives à la vérification systématique sur place. Il fait la part de l'intérêt qu'ont les Etats parties à jouir d'une sécurité non diminuée pendant la période de destruction; du renforcement de la confiance au début de la phase de destruction; de l'acquisition progressive de données d'expérience au cours de la destruction des armes chimiques et du principe d'une applicabilité indépendante de la composition réelle des stocks ainsi que des méthodes choisies pour détruire les armes chimiques. L'ordre de destruction repose sur le principe du nivellement.

16. Aux fins de leur destruction, les armes chimiques déclarées par chaque Etat partie sont réparties en trois catégories :

Catégorie 1 : Armes chimiques fabriquées à l'aide de produits chimiques du tableau 1, ainsi que leurs parties et composants;

Catégorie 2 : Armes chimiques fabriquées à l'aide de tous les autres produits chimiques, ainsi que leurs parties et composants;

Catégorie 3 : Munitions et dispositifs non remplis et matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi d'armes chimiques.

17. L'Etat partie :

a) Entreprend la destruction des armes chimiques de la catégorie 1 au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard et l'achève au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Il détruit les armes chimiques en respectant les délais de destruction ci-après :

i) Phase 1 : Au plus taro deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention, les essais de sa première installation de destruction devront être achevés. Au moins 1 % des armes chimiques de la catégorie 1 auront été détruites au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la Convention;

ii) Phase 2 : Au moins 20 % des armes chimiques de la catégorie 1 auront été détruites au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention;

iii) Phase 3 : Au moins 45 % des armes chimiques de la catégorie 1 auront été détruites au plus tard sept ans après l'entrée en vigueur de la Convention;

iv) Phase 4 : Toutes les armes chimiques de la catégorie 1 auront été détruites au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention;

b) Entreprend la destruction des armes chimiques de la catégorie 2 au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard et l'achève au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Les armes chimiques de la catégorie 2 sont détruites progressivement, par quantités annuelles égales, pendant toute la période de destruction. Le facteur de comparaison pour ces armes est le poids des produits chimiques de la catégorie 2;

c) Entreprend la destruction des armes chimiques de la catégorie 3 au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard et l'achève au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Les armes chimiques de la catégorie 3 sont détruites progressivement, par quantités annuelles égales, pendant toute la période de destruction. Le facteur de comparaison pour les munitions et les dispositifs non remplis est exprimé par le volume de remplissage nominal (m^3) et, pour le matériel, par le nombre d'éléments.

18. Les dispositions suivantes s'appliquent aux armes chimiques binaires :

a) Aux fins de l'ordre de destruction, la quantité déclarée (en tonnes) du composant clé destiné à un produit final toxique spécifique est considérée comme équivalant à la quantité (en tonnes) de ce produit final toxique calculée sur une base stoechiométrique, dans l'hypothèse d'un rendement de 100 %;

b) La nécessité de détruire une quantité déterminée du composant clé entraîne celle de détruire une quantité correspondante de l'autre composant, calculée à partir du rapport de poids effectif entre les composants que renferme le type considéré de munition/de dispositif chimique binaire;

c) Si la quantité déclarée de l'autre composant est supérieure à celle qui est nécessaire, compte tenu du rapport de poids effectif entre les composants, l'excédent est détruit au cours des deux premières années suivant le début des opérations de destruction;

d) A la fin de chaque année d'opérations suivante, l'Etat partie peut conserver la quantité de l'autre composant déclaré qui a été déterminée sur la

base du rapport de poids effectif entre les composants que renferme le type considéré de munition/de dispositif chimique binaire.

19. En ce qui concerne les armes chimiques à composants multiples, l'ordre de destruction est analogue à celui qui est envisagé pour les armes chimiques binaires.

Modification des délais de destruction intermédiaires

20. Le Conseil exécutif examine les plans généraux de destruction des armes chimiques présentés conformément au paragraphe 1, alinéa a) v), de l'article III et au paragraphe 6 de la présente partie, notamment pour s'assurer qu'ils correspondent à l'ordre de destruction établi aux paragraphes 15 à 19. Le Conseil exécutif consulte tout Etat partie dont le plan n'est pas conforme afin que les ajustements nécessaires y soient apportés.

21. Si l'Etat partie estime que, en raison de circonstances exceptionnelles indépendantes de sa volonté, il ne peut pas atteindre le niveau de destruction fixé pour la phase 1, 2 ou 3 de l'ordre de destruction des armes chimiques de la catégorie 1, il peut proposer que ce niveau soit ajusté. La proposition doit être faite au plus tard 120 jours après l'entrée en vigueur de la Convention et comporte un exposé détaillé des raisons qui la motivent.

22. Chaque Etat partie prend toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les armes chimiques de la catégorie 1 soient détruites dans les délais de destruction fixés à l'alinéa a) du paragraphe 17 tels qu'ils ont été ajustés conformément au paragraphe 21. Cependant, si un Etat partie estime qu'il ne parviendra pas à détruire le pourcentage requis d'armes chimiques de la catégorie 1 dans le délai fixé pour l'une des phases de destruction intermédiaires, il peut demander au Conseil exécutif de recommander à la Conférence d'accorder à l'Etat considéré une prolongation du délai que celui-ci est tenu de respecter en l'occurrence. La demande doit être faite au moins 180 jours avant l'expiration du délai de destruction intermédiaire et comporte un exposé détaillé des raisons qui la motivent ainsi que les plans que l'Etat partie entend suivre pour être en mesure de s'acquitter de l'obligation de respecter le délai de destruction suivant.

23. Si la prolongation est accordée, l'Etat partie reste tenu d'atteindre le niveau cumulatif fixé pour la phase de destruction suivante dans le délai prescrit pour cette phase. Les prolongations accordées conformément à la présente section ne modifient en rien l'obligation où se trouve l'Etat partie d'achever la destruction de toutes les armes chimiques de la catégorie 1 au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Prolongation du délai d'achèvement de la destruction

24. Si l'Etat partie estime qu'il ne parviendra pas à achever la destruction de toutes les armes chimiques de la catégorie 1 au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention, il peut demander au Conseil exécutif de repousser ce délai. La demande doit être faite au plus tard neuf ans après l'entrée en vigueur de la Convention.

25. La demande comporte :

a) L'indication du nouveau délai proposé;

b) Un exposé détaillé des raisons pour lesquelles une prolongation est proposée;

c) Un plan de destruction détaillé pour la période correspondant à la prolongation proposée et pour le reste de la période de destruction initiale de dix ans.

26. La Conférence se prononce sur la demande à sa session suivante, compte tenu de la recommandation que lui fait le Conseil exécutif. La prolongation correspond au minimum nécessaire et, en tout état de cause, l'Etat partie est tenu d'avoir achevé la destruction de toutes ses armes chimiques au plus tard 15 ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Le Conseil exécutif définit les conditions auxquelles la prolongation est subordonnée, y compris les mesures de vérification spécifiques qu'il juge nécessaires ainsi que les mesures spécifiques que l'Etat partie doit adopter pour surmonter les difficultés posées par l'application de son programme de destruction. Les coûts de la vérification pendant la période de prolongation sont répartis conformément au paragraphe 16 de l'article IV.

27. Si la prolongation est accordée, l'Etat partie prend les mesures appropriées pour respecter tous les délais ultérieurs.

28. L'Etat partie continue à présenter des plans de destruction annuels détaillés conformément au paragraphe 29 ainsi que des rapports annuels sur la destruction des armes chimiques de la catégorie 1 conformément au paragraphe 36 jusqu'à ce que toutes les armes chimiques de la catégorie 1 aient été détruites. En outre, il fait rapport au Conseil exécutif sur ses activités de destruction à des intervalles de 90 jours au plus pendant toute la période de prolongation. Le Conseil exécutif examine les progrès accomplis en ce qui concerne la destruction et prend les mesures nécessaires pour avoir la preuve écrite de ces progrès. Le Conseil exécutif fournit aux Etats parties, sur demande, toutes les informations relatives aux activités de destruction menées pendant la période de prolongation.

Plans de destruction annuels détaillés

29. Les plans de destruction annuels détaillés qui sont présentés au Secrétariat technique au plus tard 60 jours avant le début de chaque période de destruction annuelle, conformément au paragraphe 7, alinéa a), de l'article IV, comportent les éléments suivants :

a) Quantité de chaque type spécifique d'arme chimique à détruire dans chaque installation et dates auxquelles la destruction de chaque type spécifique d'arme chimique aura été achevée;

b) Pour chaque installation de destruction d'armes chimiques, schéma détaillé du site indiquant toute modification apportée aux schémas précédemment fournis;

c) Programme détaillé des activités dans chaque installation de destruction d'armes chimiques pour l'année à venir, indiquant les délais prévus pour la conception, la construction ou la transformation de l'installation, la mise en place du matériel, sa vérification et la formation des opérateurs, ainsi que les opérations de destruction pour chaque type spécifique d'arme chimique, et précisant les périodes d'inactivité prévues.

30. L'Etat partie fournit des renseignements détaillés sur chacune de ses installations de destruction d'armes chimiques afin d'aider le Secrétariat technique à élaborer les procédures d'inspection préliminaires à suivre dans l'installation.

31. Les renseignements détaillés sur chacune des installations de destruction comportent les éléments suivants :

a) Nom, adresse et emplacement;

b) Schémas détaillés et annotés de l'installation;

c) Schémas d'aménagement de l'installation, schémas de procédé et schémas de l'appareillage et de la tuyauterie;

d) Descriptions techniques détaillées du matériel, comprenant les schémas de conception et les spécifications des appareils qu'il est prévu d'employer pour : l'extraction de la charge chimique des munitions, des dispositifs et des conteneurs; l'entreposage temporaire de la charge chimique extraite; la destruction de l'agent chimique; et la destruction des munitions, des dispositifs et des conteneurs;

e) Descriptions techniques détaillées du procédé de destruction, comprenant les débits matières, les températures et les pressions, ainsi que le rendement prévu de l'opération;

f) Capacité calculée de l'installation pour chaque type spécifique d'arme chimique;

g) Description détaillée des produits de la destruction et méthode d'élimination définitive de ces produits;

h) Description technique détaillée des mesures visant à faciliter les inspections effectuées conformément à la présente Convention;

i) Description détaillée de toute zone d'entreposage temporaire, dans l'installation de destruction, qui doit servir à alimenter directement l'installation de destruction en armes chimiques, comprenant des schémas du site et de l'installation ainsi que des renseignements sur la capacité de stockage pour chaque type spécifique d'arme chimique à détruire dans l'installation;

j) Description détaillée des mesures sanitaires et de sécurité en vigueur dans l'installation;

k) Description détaillée du logement et des locaux de travail réservés aux inspecteurs;

l) Mesures qu'il est suggéré de prendre en vue de la vérification internationale.

32. L'Etat partie fournit, pour chacune de ses installations de destruction d'armes chimiques, les manuels d'exploitation de l'usine, les plans sanitaires et de sécurité, les manuels d'exploitation et d'assurance et de contrôle de la qualité des laboratoires, et les autorisations d'activités potentiellement

polluantes qui ont été délivrées, hormis les éléments d'information qu'il a communiqués précédemment.

33. L'Etat partie informe sans retard le Secrétariat technique de tout fait nouveau de nature à affecter les activités d'inspection dans ses installations de destruction.

34. Les délais de communication des renseignements visés aux paragraphes 30 à 32 seront examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

35. Après un examen des renseignements détaillés sur chaque installation de destruction de l'Etat partie, le Secrétariat technique engage au besoin des consultations avec ce dernier afin de s'assurer que les installations sont conçues pour effectuer la destruction des armes chimiques, de permettre une planification avancée des mesures de vérification à appliquer et de s'assurer que l'application des mesures de vérification est compatible avec le bon fonctionnement des installations et que l'exploitation des installations permet une vérification appropriée.

Rapports annuels sur la destruction

36. Les renseignements concernant la mise en oeuvre des plans de destruction des armes chimiques, qui sont fournis au Secrétariat technique conformément au paragraphe 7, alinéa b), de l'article IV au plus tard 60 jours après la fin de chaque période de destruction annuelle, spécifient les quantités d'armes chimiques qui ont été effectivement détruites au cours de l'année écoulée dans chaque installation de destruction. S'il y a lieu, les raisons pour lesquelles les objectifs de destruction n'ont pas été atteints sont indiquées.

D. VERIFICATION

Vérification des déclarations d'armes chimiques par l'inspection sur place

37. La vérification des déclarations d'armes chimiques a pour but de confirmer par l'inspection sur place l'exactitude des déclarations pertinentes faites conformément à l'article III.

38. Les inspecteurs effectuent cette vérification sans retard après la présentation d'une déclaration. Ils vérifient notamment la quantité et la nature des produits chimiques, le type et le nombre des munitions, des dispositifs et autre matériel.

39. Les inspecteurs emploient, selon que de besoin, des scellés, des repères ou d'autres procédures de contrôle des stocks convenues pour faciliter l'inventaire exact des armes chimiques dans chaque installation de stockage.

40. A mesure que l'inventaire progresse, les inspecteurs apposent les scellés du type convenu qui pourraient être nécessaires pour indiquer clairement si des stocks ont été déplacés et pour assurer le verrouillage de l'installation de stockage pendant l'inventaire. Ces scellés sont levés après l'achèvement de l'inventaire, à moins qu'il n'en soit convenu autrement.

Vérification systématique des installations de stockage

41. La vérification systématique des installations de stockage a pour but de veiller à ce qu'aucun déplacement d'armes chimiques hors des installations n'ait lieu sans être décelé.

42. La vérification systématique commence dès que possible après la présentation de la déclaration d'armes chimiques et continue jusqu'à ce que toutes les armes chimiques aient été déplacées de l'installation de stockage. Elle combine, conformément à l'accord d'installation, l'inspection sur place avec une surveillance au moyen d'instruments installés sur place.

43. Lorsque toutes les armes chimiques ont été déplacées de l'installation de stockage, le Secrétariat technique confirme la déclaration correspondante de l'Etat partie, après quoi, il met fin à la vérification systématique de l'installation de stockage, et enlève sans retard tout instrument de surveillance installé par les inspecteurs.

Inspections et visites

44. L'installation de stockage à inspecter est choisie par le Secrétariat technique de telle manière qu'il ne soit pas possible de prévoir exactement quand elle doit être inspectée. Les principes directeurs servant à déterminer la fréquence des inspections systématiques sur place seront élaborés par le Secrétariat technique, compte tenu des recommandations que la Conférence aura examinées et approuvées, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

45. Le Secrétariat technique notifie à l'Etat partie sa décision d'inspecter ou de visiter l'installation de stockage 48 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection dans l'installation aux fins d'inspections systématiques ou de visites. Si l'inspection ou la visite a pour but de régler un problème urgent, ce délai peut être raccourci. Le Secrétariat technique spécifie le but de l'inspection ou de la visite.

46. L'Etat partie inspecté effectue tous les préparatifs nécessaires pour l'arrivée des inspecteurs et veille à ce que ceux-ci soient conduits rapidement de leur point d'entrée à l'installation de stockage. L'accord d'installation spécifie les dispositions administratives concernant les inspecteurs.

47. Dès que l'équipe d'inspection arrive à l'installation de stockage pour en effectuer l'inspection, l'Etat partie inspecté lui fournit les données suivantes sur l'installation :

a) Nombre de bâtiments de stockage et d'emplacements de stockage;

b) Pour chaque bâtiment et emplacement de stockage, type et numéro d'identification ou signe par lequel il est indiqué sur le schéma du site;

c) Pour chaque bâtiment et emplacement de stockage que comporte l'installation, nombre d'éléments de chaque type spécifique d'arme chimique et, pour les conteneurs qui ne font pas partie de munitions binaires, quantité effective de charge chimique par conteneur.

48. En procédant à un inventaire, durant le temps dont ils disposent, les inspecteurs ont le droit :

a) D'employer tout moyen d'inspection parmi les suivants :

i) Inventaire de toutes les armes chimiques stockées dans l'installation;

ii) Inventaire de toutes les armes chimiques stockées dans certains bâtiments ou emplacements de l'installation, au gré des inspecteurs;

iii) Inventaire de toutes les armes chimiques d'un ou de plusieurs types spécifiques qui sont stockées dans l'installation, au gré des inspecteurs;

b) De contrôler tous les éléments inventoriés en les comparant aux relevés convenus.

49. Conformément aux accords d'installation, les inspecteurs :

a) Ont librement accès à toutes les parties des installations de stockage, y compris aux munitions, aux dispositifs, aux conteneurs de vrac ou aux autres types de conteneurs qui s'y trouvent. En accomplissant leur tâche, les inspecteurs se conforment aux règlements de sécurité en vigueur dans l'installation. Les éléments à inspecter sont choisis par les inspecteurs;

b) Ont le droit, lors de la première inspection et des inspections ultérieures de chaque installation de stockage d'armes chimiques, de désigner les munitions, les dispositifs et les conteneurs sur lesquels des échantillons doivent être prélevés, et d'apposer sur ces munitions, ces dispositifs et ces conteneurs une étiquette unique qui révélerait toute tentative faite pour l'enlever ou l'altérer. Un échantillon est prélevé sur tout élément ainsi étiqueté dans une installation de stockage d'armes chimiques ou une installation de destruction d'armes chimiques dès que faire se peut, compte tenu du programme de destruction, et dans tous les cas avant que les opérations de destruction n'aient pris fin.

<u>Vérification systématique de la destruction des armes chimiques</u>

50. La vérification de la destruction des armes chimiques a pour but :

a) De confirmer la nature et la quantité des stocks d'armes chimiques à détruire;

b) De confirmer que ces stocks ont été détruits.

51. Les opérations de destruction des armes chimiques effectuées au cours des 390 jours qui suivent l'entrée en vigueur de la présente Convention sont régies par des arrangements de vérification transitoires. Ces arrangements, qui comportent un accord d'installation transitoire, des dispositions relatives à la vérification par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place, ainsi qu'un calendrier d'application des arrangements, sont convenus entre l'Organisation et l'Etat partie inspecté. Le Conseil exécutif approuve ces arrangements au plus tard 60 jours

après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie, compte tenu des recommandations du Secrétariat technique, qui reposent sur une évaluation des renseignements détaillés relatifs à l'installation fournis conformément au paragraphe 31 et sur une visite de l'installation. A sa première session, le Conseil exécutif établira des principes directeurs concernant de tels arrangements en se fondant sur des recommandations qui auront été examinées et approuvées par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII. Les arrangements de vérification transitoires ont pour but d'assurer, pendant toute la période de transition, la vérification de la destruction des armes chimiques, selon les objectifs énoncés au paragraphe 50, et d'éviter toute entrave aux opérations de destruction en cours.

52. Les dispositions des paragraphes 53 à 61 s'appliquent aux opérations de destruction des armes chimiques qui commencent au plus tôt 390 jours après l'entrée en vigueur de la Convention.

53. Le Secrétariat technique établit, en se fondant sur la présente Convention, sur les renseignements détaillés concernant l'installation de destruction et, suivant le cas, sur l'expérience acquise lors de précédentes inspections, un projet de plan d'inspection des opérations de destruction des armes chimiques dans chacune des installations de destruction. Le plan est établi et soumis pour observations à l'Etat partie inspecté au moins 270 jours avant que les opérations de destruction ne commencent dans l'installation conformément à la présente Convention. Toute divergence entre le Secrétariat technique et l'Etat partie inspecté devrait être réglée par la voie de consultations. Le Conseil exécutif est saisi de toute question restée sans solution afin qu'il prenne des mesures appropriées en vue de faciliter l'application pleine et entière de la Convention.

54. Le Secrétariat technique procède à une visite initiale de chaque installation de destruction d'armes chimiques de l'Etat partie inspecté au moins 240 jours avant que les opérations de destruction ne commencent dans l'installation, conformément à la présente Convention, afin de se familiariser avec l'installation et de déterminer la pertinence du plan d'inspection.

55. S'il s'agit d'une installation existante où les opérations de destruction des armes chimiques ont déjà commencé, l'Etat partie inspecté n'est pas tenu de la décontaminer avant que le Secrétariat technique ne procède à la visite initiale. La visite ne dure pas plus de cinq jours et les personnes chargées de la faire ne sont pas plus de 15.

56. Une fois convenus, les plans de vérification détaillés sont communiqués, accompagnés d'une recommandation appropriée du Secrétariat technique, au Conseil exécutif pour examen. Le Conseil examine les plans en vue de les approuver, compte tenu des objectifs de la vérification et des obligations découlant de la présente Convention. Cet examen devrait également confirmer que les plans de vérification de la destruction correspondent aux objectifs de la vérification et qu'ils sont efficaces et réalisables. Il devrait être achevé au moins 180 jours avant le début de la période de destruction.

57. Chaque membre du Conseil exécutif peut consulter le Secrétariat technique à propos de tous problèmes concernant la pertinence du plan de vérification. Si aucun membre du Conseil exécutif ne soulève d'objections, le plan est mis à exécution.

58. En cas de difficultés, le Conseil exécutif engage des consultations avec l'Etat partie en vue de les aplanir. La Conférence est saisie de toute difficulté restée sans solution.

59. Pour l'installation de destruction d'armes chimiques, l'accord détaillé spécifie, compte tenu des caractéristiques particulières de l'installation et de son mode d'exploitation :

a) Les procédures d'inspection sur place détaillées;

b) Les dispositions relatives à la vérification par une surveillance continue au moyen d'instruments installés sur place et par la présence physique d'inspecteurs.

60. Les inspecteurs ont accès à chaque installation de destruction d'armes chimiques au moins 60 jours avant que les opérations de destruction ne commencent dans l'installation, conformément à la présente Convention, pour surveiller la mise en place du matériel d'inspection, inspecter ce matériel et le soumettre à des essais de fonctionnement, ainsi que pour effectuer un examen technique final de l'installation. Lorsqu'il s'agit d'une installation existante où les opérations de destruction des armes chimiques ont déjà commencé, ces opérations sont arrêtées aux fins de la mise en place et de l'essai du matériel d'inspection; l'arrêt dure le minimum de temps nécessaire et au plus 60 jours. Selon les résultats des essais et de l'examen, l'Etat partie et le Secrétariat technique peuvent convenir de compléter l'accord d'installation détaillé ou d'y apporter des modifications.

61. L'Etat partie inspecté notifie par écrit au chef de l'équipe d'inspection dans l'installation de destruction d'armes chimiques chaque envoi d'armes chimiques d'une installation de stockage de ces armes à ladite installation de destruction au moins quatre heures avant l'envoi. Il précise dans la notification le nom de l'installation de stockage, l'heure de départ et d'arrivée prévue, le type spécifique et la quantité d'armes chimiques transportées, en indiquant si des pièces étiquetées seront déplacées, et le moyen de transport. Cette notification peut porter sur plusieurs envois. Toute modification apportée à ces données est notifiée sans retard et par écrit au chef de l'équipe d'inspection.

Installations de stockage d'armes chimiques se trouvant dans des installations de destruction d'armes chimiques

62. Les inspecteurs s'assurent de l'arrivée des armes chimiques à l'installation de destruction et de leur entreposage. Ils contrôlent l'inventaire de chaque envoi, en suivant des procédures convenues qui sont compatibles avec les règlements de sécurité en vigueur dans l'installation, avant que les opérations de destruction ne commencent. Ils emploient, selon que de besoin, des scellés, des repères ou d'autres procédures convenues de contrôle des stocks pour faciliter l'inventaire exact des armes chimiques avant leur destruction.

63. Dès que des armes chimiques sont entreposées dans les installations de stockage se trouvant dans l'installation de destruction et tant qu'elles y restent, ces installations de stockage sont soumises à la vérification systématique, conformément aux accords d'installation pertinents.

64. A la fin d'une phase de destruction active, les inspecteurs dressent un inventaire des armes chimiques qui ont été déplacées de l'installation de stockage pour être détruites. Ils vérifient l'exactitude de l'inventaire des armes chimiques restantes, en ayant recours aux procédures de contrôle des stocks visées au paragraphe 62.

Mesures de vérification systématique sur place dans des installations de destruction d'armes chimiques

65. Les inspecteurs ont accès, pour mener leurs activités, aux installations de destruction d'armes chimiques et aux installations de stockage d'armes chimiques qui s'y trouvent, pendant toute la phase de destruction active.

66. Afin de s'assurer qu'aucune arme chimique n'est détournée et que le processus de destruction a été achevé, les inspecteurs ont le droit, dans chaque installation de destruction d'armes chimiques, de vérifier par leur présence physique et par une surveillance au moyen d'instruments installés sur place :

a) La livraison des armes chimiques à l'installation;

b) La zone d'entreposage temporaire des armes chimiques ainsi que le type spécifique et la quantité d'armes chimiques entreposées dans cette zone;

c) Le type spécifique et la quantité d'armes chimiques en cours de destruction;

d) Le processus de destruction;

e) Le produit final de la destruction;

f) La mutilation des pièces métalliques;

g) L'intégrité du processus de destruction et de l'installation dans son ensemble.

67. Les inspecteurs ont le droit d'étiqueter, aux fins d'échantillonnage, les munitions, les dispositifs ou les conteneurs qui se trouvent dans les zones d'entreposage temporaire des installations de destruction d'armes chimiques.

68. Les données issues de l'exploitation courante de l'installation, dûment authentifiées, sont utilisées pour les besoins de l'inspection dans la mesure où elles répondent à ces besoins.

69. Après l'achèvement de chaque période de destruction, le Secrétariat technique confirme la déclaration de l'Etat partie signalant l'achèvement de la destruction de la quantité désignée d'armes chimiques.

70. Conformément aux accords d'installation, les inspecteurs :

a) Ont librement accès à toutes les parties des installations de destruction et des installations de stockage d'armes chimiques que celles-là comportent, de même qu'aux munitions, aux dispositifs, aux conteneurs de vrac

ou autres types de conteneurs qui s'y trouvent. Les éléments à inspecter sont choisis par les inspecteurs conformément au plan de vérification accepté par l'Etat partie inspecté, et approuvé par le Conseil exécutif;

b) Surveillent l'analyse systématique sur place des échantillons durant le processus de destruction;

c) Reçoivent, si besoin est, des échantillons prélevés à leur demande sur tout dispositif, conteneur de vrac ou autre type de conteneur qui se trouve dans l'installation de destruction ou dans l'installation de stockage que celle-ci comporte.

QUATRIEME PARTIE (B)

ARMES CHIMIQUES ANCIENNES ET ARMES CHIMIQUES ABANDONNEES

A. DISPOSITIONS GENERALES

1. Les armes chimiques anciennes sont détruites comme il est indiqué à la section B.

2. Les armes chimiques abandonnées, y compris celles qui répondent aussi à la définition du paragraphe 5, alinéa b), de l'article II, sont détruites comme il est indiqué à la section C.

B. REGIME APPLICABLE AUX ARMES CHIMIQUES ANCIENNES

3. L'Etat partie qui a sur son territoire des armes chimiques anciennes telles que définies au paragraphe 5, alinéa a), de l'article II fournit au Secrétariat technique, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, tous les renseignements pertinents dont il dispose, en indiquant notamment, dans la mesure du possible, l'emplacement, le type, la quantité et l'état actuel de ces armes chimiques anciennes.

S'agissant d'armes chimiques anciennes telles que définies au paragraphe 5, alinéa b), de l'article II, l'Etat partie fait la déclaration prévue au paragraphe 1, alinéa b) i), de l'article III et fournit notamment au Secrétariat technique, dans la mesure du possible, les renseignements spécifiés aux paragraphes 1 à 3 de la quatrième partie (A) de la présente Annexe.

4. L'Etat partie qui découvre des armes chimiques anciennes après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard fournit au Secrétariat technique les renseignements spécifiés au paragraphe 3 au plus tard 180 jours après la découverte de ces armes.

5. Le Secrétariat technique procède à une inspection initiale et à toute inspection ultérieure qui serait nécessaire pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis conformément aux paragraphes 3 et 4 et, en particulier, pour déterminer si ces armes chimiques répondent à la définition des armes chimiques anciennes figurant au paragraphe 5 de l'article II. La Conférence examinera et approuvera les principes directeurs à suivre pour déterminer si des armes chimiques fabriquées entre 1925 et 1946 peuvent encore être employées en tant que telles, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

6. L'Etat partie traite comme il le ferait de déchets toxiques les armes chimiques anciennes dont le Secrétariat technique a établi qu'elles répondaient à la définition figurant au paragraphe 5, alinéa a), de l'article II. Il informe le Secrétariat technique des mesures prises pour détruire ou éliminer d'une autre manière ces armes comme des déchets toxiques, conformément à sa législation nationale.

7. Sous réserve des dispositions des paragraphes 3 à 5, l'Etat partie détruit les armes chimiques anciennes dont le Secrétariat technique a établi qu'elles répondaient à la définition figurant au paragraphe 5, alinéa b), de

l'article II, conformément à l'article IV et à la quatrième partie (A) de la présente Annexe. A la demande de l'Etat partie, le Conseil exécutif peut toutefois ajuster en ce qui concerne ces armes les délais et l'ordre de destruction établis par la présente Convention s'il juge que cela ne constitue pas un risque pour l'objet et le but de la Convention. La demande comporte des propositions spécifiques concernant l'ajustement des délais et de l'ordre de destruction ainsi qu'un exposé détaillé des raisons qui motivent ces propositions.

C. REGIME APPLICABLE AUX ARMES CHIMIQUES ABANDONNEES

8. L'Etat partie sur le territoire duquel se trouvent des armes chimiques abandonnées (ci-après dénommé "l'Etat du territoire") fournit au Secrétariat technique, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, tous les renseignements pertinents dont il dispose concernant ces armes. Dans la mesure du possible, il indique notamment l'emplacement, le type, la quantité et l'état actuel des armes et apporte des précisions sur l'abandon.

9. L'Etat partie qui découvre des armes chimiques abandonnées après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard fournit au Secrétariat technique, au plus tard 180 jours après leur découverte, tous les renseignements pertinents dont il dispose concernant ces armes. Dans la mesure du possible, il indique notamment l'emplacement, le type, la quantité et l'état actuel des armes chimiques abandonnées et apporte des précisions sur l'abandon.

10. L'Etat partie qui a abandonné des armes chimiques sur le territoire d'un autre Etat partie (ci-après dénommé "l'Etat auteur de l'abandon") fournit au Secrétariat technique, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, tous les renseignements pertinents dont il dispose concernant ces armes. Dans la mesure du possible, il indique notamment l'emplacement, le type et la quantité de ces armes et apporte des précisions sur l'abandon et l'état des armes chimiques abandonnées.

11. Le Secrétariat technique procède à une inspection initiale et à toute inspection ultérieure qui serait nécessaire pour vérifier l'exactitude de tous les renseignements pertinents qui lui ont été fournis conformément aux paragraphes 8 à 10 et pour déterminer si la vérification systématique prévue aux paragraphes 41 à 43 de la quatrième partie (A) de la présente Annexe s'impose. Au besoin, il vérifie l'origine des armes chimiques abandonnées et établit les faits concernant l'abandon et l'identité de l'Etat auteur de l'abandon.

12. Le Secrétariat technique présente son rapport au Conseil exécutif, à l'Etat du territoire ainsi qu'à l'Etat auteur de l'abandon ou à l'Etat partie désigné comme tel par l'Etat du territoire ou identifié comme tel par le Secrétariat technique. Si l'un des Etats parties directement intéressés n'est pas satisfait du rapport, il a le droit de régler la question conformément aux dispositions de la présente Convention ou de saisir le Conseil exécutif afin qu'il la règle rapidement.

13. En application du paragraphe 3 de l'article premier, l'Etat du territoire a le droit de demander à l'Etat partie, dont le Secrétariat technique a établi qu'il était l'auteur de l'abandon conformément aux paragraphes 8 à 12,

d'engager des consultations en vue de coopérer à la destruction des armes chimiques abandonnées. Il informe immédiatement le Secrétariat technique de sa demande.

14. Les consultations menées entre l'Etat du territoire et l'Etat auteur de l'abandon en vue de convenir d'un plan de destruction sont engagées au plus tard 30 jours après que le Secrétariat technique a été informé de la demande visée au paragraphe 13. Le plan de destruction convenu est communiqué au Secrétariat technique au plus tard 180 jours après que celui-ci a été informé de la demande visée au paragraphe 13. A la demande de l'Etat auteur de l'abandon et de l'Etat du territoire, le Conseil exécutif peut prolonger le délai de communication du plan de destruction convenu.

15. L'Etat partie auteur de l'abandon fournit toutes les ressources nécessaires à la destruction des armes chimiques abandonnées, soit les moyens financiers et techniques, le savoir-faire, les installations et autres ressources. L'Etat du territoire apporte une coopération appropriée.

16. S'il est impossible d'identifier l'Etat auteur de l'abandon ou si celui-ci n'est pas partie à la Convention, l'Etat du territoire peut, pour assurer la destruction des armes chimiques abandonnées, demander à l'Organisation et à d'autres Etats parties de lui venir en aide à cette fin.

17. Sous réserve des dispositions des paragraphes 8 à 16, l'article IV et la quatrième partie (A) de la présente Annexe s'appliquent aussi à la destruction des armes chimiques abandonnées. S'agissant d'armes chimiques abandonnées qui répondent aussi à la définition des armes chimiques anciennes telle qu'elle figure au paragraphe 5, alinéa b), de l'article II, le Conseil exécutif peut, si l'Etat du territoire le lui demande à titre individuel ou conjointement avec l'Etat auteur de l'abandon, ajuster ou, dans des cas exceptionnels, suspendre l'application des dispositions relatives à la destruction s'il juge que cela ne constitue pas un risque pour l'objet et le but de la présente Convention. S'agissant d'armes chimiques abandonnées qui ne répondent pas à la définition des armes chimiques anciennes telle qu'elle figure au paragraphe 5, alinéa b), de l'article II, le Conseil exécutif peut, dans des cas exceptionnels et si l'Etat du territoire le lui demande à titre individuel ou conjointement avec l'Etat auteur de l'abandon, ajuster en ce qui concerne ces armes les délais et l'ordre de destruction établis par la présente Convention, s'il juge que cela ne constitue pas un risque pour l'objet et le but de la Convention. Toute demande faite conformément au présent paragraphe comporte des propositions spécifiques concernant l'ajustement ou la suspension des dispositions relatives à la destruction et un exposé détaillé des raisons qui motivent ces propositions.

18. Les Etats parties peuvent conclure entre eux des accords ou des arrangements relatifs à la destruction des armes chimiques abandonnées. Le Conseil exécutif peut, si l'Etat du territoire le lui demande à titre individuel ou conjointement avec l'Etat auteur de l'abandon, décider que certaines dispositions d'un tel accord ou d'un tel arrangement l'emportent sur celles de la présente section s'il estime que l'accord ou l'arrangement garantit la destruction des armes chimiques abandonnées, conformément au paragraphe 17.

CINQUIEME PARTIE

DESTRUCTION DES INSTALLATIONS DE FABRICATION D'ARMES CHIMIQUES ET VERIFICATION DE LEUR DESTRUCTION CONFORMEMENT A L'ARTICLE V

A. DECLARATIONS

Déclarations d'installations de fabrication d'armes chimiques

1. La déclaration d'installations de fabrication d'armes chimiques que présente un Etat partie conformément au paragraphe 1, alinéa c) ii), de l'article III, contient les renseignements suivants pour chaque installation :

a) Nom de l'installation, nom des propriétaires et nom des sociétés ou des entreprises qui la gèrent depuis le 1er janvier 1946;

b) Emplacement précis de l'installation, y compris son adresse, l'emplacement du complexe, l'emplacement de l'installation au sein du complexe, y compris le bâtiment exact et son numéro, le cas échéant;

c) Destination de l'installation : fabrication de produits chimiques définis en tant qu'armes chimiques ou remplissage d'armes chimiques, ou les deux;

d) Date d'achèvement de la construction de l'installation et périodes durant lesquelles des transformations y auraient été apportées, y compris l'installation d'un matériel neuf ou modifié, qui auraient changé notablement les caractéristiques du procédé de fabrication utilisé dans l'installation;

e) Renseignements sur les produits chimiques définis en tant qu'armes chimiques qui ont été fabriqués dans l'installation; munitions, dispositifs et conteneurs qui ont été remplis dans l'installation; dates auxquelles les activités de fabrication ou de remplissage ont commencé et cessé :

i) Pour les produits chimiques définis en tant qu'armes chimiques, qui ont été fabriqués dans l'installation, il est précisé le type spécifique de chaque produit fabriqué, son nom chimique selon la nomenclature en vigueur de l'Union internationale de chimie pure et appliquée (UICPA), sa formule développée, son numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué, ainsi que la quantité de chaque produit chimique, exprimée en poids du produit en tonnes;

ii) Pour les munitions, les dispositifs et les conteneurs qui ont été remplis dans l'installation, il est précisé le type spécifique des armes chimiques remplies et le poids de la charge chimique par unité.

f) Capacité de production de l'installation de fabrication d'armes chimiques :

i) Pour une installation où des armes chimiques ont été fabriquées, la capacité de production est exprimée comme la quantité d'une substance déterminée qui pourrait être produite par an à l'aide du procédé technique que l'installation

a effectivement utilisé ou, si elle ne l'a pas utilisé effectivement, qu'elle avait l'intention d'utiliser;

ii) Pour une installation où des armes chimiques ont été remplies, la capacité de production est exprimée comme la quantité de produit chimique dont l'installation peut remplir chaque type spécifique d'arme chimique par an.

g) Pour chaque installation de fabrication d'armes chimiques qui n'a pas été détruite, description de l'installation comportant les éléments suivants :

i) Schéma du site;

ii) Diagramme des opérations de l'installation;

iii) Inventaire des bâtiments de l'installation et du matériel spécialisé qu'elle comporte ainsi que de toutes pièces détachées pour ce matériel;

h) Etat actuel de l'installation - il est indiqué :

i) La date à laquelle des armes chimiques ont été fabriquées pour la dernière fois dans l'installation;

ii) Si l'installation a été détruite, y compris la date et le mode de destruction;

iii) Si l'installation a été utilisée ou transformée avant la date d'entrée en vigueur de la Convention en vue d'une activité sans rapport avec la fabrication d'armes chimiques et, le cas échéant, les données sur les transformations apportées, la date à laquelle l'activité sans rapport avec des armes chimiques a commencé, la nature de cette activité et la nature du produit si celui-ci est pertinent.

i) Spécification des mesures que l'Etat partie a prises pour fermer l'installation et description des mesures qu'il a prises ou prendra pour la mettre hors service;

j) Description de l'ensemble des activités courantes de sûreté et de sécurité menées dans l'installation mise hors service;

k) Conversion de l'installation en installation de destruction d'armes chimiques : il est indiqué si l'installation sera convertie et, le cas échéant, à quelles dates.

<u>Déclarations d'installations de fabrication d'armes chimiques présentées conformément au paragraphe 1, alinéa c) iii), de l'article III</u>

2. La déclaration d'installations de fabrication d'armes chimiques que présente un Etat partie conformément au paragraphe 1, alinéa c) iii), de l'article III contient tous les renseignements prévus au paragraphe 1 ci-dessus. Il appartient à l'Etat partie sur le territoire duquel l'installation est située ou a été située de prendre avec l'autre Etat les

dispositions voulues pour que les déclarations soient faites. Si l'Etat partie sur le territoire duquel l'installation est située ou a été située ne peut pas s'acquitter de cette obligation, il en expose les raisons.

Déclarations de transferts et de réceptions antérieurs

3. L'Etat partie qui a transféré ou reçu du matériel de fabrication d'armes chimiques depuis le ler janvier 1946 déclare ces transferts et ces réceptions conformément au paragraphe 1, alinéa c) iv), de l'article III et au paragraphe 5 ci-après. Si certains des renseignements spécifiés ne sont plus disponibles pour les transferts et les réceptions effectués pendant la période comprise entre le ler janvier 1946 et le ler janvier 1970, l'Etat partie fournit les renseignements dont il disposerait encore et expose les raisons pour lesquelles il ne peut pas présenter de déclaration complète.

4. Au paragraphe 3, on entend par "matériel de fabrication d'armes chimiques" :

a) Le matériel spécialisé;

b) Le matériel servant à la fabrication de matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi d'armes chimiques;

c) Le matériel conçu ou utilisé exclusivement pour la fabrication des pièces non chimiques de munitions chimiques.

5. La déclaration indique, quant au transfert et à la réception d'un matériel de fabrication d'armes chimiques :

a) Qui a reçu/transféré le matériel;

b) La nature du matériel;

c) La date du transfert ou de la réception;

d) Si le matériel a été détruit, pour autant qu'on le sache;

e) Ce qu'il en est à présent, pour autant qu'on le sache.

Présentation de plans de destruction généraux

6. L'Etat partie fournit les renseignements suivants pour chaque installation de fabrication d'armes chimiques :

a) Calendrier envisagé des mesures à prendre;

b) Méthodes de destruction.

7. L'Etat partie fournit les renseignements suivants pour chaque installation de fabrication d'armes chimiques qu'il entend convertir temporairement en installation de destruction d'armes chimiques :

a) Calendrier envisagé de la conversion en installation de destruction;

b) Durée d'utilisation envisagée de l'installation comme installation de destruction;

c) Description de la nouvelle installation;

d) Méthode de destruction du matériel spécialisé;

e) Calendrier de la destruction de l'installation convertie après son utilisation pour la destruction d'armes chimiques;

f) Méthode de destruction de l'installation convertie.

Présentation de plans de destruction annuels et de rapports annuels sur la destruction

8. L'Etat partie présente un plan de destruction annuel au moins 90 jours avant le début de l'année de destruction à venir. Ce plan contient les renseignements suivants :

a) Capacité à détruire;

b) Nom et emplacement des installations où la destruction aura lieu;

c) Liste des bâtiments et du matériel qui seront détruits dans chaque installation;

d) Méthode(s) de destruction prévue(s).

9. L'Etat partie présente un rapport annuel sur la destruction au plus tard 90 jours après la fin de l'année de destruction écoulée. Ce rapport contient les renseignements suivants :

a) Capacité détruite;

b) Nom et emplacement de chaque installation où la destruction a eu lieu;

c) Liste des bâtiments et du matériel qui ont été détruits dans chaque installation;

d) Méthodes de destruction.

10. S'agissant d'une installation de fabrication d'armes chimiques déclarée conformément au paragraphe 1, alinéa c) iii), de l'article III, il appartient à l'Etat partie sur le territoire duquel l'installation est située ou a été située de prendre les dispositions voulues pour que les déclarations spécifiées aux paragraphes 6 à 9 ci-dessus soient faites. Si l'Etat partie sur le territoire duquel l'installation est située ou a été située ne peut pas s'acquitter de cette obligation, il en expose les raisons.

B. DESTRUCTION

Principes généraux de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques

11. Chaque Etat partie décide des méthodes qu'il entend employer pour détruire des installations de fabrication d'armes chimiques, compte tenu des principes énoncés à l'article V et dans la présente partie.

Principes et méthodes de fermeture d'une installation de fabrication d'armes chimiques

12. La fermeture d'une installation de fabrication d'armes chimiques a pour but de la mettre hors service.

13. L'Etat partie prend les mesures de fermeture convenues en tenant dûment compte des caractéristiques particulières de chaque installation. Ces mesures comprennent, entre autres :

a) L'interdiction d'occuper les bâtiments spécialisés et les bâtiments du type courant sauf pour des activités convenues;

b) Le débranchement du matériel directement lié à la fabrication d'armes chimiques et notamment du matériel de commande des procédés et de servitude;

c) La mise hors service des installations et du matériel de protection servant exclusivement à assurer la sécurité du fonctionnement de l'installation de fabrication d'armes chimiques;

d) Le montage de brides pleines et d'autres dispositifs sur tout matériel spécialisé qui interviendrait dans la synthèse, la séparation ou la purification de produits définis en tant qu'armes chimiques, sur toute cuve de stockage et sur toute machine de remplissage d'armes chimiques, afin d'empêcher que des produits n'y soient introduits ou n'en soient extraits et que ce matériel, ces cuves de stockage ou ces machines ne soient chauffés, refroidis ou alimentés en énergie, électrique ou autre;

e) La fermeture des accès à l'installation de fabrication d'armes chimiques par le rail, par la route et par d'autres voies que peuvent emprunter les gros convois, hormis les voies que nécessitent les activités convenues.

14. Tant que l'installation de fabrication d'armes chimiques reste fermée, l'Etat partie peut y poursuivre les activités liées à la sécurité physique et matérielle.

Entretien technique des installations de fabrication d'armes chimiques avant leur destruction

15. L'Etat partie ne peut effectuer d'activités d'entretien courant dans les installations de fabrication d'armes chimiques que pour des raisons de sécurité, y compris l'inspection visuelle, l'entretien préventif et les réparations courantes.

16. Toutes les activités d'entretien prévues sont spécifiées dans les plans de destruction généraux et détaillés. Ne font pas partie des activités d'entretien :

a) Le remplacement d'un matériel intervenant dans les procédés, quel qu'il soit;

b) La modification des caractéristiques du matériel intervenant dans les procédés chimiques;

c) La fabrication de produits chimiques de quelque type que ce soit.

17. Toutes les activités d'entretien sont soumises à la surveillance du Secrétariat technique.

Principes et méthodes de conversion temporaire d'installations de fabrication d'armes chimiques en installations de destruction d'armes chimiques

18. Les mesures relatives à la conversion temporaire d'installations de fabrication d'armes chimiques en installations de destruction d'armes chimiques garantissent que le régime adopté pour les installations temporairement converties est au moins aussi rigoureux que le régime adopté pour celles qui n'ont pas été converties.

19. Les installations de fabrication d'armes chimiques converties en installations de destruction avant l'entrée en vigueur de la présente Convention sont déclarées dans la catégorie des installations de fabrication d'armes chimiques.

Elles font l'objet d'une visite initiale d'inspecteurs qui a pour but de confirmer l'exactitude des renseignements fournis sur ces installations. Il est également nécessaire de vérifier que la conversion de ces installations a été effectuée de façon à les rendre inexploitables en tant qu'installations de fabrication d'armes chimiques, et cette vérification s'inscrit dans le cadre des mesures prévues pour les installations qui doivent être rendues inexploitables au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur de la Convention.

20. L'Etat partie qui a l'intention de convertir des installations de fabrication d'armes chimiques présente au Secrétariat technique, au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, ou au plus tard 30 jours après avoir décidé de procéder à cette conversion temporaire, un plan général de conversion des installations et présente par la suite des plans annuels.

21. Si l'Etat partie a besoin de convertir en installation de destruction d'armes chimiques une autre installation de fabrication d'armes chimiques qui a été fermée après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, il en informe le Secrétariat technique au moins 150 jours avant la conversion. Le Secrétariat technique s'assure, de concert avec l'Etat partie, que les mesures nécessaires sont prises pour qu'après sa conversion cette installation soit inexploitable en tant qu'installation de fabrication d'armes chimiques.

22. Une installation convertie aux fins de la destruction d'armes chimiques n'est pas plus en état de reprendre la fabrication d'armes chimiques qu'une

installation qui a été fermée et dont l'entretien est assuré. Sa remise en service ne demande pas moins de temps qu'il n'en faut pour remettre en service une installation de fabrication qui a été fermée et dont l'entretien est assuré.

23. Les installations de fabrication d'armes chimiques converties sont détruites au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

24. Toutes mesures prises pour la conversion d'une installation de fabrication d'armes chimiques donnée sont particulières à cette installation et dépendent de ses caractéristiques propres.

25. Les mesures appliquées en vue de convertir une installation de fabrication d'armes chimiques en installation de destruction ne sont pas moins importantes que les mesures prévues pour faire en sorte que les autres installations de fabrication d'armes chimiques soient inexploitables au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie.

Principes et méthodes de destruction d'une installation de fabrication d'armes chimiques

26. L'Etat partie détruit le matériel et les bâtiments visés dans la définition de l'installation de fabrication d'armes chimiques comme suit :

a) Tout le matériel spécialisé et courant est physiquement détruit;

b) Tous les bâtiments spécialisés et du type courant sont physiquement détruits.

27. L'Etat partie détruit les installations de fabrication de munitions chimiques non remplies et de matériel destiné à l'emploi d'armes chimiques comme suit :

a) Les installations utilisées exclusivement pour la fabrication de pièces non chimiques de munitions chimiques ou de matériel spécifiquement conçu pour être utilisé en liaison directe avec l'emploi d'armes chimiques sont déclarées et détruites. Le processus de destruction et sa vérification sont conduits conformément aux dispositions de l'article V et de la présente partie de l'Annexe sur la vérification qui régissent la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques;

b) Tout le matériel conçu ou utilisé exclusivement pour fabriquer des pièces non chimiques de munitions chimiques est physiquement détruit. Ce matériel, qui comprend les moules et les matrices de formage de métal spécialement conçus, peut être amené dans un lieu spécial pour être détruit;

c) Tous les bâtiments et le matériel courant utilisés pour de telles activités de fabrication sont détruits ou convertis à des fins non interdites par la présente Convention; leur destruction ou leur conversion est confirmée selon que de besoin par la voie de consultations et d'inspections, comme il est prévu à l'article IX.

d) Les activités menées à des fins non interdites par la présente Convention peuvent continuer pendant que se déroule la destruction ou la conversion.

Ordre de destruction

28. L'ordre de destruction des installations de fabrication d'armes chimiques est fondé sur les obligations énoncées à l'article premier et aux autres articles de la présente Convention, notamment les obligations relatives à la vérification systématique sur place. Il fait la part de l'intérêt qu'ont les Etats parties à jouir d'une sécurité non diminuée pendant la période de destruction; du renforcement de la confiance au début de la phase de destruction; de l'acquisition progressive de données d'expérience au cours de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques et du principe d'une applicabilité indépendante des caractéristiques réelles des installations ainsi que des méthodes choisies pour les détruire. L'ordre de destruction repose sur le principe du nivellement.

29. Pour chaque période de destruction, l'Etat partie détermine quelles sont les installations de fabrication d'armes chimiques à détruire et procède à leur destruction de telle sorte qu'à la fin de chaque période de destruction, il n'en reste pas plus qu'il n'est spécifié aux paragraphes 30 et 31. Rien n'empêche un Etat partie de détruire ses installations à un rythme plus rapide.

30. Les dispositions suivantes s'appliquent aux installations de fabrication d'armes chimiques qui produisent des substances chimiques du tableau 1 :

a) L'Etat partie entreprend la destruction de telles installations au plus tard un an à compter de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard et l'achève au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention. Pour un Etat qui est partie lors de l'entrée en vigueur de la Convention, cette période globale est divisée en trois périodes de destruction distinctes, à savoir de la deuxième à la cinquième année, de la sixième à la huitième année et de la neuvième à la dixième année. Pour les Etats qui deviennent parties après l'entrée en vigueur de la Convention, les périodes de destruction sont ajustées, compte tenu de ce qui est prévu aux paragraphes 28 et 29;

b) La capacité de production sert de facteur de comparaison pour ces installations. Elle est exprimée en tonnes-agent, compte tenu des règles énoncées pour les armes chimiques binaires;

c) Les Etats parties conviennent des niveaux appropriés à atteindre en matière de capacité de production à la fin de la huitième année après l'entrée en vigueur de la Convention. La capacité de production excédant le niveau voulu est détruite progressivement par quantités égales au cours des deux premières périodes de destruction;

d) La nécessité de détruire une partie déterminée de la capacité entraîne celle de détruire toute autre installation de fabrication d'armes chimiques qui a approvisionné l'installation de fabrication de produits du tableau 1 ou qui a rempli des munitions ou des dispositifs de produits chimiques du tableau 1 qui y ont été fabriqués;

e) Les installations de fabrication d'armes chimiques qui ont été temporairement converties aux fins de la destruction d'armes chimiques continuent d'être soumises au régime de destruction de leur capacité établi par les dispositions du présent paragraphe.

31. Quant aux installations de fabrication d'armes chimiques qui ne sont pas visées par le paragraphe 30, l'Etat partie entreprend leur destruction au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard et l'achève au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de celle-ci.

Plans de destruction détaillés

32. Au moins 180 jours avant d'entreprendre la destruction d'une installation de fabrication d'armes chimiques, l'Etat partie présente au Secrétariat technique des plans détaillés en vue de la destruction de cette installation, où il énonce notamment les mesures visées à l'alinéa f) du paragraphe 33 qu'il propose de prendre en vue de la vérification de la destruction, en indiquant entre autres :

a) Le calendrier de la présence des inspecteurs dans l'installation à détruire;

b) Les procédures de vérification des mesures à prendre pour chaque élément de l'inventaire déclaré.

33. Les plans de destruction détaillés comportent les éléments suivants pour chaque installation de fabrication d'armes chimiques :

a) Calendrier détaillé du processus de destruction;

b) Implantation de l'installation;

c) Diagramme des opérations;

d) Inventaire détaillé du matériel, des bâtiments et d'autres éléments à détruire;

e) Mesures à prendre pour chaque élément de l'inventaire;

f) Mesures qu'il est proposé de prendre en vue de la vérification;

g) Mesures de sécurité/de sûreté à appliquer durant la destruction de l'installation;

h) Conditions de travail et de vie qui seront faites aux inspecteurs.

34. L'Etat partie qui a l'intention de convertir temporairement une installation de fabrication d'armes chimiques en installation de destruction d'armes chimiques en informe le Secrétariat technique au moins 150 jours avant d'entreprendre toute activité de conversion. Cette notification contient les renseignements suivants :

a) Nom, adresse et emplacement de l'installation;

b) Schéma du site indiquant toutes les structures et toutes les zones mises en jeu par la destruction d'armes chimiques; identification de toutes les structures de l'installation de fabrication d'armes chimiques devant être temporairement convertie;

c) Types d'armes chimiques à détruire, type et quantité de la charge chimique à détruire;

d) Méthode de destruction;

e) Diagramme des opérations indiquant les parties du procédé de fabrication et du matériel spécialisé qui seront converties aux fins de la destruction d'armes chimiques;

f) Scellés et matériel d'inspection auxquels la conversion risque de porter atteinte, le cas échéant;

g) Calendrier précisant les délais prévus pour : les travaux de conception, la conversion temporaire de l'installation, la mise en place du matériel, le contrôle du matériel, les opérations de destruction et la fermeture.

35. En ce qui concerne la destruction de l'installation qui a été temporairement convertie en installation de destruction d'armes chimiques, les renseignements énumérés aux paragraphes 32 et 33 doivent être fournis.

Examen des plans détaillés

36. Le Secrétariat technique établit, en se fondant sur le plan de destruction détaillé présenté par l'Etat partie, sur les mesures de vérification que celui-ci propose et sur l'expérience acquise lors de précédentes inspections, un plan de vérification de la destruction de l'installation, au sujet duquel il procède à d'étroites consultations avec l'Etat partie. Toute divergence entre le Secrétariat technique et l'Etat partie au sujet des mesures à prendre devrait être réglée par voie de consultations. Le Conseil exécutif est saisi de toute question restée sans solution afin qu'il prenne des mesures appropriées en vue de faciliter l'application pleine et entière de la Convention.

37. Les plans de destruction et de vérification combinés sont approuvés par le Conseil exécutif et l'Etat partie, afin de s'assurer que les dispositions de l'article V et de la présente partie sont pleinement appliquées. Cette approbation devrait intervenir au moins 60 jours avant la date à laquelle il est prévu de commencer les opérations de destruction.

38. Chaque membre du Conseil exécutif peut consulter le Secrétariat technique à propos de tout problème concernant la pertinence du plan de destruction et de vérification combiné. Si aucun membre du Conseil exécutif ne soulève d'objections, le plan est mis à exécution.

39. En cas de difficultés, le Conseil exécutif engage des consultations avec l'Etat partie en vue de les aplanir. La Conférence est saisie de toute difficulté restée sans solution. Le règlement de tout différend portant sur les méthodes de destruction ne retarde pas l'exécution des autres parties du plan de destruction qui sont acceptables.

40. Faute d'un accord entre l'Etat partie et le Conseil exécutif sur certains aspects de la vérification, ou si le plan de vérification approuvé ne peut être mis à exécution, la vérification de la destruction est assurée par une surveillance continue au moyen d'instruments installés sur place et par la présence physique d'inspecteurs.

41. La destruction et la vérification se déroulent conformément au plan approuvé. La vérification n'entrave pas indûment le processus de destruction et s'effectue en présence d'inspecteurs venus assister à la destruction.

42. Si les mesures de vérification ou de destruction requises ne sont pas prises comme prévu, tous les Etats parties en sont informés.

C. VERIFICATION

Vérification des déclarations d'installations de fabrication d'armes chimiques par l'inspection sur place

43. Le Secrétariat technique procède à une inspection initiale de chaque installation de fabrication d'armes chimiques entre le quatre-vingt-dixième jour et le cent vingtième jour après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie.

44. L'inspection initiale a pour but :

a) De confirmer que la fabrication d'armes chimiques a cessé et que l'installation a été mise hors service, conformément à la présente Convention;

b) De permettre au Secrétariat technique de se familiariser avec les mesures prises pour cesser la fabrication d'armes chimiques dans l'installation;

c) De permettre aux inspecteurs d'apposer des scellés temporaires;

d) De permettre aux inspecteurs de confirmer l'inventaire des bâtiments et du matériel spécialisé;

e) D'obtenir les renseignements nécessaires pour planifier les activités d'inspection à mener dans l'installation, notamment l'apposition de scellés antifraude et la mise en place d'autres dispositifs convenus, conformément à l'accord d'installation détaillé;

f) De procéder à des discussions préliminaires au sujet d'un accord détaillé sur les procédures d'inspection à suivre dans l'installation.

45. Les inspecteurs emploient, selon que de besoin, des scellés, des repères ou d'autres procédures de contrôle des stocks convenues pour faciliter l'inventaire exact des éléments déclarés se trouvant dans chaque installation de fabrication d'armes chimiques.

46. Les inspecteurs installent les dispositifs convenus qui pourraient être nécessaires pour indiquer s'il y a eu reprise de la fabrication d'armes chimiques ou si un élément déclaré a été déplacé. Ils prennent les précautions nécessaires pour ne pas gêner les activités de fermeture menées par l'Etat

partie inspecté. Les inspecteurs peuvent revenir sur les lieux afin d'assurer l'entretien des dispositifs et d'en vérifier l'intégrité.

47. S'il estime, suite à l'inspection initiale, que des mesures supplémentaires s'imposent pour mettre l'installation hors service conformément à la présente Convention, le Directeur général peut demander à l'Etat partie inspecté, au plus tard 135 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, de mettre en oeuvre de telles mesures au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. L'Etat partie inspecté satisfait cette demande s'il le juge bon. S'il ne la satisfait pas, il consulte le Directeur général afin de régler la question.

Vérification systématique des installations de fabrication d'armes chimiques et de la cessation de leurs activités

48. La vérification systématique d'une installation de fabrication d'armes chimiques a pour but d'assurer que toute reprise de la fabrication d'armes chimiques ou tout déplacement d'éléments déclarés y soit décelé.

49. L'accord d'installation détaillé spécifie, pour chaque installation de fabrication d'armes chimiques :

a) Les procédures d'inspection sur place détaillées, qui peuvent comporter :

i) Des examens visuels;

ii) Le contrôle et l'entretien des scellés et des autres dispositifs convenus;

iii) Le prélèvement et l'analyse d'échantillons;

b) Les procédures à suivre pour l'emploi de scellés antifraude et d'autres dispositifs convenus empêchant qu'une remise en service de l'installation n'ait lieu sans être décelée, où sont précisés :

i) Le type et l'emplacement de ce matériel ainsi que les arrangements pour l'installation;

ii) L'entretien de ce matériel;

c) D'autres mesures convenues.

50. Le matériel convenu - scellés ou autres dispositifs - qui est prévu dans un accord détaillé sur les mesures d'inspection s'appliquant à l'installation, est mis en place au plus tard 240 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie. Les inspecteurs sont autorisés à se rendre dans chaque installation de fabrication d'armes chimiques pour apposer ces scellés ou mettre en place ces dispositifs.

51. Le Secrétariat technique est autorisé à effectuer jusqu'à quatre inspections dans chaque installation de fabrication d'armes chimiques par année civile.

52. Le Directeur général notifie à l'Etat partie sa décision d'inspecter ou de visiter une installation de fabrication d'armes chimiques 48 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection à l'installation, aux fins d'inspections ou de visites systématiques. Si l'inspection ou la visite a pour but de régler un problème urgent, ce délai peut être raccourci. Le Directeur général spécifie le but de l'inspection ou de la visite.

53. Conformément aux accords d'installation, les inspecteurs ont librement accès à toutes les parties des installations de fabrication d'armes chimiques. Les éléments de l'inventaire déclaré à inspecter sont choisis par les inspecteurs.

54. Les principes directeurs servant à déterminer la fréquence des inspections systématiques sur place seront examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII. L'installation de fabrication à inspecter est choisie par le Secrétariat technique de telle manière qu'il ne soit pas possible de prévoir exactement quand elle doit être inspectée.

<u>Vérification de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques</u>

55. La vérification systématique de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques a pour but de confirmer que l'installation est détruite conformément aux obligations contractées en vertu de la présente Convention, et que chaque élément de l'inventaire déclaré est détruit conformément au plan de destruction détaillé qui a été convenu.

56. Lorsque tous les éléments de l'inventaire déclaré ont été détruits, le Secrétariat technique confirme la déclaration correspondante de l'Etat partie; après quoi, le Secrétariat technique met fin à la vérification systématique de l'installation de fabrication d'armes chimiques et enlève sans retard tous les dispositifs et tous les instruments de surveillance installés par les inspecteurs.

57. Après cette confirmation, l'Etat partie déclare que l'installation a été détruite.

<u>Vérification de la conversion temporaire d'une installation de fabrication d'armes chimiques en installation de destruction d'armes chimiques</u>

58. Au plus tard 90 jours après réception de la notification initiale par laquelle l'Etat partie fait connaître son intention de convertir temporairement une installation de fabrication, les inspecteurs ont le droit de visiter l'installation pour se familiariser avec le projet de conversion temporaire et pour étudier les différentes mesures d'inspection requises durant la conversion.

59. Au plus tard 60 jours après cette visite, le Secrétariat technique et l'Etat partie inspecté concluent un accord transitoire sur les mesures d'inspection supplémentaires à prendre durant les travaux de conversion temporaire. Cet accord spécifie les procédures d'inspection, y compris l'emploi de scellés, le matériel de surveillance et les inspections qui donneront l'assurance qu'aucune arme chimique n'est fabriquée pendant les travaux de conversion. L'accord entre en vigueur dès le début des travaux de

conversion temporaire et reste en vigueur jusqu'à ce que les opérations de destruction commencent dans l'installation.

60. L'Etat partie inspecté n'enlève ni ne convertit aucune partie de l'installation, et n'enlève ni ne modifie aucun scellé ou autre dispositif d'inspection convenu qui pourrait avoir été installé conformément à la présente Convention tant que l'accord transitoire n'a pas été conclu.

61. Dès lors que les opérations de destruction commencent dans l'installation, celle-ci est soumise aux dispositions de la quatrième partie (A) de la présente Annexe qui s'appliquent aux installations de destruction d'armes chimiques. Les arrangements relatifs à la période précédant sa mise en service à cette fin sont régis par l'accord transitoire.

62. Au cours des opérations de destruction, les inspecteurs ont accès à toutes les parties des installations de fabrication temporairement converties, y compris à celles qui ne sont pas directement mises en jeu par la destruction d'armes chimiques.

63. Avant que les travaux ne commencent dans l'installation en vue de sa conversion temporaire à des fins de destruction d'armes chimiques et après que les opérations de destruction y ont cessé, l'installation est soumise aux dispositions de la présente partie qui s'appliquent aux installations de fabrication d'armes chimiques.

D. CONVERSION D'UNE INSTALLATION DE FABRICATION D'ARMES CHIMIQUES A DES FINS NON INTERDITES PAR LA CONVENTION

Procédure de demande de conversion

64. L'Etat partie peut faire une demande d'utilisation d'une installation de fabrication d'armes chimiques à des fins non interdites par la présente Convention pour toute installation qu'il a utilisée à de telles fins avant l'entrée en vigueur de la Convention à son égard ou qu'il a l'intention d'utiliser à de telles fins.

65. S'il s'agit d'une installation de fabrication d'armes chimiques qui est déjà utilisée à des fins non interdites par la présente Convention à la date à laquelle celle-ci entre en vigueur à l'égard de l'Etat partie, la demande est présentée au Directeur général au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de cet Etat. Elle contient, outre les renseignements spécifiés à l'alinéa h) iii) du paragraphe 1 :

a) Une justification détaillée de la demande;

b) Un plan général de conversion de l'installation où sont apportées les précisions suivantes :

i) Nature des activités qu'il est envisagé de mener dans l'installation;

ii) Si les activités prévues entraînent la fabrication, le traitement ou la consommation de produits chimiques : nom de chacun des produits chimiques, diagramme des opérations de

l'installation et quantités qu'il est prévu de fabriquer, de traiter ou de consommer chaque année;

iii) Bâtiments ou structures qu'il est envisagé d'utiliser et transformations qu'il est proposé d'y apporter, le cas échéant;

iv) Bâtiments ou structures qui ont été détruits ou qu'il est proposé de détruire et plans de destruction;

v) Matériel qu'il est prévu d'utiliser dans l'installation;

vi) Matériel qui a été enlevé et détruit, matériel dont l'enlèvement et la destruction sont proposés et plans de destruction;

vii) Calendrier envisagé de la conversion de l'installation, le cas échéant;

viii) Nature des activités de chacune des autres installations exploitées sur le site;

c) Une explication détaillée de la façon dont les mesures visées à l'alinéa b) et toutes autres mesures proposées par l'Etat partie, empêchent effectivement qu'il n'existe dans l'installation une capacité de fabrication d'armes chimiques en attente.

66. S'il s'agit d'une installation de fabrication d'armes chimiques qui n'est pas encore utilisée à des fins non interdites par la présente Convention à la date à laquelle celle-ci entre en vigueur à l'égard de l'Etat partie, la demande est présentée au Directeur général au plus tard 30 jours après que la décision de convertir l'installation a été prise et en tout état de cause au plus tard quatre ans après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie. Elle contient :

a) Une justification détaillée de la demande, y compris l'exposé des motifs économiques;

b) Un plan général de conversion de l'installation où sont apportées les précisions suivantes :

i) Nature des activités qu'il est envisagé de mener dans l'installation;

ii) Si les activités prévues entraînent la fabrication, le traitement ou la consommation de produits chimiques : nom de chacun des produits chimiques, diagramme des opérations de l'installation et quantités qu'il est prévu de fabriquer, de traiter ou de consommer chaque année;

iii) Bâtiments ou structures qu'il est envisagé de conserver et transformations qu'il est proposé d'y apporter, le cas échéant;

iv) Bâtiments ou structures qui ont été détruits ou qu'il est proposé de détruire et plans de destruction;

v) Matériel qu'il est proposé d'utiliser dans l'installation;

vi) Matériel qu'il est proposé d'enlever et de détruire, et plans de destruction;

vii) Calendrier envisagé de la conversion de l'installation;

viii) Nature des activités de chacune des autres installations exploitées sur le site;

c) Une explication détaillée de la façon dont les mesures visées à l'alinéa b) et toutes autres mesures proposées par l'Etat partie empêchent effectivement qu'il n'existe dans l'installation une capacité de fabrication d'armes chimiques en attente.

67. L'Etat partie peut proposer dans sa demande toute autre mesure qu'il juge propre à instaurer la confiance.

Activités permises en attendant une décision

68. En attendant la décision de la Conférence, l'Etat partie peut continuer à utiliser à des fins non interdites par la présente Convention une installation qui était utilisée à de telles fins avant l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, à condition de certifier dans sa demande qu'aucun matériel spécialisé ni aucun bâtiment spécialisé ne sont utilisés et que le matériel et les bâtiments spécialisés ont été mis hors service par les méthodes spécifiées au paragraphe 13.

69. Si l'installation qui fait l'objet de la demande n'était pas utilisée à des fins non interdites par la présente Convention avant l'entrée en vigueur de celle-ci à l'égard de l'Etat partie, ou si l'assurance visée au paragraphe 68 n'est pas donnée, l'Etat partie cesse immédiatement toute activité, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article V. Il ferme l'installation, conformément au paragraphe 13, au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard.

Conditions de conversion

70. Une installation de fabrication d'armes chimiques ne peut être convertie aux fins d'activités non interdites par la présente Convention qu'à la condition que soit détruit tout le matériel spécialisé de l'installation et que soient éliminées toutes les caractéristiques des bâtiments et des structures qui distinguent ceux-ci des bâtiments et des structures normalement utilisés à des fins non interdites par la présente Convention et ne faisant pas intervenir de produits chimiques du tableau 1.

71. L'installation convertie ne doit pas être utilisée aux fins :

a) D'activités quelles qu'elles soient qui entraînent la fabrication, le traitement ou la consommation d'un produit chimique du tableau 1 ou du tableau 2;

b) De la fabrication d'un produit chimique hautement toxique quel qu'il soit, y compris d'un produit chimique organophosphoré hautement toxique, ou de toute autre activité nécessitant un matériel spécial pour la manipulation de

produits chimiques hautement toxiques ou hautement corrosifs, à moins que le Conseil exécutif ne décide que cette fabrication ou cette activité ne constitue pas un risque pour l'objet et le but de la Convention, compte tenu des critères de toxicité et de corrosiveté et, le cas échéant, d'autres facteurs techniques qui doivent être examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

72. La conversion de l'installation de fabrication d'armes chimiques est achevée au plus tard six ans après l'entrée en vigueur de la Convention.

Décisions du Conseil exécutif et de la Conférence

73. Au plus tard 90 jours après que le Directeur général a reçu la demande, le Secrétariat technique procède à une inspection initiale de l'installation. Cette inspection a pour but de vérifier l'exactitude des renseignements fournis dans la demande, d'obtenir des renseignements sur les caractéristiques techniques de l'installation que l'Etat partie propose de convertir et de déterminer les conditions dans lesquelles son utilisation peut être autorisée à des fins non interdites par la présente Convention. Le Directeur général présente sans retard au Conseil exécutif, à la Conférence et à tous les Etats parties un rapport dans lequel il formule des recommandations au sujet des mesures nécessaires pour convertir l'installation aux fins d'activités non interdites par la Convention et pour donner l'assurance que l'installation convertie sera utilisée exclusivement à de telles fins.

74. Si l'installation a été utilisée à des fins non interdites par la Convention avant que celle-ci n'entre en vigueur à l'égard de l'Etat partie et si elle continue à être exploitée sans qu'aient été prises les mesures au sujet desquelles une assurance est requise conformément au paragraphe 68, le Directeur général en informe immédiatement le Conseil exécutif, qui peut exiger que soient appliquées les mesures qu'il considère appropriées, notamment que l'installation soit fermée, que le matériel spécialisé soit enlevé et que les bâtiments ou les structures soient transformés. Le Conseil exécutif fixe le délai d'application de ces mesures et suspend l'examen de la demande en attendant qu'elles aient été menées à bien. A l'expiration du délai, l'installation est soumise sans retard à une inspection dans le but de déterminer si les mesures ont été appliquées. Si tel n'est pas le cas, l'Etat partie est tenu de cesser toute activité dans l'installation.

75. Le plus tôt possible après réception du rapport du Directeur général, la Conférence, sur recommandation du Conseil exécutif, décide si elle fait droit à la demande, en tenant compte du rapport et de toute vue exprimée par les Etats parties, et détermine les conditions auxquelles son accord est subordonné. Si l'un quelconque des Etats parties oppose des objections à la demande et aux conditions auxquelles il y serait fait droit, les Etats parties intéressés engagent des consultations afin de trouver une solution que chacun puisse accepter. Ces consultations ne durent pas plus de 90 jours. Au terme de cette période, une décision quant au fond est prise dès que possible sur la demande, les conditions auxquelles il y serait fait droit et toute modification qu'il est proposé d'y apporter.

76. S'il est fait droit à la demande, l'accord d'installation est conclu au plus tard 90 jours après que cette décision a été prise. L'accord énonce les conditions auxquelles la conversion et l'utilisation de l'installation sont

autorisées, ainsi que les mesures de vérification. La conversion ne commence pas tant que l'accord d'installation n'a pas été conclu.

Plans de conversion détaillés

77. Au moins 180 jours avant la date à laquelle il est prévu de commencer à convertir l'installation de fabrication d'armes chimiques, l'Etat partie présente au Secrétariat technique des plans détaillés en vue de sa conversion, où il énonce notamment les mesures qu'il propose de prendre en vue de la vérification de la conversion, en indiquant entre autres :

a) Les dates et heures de présence des inspecteurs dans l'installation à convertir;

b) Les procédures de vérification des mesures à prendre pour chaque élément de l'inventaire déclaré.

78. Les plans de conversion détaillés comportent les éléments suivants pour chaque installation de fabrication d'armes chimiques :

a) Calendrier détaillé du processus de conversion;

b) Implantation de l'installation avant et après la conversion;

c) Diagramme des opérations de l'installation avant et, le cas échéant, après la conversion;

d) Inventaire détaillé du matériel, des bâtiments, des structures et d'autres éléments à détruire, ainsi que des bâtiments et des structures à modifier;

e) Dispositions à prendre pour chaque élément de l'inventaire, s'il y a lieu;

f) Mesures qu'il est proposé de prendre en vue de la vérification;

g) Mesures de sécurité physique et matérielle à appliquer durant la conversion de l'installation;

h) Conditions de travail et de vie qui seront faites aux inspecteurs.

Examen des plans détaillés

79. Le Secrétariat technique établit, en se fondant sur le plan de conversion détaillé présenté par l'Etat partie, sur les mesures de vérification que celui-ci propose et sur l'expérience acquise lors de précédentes inspections, un plan de vérification de la conversion de l'installation, au sujet duquel il procède à d'étroites consultations avec l'Etat partie. Toute divergence entre le Secrétariat technique et l'Etat partie au sujet des mesures à prendre est réglée par la voie de consultations. Le Conseil exécutif est saisi de toute question non réglée afin qu'il prenne des mesures appropriées en vue de faciliter l'application pleine et entière de la présente Convention.

80. Les plans de conversion et de vérification combinés sont approuvés par le Conseil exécutif et l'Etat partie, afin de s'assurer que les dispositions de

l'article V et de la présente partie sont pleinement appliquées. Cette approbation doit intervenir au moins 60 jours avant la date à laquelle il est prévu de commencer les opérations de conversion.

81. Chaque membre du Conseil exécutif peut consulter le Secrétariat technique sur tout problème concernant la pertinence du plan de conversion et de vérification combiné. Si aucun membre du Conseil exécutif ne soulève d'objections, le plan est mis à exécution.

82. En cas de difficultés, le Conseil exécutif devraït engager des consultations avec l'Etat partie en vue de les aplanir. La Conférence devrait être saisie de toute difficulté restée sans solution. Le règlement de tout différend portant sur les méthodes de conversion ne devrait pas retarder l'exécution des autres parties du plan de conversion qui sont acceptables.

83. Faute d'un accord entre l'Etat partie et le Conseil exécutif sur certains aspects de la vérification, ou si le plan de vérification approuvé ne peut être mis à exécution, la vérification de la conversion est assurée par une surveillance continue au moyen d'instruments installés sur place et par la présence physique d'inspecteurs.

84. La conversion et la vérification se déroulent conformément au plan approuvé. La vérification n'entrave pas indûment le processus de conversion et s'effectue en présence d'inspecteurs venus assister à la conversion.

85. Après que le Directeur général a certifié que la conversion est achevée, l'Etat partie laisse les inspecteurs accéder librement à l'installation à tout moment, et ce pendant dix ans. Les inspecteurs ont le droit d'inspecter toutes les zones, toutes les activités et tous les éléments du matériel de l'installation. Ils ont le droit de s'assurer que les activités de l'installation remplissent toutes les conditions fixées en vertu de la présente section par le Conseil exécutif et par la Conférence. Les inspecteurs ont aussi le droit, conformément aux dispositions de la section E de la deuxième partie de la présente Annexe, de recevoir des échantillons prélevés dans toute zone de l'installation et de les analyser pour vérifier l'absence de produits chimiques du tableau 1, de leurs sous-produits stables et de leurs produits de décomposition, ainsi que de produits chimiques du tableau 2, et de s'assurer que les activités de l'installation remplissent toute autre condition concernant les activités chimiques fixée en vertu de la présente section par le Conseil exécutif et par la Conférence. Les inspecteurs ont aussi accès, selon la procédure d'accès réglementé qui est énoncée à la section C de la dixième partie de la présente Annexe, au site d'usines où se trouve l'installation. Pendant la période de dix ans, l'Etat partie fait rapport chaque année sur les activités de l'installation convertie. Au terme de ces dix ans, le Conseil exécutif décide, compte tenu des recommandations du Secrétariat technique, de la nature des mesures de vérification qu'il convient de continuer à appliquer.

86. Les coûts de la vérification de l'installation convertie sont répartis conformément au paragraphe 19 de l'article V.

SIXIEME PARTIE

ACTIVITES NON INTERDITES PAR LA CONVENTION MENEES CONFORMEMENT A L'ARTICLE VI

REGIME APPLICABLE AUX PRODUITS CHIMIQUES DU TABLEAU 1 ET AUX INSTALLATIONS LIEES A CES PRODUITS

A. DISPOSITIONS GENERALES

1. Un Etat partie ne fabrique pas, ni n'acquiert, ne conserve ou n'utilise de produits chimiques du tableau 1 à l'extérieur du territoire des Etats parties, et il ne transfère pas de tels produits chimiques à l'extérieur de son territoire si ce n'est à un autre Etat partie.

2. Un Etat partie ne peut fabriquer, acquérir, conserver, transférer ou utiliser de produits chimiques du tableau 1 que si :

a) Ces produits chimiques servent à des fins de recherche, à des fins médicales ou pharmaceutiques ou à des fins de protection;

b) Les types et les quantités de produits chimiques sont strictement limités à ce que peuvent justifier de telles fins;

c) La quantité globale des produits chimiques utilisés à tout moment à de telles fins est égale ou inférieure à une tonne;

d) La quantité globale acquise à de telles fins par un Etat partie au cours d'une année, au moyen de la fabrication, du retrait de stocks d'armes chimiques et de transferts, est égale ou inférieure à une tonne.

B. TRANSFERTS

3. Un Etat partie ne peut transférer de produits chimiques du tableau 1 à l'extérieur de son territoire qu'à un autre Etat partie et seulement à des fins de recherche, à des fins médicales ou pharmaceutiques ou à des fins de protection, conformément au paragraphe 2.

4. Les produits chimiques transférés ne doivent pas être retransférés à un Etat tiers.

5. Les deux Etats parties intéressés avisent le Secrétariat technique d'un tel transfert au moins 30 jours avant què celui-ci n'ait lieu.

6. Chaque Etat partie fait une déclaration annuelle détaillée concernant les transferts effectués durant l'année écoulée. La déclaration est présentée au plus tard 90 jours après la fin de l'année écoulée et contient les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 1 qui a été transféré :

a) Nom chimique, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

b) Quantité acquise auprès d'autres Etats ou transférée à d'autres Etats parties. La quantité, le destinataire et le but de chaque transfert sont indiqués.

C. FABRICATION

Principes généraux de la fabrication

7. Chaque Etat partie accorde la plus haute priorité à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement au cours des activités de fabrication visées aux paragraphes 8 à 12. Il procède à ces activités en respectant ses normes nationales en matière de sécurité et d'émissions.

Installation unique à petite échelle

8. Chaque Etat partie qui fabrique des produits chimiques du tableau 1 à des fins de recherche, à des fins médicales ou pharmaceutiques ou à des fins de protection, le fait dans une installation unique à petite échelle approuvée par lui, les seules exceptions étant celles qui sont énoncées aux paragraphes 10, 11 et 12.

9. La fabrication dans une installation unique à petite échelle est effectuée dans des réacteurs incorporés à une chaîne de production qui n'est pas configurée pour la fabrication en continu. Le volume d'un réacteur ne dépasse pas 100 litres et le volume total de tous les réacteurs dont la contenance est supérieure à cinq litres ne dépasse pas 500 litres.

Autres installations

10. La fabrication de produits chimiques du tableau 1 dans des quantités globales ne dépassant pas 10 kg par an peut être effectuée à des fins de protection dans une seule installation autre que l'installation unique à petite échelle. Cette installation doit être approuvée par l'Etat partie.

11. La fabrication de produits chimiques du tableau 1 dans des quantités supérieures à 100 g par an peut être effectuée à des fins de recherche ou à des fins médicales ou pharmaceutiques en dehors d'une installation unique à petite échelle dans des quantités globales ne dépassant pas 10 kg par an et par installation. Ces installations doivent être approuvées par l'Etat partie.

12. La synthèse de produits chimiques du tableau 1 à des fins de recherche ou à des fins médicales ou pharmaceutiques - mais non à des fins de protection - peut être effectuée dans des laboratoires, dans des quantités globales inférieures à 100 g par an et par installation. Ces laboratoires ne sont soumis à aucune des dispositions relatives à la déclaration et à la vérification énoncées aux sections D et E.

D. DECLARATIONS

Installation unique à petite échelle

13. Chaque Etat partie qui a l'intention d'exploiter une installation unique à petite échelle en indique l'emplacement précis au Secrétariat technique et lui en fournit une description technique détaillée, y compris un inventaire du matériel et des schémas détaillés. Pour une installation existante, cette

déclaration initiale est présentée au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie. S'il s'agit d'une installation nouvelle, la déclaration initiale est présentée au moins 180 jours avant sa mise en service.

14. Chaque Etat partie avise le Secrétariat technique des modifications qu'il est prévu d'apporter par rapport à la déclaration initiale. Notification des modifications est donnée au moins 180 jours avant qu'elles n'interviennent.

15. L'Etat partie qui fabrique des produits chimiques du tableau 1 dans une installation unique à petite échelle fait une déclaration annuelle détaillée concernant les activités menées par l'installation durant l'année écoulée. La déclaration est présentée au plus tard 90 jours après la fin de cette année, et contient :

a) L'identification de l'installation;

b) Les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 1 qui a été fabriqué, acquis, consommé ou stocké par l'installation :

i) Nom chimique, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

ii) Méthodes employées et quantité fabriquée;

iii) Nom et quantité des précurseurs du tableau 1, 2 ou 3 qui ont été utilisés pour la fabrication du produit chimique du tableau 1;

iv) Quantité consommée dans l'installation et but(s) de la consommation;

v) Quantité reçue d'autres installations ou livrée à d'autres installations situées sur le territoire de l'Etat partie. La quantité, le destinataire et le but de chaque livraison devraient être indiqués;

vi) Quantité maximale stockée à tout moment au cours de l'année;

vii) Quantité stockée à la fin de l'année;

c) Des renseignements sur toutes modifications apportées à l'installation durant l'année par rapport aux descriptions techniques détaillées de l'installation fournies précédemment, y compris les inventaires du matériel et les schémas détaillés.

16. Chaque Etat partie qui fabrique des produits chimiques du tableau 1 dans une installation unique à petite échelle fait une déclaration annuelle détaillée concernant les activités et la production prévues dans l'installation durant l'année à venir. La déclaration est présentée au moins 90 jours avant le début de cette année, et contient :

a) L'identification de l'installation;

b) Les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 1 qu'il est prévu de fabriquer, de consommer ou de stocker dans l'installation :

i) Nom chimique, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

ii) Quantité qu'il est prévu de fabriquer et but de la fabrication;

c) Des renseignements sur toutes modifications qu'il est prévu d'apporter à l'installation durant l'année par rapport aux descriptions techniques détaillées de l'installation fournies précédemment, y compris les inventaires du matériel et les schémas détaillés.

Autres installations visées aux paragraphes 10 et 11

17. L'Etat partie fournit au Secrétariat technique, à la demande de ce dernier, le nom, l'emplacement et une description technique détaillée de chaque installation ou de sa (ses) partie(s) pertinente(s). L'installation fabriquant des produits chimiques du tableau 1 à des fins de protection est identifiée en tant que telle. Pour une installation existante, cette déclaration initiale est présentée au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie. S'il s'agit d'une installation nouvelle, la déclaration initiale est présentée au moins 180 jours avant sa mise en service.

18. Chaque Etat partie avise le Secrétariat technique des modifications qu'il est prévu d'apporter par rapport à la déclaration initiale. Notification des modifications est donnée au moins 180 jours avant qu'elles n'interviennent.

19. Chaque Etat partie fait, pour chaque installation, une déclaration annuelle détaillée concernant les activités menées par l'installation durant l'année écoulée. La déclaration est présentée au plus tard 90 jours après la fin de cette année, et contient :

a) L'identification de l'installation;

b) Les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 1 :

i) Nom chimique, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

ii) Quantité fabriquée et, dans le cas d'une fabrication à des fins de protection, méthodes employées;

iii) Nom et quantité des précurseurs du tableau 1, 2 ou 3 qui ont été utilisés pour la fabrication du produit chimique du tableau 1;

iv) Quantité consommée dans l'installation et but de la consommation;

v) Quantité transférée à d'autres installations situées sur le territoire de l'Etat partie. La quantité, le destinataire et le but de chaque transfert devraient être indiqués;

vi) Quantité maximale stockée à tout moment au cours de l'année;

vii) Quantité stockée à la fin de l'année;

c) Des renseignements sur toutes modifications apportées à l'installation ou à ses parties pertinentes durant l'année par rapport aux descriptions techniques détaillées de l'installation fournies précédemment.

20. Chaque Etat partie fait, pour chaque installation, une déclaration annuelle détaillée concernant les activités et la production prévues dans l'installation durant l'année à venir. La déclaration est présentée au moins 90 jours avant le début de cette année, et contient :

a) L'identification de l'installation;

b) Les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 1 :

i) Nom chimique, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

ii) Quantité qu'il est prévu de fabriquer, périodes durant lesquelles la fabrication devrait avoir lieu et buts de la fabrication;

c) Des renseignements sur toutes modifications qu'il est prévu d'apporter à l'installation ou à ses parties pertinentes durant l'année par rapport aux descriptions techniques détaillées de l'installation fournies précédemment.

E. VERIFICATION

Installation unique à petite échelle

21. Les activités de vérification effectuées dans l'installation unique à petite échelle ont pour but de s'assurer que les quantités fabriquées de produits chimiques du tableau 1 sont correctement déclarées et, en particulier, que leur quantité totale ne dépasse pas une tonne.

22. L'installation est soumise à la vérification systématique par des inspections sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place.

23. Le nombre, l'ampleur, la durée, le calendrier et les modalités des inspections d'une installation donnée sont fondés sur le risque que constituent pour l'objet et le but de la présente Convention les produits chimiques pertinents, sur les caractéristiques de l'installation et sur la nature des activités qui y sont menées. La Conférence examinera et approuvera des principes directeurs appropriés, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

24. L'inspection initiale a pour but de vérifier les renseignements fournis sur l'installation, notamment de s'assurer que les limites fixées au paragraphe 9 pour les réacteurs sont appliquées.

25. Au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, l'Etat partie conclut avec l'Organisation un accord d'installation s'inspirant d'un accord type et établissant les procédures d'inspection détaillées concernant l'installation.

26. Chaque Etat partie qui a l'intention de mettre en place une installation unique à petite échelle après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard conclut avec l'Organisation un accord d'installation s'inspirant d'un accord type et établissant les procédures d'inspection détaillées concernant l'installation avant que celle-ci ne soit mise en service ou utilisée.

27. La Conférence examinera et approuvera un accord type, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

Autres installations visées aux paragraphes 10 et 11

28. Les activités de vérification effectuées dans toute installation relevant des paragraphes 10 et 11 ont pour but de s'assurer que :

a) L'installation n'est pas utilisée pour fabriquer des produits chimiques du tableau 1 autres que les produits déclarés;

b) Les quantités fabriquées, traitées ou consommées de produits chimiques du tableau 1 sont correctement déclarées et concordent avec ce que nécessitent les activités déclarées;

c) Les produits chimiques du tableau 1 ne sont pas détournés ou utilisés à d'autres fins.

29. L'installation est soumise à une vérification systématique par l'inspection sur place et une surveillance au moyen d'instruments installés sur place.

30. Le nombre, l'ampleur, la durée, le calendrier et les modalités des inspections d'une installation donnée sont fondés sur le risque que constituent pour l'objet et le but de la présente Convention les quantités de produits chimiques fabriquées, sur les caractéristiques de l'installation et sur la nature des activités qui y sont menées. La Conférence examinera et approuvera des principes directeurs appropriés, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

31. Au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, l'Etat partie conclut avec l'Organisation des accords d'installation s'inspirant d'un accord type et établissant les procédures d'inspection détaillées concernant chaque installation.

32. Chaque Etat partie qui a l'intention de mettre en place une telle installation après l'entrée en vigueur de la Convention conclut un accord d'installation avec l'Organisation avant que l'installation ne soit mise en service ou utilisée.

SEPTIEME PARTIE

ACTIVITES NON INTERDITES PAR LA CONVENTION MENEES CONFORMEMENT A L'ARTICLE VI

REGIME APPLICABLE AUX PRODUITS CHIMIQUES DU TABLEAU 2 ET AUX INSTALLATIONS LIEES A CES PRODUITS

A. DECLARATIONS

Déclarations de données nationales globales

1. Les déclarations initiales et les déclarations annuelles que présente chaque Etat partie conformément aux paragraphes 7 et 8 de l'article VI contiennent les données nationales globales pour l'année civile écoulée sur les quantités fabriquées, traitées, consommées, importées et exportées de chaque produit chimique du tableau 2, ainsi qu'une spécification quantitative des importations et des exportations de chacun des pays intéressés.

2. Chaque Etat partie présente :

a) Les déclarations initiales visées au paragraphe 1 au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard;

b) A compter de l'année civile suivante, des déclarations annuelles, au plus tard 90 jours après la fin de l'année civile écoulée.

Déclarations de sites d'usines qui fabriquent, traitent ou consomment des produits chimiques du tableau 2

3. Des déclarations initiales et des déclarations annuelles sont requises pour tous les sites d'usines comprenant une ou plusieurs usines qui ont fabriqué, traité ou consommé au cours de l'une quelconque des trois années civiles précédentes, ou qui, selon les prévisions, fabriqueront, traiteront ou consommeront au cours de l'année civile suivante plus de :

a) 1 kg d'un produit chimique suivi du signe "*" dans la partie A du tableau 2;

b) 100 kg de tout autre produit chimique inscrit au tableau 2, partie A; ou

c) 1 tonne d'un produit chimique inscrit au tableau 2, partie B.

4. Chaque Etat partie présente :

a) Les déclarations initiales visées au paragraphe 3 au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard;

b) A compter de l'année civile suivante, des déclarations annuelles d'activités passées, au plus tard 90 jours après la fin de l'année civile écoulée;

c) Les déclarations annuelles d'activités prévues, au plus tard 60 jours avant le début de l'année civile suivante. Toute activité supplémentaire de ce

type qui est prévue après la présentation de la déclaration annuelle est déclarée au plus tard cinq jours avant qu'elle ne commence.

5. D'une manière générale, il n'est pas requis de déclarations au titre du paragraphe 3 pour les mélanges qui ne contiennent qu'une faible concentration d'un produit du tableau 2. De telles déclarations ne sont requises, conformément aux principes directeurs, que dans les cas où il est jugé que la facilité de récupération du produit du tableau 2 à partir du mélange et la masse totale de ce produit constituent un risque pour l'objet et le but de la présente Convention. Les principes directeurs susmentionnés seront examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

6. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 3 contiennent les renseignements suivants :

a) Nom du site d'usines et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui le gère;

b) Emplacement précis du site d'usines, y compris son adresse;

c) Nombre d'usines à l'intérieur du site qui sont déclarées conformément à la huitième partie de la présente Annexe.

7. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 3 contiennent également les renseignements suivants pour chaque usine à l'intérieur du site à laquelle s'appliquent les spécifications énoncées au même paragraphe :

a) Nom de l'usine et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui la gère;

b) Emplacement précis de l'usine à l'intérieur du site, y compris le bâtiment exact et son numéro, le cas échéant;

c) Principales activités de l'usine;

d) Type d'usine :

i) Usine qui fabrique, traite ou consomme le ou les produits chimiques du tableau 2 qui ont été déclarés;

ii) Usine spécialisée dans de telles activités ou usine polyvalente;

iii) Usine qui effectue d'autres activités en ce qui concerne le ou les produits chimiques du tableau 2 qui ont été déclarés - préciser, entre autres, la nature de ces autres activités (par exemple, stockage);

e) Capacité de production de l'usine pour chaque produit chimique du tableau 2 déclaré.

8. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 3 contiennent également les renseignements suivants pour chaque produit chimique

du tableau 2 fabriqué, traité ou consommé en quantité supérieure au seuil de déclaration :

a) Nom chimique, dénomination commune ou commerciale employée dans l'installation, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

b) S'il s'agit de la déclaration initiale : quantité totale fabriquée, traitée, consommée, importée et exportée par le site d'usines au cours de chacune des trois années civiles précédentes;

c) S'il s'agit de la déclaration annuelle d'activités passées : quantité totale fabriquée, traitée, consommée, importée et exportée par le site d'usines au cours de l'année civile écoulée;

d) S'il s'agit de la déclaration annuelle d'activités prévues : quantité totale qu'il est prévu de fabriquer, de traiter ou de consommer sur le site d'usines au cours de l'année civile suivante, y compris les périodes de fabrication, de traitement ou de consommation prévues;

e) Fins auxquelles le produit chimique a été ou sera fabriqué, traité ou consommé :

i) Traitement et consommation sur place - spécifier les types de produits;

ii) Vente ou transfert sur le territoire ou à destination de tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de l'Etat partie - préciser s'il s'agit d'une autre industrie, d'un négociant ou d'un autre destinataire en indiquant, si possible, les types de produits finals;

iii) Exportation directe - indiquer les Etats visés; ou

iv) Autres fins - préciser lesquelles.

Déclarations de fabrication passée de produits chimiques du tableau 2 à des fins d'armes chimiques

9. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, chaque Etat partie déclare tous les sites d'usines comprenant des usines qui ont fabriqué un produit chimique du tableau 2 à des fins d'armes chimiques à un moment quelconque depuis le ler janvier 1946.

10. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 9 contiennent les renseignements suivants :

a) Nom du site d'usines et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui le gère;

b) Emplacement précis du site d'usines, y compris son adresse;

c) Pour chaque usine située à l'intérieur du site et à laquelle s'appliquent les spécifications énoncées au paragraphe 9, mêmes renseignements que ceux qui sont requis au titre des alinéas a) à e) du paragraphe 7;

d) Pour chaque produit chimique du tableau 2 fabriqué à des fins d'armes chimiques :

i) Nom chimique, dénomination commune ou commerciale employée au site d'usines à des fins de fabrication d'armes chimiques, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

ii) Dates de fabrication du produit chimique et quantité fabriquée;

iii) Lieu où le produit chimique a été livré et produit final qui y a été fabriqué, s'il est connu.

Renseignements à transmettre aux Etats parties

11. Une liste des sites d'usines déclarés conformément à la présente section ainsi que les renseignements fournis conformément au paragraphe 6, aux alinéas a), c), d) i) et d) iii) du paragraphe 7, à l'alinéa a) du paragraphe 8 et au paragraphe 10 sont transmis par le Secrétariat technique aux Etats parties qui en font la demande.

B. VERIFICATION

Dispositions générales

12. La vérification prévue au paragraphe 4 de l'article VI est effectuée au moyen d'une inspection sur place des sites d'usines déclarés comprenant une ou plusieurs usines qui ont fabriqué, traité ou consommé, au cours de l'une quelconque des trois années civiles précédentes, ou qui, selon les prévisions, fabriqueront, traiteront ou consommeront au cours de l'année civile suivante plus de :

a) 10 kg d'un produit chimique suivi du signe "*" dans la partie A du tableau 2;

b) 1 tonne de tout autre produit chimique inscrit au tableau 2, partie A; ou

c) 10 tonnes d'un produit chimique inscrit au tableau 2, partie B.

13. Le budget-programme de l'Organisation que la Conférence adopte conformément au paragraphe 21, alinéa a), de l'article VIII comprend, à titre d'élément distinct, un budget-programme pour les activités de vérification effectuées au titre de la présente section. En affectant les ressources dégagées pour des activités de vérification effectuées au titre de l'article VI, le Secrétariat technique donne la priorité, au cours des trois premières années suivant l'entrée en vigueur de la Convention, aux inspections initiales des sites d'usines déclarés conformément à la section A. Le montant alloué est revu par la suite à la lumière de l'expérience acquise.

14. Le Secrétariat technique effectue les inspections initiales et les inspections ultérieures conformément aux paragraphes 15 à 22.

Objectifs de l'inspection

15. D'une manière générale, l'inspection a pour but de vérifier que les activités des sites d'usines sont conformes aux obligations contractées en vertu de la Convention et concordent avec les renseignements fournis dans les déclarations. L'inspection des sites d'usines déclarés conformément aux dispositions de la section A vise plus spécialement à vérifier :

a) L'absence de tout produit chimique du tableau 1, en particulier de la fabrication d'un tel produit, sauf si elle est conforme aux dispositions de la sixième partie de la présente Annexe;

b) La conformité avec ce qui a été déclaré quant aux volumes de fabrication, de traitement ou de consommation de produits chimiques du tableau 2;

c) Le non-détournement de produits chimiques du tableau 2 aux fins d'activités interdites par la Convention.

Inspections initiales

16. Chaque site d'usines qui doit être inspecté conformément au paragraphe 12 fait l'objet d'une inspection initiale dès que possible, mais de préférence trois ans au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les sites d'usines déclarés après cette période font l'objet d'une inspection initiale au plus tard un an après que les activités de fabrication, de traitement ou de consommation ont été déclarées pour la première fois. Le Secrétariat technique choisit les sites d'usines qui sont soumis à une inspection initiale de telle manière qu'il ne soit pas possible de prévoir exactement quand l'inspection aura lieu.

17. Au cours de l'inspection initiale, il est établi un projet d'accord d'installation applicable au site d'usines, à moins que l'Etat partie inspecté et le Secrétariat technique ne conviennent que cela n'est pas nécessaire.

18. En ce qui concerne la fréquence et l'ampleur des inspections ultérieures, les inspecteurs évaluent au cours de l'inspection initiale le risque que constituent pour l'objet et le but de la Convention les produits chimiques considérés, les caractéristiques du site d'usines et la nature des activités qui y sont menées, en tenant compte notamment des critères suivants :

a) Toxicité des produits chimiques inscrits et des produits finals fabriqués, le cas échéant, à l'aide de ceux-ci;

b) Quantité de produits chimiques inscrits qui est ordinairement stockée sur le site inspecté;

c) Quantité de matières de base chimiques entrant dans la fabrication de produits chimiques inscrits qui est ordinairement stockée sur le site inspecté;

d) Capacité de production des usines liées à des produits du tableau 2;

e) Fabrication, stockage et chargement de produits chimiques toxiques dont le site inspecté est capable et convertibilité de celui-ci pour le passage à de telles activités.

Inspections

19. Après l'inspection initiale, chaque site d'usines à inspecter conformément au paragraphe 12 fait l'objet d'inspections ultérieures.

20. Pour choisir les sites d'usines à inspecter et pour décider de la fréquence et de l'ampleur des inspections, le Secrétariat technique prend dûment en considération le risque que constituent pour l'objet et le but de la Convention le produit chimique considéré, les caractéristiques du site d'usines et la nature des activités qui y sont menées, en tenant compte de l'accord d'installation correspondant ainsi que des résultats des inspections initiales et des inspections ultérieures.

21. Le Secrétariat technique choisit un site d'usines à inspecter de telle manière qu'il ne soit pas possible de prévoir exactement quand l'inspection aura lieu.

22. Aucun site d'usines ne reçoit plus de deux inspections par année civile aux termes de la présente section. Toutefois, cette disposition ne limite pas le nombre des inspections effectuées conformément à l'article IX.

Procédures d'inspection

23. Les inspections sont effectuées conformément aux principes directeurs convenus, aux autres dispositions pertinentes de la présente Annexe et de l'Annexe sur la confidentialité, ainsi qu'aux paragraphes 24 à 30 ci-après.

24. Pour le site d'usines déclaré, un accord d'installation est conclu entre l'Etat partie inspecté et l'Organisation au plus tard 90 jours après l'achèvement de l'inspection initiale, à moins que l'Etat partie inspecté et le Secrétariat technique ne conviennent que cela n'est pas nécessaire. Il s'inspire d'un accord type et régit la conduite des inspections sur le site d'usines déclaré. L'accord spécifie la fréquence et l'ampleur des inspections et énonce des procédures d'inspection détaillées, conformément aux dispositions des paragraphes 25 à 29.

25. L'inspection porte sur l'usine (les usines) liée(s) à un produit chimique du tableau 2 que l'Etat partie a déclarée(s) à l'intérieur du site d'usines déclaré. Si l'équipe d'inspection demande qu'il lui soit donné accès à d'autres parties du site d'usines, l'accès à ces parties lui est accordé conformément à l'obligation de fournir des éclaircissements qui est faite au paragraphe 51 de la deuxième partie de la présente Annexe, et en application de l'accord d'installation, ou, faute d'un tel accord, conformément aux dispositions relatives à l'accès réglementé énoncées à la section C de la dixième partie de la présente Annexe.

26. L'accès aux relevés est accordé selon que de besoin, afin de donner l'assurance qu'il n'y a pas eu détournement du produit chimique déclaré et que la fabrication était conforme à ce qui a été déclaré.

27. Il est procédé à des prélèvements d'échantillons et à des analyses afin de vérifier l'absence de produits chimiques inscrits non déclarés.

28. L'inspection des zones peut porter notamment sur :

a) Les zones où les matières de base chimiques (substances chimiques entrant dans une réaction) sont livrées ou stockées;

b) Les zones où les substances chimiques entrant dans une réaction sont manipulées avant d'être introduites dans les réacteurs;

c) Selon qu'il conviendra, les conduites d'alimentation entre les zones visées à l'alinéa a) ou b) et les réacteurs, ainsi que les soupapes et débitmètres associés, etc.;

d) L'aspect extérieur des réacteurs et du matériel auxiliaire;

e) Les conduites allant des réacteurs à un point de stockage à long ou à court terme ou à un matériel de traitement ultérieur des produits chimiques du tableau 2 déclarés;

f) Le matériel de commande associé à l'un quelconque des éléments énumérés aux alinéas a) à e);

g) Le matériel et les zones de manipulation des déchets et des effluents;

h) Le matériel et les zones d'élimination des produits chimiques non conformes.

29. L'inspection ne dure pas plus de 96 heures; toutefois, l'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté peuvent convenir de la prolonger.

Notification des inspections

30. Le Secrétariat technique notifie l'inspection à l'Etat partie au moins 48 heures avant l'arrivée de l'équipe d'inspection sur le site d'usines à inspecter.

C. TRANSFERTS A DES ETATS QUI NE SONT PAS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION

31. Les produits chimiques du tableau 2 ne sont transférés qu'à des Etats parties ou reçus que de tels Etats. Cette obligation prend effet trois ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

32. Pendant cette période transitoire de trois ans, chaque Etat partie exige un certificat d'utilisaton finale, comme précisé ci-après, pour transférer des produits chimiques du tableau 2 à des Etats qui ne sont pas parties à la présente Convention. S'agissant de tels transferts, chaque Etat partie prend les mesures nécessaires pour s'assurer que les produits chimiques transférés ne seront utilisés qu'à des fins non interdites par la Convention. L'Etat partie demande notamment à l'Etat destinataire de lui fournir un certificat indiquant, pour ce qui est des produits chimiques transférés :

a) Qu'ils ne seront utilisés qu'à des fins non interdites par la Convention;

b) Qu'ils ne feront pas l'objet de nouveaux transferts;

c) Quels en sont le type et la quantité;

d) Quelle(s) en est (sont) l' (les) utilisation(s) finale(s);

e) Quels sont le nom et l'adresse de l' (des) utilisateur(s) final(s).

HUITIEME PARTIE

ACTIVITES NON INTERDITES PAR LA CONVENTION MENEES CONFORMEMENT A L'ARTICLE VI

REGIME APPLICABLE AUX PRODUITS CHIMIQUES DU TABLEAU 3 ET AUX INSTALLATIONS LIEES A CES PRODUITS

A. DECLARATIONS

Déclarations de données nationales globales

1. Les déclarations initiales et les déclarations annuelles que présente l'Etat partie conformément aux paragraphes 7 et 8 de l'article VI contiennent les données nationales globales pour l'année civile écoulée sur les quantités fabriquées, importées et exportées de chaque produit chimique du tableau 3, ainsi qu'une spécification quantitative des importations et des exportations de chacun des pays intéressés.

2. Chaque Etat partie présente :

a) Les déclarations initiales visées au paragraphe 1 au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard;

b) A compter de l'année civile suivante, des déclarations annuelles, au plus tard 90 jours après la fin de l'année civile écoulée.

Déclarations de sites d'usines qui fabriquent des produits chimiques du tableau 3

3. Des déclarations initiales et des déclarations annuelles sont requises pour tous les sites d'usines comprenant une ou plusieurs usines qui ont fabriqué plus de 30 tonnes d'un produit chimique du tableau 3 au cours de l'année civile écoulée, ou qui, selon les prévisions, en fabriqueront plus de 30 tonnes au cours de l'année suivante.

4. Chaque Etat partie présente :

a) Les déclarations initiales visées au paragraphe 3 au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard;

b) A compter de l'année civile suivante, des déclarations annuelles d'activités passées, au plus tard 90 jours après la fin de l'année civile écoulée;

c) Les déclarations annuelles d'activités prévues, au plus tard 60 jours avant le début de l'année civile suivante. Toute activité supplémentaire de ce type qui est prévue après la présentation de la déclaration annuelle est déclarée au plus tard cinq jours avant qu'elle ne commence.

5. D'une manière générale, il n'est pas requis de déclarations au titre du paragraphe 3 pour les mélanges qui ne contiennent qu'une faible concentration d'un produit du tableau 3. De telles déclarations ne sont requises, conformément aux principes directeurs, que dans les cas où il est jugé que la

facilité de récupération du produit chimique du tableau 3 à partir du mélange et la masse totale de ce produit constituent un risque pour l'objet et le but de la présente Convention. Les principes directeurs susmentionnés seront examinés et approuvés par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

6. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 3 contiennent les renseignements suivants :

a) Nom du site d'usines et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui le gère;

b) Emplacement précis du site, y compris son adresse;

c) Nombre d'usines à l'intérieur du site qui sont déclarées conformément à la septième partie de la présente Annexe.

7. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 3 contiennent également les renseignements suivants pour chaque usine à l'intérieur du site à laquelle s'appliquent les spécifications énoncées au même paragraphe :

a) Nom de l'usine et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui la gère;

b) Emplacement précis de l'usine à l'intérieur du site, y compris le bâtiment exact ou son numéro, le cas échéant;

c) Principales activités de l'usine.

8. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 3 contiennent également les renseignements suivants pour chaque produit chimique du tableau 3 fabriqué en quantités supérieures au seuil de déclaration :

a) Nom chimique, dénomination commune ou commerciale employée dans l'installation, formule développée et numéro de fichier du <u>Chemical Abstracts Service</u>, s'il a été attribué;

b) Quantité approximative de produit chimique fabriquée au cours de l'année civile écoulée ou, s'il s'agit de la déclaration d'activités prévues, pour l'année civile suivante, indiquée dans les fourchettes suivantes : de 30 à 200 tonnes, de 200 à 1 000 tonnes, de 1 000 à 10 000 tonnes, de 10 000 à 100 000 tonnes et en quantité supérieure à 100 000 tonnes;

c) Fins auxquelles le produit chimique a été ou sera fabriqué.

<u>Déclarations de fabrication passée de produits chimiques du tableau 3 à des fins d'armes chimiques</u>

9. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, chaque Etat partie déclare tous les sites d'usines comprenant des usines qui ont fabriqué un produit chimique du tableau 3 à des fins d'armes chimiques à un moment quelconque depuis le 1er janvier 1946.

10. Les déclarations de site d'usines présentées conformément au paragraphe 9 contiennent les renseignements suivants :

a) Nom du site d'usines et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui le gère;

b) Emplacement précis du site, y compris son adresse;

c) Pour chaque usine à l'intérieur du site à laquelle s'appliquent les spécifications énoncées au paragraphe 9, mêmes renseignements que ceux qui sont requis au titre des alinéas a) à c) du paragraphe 7;

d) Pour chaque produit chimique du tableau 3 fabriqué à des fins d'armes chimiques :

i) Nom chimique, dénomination commune ou commerciale employée au site d'usines à des fins de fabrication d'armes chimiques, formule développée et numéro de fichier du Chemical Abstracts Service, s'il a été attribué;

ii) Dates de fabrication du produit chimique et quantité fabriquée;

iii) Emplacement où le produit chimique a été livré et produit final qui y a été fabriqué, s'il est connu.

Renseignements à transmettre aux Etats parties

11. La liste des sites d'usines déclarés au titre de la présente section, ainsi que les renseignements fournis conformément au paragraphe 6, aux alinéas a) et c) du paragraphe 7, à l'alinéa a) du paragraphe 8, et au paragraphe 10, sont transmis par le Secrétariat technique aux Etats parties qui en font la demande.

B. VERIFICATION

Dispositions générales

12. La vérification prévue au paragraphe 5 de l'article VI est effectuée au moyen d'inspections sur place sur les sites d'usines déclarés qui ont fabriqué globalement, au cours de l'année civile écoulée, ou qui, selon les prévisions, fabriqueront globalement au cours de l'année civile suivante, plus de 200 tonnes de produits chimiques du tableau 3 quels qu'ils soient, au-delà du seuil de déclaration de 30 tonnes.

13. Le budget-programme de l'Organisation que la Conférence adopte conformément au paragraphe 21, alinéa a), de l'article VIII comprend, à titre d'élément distinct, un budget-programme pour les activités de vérification effectuées au titre de la présente section, qui tient compte des dispositions du paragraphe 13 de la septième partie de la présente Annexe.

14. Au titre de la présente section, le Secrétariat technique choisit de manière aléatoire les sites d'usines à inspecter en utilisant des mécanismes appropriés, notamment des programmes informatiques spécialement conçus à cet effet, et se fonde sur les facteurs de pondération suivants :

a) Répartition géographique équitable des inspections;

b) Renseignements dont le Secrétariat technique dispose sur les sites d'usines déclarés, notamment sur le produit chimique considéré, sur les caractéristiques du site d'usines et sur la nature des activités qui y sont menées.

15. Aucun site d'usines ne reçoit plus de deux inspections par an aux termes de la présente section. Toutefois, cette disposition ne limite pas le nombre des inspections effectuées conformément à l'article IX.

16. Lorsqu'il choisit les sites d'usines à inspecter conformément à la présente section, le Secrétariat technique prend en considération la limite suivante pour établir le nombre combiné d'inspections que chaque Etat partie est tenu de recevoir par année civile conformément à la présente partie et à la neuvième partie de la présente Annexe. Ce nombre ne doit pas dépasser celui des chiffres ci-après qui est le moins élevé : trois plus 5 % du nombre total des sites d'usines que l'Etat partie a déclarés conformément à la présente partie et à la neuvième partie de la présente Annexe, ou 20 inspections.

Objectifs de l'inspection

17. D'une manière générale, l'inspéction des sites d'usines déclarés conformément à la section A a pour but de vérifier que les activités de ces sites concordent avec les renseignements fournis dans les déclarations. L'inspection vise plus spécialement à vérifier l'absence de tout produit chimique du tableau 1, en particulier de la fabrication d'un tel produit, sauf si elle est conforme aux dispositions de la sixième partie de la présente Annexe.

Procédures d'inspection

18. Les inspections sont effectuées conformément aux principes directeurs convenus, aux autres dispositions pertinentes de la présente Annexe et de l'Annexe sur la confidentialité, ainsi qu'aux paragraphes 19 à 25 ci-après.

19. Il n'est pas établi d'accord d'installation à moins que l'Etat partie inspecté n'en fasse la demande.

20. L'inspection porte sur l'usine (les usines) liée(s) à un produit chimique du tableau 3 que l'Etat partie a déclarée(s) à l'intérieur du site d'usines déclaré. Si l'équipe demande, conformément au paragraphe 51 de la deuxième partie de la présente Annexe, qu'il lui soit donné accès à d'autres parties du site d'usines afin de lever des ambiguïtés, l'étendue de l'accès à ces parties est déterminée d'un commun accord entre l'équipe et l'Etat partie inspecté.

21. L'équipe d'inspection peut avoir accès aux relevés lorsqu'elle convient avec l'Etat partie inspecté que cet accès facilitera la réalisation des objectifs de l'inspection.

22. Des échantillons peuvent être prélevés et analysés sur place afin de vérifier l'absence de produits chimiques inscrits non déclarés. Si des ambiguïtés demeurent, les échantillons peuvent être analysés dans un laboratoire désigné hors site sous réserve de l'accord de l'Etat partie inspecté.

23. L'inspection des zones peut porter notamment sur :

a) Les zones où les matières de base chimiques (les substances chimiques entrant dans une réaction) sont livrées ou stockées;

b) Les zones où les substances chimiques entrant dans une réaction sont manipulées avant d'être introduites dans le réacteur;

c) Selon qu'il conviendra, les conduites d'alimentation entre les zones visées à l'alinéa a) ou b) et les réacteurs, ainsi que les soupapes et débitmètres associés, etc.;

d) L'aspect extérieur des réacteurs et du matériel auxiliaire;

e) Les conduites allant des réacteurs à un point de stockage à long ou à court terme ou à un matériel de traitement ultérieur des produits chimiques du tableau 3 déclarés;

f) Le matériel de commande associé à l'un quelconque des éléments énumérés aux alinéas a) à e);

g) Le matériel et les zones de manipulation des déchets et effluents;

h) Le matériel et les zones d'élimination des produits chimiques non conformes.

24. L'inspection ne dure pas plus de 24 heures; toutefois, l'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté peuvent convenir de la prolonger.

Notification des inspections

25. Le Secrétariat technique notifie l'inspection à l'Etat partie au moins 120 heures avant l'arrivée de l'équipe d'inspection sur le site d'usines à inspecter.

C. TRANSFERTS A DES ETATS QUI NE SONT PAS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION

26. Lorsque des produits chimiques du tableau 3 sont transférés à des Etats qui ne sont pas parties à la présente Convention, chacun des Etats parties prend les mesures nécessaires pour s'assurer que les produits chimiques ainsi transférés ne seront utilisés qu'à des fins non interdites par la Convention. L'Etat partie demande notamment à l'Etat destinataire de lui fournir un certificat indiquant, pour ce qui est des produits chimiques transférés :

a) Qu'ils ne seront utilisés qu'à des fins non interdites par la Convention;

b) Qu'ils ne feront pas l'objet de nouveaux transferts;

c) Quels en sont le type et la quantité;

d) Quelle(s) en est (sont) l'(les) utilisation(s) finale(s);

e) Quels sont le nom et l'adresse de l'(des) utilisateur(s) final(s).

27. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la Conférence examine la question de savoir s'il faut adopter d'autres mesures touchant les transferts de produits chimiques du tableau 3 aux Etats qui ne sont pas parties à la Convention.

NEUVIEME PARTIE

ACTIVITES NON INTERDITES PAR LA CONVENTION MENEES CONFORMEMENT A L'ARTICLE VI

REGIME APPLICABLE AUX AUTRES INSTALLATIONS DE FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES

A. DECLARATIONS

Liste des autres installations de fabrication de produits chimiques

1. La déclaration initiale que présente chaque Etat partie conformément au paragraphe 7 de l'article VI comprend une liste de tous les sites d'usines qui :

a) Au cours de l'année civile écoulée, ont fabriqué par synthèse plus de 200 tonnes de produits chimiques organiques définis qui ne sont pas inscrits à un tableau;

b) Comportent une ou plusieurs usines qui, au cours de l'année civile écoulée, ont fabriqué par synthèse plus de 30 tonnes d'un produit chimique organique défini qui n'est pas inscrit à un tableau et contient les éléments phosphore, soufre ou fluor (ci-après dénommés "usine PSF" et "produit PSF").

2. La liste des autres installations de fabrication de produits chimiques qui doit être présentée conformément aux dispositions du paragraphe 1 ne comprend pas les sites d'usines qui fabriquent exclusivement des explosifs ou des hydrocarbures.

3. Chaque Etat partie présente la liste des autres installations de fabrication de produits chimiques visées au paragraphe 1 au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, en même temps que sa déclaration initiale. Il met cette liste à jour en fournissant les renseignements nécessaires au plus tard 90 jours après le début de chaque année civile suivante.

4. La liste des autres installations de fabrication de produits chimiques à présenter conformément au paragraphe 1 contient les renseignements suivants pour chaque site d'usines :

a) Nom du site d'usines et du propriétaire, de la société ou de l'entreprise qui le gère;

b) Emplacement précis du site d'usines, y compris son adresse;

c) Principales activités du site;

d) Nombre approximatif d'usines sur le site qui fabriquent des produits chimiques tels que spécifiés au paragraphe 1.

5. En ce qui concerne les sites d'usines énumérés conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1, la liste contient aussi des renseignements sur la quantité globale approximative de produits chimiques organiques définis non inscrits qui ont été fabriqués au cours de l'année civile écoulée. Cette quantité est

indiquée dans les fourchettes suivantes : moins de 1 000 tonnes, de 1 000 à 10 000 tonnes, et plus de 10 000 tonnes.

6. En ce qui concerne les sites d'usines énumérés conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1, la liste précise aussi le nombre d'usines PSF que comporte le site et fournit des renseignements sur la quantité globale approximative de produits PSF fabriqués par chacune de ces usines au cours de l'année civile écoulée. Cette quantité est indiquée dans les fourchettes suivantes : moins de 200 tonnes, de 200 à 1 000 tonnes, de 1 000 à 10 000 tonnes, et plus de 10 000 tonnes.

Assistance fournie par le Secrétariat technique

7. Si, pour des raisons administratives, l'Etat partie juge nécessaire de demander une assistance pour établir la liste des autres installations de fabrication de produits chimiques visées au paragraphe 1, il peut demander au Secrétariat technique de la lui fournir. Les doutes quant à l'exhaustivité de la liste sont réglés ensuite par la voie de consultations entre l'Etat partie et le Secrétariat technique.

Renseignements à transmettre aux Etats parties

8. La liste des autres installations de fabrication de produits chimiques qui est présentée conformément au paragraphe 1, ainsi que les renseignements fournis conformément au paragraphe 4, sont transmis par le Secrétariat technique aux Etats parties qui en font la demande.

B. VERIFICATION

Dispositions générales

9. Sous réserve des dispositions de la section C, la vérification prévue au paragraphe 6 de l'article VI est effectuée au moyen d'une inspection sur place :

a) Sur les sites d'usines énumérés conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1;

b) Sur les sites d'usines énumérés conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1 qui comportent une ou plusieurs usines PSF ayant fabriqué plus de 200 tonnes de produits PSF au cours de l'année civile écoulée.

10. Le budget-programme de l'Organisation que la Conférence adopte conformément au paragraphe 21, alinéa a), de l'article VIII comprend, à titre d'élément distinct, un budget-programme pour les activités de vérification effectuées au titre de la présente section dès la mise en application des dispositions de celle-ci.

11. Au titre de la présente section, le Secrétariat technique choisit de manière aléatoire les sites d'usines à inspecter en utilisant des mécanismes appropriés, notamment des programmes informatiques spécialement conçus à cet effet, et se fonde sur les facteurs de pondération suivants :

a) Répartition géographique équitable des inspections;

b) Renseignements dont le Secrétariat technique dispose sur les sites d'usines figurant sur la liste, notamment sur les caractéristiques du site et sur la nature des activités qui y sont menées;

c) Propositions faites par les Etats parties sur une base à convenir, conformément au paragraphe 25.

12. Aucun site d'usines ne reçoit plus de deux inspections par an aux termes de la présente section. Toutefois, cette disposition ne limite pas le nombre des inspections effectuées conformément à l'article IX.

13. Lorsqu'il choisit les sites d'usines à inspecter conformément à la présente section, le Secrétariat technique prend en considération la limite suivante pour établir le nombre combiné d'inspections que chaque Etat partie est tenu de recevoir par année civile conformément à la présente partie et à la huitième partie de la présente Annexe. Ce nombre ne doit pas dépasser celui des chiffres ci-après qui est le moins élevé : trois plus 5 % du nombre total de sites d'usines que l'Etat partie a déclarés conformément à la présente partie et à la huitième partie de la présente Annexe, ou 20 inspections.

Objectifs de l'inspection

14. D'une manière générale, l'inspection des sites d'usines figurant sur la liste visée à la section A a pour but de vérifier que les activités de ces sites concordent avec les renseignements fournis dans les déclarations. L'inspection vise plus spécialement à vérifier l'absence de tout produit chimique du tableau 1, en particulier de la fabrication d'un tel produit, sauf si elle est conforme aux dispositions de la sixième partie de la présente Annexe.

Procédures d'inspection

15. Les inspections sont effectuées conformément aux principes directeurs convenus, aux autres dispositions pertinentes de la présente Annexe et de l'Annexe sur la confidentialité, ainsi qu'aux paragraphes 16 à 20 ci-après.

16. Il n'est pas établi d'accord d'installation à moins que l'Etat partie inspecté n'en fasse la demande.

17. L'inspection d'un site d'usines choisi pour être inspecté porte sur l'usine (les usines) qui fabrique(nt) les produits chimiques spécifiés au paragraphe 1, en particulier sur les usines PSF figurant sur la liste conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1. L'Etat partie inspecté a le droit de réglementer l'accès auxdites usines conformément aux dispositions de la section C de la dixième partie de la présente Annexe. Si l'équipe d'inspection demande, conformément au paragraphe 51 de la deuxième partie de la présente Annexe, qu'il lui soit donné accès à d'autres parties du site d'usines afin de lever des ambiguïtés, l'étendue de l'accès à ces zones est déterminée d'un commun accord entre l'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté.

18. L'équipe d'inspection peut avoir accès aux relevés lorsqu'elle convient avec l'Etat partie inspecté qu'un tel accès facilitera la réalisation des objectifs de l'inspection.

19. Des échantillons peuvent être prélevés et analysés sur place afin de vérifier l'absence de produits chimiques inscrits non déclarés. Si des ambiguïtés demeurent, les échantillons peuvent être analysés dans un laboratoire désigné hors site, sous réserve de l'accord de l'Etat partie inspecté.

20. L'inspection ne dure pas plus de 24 heures; toutefois, l'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté peuvent convenir de la prolonger.

Notification des inspections

21. Le Secrétariat technique notifie l'inspection à l'Etat partie au moins 120 heures avant l'arrivée de l'équipe d'inspection sur le site d'usines à inspecter.

C. APPLICATION ET EXAMEN DE LA SECTION B

Application

22. Les dispositions de la section B s'appliquent dès le début de la quatrième année qui suit l'entrée en vigueur de la présente Convention à moins que la Conférence n'en décide autrement à la session ordinaire qu'elle tiendra la troisième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention.

23. Pour la session ordinaire que la Conférence tiendra la troisième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention, le Directeur général établira un rapport exposant l'expérience acquise par le Secrétariat technique en ce qui concerne l'application des dispositions des septième et huitième parties de la présente Annexe ainsi que de la section A de la présente partie.

24. A la session ordinaire qu'elle tiendra la troisième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention, la Conférence, en se fondant sur un rapport du Directeur général, pourra aussi décider de répartir les ressources disponibles pour la vérification effectuée conformément aux dispositions de la section B entre les usines PSF et les autres installations de fabrication de produits chimiques. Dans le cas contraire, la répartition sera laissée aux soins du Secrétariat technique et viendra s'ajouter aux facteurs de pondération visés au paragraphe 11.

25. A la session ordinaire qu'elle tiendra la troisième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention, la Conférence, sur avis du Conseil exécutif, décidera de la base - régionale, par exemple - sur laquelle les propositions des Etats parties relatives aux inspections doivent être présentées pour être comptées au nombre des facteurs de pondération considérés dans le processus de sélection visé au paragraphe 11.

Examen

26. A la première session extraordinaire de la Conférence convoquée conformément au paragraphe 22 de l'article VIII, les dispositions de la présente partie de l'Annexe sur la vérification seront revues dans le cadre d'un examen approfondi de l'ensemble du régime de vérification applicable à l'industrie chimique (art. VI, septième à neuvième parties de la présente Annexe) et à la lumière de l'expérience acquise. La Conférence fera ensuite des recommandations afin d'améliorer l'efficacité du régime de vérification.

DIXIEME PARTIE

INSPECTIONS PAR MISE EN DEMEURE EFFECTUEES CONFORMEMENT A L'ARTICLE IX

A. DESIGNATION ET SELECTION DES INSPECTEURS ET DES ASSISTANTS D'INSPECTION

1. Les inspections par mise en demeure visées à l'article IX sont effectuées uniquement par les inspecteurs et les assistants d'inspection spécialement désignés pour cette fonction. En vue de leur désignation conformément à l'article IX, le Directeur général établit une liste d'inspecteurs et d'assistants d'inspection proposés en les choisissant parmi ceux qui sont employés pour les activités d'inspection de routine. Cette liste comprend un nombre suffisamment grand d'inspecteurs et d'assistants d'inspection ayant les qualifications, l'expérience, les compétences et la formation nécessaires, pour offrir la possibilité de désigner les inspecteurs en fonction de leur disponibilité et de la nécessité d'assurer leur rotation. Il est aussi tenu dûment compte de l'importance que revêt une représentation géographique aussi large que possible. La désignation des inspecteurs et des assistants d'inspection se déroule conformément aux procédures prévues à la section A de la deuxième partie de la présente Annexe.

2. Le Directeur général détermine le nombre de personnes composant l'équipe d'inspection et en choisit les membres eu égard aux circonstances de la demande considérée. Le nombre des personnes composant l'équipe d'inspection est limité au minimum nécessaire à la bonne exécution du mandat d'inspection. Aucun ressortissant de l'Etat partie requérant ou de l'Etat partie inspecté n'est membre de l'équipe d'inspection.

B. ACTIVITES PRECEDANT L'INSPECTION

3. Avant de présenter une demande d'inspection par mise en demeure, l'Etat partie peut chercher à obtenir du Directeur général confirmation que le Secrétariat technique est en mesure de donner une suite immédiate à cette demande. Si le Directeur général ne peut pas apporter cette confirmation dans l'immédiat, il le fait dès que possible, selon l'ordre des demandes de confirmation. Il tient en outre l'Etat partie informé du moment où il sera sans doute possible de donner une suite immédiate à la demande d'inspection. Si le Directeur général constate qu'il n'est plus possible de donner suite en temps voulu aux demandes, il peut demander au Conseil exécutif de prendre les mesures qui s'imposent pour éviter de telles difficultés à l'avenir.

<u>Notification</u>

4. La demande d'inspection par mise en demeure à présenter au Conseil exécutif et au Directeur général contient au moins les renseignements suivants :

a) Etat partie à inspecter et, le cas échéant, Etat hôte;

b) Point d'entrée à utiliser;

c) Dimension du site d'inspection et type de site;

d) Motif de préoccupation quant à un non-respect éventuel de la présente Convention, y compris des précisions sur les dispositions pertinentes de la Convention à propos desquelles la préoccupation s'est manifestée, sur la nature et les circonstances du non-respect éventuel de la Convention, ainsi que sur toute information pertinente à l'origine de la préoccupation;

e) Nom de l'observateur de l'Etat partie requérant.

L'Etat partie requérant peut soumettre tous renseignements supplémentaires qu'il jugerait nécessaires.

5. Le Directeur général accuse à l'Etat partie requérant réception de sa demande dans un délai d'une heure.

6. L'Etat partie requérant notifie au Directeur général l'emplacement du site d'inspection en temps voulu pour que le Directeur général soit à même de transmettre cette information à l'Etat partie inspecté au moins 12 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée.

7. L'Etat partie requérant désigne le site d'inspection avec autant de précision que possible en fournissant un schéma du site rapporté à un point de référence et comportant des coordonnées géographiques définies si possible à la seconde près. L'Etat partie requérant fournit également, s'il le peut, une carte comportant une indication générale du site d'inspection et un schéma délimitant avec autant de précision que possible le périmètre demandé du site à inspecter.

8. Le périmètre demandé :

a) Passe à une distance d'au moins 10 mètres à l'extérieur de tous bâtiments ou autres structures;

b) Ne traverse aucune enceinte de sécurité existante;

c) Passe à une distance d'au moins 10 mètres à l'extérieur de toutes enceintes de sécurité existantes que l'Etat partie requérant a l'intention d'inclure dans le périmètre demandé.

9. Si le périmètre demandé n'est pas conforme aux spécifications du paragraphe 8, l'équipe d'inspection le retrace de telle manière qu'il le soit.

10. Le Directeur général informe le Conseil exécutif de l'emplacement du site d'inspection, tel que spécifié conformément au paragraphe 7, au moins 12 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée.

11. En même temps qu'il en informe le Conseil exécutif, conformément au paragraphe 10, le Directeur général transmet à l'Etat partie inspecté la demande d'inspection, y compris l'indication de l'emplacement du site d'inspection, tel que spécifié conformément au paragraphe 7. Cette notification contient également les renseignements requis au paragraphe 32 de la deuxième partie de la présente Annexe.

12. Dès son arrivée au point d'entrée, l'équipe d'inspection informe l'Etat partie inspecté du mandat d'inspection.

Entrée sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat hôte

13. En application des paragraphes 13 à 18 de l'article IX, le Directeur général envoie dès que possible une équipe d'inspection après qu'une demande d'inspection a été reçue. L'équipe d'inspection arrive au point d'entrée spécifié dans la demande dans le minimum de temps possible et compatible avec les dispositions des paragraphes 10 et 11.

14. Si l'Etat partie inspecté accepte le périmètre demandé, celui-ci est désigné comme périmètre final aussitôt que possible, mais en aucun cas plus de 24 heures après l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée. L'Etat partie inspecté conduit l'équipe d'inspection au périmètre final du site d'inspection. Si l'Etat partie inspecté le juge nécessaire, le transport de l'équipe d'inspection peut commencer au plus tôt 12 heures avant l'expiration du délai fixé dans le présent paragraphe pour la désignation du périmètre final. En tout état de cause, le transport de l'équipe d'inspection s'achève au plus tard 36 heures après son arrivée au point d'entrée.

15. Les procédures prévues aux alinéas a) et b) s'appliquent à toutes les installations déclarées. (Aux fins de la présente partie, on entend par "installation déclarée" toute installation déclarée conformément aux articles III, IV et V. En ce qui concerne l'article VI, on entend par "installations déclarées" uniquement les installations déclarées conformément à la sixième partie de la présente Annexe, ainsi que les usines spécifiées dans les déclarations faites conformément au paragraphe 7 et à l'alinéa c) du paragraphe 10 de la septième partie ainsi qu'au paragraphe 7 et à l'alinéa c) du paragraphe 10 de la huitième partie de la présente Annexe.)

a) Si le périmètre demandé est compris dans le périmètre déclaré ou correspond à celui-ci, le périmètre déclaré est considéré comme étant le périmètre final. Celui-ci peut cependant, avec l'accord de l'Etat partie inspecté, être réduit afin de correspondre au périmètre demandé par l'Etat partie requérant.

b) L'Etat partie inspecté conduit l'équipe d'inspection au périmètre final dès que faire se peut, mais il s'assure que dans tous les cas l'équipe atteigne le périmètre au plus tard 24 heures après son arrivée au point d'entrée.

Détermination du périmètre final par le biais d'un périmètre alternatif

16. Au point d'entrée, si l'Etat partie inspecté ne peut pas accepter le périmètre demandé, il propose un périmètre alternatif aussitôt que possible, mais en aucun cas plus de 24 heures après l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée. S'il y a divergence d'opinions, l'Etat partie inspecté et l'équipe d'inspection engagent des négociations dans le but de parvenir à un accord sur le périmètre final.

17. Le périmètre alternatif doit être désigné avec autant de précision que possible conformément au paragraphe 8. Il inclut tout le périmètre demandé et doit en règle générale être étroitement lié à ce dernier, compte tenu des caractéristiques naturelles du terrain et des limites artificielles. Il doit normalement passer près de l'enceinte de sécurité entourant le site s'il en existe une. L'Etat partie inspecté doit chercher à établir une telle relation entre les périmètres en combinant au moins deux des éléments suivants :

a) Un périmètre alternatif délimitant une surface qui n'est pas sensiblement plus grande que celle que borne le périmètre demandé;

b) Un périmètre alternatif qui est à une distance courte et uniforme du périmètre demandé;

c) Au moins une partie du périmètre demandé est visible du périmètre alternatif.

18. Si l'équipe d'inspection accepte le périmètre alternatif, celui-ci devient le périmètre final et l'équipe d'inspection est conduite du point d'entrée à ce périmètre. Si l'Etat partie inspecté le juge nécessaire, le transport de l'équipe d'inspection peut commencer au plus tôt 12 heures avant l'expiration du délai fixé au paragraphe 16 pour proposer un périmètre alternatif. En tout état de cause, le transport de l'équipe d'inspection s'achève au plus tard 36 heures après l'arrivée de celle-ci au point d'entrée.

19. S'il n'est pas convenu d'un périmètre final, les négociations sont conclues aussitôt que possible, mais en aucun cas elles ne se poursuivent au-delà de 24 heures après l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée. Faute d'un accord, l'Etat partie inspecté conduit l'équipe d'inspection à un emplacement du périmètre alternatif. Si l'Etat partie inspecté le juge nécessaire, le transport de l'équipe d'inspection peut commencer au plus tôt 12 heures avant l'expiration du délai fixé au paragraphe 16 pour proposer un périmètre alternatif. En tout état de cause, le transport de l'équipe d'inspection s'achève au plus tard 36 heures après l'arrivée de celle-ci au point d'entrée.

20. Une fois sur les lieux, l'Etat partie inspecté donne sans tarder à l'équipe d'inspection accès au périmètre alternatif pour faciliter les négociations et un accord sur le périmètre final ainsi que l'accès à l'intérieur du périmètre final.

21. Faute d'un accord dans les 72 heures suivant l'arrivée de l'équipe d'inspection sur les lieux, le périmètre alternatif est désigné comme périmètre final.

Vérification de l'emplacement

22. Afin d'établir que le lieu où elle a été conduite correspond au site d'inspection spécifié par l'Etat partie requérant, l'équipe d'inspection a le droit d'utiliser un matériel de localisation approuvé et de le faire mettre en place selon ses instructions. L'équipe d'inspection peut vérifier sa position par référence à des points de repère locaux identifiés d'après des cartes. L'Etat partie inspecté l'aide dans cette tâche.

Verrouillage du site, surveillance des sorties

23. Au plus tard 12 heures après l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée, l'Etat partie inspecté commence à réunir des données d'information factuelles sur toute sortie de véhicules à tous les points du périmètre demandé par lesquels un véhicule servant au transport terrestre, aérien, fluvial ou maritime peut quitter le site. Il fournit ces données à l'équipe d'inspection dès l'arrivée de celle-ci au périmètre alternatif ou au périmètre final, quel que soit le premier atteint.

24. L'Etat partie inspecté peut s'acquitter de cette obligation en réunissant, à titre d'information factuelle, des registres de trafic, des photographies, des enregistrements vidéo ou des données établies à l'aide d'un matériel de recueil de preuves chimiques fourni par l'équipe d'inspection pour observer une telle activité de sortie. En lieu et place, il peut aussi autoriser un ou plusieurs membres de l'équipe d'inspection à établir des registres de trafic, à prendre des photographies, à réaliser des enregistrements vidéo du trafic aux sorties du site ou à utiliser du matériel de recueil de preuves chimiques en toute indépendance, ainsi qu'à se livrer à d'autres activités agréées avec l'équipe d'inspection.

25. Le verrouillage du site, par quoi on entend l'exécution des procédures de surveillance des sorties par l'équipe d'inspection, commence dès l'arrivée de l'équipe d'inspection au périmètre alternatif ou au périmètre final, quel que soit le premier atteint.

26. Ces procédures comprennent : l'identification des véhicules quittant le site, l'établissement de registres de trafic, la prise de photographies et la réalisation d'enregistrements vidéo par l'équipe d'inspection des sorties du site et du trafic aux sorties. L'équipe d'inspection a le droit de se rendre, sous escorte, en tout autre emplacement du périmètre afin de s'assurer qu'il n'y a pas d'autre activité de sortie.

27. Les procédures additionnelles retenues d'un commun accord entre l'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté pour les activités de surveillance des sorties peuvent inclure, entre autres :

a) L'utilisation de capteurs;

b) Le recours à un accès sélectif aléatoire;

c) L'analyse d'échantillons.

28. Toutes les activités de verrouillage du site et de surveillance des sorties se déroulent à l'intérieur d'une bande courant à l'extérieur du périmètre et dont la largeur, mesurée à partir du périmètre, ne dépasse pas 50 mètres.

29. L'équipe d'inspection a le droit d'inspecter, en se conformant aux dispositions relatives à l'accès réglementé, les véhicules quittant le site. L'Etat partie inspecté fait tout ce qui lui est raisonnablement possible pour démontrer à l'équipe d'inspection qu'un véhicule assujetti à l'inspection et auquel elle n'a pas pleinement accès n'est pas utilisé à des fins en rapport avec les préoccupations quant au non-respect éventuel de la Convention, exprimées dans la demande d'inspection.

30. Le personnel et les véhicules entrant sur le site ne sont pas soumis à inspection, non plus que le personnel et les véhicules privés transportant des passagers qui le quittent.

31. La mise en oeuvre des procédures ci-dessus peut se poursuivre tout au long de l'inspection, mais elle ne doit pas entraver ou retarder de façon déraisonnable le fonctionnement normal de l'installation.

Exposé d'information précédant l'inspection et plan d'inspection

32. Pour faciliter l'élaboration d'un plan d'inspection, l'Etat partie inspecté organise un exposé sur les questions de sécurité et de logistique à l'intention de l'équipe d'inspection, avant l'accès.

33. L'exposé d'information précédant l'inspection se déroule conformément au paragraphe 37 de la deuxième partie de la présente Annexe. Au cours de cet exposé, l'Etat partie inspecté peut indiquer à l'équipe d'inspection le matériel, la documentation ou les zones qu'il considère comme étant sensibles et sans rapport avec l'objectif de l'inspection par mise en demeure. En outre, le personnel responsable du site informe l'équipe de l'implantation et des autres caractéristiques pertinentes du site. L'équipe d'inspection est munie d'une carte ou d'un croquis à l'échelle indiquant toutes les structures et caractéristiques géographiques importantes du site. Elle est également informée du personnel et des relevés de l'installation qui sont disponibles.

34. Après l'exposé d'information, l'équipe d'inspection établit, sur la base des renseignements appropriés dont elle dispose, un plan d'inspection initial spécifiant les activités qu'elle doit effectuer, y compris les zones spécifiques du site auxquelles elle souhaite avoir accès. Le plan précise aussi si l'équipe d'inspection est divisée en sous-groupes. Il est mis à la disposition des représentants de l'Etat partie inspecté et du site d'inspection. Son exécution est conforme à ce que nécessitent les dispositions de la section C, y compris celles qui ont trait à l'accès et aux activités.

Activités de périmètre

35. Dès son arrivée au périmètre final ou au périmètre alternatif, quel que soit le premier atteint, l'équipe d'inspection a le droit de commencer immédiatement des activités de périmètre conformément aux procédures exposées dans la présente section, et de poursuivre ces activités jusqu'à l'achèvement de l'inspection par mise en demeure.

36. Dans le cadre des activités de périmètre, l'équipe d'inspection a le droit :

a) D'utiliser des instruments de surveillance conformément aux paragraphes 27 à 30 de la deuxième partie de la présente Annexe;

b) D'effectuer des prélèvements par essuyage et de prélever des échantillons d'air, de sol ou d'effluents;

c) De mener toutes activités supplémentaires qui pourraient être arrêtées entre elle et l'Etat partie inspecté.

37. L'équipe d'inspection peut mener les activités de périmètre à l'intérieur d'une bande courant à l'extérieur du périmètre et dont la largeur, mesurée à partir du périmètre, ne dépasse pas 50 mètres. Avec l'accord de l'Etat partie inspecté, l'équipe d'inspection peut également avoir accès à tout bâtiment ou toute structure situés à l'intérieur de la bande entourant le périmètre. Toute la surveillance directionnelle est orientée vers l'intérieur. Pour les installations déclarées, cette bande se trouve, au gré de l'Etat partie inspecté, à l'intérieur, à l'extérieur ou des deux côtés du périmètre déclaré.

C. CONDUITE DES INSPECTIONS

Règles générales

38. L'Etat partie inspecté donne accès à l'intérieur du périmètre demandé ainsi que du périmètre final, si celui-ci est différent du premier. Il négocie avec l'équipe d'inspection l'étendue et la nature de l'accès à un ou plusieurs endroits donnés situés à l'intérieur de ces périmètres, conformément aux dispositions relatives à l'accès réglementé.

39. L'Etat partie inspecté donne accès à l'intérieur du périmètre demandé dès que possible, mais en aucun cas plus de 108 heures après l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée, pour dissiper la préoccupation quant au non-respect éventuel de la Convention qui a été exprimée dans la demande d'inspection.

40. Sur demande de l'équipe d'inspection, l'Etat partie inspecté peut accorder un accès aérien au site d'inspection.

41. En satisfaisant à l'obligation de donner accès comme il est spécifié au paragraphe 38, l'Etat partie inspecté est tenu d'accorder l'accès le plus large possible compte tenu de toutes obligations constitutionnelles auxquelles il aurait à satisfaire en matière de droits de propriété ou en matière de perquisition et de saisie. L'Etat partie inspecté a le droit de prendre, conformément à l'accès réglementé, les mesures nécessaires en vue de protéger la sécurité nationale. Les dispositions du présent paragraphe ne peuvent être invoquées par l'Etat partie inspecté pour couvrir un manquement à son obligation de ne pas se livrer à des activités interdites par la Convention.

42. S'il ne donne pas pleinement accès à des lieux, à des activités ou à des informations, l'Etat partie inspecté est tenu de faire tout ce qui lui est raisonnablement possible pour fournir des moyens alternatifs de dissiper la préoccupation quant au non-respect éventuel de la Convention qui est à l'origine de l'inspection par mise en demeure.

43. A l'arrivée au périmètre final des installations déclarées conformément aux articles IV, V et VI, l'accès est donné à la suite de l'exposé d'information précédant l'inspection et de la discussion du plan d'inspection, qui se limitent au minimum nécessaire et ne durent en tout cas pas plus de trois heures. Pour les installations déclarées conformément au paragraphe 1, alinéa d) de l'article III, les négociations sont menées et l'accès réglementé débute au plus tard 12 heures après l'arrivée au périmètre final.

44. En effectuant l'inspection par mise en demeure conformément à la demande d'inspection, l'équipe d'inspection n'emploie que les méthodes nécessaires à l'obtention de faits pertinents suffisants pour dissiper la préoccupation quant au non-respect des dispositions de la Convention, et s'abstient d'activités sans rapport à cet égard. Elle rassemble les éléments factuels en rapport avec le non-respect éventuel de la Convention par l'Etat partie, mais ne cherche pas à se procurer d'éléments d'information qui sont manifestement sans rapport à cet égard, à moins que l'Etat partie inspecté ne le lui demande expressément. Aucun élément recueilli et jugé par la suite sans rapport avec les besoins de la cause n'est conservé.

45. L'équipe d'inspection est guidée par le principe selon lequel il convient qu'elle effectue l'inspection par mise en demeure de la façon la moins intrusive possible, compatible avec l'accomplissement de sa mission de manière efficace et dans les délais. Chaque fois que possible, elle commence par suivre les procédures les moins intrusives qu'elle juge acceptables et ne passe à des procédures plus intrusives que si elle l'estime nécessaire.

Accès réglementé

46. L'équipe d'inspection prend en considération les modifications qu'il est suggéré d'apporter au plan d'inspection et les propositions que peut faire l'Etat partie inspecté, à quelque stade que ce soit de l'inspection, y compris durant l'exposé d'information précédant l'inspection, pour protéger du matériel, des informations ou des zones sensibles sans rapport avec les armes chimiques.

47. L'Etat partie inspecté désigne les points d'accès à emprunter pour pénétrer à l'intérieur du périmètre et pour en sortir. L'équipe d'inspection et l'Etat partie inspecté négocient : l'étendue de l'accès à tout endroit ou tous endroits donnés à l'intérieur du périmètre demandé et du périmètre final, comme prévu au paragraphe 48; les activités d'inspection (dont le prélèvement d'échantillons) qu'effectuera l'équipe d'inspection; les activités qui incomberont à l'Etat partie inspecté; et les renseignements à fournir par l'Etat partie inspecté.

48. Conformément aux dispositions pertinentes de l'Annexe sur la confidentialité, l'Etat partie inspecté a le droit de prendre des mesures en vue de protéger des installations sensibles et d'empêcher la divulgation d'informations et de données confidentielles sans rapport avec les armes chimiques. Ces mesures peuvent consister notamment :

a) A retirer des bureaux des documents sensibles;

b) A recouvrir des panneaux d'affichage, des stocks et du matériel sensibles;

c) A recouvrir des pièces de matériel sensibles, comme des ordinateurs ou des systèmes électroniques;

d) A fermer la connexion des systèmes informatiques et à arrêter les dispositifs indicateurs de données;

e) A limiter l'analyse d'échantillons à la détermination de la présence ou de l'absence de produits chimiques inscrits aux tableaux 1, 2 et 3 ou de produits de dégradation pertinents;

f) A faire appel à des techniques d'accès sélectif aléatoire, les inspecteurs étant priés de fixer un pourcentage ou un nombre donné de bâtiments de leur choix pour les inspecter; le même principe peut s'appliquer à l'intérieur et au contenu de bâtiments sensibles;

g) Dans des cas exceptionnels, à ne permettre qu'à tel ou tel inspecteur d'accéder à certaines parties du site d'inspection.

49. L'Etat partie inspecté fait tout ce qui lui est raisonnablement possible pour démontrer à l'équipe d'inspection que tout objet, bâtiment, structure, conteneur ou véhicule auquel l'équipe d'inspection n'a pas eu pleinement accès ou qui été protégé conformément aux dispositions du paragraphe 48, n'est pas utilisé à des fins en rapport avec les préoccupations quant au non-respect éventuel de la Convention exprimées dans la demande d'inspection.

50. Cela peut être accompli entre autres par l'enlèvement partiel d'une bâche ou d'une couverture de protection du milieu extérieur, au gré de l'Etat partie inspecté, au moyen d'un examen visuel de l'intérieur d'un espace clos effectué à partir de son entrée, ou par d'autres méthodes.

51. Les dispositions suivantes s'appliquent aux installations déclarées conformément aux articles IV, V et VI :

a) Pour les installations faisant l'objet d'accords d'installation, l'accès et les activités à l'intérieur du périmètre final sont assurés sans entrave dans les limites établies par les accords.

b) Pour les installations ne faisant pas l'objet d'accords d'installation, l'accès et les activités sont négociés conformément aux principes directeurs généraux concernant les inspections établis en application de la présente Convention.

c) Tout accès plus large que celui qui est accordé pour les inspections entreprises conformément aux articles IV, V et VI est régi par les procédures énoncées dans la présente section.

52. Les dispositions suivantes s'appliquent aux installations déclarées conformément au paragraphe 1, alinéa d), de l'article III. Si l'Etat partie inspecté n'a pas donné pleinement accès à des zones ou à des structures sans rapport avec les armes chimiques, suivant les procédures énoncées aux paragraphes 47 et 48 de la présente section, il fait tout ce qui lui est raisonnablement possible pour démontrer à l'équipe d'inspection que ces zones ou ces structures ne sont pas utilisées à des fins en rapport avec les préoccupations quant au non-respect éventuel de la Convention exprimées dans la demande d'inspection.

Observateur

53. En application des dispositions du paragraphe 12 de l'article IX relatives à la participation d'un observateur à l'inspection par mise en demeure, l'Etat partie requérant assure la liaison avec le Secrétariat technique afin de coordonner l'arrivée de l'observateur au même point d'entrée que l'équipe d'inspection dans un délai raisonnable par rapport à l'arrivée de l'équipe.

54. L'observateur a le droit, tout au long de la période d'inspection, d'être en communication avec l'ambassade de l'Etat partie requérant située dans l'Etat partie inspecté ou dans l'Etat hôte, ou, en l'absence d'ambassade, avec l'Etat partie requérant lui-même. L'Etat partie inspecté fournit des moyens de communication à l'observateur.

55. L'observateur a le droit d'arriver au périmètre alternatif ou au périmètre final, quel que soit le premier atteint par l'équipe d'inspection, et d'avoir accès au site d'inspection tel qu'il est accordé par l'Etat partie

inspecté. L'observateur a le droit de faire des recommandations à l'équipe d'inspection, dont celle-ci tient compte dans la mesure où elle le juge approprié. Tout au long de l'inspection, l'équipe d'inspection tient l'observateur informé de la conduite de l'inspection et des constatations.

56. Durant toute la période passée dans le pays, l'Etat partie inspecté fournit, ou prend les mesures requises pour donner, à l'observateur les facilités nécessaires, tels que moyens de communication, services d'interprétation, moyens de locomotion, bureaux, logement, repas et soins médicaux. Tous les frais de séjour de l'observateur sur le territoire de l'Etat partie inspecté ou de l'Etat hôte sont à la charge de l'Etat partie requérant.

Durée de l'inspection

57. La période d'inspection ne dépasse pas 84 heures, sauf si elle est prolongée par accord avec l'Etat partie inspecté.

D. ACTIVITES POSTERIEURES A L'INSPECTION

Départ

58. Une fois accompli le processus postérieur à l'inspection sur le site d'inspection, l'équipe d'inspection et l'observateur de l'Etat partie requérant gagnent sans retard l'un des points d'entrée, et quittent le territoire de l'Etat partie inspecté le plus tôt possible.

Rapports

59. Le rapport d'inspection résume d'une manière générale les activités effectuées et les faits constatés par l'équipe d'inspection, en particulier en ce qui concerne les préoccupations quant au non-respect éventuel de la Convention exprimées dans la demande d'inspection par mise en demeure, et se limite aux informations directement en rapport avec la Convention. Il contient aussi une évaluation par l'équipe d'inspection du degré et de la nature de l'accès et de la coopération accordés aux inspecteurs et de la mesure dans laquelle il leur a été ainsi possible de remplir leur mandat. Des informations détaillées portant sur les préoccupations quant au non-respect éventuel de la convention, exprimées dans la demande d'inspection par mise en demeure, sont présentées dans un appendice du rapport final et sont conservées au Secrétariat technique avec les garanties appropriées pour protéger les informations sensibles.

60. Dans les 72 heures qui suivent leur retour à leur lieu de travail principal, les inspecteurs présentent un rapport d'inspection préliminaire au Directeur général, après avoir tenu compte, notamment, des dispositions du paragraphe 17 de l'Annexe sur la confidentialité. Le Directeur général transmet sans retard le rapport préliminaire à l'Etat partie requérant, à l'Etat partie inspecté et au Conseil exécutif.

61. Un projet de rapport final est mis à la disposition de l'Etat partie inspecté dans les 20 jours qui suivent l'achèvement de l'inspection par mise en demeure. L'Etat partie inspecté a le droit de désigner toutes informations et données sans rapport avec les armes chimiques qui, en raison de leur caractère confidentiel, ne devraient pas être selon lui diffusées en dehors du Secrétariat technique. Le Secrétariat technique examine les modifications que l'Etat partie inspecté propose d'apporter au projet de rapport final et les adopte comme il le juge à propos, lorsque cela est possible. Le rapport final est alors remis au Directeur général au plus tard 30 jours après l'achèvement de l'inspection afin d'être plus largement diffusé et examiné, conformément aux paragraphes 21 à 25 de l'article IX.

ONZIEME PARTIE

ENQUETES SUR DES ALLEGATIONS D'EMPLOI D'ARMES CHIMIQUES

A. DISPOSITIONS GENERALES

1. Les enquêtes sur des allégations d'emploi d'armes chimiques ou d'agents de lutte antiémeute en tant que moyens de guerre ouvertes en application de l'article IX ou X sont effectuées conformément à la présente Annexe et aux procédures détaillées qu'établira le Directeur général.

2. Les dispositions additionnelles ci-après portent sur les procédures spécifiques à suivre en cas d'allégation d'emploi d'armes chimiques.

B. ACTIVITES PRECEDANT L'INSPECTION

<u>Demande d'enquête</u>

3. La demande d'enquête sur une allégation d'emploi d'armes chimiques qui est présentée au Directeur général devrait contenir, dans toute la mesure possible, les renseignements suivants :

a) Etat partie sur le territoire duquel des armes chimiques auraient été employées;

b) Point d'entrée ou autres voies d'accès sûres qu'il est suggéré d'emprunter;

c) Emplacement et caractéristiques des zones où des armes chimiques auraient été employées;

d) Moment auquel des armes chimiques auraient été employées;

e) Types d'armes chimiques qui auraient été employés;

f) Ampleur de l'emploi qui aurait été fait d'armes chimiques;

g) Caractéristiques des produits chimiques toxiques qui ont pu être employés;

h) Effets sur les êtres humains, les animaux et la végétation;

i) Demande d'assistance spécifique, s'il y a lieu.

4. L'Etat partie qui a demandé l'enquête peut à tout moment fournir tous renseignements supplémentaires qu'il jugerait nécessaires.

<u>Notification</u>

5. Le Directeur général accuse immédiatement à l'Etat partie requérant réception de sa demande et en informe le Conseil exécutif et tous les Etats parties.

6. S'il y a lieu, le Directeur général informe l'Etat partie visé qu'une enquête a été demandée sur son territoire. Le Directeur général informe aussi d'autres Etats parties, s'il se peut qu'il soit nécessaire d'avoir accès à leur territoire au cours de l'enquête.

Affectation d'une équipe d'inspection

7. Le Directeur général dresse une liste d'experts qualifiés dont les connaissances dans un domaine particulier pourraient être nécessaires dans le cadre d'une enquête sur une allégation d'emploi d'armes chimiques et il tient cette liste constamment à jour. La liste en question est communiquée par écrit à chaque Etat partie au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur de la Convention et chaque fois qu'elle aura été modifiée. Tout expert qualifié dont le nom figure sur cette liste est considéré comme étant désigné à moins qu'un Etat partie, au plus tard 30 jours après réception de la liste, ne déclare par écrit son opposition.

8. Le Directeur général choisit le chef et les membres d'une équipe d'inspection parmi les inspecteurs et les assistants d'inspection déjà désignés pour les inspections par mise en demeure, en tenant compte des circonstances et de la nature particulière d'une demande donnée. En outre, des membres de l'équipe d'inspection peuvent être choisis sur la liste d'experts qualifiés lorsque, de l'avis du Directeur général, des connaissances spécialisées que n'ont pas les inspecteurs déjà désignés sont nécessaires pour mener à bien une enquête donnée.

9. Lors de l'exposé qu'il fait à l'équipe d'inspection, le Directeur général porte à sa connaissance tous renseignements supplémentaires qu'il aurait obtenus de l'Etat partie requérant ou qu'il tiendrait de quelque autre source, pour que l'inspection puisse être menée aussi efficacement et rapidement que possible.

Envoi sur place de l'équipe d'inspection

10. Dès réception d'une demande d'enquête sur une allégation d'emploi d'armes chimiques, le Directeur général, au moyen de contacts avec les Etats parties visés, demande que des arrangements soient pris pour assurer la réception à bon port de l'équipe et confirme ces arrangements.

11. Le Directeur général envoie l'équipe sur place dans les meilleurs délais, compte tenu de sa sécurité.

12. Si l'équipe d'inspection n'a pas été envoyée sur place dans les 24 heures qui suivent la réception de la demande, le Directeur général informe le Conseil exécutif et les Etats parties visés des raisons de ce retard.

Exposés d'information

13. L'équipe d'inspection a le droit de recevoir un exposé d'information de la part des représentants de l'Etat partie inspecté à son arrivée et à tout moment pendant l'inspection.

14. Avant le début de l'inspection, l'équipe établit un plan d'inspection qui sert, entre autres, de base pour les arrangements relatifs à la logistique et à la sécurité. Le plan d'inspection est mis à jour selon que de besoin.

C. CONDUITE DES INSPECTIONS

Accès

15. L'équipe d'inspection a le droit d'accéder sans exception à toutes zones susceptibles d'être atteintes par l'emploi qui aurait été fait d'armes chimiques. Elle a également le droit d'accéder aux hôpitaux, aux camps de réfugiés et aux autres lieux qu'elle juge pertinents pour enquêter efficacement sur l'allégation d'emploi d'armes chimiques. Pour obtenir un tel accès, l'équipe d'inspection consulte l'Etat partie inspecté.

Echantillonnage

16. L'équipe d'inspection a le droit de prélever des échantillons, dont le type et la quantité seront ceux qu'elle estime nécessaires. Si l'équipe d'inspection le juge nécessaire, et si elle en fait la demande à l'Etat partie inspecté, celui-ci aide à l'échantillonnage sous la supervision d'inspecteurs ou d'assistants d'inspection. L'Etat partie inspecté autorise également le prélèvement d'échantillons témoins appropriés dans les zones avoisinant le lieu où des armes chimiques auraient été employées et dans d'autres zones, selon ce que demande l'équipe d'inspection, et il coopère à l'opération.

17. Les échantillons qui revêtent une importance pour une enquête sur une allégation d'emploi comprennent les échantillons de produits chimiques toxiques, de munitions et de dispositifs, de restes de munitions et de dispositifs, les échantillons prélevés dans l'environnement (air, sol, végétation, eau, neige, etc.) et les échantillons biomédicaux prélevés sur des êtres humains ou des animaux (sang, urine, excréments, tissus, etc.).

18. S'il n'est pas possible de prélever des échantillons en double et si l'analyse est effectuée dans des laboratoires hors site, tout échantillon restant est rendu à l'Etat partie inspecté, si celui-ci le demande, une fois les analyses faites.

Extension du site d'inspection

19. Si, au cours d'une inspection, l'équipe d'inspection juge nécessaire d'étendre son enquête à un Etat partie voisin, le Directeur général avise cet Etat qu'il est nécessaire d'avoir accès à son territoire, lui demande de prendre des arrangements pour assurer la réception à bon port de l'équipe et confirme ces arrangements.

Prolongation de l'inspection

20. Si l'équipe d'inspection estime qu'il n'est pas possible de pénétrer sans danger dans une zone particulière intéressant l'enquête, l'Etat partie requérant en est informé immédiatement. Au besoin, la période d'inspection est prolongée jusqu'à ce qu'un accès sûr puisse être assuré et que l'équipe d'inspection ait achevé sa mission.

Entretiens

21. L'équipe d'inspection a le droit d'interroger et d'examiner des personnes susceptibles d'avoir été affectées par l'emploi qui aurait été fait d'armes chimiques. Elle a également le droit d'interroger des témoins oculaires de l'emploi qui aurait été fait d'armes chimiques, du personnel médical et d'autres personnes qui ont traité des individus susceptibles d'avoir été affectés par un tel emploi ou qui sont entrées en contact avec eux. L'équipe d'inspection a accès aux dossiers médicaux, s'ils sont disponibles, et est autorisée à participer s'il y a lieu à l'autopsie du corps de personnes susceptibles d'avoir été affectées par l'emploi qui aurait été fait d'armes chimiques.

D. RAPPORTS

Procédure

22. Au plus tard 24 heures après son arrivée sur le territoire de l'Etat partie inspecté, l'équipe d'inspection adresse un compte rendu de situation au Directeur général. Selon que de besoin, elle lui adresse en outre des rapports d'activité tout au long de l'enquête.

23. Au plus tard 72 heures après son retour à son lieu de travail principal, l'équipe d'inspection présente un rapport préliminaire au Directeur général. Le rapport final est remis à ce dernier au plus tard 30 jours après le retour de l'équipe d'inspection à son lieu de travail principal. Le Directeur général transmet sans retard le rapport préliminaire et le rapport final au Conseil exécutif et à tous les Etats parties.

Teneur

24. Le compte rendu de situation indique tout besoin urgent d'assistance et donne tous autres renseignements pertinents. Les rapports d'activité indiquent tout autre besoin d'assistance qui pourrait être identifié au cours de l'enquête.

25. Le rapport final résume les faits constatés au cours de l'inspection, en particulier s'agissant de l'allégation d'emploi citée dans la demande. En outre, tout rapport d'enquête sur une allégation d'emploi doit comprendre une description du processus d'enquête, avec indication des différentes étapes, en particulier eu égard :

a) Aux lieux et aux dates de prélèvement des échantillons et d'exécution d'analyses sur place;

b) Aux éléments de preuve, tels que les enregistrements d'entretiens, les résultats d'examens médicaux et d'analyses scientifiques, et les documents examinés par l'équipe d'inspection.

26. Si l'équipe d'inspection recueille dans le cadre de l'enquête - entre autres grâce à l'identification d'impuretés ou de toutes autres substances au cours de l'analyse en laboratoire des échantillons prélevés - des informations susceptibles de servir à déterminer l'origine de toutes armes chimiques qui auraient été utilisées, elle incorpore ces informations dans le rapport.

E. ETATS NON PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION

27. Si une allégation d'emploi d'armes chimiques implique un Etat qui n'est pas partie à la Convention ou concerne des lieux qui ne sont pas placés sous le contrôle d'un Etat partie, l'Organisation coopère étroitement avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Si la demande lui en est faite, l'Organisation met ses ressources à la disposition du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ANNEXE SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE ("ANNEXE SUR LA CONFIDENTIALITE")

TABLE DES MATIERES

Page

A. PRINCIPES GENERAUX DU TRAITEMENT DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE

1. L'obligation de protéger l'information confidentielle s'applique à la vérification des activités et des installations tant civiles que militaires. Conformément aux obligations générales énoncées à l'article VIII, l'Organisation :

a) N'exige que le minimum d'informations et de données nécessaire pour s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées par la présente Convention dans les délais et avec l'efficacité voulus;

b) Prend les mesures requises pour que les inspecteurs et les autres membres du personnel engagé par le Secrétariat technique possèdent les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité;

c) Elabore des accords et des règlements d'application des dispositions de la présente Convention et spécifie de façon aussi détaillée que possible les informations auxquelles un Etat partie doit lui donner accès.

2. Le Directeur général est responsable au premier chef de la protection de l'information confidentielle. Il établit un régime rigoureux pour le traitement de l'information confidentielle par le Secrétariat technique et se conforme en cela aux principes directeurs suivants :

a) L'information est considérée comme confidentielle si :

i) Elle est ainsi qualifiée par l'Etat partie d'où elle provient et auquel elle se rapporte; ou si

ii) Le Directeur général estime être fondé à craindre que sa diffusion non autorisée ne nuise à l'Etat partie qu'elle concerne ou aux mécanismes d'application de la présente Convention;

b) Toutes les données et tous les documents obtenus par le Secrétariat technique sont évalués par son service compétent afin d'établir s'ils contiennent des informations confidentielles. Les Etats parties reçoivent régulièrement communication des données dont ils ont besoin pour s'assurer que les autres Etats parties n'ont pas cessé de respecter la présente Convention. Ces données comprennent notamment :

i) Les déclarations et rapports initiaux et annuels présentés par les Etats parties en application des articles III, IV, V et VI, et conformément aux dispositions de l'Annexe sur la vérification;

ii) Les rapports d'ordre général sur les résultats et l'efficacité des activités de vérification;

iii) Les informations à fournir à tous les Etats parties conformément aux dispositions de la présente Convention;

c) Aucune information obtenue par l'Organisation dans le cadre de l'application de la présente Convention n'est publiée ni divulguée, si ce n'est comme suit:

i) La Conférence ou le Conseil exécutif décide de faire compiler et de rendre publiques des informations d'ordre général sur l'application de la présente Convention;

ii) L'Etat partie consent expressément à ce que des informations le concernant soient diffusées;

iii) L'Organisation ne diffuse d'informations classées confidentielles qu'au travers de procédures garantissant que leur diffusion est strictement conforme à ce que nécessite la présente Convention. Ces procédures sont examinées et approuvées par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII;

d) Le niveau de sensibilité des données ou des documents confidentiels doit être déterminé, suivant des critères uniformes, afin que l'information soit convenablement traitée et protégée. Il est adopté à cet effet un système de classification qui, compte tenu des travaux pertinents entrepris pour préparer la présente Convention, établit des critères clairs assurant l'inclusion d'une information dans la catégorie de confidentialité appropriée et la détermination d'une durée justifiée du statut d'information confidentielle. Tout en offrant la souplesse d'utilisation nécessaire, le système de classification protège les droits des Etats parties qui fournissent des informations confidentielles. Ce système de classification est examiné et approuvé par la Conférence, conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII;

e) L'information confidentielle est conservée en sécurité dans les locaux de l'Organisation. Certaines données ou certains documents peuvent également être conservés par l'autorité nationale de l'Etat partie. Les informations sensibles, notamment les photographies, les plans et d'autres documents, qui sont requises uniquement pour l'inspection d'une installation particulière, peuvent être conservées sous clé dans cette installation;

f) Dans toute la mesure compatible avec l'application efficace des dispositions de la présente Convention relatives à la vérification, l'information est traitée et stockée par le Secrétariat technique de façon à empêcher l'identification directe de l'installation qu'elle concerne;

g) L'information confidentielle retirée d'une installation est réduite au minimum nécessaire pour l'application efficace et en temps voulu des dispositions de la présente Convention relatives à la vérification;

h) L'accès à l'information confidentielle est réglementé conformément à sa classification. La diffusion de l'information confidentielle au sein de l'Organisation se fait strictement suivant le principe du besoin d'en connaître.

3. Le Directeur général fait rapport annuellement à la Conférence sur l'application par le Secrétariat technique du régime établi pour le traitement de l'information confidentielle.

4. Chaque Etat partie traite l'information reçue de l'Organisation selon le niveau de confidentialité retenu pour cette information. Il apporte sur

demande des précisions concernant le traitement de l'information que lui a communiquée l'Organisation.

B. EMPLOI ET CONDUITE DU PERSONNEL DU SECRETARIAT TECHNIQUE

5. Les conditions d'emploi du personnel sont de nature à assurer que l'accès à l'information confidentielle et son traitement sont conformes aux procédures arrêtées par le Directeur général en application de la section A.

6. Chaque poste du Secrétariat technique fait l'objet d'une définition d'emploi officielle spécifiant, s'il y a lieu, l'étendue de l'accès à l'information confidentielle qui est nécessaire pour exercer les fonctions considérées.

7. Le Directeur général, les inspecteurs et les autres membres du personnel, même après que leurs fonctions ont pris fin, ne divulguent à aucune personne non habilitée à les recevoir des informations confidentielles qui auraient été portées à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Ils ne communiquent à aucun Etat, organisme ou particulier extérieur au Secrétariat technique, des informations auxquelles ils auraient accès lors de leurs activités concernant l'un quelconque des Etats parties.

8. Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs ne demandent que les informations et les données qui leur sont nécessaires pour s'acquitter de leur mandat. Ils s'abstiennent de consigner de quelque manière que ce soit des informations recueillies incidemment et qui n'intéressent pas la vérification du respect de la présente Convention.

9. Les membres du personnel signent un engagement personnel de secret avec le Secrétariat technique, portant sur toute la période de leur emploi et sur les cinq années qui suivront.

10. Afin d'éviter des divulgations inopportunes, les impératifs de la sécurité et les sanctions auxquelles s'exposeraient les inspecteurs et les membres du personnel en cas de divulgations inopportunes sont dûment portés à leur connaissance et leur sont rappelés.

11. Au moins 30 jours avant qu'un employé ne soit autorisé à avoir accès à des informations confidentielles concernant des activités qui ont pour cadre le territoire ou tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un Etat partie, il est donné notification de l'autorisation envisagée à l'Etat partie visé. Pour ce qui est des inspecteurs, la notification de la désignation envisagée répond à cette exigence.

12. Lors de la notation des inspecteurs et de tous autres employés du Secrétariat technique, une attention particulière est portée à leur comportement en ce qui concerne la protection de l'information confidentielle.

C. MESURES PROPRES A PROTEGER LES INSTALLATIONS SENSIBLES ET A EMPECHER LA DIVULGATION DE DONNEES CONFIDENTIELLES LORS DES ACTIVITES DE VERIFICATION SUR PLACE

13. Les Etats parties peuvent prendre les mesures qu'ils estiment nécessaires pour protéger la confidentialité de l'information à condition qu'ils s'acquittent de leur obligation de démontrer, conformément aux articles

pertinents et à l'Annexe sur la vérification, qu'ils respectent la Convention. En recevant une inspection, l'Etat partie peut indiquer à l'équipe d'inspection le matériel, la documentation ou les zones qu'il considère comme étant sensibles et sans rapport avec le but de l'inspection.

14. Les équipes d'inspection sont guidées par le principe selon lequel il convient d'effectuer les inspections sur place de sorte que leurs objectifs soient atteints de la manière la moins intrusive possible dans les délais et avec l'efficacité voulus. Elles prennent en considération les propositions que pourraient leur faire l'Etat partie inspecté, à quelque stade que ce soit de l'inspection, pour protéger du matériel ou des informations sensibles sans rapport avec les armes chimiques.

15. Les équipes d'inspection observent strictement les dispositions des articles et des annexes pertinents régissant la conduite des inspections. Elles respectent pleinement les procédures visant à protéger les installations sensibles et à empêcher la divulgation de données confidentielles.

16. Lors de l'élaboration des arrangements et des accords d'installation, il est dûment tenu compte de la nécessité de protéger l'information confidentielle. Les accords sur les procédures d'inspection d'installations particulières contiennent également des arrangements spécifiques et détaillés concernant la détermination des zones de l'installation auxquelles les inspecteurs ont accès, la conservation d'informations confidentielles sur place, le champ de l'inspection dans les zones convenues, le prélèvement et l'analyse d'échantillons, l'accès aux relevés et l'utilisation d'instruments et de matériel de surveillance continue.

17. Le rapport qui est établi après chaque inspection ne contient que les faits pertinents pour le respect de la présente Convention. Il est utilisé conformément aux règles établies par l'Organisation en ce qui concerne le traitement de l'information confidentielle. En cas de nécessité, les informations figurant dans le rapport sont mises sous forme moins sensible avant d'être communiquées en dehors du Secrétariat technique et de l'Etat partie inspecté.

D. PROCEDURES A SUIVRE EN CAS DE MANQUEMENT OU D'ALLEGATION DE MANQUEMENT A LA CONFIDENTIALITE

18. Le Directeur général établit les procédures qui doivent être suivies en cas de manquement ou d'allégation de manquement à la confidentialité, compte tenu des recommandations qui sont examinées et approuvées par la Conférence conformément au paragraphe 21, alinéa i), de l'article VIII.

19. Le Directeur général veille au respect des engagements personnels de secret. Il ouvre sans tarder une enquête au cas où, selon lui, il y aurait suffisamment d'éléments indiquant un manquement aux obligations en matière de protection de l'information confidentielle. Il ouvre également une enquête sans tarder si une allégation de manquement à la confidentialité est faite par un Etat partie.

20. Le Directeur général applique les sanctions et les mesures disciplinaires qui s'imposent aux membres du personnel qui ont manqué à leurs obligations en matière de protection de l'information confidentielle. En cas de violation grave, le Directeur général peut lever l'immunité de juridiction.

21. Dans la mesure du possible, les Etats parties coopèrent avec le Directeur général et l'appuient dans ses enquêtes sur tout manquement ou toute allégation de manquement à la confidentialité, ainsi que lorsqu'il prend les mesures qui s'imposent s'il est établi qu'il y a eu manquement.

22. L'Organisation n'est pas tenue responsable au cas où des membres du Secrétariat technique manqueraient à la confidentialité.

23. Il est créé, en tant qu'organe subsidiaire de la Conférence, une "Commission pour le règlement des litiges relatifs à la confidentialité", qui est chargée d'examiner les affaires de manquement impliquant à la fois un Etat partie et l'Organisation. Les membres de cette commission sont nommés par la Conférence. Les dispositions concernant la composition et le mode de fonctionnement de cette commission sont arrêtées par la Conférence à sa première session.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΠΕΡΙ ΑΠΑΓΟΡΕΥΣΕΩΣ ΤΗΣ ΑΝΑΠΤΥΞΕΩΣ, ΠΑΡΑΓΩΓΗΣ, ΑΠΟΘΗΚΕΥΣΕΩΣ ΚΑΙ ΧΡΗΣΕΩΣ ΧΗΜΙΚΩΝ ΟΠΛΩΝ ΚΑΙ ΚΑΤΑΣΤΡΟΦΗΣ ΑΥΤΩΝ

93-05071 ΗΝΩΜΕΝΑ ΕΘΝΗ

1993

****

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Τα Κράτη-Συμβαλλόμενα Μέρη της παρούσης Συμβάσεως,

Διαπνεόμενα από την απόφαση όπως ενεργήσουν για την πραγμάτωση αποτελεσματικής προόδου προς την κατεύθυνση ενός γενικού και πλήρους αφοπλισμού υπό αυστηρό και αποτελεσματικό διεθνή έλεγχο, συμπεριλαμβανομένης και της απαγορεύσεως και εξαλείψεως των παντός τύπου όπλων μαζικής καταστροφής,

Επιθυμούντα όπως συμβάλλουν στην πραγματοποίηση των σκοπών και αρχών του Χάρτου των Ηνωμένων Εθνών,

Ανακαλούντα στη μνήμη ότι η Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών επανειλημμένως κατεδίκασε κάθε ενέργεια αντίθετη προς τις αρχές και τους σκοπούς του Πρωτοκόλλου περί απαγορεύσεως επί της εν πολέμω χρήσεως ασφυξιογόνων, δηλητηριωδών ή παρομοίων αερίων, ως και παντός βακτηριολογικού μέσου, το οποίο υπεγράφη στη Γενεύη την 17η Ιουνίου 1925 (πρωτόκολλο Γενεύης του 1925),

Αναγνωρίζοντα ότι η παρούσα Σύμβαση επαναβεβαιώνει τις αρχές και τους σκοπούς του Πρωτοκόλλου της Γενεύης του 1925 και της Συμβάσεως περί απαγορεύσεως της αναπτύξεως, παραγωγής και αποθηκεύσεως βακτηριολογικών (βιολογικών) και τοξινικών όπλων και περί καταστροφής αυτών, η οποία υπεγράφη στο Λονδίνο, τη Μόσχα και την Ουάσινγκτων την 10η Απριλίου 1972, ως και τις αναληφθείσες υποχρεώσεις δυνάμει των εν λόγω εγγράφων,

Αναμιμνησκόμενα του αντικειμενικού σκοπού ο οποίος διατυπώνεται

στο άρθρο 9 της Συμβάσεως περί απαγορεύσεως της αναπτύξεως, παραγωγής και αποθηκεύσεως βακτηριολογικών (βιολογικών) και τοξινικών όπλων και περί καταστροφής αυτών,

Αποφασισμένα, χάριν ολοκλήρου της ανθρωπότητος, όπως αποκλείσουν παντελώς την δυνατότητα χρησιμοποιήσεως των χημικών όπλων, χάρις στην εφαρμογή των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως, επεκτείνοντας κατ΄αυτό τον τρόπο τις αναληφθείσες υποχρεώσεις δυνάμει του Πρωτοκόλλου της Γενεύης του 1925,

Αναγνωρίζοντα την απαγόρευση χρησιμοποιήσεως φυτοπαθολογικών φαρμάκων ως μέσα πολέμου, όπως αυτή διατυπώνεται στις σχετικές Συμφωνίες και αρχές του Διεθνούς Δικαίου,

Θεωρούντα ότι τα επιτεύγματα στον τομέα της χημείας δέον όπως χρησιμοποιούνται αποκλειστικώς χάριν της ανθρωπότητος,

Επιθυμούντα όπως διευκολύνουν την ελεύθερη διακίνηση των χημικών προϊόντων, ως και τη συνεργασία μεταξύ χωρών και την ανταλλαγή, σε διεθνές επίπεδο, επιστημονικών και τεχνικών στοιχείων στον τομέα των χημικών δραστηριοτήτων για σκοπούς τους οποίους δεν απαγορεύει η παρούσα Σύμβαση, για το σκοπό της οικονομικής και τεχνολογικής αναπτύξεως όλων των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών,

Πεπεισμένα ότι η παντελής και αποτελεσματική απαγόρευση της αναπτύξεως, παραγωγής, αποκτήσεως, αποθηκεύσεως, διατηρήσεως, μεταφοράς και χρησιμοποιήσεως χημικών όπλων και η καταστροφή αυτών αποτελούν ένα σημαντικό βήμα προς την κατεύθυνση της πραγματοποιήσεως αυτών των αντικειμενικών σκοπών

Συνεφώνησαν τα κάτωθι:

ΑΡΘΡΟ ΠΡΩΤΟ: ΓΕΝΙΚΕΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ

1. ΄Εκαστο των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών της παρούσης Συμβά-

σεως αναλαμβάνει την υποχρέωση όπως ουδέποτε και εν ουδεμία περιπτώσει:

α) Αναπτύξει, κατασκευάσει, αποθηκεύσει ή άλλως αποκτήσει ή διατηρήσει χημικά όπλα, ή μεταβιβάσει προς οιονδήποτε λήπτη, αμέσως ή εμμέσως, χημικά όπλα,

β) Χρησιμοποιήσει χημικά όπλα,

γ) Διεξάγει παντός είδους προετοιμασίες στρατιωτικής φύσεως εν όψει χρήσεως χημικών όπλων,

δ) Βοηθήσει, ενθαρρύνει ή παρακινήσει οιονδήποτε, καθ΄οιονδήποτε τρόπο, να διεξάγει οιαδήποτε δραστηριότητα η οποία απαγορεύεται σε ένα Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δυνάμει της παρούσης Συμβάσεως.

2. ΄Εκαστο των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών αναλαμβάνει την υποχρέωση όπως καταστρέφει τα χημικά όπλα τα οποία έχει στην κυριότητα ή κατοχή αυτού ή ευρισκόμενα υπό την δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, συμφώνως προς τις διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως.

3. ΄Εκαστο των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών αναλαμβάνει την υποχρέωση όπως καταστρέφει όλα τα χημικά όπλα τα οποία έχει εγκαταλείψει στην επικράτεια ετέρου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, συμφώνως προς τις διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως.

4. ΄Εκαστο των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών αναλαμβάνει την υποχρέωση όπως καταστρέφει όλες τις εγκαταστάσεις κατασκευής χημικών όπλων, τις οποίες έχει στην κυριότητα ή κατοχή αυτού, ή ευρισκόμενες υπό την δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, συμφώνως προς τις διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως.

5. ΄Εκαστο των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών αναλαμβάνει την υποχρέωση όπως μη χρησιμοποιήσει μέσα καταστολής στάσης ως μέσα

πολέμου.

ΑΡΘΡΟ 2: ΟΡΙΣΜΟΙ ΚΑΙ ΚΡΙΤΗΡΙΑ

Για τους σκοπούς της παρούσης Συμβάσεως:

1. "Χημικά όπλα", σημαίνει το σύνολο ή έκαστο των κάτωθι στοιχείων:

α) Τα δηλητηριώδη/τοξικά χημικά προϊόντα και των προβαθμίδων αυτών, μη συμπεριλαμβανομένων των δηλητηριωδών/τοξικών χημικών προϊόντων τα οποία προορίζονται για σκοπούς οι οποίοι δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση, για όσο χρονικό διάστημα οι τύποι και ποσότητες αυτών είναι συμβατές με τέτοιους σκοπούς,

β) Τα πυρομαχικά και οι συσκευές που έχουν ειδικά σχεδιασθεί για να προκαλούν τον θάνατο ή άλλες βλάβες δια της τοξικής δράσεως των δηλητηριωδών/τοξικών χημικών προϊόντων τα οποία καθορίζονται στο εδάφιο (α), και απελευθερώνονται λόγω της χρήσεως αυτών των πυρομαχικών και συσκευών,

γ) Παν υλικό το οποίο έχει ειδικά σχεδιασθεί για να χρησιμοποιείται σε άμεση συνάρτηση με τη χρήση των πυρομαχικών και συσκευών που καθορίζονται στο εδάφιο (β).

2. "Δηλητηριώδη/τοξικά χημικά προϊόντα", σημαίνει:

Παν χημικό προϊόν το οποίο, δια της χημικής δράσεώς του επί των βιολογικών λειτουργιών, δύναται να προξενήσει στους ανθρώπους ή τα ζώα τον θάνατο, προσωρινή ανικανότητα ή μόνιμες βλάβες. Συμπεριλαμβάνονται όλα τα χημικά προϊόντα αυτού του τύπου, όποια και αν είναι η προέλευση ή ο τρόπος παραγωγής τους, είτε παράγονται σε εγκαταστάσεις είτε περιέχονται σε πυρομαχικά ή αλλού.

(Για τους σκοπούς της εφαρμογής της παρούσης Συμβάσεως, δηλητηριώδη/τοξικά χημικά προϊόντα τα οποία έχουν αναγνωρισθεί

ότι πρέπει να αποτελούν το αντικείμενο μέτρων επαληθεύσεως, απαριθμούνται στους πίνακες που περιλαμβάνει το Παράρτημα περί χημικών προϊόντων).

3. "Προβαθμίς", σημαίνει:

Παν χημικό αντιδραστήριο το οποίο εισέρχεται σε οιαδήποτε φάση κατά την παραγωγή δηλητηριώδους/τοξικού χημικού προϊόντος, όποια και αν είναι η χρησιμοποιούμενη μέθοδος. Συμπεριλαμβάνεται και παν συστατικό-κλείδα δυαδικού ή πολυσυνθέτου χημικού συστήματος.

(Για τους σκοπούς της εφαρμογής της παρούσης Συμβάσεως, προβαθμίδες οι οποίες έχουν αναγνωρισθεί ότι πρέπει να αποτελούν το αντικείμενο μέτρων επαληθεύσεως, απαριθμούνται στους πίνακες που περιλαμβάνει το Παράρτημα περί χημικών προϊόντων).

4. "Συστατικό-κλείδα δυαδικού ή πολυσυνθέτου χημικού συστήματος" (εφ΄εξής "συστατικό-κλείδα"), σημαίνει:

Την προβαθμίδα που διαδραματίζει τον σημαντικότερο ρόλο στον καθορισμό των τοξικών ιδιοτήτων του τελικού προϊόντος και αντιδρά ταχέως με άλλα χημικά προϊόντα εντός του δυαδικού ή πολυσυνθέτου χημικού συστήματος.

5. "Χημικά όπλα παλαιάς τεχνολογίας", σημαίνει:

α) Τα χημικά όπλα που κατασκευάσθηκαν προ του 1925, ή

β) Τα χημικά όπλα που κατασκευάσθηκαν κατά την περίοδο 1925-1946 και έχουν αλλοιωθεί σε σημείο που να μη δύνανται πλέον να χρησιμοποιηθούν ως χημικά όπλα.

6. "Εγκαταλελειμένα χημικά όπλα", σημαίνει:

Τα χημικά όπλα, συμπεριλαμβανομένων και των χημικών όπλων παλαιάς τεχνολογίας, τα οποία έχει εγκαταλείψει ένα Κράτος από 1ης Ιανουαρίου 1925 στην επικράτεια άλλου Κράτους χωρίς την

συγκατάθεση αυτού του τελευταίου.

7. "Μέσα καταστολής στάσης", σημαίνει:

Παν χημικό προϊόν το οποίο δεν έχει καταχωρηθεί σε πίνακα και δύνανται να προξενήσει στους ανθρώπους, εντός συντόμου χρονικού διαστήματος, αισθητηριακό ερέθισμό ή σωματική ανικανότητα που αποκαθίσταται μετά παρέλευση μικρού χρονικού διαστήματος αφότου παύσει η έκθεση σε αυτό.

8. "Εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων":

α) Υποδηλώνει κάθε εξοπλισμό, ως και κάθε κτίριο που στεγάζει αυτόν τον εξοπλισμό, που σχεδιάσθηκε, ανοικοδομήθηκε ή χρησιμοποιήθηκε μετά την 1η Ιανουαρίου 1946:

ι) Για την παραγωγή χημικών προϊόντων κατά την φάση("τελική τεχνολογική φάση") που η ροή υλών περιέχει, όταν ο εξοπλισμός έχει τεθεί σε λειτουργία:

1) Χημικό προϊόν που αναγράφεται στον Πίνακα 1 του Προσαρτήματος περί χημικών προϊόντων, ή

2)΄Αλλο χημικό προϊόν το οποίο, στην επικράτεια του Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους ή σε άλλη περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο του Συμβαλομμένου Μέρους-Κράτους, δεν χρησιμοποιείται για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση σε ποσότητα που δεν υπερβαίνει τον ένα τόννο ετησίως, αλλά δύναται να χρησιμοποιηθεί για σκοπούς που αφορούν σε χημικά όπλα,

ή

ιι) Για την πλήρωση χημικών όπλων, συμπεριλαμβανομένης,μεταξύ άλλων: της πληρώσεως πυρομαχικών, συσκευών ή εξαρτημάτων αποθήκευσης χύδην, με χημικά προϊόντα που έχουν καταχωρηθεί στον Πίνακα 1' της πληρώσεως εξαρτημάτων αποθηκεύσεως

που αποτελούν τμήμα πυρομαχικών και συναρμοσμένων δυαδικών οργάνων ή χημικών υποπυρομαχικών που αποτελούν τμήμα πυρομαχικών και συναρμοσμένων μονάδων-οργάνων, με χημικά προϊόντα· της πληρώσεως πυρομαχικών και συσκευών με τα αντίστοιχα εξαρτήματα αποθηκεύσεως και χημικά υποπυρομαχικά,

3) Δεν σημαίνει:

ι) Εγκατάσταση, της οποίας η ικανότητα συνθέσεως των χημικών προϊόντων που σκοπούνται από το εδάφιο α) δεν υπερβαίνει τον ένα τόννο,

ιι) Εγκατάσταση, στην οποία ένα εκ των χημικών προϊόντων που σκοπούνται από το εδάφιο α)ι), παράγεται ή έχει παραχθεί αναπόφευκτα ως υποπροϊόν δραστηριοτήτων, οι οποίες διεξάγονται για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση, υπό τον όρο η ποσότητα αυτού του υποπροϊόντος να μην υπερβαίνει το 3% της συνολικής ποσότητας του προϊόντος και η εγκατάσταση να υπόκειται σε δήλωση και επιθεώρηση δυνάμει του Προσαρτήματος περί εφαρμογής της Συμβάσεως και περί επαληθεύσεως (εφ'εξής "Παράρτημα περί επαληθεύσεως"),

ιιι) Την μοναδική μικρής κλίμακος εγκατάσταση, η οποία χρησιμεύει στην παραγωγή χημικών όπλων που έχουν καταχωρηθεί στον Πίνακα 1 για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση, η οποία σκοπείται από το Μέρος ΣΤ'του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

9. "Σκοποί που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση", σημαίνει:

α) Βιομηχανικούς, γεωργικούς, ερευνητικούς, ιατρικούς, φαρμακευτικούς ή άλλους ειρηνικούς σκοπούς,

β) Σκοπούς προστασίας, τους σκοπούς, δηλαδή, που σχετίζονται

άμεσα με την προστασία από δηλητηριώδη/τοξικά χημικά προϊόντα και την προστασία από χημικά όπλα,

γ) Στρατιωτικούς σκοπούς που δεν σχετίζονται με την χρήση χημικών όπλων και για τους οποίους δεν απαιτείται η χρήση, ως μέσου πολέμου, τοξικών ιδιοτήτων χημικών προϊόντων,

δ) Σκοπούς διατηρήσεως της δημοσίας τάξεως, συμπεριλαμβανομένης και της καταστολής στάσης στο εσωτερικό του Κράτους.

10. "Ικανότητα παραγωγής", σημαίνει:

Την ποσότητα συγκεκριμένου χημικού προϊόντος που δύναται, ενδεχομένως, να παραχθεί σε ετήσια βάση τη βοηθεία της τεχνικής μεθόδου που όντως χρησιμοποιεί ή σκοπεύει να χρησιμοποιήσει η σκοπούμενη εγκατάσταση, εάν η εν λόγω μέθοδος δεν είναι ακόμα επιχειρησιακή. Θεωρείται δε ότι ισούται προς την ονομαστική ικανότητα ή, εάν αυτή η τελευταία δεν είναι διαθέσιμη, προς την προβλεπόμενη ικανότητα.

"Ονομαστική ικανότητα", σημαίνει την ποσότητα προϊόντος που παράγεται υπό αριστοποιημένες συνθήκες για να παράγει η εγκατάσταση παραγωγής την μεγίστη δυνατή ποσότητα. Η εν λόγω ποσότητα καθορίζεται μετά από μία ή περισσότερες δοκιμές εκμετάλλευσης.

"Προβλεπόμενη ικανότητα", σημαίνει την στην πράξη παραγόμενη ποσότητα προϊόντος που αντιστοιχεί στην ποσότητα, η οποία έχει υπολογισθεί θεωρητικά.

11. "Οργανισμός", σημαίνει τον Οργανισμό για την απαγόρευση των χημικών όπλων, ο οποίος συστήνεται δυνάμει του άρθρου 8 της παρούσης Συμβάσεως.

12. Για τους σκοπούς του άρθρου 6:

α) "Παραγωγή" χημικού προϊόντος, σημαίνει την παραγωγή σώμα-

τος δια χημικής αντιδράσεως,

β) "Επεξεργασία" χημικού προϊόντος, σημαίνει φυσική εργασία, όπως η παρασκευή (PREPARATION), η εκχύλιση (EXTRACTION) και η κάθαρση (PURIFICATION), κατά την οποία το προϊόν δεν μεταβάλλεται σε άλλο χημικό είδος,

γ) "Ανάλωση"(CONSOMMATION) χημικού προϊόντος, σημαίνει την μεταβολή αυτού του σώματος,δια χημικής αντιδράσεως, σε άλλο χημικό είδος.

ΑΡΘΡΟ 3: ΔΗΛΩΣΕΙΣ

1. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα υποβάλει στον Οργανισμό, το αργότερο εντός 30ημέρου προθεσμίας από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, δηλώσεις στις οποίες:

α) Όσον αφορά τα χημικά όπλα:

ι) θα δηλώνει αν έχει στην κυριότητα ή κατοχή αυτού χημικά όπλα ή εάν σε περιοχές που υπόκεινται στην δικαιοδοσία του ή τον έλεγχό του, ευρίσκονται χημικά όπλα.

ιι) θα υποδεικνύει επακριβώς τον χώρο αποθηκεύσεως,την συνολική ποσότητα και την λεπτομερή απογραφή των χημικών όπλων που έχει στην κυριότητα ή κατοχή του, ή που ευρίσκονται σε περιοχές, οι οποίες υπόκεινται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, συμφώνως προς τις παραγράφους 1-3 του Μέρους Δ΄(Α) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως, εξαιρουμένων των χημικών όπλων που σκοπούνται από το ιιι),

ιιι) θα προσδιορίζει όλα τα χημικά όπλα που ευρίσκονται στην επικράτειά του και έχει στην κυριότητα ή κατοχή του ένα άλλο Κράτος,και που ευρίσκονται σε περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο άλλου Κράτους, συμφώνως

προς την παράγραφο 4 του Μέρους Δ΄(Α) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,

ιν) θα δηλώνει αν έχει μεταφέρει ή παραλάβει, άμεσα ή έμμεσα, χημικά όπλα από 1ης Ιανουαρίου 1946 και θα παρέχει όλα τα στοιχεία που αφορούν στην μεταφορά ή παραλαβή τέτοιου είδους όπλων, συμφώνως προς την παράγραφο 5 του Μέρους Ε΄(Α) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,

ν) θα υποβάλει το γενικό σχέδιο αυτού που θα αφορά στην καταστροφή των χημικών όπλων που έχει στην κυριότητα ή κατοχή του, ή που ευρίσκονται σε περιοχές που υπόκεινται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, συμφώνως προς την παράγραφο 6 του Μέρους Δ΄(Α) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,

β) Όσον αφορά τα παλαιά χημικά όπλα και τα εγκαταλελειμένα χημικά όπλα, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος:

ι) θα δηλώνει αν έχει στην επικράτειά του παλαιά χημικά όπλα και θα παρέχει όλες τις σχετικές πληροφορίες που έχει στην διάθεσή του, συμφώνως προς την παράγραφο 3 του Μέρους Δ΄(Β) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,

ιι) θα δηλώνει αν υπάρχουν στην επικράτειά του εγκαταλελειμένα χημικά όπλα και θα παρέχει όλες τις σχετικές πληροφορίες που έχει στην διάθεσή του, συμφώνως προς την παράγραφο 8 του Μέρους Δ΄(Β) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,

ιιι) θα δηλώνει αν έχει εγκαταλείψει χημικά όπλα στην επικράτεια άλλων Κρατών και θα παρέχει όλες τις σχετικές πληροφορίες που έχει στην διάθεσή του, συμφώνως προς την παράγραφο 10 του Μέρους Δ΄(Β) του Προσαρτήματος περί επα-

ληθεύσεως.

γ) Όσον αφορά τις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος:

ι) θα δηλώνει αν έχει ή είχε στην κυριότητα ή κατοχή του εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων, ή αν υπάρχει ή υπήρξε κατά το παρελθόν μια τέτοια εγκατάσταση σε περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, μετά την 1η Ιανουαρίου 1946,

ιι) θα παρέχει όλα τα στοιχεία που αφορούν σε όλες τις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που έχει ή είχε στην κυριότητα ή κατοχή του, ή που υπάρχουν ή υπήρξαν κατά το παρελθόν σε περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, μετά την 1η Ιανουαρίου 1946, συμφώνως προς την παράγραφο 1 του Μέρους Ε΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως, εκαιρουμένων των εγκαταστάσεων που σκοπούνται από το ιιι),

ιιι) θα αναφέρει όλες τις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που έχει ή είχε κατά το παρελθόν στην επικράτειά του, που έχει ή είχε κατά το παρελθόν στην κυριότητα και κατοχή του άλλο Κράτος και που ευρίσκεται ή ευρίσκετο κατά το παρελθόν σε περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο άλλου Κράτους, μετά την 1η Ιανουαρίου 1946, συμφώνως προς την παράγραφο 2 του Μέρους Ε΄ του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,

ιν) θα δηλώνει αν έχει μεταφέρει ή παραλάβει, άμεσα ή έμμεσα, εξοπλισμό παραγωγής χημικών όπλων, μετά την 1η Ιανουαρίου 1946, και θα παρέχει όλα τα στοιχεία που αφορούν στην μεταφορά ή παραλαβή τέτοιου είδους εξοπλισμού,

συμφώνως προς τις παραγράφους 3-5 του Μέρους Ε΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,

v) Θα υποβάλει το γενικό σχέδιό του καταστροφής όλων των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων που έχει στην κυριότητα ή κατοχή του, ή που ευρίσκονται σε περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, συμφώνως προς την παράγραφο 6 του Μέρους Ε΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,

vi)Θα καθορίζει όλα τα προς λήψη μέτρα για το κλείσιμο όλων των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων που έχει στην κυριότητα ή κατοχή του, ή που ευρίσκονται σε περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, συμφώνως προς την παράγραφο 1, εδάφιο ι), του Μέρους Ε΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,

vii)Θα υποβάλει το γενικό σχέδιό του περί προσωρινής μετατροπής εγκαταστάσεως παραγωγής χημικών όπλων που έχει στην κυριότητα ή κατοχή του, ή που ευρίσκεται σε περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, σε εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων, συμφώνως προς την παράγραφο 7 του Μέρους Ε΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,

δ) ΄Οσον αφορά τις λοιπές εγκαταστάσεις: Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα αναφέρει την ακριβή τοποθεσία, το είδος και το μέγεθος των δραστηριοτήτων όλων των εγκαταστάσεων που έχει στην κυριότητα ή κατοχή του, ή που ευρίσκονται σε περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, μετά την 1η Ιανουαρίου 1946, που σχεδιάσθηκαν, κατασκευάσθηκαν ή χρησιμοποιήθηκαν κυρίως για την παραγωγή χημικών όπλων. Η δήλωση δέον όπως περιλαμβάνει, μεταξύ άλλων, και όλα τα εργαστήρια, ως

και όλες τις τοποθεσίες στις οποίες διεξάγονται δοκιμές και εκτιμήσεις,

ε) Όσον αφορά τα μέσα καταστολής στάσης: το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα αναφέρει την επιστημονική/χημική ονομασία, τον αναλυτικό τύπο και, αν υπάρχει, τον αριθμό καταλόγου της CHEMICAL ABSTRACTS SERVICE (CAS) εκάστου χημικού προϊόντος που έχει στην κατοχή του για τους σκοπούς της καταστολής στάσης. Δοθείσης της περιπτώσεως, η εν λόγω δήλωση θα ανανεώνεται το αργότερο εντός 30 ημερών από της ημερομηνίας που όντως θα σημειωθεί κάποια αλλαγή.

2. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα είναι ελεύθερο να αποφασίσει εάν θα εφαρμόσει ή όχι τις διατάξεις του παρόντος άρθρου και τις οικείες διατάξεις του Μέρους Δ΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως, στα χημικά όπλα που ερρίφθησαν στην επικράτειά του προ της 1ης Ιανουαρίου 1977 και παραμένουν σε αυτή, ή που ερρίφθησαν στη θάλασσα προ της 1ης Ιανουαρίου 1985.

ΑΡΘΡΟ 4: ΧΗΜΙΚΑ ΟΠΛΑ

1. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου και οι αναλυτικές διαδικασίες εφαρμογής που αναφέρονται σε αυτές, θα εφαρμόζονται σε όλα τα χημικά όπλα που έχει στην κυριότητα ή κατοχή του Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, ή που ευρίσκονται σε περιοχές που υπόκεινται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, εξαιρουμένων των χημικών όπλων παλαιάς τεχνολογίας και των εγκαταλελειμένων χημικών όπλων στα οποία εφαρμόζεται το Μέρος Δ΄(Β) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

2. Οι διαδικασίες εφαρμογής του παρόντος άρθρου εκτίθενται αναλυτικά στο Προσάρτημα περί επαληθεύσεως.

3. Όλοι οι χώροι στους οποίους αποθηκεύονται ή καταστρέφονται τα χημικά όπλα που σκοπούνται από την παράγραφο 1, θα υπόκεινται σε συστηματική επαλήθευση με επιτόπια επιθεώρηση και εποπτεία με τοποθετημένα στους εν λόγω χώρους επιστημονικά όργανα, συμφώνως προς το Μέρος Δ΄(Α) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

4. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, αμέσως μόλις υποβάλει την δήλωση που προβλέπεται στην παράγραφο 1, εδάφιο α), του Άρθρου 3, θα παρέχει ελεύθερη πρόσβαση στα χημικά όπλα που σκοπούνται από την παράγραφο 1 για τους σκοπούς της συστηματικής επαληθεύσεως αυτής της δηλώσεως με επιτόπια επιθεώρηση. Στη συνέχεια, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δεν θα μετακινεί κανένα από τα εν λόγω χημικά όπλα, εκτός αν πρόκειται να το μεταφέρει σε εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων. Θα παρέχει δε ελεύθερη πρόσβαση στα εν λόγω όπλα για τους σκοπούς της επιτόπιας συστηματικής επαληθεύσεως.

5. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα παρέχει ελεύθερη πρόσβαση σε όλες τις εγκαταστάσεις καταστροφής χημικών όπλων που έχει στην κυριότητα ή κατοχή του ή που ευρίσκονται σε περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, ως και σε όλους τους χώρους αποθηκεύσεως των εν λόγω εγκαταστάσεων καταστροφής χημικών όπλων, για τους σκοπούς της συστηματικής επαληθεύσεως με επιτόπια επιθεώρηση και εποπτεία με τοποθετημένα στους χώρους των εγκαταστάσεων επιστημονικά όργανα.

6. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα καταστρέφει όλα τα χημικά όπλα που σκοπούνται από την παράγραφο 1 συμφώνως προς το Προσάρτημα περί επαληθεύσεως, ως και συμφώνως προς τον

συμπεφωνημένο ρυθμό και κατά την συμπεφωνημένη σειρά (εφ΄εξής "σειρά καταστροφής"). Η καταστροφή αυτών θα αρχίζει το αργότερο μετά την συμπλήρωση διετίας από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως για το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος και θα ολοκληρώνεται το αργότερο εντός δέκα ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως. Ουδέν θα εμποδίζει Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος να καταστρέψει τα χημικά όπλα αυτού με ταχύτερο ρυθμό.

7. ΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος:

α) θα υποβάλει αναλυτικά σχέδια καταστροφής των χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1 το αργότερο εντός προθεσμίας εξήντα ημερών προ της ενάρξεως κάθε περιόδου καταστροφής που θα ορίζεται για κάθε έτος, συμφώνως προς την παράγραφο 29 του Μέρους Δ΄(Α) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως. Τα εν λόγω σχέδια θα αφορούν στο σύνολο των αποθεμάτων που πρέπει να καταστραφούν κατά την περίοδο καταστροφής που θα έχει ορισθεί για το επόμενο έτος,

β) θα υποβάλει,ετησίως,δηλώσεις που θα αφορούν στην έναρξη εφαρμογής των σχεδίων του καταστροφής των χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1,το αργότερο εντός προθεσμίας εξήντα ημερών από της συμπληρώσεως εκάστης περιόδου καταστροφής που θα ορίζεται για κάθε έτος,

γ) θα πιστοποιεί, το αργότερο εντός προθεσμίας 30 ημερών από της ολοκληρώσεως της διαδικασίας καταστροφής, ότι όλα τα χημικά όπλα που σκοπούνται από την παράγραφο 1, καταστράφηκαν.

8. Το Κράτος που θα επικυρώσει την παρούσα Σύμβαση ή θα προσχωρήσει σε αυτή όταν θα έχει εκπνεύσει η προβλεπόμενη

για την καταστροφή δεκαετής περίοδος, συμφώνως προς την παράγραφο 6, θα καταστρέφει τα χημικά όπλα που σκοπούνται από την παράγραφο 1, αμέσως μόλις τούτο καταστεί δυνατόν. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα καταρτίζει για το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος κατάλογο των χημικών όπλων με την σειρά που θα πρέπει να καταστραφούν και θα καθορίζει τις ακολουθητέες διαδικασίες για την επακριβή επαλήθευση της καταστροφής αυτών.

9. ΄Ολα τα χημικά όπλα που θα αναφέρει Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μετά την αρχική δήλωση, θα χαρακτηρίζονται,θα τοποθετούνται σε ασφαλές μέρος και στη συνέχεια θα καταστρέφονται συμφώνως προς το Μέρος Δ΄(Α) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

10.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα δίδει άμεση προτεραιότητα στην ασφάλεια των προσώπων και την προστασία του περιβάλλοντος κατά την μεταφορά, την δειγματοληψία,την αποθήκευση και την καταστροφή των χημικών όπλων. ΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα μεταφέρει, διενεργεί δειγματοληψίες, αποθηκεύει και καταστρέφει τα όπλα αυτού τηρώντας αυστηρώς τις εθνικές προδιαγραφές αυτού σε θέματα ασφάλειας και εκπομπών.

11.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος το οποίο διαθέτει στην επικράτειά του χημικά όπλα που έχει στην κυριότητα ή κατοχή του άλλο Κράτος, ή που ευρίσκονται σε περιοχές που υπόκεινται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο άλλου Κράτους, θα πράττει ό,τι δύναται προκειμένου να εξασφαλίσει την απομάκρυνση των εν λόγω όπλων από την επικράτειά του το αργότερο εντός ενός έτους από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως

για το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Εάν τα εν λόγω όπλα δεν απομακρυνθούν εντός προθεσμίας ενός έτους, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα δύναται να ζητήσει από τον Οργανισμό και από άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη όπως του παράσχουν την βοήθειά τους εν όψει της καταστροφής των εν λόγω όπλων.

12. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος αναλαμβάνει την υποχρέωση όπως συνεργάζεται με άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη που ζητούν πληροφορίες ή βοήθεια σε διμερές επίπεδο ή μέσω της Τεχνικής Γραμματείας, όσον αφορά ασφαλείς και αποτελεσματικές μεθόδους και τεχνικές καταστροφής των χημικών όπλων.

13. Όσον αφορά τις δραστηριότητες επαληθεύσεως που θα πρέπει να διεξάγονται συμφώνως προς το παρόν άρθρο και το Μέρος Δ΄(Α) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως, ο Οργανισμός θα μελετά τις δυνατότητες που υφίστανται προκειμένου να μη περιπέσουν σε αχρηστία οσάκις προβλέπονται παρόμοιες δραστηριότητες από διμερείς ή πολυμερείς συμφωνίες που συνάπτονται μεταξύ Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών εν όψει της επαληθεύσεως των αποθεμάτων χημικών όπλων και της καταστροφής αυτών.

Γι΄αυτό το σκοπό, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα αποφασίζει τον περιορισμό της επαληθεύσεως σε μέτρα που θα συμπληρώνουν εκείνα που έχουν ληφθεί συμφώνως προς μία τέτοιου είδους διμερή ή πολυμερή συμφωνία, οσάκις διαπιστώνει ότι:

α) Οι σχετικές με την επαλήθευση διατάξεις της συμφωνίας είναι εναρμονισμένες με τις αντίστοιχες διατάξεις του

παρόντος άρθρου και του Μέρους Δ΄(Α) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,

β) Η εφαρμογή της συμφωνίας παρέχει ικανές εγγυοδοτήσεις όσον αφορά την τήρηση των οικείων διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως,

γ) Τα Μέρη της διμερούς ή πολυμερούς συμφωνίας παρέχουν στον Οργανισμό πλήρη ενημέρωση όσον αφορά τις δραστηριότητες επαληθεύσεως αυτών.

14. Εάν το Συμβούλιο αποφασίσει τα υπό της παραγράφου 13 προβλεπόμενα, ο Οργανισμός θα έχει το δικαίωμα να εποπτεύει την εφαρμογή της εν λόγω διμερούς ή πολυμερούς συμφωνίας.

15. Ουδέν στις παραγράφους 13 και 14 θα επηρεάζει την υποχρέωση Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους να υποβάλει δηλώσεις συμφώνως προς το Άρθρο 3, το παρόν άρθρο και το Μέρος Δ΄(Α) του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

16. Οι δαπάνες για την καταστροφή των χημικών όπλων που θα υποχρεούται να καταστρέφει Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, θα βαρύνουν αυτό το τελευταίο. Οι δαπάνες για την επαλήθευση, την αποθήκευση και την καταστροφή των εν λόγω χημικών όπλων θα βαρύνουν επίσης το ως άνω Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, εκτός αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφασίσει διαφορετικά. Εάν το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφασίσει, συμφώνως προς την παράγραφο 13, να περιορίσει την διενεργούμενη από τον Οργανισμό επαλήθευση, τα έξοδα για τα συμπληρωματικά μέτρα επαληθεύσεως και εποπτείας που θα εκτελεί ο Οργανισμός, θα καλύπτονται συμφώνως προς την κλίμακα οικονομικής συμμετοχής του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών, ως ορίζει η παράγρα-

φος 7 του Άρθρου 8.

17. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα είναι ελεύθερο να εφαρμόσει ή μη τις διατάξεις του παρόντος άρθρου και τις οικείες διατάξεις του Μέρους Δ΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως στα χημικά όπλα που ερρίφθησαν στην επικράτειά του προ της 1ης Ιανουαρίου 1977 και εξακολουθούν να παραμένουν σε αυτή, ή που ερρίφθησαν στη θάλασσα προ της 1ης Ιανουαρίου 1985.

ΑΡΘΡΟ 5: ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΙΣ ΠΑΡΑΓΩΓΗΣ ΧΗΜΙΚΩΝ ΟΠΛΩΝ

1. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου και οι αναφερόμενες σε αυτές λεπτομερείς διαδικασίες εφαρμογής θα εφαρμόζονται σε όλες τις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που έχει στην κυριότητα ή κατοχή του Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, ή που ευρίσκονται σε περιοχές που υπόκεινται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του.

2. Οι διαδικασίες εφαρμογής του παρόντος άρθρου εκτίθενται αναλυτικά στο Προσάρτημα περί επαληθεύσεως.

3. Όλες οι εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1, θα υπόκεινται σε συστηματική επαλήθευση με επιτόπια επιθεώρηση και εποπτεία με εγκατεστημένα στους χώρους των εν λόγω εγκαταστάσεων επιστημονικά όργανα, συμφώνως προς το Μέρος Ε΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

4. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα διακόψει πάραυτα και οριστικά όλες τις δραστηριότητες στις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1, εκτός από εκείνη που απαιτείται για το κλείσιμο αυτών.

5. Κανένα Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δεν θα κατασκευάσει νέες εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων ούτε θα μετατρέψει τις

ήδη υφιστάμενες εγκαταστάσεις για τους σκοπούς της παραγωγής χημικών όπλων ή οιασδήποτε άλλης δραστηριότητας που απαγορεύεται από την παρούσα Σύμβαση.

6.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, αμέσως μετά την υποβολή από αυτό της δηλώσεως που προβλέπεται στην παράγραφο 1, εδάφιο γ), του ΄Αρθρου 3, θα παρέχει ελεύθερη πρόσβαση στις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1, για τους σκοπούς της συστηματικής επαληθεύσεως της εν λόγω δηλώσεως με επιτόπια επιθεώρηση.

7.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος:

α) θα κλείνει, το αργότερο εντός 90 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, όλες τις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1, συμφώνως προς το Μέρος Ε΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως, και θα το γνωστοποιεί,

β) θα παρέχει ελεύθερη πρόσβαση στις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που σκοπούνται στην παράγραφο 1, μετά το κλείσιμο αυτών, για τους σκοπούς της συστηματικής επαληθεύσεως με επιτόπια επιθεώρηση και εποπτεία με εγκατεστημένα στους χώρους των εν λόγω εγκαταστάσεων επιστημονικά όργανα. Με την εν λόγω επαλήθευση θα παρέχεται η διαβεβαίωση ότι οι εγκαταστάσεις παραμένουν κλειστές και, στη συνέχεια, καταστρέφονται.

8.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα καταστρέφει όλες τις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1, ως και τις συναφείς εγκαταστάσεις και μηχανικούς εξοπλισμούς, συμφώνως προς το Προσάρτημα περί επαληθεύσεως και τον συμπεφωνημένο ρυθμό, και κατά την

συμπεφωνημένη σειρά (εφ΄εξής "σειρά καταστροφής"). Η καταστροφή αυτών θα αρχίζει το αργότερο εν έτος μετά την έναρξη ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος και θα ολοκληρώνεται το αργότερο εντός δέκα ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως. Ουδέν θα εμποδίζει Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος να καταστρέφει τις εν λόγω εγκαταστάσεις με ταχύτερο ρυθμό.

9.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος:

α) θα υποβάλει λεπτομερή σχέδια καταστροφής των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1, το αργότερο εντός προθεσμίας 180 ημερών προ της ενάρξεως των διαδικασιών καταστροφής εκάστης εγκαταστάσεως,

β) θα υποβάλει, ετησίως, δηλώσεις που θα αφορούν στην έναρξη εφαρμογής των σχεδίων του καταστροφής όλων των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1, το αργότερο εντός προθεσμίας 90 ημερών από της συμπληρώσεως εκάστης περιόδου καταστροφής που θα ορίζεται για κάθε έτος,

γ) θα πιστοποιεί, το αργότερο εντός προθεσμίας 30 ημερών από της ολοκληρώσεως της διαδικασίας καταστροφής, ότι όλες οι εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1, καταστράφηκαν.

10.Το Κράτος που θα επικυρώσε την παρούσα Σύμβαση ή θα προσχωρήσει σε αυτή όταν θα έχει εκπνεύσει η προβλεπόμενη για την καταστροφή δεκαετής περίοδος, συμφώνως προς την παράγραφο 8, θα καταστρέφει τις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1, αμέσως μόλις τούτο καταστεί δυνατόν. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα

καταρτίζει για το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος κατάλογο των εγκαταστάσεων με την σειρά που θα πρέπει να καταστραφούν και θα καθορίζει τις ακολουθητέες διαδικασίες για την επακριβή επαλήθευση της καταστροφής αυτών.

11. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα δίδει άμεση προτεραιότητα στην ασφάλεια των προσώπων και την προστασία του περιβάλλοντος κατά την καταστροφή των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων. Θα καταστρέφει δε τις εγκαταστάσεις τηρώντας αυστηρώς τις εθνικές προδιαγραφές αυτού σε θέματα ασφάλειας και εκπομπών.

12. Οι εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1, θα δύνανται να μετατρέπονται προσωρινώς για την καταστροφή χημικών όπλων συμφώνως προς τις παραγράφους 18-25 του Μέρους Ε΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως. Η κατ΄αυτόν τον τρόπο μετατραπείσα εγκατάσταση δέον όπως καταστραφεί αμέσως μόλις παύσει να χρησιμοποιείται για την καταστροφή χημικών όπλων και, πάντως, το αργότερο εντός δέκα ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως.

13. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα δύναται, σε περίπτωση απολύτου ανάγκης, να ζητά την άδεια να εκμεταλλεύεται μία εκ των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων που σκοπούνται από την παράγραφο 1, για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση. Η Σύνοδος των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών θα αποφασίζει, μετά από σύσταση του Εκτελεστικού Συμβουλίου, αν θα ικανοποιήσει το αίτημα και θα ορίζει τους όρους υπό τους οποίους θα χορηγείται η άδεια, συμφώνως προς το Τμήμα Δ΄του Μέρους Ε΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

14. Η εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων θα μετατρέπεται κατά τρόπο ώστε να μη δύναται πλέον να παράγει χημικά όπλα στο μέλλον, όπως και οι λοιπές εγκαταστάσεις που χρησιμοποιούνται για βιομηχανικούς, γεωργικούς, ερευνητικούς, ιατρικούς, φαρμακευτικούς και άλλους ειρηνικούς σκοπούς χωρίς να χρησιμοποιούνται χημικά προϊόντα που αναγράφονται στον Πίνακα 1.

15. Όλες οι μετατραπείσες εγκαταστάσεις θα υπόκεινται σε συστηματική επαλήθευση με επιτόπια επιθεώρηση και εποπτεία με εγκατεστημένα στους χώρους των εν λόγω εγκαταστάσεων επιστημονικά όργανα, συμφώνως προς το Τμήμα Δ΄ του Μέρους Ε΄ του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

16. Όσον αφορά στις δραστηριότητες επαληθεύσεως που πρέπει να διεξάγονται συμφώνως προς το παρόν άρθρο και το Μέρος Ε΄ του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως, ο Οργανισμός θα μελετά τις δυνατότητες που υφίστανται προκειμένου να μη περιπέσουν σε αχρηστία οσάκις προβλέπονται παρόμοιες δραστηριότητες από διμερείς ή πολυμερείς συμφωνίες που συνάπτονται μεταξύ των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών εν όψει της επαληθεύσεως των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων και της καταστροφής αυτών.

Γι΄ αυτό το σκοπό, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα αποφασίζει τον περιορισμό της επαληθεύσεως σε μέτρα που θα συμπληρώνουν εκείνα που έχουν ληφθεί συμφώνως προς μία τέτοιου είδους διμερή ή πολυμερή συμφωνία, οσάκις διαπιστώνει ότι:

α) Οι σχετικές με την επαλήθευση διατάξεις της συμφωνίας είναι εναρμονισμένες με τις αντίστοιχες διατάξεις του

παρόντος άρθρου και το Μέρος Ε΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,

β) Η εφαρμογή της συμφωνίας παρέχει ικανές εγγυήσεις όσον αφορά την τήρηση των οικείων διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως,

γ) Τα Μέρη της διμερούς ή πολυμερούς συμφωνίας παρέχουν στον Οργανισμό πλήρη ενημέρωση όσον αφορά τις δραστηριότητες επαληθεύσεως αυτών.

17. Εάν το Συμβούλιο αποφασίσει τα υπό της παραγράφου 16 προβλεπόμενα, ο Οργανισμός θα έχει το δικαίωμα να εποπτεύει την εφαρμογή της εν λόγω διμερούς ή πολυμερούς συμφωνίας.

18. Ουδέν στις παραγράφους 16 και 17 θα επηρρεάζει την υποχρέωση Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους να υποβάλει δηλώσεις συμφώνως προς το ΄Αρθρο 3, το παρόν άρθρο και το Μέρος Ε΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

19. Οι δαπάνες για την καταστροφή των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων που θα υποχρεούται να καταστρέψει Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, θα βαρύνουν αυτό το τελευταίο. Οι δαπάνες για την επαλήθευση που προβλέπεται στο παρόν άρθρο, θα βαρύνουν επίσης το ως άνω Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος , εκτός αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφασίσει διαφορετικά. Εάν το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφασίσει, συμφώνως προς την παράγραφο 16, να περιορίσει την διενεργούμενη από τον Οργανισμό επαλήθευση, τα έξοδα για τα συμπληρωματικά μέτρα επαληθεύσεως και εποπτείας που θα εκτελεί ο Οργανισμός, θα καλύπτονται συμφώνως προς την κλίμακα οικονομικής συμμετοχής του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών, ως ορίζει η παράγρα-

φος 7 του Άρθρου 8.

ΑΡΘΡΟ 6: ΔΡΑΣΤΗΡΙΟΤΗΤΕΣ ΠΟΥ ΔΕΝ ΑΠΑΓΟΡΕΥΟΝΤΑΙ ΑΠΟ ΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑ ΣΥΜΒΑΣΗ

1. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα έχει το δικαίωμα, με την επιφύλαξη των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως, όπως αναπτύσει, παράγει, άλλως αποκτά, διατηρεί, μεταφέρει και χρησιμοποιεί δηλητηριώδη/τοξικά χημικά προϊόντα και τις προβαθμίδες αυτών για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση.

2. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα υιοθετεί τα μέτρα που απαιτούνται ώστε τα δηλητηριώδη/τοξικά χημικά προϊόντα και οι προβαθμίδες αυτών να αναπτύσσονται, παράγονται, άλλως αποκτώνται, διατηρούνται, μεταφέρονται ή χρησιμοποιούνται, στην επικράτεια αυτού ή σε οιαδήποτε άλλη περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο αυτού, αποκλειστικά και μόνο για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση. Γι'αυτό το σκοπό, και για να παράσχει εγγυήσεις ότι οι δραστηριότητές του είναι εναρμονισμένες με τις υποχρεώσεις που έχει αναλάβει δυνάμει της παρούσης Συμβάσεως, έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα υποβάλει τα δηλητηριώδη/τοξικά χημικά προϊόντα και τις προβαθμίδες αυτών που αναγράφονται στους Πίνακες 1, 2 και 3 του Προσαρτήματος περί χημικών προϊόντων, ως και τις εγκαταστάσεις που συνδέονται με τα εν λόγω χημικά προϊόντα και τις λοιπές εγκαταστάσεις που σκοπούνται από το Προσάρτημα περί επαληθεύσεως, οι οποίες ευρίσκονται στην επικράτειά του ή σε οιαδήποτε άλλη περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, σε μέτρα επαληθεύσεως συμφώ-

νως προς τις διατάξεις του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

3.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα υποβάλει τα χημικά προϊόντα που αναγράφονται στον Πίνακα 1 (εφ΄εξής·"χημικά προϊόντα του Πίνακα 1") στις απαγορεύσεις που αφορούν στην παραγωγή, απόκτηση, διατήρηση, μεταφορά και χρησιμοποίηση αυτών, όπως αυτές καθορίζονται στο Μέρος ΣΤ΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως. ΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα υποβάλει τα εν λόγω προϊόντα και τις εγκαταστάσεις που σκοπούνται από το Μέρος ΣΤ΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως, σε συστηματική επαλήθευση με επιτόπια επιθεώρηση και εποπτεία με εγκατεστημένα στους χώρους των εγκαταστάσεων επιστημονικά όργανα, συμφώνως προς το ως άνω Μέρος του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

4.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα υποβάλει τα χημικά προϊόντα που αναγράφονται στον Πίνακα 2 (εφ΄εξής "χημικά προϊόντα του Πίνακα 2") και τις εγκαταστάσεις που σκοπούνται από το Μέρος Ζ΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως,σε έλεγχο δεδομένων και επιτόπια επαλήθευση, συμφώνως προς το ως άνω Μέρος του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

5.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα υποβάλει τα χημικά προϊόντα που αναγράφονται στον Πίνακα 3 (εφ΄εξής "χημικά προϊόντα του Πίνακα 3") και τις εγκαταστάσεις που σκοπούνται από το Μέρος Η΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως, σε έλεγχο δεδομένων και επιτόπια επαλήθευση, συμφώνως προς το ως άνω Μέρος του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

6.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα υποβάλει τις εγκαταστάσεις που σκοπούνται από το Μέρος Θ΄του Προσαρτήματος

περί επαληθεύσεως, σε έλεγχο δεδομένων και, ενδεχομένως, σε επιτόπια επαλήθευση, συμφώνως προς το ως άνω Μέρος του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως, εκτός αν η Σύνοδος των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών αποφασίσει διαφορετικά, συμφώνως προς την παράγραφο 22 του Μέρους Θ΄ του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως.

7.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα κάνει, το αργότερο εντός 30 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, μία αρχική δήλωση που θα αφορά στα οικεία χημικά προϊόντα και εγκαταστάσεις, συμφώνως προς το Προσάρτημα περί επαληθεύσεως.

8.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα κάνει, κάθε έτος, δηλώσεις που θα αφορούν στα οικεία χημικά προϊόντα και εγκαταστάσεις, συμφώνως προς το Προσάρτημα περί επαληθεύσεως.

9. Για τους σκοπούς της επιτόπιας επαληθεύσεως, έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα παρέχει στους επιθεωρητάς ελεύθερη πρόσβαση στις εγκαταστάσεις αυτού, όπως ορίζεται από το Προσάρτημα περί επαληθεύσεως.

10.Κατά την διεξαγωγή των δραστηριοτήτων της επαληθεύσεως, η Τεχνική Γραμματεία θα αποφεύγει κάθε αδικαιολόγητη παρέμβαση στις χημικές δραστηριότητες που διεξάγει το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση και, ειδικότερα, θα συμμορφώνεται προς τις διατάξεις του Προσαρτήματος περί προστασίας των εμπιστευτικών πληροφοριών (εφ΄εξής "Προσάρτημα περί απορρήτου").

11.Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου θα εφαρμόζονται κατά τρόπο ώστε να αποφεύγεται η παρεμπόδιση της οικονομικής

ή τεχνολογικής αναπτύξεως των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών, ως και της διεθνούς συνεργασίας στον τομέα των χημικών δραστηριοτήτων για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση, συμπεριλαμβανομένης και της διεθνούς ανταλλαγής επιστημονικών και τεχνικών πληροφοριών, ως και χημικών προϊόντων και μηχανικού εξοπλισμού για τους σκοπούς της παραγωγής, επεξεργασίας ή χρησιμοποιήσεως χημικών προϊόντων για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση.

ΑΡΘΡΟ 7: ΕΘΝΙΚΑ ΜΕΤΡΑ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ

Γενικής φύσεως ανειλημμένες υποχρεώσεις

1. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα υιοθετεί, συμφώνως προς τις προβλεπόμενες από το Σύνταγμα αυτού διαδικασίες, τα μέτρα που απαιτούνται για την εκπλήρωση των υποχρεώσεων που έχει αναλάβει δυνάμει της παρούσης Συμβάσεως.

Ειδικότερα:

α) θα απαγορεύει στα φυσικά και νομικά πρόσωπα, οπουδήποτε και αν ευρίσκονται αυτά, στην επικράτειά του ή σε οποιαδήποτε άλλη περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία του, όπως αυτή αναγνωρίζεται από το Διεθνές Δίκαιο, να διεξάγουν οιαδήποτε δραστηριότητα απαγορεύεται σε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος από την παρούσα Σύμβαση και, ειδικότερα, θα δημοσιεύει σχετικούς νόμους ποινικού δικαίου,

β) Δεν θα επιτρέπει καμμία δραστηριότητα που απαγορεύεται σε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος από την παρούσα Σύμβαση, σε οιαδήποτε περιοχή που υπόκειται στον έλεγχό του,

γ) θα εφαρμόζει νόμους ποινικού δικαίου που θα έχει δημοσιεύσει δυνάμει του εδαφίου α), επί οιασδήποτε δραστηριό-

τητας, η οποία απαγορεύεται σε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος από την παρούσα Σύμβαση και διεξάγεται οπουδήποτε από φυσικά πρόσωπα-υπηκόους αυτού, συμφώνως προς το Διεθνές Δίκαιο.

2.Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα συνεργάζεται με τα λοιπά Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη και θα παρέχει, υπό την κατάλληλη μορφή, νομική βοήθεια προκειμένου να διευκολύνεται η εκπλήρωση των υποχρεώσεων πού απορρέουν από την παράγραφο 1.

3. Κατά την εκπλήρωση των υποχρεώσεων που έχει αναλάβει δυνάμει της παρούσης Συμβάσεως, έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα δίδει άμεση προτεραιότητα στην ασφάλεια των προσώπων και την προστασία του περιβάλλοντος, και θα συνεργάζεται, όποτε παραστεί ανάγκη, με άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη σε αυτόν τον τομέα.

<u>Σχέσεις μεταξύ του Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους και του Οργανισμού</u>

4. Κατά την εκπλήρωση των υποχρεώσεων που έχει αναλάβει δυνάμει της παρούσης Συμβάσεως, έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα υποδεικνύει ή δημιουργεί μία εθνική αρχή, η οποία θα επέχει θέση εθνικού κέντρου εν όψει της εξασφαλίσεως αποτελεσματικής σχέσεως με τον Οργανισμό και τα λοιπά Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη, και θα ενημερώνει σχετικά τον Οργανισμό κατά τον χρόνο έναρξης ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος.

5.Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα ενημερώνει τον Οργανισμό επί των νομοθετικών και διοικητικών μέτρων που θα λαμβάνει για την εφαρμογή της παρούσης Συμβάσεως.

6.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα επεξεργάζεται κατά τρόπο εμπιστευτικό και κατ΄ιδίαν τις απόρρητες πληροφορίες και τα δεδομένα που θα λαμβάνει από τον Οργανισμό και αφορούν στην εφαρμογή της παρούσης Συμβάσεως.Θα επεξεργάζεται τις εν λόγω πληροφορίες και τα δεδομένα αποκλειστικά και μόνο στα πλαίσια των δικαιωμάτων και υποχρεώσεων αυτού, όπως αυτά νοούνται από την Συνθήκη, και συμμορφούμενο προς τις διατάξεις του Προσαρτήματος περί απορρήτου.

7.΄Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος αναλαμβάνει την υποχρέωση όπως συνεργάζεται με τον Οργανισμό κατά την εκτέλεση όλων των καθηκόντων αυτού και, ειδικότερα, όπως παράσχει βοήθεια στην Τεχνική Γραμματεία.

ΑΡΘΡΟ 8: Ο ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ

Α. ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη συστήνουν δια της παρούσης τον Οργανισμό για την απαγόρευση των χημικών όπλων, για την πραγμάτωση του αντικειμένου και του σκοπού της παρούσης Συμβάσεως, για να μεριμνούν για την εφαρμογή των διατάξεων αυτής, συμπεριλαμβανομένων και εκείνων που σχετίζονται με την διεθνή επαλήθευση της τηρήσεως του εγγράφου, και να καθορίσουν το πλαίσιο εντός του οποίου θα δύνανται να συμβουλεύονται το ένα το άλλο και να συνεργάζονται μεταξύ τους.

2.΄Ολα τα Κράτη-Συμβαλλόμενα Μέρη της παρούσης Συμβάσεως είναι μέλη του Οργανισμού. Από κανένα Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δεν θα δύναται να αφαιρεθεί η ιδιότητα του μέλους του Οργανισμού.

3. Ο Οργανισμός θα εδρεύει στη Χάγη (Ολλανδίας).

4. Συστήνονται δια της παρούσης η Διάσκεψη των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών, το Εκτελεστικό Συμβούλιο και η Τεχνική Γραμματεία που αποτελούν τα όργανα του Οργανισμού.

5. Ο Οργανισμός θα διεξάγει τις δραστηριότητες επαληθεύσεως που προβλέπονται από την παρούσα Σύμβαση, έτσι ώστε οι αντικειμενικοί σκοποί αυτής να πραγματοποιούνται με όσο το δυνατόν λιγότερες παρεμβάσεις εντός των επιθυμητών προθεσμιών και με την επιθυμητή αποτελεσματικότητα. Ο Οργανισμός θα ζητά μόνον τις πληροφορίες και τα δεδομένα που απαιτούνται για την απαλλαγή του από τις ευθύνες που του αναθέτει η Σύμβαση. Θα λαμβάνει όλες τις προφυλάξεις που απαιτούνται για την προστασία των εμπιστευτικών πληροφοριών που αφορούν σε πολιτικής και στρατιωτικής φύσεως δραστηριότητες και εγκαταστάσεις και θα περιέρχονται σε γνώση του στα πλαίσια της εφαρμογής της Συμβάσεως, και, ειδικότερα, θα συμμορφώνεται με τις διατάξεις του Προσαρτήματος περί απορρήτου.

6. Ο Οργανισμός θα επιδιώκει όπως επωφελείται της προόδου της επιστήμης και της τεχνολογίας για τους σκοπούς των δραστηριοτήτων επαληθεύσεως.

7. Οι δαπάνες των δραστηριοτήτων του Οργανισμού θα καλύπτονται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη συμφώνως προς την κλίμακα οικονομικής συμμετοχής του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών, όπως αυτή θα προσαρμόζεται βάσει της διαφοράς μεταξύ του αριθμού των Κρατών-Μελών του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών και του αριθμού των Κρατών-Μελών του Οργανισμού για την απαγόρευση των χημικών όπλων, και με την επιφύλαξη

των διατάξεων των Άρθρων 4 και 5. Η οικονομική συμμετοχή των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών στην Προπαρασκευαστική Επιτροπή θα αφαιρείται από την οικονομική συμμετοχή αυτών στον τακτικό προϋπολογισμό. Ο προϋπολογισμός του Οργανισμού θα περιλαμβάνει δύο ξεχωριστά κεφάλαια, ένα για τις δαπάνες των διοικητικών υπηρεσιών και άλλα έξοδα, και ένα για τις σχετικές με την επαλήθευση δαπάνες.

8. Όποιο μέλος του Οργανισμού καθυστερεί να καταβάλει την συμμετοχή του στις δαπάνες του Οργανισμού, δεν θα δύναται να συμμετέχει στη ψηφοφορία που διεξάγεται στον Οργανισμό, εάν τα καθυστερούμενα ανέρχονται στο οφειλόμενο από το εν λόγω μέλος ποσό για την τελευταία διετία ή υπερβαίνουν αυτό. Η Σύνοδος των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών θα δύναται, πάντως, να επιτρέπει στο εν λόγω μέλος όπως συμμετέχει στην ψηφοφορία, εάν διαπιστώσει ότι η παράλειψη δεν οφείλεται σε υπαιτιότητα του εν λόγω μέλους.

Β. ΣΥΝΟΔΟΣ ΤΩΝ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΩΝ ΜΕΡΩΝ-ΚΡΑΤΩΝ

Σύνθεση, διαδικασία και λήψη αποφάσεων

9. Η Σύνοδος των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών (εφ΄εξής " η Σύνοδος") θα αποτελείται από όλα τα μέλη του Οργανισμού. Έκαστο μέλος θα έχει έναν αντιπρόσωπο στη Σύνοδο, ο οποίος θα δύναται να συνοδεύεται από αναπληρωτές και συμβούλους.

10. Η πρώτη Σύνοδος θα συγκληθεί από τον Θεματοφύλακα το αργότερο εντός 30 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως.

11. Η Σύνοδος θα συνέρχεται τακτικά. Οι τακτικές σύνοδοι θα πραγματοποιούνται ετησίως, εκτός αν άλλως αποφασισθεί.

12. Η Σύνοδος θα συνεδριάζει εκτάκτως:

α) Μετά από απόφαση της Συνόδου,

β) Τη αιτήσει του Εκτελεστικού Συμβουλίου,

γ) Τη αιτήσει οιουδήποτε μέλους, το οποίο θα υποστηρίζεται από το ένα τρίτο των μελών, ή

δ) Εν όψει εξετάσεως της λειτουργίας της παρούσης Συμβάσεως, συμφώνως προς την παράγραφο 22.

Εκτός των περιπτώσεων που σκοπούνται από το εδάφιο δ), η έκτακτη σύνοδος θα συγκαλείται το αργότερο εντός 30 ημερών από της λήψεως της αιτήσεως από τον Γενικό Διευθυντή της Τεχνικής Γραμματείας, εκτός αν άλλως ορίζει η αίτηση.

13. Η Σύνοδος θα συνέρχεται και προς εξέταση και έγκριση σχετικών με την τροποποίηση της παρούσης Συμβάσεως προτάσεων, συμφώνως προς την παράγραφο 2 του Άρθρου 15.

14. Η Σύνοδος θα συνεδριάζει στην έδρα του Οργανισμού,εκτός αν αποφασίσει διαφορετικά.

15. Η Σύνοδος θα εγκρίνει τον Εσωτερικό Κανονισμό αυτής. Κατά την έναρξη εκάστης τακτικής συνόδου, θα εκλέγει τον Πρόεδρο αυτής και τα λοιπά μέλη του Προεδρείου, εφ΄όσον τούτο είναι αναγκαίο. Τα μέλη του Προεδρείου θα ασκούν τα καθήκοντά τους μέχρι την εκλογή, κατά την αμέσως επομένη τακτική σύνοδο, νέου Προέδρου και άλλων μελών.

16. Η απαρτία της Συνόδου θα επιτυγχάνεται δια της πλειοψηφίας των μελών του Οργανισμού.

17. Έκαστο μέλος του Οργανισμού θα διαθέτει μία ψήφο στη Σύνοδο.

18. Η Σύνοδος θα λαμβάνει τις αποφάσεις που αφορούν σε διαδικαστικά θέματα με την απλή πλειοψηφία των μελών που παρίστανται και ψηφίζουν. Οι αποφάσεις που αφορούν σε θέματα

ουσίας, δέον όπως λαμβάνονται , στο μέτρο του δυνατού, με απλή συναίνεση. Σε περίπτωση που η Σύνοδος καλείται να αποφασίσει για θέματα ουσίας, και οσάκις δεν επιτυγχάνεται συναίνεση, ο Πρόεδρος θα αναβάλει την ψηφοφορία για 24 ώρες, θα καταβάλει, εν τω μεταξύ, κάθε δυνατή προσπάθεια για να διευκολύνει την επίτευξη της συναινέσεως και θα αναφέρει στη Σύνοδο προ της εκπνοής της προθεσμίας αναβολής. Εάν είναι αδύνατον να επιτευχθεί η συναίνεση εντός της ως άνω 24ώρου προθεσμίας, η Σύνοδος θα αποφασίζει με την πλειοψηφία των δύο τρίτων των μελών της που παρίστανται και ψηφίζουν, εκτός αν η παρούσα Σύνοδος ορίσει διαφορετικά. Σε περίπτωση αμφιβολιών όσον αφορά στον χαρακτηρισμό σε θέμα ουσίας ή μη, το υπό αμφισβήτηση ζήτημα θα συζητείται ως θέμα ουσίας, εκτός αν η Σύνοδος αποφασίσει διαφορετικά με την πλειοψηφία που απαιτείται για τις αποφάσεις που αφορούν σε θέματα ουσίας.

Εξουσίες και καθήκοντα

19. Η Σύνοδος θα είναι το κυριότερο όργανο του Οργανισμού. Θα εξετάζει όλα τα θέματα, όλα τα ζητήματα και όλα τα προβλήματα που καλύπτονται από την Σύμβαση εντός των ορίων αυτής, συμπεριλαμβανομένων και εκείνων που αναφέρονται στις εξουσίες και τα καθήκοντα του Εκτελεστικού Συμβουλίου και της Τεχνικής Γραμματείας. Θα δύναται να διατυπώνει συστάσεις και να αποφασίζει επί οιωνδήποτε θεμάτων, ζητημάτων και προβλημάτων που θα προκύπτουν σε σχέση με την Συνθήκη, που ενδεχομένως, θα γνωστοποιεί ή δημιουργεί Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ή θα κοινοποιείται στην Σύνοδο από το Εκτελεστικό Συμβούλιο.

20. Η Σύνοδος θα παρακολουθεί την εφαρμογή της παρούσης Συμβάσεως και θα μεριμνά για την πραγματοποίηση του αντικειμένου και του σκοπού αυτής. Θα διαπιστώνει δε κατά πόσον τηρείται η Σύμβαση. Επίσης, θα επιβλέπει τις δραστηριότητες του Εκτελεστικού Συμβουλίου και της Τεχνικής Γραμματείας και θα δύναται, κατά την εκτέλεση των καθηκόντων της, να απευθύνει προς τα προαναφερθέντα όργανα αυτής οδηγίες, συμφώνως προς τις διατάξεις της Συμβάσεως.

21. Η Σύνοδος:

α) θα εξετάζει και εγκρίνει, κατά τις τακτικές συνόδους αυτής, την έκθεση και τον προϋπολογισμό-πρόγραμμα του Οργανισμού, που θα της υποβάλει το Εκτελεστικό Συμβούλιο,και θα εξετάζει άλλες εκθέσεις,

β) θα αποφασίζει για το ύψος της οικονομικής συμμετοχής των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών, συμφώνως προς την παράγραφο 7,

γ) θα εκλέγει τα μέλη του Εκτελεστικού Συμβουλίου,

δ) θα διορίζει τον Γενικό Διευθυντή της Τεχνικής Γραμματείας (εφ'εξής "ο Γενικός Διευθυντής"),

ε) θα εγκρίνει τον Εσωτερικό Κανονισμό του Εκτελεστικού Συμβουλίου που θα της υποβάλει αυτό το τελευταίο,

στ) θα δημιουργεί τα επικουρικά όργανα που κρίνει αναγκαία για την άσκηση των καθηκόντων που της επιφυλάσσει η παρούσα Σύμβαση,

ζ) θα ενθαρρύνει την διεθνή συνεργασία για ειρηνικούς σκοπούς στον τομέα των χημικών δραστηριοτήτων,

η) θα επιθεωρεί τις επιστημονικές και τεχνικές εφευρέσεις που θα μπορούσαν να επηρεάσουν την λειτουργία της παρούσης

Συμβάσεως, και θα αναθέτει, προς τούτο, στον Γενικό Διευθυντή την δημιουργία Συμβουλευτικού Επιστημονικού Συμβουλίου για να του επιτρέπει, κατά την άσκηση των καθηκόντων του, να παρέχει στη Σύνοδο, στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη γνωμοδοτήσεις που θα αφορούν, κυρίως, στους σχετικούς με τη Σύμβαση επιστημονικούς και τεχνικούς τομείς. Το Συμβουλευτικό Επιστημονικό Συμβούλιο θα αποτελείται από ανεξάρτητους εμπειρογνώμονες που θα διορίζονται συμφώνως προς τα κριτήρια που θα υιοθετήσει η Σύνοδος,

θ) θα εξετάσει και εγκρίνει, κατά την πρώτη συνεδρίαση αυτής, όλα τα σχέδια συμφωνιών, διατάξεων και κατευθυντηρίων αρχών που θα έχει εκπονήσει η Προπαρασκευαστική Επιτροπή,

ι) θα σχηματίσει, κατά την πρώτη συνεδρίαση αυτής, κεφάλαιο οικονομικής συμμετοχής, όπως προβλέπεται από το Άρθρο 10,

κ) θα λαμβάνει τα απαραίτητα μέτρα για την εξασφάλιση της τήρησης της παρούσης Συμβάσεως και την διευθέτηση όλων των καταστάσεων που αντίκεινται στις διατάξεις της Συμβάσεως, συμφώνως προς το Άρθρο 12.

22. Η Σύνοδος θα συνέρχεται εκτάκτως το αργότερο εντός 12 μηνών από της συμπληρώσεως πενταετίας και δεκαετίας από της ενάρξεως ισχύος της παρούσης Συμβάσεως, και κατά πάντα χρόνο ενδιαμέσως, προκειμένου να προβαίνει σε εξέταση της λειτουργίας της Συμβάσεως. Κατ'αυτή την εξέταση, θα λαμβάνονται υπ'όψη όλα τα σχετικά επιστημονικά και τεχνικά επιτεύγματα που θα έχουν, ενδεχομένως, εν τω μεταξύ, πραγματοποιηθεί. Στη συνέχεια, η Σύνοδος θα συνέρχεται κάθε πέντε έτη, για τον ίδιο σκοπό, εκτός αν άλλως αποφασισθεί.

Γ. ΕΚΤΕΛΕΣΤΙΚΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Σύνθεση, διαδικασία και λήψη αποφάσεων

23. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα αποτελείται από 41 μέλη. Όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη θα έχουν το δικαίωμα να καταλαμβάνουν εκ περιτροπής μία έδρα στο Εκτελεστικό Συμβούλιο. Τα μέλη του Εκτελεστικού Συμβουλίου θα εκλέγονται από την Σύνοδο για δύο έτη. Για να εξασφαλίζεται η αποτελεσματική λειτουργία της παρούσης Συμβάσεως, και λαμβάνοντας δεόντως υπ'όψη κυρίως την αρχή περί ισότιμης γεωγραφικής κατανομής, την σημασία της χημικής βιομηχανίας, τα πολιτικά συμφέροντα και εκείνα που αφορούν στην ασφάλεια, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα αποτελείται από:

α) Εννέα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη της Αφρικής, τα οποία θα εκλέγονται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη που ευρίσκονται σε αυτή την γεωγραφική περιοχή. Τα τρία εξ αυτών των εννέα Κρατών-Μελών δέον όπως τυγχάνουν απαραιτήτως Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη των οποίων η εθνική χημική βιομηχανία θεωρείται ως μία εκ των σημαντικοτέρων της περιοχής, γεγονός που θα αποδεικνύεται βάσει δεδομένων, τα οποία θα έχουν κοινοποιηθεί και δημοσιευθεί σε διεθνή κλίμακα. Επίσης, δέον όπως το εν λόγω περιφερειακό σύνολο Κρατών λαμβάνει υπ'όψη, κατά την εκλογή αυτών των τριών μελών, και άλλους περιφερειακούς παράγοντες.

β) Εννέα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη της Ασίας, τα οποία θα εκλέγονται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη που ευρίσκονται σε αυτή την γεωγραφική περιοχή. Τα τέσσερα εξ αυτών των εννέα Κρατών-Μελών δέον όπως τυγχάνουν απαραιτήτως Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη των οποίων η εθνική χημική βιομηχανία

θεωρείται ως μία εκ των σημαντικοτέρων της περιοχής, γεγονός που θα αποδεικνύεται βάσει δεδομένων, τα οποία θα έχουν κοινοποιηθεί και δημοσιευθεί σε διεθνή κλίμακα. Επίσης, δέον όπως το εν λόγω περιφερειακό σύνολο Κρατών λαμβάνει υπ΄όψη, κατά την εκλογή αυτών των τεσσάρων μελών, και άλλους περιφερειακούς παράγοντες.

γ) Πέντε Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη της Ανατολικής Ευρώπης, τα οποία θα εκλέγονται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη που ευρίσκονται σε αυτή τη γεωγραφική περιοχή. Ένα εξ αυτών των πέντε Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών δέον όπως τυγχάνει απαραιτήτως Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος του οποίου η εθνική χημική βιομηχανία θεωρείται ως μία εκ των σημαντικοτέρων της περιοχής, γεγονός που θα αποδεικνύεται βάσει δεδομένων, τα οποία θα έχουν κοινοποιηθεί και δημοσιευθεί σε διεθνή κλίμακα. Επίσης, δέον όπως το εν λόγω περιφερειακό σύνολο Κρατών λαμβάνει υπ΄όψη, κατά την εκλογή αυτού του μέλους, και άλλους περιφερειακούς παράγοντες.

δ) Επτά Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη της Λατινικής Αμερικής και της Καραϊβικής, τα οποία θα εκλέγονται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη που ευρίσκονται σε αυτή την περιοχή. Τα τρία εξ αυτών των επτά Κρατών-Μελών δέον όπως τυγχάνουν απαραιτήτως Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη των οποίων η εθνική χημική βιομηχανία θεωρείται ως μία εκ των σημαντικοτέρων της περιοχής, γεγονός που θα αποδεικνύεται βάσει δεδομένων, τα οποία θα έχουν κοινοποιηθεί και δημοσιευθεί σε διεθνή κλίμακα. Επίσης, δέον όπως το εν λόγω περιφερειακό σύνολο Κρατών λαμβάνει υπ΄όψη, κατά την εκλογή αυτών των τριών μελών, και άλλους περιφερειακούς παράγοντες.

ε) Δέκα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη που ανήκουν στην ομάδα των Κρατών της Δυτικής Ευρώπης και άλλων Κρατών, τα οποία θα εκλέγονται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη μέλη αυτής της ομάδος. Τα πέντε εξ αυτών των δέκα Κρατών-Μελών δέον όπως τυγχάνουν απαραιτήτως Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη των οποίων η εθνική χημική βιομηχανία θεωρείται ως μία εκ των σημαντικοτέρων της περιοχής, γεγονός το οποίο θα αποδεικνύεται βάσει δεδομένων που θα έχουν κοινοποιηθεί και δημοσιευθεί σε διεθνή κλίμακα. Επίσης, δέον όπως το εν λόγω περιφερειακό σύνολο Κρατών λαμβάνει υπ΄όψη, κατά την εκλογή αυτών των πέντε μελών, και άλλους περιφερειακούς παράγοντες.

στ)΄Ενα άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, το οποίο θα εκλέγουν εκ περιτροπής τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη της Ασίας, της Λατινικής Αμερικής και της Καραϊβικής. Τα Συμβαλλόεμνα Μέρη-Κράτη αυτών των γεωγραφικών περιοχών θα εκλέγουν εκ περιτροπής ένα εκ των μελών της ομάδος αυτών.

24. Κατά την πρώτη εκλογή του Εκτελεστικού Συμβουλίου, θα εκλεγούν για ένα έτος, βάσει των αριθμητικών αναλογιών της παραγράφου 23, 20 Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη.

25.΄Οταν τα ΄Αρθρα 4 και 5 θα έχουν πλήρως εφαρμοσθεί, η Σύνοδος θα δύναται, τη αιτήσει της πλειοψηφίας των μελών του Εκτελεστικού Συμβουλίου, να επανεξετάσει την σύνθεση αυτού του τελευταίου υπό το φως των γεγονότων τα οποία έχουν σχέση με τις αρχές που διέπουν την σύσταση του Εκτελεστικού Συμβουλίου και εκτίθενται επακριβώς στην παράγραφο 23.

26. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα συντάξει τον Εσωτερικό Κανονισμό αυτού και θα τον υποβάλει για έγκριση στη Σύνοδο.

27. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα εκλέγει τον Πρόεδρο αυτού μεταξύ των μελών του.

28. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα συνέρχεται τακτικά. Εκτάκτως, θα συνέρχεται οσάκις τούτο απαιτείται από την άσκηση των εξουσιών και καθηκόντων του.

29. Έκαστο μέλος του Εκτελεστικού Συμβουλίου θα διαθέτει μία ψήφο. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα λαμβάνει τις αποφάσεις που αφορούν σε θέματα ουσίας με την πλειοψηφία των δύο τρίτων του συνόλου των μελών αυτού, εκτός αν η παρούσα Σύμβαση ορίζει διαφορετικά. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα λαμβάνει τις αποφάσεις που αφορούν σε διαδικαστικά θέματα με απλή πλειοψηφία του συνόλου των μελών αυτού. Σε περίπτωση αμφιβολιών όσον αφορά στον χαρακτηρισμό ενός θέματος σε ουσίας ή μη, το υπό αμφισβήτηση ζήτημα θα συζητείται ως θέμα ουσίας, εκτός αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφασίσει διαφορετικά με την πλειοψηφία που απαιτείται για τις αποφάσεις που αφορούν σε θέματα ουσίας.

Εξουσίες και καθήκοντα

30. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα είναι το εκτελεστικό όργανο του Οργανισμού. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα είναι υπόλογο στη Σύνοδο. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα ασκεί τις εξουσίες και τα καθήκοντα που του επιφυλάσσει η παρούσα Σύμβαση, ως και τα καθήκοντα που θα του αναθέτει η Σύνοδος. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα ενεργεί συμφώνως προς τις συστάσεις, τις αποφάσεις και τις οδηγίες της Συνόδου και θα μεριμνά για την ορθή και συνεχή εφαρμογή αυτών.

31. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα μεριμνά για την αποτελεσματική εφαρμογή και τήρηση της παρούσης Συμβάσεως, θα

παρακολουθεί τις δραστηριότητες της Τεχνικής Γραμματείας, θα συνεργάζεται με την εθνική Αρχή κάθε Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους και θα διευκολύνει την διεξαγωγή των διαβουλεύσεων και την συνεργασία μεταξύ των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών, τη αιτήσει αυτών των τελευταίων.

32. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο:

α) θα εξετάζει και εισηγείται στη Σύνοδο το σχέδιο προϋπολογισμού-προγράμματος του Οργανισμού,

β) θα μελετά και εισηγείται στη Σύνοδο το σχέδιο εκθέσεως του Οργανισμού περί της εφαρμογής της παρούσης Συμβάσεως, την έκθεση περί διεξαγωγής των δραστηριοτήτων αυτού και τις ειδικές εκθέσεις που θα κρίνει απαραίτητες ή θα ζητά, ενδεχομένως, η Σύνοδος,

γ) θα λαμβάνει τις αναγκαίες διατάξεις για την διοργάνωση των συναντήσεων της Συνόδου και ειδικότερα για την κατάρτιση της προσωρινής ημερησίας διατάξεως.

33. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα δύναται να ζητά την σύγκληση της Συνόδου σε έκτακτη συνεδρίαση.

34. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο:

α) θα συνάπτει συμφωνίες με τα Κράτη και τους Διεθνείς Οργανισμούς εν ονόματι του Οργανισμού, με την επιφύλαξη της προηγουμένης εγκρίσεως της Συνόδου,

β) θα συνάπτει συμφωνίες με τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη εν ονόματι του Οργανισμού όσον αφορά στο Άρθρο 10 και θα ασκεί την υψηλή εποπτεία όσον αφορά στο κεφάλαιο εκουσίων συνεισφορών που αναφέρεται στο παρόν Άρθρο,

γ) θα εγκρίνει τις συμφωνίες που αφορούν στην διεξαγωγή των δραστηριοτήτων επαληθεύσεως, τις οποίες θα έχουν

διαπραγματευθεί η Τεχνική Γραμματεία και τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη.

35. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα εξετάζει όλα τα προβλήματα ή θέματα της αρμοδιότητός του, τα οποία θα έχουν συνέπειες επί της παρούσης Συμβάσεως ή επί της εφαρμογής αυτής, συμπεριλαμβανομένων και των λόγων ανησυχίας ως προς την τήρηση της Συμβάσεως και των περιπτώσεων παραβιάσεως αυτής,και, αν κρίνεται απαραίτητο, θα ενημερώνει σχετικώς τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη και θα επισύρει την προσοχή της Συνόδου επί των εν λόγω προβλημάτων ή θεμάτων.

36. Καθ΄όν χρόνο θα μελετά τις αμφιβολίες ή ανησυχίες ως προς την τήρηση της παρούσης Συμβάσεως και τις περιπτώσεις παραβιάσεως αυτής, και ειδικότερα τις περιπτώσεις καταχρήσεως των δικαιωμάτων που απορρέουν από την Σύμβαση, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα συμβουλεύεται τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη και, αν κρίνεται απαραίτητο, θα ζητά από το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος να λάβει μέτρα συμμορφώσεως προς τις υποχρεώσεις που απορρέουν από την Σύμβαση, εντός των οριζομένων προθεσμιών. Οσάκις το Εκτελεστικό Συμβούλιο κρίνει ότι μία υπόθεση χρήζει περαιτέρω ενεργειών εκ μέρους του, θα λαμβάνει, εταξύ άλλων, ένα ή περισσότερα από τα ακόλουθα μέτρα:

α) θα ενημερώνει όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη για το πρόβλημα ή θέμα που έχει προκύψει,

β) θα επισύρει την προσοχή της Συνόδου επί του προβλήματος ή θέματος που έχει προκύψει,

γ) θα απευθύνει προς την Σύνοδο συστάσεις όσον αφορά τα προς λήψη μέτρα συμμορφώσεως προς τις υποχρεώσεις που απορ-

ρέουν από την Σύμβαση, προκειμένου να εξασφαλισθεί η τήρηση της Συμβάσεως.

Οσάκις η κατάσταση είναι ιδιαιτέρως σοβαρή και χρήζει επειγούσης αντιμετωπίσεως, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα φέρει απευθείας το πρόβλημα ή θέμα, συμπεριλαμβανομένων των σχετικών πληροφοριών και προτάσεων, υπ'όψη της Γενικής Συνελεύσεως των Ηνωμένων Εθνών και του Συμβουλίου Ασφαλείας του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών. Συγχρόνως, θα ενημερώνει για την ενέργεια αυτή όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη.

Δ. ΤΕΧΝΙΚΗ ΓΡΑΜΜΑΤΕΙΑ

37. Η Τεχνική Γραμματεία θα επικουρεί την Σύνοδο και το Εκτελεστικό Συμβούλιο στην εκτέλεση των καθηκόντων τους. Θα εκτελεί τα μέτρα επαληθεύσεως που προβλέπονται από την παρούσα Σύμβαση. Θα ασκεί τα λοιπά καθήκοντα που τις προσδίδει η Σύμβαση, ως και τα καθήκοντα που θα της αναθέτουν η Σύνοδος και το Εκτελεστικό Συμβούλιο.

38. Η Τεχνική Γραμματεία:

α) θα καταρτίζει και υποβάλει στο Εκτελεστικό Συμβούλιο το σχέδιο του προϋπολογισμού-προγράμματος του Οργανισμού.

β) θα συντάσσει και υποβάλει στο Εκτελεστικό Συμβούλιο το σχέδιο της εκθέσεως του Οργανισμού όσον αφορά στην εφαρμογή της παρούσης Συμβάσεως και όλες τις λοιπές εκθέσεις που ενδεχομένως θα ζητά η Σύνοδος ή το Εκτελεστικό Συμβούλιο,

γ) θα παρέχει στην Σύνοδο, το Εκτελεστικό Συμβούλιο και τα επικουρικά όργανα,διοικητική και τεχνική υποστήριξη,

δ) θα αποστέλει και λαμβάνει εν ονόματι του Οργανισμού γνωστοποιήσεις που θα απευθύνονται στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη ή·θα προέρχονται από αυτά και θα αφορούν σε θέματα σχετικά

με την εφαρμογή της παρούσης Συμβάσεως,

ε) θα παρέχει τεχνική βοήθεια στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη εν όψει της εφαρμογής των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως και θα προβαίνει αντ΄αυτών, για τον ίδιο σκοπό, σε τεχνικές εκτιμήσεις, κυρίως όσον αφορά καταχωρημένα και μη καταχωρημένα χημικά προϊόντα.

39. Η Τεχνική Γραμματεία:

α) θα διαπραγματεύεται με τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη συμφωνίες περί διενέργειας επαληθεύσεων, οι οποίες θα υποβάλονται για έγκριση στο Εκτελεστικό Συμβούλιο,

β) Το αργότερο εντός 180 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της παρούσης Συμβάσεως, θα συντονίσει την σύσταση και διατήρηση μονίμων αποθεμάτων που θα προορίζονται για την παροχή βοηθείας σε περιπτώσεις εκτάκτου ανάγκης,και την ανθρωπιστική βοήθεια που θα παρέχουν τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη συμφώνως προς την παράγραφο 7, εδάφια β) και γ), του άρθρου 10. Η Τεχνική Γραμματεία θα δύναται να επιθεωρεί τα εν λόγω αποθέματα για να βεβαιώνεται ότι αυτά τα τελευταία δύνανται να χρησιμοποιηθούν. Η Σύνοδος θα εξετάζει και εγκρίνει τους καταλόγους των προς εναποθήκευση στοιχείων, συμφώνως προς το εδάφιο θ) της παραγράφου 21,

γ) θα διαχειρίζεται το ταμείο εκουσίων εισφορών που σκοπείται από το άρθρο 10, θα συγκεντρώνει τις δηλώσεις που θα υποβάλουν τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη και θα καταχωρεί, μετά από σχετικό αίτημα, τις διμερείς συμφωνίες που θα συνάπτονται μεταξύ των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών ή μεταξύ ενός Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους και του Οργανισμού για τους σκοπούς του άρθρου 10.

40. Η Τεχνική Γραμματεία θα ενημερώνει το Εκτελεστικό Συμβούλιο επί των δυσκολιών που ενδεχομένως θα αντιμετωπίσει κατά την ενάσκηση των καθηκόντων της, συμπεριλαμβανομένων και των αμφιβολιών σχετικά με την τήρηση της παρούσης Συμβάσεως, που θα έχει διαπιστώσει κατά την διενέργεια επαληθεύσεων και δεν θα έχει δυνηθεί να παραμερίσει με διαβουλεύσεις με το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

41. Η Τεχνική Γραμματεία θα αποτελείται από τον Γενικό Διευθυντή που θα προΐσταται αυτής και θα την διοικεί, από επιστημονικούς, τεχνικούς και άλλους επιθεωρητές και συνεργάτες, ανάλογα με τις ανάγκες.

42. Η Επιθεώρηση θα ποτελεί μέρος της Τεχνικής Γραμματείας και θα υπόκειται στην υψηλή εποπτεία του Γενικού Διευθυντού.

43. Ο Γενικός Διευθυντής θα εκλέγεται από την Σύνοδο τη συστάσει του Εκτελεστικού Συμβουλίου, για τέσσερα έτη. Θα δύναται να επανεκλεγεί για μία μόνο πρόσθετη θητεία.

44. Ο Γενικός Διευθυντής θα είναι επωμισμένος με την εκλογή των μελών του προσωπικού, ως και με την οργάνωση και λειτουργεία της Τεχνικής Γραμματείας και θα είναι υπόλογος στη Σύνοδο και το Εκτελεστικό Συμβούλιο. Κύριο μέλημα όσον αφορά την πρόσληψη και τον καθορισμό των όρων εργασίας του προσωπικού, θα είναι η αναγκαιότητα όπως εξασφαλίζεται η μεγαλύτερη δυνατή αποτελεσματικότητα, ικανότητα και ακεραιότητα. Οι θέσεις του Γενικού Διευθυντού, των Επιθεωρητών, Συνεργατών, Ανωτέρων Στελεχών ή Διοικητικών Υπαλλήλων θα καλύπτονται αποκλειστικά από υπηκόους των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών. Θα λαμβάνεται δε δεόντως υπ'όψη η η αναγκαιότητα προσλήψεως προσωπικού επί όσο το δυνατόν ευρύτερης γεωγραφικής βάσης.

Για τους σκοπούς της προσλήψεως προσωπικού, θα λαμβάνεται υπ'όψη η αρχή συμφώνως προς την οποία ο αριθμός των υπαλλήλων θα πρέπει να διατηρείται στο ελάχιστο που απαιτείται για να δύναται η Τεχνική Γραμματεία να εκπληρώνει επιτυχώς το έργο της.

45. Ο Γενικός Διευθυντής θα είναι υπεύθυνος για την οργάνωση και τη λειτουργία του Συμβουλευτικού Επιστημονικού Συμβουλίου που σκοπείται από το εδάφιο η) της παραγράφου 21. Θα διορίζει, αφού συμβουλευθεί τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη, τα μέλη του εν λόγω Συμβουλίου, που θα παρίστανται προσωπικά. Τα μέλη του Συμβουλευτικού Επιστημονικού Συμβουλίου θα προσλαμβάνονται βάσει των γνώσεών τους στους ειδικούς επιστημονικούς τομείς που έχουν σχέση με την εφαρμογή της παρούσης Συμβάσεως. Ο Γενικός Διευθυντής θα δύναται επίσης , αφού συμβουλευθεί τα μέλη του εν λόγω Συμβουλίου, να συστήνει, εφόσον είναι αναγκαίο, προσωρινές ομάδες εργασίας επιστημονικών εμπειρογνωμόνων για την διατύπωση συστάσεων που θα αφορούν σε ειδικά προβλήματα. Στα πλαίσια αυτά, τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη θα δύνανται να υποβάλουν στον Γενικό Διευθυντή καταλόγους με ονόματα εμπειρογνωμόνων.

46. Κατά την ενάσκηση των καθηκόντων τους, ο Γενικός Διευθυντής, οι Επιθεωρητές και τα λοιπά μέλη του προσωπικού δεν θα επιζητούν ή λαμβάνουν οδηγίες από οποιαδήποτε κυβέρνηση ή άλλη αρχή εκτός του Οργανισμού και θα απέχουν από οποιαδήποτε δραστηριότητα που θα μπορεί, ενδεχομένως, να επηρεάσει αρνητικά το νομικό καθεστώς του διεθνούς υπαλλήλου στο οποίο θα υπάγονται, βάσει του οποίου θα είναι υπόλογοι

μόνον ενώπιον της Συνόδου και του Εκτελεστικού Συμβουλίου.

47. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα σέβεται τον αποκλειστικά διεθνή χαρακτήρα των ευθυνών του Γενικού Διευθυντού, των Επιθεωρητών και των λοιπών μελών του προσωπικού, και δεν θα επηρεάζει τα ως άνω πρόσωπα κατά την ενάσκηση των καθηκόντων τους.

Ε. ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΕΣ

48. Ο Οργανισμός θα απολαμβάνει στην επικράτεια ή σε οιοδήποτε άλλο μέρος που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, τέτοιας νομικής ικανότητας και όσων προνομίων και ασυλιών κρίνονται απαραίτητες για την άσκηση των καθηκόντων του.

49. Οι αντιπρόσωποι των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών, ως και οι αντικαταστάτες και σύμβουλοι αυτών, οι εκπρόσωποι που θα εκλέγονται από το Εκτελεστικό Συμβούλιο, ως και οι αντικαταστάτες και σύμβουλοι αυτών, ο Γενικός Διευθυντής και το προσωπικό του Οργανισμού, θα απολαμβάνουν όσων προνομίων και ασυλιών είναι απαραίτητες για την ενάσκηση, εν πλήρη ανεξαρτησία, των καθηκόντων τους στα πλαίσια του Οργανισμού.

50. Η νομική ικανότητα και τα προνόμια και οι ασυλίες που αναφέρονται στο παρόν άρθρο, θα καθορίζονται βάσει συμφωνιών που θα συνάπτονται μεταξύ του Οργανισμού και της χώρας στην οποία θα εδρεύει ο Οργανισμός. Η Σύνοδος θα εξετάζει και εγκρίνει αυτές τις συμφωνίες, συμφώνως προς το εδάφιο θ) της παραγράφου 21.

51. Παρά τις παραγράφους 48 και 49, ο Γενικός Διευθυντής και το προσωπικό της Τεχνικής Γραμματείας θα απολαμβάνουν, κατά

την διεξαγωγή των επαληθεύσεων, των προνομίων και των ασυλιών που αναφέρονται στο Μέρος Β΄, Τμήμα Β΄, του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεων.

ΑΡΘΡΟ 9: ΔΙΑΒΟΥΛΕΥΣΕΙΣ, ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΚΑΙ ΣΤΟΙΧΕΙΟΘΕΤΗΣΗ ΠΕΡΙΣΤΑΤΙΚΩΝ

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη θα συμβουλεύονται το ένα το άλλο και θα συνεργάζονται, απευθείας μεταξύ τους ή μέσω του Οργανισμού ή συμφώνως προς άλλες κατάλληλες διεθνείς διαδικασίες, συμπεριλαμβανομένων και των διαδικασιών που έχουν εγκαθιδρυθεί στα πλαίσια του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών και συμφώνως προς τον Χάρτη αυτού, για οιοδήποτε ζήτημα ήθελε προκύψει σχετικά με το αντικείμενο ή τον σκοπό της παρούσης Συμβάσεως ή την εφαρμογή των διατάξεων αυτής.

2. Χωρίς να θίγεται το δικαίωμα οιουδήποτε Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους να ζητά επιθεώρηση με θέση σε υπερημερία, τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη οφείλουν, όποτε είναι δυνατόν, να αρχίσουν να εφαρμόζουν τα αναγκαία για την διευκρίνηση και τον διακανονισμό, με ανταλλαγή πληροφοριών και διαβουλεύσεις μεταξύ τους, οιουδήποτε ζητήματος που θα αφορά σε υποψία παραβίασης της παρούσης Συμβάσεως, ή συναφούς θέματος.

Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος στο οποίο θα διατυπώνεται από άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, αίτημα περί παροχής διευκρινίσεων όσον αφορά τέτοιου είδους αμφιβολία εκ μέρους του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, θα παρέχει σε αυτό το τελευταίο, μόλις καταστεί δυνατό, και, πάντως, το αργότερο εντός δέκα ημερών από της λήψεως της αιτήσεως, ικανές πληροφορίες για την άρση των αμφιβολιών, ως και εξηγή-

σεις περί του τρόπου με τον οποίο θα διακανονίζεται το θέμα με τις πληροφορίες που θα παρέχονται. Καμμία διάταξη της παρούσης Συμβάσεως δεν θα επηρεάζει το δικαίωμα δύο ή περισσοτέρων Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών να οργανώνουν, με κοινή συμφωνία, επιθεωρήσεις ή να προβαίνουν σε οιαδήποτε άλλη επιμέρους συμφωνία προκειμένου να διευκρινισθεί και διακανονισθεί οιοδήποτε θέμα σχετικό με υποψία παραβιάσεως της Συνθήκης ή άλλο συναφές ζήτημα. Τέτοιου είδους επιμέρους συμφωνίες δεν θα θίγουν τα δυνάμει άλλων διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως δικαιώματα και υποχρεώσεις των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών.

Διαδικασία που θα πρέπει να ακολουθείται σε περίπτωση υποβολής αιτήσεως για παροχή διευκρινίσεων

3. Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα έχει το δικαίωμα να ζητήσει από το Εκτελεστικό Συμβούλιο να το βοηθήσει όπως παραμερίσει τυχόν αμφιβολίες σχετικά με την τήρηση της παρούσης Συμβάσεως από άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα παρέχει τα σχετικά στοιχεία που έχει στη διάθεσή του.

4. Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα έχει το δικαίωμα να ζητήσει από το Εκτελεστικό Συμβούλιο να λάβει από άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος διευκρινίσεις όσον αφορά αμφιβολίες σχετικά με την τήρηση της παρούσης Συμβάσεως από αυτό το τελευταίο. Σε παρόμοια περίπτωση, θα εφαρμόζονται οι ακόλουθες διατάξεις:

α) Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα διαβιβάζει την αίτηση για παροχή διευκρινίσεων στο ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μέσω του Γενικού Διευθυντού το αργότερο εντός 24

ωρών από της λήψεως αυτής.

β) Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, προς το οποίο θα απευθύνεται η αίτηση, θα παρέχει διευκρινίσεις στο Εκτελεστικό Συμβούλιο αμέσως μόλις τούτο είναι εφικτό,και, πάντως, το αργότερο εντός δέκα ημερών από της λήψεως της αιτήσεως.

γ) Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα λαμβάνει σημείωση των διευκρινίσεων και θα τις διαβιβάζει στο αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος το αργότερο εντός 24 ωρών από της λήψεως αυτών.

δ) Εάν κρίνει τις εν λόγω διευκρινίσεις ανεπαρκείς, το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα έχει το δικαίωμα να ζητήσει από το Εκτελεστικό Συμβούλιο να λάβει από το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, περαιτέρω εξηγήσεις.

ε) Για τη λήψη περαιτέρω εξηγήσεων που θα ζητούνται συμφώνως προς το εδάφιο δ), το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα δύναται να ζητήσει από τον Γενικό Διευθυντή όπως συστήσει ομάδα εμπειρογνωμόνων, καλώντας τους συνεργάτες της Τεχνικής Γραμματείας, ή, εάν αυτοί οι τελευταίοι κριθούν αναρμόδιοι για την συγκεκριμένη περίπτωση, εξωτερικούς ειδικούς. Η εν λόγω ομάδα θα αναλάβει να εξετάσει όλες τις διαθέσιμες πληροφορίες και τα στοιχεία σχετικά με το θέμα που δίνει λαβή στις αμφιβολίες. Θα υποβάλει στο Εκτελεστικό Συμβούλιο έκθεση που θα περιλαμβάνει υπόμνημα στο οποίο θα αναφέρονται εν περιλήψει τα περιστατικά και τα πορίσματα αυτής.

στ) Εάν το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος κρίνει ότι οι δυνάμει των εδαφίων δ) και ε) παρεχόμενες διευκρινίσεις

δεν είναι ικανοποιητικές, δικαιούται όπως ζητήσει την σύγκληση του Εκτελεστικού Συμβουλίου σε έκτακτη συνεδρίαση, στην οποία θα δύνανται να συμμετάσχουν και τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη που δεν είναι μέλη του Εκτελεστικού Συμβουλίου. Στην εν λόγω έκτακτη συνεδρίαση το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα εξετάσει το θέμα και θα δύναται να συστήσει οιοδήποτε μέτρο κρίνει κατάλληλο για την διευθέτηση της καταστάσεως.

5. Επίσης, ένα Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα έχει το δικαίωμα να ζητά από το Εκτελεστικό Συμβούλιο όπως παράσχει διευκρινίσεις όσον αφορά τυχόν αμφιβολία ή υποψία παραβιάσεως της παρούσης Συμβάσεως από το εν λόγω Κράτος. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα ανταποκρίνεται σε ένα τέτοιο αίτημα παρέχοντας την κατάλληλη βοήθεια.

6. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα ενημερώνει τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη για κάθε αίτημα για παροχή διευκρινίσεων που θα διατυπώνεται συμφώνως προς το παρόν άρθρο.

7. Εάν η αμφιβολία Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους όσον αφορά περίπτωση πιθανής παραβιάσεως της Συμβάσεως, παραμένει και μετά παρέλευση 60 ημερών από της υποβολής, στο Εκτελεστικό Συμβούλιο, της αιτήσεως παροχής διευκρινίσεων, ή εάν το εν λόγω Κράτος εκτιμά ότι οι αμφιβολίες του δικαιολογούν την επείγουσα διεξαγωγή ελέγχου, θα δύναται να ζητά την σύγκληση της Συνόδου σε έκτακτη συνεδρίαση, συμφώνως προς την παράγραφο 12, εδάφιο γ), του άρθρου 8, χωρίς τούτο να συνεπάγεται υποχρεωτική άσκηση του δικαιώματός του να ζητά την διεξαγωγή επιθεωρήσεως με θέση σε υπερημερία. Κατ'αυτήν την έκτακτη συνεδρίαση, η Σύνοδος θα εξετά-

ζει το θέμα και θα δύναται να συστήνει οιοδήποτε μέτρο κρίνει κατάλληλο για την διευθέτηση του ζητήματος.

Διαδικασία που θα πρέπει να ακολουθείται σε περίπτωση επιθεωρήσεων με θέση σε υπερημερία

8. Οιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα έχει το δικαίωμα να ζητά την διενέργεια επιτόπιας επιθεωρήσεως με θέση σε υπερημερία, οιασδήποτε εγκαταστάσεως ή αποθήκης, η οποία ευρίσκεται στην επικράτεια άλλου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους ή σε οιαδήποτε άλλη περιοχή, η οποία υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο του εν λόγω Κράτους. Η εν λόγω επιθεώρηση θα σκοπεί αποκλειστικά την παροχή διευκρινίσεων και την επίλυση όλων των θεμάτων που συνδέονται με πιθανή παραβίαση των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως και την άνευ καθυστερήσεως διενέργεια της εν λόγω επιθεωρήσεως σε οιοδήποτε τόπο από ομάδα επιθεωρήσεως που θα υποδεικνύει ο Γενικός Διευθυντής συμφώνως προς το Προσάρτημα περί επαληθεύσεως.

9. Οιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα υποχρεούται όπως μεριμνά για την εντός των πλαισίων της παρούσης Συμβάσεως υποβολή αιτήσεως διεξαγωγής επιθεωρήσεως με θέση σε υπερημερία και θα παρέχει με την εν λόγω αίτηση όλες τις πληροφορίες που στοιχειοθετούν την δημιουργία αμφιβολιών όσον αφορά τυχόν παραβίαση της Συμβάσεως, όπως αναφέρεται ειδικά στο Προσάρτημα περί επαληθεύσεως. Οιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα απέχει των αβασίμων αιτήσεων για διεξαγωγή επιθεωρήσεως και θα αποφεύγει οιαδήποτε κατάχρηση.Η επιθεώρηση με θέση σε υπερημερία θα διεξάγεται αποκλειστικά και μόνο για την παροχή ικανών αποδείξεων και στοιχείων όσον αφορά τα σχετικά με τυχόν παραβίαση της Συμβάσεως πε-

ριστατικά.

10. Για τους σκοπούς της επαληθεύσεως όσον αφορά την τήρηση ή μη των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως, έκαστο Συμβαλλόμεο Μέρος-Κράτος θα εξουσιοδοτεί την Τεχνική Γραμματεία όπως διεξάγει την επιτόπια επιθεώρηση με θέση σε υπερημερία συμφώνως προς την παράγραφο 9.

11. Μετά την υποβολή αιτήσεως διεξαγωγής επιθεωρήσεως με θέση σε υπερημερία, που θα σκοπεί εγκατάσταση ή αποθήκη, και συμφώνως προς τις διαδικασίες που προβλέπονται στο Προσάρτημα περί επαληθεύσεως, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα έχει:

α) Το δικαίωμα και την υποχρέωση να πράττει ό,τι είναι ευλόγως δυνατόν για να αποδείξει ότι τηρεί την παρούσα Σύμβαση και, γι'αυτό το σκοπό, να επιτρέπει στην ομάδα επιθεωρήσεως να εκπληρώνει το έργο που έχει αναλάβει,

β) Την υποχρέωση να παρέχει πρόσβαση στο εσωτερικό της εγκαταστάσεως ή αποθήκης που σκοπεί η αίτηση, αποκλειστικά για την ανεύρεση ικανών αποδείξεων και στοιχείων όσον αφορά τα σχετικά με τυχόν παραβίαση της παρούσης Συμβάσεως περιστατικά,

γ) Το δικαίωμα να λαμβάνει μέτρα για την προστασία των ευαίσθητων εγκαταστάσεων και την διαφύλαξη εμπιστευτικών πληροφοριών και στοιχείων που δεν έχουν καμμία σχέση με την παρούσα Σύμβαση.

12. Η συμμετοχή παρατηρητού στην επιθεώρηση θα διέπεται από τις ακόλουθες διατάξεις:

α) Το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα δύναται, με την επιφύλαξη της σύμφωνης γνώμης του επιθεωρουμένου Συμβαλλο-

μένου Μέρους-Κράτους, να αποστείλει έναν αντιπρόσωπο, ο οποίος θα παρακολουθεί την διεξαγωγή της επιθεωρήσεως με θέση σε υπερημερία. Ο εν λόγω εκπρόσωπος θα δύναται να είναι υπήκοος του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους ή τρίτου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους,

β) Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα παρέχει τότε πρόσβαση στον παρατηρητή σύμφωνα προς το Προσάρτημα περί επαληθεύσεως,

γ) Κατά κανόνα, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα αποδέχεται τον προτεινόμενο παρατηρητή. Σε περίπτωση, όμως, αρνήσεως εκ μέρους του εν λόγω επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, θα γίνεται σχετική μνεία στην τελική έκθεση.

13. Το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα υποβάλει την αίτησή του διεξαγωγής επιτόπιας επιθεωρήσεως με θέση σε υπερημερία στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και, συγχρόνως, στον Γενικό Διευθυντή για να δοθεί πάραυτα συνέχεια στην εν λόγω αίτηση.

14. Ο Γενικός Διευθυντής θα βεβαιώνεται πάραυτα ότι η αίτηση διεξαγωγής επιθεωρήσεως πληροί τους όρους της παραγράφου 4 του Μέρους Ι΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως, και θα βοηθά, εν ανάγκη, το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος όπως διατυπώσει την αίτησή του σύμφωνα προς τους ως άνω όρους. Οσάκις η αίτηση διεξαγωγής επιθεωρήσεως πληροί τις εν λόγω προϋποθέσεις, θα αρχίζουν οι προπαρασκευαστικές διαδικασίες για την διεξαγωγή επιθεωρήσεως με θέση σε υπερημερία.

15. Ο Γενικός Διευθυντής θα διαβιβάζει την αίτηση διεξαγωγής επιθεωρήσεως στο επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος του-

λάχιστον εντός 12 ωρών προ της προβλεπομένης αφίξεως της ομάδος επιθεωρήσεως στο σημείο εισόδου.

16. Μετά τη λήψη της αιτήσεως διεξαγωγής επιθεωρήσεως, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα λαμβάνει γνώση των μέτρων που θα έχουν ληφθεί από τον Γενικό Διευθυντή για να δοθεί συνέχεια στην αίτηση και θα παραμένει αρμόδιο για την υπόθεση καθ' όλη τη διάρκεια της διαδικασίας επιθεωρήσεως. Ωστόσο, οι αποφάσεις του Εκτελεστικού Συμβουλίου δεν θα δύνανται να καθυστερούν την πορεία της επιθεωρήσεως.

17. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα δύναται, το αργότερο εντός 12 ωρών από της λήψεως της αιτήσεως διεξαγωγής επιθεωρήσεως, να αποφασίζει να μη διεξαχθεί η επιθεώρηση με θέση σε υπερημερία με πλειοψηφία των τριών τετάρτων του συνόλου των μελών του, εφ'όσον εκτιμά ότι η αίτηση είναι αόριστη και καταχρηστική ή ότι δεν έχει υποβληθεί στα πλαίσια της παρούσης Συμβάσεως κατά την έννοια των διατάξεων της παραγράφου 8 του παρόντος άρθρου. Στη λήψη τέτοιου είδους αποφάσεως δεν θα συμμετέχει το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ούτε το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Εάν το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφασίσει να μη διεξαχθεί η επιθεώρηση με θέση σε υπερημερία, οι προπαρασκευαστικές διαδικασίες θα διακόπτονται, δεν θα δίδεται συνέχεια στην αίτηση διεξαγωγής επιθεωρήσεως και τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη θα ενημερώνονται δεόντως.

18. Ο Γενικός Διευθυντής θα χορηγεί ένταλμα επιθεωρήσεως για την διεξαγωγή της επιθεωρήσεως με θέση σε υπερημερία. Το εν λόγω ένταλμα θα διατυπώνει το αίτημα περί διεξαγωγής επιθεωρήσεως που σκοπείται από τις παραγράφους 8 και

9, με επιχειρησιακούς όρους, και θα είναι σύμφωνο προς την εν λόγω αίτηση.

19. Η επιθεώρηση με θέση σε υπερημερία θα διεξάγεται συμφώνως προς το Μέρος Ι΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως ή, σε περίπτωση ισχυρισμού που αφορά σε χρήση, συμφώνως προς το Μέρος ΙΑ΄του αυτού Προσαρτήματος. Η ομάδα επιθεωρήσεως θα ενεργεί συμφώνως προς την αρχή κατά την οποία δέον όπως διεξάγει την επιθεώρηση με θέση σε υπερημερία παρεμβαίνοντας όσο το δυνατόν ολιγότερο στα εσωτερικά του επιθεωρουμένου Κράτους και κατά τρόπο συμβατό με την αποτελεσματική και εμπρόθεσμη εκπλήρωση της αποστολής της.

20. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα συνδράμει την ομάδα επιθεωρήσεως καθ΄όλη τη διάρκεια της επιθεωρήσεως με θέση σε υπερημερία και θα διευκολύνει τις εργασίες αυτής. Εάν το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος προτείνει, συμφώνως προς το Μέρος Β΄, Τμήμα Γ΄, του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως, ως εναλλακτική λύση για γενική και πλήρη πρόσβαση, διευθετήσεις σχετικές με την παροχή ικανών αποδεικτικών στοιχείων όσον αφορά την τήρηση, εκ μέρους του, της Συμβάσεως, θα πράττει ό,τι είναι ευλόγως δυνατόν, με διαβουλεύσεις με την ομάδα επιθεωρήσεως, για να επιτευχθεί συμφωνία περί της σχετικής με τα περιστατικά αποδεικτικής διαδικασίας που θα σκοπεί την παροχή ικανών αποδεικτικών στοιχείων όσον αφορά την τήρηση της Συμβάσεως εκ μέρους του επιθεωρουμένου Κράτους.

21. Η τελική έκθεση θα περιλαμβάνει τα διαπιστωθέντα περιστατικά, ως και εκτίμηση της ομάδος επιθεωρήσεως όσον αφορά τον βαθμό και το είδος της προσβάσεως και της συνεργασίας

που της παρασχέθησαν για τους σκοπούς της καλής διεξαγωγής της επιθεωρήσεως με θέση σε υπερημερία. Ο Γενικός Διευθυντής θα διαβιβάζει άνευ καθυστερήσεως την τελική έκθεση της ομάδος επιθεωρήσεως προς το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, το Εκτελεστικό Συμβούλιο και όλα τα λοιπά Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη. Εξ άλλου, θα διαβιβάζει άνευ καθυστερήσεως προς το Εκτελεστικό Συμβούλιο την εκτίμηση του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους και του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, ως και τις απόψεις άλλων Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών που ενδεχομένως διατυπώθηκαν για τις ανάγκες της υποθέσεως, και στη συνέχεια θα τις γνωστοποιεί σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη.

22. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο το οποίο θα ενεργεί συμφώνως προς τις εξουσίες και αρμοδιότητες αυτού, θα εξετάζει την τελική έκθεση της ομάδος επιθεωρήσεως αμέσως μετά την υποβολή της σε αυτό, και θα μελετά όλους τους λόγους που εμπνέουν ανησυχία προκειμένου να καθορίσει:

α) Εάν όντως υπάρχει περίπτωση παραβιάσεως της Συνθήκης,

β) Εάν η αίτηση δεν υποβλήθηκε στα πλαίσια της παρούσης Συμβάσεως,

γ) Εάν υπάρχει περίπτωση καταχρήσεως του δικαιώματος υποβολής αιτήσεως διεξαγωγής επιθεωρήσεως με θέση σε υπερημερία.

23. Εάν το Εκτελεστικό Συμβούλιο, το οποίο θα ενεργεί συμφώνως προς τις εξουσίες και αρμοδιότητες αυτού, καταλήξει στο συμπέρασμα, λαμβάνοντας υπ'όψη την παράγραφο 22, ότι απαιτείται ενδεχομένως να δοθεί συνέχεια στην υπόθεση, θα

λαμβάνει τα κατάλληλα μέτρα για τη συμμόρφωση προς τις υποχρεώσεις που απορρέουν από την παρούσα Σύμβαση και την εξασφάλιση της συνέπειας με αυτές, συμπεριλαμβανομένης και της διατυπώσεως συγκεκριμένων συστάσεων προς τη Σύνοδο. Σε περίπτωση καταχρήσεως, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα εξετάζει την περίπτωση ολικής ή μερικής καλύψεως των εκ της επιθεωρήσεως με βάση σε υπερημερία δαπανών από το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

24. Το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος και το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα έχουν το δικαίωμα να συμμετέχουν στην εξεταστική διαδικασία. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα ενημερώνει τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη και τη Σύνοδο επί του πορίσματος της εν λόγω διαδικασίας κατά την αμέσως επομένη συνεδρίαση αυτής.

25. Οσάκις το Εκτελεστικό Συμβούλιο διατυπώνει συγκεκριμένες συστάσεις προς τη Σύνοδο, αυτή η τελευταία θα μελετά τις περαιτέρω ενέργειες στις οποίες θα προβεί, συμφώνως προς το άρθρο 12.

ΑΡΘΡΟ 10: ΒΟΗΘΕΙΑ ΚΑΙ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΑΠΟ ΤΑ ΧΗΜΙΚΑ ΟΠΛΑ

1. Για τους σκοπούς του παρόντος άρθρου, ο όρος "Βοήθεια" σημαίνει τον συντονισμό και την παροχή, στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη, προστασίας από τα χημικά όπλα, που θα περιλαμβάνει ειδικότερα:

Εξοπλισμό ανίχνευσης και συστήματα συναγερμού· εξοπλισμό προστασίας· εξοπλισμό απολυμάνσεως και απολυμαντικά· αντίδοτα και ιατρική περίθαλψη· συμβουλές για καθένα από αυτά τα προστατευτικά μέτρα.

2. Ουδεμία διάταξη της παρούσης Συμβάσεως θα δύναται να

ερμηνευθεί ως θίγουσα το δικαίωμα οποιουδήποτε Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους να διεξάγει έρευνες που αφορούν στην προστασία από τα χημικά όπλα και να αναπτύσσει, αποκτά, μεταβιβάζει ή χρησιμοποιεί τέτοια μέσα για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση.

3. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος αναλαμβάνει την υποχρέωση να διευκολύνει την πληρέστερη δυνατή ανταλλαγή εξοπλισμού, υλών και επιστημονικών και τεχνικών στοιχείων που αφορούν στα μέσα προστασίας από τα χημικά όπλα, και έχει το δικαίωμα να συμμετάσχει σε μια τέτοια ανταλλαγή.

4. Για μεγαλύτερη διαφάνεια όσον αφορά τα εθνικά προγράμματα που υλοποιούνται για σκοπούς προστασίας, έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα παρέχει σε ετήσια βάση στη Τεχνική Γραμματεία πληροφορίες που αφορούν στο πρόγραμμά του, συμφώνως προς τις διαδικασίες που θα εξετάζονται και εγκρίνονται από την Σύνοδο συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο θ), του άρθρου 8.

5. Η Τεχνική Γραμματεία θα δημιουργήσει, το αργότερο εντός 180 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως, τράπεζα δεδομένων που θα περιέχει πληροφορίες για διάφορα μέσα προστασίας από τα χημικά όπλα, στις οποίες η πρόσβαση θα είναι ελεύθερη, ως και τις πληροφορίες που θα παράσχουν τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη, και θα εκμεταλλεύεται την εν λόγω τράπεζα δεδομένων προς χρήση οποιουδήποτε αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους.

Επίσης, εντός των ορίων των πηγών που διαθέτει, και τη αιτήσει Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, η Τεχνική Γραμματεία θα παρέχει συμβουλές εμπειρογνωμόνων και θα βοηθά το εν λόγω Κράτος στην εξεύρεση των μέσων υλοποιήσεως των προγραμμάτων

του όσον αφορά την ανάπτυξη και βελτίωση ικανότητος προστασίας από τα χημικά όπλα.

6. Ουδεμία διάταξη της παρούσης Συμβάσεως θα δύναται να ερμηνευθεί ως θίγουσα το δικαίωμα των Συμβαλλομένων Μερών, Κρατών να ζητούν και παρέχουν βοήθεια σε διμερές επίπεδο ή να συνάπτουν συμφωνίες με άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη όσον αφορά την ταχεία παροχή βοηθείας.

7. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος αναλαμβάνει την υποχρέωση όπως παράσχει βοήθεια μέσω του Οργανισμού και λάβει, για τον σκοπό αυτό, ένα ή περισσότερα από τα ακόλουθα μέτρα της αρεσκείας του:

α) θα συνεισφέρει στο ταμείο εκουσίων εισφορών για την βοήθεια, που θα δημιουργήσει η Σύνοδος κατά την πρώτη συνεδρίασή της,

β) θα συνάψει με τον Οργανισμό, ει δυνατόν εντός 180 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, συμφωνίες που θα αφορούν στην παροχή βοηθείας αμέσως μόλις αυτή η τελευταία ζητηθεί,

γ) θα δηλώσει, το αργότερο εντός 180 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, τον τύπο βοηθείας που θα ηδύνατο να παράσχει σε περίπτωση που θα του ζητηθεί από τον Οργανισμό. Ωστόσο, εάν το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δεν δυνηθεί στη συνέχεια να παράσχει την βοήθεια που θα αναφέρεται στη δήλωσή του, θα συνεχίζει να δεσμεύεται με την υποχρέωση να παράσχει βοήθεια συμφώνως προς τις διατάξεις της παρούσης παραγράφου.

8. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα έχει το δικαίωμα να ζητά και, με την επιφύλαξη της διαδικασίας που αναφέρε-

ται στις παραγράφους 9, 10 και 11, να λάβει βοήθεια και τύχει προστασίας από τη χρήση ή την απειλή χημικών όπλων εάν εκτιμά ότι:

α) Χρησιμοποιήθηκαν εναντίον αυτού χημικά όπλα,

β) Χρησιμοποιήθηκαν εναντίον αυτού μέσα καταστολής ως μέσα πολέμου,

γ) Απειλείται από ενέργειες ή δραστηριότητες οποιοδήποτε Κράτος, που απαγορεύονται στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη δυνάμει του άρθρου 1.

9. Η αίτηση στην οποία θα περιλαμβάνονται όλα τα σχετικά στοιχεία, θα απευθύνεται προς τον Γενικό Διευθυντή που θα την διαβιβάζει πάραυτα προς το Εκτελεστικό Συμβούλιο και όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη. Ο Γενικός Διευθυντής θα προωθεί την αίτηση στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη που θα έχουν προσφερθεί, συμφώνως προς τα εδάφια β) και γ) της παραγράφου 7, να παράσχουν άμεση βοήθεια σε περίπτωση χρήσης χημικών όπλων ή μέσων καταστολής ως μέσα πολέμου, ή ανθρωπιστική βοήθεια σε περίπτωση σοβαρής απειλής χρήσης χημικών όπλων ή μέσων καταστολής ως μέσα πολέμου, και τα οποία είναι σε θέση να παράσχουν τέτοια βοήθεια στο ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος το αργότερο εντός 12 ωρών από της λήψεως της αιτήσεως. Το αργότερο εντός 24 ωρών από της λήψεως της αιτήσεως, ο Γενικός Διευθυντής θα αρχίζει έρευνα βάσει της οποίας θα καθορίζονται τα προς λήψη περαιτέρω μέτρα. Ο Γενικός Διευθυντής θα ολοκληρώνει την έρευνα εντός 72 ωρών και θα παραδίδει την έκθεση στο Εκτελεστικό Συμβούλιο. Σε περίπτωση που θα χρειασθεί περισσότερος χρόνος για την ολοκλήρωση της έρευνας, θα υποβάλλεται, εντός της αυτής προθε-

σμίας, προσωρινή έκθεση. Η πρόταση που θα χορηγηθεί για τις ανάγκες της ερεύνης δεν θα υπερβαίνει τις 72 ώρες. Είναι, ωστόσο, δυνατόν να χορηγηθούν μια ή περισσότερες παρατάσει της αυτής διαρκείας. Κατά την ημέρα εκπνοής εκάστης προσθέτου προθεσμίας, θα υποβάλλλεται στο Εκτελεστικό Συμβούλιο έκθεση. Στο μέτρο που απαιτείται, και συμφώνως προς την αίτηση και τα στοιχεία που την συνοδεύουν, η έρευνα θα αποδεικνύει τα περιστατικά που αναφέρονται στην αίτηση, και θα προσδιορίζει το είδος και το μέγεθος της συμπληρωματικής βοηθείας και της προστασίας που ζητούνται.

10. Το αργότερο εντός 24ώρου προθεσμίας από της λήψεως της εκθέσεως περί του πορίσματος της ερεύνης, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα συνεδριάζει προκειμένου να εξετάσει την κατάσταση και θα λάβει εντός του επομένου 24ώρου, απόφαση με απλή πλειοψηφία για να καθορίσει εάν η Τεχνική Γραμματεία πρέπει να αναλάβει να παράσχει συμπληρωματική βοήθεια. Η Τεχνική Γραμματεία θα διαβιβάσει πάραυτα σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη και τους αρμοδίους διεθνείς οργανισμούς, την έκθεση που αναφέρεται στην έρευνα και την απόφαση που έλαβε το Εκτελεστικό Συμβούλιο. Εάν το Εκτελεστικό Συμβούλιο ταχθεί υπέρ της βοηθείας, ο Γενικός Διευθυντής θα την παράσχει άνευ καθυστερήσεως. Γι'αυτό το σκοπό, ο Γενικός Διευθυντής θα δύναται να συνεργάζεται με το αιτών Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, με άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη και με τους αρμοδίους διεθνείς οργναισμούς. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη θα καταβάλουν κάθε συνατή προσπάθεια για να παράσχουν βοήθεια.

11. Εάν τα στοιχεία που θα συγκεντρωθούν κατά την έρευνα

ή που προέρχονται από άλλες αξιόπιστες πηγές, αποδεικνύουν, κατά τρόπο ικανό, την ύπαρξη θυμάτων από χρήση χημικών όπλων και απαιτείται ταχεία ανάληψη δράσεως, ο Γενικός Διευθυντής θα το γνωστοποιεί σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη και θα λαμβάνει μέτρα επείγουσας παροχής βοηθείας, χρησιμοποιώντας τους πόρους που θα έχει θέσει στη διάθεσή του η Σύνοδος για τέτοιες περιπτώσεις εκτάκτου ανάγκης. Ο Γενικός Διευθυντής θα τηρεί ενήμερο το Εκτελεστικό Συμβούλιο επί των μέτρων που θα ληφθούν συμφώνως προς την παρούσα παράγραφο.

ΑΡΘΡΟ 11: ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΚΗ ΑΝΑΠΤΥΞΗ

1. Η εφαρμογή των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως δέον όπως ερμηνευθεί κατά τρόπον ώστε να αποφευχθεί η παρεμπόδιση της οικονομικής ή τεχνολογικής αναπτύξεως των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών και της διεθνούς συνεργασίας στον τομέα των χημικών δραστηριοτήτων για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την Σύμβαση, συμπεριλαμβανομένης και της διεθνούς ανταλλαγής επιστημονικών και τεχνικών στοιχείων, χημικών προϊόντων και εξοπλισμού για την παραγωγή, επεξεργασία ή χρήση χημικών προϊόντων για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την Σύμβαση.

2. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως, και χωρίς να θίγονται οι εφαρμόσιμες αρχές και οι κανόνες του Διεθνούς Δικαίου, τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη:

α) θα έχουν το δικαίωμα όπως διεξάγουν κατ΄ιδίαν ή σε συλλογικό επίπεδο, έρευνες που θα αφορούν σε χημικά προϊόντα και να αναπτύσσουν, παράγουν, αποκτούν, διατηρούν, μεταβιβάζουν και χρησιμοποιούν τέτοια προϊόντα,

β) θα αναλάβουν την υποχρέωση να διευκολύνουν την πληρέστε-

ση δυνατή ανταλλαγή χημικών προϊόντων, επιστημονικών και τεχνικών εξοπλισμών και στοιχείων σχετιζομένων με την ανάπτυξη και εφαρμογή της χημείας για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση, και θα έχουν το δικαίωμα να συμμετέχουν σε μια τέτοια ανταλλαγή,

γ) Δεν θα εφαρμόζουν μεταξύ τους περιορισμούς ασύμβατους με τις υποχρεώσεις που έχουν αναλάβει δυνάμει της παρούσης Συμβάσεως -ούτε καν εκείνους τους περιορισμούς που θα περιλαμβάνονται, ενδεχομένως, σε διεθνείς συμφωνίες-, οι οποίοι θα επέβαλαν περιορισμούς ή θα παρεμπόδιζαν το εμπόριο ή την ανάπτυξη και την προώθηση των νέων επιστημονικών και τεχνικών βελτιώσεων στον τομέα της χημείας για βιομηχανικούς, αγροτικούς, ερευνητικούς, ιατρικούς, φαρμακευτικούς ή άλλους ειρηνικούς σκοπούς,

δ) Θα τους επιτρέπεται από την παρούσα Σύμβαση να εφαρμόζουν αποκλειστικά και μόνο τα μέτρα που προβλέπονται ή επιτρέπονται από την Σύμβαση και δεν θα τους επιτρέπεται από καμμία άλλη διεθνή συμφωνία να επιδιώκουν αντικειμενικό σκοπό ασύμβατο με την παρούσα Σύμβαση,

ε) Θα αναλάβουν την υποχρέωση να αναθεωρήσουν τους εσωτερικούς κανόνες τους σε θέματα εμπορίου χημικών προϊόντων, προκειμένου να τους εναρμονίσουν με το περιεχόμενο και τον σκοπό της παρούσης Συμβάσεως.

ΑΡΘΡΟ 12: ΕΙΔΙΚΑ ΜΕΤΡΑ ΓΙΑ ΤΗΝ ΣΥΜΜΟΡΦΩΣΗ ΠΡΟΣ ΤΙΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ ΠΟΥ ΑΠΟΡΡΕΟΥΝ ΑΠΟ ΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑ ΣΥΜΒΑΣΗ ΚΑΙ ΤΗΝ ΕΞΑΣΦΑΛΙΣΗ ΤΗΣ ΣΥΝΕΠΕΙΑΣ ΜΕ ΤΙΣ ΕΝ ΛΟΓΩ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ ΣΥΜΠΕΡΙΛΑΜΒΑΝΟΜΕΝΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΥΡΩΣΕΩΝ

1. Η Σύνοδος θα λαμβάνει, όπως προβλέπεται στις παραγράφους

2, 3 και 4, τα μέτρα που απαιτούνται για την εξασφάλιση της συνέπειας με τις υποχρεώσεις της παρούσης Συμβάσεως και για την επανόρθωση οιασδήποτε καταστάσεως που θα έθιγε τις διατάξεις της Συμβάσεως. Οσάκις η Σύνοδος προβλέπει την λήψη τέτοιων μέτρων, συμφώνως προς την παρούσα παράγραφο, θα λαμβάνει υπ' όψη της όλα τα σχετικά στοιχεία και συστάσεις που της έχει υποβάλει το Εκτελεστικό Συμβούλιο.

2. Στις περιπτώσεις που Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος από το οποίο το Εκτελεστικό Συμβούλιο έχει ζητήσει να λάβει ειδικά μέτρα για συμμόρφωση προς τις υποχρεώσεις που απορρέουν από την παρούσα Σύμβαση και την εξασφάλιση της συνέπειας με αυτές, δεν ικανοποιήσει αυτό το αίτημα εντός των οριζομένων προθεσμιών, η Σύνοδος θα δύναται, μεταξύ άλλων, μετά από σύσταση του Εκτελεστικού Συμβουλίου, να περιορίζει ή αναστέλλει τα δικαιώματα και προνόμια των οποίων απολαμβάνει το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος χάρις στην παρούσα Σύμβαση, και τούτο έως ότου λάβει τα μέτρα που απαιτούνται για την συμμόρφωσή του προς τις υποχρεώσεις που έχει αναλάβει δυνάμει της Συμβάσεως.

3. Στις περιπτώσεις που το περιεχόμενο και ο σκοπός της παρούσης Συμβάσεως θα κινδυνεύουν να θιγούν σε μεγάλο βαθμό από δραστηριότητες που απαγορεύονται από τη Σύμβαση, και ειδικότερα από το πρώτο άρθρο, η Σύνοδος θα δύναται να συστήνει στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη συλλογικά μέτρα, συμφώνως προς το Διεθνές Δίκαιο.

4. Σε περίπτωση ιδιαιτέρως σοβαρής παραβιάσεως, η Σύνοδος θα θέτει το θέμα, συμπεριλαμβανομένων και των σχετικών στοιχείων και πορισμάτων, υπ' όψη της Γενικής Συνελεύσεως των Ηνωμένων

Εθνών και του Συμβουλίου Ασφαλείας του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών.

ΑΡΘΡΟ 13: ΣΧΕΣΕΙΣ ΜΕ ΑΛΛΕΣ ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΣΥΜΦΩΝΙΕΣ

Ουδεμία διάταξη της παρούσης Συμβάσεως θα δύναται να ερμηνευθεί ότι καθ'οιονδήποτε τρόπο περιορίζουσα ή μειώνουσα τις παρ'οιουδήποτε Κράτους αναληφθείσες υποχρεώσεις δυνάμει του Πρωτοκόλλου που αφορά στην απαγόρευση της χρήσεως εν πολέμω ασφυξιογόνων, δηλητηριωδών ή παρομοίων αερίων ως και βακτηριολογικών μέσων, το οποίο υπεγράφη στη Γενεύη την 17η Ιουνίου 1925, και δυνάμει της Συμβάσεως περί απαγορεύσεως της αναπτύξεως, παραγωγής και αποθηκεύσεως βακτηριολογικών (βιολογικών) και τοξινικών όπλων και καταστροφής αυτών, η οποία υπεγράφη στο Λονδίνο, τη Μόσχα και την Ουάσινγκτων, την 10η Απριλίου 1972.

ΑΡΘΡΟ 14: ΔΙΕΥΘΕΤΗΣΗ ΔΙΑΦΟΡΩΝ

1. Οι διαφορές που θα αφορούν στην εφαρμογή ή την ερμηνεία της παρούσης Συμβάσεως, θα δύνανται να διευθετηθούν σύμφωνως προς τις οικείες διατάξεις της Συμβάσεως και τις διατάξεις του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

2. Σε περίπτωση διαφοράς μεταξύ δύο ή περισσοτέρων Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών, ή μεταξύ ενός ή περισσοτέρων Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών και του Οργανισμού, ως προς την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσης Συμβάσεως, τα Μέρη θα αρχίσουν διαβουλεύσεις προκειμένου να διευθετήσουν την εν λόγω διαφορά το ταχύτερο δυνατό με διαπραγματεύσεις ή με οιοδήποτε άλλο ειρηνικό μέσο της επιλογής τους, συμπεριλαμβανομένης και της προσφυγής στα κατάλληλα όργανα της Συμβάσεως και, κοινή συναινέσει, παραπέμποντας την διαφορά στο

Διεθνές Δικαστήριο συμφώνως προς το Καταστατικό αυτού του τελευταίου. Τα διάδικα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη θα ενημερώνουν το Εκτελεστικό Συμβούλιο σχετικά με τα ληφθέντα μέτρα.

3. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα δύναται να συμβάλει στην επίλυση διαφοράς με οιοδήποτε κατάλληλο, κατά την άποψή του, μέσο, συμπεριλαμβανομένης και της μεσολαβήσεώς του, καλώντας τα διάδικα Κράτη όπως ξεκινήσουν την διαδικασία διευθετήσεως της διαφοράς, που θα έχουν επιλέξει, και συστήνοντας προθεσμία για την ολοκλήρωση οποιασδήποτε συμπεφωνημένης διαδικασίας.

4. Η Σύνοδος θα εξετάζει, όσον αφορά τις διαφορές, τα ζητήματα που εγείρουν τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη ή τίθενται υπ' όψη της από το Εκτελεστικό Συμβούλιο. Η Σύνοδος θα συστήνει, αν το κρίνει απαραίτητο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο στ), του άρθρου 8, όργανα ειδικά για να συμβάλουν στην επίλυση των διαφορών ή αναθέτει αυτά τα καθήκοντα σε ήδη υφιστάμενα όργανα.

5. Η Σύνοδος και το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα απολαμβάνουν, το καθένα ξεχωριστά, με την επιφύλαξη της προηγουμένης εγκρίσεως της Γενικής Συνελεύσεως των Ηνωμένων Εθνών, της νομικής ικανότητος να ζητούν από το Διεθνές Δικαστήριο συμβουλευτική γνωμοδότηση σχετικά με οιοδήποτε νομικό θέμα σχετιζόμενο με τις δραστηριότητες του Οργανισμού. Για τον σκοπό αυτό, ο Οργανισμός θα συνάψει συμφωνία με τον Οργανισμό των Ηνωμένων Εθνών, συμφώνως προς την παράγραφο 34, εδάφιο α), του άρθρου 8.

6. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου δεν θα επηρεάζουν τις

διατάξεις του άρθρου 9 ή τις διατάξεις περί των ειδικών μέτρων για την συμμόρφωση προς τις υποχρεώσεις που απορρέουν από την παρούσα Σύμβαση και την εξασφάλιση της συνέπειας με τις εν λόγω υποχρεώσεις, συμπεριλαμβανομένων και των κυρώσεων.

ΑΡΘΡΟ 15: ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ

1. Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα δύναται να προτείνει τροποποιήσεις στην παρούσα Σύμβαση. Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος θα δύναται, πρόσθετα, να προτείνει τροποποιήσεις, όπως αυτές καθορίζονται στην παράγραφο 4, στα Προσαρτήματα της Συμβάσεως. Οι προτάσεις για τροποποίηση θα διέπονται από την διαδικασία που αναφέρεται στις παραγράφους 2 και 3. Οι προτάσεις για τροποποίηση, όπως αυτές καθορίζονται στην παράγραφο 4, θα διέπονται από την διαδικασία που αναφέρεται στην παράγραφο 5.

2. Το κείμενο της προτεινομένης τροποποιήσεως θα υποβάλλεται στον Γενικό Διευθυντή, ο οποίος θα την μεταβιβάσει σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη και στον Θεματοφύλακα. Μία τέτοια πρόταση θα εξετάζεται μόνο από σύνοδο που θα συνέρχεται ειδικά γι'αυτό το σκοπό. Η εν λόγω σύνοδος θα συγκαλείται εάν τουλάχιστο το ένα τρίτο των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών κοινοποιήσει στον Γενικό Γραμματέα, το αργότερο εντός 30 ημερών από της διανομής του κειμένου, ότι είναι υπέρ του να εξετασθεί η πρόταση. Η ειδική σύνοδος προς εξέταση των προτάσεων για τροποποίηση θα συνέρχεται αμέσως μετά το πέρας τακτικής συνεδριάσεως της Συνόδου, εκτός αν τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη ζητήσουν την σύγκληση συνόδου ενωρίτερον.
Σε καμμία περίπτωση ειδική σύνοδος προς εξέταση των προτάσεων

για τροποποίηση δεν θα συνέρχεται προ της συμπληρώσεως 60 ημερών από της διανομής του κειμένου της προτεινομένης τροποποιήσεως.

3. Οι τροποποιήσεις θα τίθενται σε ισχύ για όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη 30 ημέρες μετά τήν κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως ή αποδοχής από όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη που σκοπούνται από το κάτωθι εδάφιο β):

α) Όταν η ειδική σύνοδος προς εξέταση των προτάσεων για τροποποίηση θα τις έχει υιοθετήσει με την ψήφο της πλειοψηφίας όλων των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών, χωρίς ούτε μία ψήφο κατά,

β) Όταν θα έχουν επικυρωθεί ή γίνουν αποδεκτές από όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη που εψήφισαν υπέρ αυτής κατά την ειδική σύνοδο.

4. Για την διατήρηση της βιωσιμότητος και αποτελεσματικότητος της Συμβάσεως, οι διατάξεις των Παραρτημάτων θα επιδέχονται τροποποιήσεως συμφώνως προς την διαδικασία που αναφέρεται στην παράγραφο 5, εάν οι προτεινόμενες τροπολογίες αφορούν σε θέματα διοικητικής ή τεχνικής φύσεως. Όλες οι τροποποιήσεις του Παραρτήματος περί χημικών προϊόντων, θα πρέπει να γίνονται συμφώνως προς την παράγραφο 5. Η εν λόγω διαδικασία δεν θα εφαρμόζεται στα Μέρη Α΄και Γ΄του Παραρτήματος περί απορρήτου ούτε στο Μέρος Β΄του Παραρτήματος περί επαληθεύσεως ούτε στους ορισμούς του Μέρους Α΄του Παραρτήματος περί επαληθεύσεως που αφορά αποκλειστικά στις επιθεωρήσεις με θέση σε υπερημερία.

5. Οι προτάσεις για τροποποίηση που σκοπούνται από την παράγραφο 4, θα ακολουθούν την εξής διαδικασία:

α) Το κείμενο της προτάσεως για τροποποίηση, συνοδευόμενο από τις αναγκαίες πληροφορίες, θα διαβιβάζεται προς τον Γενικό Διευθυντή. Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος και ο Γενικός Διευθυντής θα δύνανται να παράσχουν περαιτέρω στοιχεία εν όψει της εξετάσεως της προτάσεως. Ο Γενικός Διευθυντής θα διαβιβάζει χωρίς καθυστέρηση την εν λόγω πρόταση και αυτές τις πληροφορίες σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη, στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και στον Θεματοφύλακα,

β) Το αργότερο εντός 60 ημερών από της λήψεως της προτάσεως, ο Γενικός Διευθυντής θα την εξετάσει προκειμένου να καθορίσει όλες τις επιπτώσεις που δύναται να έχει η προτεινόμενη τροπολογία στις διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως και στην εφαρμογή αυτής. Κατόπιν, θα κοινοποιεί όλα τα σχετικά στοιχεία σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη και στο Εκτελεστικό Συμβούλιο,

γ) Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα εξετάζει την πρόταση υπό το φως των στοιχείων που διαθέτει, και ειδικότερα για να καθορίσει εάν πληροί τις προϋποθέσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 4. Το αργότερο εντός 90 ημερών από της λήψεως της προτάσεως, θα κοινοποιεί,προς εξέταση,την σύστασή του , με τις κατάλληλες εξηγήσεις, σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη θα βεβαιώνουν τη λήψη αυτής εντός 10ημέρου προθεσμίας,

δ) Εάν το Εκτελεστικό Συμβούλιο συστήσει σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη να υιοθετήσουν την πρόταση, αυτή η τελευταία θα θεωρείται εγκριθείσα εφ΄όσον ουδένα Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος προβάλει ένσταση εντός 90ημέρου προθεσμίας από

της λήψεως της συστάσεως. Εάν το Εκτελεστικό Συμβούλιο συστήσει την απόρριψη της προτάσεως, αυτή η τελευταία θα θεωρείται απορριφθείσα εφ'όσον ουδένα Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος προβάλει ένσταση εντός 90ημέρου προθεσμίας από της λήψεως της συστάσεως,

ε) Εάν σύσταση του Εκτελεστικού Συμβουλίου δεν εγκριθεί σύμφωνα, όπως απαιτείται από τις διατάξεις του εδαφίου δ), η Σύνοδος θα αποφανθεί , κατά την αμέσως επομένη συνεδρίαση αυτής, επί της ουσίας της προτάσεως, και ειδικότερα θα αποφασίσει κατά πόσον η εν λόγω πρόταση πληροί τις προϋποθέσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 4,

στ)Ο Γενικός Διευθυντής θα κοινοποιεί σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη και στον θεματοφύλακα, οποιαδήποτε απόφαση ληφθεί δυνάμει της παρούσης παραγράφου,

ζ) Οι εγκριθείσες τροπολογίες συμφώνως προς αυτή τη διαδικασία, θα τίθενται σε ισχύ για όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη εντός 180 ημερών από της ημερομηνίας κοινοποιήσεως της εγκρίσεως αυτών από τον Γενικό Διευθυντή, εκτός αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο συστήσει ή η Σύνοδος αποφασίσει άλλη προθεσμία.

ΑΡΘΡΟ 16: ΔΙΑΡΚΕΙΑ ΚΑΙ ΚΑΤΑΓΓΕΛΙΑ

1. Η παρούσα Συνθήκη θα είναι απεριορίστου διαρκείας.

2. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, εν τη ασκήσει της εθνικής κυριαρχίας του, θα έχει το δικαίωμα όπως καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση,αν κρίνει ότι εξαιρετικά περιστατικά που συνδέονται με το περιεχόμενο της Συμβάσεως, έθεσαν σε κίνδυνο τα υπέρτατα συμφέροντάτου. Το καταγγέλον Κράτος θα κοινοποιεί την εν λόγω καταγγελία, αφού επιδόσει

την σχετική ειδοποίηση εντός 90 ημερών από της κοινοποιήσεως της καταγγελίας σε όλα τα υπόλοιπα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη, στο Εκτελεστικό Συμβούλιο, στον Θεματοφύλακα και στο Συμβούλιο Ασφαλείας του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών. Στην εν λόγω κοινοποίηση, το καταγγέλον Κράτος θα εκθέτει τα εξαιρετικά περιστατικά τα οποία, κατά την άποψή του, έθεσαν σε κίνδυνο τα υπέρτατα συμφέροντά του.

3. Η καταγγελία της παρούσης Συμβάσεως δεν θα επηρεάζει κατ' ουδένα τρόπο τις υποχρεώσεις που έχουν αναληφθεί από τα Κράτη δυνάμει των οικείων κανόνων του Διεθνούς Δικαίου, και ειδικότερα, του Πρωτοκόλλου της Γενεύης του 1923.

ΑΡΘΡΟ 17: ΚΑΘΕΣΤΩΣ ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑΤΩΝ

Τα Προσαρτήματα αποτελούν αναπόσπαστο μέρος της παρούσης Συμβάσεως. Οποιαδήποτε αναφορά στην Σύμβαση θα παραπέμπει και στα Προσαρτήματα αυτής.

ΑΡΘΡΟ 18: ΥΠΟΓΡΑΦΗ

Η παρούσα Σύμβαση θα είναι ανοικτή για υπογραφή από όλα τα Κράτη πριν από την έναρξη ισχύος αυτής.

ΑΡΘΡΟ 19: ΕΠΙΚΥΡΩΣΗ

Η παρούσα Σύμβαση θα υπόκειται σε επικύρωση από τα υπογράφοντα Κράτη συμφώνως προς την προβλεπόμενη από τα αντίστοιχα Συντάγματα αυτών διαδικασία.

ΑΡΘΡΟ 20: ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΗ

Οποιοδήποτε Κράτος που δεν υπέγραψε την παρούσα Σύμβαση πριν από την έναρξη ισχύος αυτής, δύναται να προσχωρήσει σε αυτή κατά πάντα μεταγενέστερο χρόνο.

ΑΡΘΡΟ 21: ΘΕΣΗ ΣΕ ΙΣΧΥ

1. Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ την εκατοστή ογδοηκο-

στή ημέρα από της ημερομηνίας καταθέσεως του εξηκοστού πέμπτου εγγράφου επικυρώσεως, αλλά σε καμμία περίπτωση προ της συμπληρώσεως διετίας από την ημερομηνία που η Σύμβαση θα είναι ανοικτή για υπογραφή.

2. Για τα Κράτη που θα καταθέσουν τα έγγραφα επικυρώσεως ή προσχωρήσεως μετά την έναρξη ισχύος της παρούσης Συμβάσεως, αυτή η τελευταία θα τίθεται σε ισχύ την τριακοστή ημέρα μετά την ημερομηνία καταθέσεως των εν λόγω εγγράφων.

ΑΡΘΡΟ 21: ΕΠΙΦΥΛΑΞΕΙΣ

Τα Κράτη θα δύνανται να διατυπώσουν επιφυλάξεις σχετικά με τα προσαρτήματα της παρούσης Συμβάσεως, υπό την προϋπόθεση οι εν λόγω επιφυλάξεις να είναι συμβατές με το αντικείμενο και τον σκοπό της παρούσης Συμβάσεως.

Τα άρθρα της παρούσης Συμβάσεως δεν θα υπόκεινται σε επιφυλάξεις.

ΑΡΘΡΟ 23: ΘΕΜΑΤΟΦΥΛΑΚΑΣ

Θεματοφύλακας της Συμβάσεως ορίζεται με την παρούσα διάταξη ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών, ο οποίος, μεταξύ άλλων:

α) θα κοινοποιεί άνευ καθυστερήσεως σε όλα τα Κράτη που έχουν υπογράψει την Σύμβαση ή έχουν προσχωρήσει σε αυτή, την ημερομηνία καταθέσεως εκάστου εγγράφου επικυρώσεως ή προσχωρήσεως την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως και την λήψη οιασδήποτε άλλης κοινοποιήσεως,

β) θα διαβιβάζει προς τις κυβερνήσεις όλων των υπογραψάντων ή προσχωρησάντων Κρατών, δεόντως κεκυρωμένα αντίγραφα της Συμβάσεως,

γ) θα πρωτοκολλήσει την παρούσα Σύμβαση σύμφωνα προς τις δια

τάξεις του άρθρου 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

ΑΡΘΡΟ 24: ΑΥΘΕΝΤΙΚΑ ΚΕΙΜΕΝΑ

Η παρούσα Σύμβαση, της οποίας το Αγγλικό, Αραβικό, Κινέζικό, Ισπανικό, Γαλλικό και Ρωσσικό κείμενο είναι εξίσου αυθεντικά, θα κατατεθεί στον Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών.

ΣΕ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ οι υπογεγραμμένοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι γι΄αυτό το σκοπό, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Εγένετο στο Παρίσι, την 13η Ιανουαρίου 1993.

*

* *

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ ΠΕΡΙ ΧΗΜΙΚΩΝ ΠΡΟΪΟΝΤΩΝ

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

*

* *

Α. ΚΑΤΕΥΘΥΝΤΗΡΙΕΣ ΑΡΧΕΣ ΓΙΑ ΤΟΥΣ ΠΙΝΑΚΕΣ ΧΗΜΙΚΩΝ ΠΡΟΪΟΝΤΩΝ

Κατευθυντήριες Αρχές για τον Πίνακα 1

1. Για την καταχώρηση ή μη δηλητηριώδους/τοξικού χημικού προϊόντος ή προβαθμίδος στον Πίνακα 1, θα λαμβάνονται υπ΄ όψη τα ακόλουθα κριτήρια:

α) ΄Εχει αναπτυχθεί, κατασκευασθεί, αποθηκευθεί ή χρησιμοποιηθεί ως χημικό όπλο, όπως αυτό ορίζεται στο άρθρο 2,

β) Αποτελεί, συν τοις άλλοις, σοβαρό κίνδυνο για το αντι-

Σημ.τ.Μετ.:Σελίδες πρωτοτύπου και όχι μεταφράσεως.

κείμενο και τον σκοπό της παρούσης Συμβάσεως λόγω των μεγάλων δυνατοτήτων χρησιμοποιήσεως αυτού στα πλαίσια δραστηριοτήτων που απαγορεύονται από την Σύμβαση, στο μέτρο που θα επληρούντο μία ή περισσότερες από τις ακόλουθες προϋποθέσεις:

ι) Διαθέτει χημική σύνθεση που παρουσιάζει πολλά κοινά χαρακτηριστικά με τη χημική σύνθεση άλλων δηλητηριωδών/τοξικών χημικών προϊόντων, τα οποία έχουν καταχωρηθεί στον Πίνακα 1, και διαθέτει, ή θα ηδύνατο να διαθέτει, παρόμοιες ιδιότητες,

ιι) Διαθέτει τοξικότητα, η οποία δύναται να προξενήσει τον θάνατο, προσωρινή ανικανότητα ή μόνιμες βλάβες, ως και άλλες ιδιότητες που θα ηδύναντο να επιτρέψουν την χρησιμοποίησή του ως χημικό όπλο,

ιιι) Δύναται να χρησιμοποιηθεί ως προβαθμίδα κατά το τελικό τεχνολογικό στάδιο της κατασκευής για την παραγωγή, σε μια και μοναδική βαθμίδα, δηλητηριώδους/τοξικού χημικού προϊόντος, το οποίο έχει καταχωρηθεί στον Πίνακα 1, οπουδήποτε και αν λαμβάνει χώρα η εν λόγω φάση (εγκαταστάσεις, πολεμοφόδια ή αλλού),

γ) Δεν χρησιμοποιείται για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση.

Κατευθυντήριες Αρχές για τον Πίνακα 2

2. Για την καταχώρηση ή μη δηλητηριώδους/τοξικού χημικού προϊόντος στον Πίνακα 2, που δεν αναγράφεται στον Πίνακα 1, ή προβαθμίδος χημικού προϊόντος του Πίνακα 1 ή χημικού προϊόντος του Μέρους Α΄του Πίνακα 2, θα λαμβάνονται υπ΄όψη τα ακόλουθα κριτήρια:

α) Αποτελεί σοβαρό κίνδυνο για το αντικείμενο και τον σκοπό

της παρούσης Συμβάσεως λόγω του ότι διαθέτει τοξικότητα, η οποία δύναται να προξενήσει τον θάνατο, προσωρινή ανικανότητα ή μόνιμες βλάβες, ως και άλλες ιδιότητες που θα ηδύναντο να επιτρέψουν τη χρησιμοποίησή του ως χημικό όπλο,

β) Δύναται να χρησιμοποιηθεί ως προβαθμίς σε μία από τις χημικές αντιδράσεις της τελικής φάσεως παραγωγής χημικού προϊόντος, το οποίο έχει καταχωρηθεί στον Πίνακα 1 ή στο Μέρος Α΄του Πίνακα 2,

γ) Αποτελεί σοβαρό κίνδυνο για το αντικείμενο και τον σκοπό της παρούσης Συμβάσεως λόγω του ότι αποτελεί σημαντικό παράγοντα για την παραγωγή χημικού προϊόντος, το οποίο έχει καταχωρηθεί στον Πίνακα 1 ή στο Μέρος Α΄του Πίνακα 2,

δ) Δεν παράγεται από εργοστάσια σε μεγάλες ποσότητες για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση.

<u>Κατευθυντήριες Αρχές για τον Πίνακα 3</u>

3. Για την καταχώρηση ή μη δηλητηριώδους/τοξικού χημικού προϊόντος στον Πίνακα 3, ή προβαθμίδος που δεν αναγράφεται στους λοιπούς Πίνακες, θα λαμβάνονται υπ΄όψη τα κάτωθι κριτήρια:

α) Έχει παραχθεί, αποθηκευθεί και χρησιμοποιηθεί ως χημικό όπλο,

β) Αποτελεί, συν τοις άλλοις, κίνδυνο για το αντικείμενο και τον σκοπό της παρούσης Συμβάσεως λόγω του ότι διαθέτει τοξικότητα , η οποία δύναται να προξενήσει τον θάνατο, προσωρινή ανικανότητα ή μόνιμες βλάβες, ως και άλλες ιδιότητες που θα ηδύναντο να επιτρέψουν την χρησιμοποίησή του ως χημικό όπλο,

γ) Αποτελεί κίνδυνο για το αντικείμενο και τον σκοπό της παρούσης Συμβάσεως λόγω του ότι αποτελεί σημαντικό παράγοντα για

την παραγωγή ενός ή περισσοτέρων χημικών προϊόντων,τα οποία έχουν καταχωρηθεί στον Πίνακα 1 ή στο Μέρος Β΄του Πίνακα 2,

δ) Δύναται να παραχθεί βιομηχανικά σε μεγάλες ποσότητες για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση.

Β. ΠΙΝΑΚΕΣ ΧΗΜΙΚΩΝ ΠΡΟΪΟΝΤΩΝ

Οι κάτωθι Πίνακες απαριθμούν δηλητηριώδη/τοξικά χημικά προϊόντα και προβαθμίδες αυτών. Για τους σκοπούς της εφαρμογής της παρούσης Συμβάσεως, στους εν λόγω Πίνακες αναγράφονται χημικά προϊόντα που αποτελούν το αντικείμενο μέτρων επαληθεύσεως συμφώνως προς τις διατάξεις του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως. Οι εν λόγω Πίνακες δεν αποτελούν ορισμό των χημικών όπλων κατά την έννοια της παραγράφου 1, εδάφιο α), του άρθρου 2.

(Οσάκις γίνεται αναφορά σε διαλκυλούχες ενώσεις που συνοδεύονται από κατάλογο αλκυλομάδων εντός παρενθέσεως, εκάστη ένωση που δύναται να παραχθεί από οιονδήποτε δυνατό συνδυασμό των αλκυλομάδων που απαριθμούνται εντός παρενθέσεως, θεωρείται ως καταχωρηθείσα στον αντίστοιχο Πίνακα, εκτός αν έχει ρητά διαγραφεί. Χημικό προϊόν που συνοδεύεται από "*" στο Μέρος Α΄του Πίνακα 2, αντιστοιχεί στα ειδικά όρια δηλώσεως και επαληθεύσεως, ως αναφέρεται στο Μέρος Ζ΄του Προσαρτήματος περί επαληθεύσεως).

ΠΙΝΑΚΑΣ 1

(Αρ.CAS)

Α.Δηλητηριώδη/τοξικά χημικά προϊόντα

1) O-αλκυλο($\leq C_{10}$, συμπεριλαμβανομένου και του κυκλοαλκυλίου)αλκυλο(ME,ET,N-PR ή I-PR)φωσφονο-

φθοριδικά άλατα

ALKYL(ME,ET,N-PR OU I-PR)PHOSPHONOFLUORIDATES

DE O-AΛKYLE($_C_{10}$, Y COMPRIS CYCLOALKYLE)

π.χ. Σαρίν: Ο-ισοπροπυλομεθυλοφωσφονοφθοριδικό
άλας

SARIN: METHYLPHOSPHONOFLUORIDATE DE O-ISO-
PROPYLE (107-44-8)

Σομάν: Ο-πινακολυλομεθυλοφωσφονοφθοριδικό
άλας

SOMAN: METHYLPHOSPHONOFLUORIDATE DE O-PINA-
COLYLE (96-64-0)

Ο-αλκυλο($_C_{10}$, συμπεριλαμβανομένου και του κυ-
κλοαλκυλίου)N,N-διαλκυλο(ME,ET,N-PR ή I-PR)φω-
σφοροαμιδοκυανικά άλατα

N,N-DIAΛKYL(ME,ET,N-PR OU I-PR)PHOSPHORAMIDOCYA-
NIDATES DE O-ALKYLE($_C_{10}$, Y COMPRIS CYCLOALKYLE)

π.χ. Ταμπούν:Ο-αιθυλενο-N,N-διμεθυλοφωσφοροαμιδο-
κυανικό άλας

TABUN :N,N-DIMETHYLPHOSPHORAMIDOCYANIDATE
DE O-ETHYLE (77-81-6)

ΠΙΝΑΚΑΣ 1 (συνέχεια)

(Αρ.CAS)

3) Ο-ΑΛΚΥΛΟ(Η ή $_C_{10}$, συμπεριλαμβανομένου και
του κυκλοαλκυλίου)αλκυλο(ME,ET,N-PR ή I-PR)
φωσφονοθειϊκά άλατα

ALKYL(ME,ET,N-PR OU I-PR)PHOSPHONOTHIOATES
DE O-ALKYLE(H OU $_C_{10}$, Y COMPRIS CYCLOALKYLE)
και S-2-διαλκυλ(ME,ET,N-PR ή I-PR)αμινοαιθυ-

λαλκυλο(ME,ET,N-PR ή I-PR)φωσφονοθειΐκά άλατα
ALKYL(ME,ET,N-PR OU I-PR)PHOSPHONOTHIOATES DE
S-2-DIALKYL(ME,ET,N-PR OU I-PR)AMINOETHYLE
και τα αντίστοιχα αλκυλιωμένα ή πρωτονιωμένα
άλατα

π.χ.: VX:O-αιθυλομεθυλοφωσφονοθειΐκό άλας
METHYLPHOSPHONOTHIOATE DE O-ETHYLE
και S-2-διισοπροπυλαμινοαιθυλομεθυλο-
φωσφονοθειΐκό άλας
METHYLPHOSPHONOTHIOATE DE S-2-DIISO-
PROPYLAMINOETHYLE (50782-69-9)

4) Θειούχα(MOUTARDES AU SOUFRE):
2-χλωροαιθυλοθειούχο άλας
(SULFURE DE 2-CHLOROETHYLE)
και θειούχο χλωρομεθύλιο
(SULFURE DE CHLOROMETHYLE) (2625-76-5)
Θειούχο αέριο(GAZ MOUTARDE):δισ(2-χλωροαιθυ-
λοθειούχο άλας (505-60-2)
SULFURE DE BIS
(2-CHLOROETHYLE)(505-60-2)
Δισ(2-χλωροαιθυλοθειο)μεθάνιο
BIS(2-CHLOROETHYLTHIO)METHANE (63869-13-6)
Σεσκιθειούχο(SESQUIMOUTARDE):1,2-δισ(2-χλωρο-
αιθυλοθειο)αιθάνιο
1,2-BIS(2-CHLO-
ROETHYLTHIO)ETHANE (3563-36-8)
1,3-δισ(2-χλωροαιθυλοθειο)-ν-προπάνιο
1,3-BIS(2-CHLOROETHYLTHIO)-N-PROPANE (63905-10-2)

1,4-δισ(2-χλωροαιθυλοθειο)-ν-βουτάνιο

1,4-BIS(2-CHLOROETHYLTHIO)-N-BUTANE (142868-93-7)

1,5-δισ(2-χλωροαιθυλοθειο)-ν-πεντάνιο

1,5-BIS(2-CHLOROETHYLTHIO)-N-PENTANE (142868-94-8)

Δισ(2-χλωροαιθυλοθειομεθυλ)οξείδιο

OXYDE DE BIS(2-CHLOROETHYLTHIOMETHYLE) (63918-90-1)

Θειούχο-0(MOUTARDE-0):δισ(2-χλωροαιθυλοθειοαιθυλ)οξείδιο

OXYDE DE BIS(2-CHLOROETHYLTHIOETHYLE) (63918-89-8)

5) Λεβισίτες

Λεβισίτης 1:2-χλωροβινυλοδιχλωροαρσίνη

LEWISITE 1:2-CHLOROVINYLDICHLORARSINE (541-25-3)

Λεβισίτης 2:δισ(2-χλωροβινυλο)χλωροαρσίνη

LEWISITE 2:BIS(2-CHLOROVINYL)CHLORARSINE (40334-69-8)

Λεβισίτης 3:τρισ(2-χλωροβινυλ)αρσίνη

LEWISITE 3:TRIS(2-CHLOROVINYL)ARSINE (40334-70-1)

6) Αζωτούχα (MOUTARDES A L'AZOTE)

HN1: δισ(2-χλωροαιθυλ)αιθυλαμίνη

BIS(2-CHLOROETHYL)ETHYLAMINE (538-07-8)

HN2: δισ(2-χλωροαιθυλο)μεθυλαμίνη

BIS(2-CHLOROETHYL)METHYLAMINE (51-75-2)

HN3: τρισ(2-χλωροαιθυλ)αμίνη

TRIS(2-CHLOROETHYL)AMINE (555-77-1)

7) Σαξιτοξίνη

SAXITOXINE (35523-89-8)

8) Ρητίνη

RICINE (9009-86-3)

Β. Προβαθμίδες

9) Αλκυλο(ME,ET,N-PR ή I-PR)φωσφονυλοδιφθο-
ρίδια
DIFLUORURES D'ALKYL(ME,ET,N-PR OU I-PR)
PHOSPHONYLE

π.χ. DF:μεθυλοφωσφονυλοδιφθορίδιο
DIFLUORURE DE METHYLPHOSPHONYLE (676-99-3)

10) O-αλκυλο(H ή $_{-}C_{10}$, συμπεριλαμβανομένου
και του κυκλοαλκυλίου)αλκυλο(ME,ET,N-PR
ή I-PR)φωσφονικά άλατα
ALKYL(ME,ET,N-PR OU I-PR)PHOSPHONITES
DE O-ALKYLE(H$_{-}C_{10}$,Y COMPRIS CYCLOALKYLE)
και O-2-διαλκυλ(ME,ET,N-PR ή I-PR)αμινο-
αιθυλοαλκυλο(ME,ET,N-PR ή I-PR)φωσφονικά
άλατα
ALKYL(ME,ET,N-PR OU I-PR)PHOSPHONITES
DE O-2-DIALKYL(ME,ET,N-PR OU I-PR)AMINO-
ETHYLE
και τα αντίστοιχα αλκυλιωμένα ή πρωτονιω-
μένα άλατα

π.χ. QL: O-αιθυλομεθυλοφωσφονικό άλας
METHYLPHOSPHONITE DE O-ETHYLE
και O-2-διισοπροπυλαμινοαιθυλομεθυ-
λοφωσφονικό άλας
METHYLPHOSPHONITE DE O-2-DIISOPRO-
PYLAMINOETHYLE (57856-11-8)

11) Χλωρο Σαρίν:O-ισοπροπυλομεθυλοφωσφονο-
χλωριδικό άλας
CHLORO SARIN:METHYLPHOSPHONOCHLORIDATE

DE O-ISOPROPYLE (1445-76-7)

ΠΙΝΑΚΑΣ 1 (συνέχεια)

(Αρ.CAS)

12) Χλωρο Σομάν:Ο-πινακολυλομεθυλοφωσφονο-
χλωριδικό άλας
CHLORO SOMAN:METHYLPHOSPHONOCHLORIDATE
DE L-PINACOLYLE (7040-57-5)

ΠΙΝΑΚΑΣ 2

A. ΔΗΛΗΤΗΡΙΩΔΗ/ΤΟΞΙΚΑ ΧΗΜΙΚΑ ΠΡΟΪΟΝΤΑ

1) Αμιτόν: Ο,Ο-διαιθυλοφωσφοροθειϊκό άλας
PHOSPHOROTHIOATE DE O,O-DIETHY-
LE
και S-(2-(διαιθυλαμινο)αιθυλο)
φωσφοροθειϊκό άλας
PHOSPHOROTHIOATE DE S-(2-(DIE-
THYLAMINO)ETHYLE
και τα αντίστοιχα αλκυλιωμένα ή
πρωτονιωμένα άλατα (78-53-5)

2) PFIB: 1,1,3,3,3-πενταφθορο-2-(τριφθο-
ρομεθυλο)προπένιο
1,1,3,3,3-PENTAFLUORO-2-(TRI-
FLUOROMETHYL)PROPENE (382-21-8)

3) BZ: 3-κινουκλιδινυλοβενζιλικό άλας(*)
BENZILATE DE 3-QUINUCLIDINYLE (6581-06-2)

B. Προβαθμίδες

4) Χημικά προϊόντα, εκτός εκείνων του Πίνακα 1,
που περιέχουν ένα άτομο φωσφόρου με το οποίο

συνδέεται μια ομάδα μεθυλίου, αιθυλίου ή προπυλίου(NORMAL ή ISO), χωρίς άλλα άτομα άνθρακος

π.χ. Μεθυλοφωσφονυλοδιχλωρίδιο

DICHLORURE DE METHYLPHOSPHONYLE (676-97-1)

Διμεθυλομεθυλοφωσφονικό άλας

METHYLPHOSPHONATE ΔΕ DIMETHYLE (756-79-6)

Εκτός:FONOFOS:0-αιθυλοαιθυλοδιθειοφωσφονικό άλας

ETHYLDITHIOPHOSPHONATE DE O-ETHYLE

και S-φαινυλοαιθυλοδιθειοφωσφονικό άλας

ETHYLDITHIOPHOSPHONATE DE S-PHENYLE (944-22-9)

5) N,N-διαλκυλο(ME,ET,N-PR ή I-PR)φωσφοραμιδικά διαλογονίδια

DIHALOGENURES N.N-DIALKYL(ME,ET,N-PR ή I-PR)PHOSPHORAMIDIQUES

6) Διαλκυλο(ME,ET,N-PR ή I-PR)N.N-διαλκυλο(ME,ET,N-PR ή I-PR)φωσφοραμιδικά άλατα

N,N-DIALKYL(ME,ET,N-PR OU I-PR)PHOSPHORAMIDATES DE DIALKYLE(ME,ET,N-PR OU I-PR)

7) Αρσενοτριχλωρίδιο

TRICHLORURE D'ARSENIC (7784-34-1)

8) 2,2-διφαινυλ-2-υδροξυοξικό οξύ

ACIDE 2,2-DIPHENYL-2-HYDROXYACETIQUE (76-93-7)

9) Κινουκλιδιν-3-όλη (1619-34-7)

10) N.N-2-διαλκυλ(ME,ET,N-PR ή I-PR)αμινοαιθυλοχλωρίδια

CHLORURES DE N.N-2-DIALKYL(ME,ET,N-PR OU I-PR)AMINOETHYLE

και τα αντίστοιχα πρωτονιωμένα άλατα

ΠΙΝΑΚΑΣ 2 (συνέχεια)

(Αρ.CAS)

11) N,N-2-διαλκυλ(ME,ET,N-PR ή I-PR)αμινοαιθανόλη

N,N-2-DIALKYL(ME,ET,N-PR OU I-PR)AMINOETHANOL

και τα αντίστοιχα πρωτονιωμένα άλατα

Εκτός των:

N.N-διμεθυλαμινοαιθανόλη

N,N-DIMETHYLAMINOETHANOL

και τα αντίστοιχα πρωτονιωμένα άλατα (108-01-0)

N,N-διεθυλαμινοαιθανόλη

N,N-DIETHYLAMINOETHANOL (100-37-8)

και τα αντίστοιχα πρωτονιωμένα άλατα

12) N,N-2-διαλκυλ(ME,ET,N-PR ή I-PR)αμινοαιθαναιθιόλη

N,N-2-DIALKYL)ME,ET,N-PR OU I-PR)AMINOETHANETHIOL

και τα αντίστοιχα πρωτονιωμένα άλατα

13) θειοδιγλυκόλη:θειούχο δισ-(2-υδροξυαιθόλιο

THIODIGLYCOL :SULFURE DE BIS(2-HYDRO-

XYETHYLE (111-48-8)

14) Πινακολαλκοόλη:3,3-διμεθυλοβουταν-2-όλη
ALCOOL PINACOLIQUE: 3,3-DIMETHYLBUTAN-2-OL (464-07-3)

ΠΙΝΑΚΑΣ 3

Α. ΔΗΛΗΤΗΡΙΩΔΗ/ΤΟΞΙΚΑ ΧΗΜΙΚΑ ΠΡΟΙΟΝΤΑ

1) Φωσγένιο: Καρβονυλοδιχλωρίδιο
PHOSGENE: DICHLORURE DE CARBONYLE (75-44-5)

2) Δικυανοχλωρίδιο
CHLORURE DE CYANOGENE (506-77-4)

3) Υδρογονοκυανίδιο
CYANURE D'HYDROGENE (74-90-8)

4) Χλωροπικρίνη:τριχλωρονιτρομεθάνιο
CHLOROPICRINE:TRICHLORONITROMETHANE (76-06-2)

Β. Προβαθμίδες

5) Οξυχλωριούχος φωσφόρος
OXYCHLORURE DE PHOSPHORE (10025-87-3)

6) Τριχλωριούχος φωσφόρος
TRICHLORURE DE PHOSPHORE (7719-12-2)

7) Πενταχλωριούχος φωσφόρος
PENTACHLORURE DE PHOSPHORE (10026-13-8)

8) Τριμεθυλοφωσφορώδες άλας
PHOSPHITE DE TRIMETHYLE (121-45-9)

9) Τριαιθυλοφωσφορώδες άλας
PHOSPHITE DE TRIETHYLE (122-52-1)

10) Διμεθυλοφωσφορώδες άλας
PHOSPHITE DE DIMETHYLE (868-85-9)

11) Διαιθυλοφωσφορώδες άλας

PHOSPHITE DE DIETHYLE (762-04-9)

12) Θειομονοχλωρίδιο

MONOCHLORURE DE SOUFRE (10025-67-9)

13) Θειοδιχλωρίδιο

DICHLORURE DE SOUFRE (10545-99-0)

14) Θειονυλοχλωρίδιο

CHLORURE DE THIONYLE (7719-09-7)

15) Αιθυλδιαιθανολαμίνη

ETHYLDIETHANOLAMINE (139-87-7)

16) Μεθυλδιαιθανολαμίνη

METHYLDIETHANOLAMINE (105-59-9)

17) Τριαιθανολαμίνη

TPIETHANOLAMINE (102-71-6)

*

* *

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ ΠΕΡΙ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΚΑΙ ΠΕΡΙ ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΕΩΣ ("ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ ΠΕΡΙ ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΕΩΣ")

ΜΕΡΟΣ Α'

ΟΡΙΣΜΟΙ

1. "Εγκεκριμένος μηχανικός εξοπλισμός", σημαίνει τις συσκευές και τα επιστημονικά όργανα που απαιτούνται για την εκπλήρωση των καθηκόντων της ομάδος επιθεωρήσεως, που έχουν εγκριθεί από την Τεχνική Γραμματεία συμφώνως προς τον κανονισμό που καταρτίσθηκε με φροντίδα αυτής δυνάμει της παραγράφου 27 του Μέρους Β' του παρόντος Προσαρτήματος. Ο ως άνω όρος σημαίνει, επίσης, τον διοικητικό εξοπλισμό ή τις συσκευές καταχωρήσεως που δύνανται, ενδεχομένως, να χρησιμοποιηθούν από την ομάδα επιθεωρήσεως.

2. Ο όρος "κτίρια" που αναφέρεται στον ορισμό εγκαταστάσεως παραγωγής χημικών όπλων στο Αρθρο 2, περιλαμβάνει τα ειδικά κτίρια και τα κοινά κτίρια.

α) "Ειδικά κτίρια", σημαίνει:

i) Κάθε κτίριο, συμπεριλαμβανομένων και των υπογείων κατασκευών, που προορίζεται για την προστασία ειδικού μηχανικού εξοπλισμού εντός συγκροτημάτων παραγωγής ή πληρώσεως,

ii) Κάθε κτίριο, συμπεριλαμβανομένων και των υπογείων κατασκευών, το οποίο διαθέτει ίδια χαρακτηριστικά που το διαφοροποιούν από τα κτίρια τα οποία χρησιμοποιούνται συνήθως για δραστηριότητες παραγωγής ή φορτώσεως χημικών προϊόντων που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση.

β) "Κοινά κτίρια", σημαίνει κάθε κτίριο, συμπεριλαμβανομένων και των υπογείων κατασκευών, που

έχει κατασκευασθεί συμφώνως προς τις συνήθεις βιομηχανικές προδιαγραφές για τις εγκαταστάσεις που δεν παράγουν χημικά προϊόντα, όπως αυτά καθορίζονται στην παράγραφο 8, εδάφιο α) i), του Αρθρου 2, ούτε διαβρωτικά χημικά προϊόντα.

3. "Επιθεώρηση τη αιτήσει Κράτους-Μέλους", σημαίνει την επιθεώρηση οιασδήποτε εγκαταστάσεως ή οιουδήποτε χώρου στην επικράτεια Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ή σε οιαδήποτε άλλη περιοχή που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο του εν λόγω Κράτους, που ζητά άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος, συμφώνως προς τις παραγράφους 8 - 25 του Αρθρου 9.

4. "Καθορισμένο οργανικό χημικό προϊόν", σημαίνει όλα τα χημικά προϊόντα που ανήκουν στην κατηγορία των χημικών ενώσεων, που περιλαμβάνει όλες τις ενώσεις του άνθρακα, εκτός των οξειδίων και των διθειανθράκων, ως και των ανθρακικών μετάλλων, που δύνανται να αναγνωρισθούν από την χημική ονομασία τους, τον στερεομορφικό / συντακτικό τύπο τους, εάν είναι γνωστός, και τον αριθμό τους, εάν υπάρχει, στον κατάλογο της Chemical Abstracts Service.

5. Ο "μηχανικός εξοπλισμός" που αναφέρεται στον ορισμό της εγκαταστάσεως παραγωγής χημικών όπλων στο Αρθρο 2, περιλαμβάνει τον ειδικό και τον κοινό μηχανικό εξοπλισμό.

α) "Ειδικός μηχανικός εξοπλισμός", σημαίνει:

i) Τα κύρια μηχανήματα παραγωγής, συμπεριλαμβανομένων και των αντιδραστήρων ή μηχανημάτων για την σύνθεση, τον

διαχωρισμό ή την κάθαρση προϊόντων, όλα τα μηχανήματα που χρησιμοποιούνται άμεσα για την μεταφορά θερμότητος κατά την τελική τεχνολογική φάση ή τον διαχωρισμό προϊόντων, ως και οιαδήποτε άλλα μηχανήματα που ήρθαν σε επαφή με χημικό προϊόν, οπως αυτό ορίζεται στην παράγραφο 8, εδάφιο α) i), του άρθρου 2, ή που θα ερχόταν σε επαφή εάν εχρησιμοποιείτο η εγκατάσταση,

ii) Ολες τις μηχανές πληρώσεως χημικών όπλων,

iii) Οιονδήποτε άλλο μηχανικό εξοπλισμό που έχει ειδικά σχεδιασθεί, κατασκευασθεί ή τοποθετηθεί για την λειτουργία της εγκαταστάσεως ως εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων, εν αντιθέσει προς εγκατάσταση που έχει κατασκευασθεί συμφώνως προς τις ισχύουσες προδιαγραφές στον τομέα της εμπορικής βιομηχανίας, για τις εγκαταστάσεις που δεν παράγουν χημικά προϊόντα, όπως αυτά ορίζονται στην παράγραφο 8, εδάφιο α) i) του Αρθρου 2, ούτε διαβρωτικά χημικά προϊόντα, όπως το υλικό που παρασκευάζεται με κράματα υψηλής περιεκτικότητος σε νικέλιο ή άλλες ειδικές ύλες που αντέχουν στη διάβρωση. Τα ειδικά μηχανήματα ελέγχου αποβλήτων, επεξεργασίας αποβλήτων, διηθήσεως του αέρος, ή ανακτήσεως διαλυτικών μέσων. Τα ειδικά μονωτικά τοιχία και τα προφυλακτικά κιγκλιδώματα ασφαλείας, τα μη τυποποιημένα εργαστηριακά μηχανήματα που χρησιμοποιούνται για την ανάλυση των δηλητηριωδών / τοξικών χημικών προϊόντων για τους σκοπούς χημικών όπλων. Τους πίνακες ελέγχου διαδικασίας που κατασκευάζονται κατά παραγγελία. Τα ανταλλακτικά που προορίζονται αποκλειστικά για τον εξειδικευμένο μηχανικό

εξοπλισμό.

β) "Απλός μηχανικός εξοπλισμός", σημαίνει:

i) Ο μηχανικός εξοπλισμός παραγωγής, που χρησιμοποιείται ευρέως στη χημική βιομηχανία και δεν περιλαμβάνεται στους τύπους εξειδικευμένων μηχανικών εξοπλισμών,

ii) Αλλοι μηχανικοί εξοπλισμοί που χρησιμοποιούνται συνήθως στη χημική βιομηχανία, όπως ο αντιπυρικός εξοπλισμός, ο εξοπλισμός παρακολούθησης των χώρων και ο εξοπλισμός ασφαλείας, οι ιατρικές εγκαταστάσεις, οι εργαστηριακές εγκαταστάσεις και ο τηλεπικοινωνιακός εξοπλισμός.

6. "Εγκατάσταση", όπως νοείται στο άρθρο 6, σημαίνει οιαδήποτε βιομηχανική περιοχή, όπως αυτή προσδιορίζεται κατωτέρω ("περιοχή εργοστασίων", "εργοστάσιο" και "μονάδα").

α) "Περιοχή εργοστασίων" (εργοστάσιο), σημαίνει ένα σύνολο που αποτελείται από ένα εργοστάσιο, ή πολλά ενσωματωμένα κατά τόπους εργοστάσια που υπόκεινται σε μία και μόνη διεύθυνση εκμεταλλεύσεως, με ενδιάμεσους διοικητικούς βαθμούς, που διαθέτουν κοινή υποδομή και περιλαμβάνουν, μεταξύ άλλων, τα ακόλουθα στοιχεία:

I) Γραφεία διοικήσεως και άλλα,

V) Εργαστήρια επισκευών και συντηρήσεως,

VI) Ιατρικό κέντρο,

IV) Συλλογικούς μηχανικούς εξοπλισμούς,

V) Κεντρικό εργαστήριο αναλύσεων,

VI) Εργαστήρια έρευνας - ανάπτυξης,

VII) Κεντρικό σταθμό επεξεργασίας των εκροών / αναθυμιάσεων και των αποβλήτων,

VIII) Αποθήκες.

β) "Εργοστάσιο" (εγκατάσταση παραγωγής, εργαστήριο), σημαίνει μια σχετικά αυτόνομη ζώνη, κατασκευή ή κτίριο που στεγάζει μια ή περισσότερες μονάδες με την βοηθητική και συνδυαζόμενη υποδομή που δύναται να περιλαμβάνει, μεταξύ άλλων:

I) Ενα μικρό διοικητικό τμήμα,

II) Μια ζώνη αποθηκεύσεως / κατεργασίας βασικών υλών και προϊόντων,

VI) Εναν σταθμό κατεργασίας / επεξεργασίας εκροών / αναθυμιάσεων / αποβλήτων,

IV) Ενα εργαστήριο ελέγχου και αναλύσεων,

V) Μια υπηρεσία πρώτων βοηθειών / ένα συναφές ιατρικό τμήμα,

VI) Καταλόγους που θα αφορούν, ανάλογα με την περίπτωση, στις κινήσεις των χημικών προϊόντων που έχουν δηλωθεί και των βασικών υλών αυτών ή των χημικών προϊόντων που παράγονται από αυτά, εντός, πέριξ ή εκ της εν λόγω περιοχής.

γ) "Μονάδα" (μονάδα παραγωγής, μονάδα επεξεργασίας), σημαίνει τον συνδυασμό τμημάτων του εξοπλισμού, συμπεριλαμβανομένων και των κελλίων και εγκαταστάσεων, που απαιτούνται για την παραγωγή, επεξεργασία ή κατανάλωση χημικού προϊόντος.

7. "Συμφωνία εγκαταστάσεως", σημαίνει την συμφωνία που συνάπτεται μεταξύ ενός Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους

και του οργανισμού, και αφορά σε ειδική εγκατάσταση που υπόκειται σε επιτόπια επαλήθευση, συμφώνως προς τα άρθρα 4, 5 και 6.

8. "Φιλοξενούν Κράτος", σημαίνει το Κράτος στην επικράτεια του οποίου ευρίσκονται οι εγκατστάσεις ή ζώνες άλλου Κράτους - Συμβαλλομένου Μέρους της παρούσης Συμβάσεως, που υπόκεινται σε επιθεώρηση δυνάμει της παρούσης Συμβάσεως.

9. "Συνοδευτικό προσωπικό εντός της χώρας", σημαίνει τα άτομα στα οποία το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος και, δοθείσης της περιπτώσεως, το φιλοξενούν Κράτος δύνανται, εάν το επιθυμούν, να αναθέσουν να συνοδεύσουν και βοηθήσουν την ομάδα επιθεωρήσεως κατά την παραμονή της στη χώρα.

10. "Παραμονή στη χώρα", σημαίνει το χρονικό διάστημα από της αφίξεως της ομάδος επιθεωρήσεως σε ένα σημείο εισόδου μέχρι της αναχωρήσεώς της από την χώρα, από παρόμοιο σημείο.

11. "Αρχική επιθεώρηση", σημαίνει την πρώτη επιτόπια επιθεώρηση που διενεργείται στις εγκαταστάσεις για να επαληθευθεί η ακρίβεια των δηλώσεων που υποβάλλονται συμφώνως προς τα άρθρα 3, 4, 5, 6 και το παρόν προσάρτημα.

12. "Επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος", σημαίνει το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος στην επικράτεια ή στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο του οποίου ευρίσκεται ή υπόκειται ο τόπος στον οποίο διενεργείται επιθεώρηση συμφώνως προς την παρούσα Σύμβαση, ή το Συμβαλλόμενο

Μέρος - Κράτος του οποίου η εγκατάσταση ή ζώνη που ευρίσκεται στην επικράτεια φιλοξενούντος Κράτους, υπόκειται σε τέτοιου είδους επιθεώρηση. Ωστόσο, ο εν λόγω όρος εφαρμόζεται στο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος, όπως αυτό καθορίζεται στην παράγραφο 21 του Μέρους Β' του παρόντος Προσαρτήματος.

13. "Βοηθός επιθεωρητή", σημαίνει το άτομο που διορίζεται από την Τεχνική Γραμματεία συμφώνως προς το Τμήμα Α' του Μέρους Β' του παρόντος Προσαρτήματος, για να βοηθά τους επιθεωρητάς κατά την διενέργεια επιθεωρήσεως ή πραγματοποίηση κέψεως, με την ιδιότητα του ιατρού ή βοηθητικού ιατρικού προσωπικού, προσωπικού ασφαλείας, διοικητικού υπαλλήλου ή διερμηνέος.

14. "Ένταλμα επιθεωρήσεως", σημαίνει τις οδηγίες που δίδονται από τον Γενικό Διευθυντή στην ομάδα επιθεωρήσεως εν όψει της διενεργείας επιθεωρήσεως.

15. "Εγχειρίδιο επιθεωρήσεως", σημαίνει τη συλλογή των συμπληρωματικών διαδικασιών επιθεωρήσεως, που θεσπίζονται από την Τεχνική Γραμματεία.

16. "Τόπος επιθεωρήσεως", σημαίνει οιαδήποτε εγκατάσταση ή περιοχή / ζώνη, στην οποία διενεργείται επιθεώρηση και η οποία καθορίζεται επακριβώς στην οικεία συμφωνία εγκαταστάσεως ή στην αίτηση ή στο ένταλμα επιθεωρήσεως ή στην αίτηση επιθεωρήσεως που προσαυξάνεται με την εναλλακτική ή τελική περίμετρο.

17. "Ομάδα επιθεωρήσεως", σημαίνει την ομάδα των επιθεωρητών και βοηθών επιθεωρητού που διορίζονται από τον Γενικό Γραμματέα για την διενέργεια επιθεωρήσεων.

18. "Επιθεωρητής", σημαίνει το άτομο που διορίζει η

Τεχνική Γραμματεία συμφώνως προς την διαδικασία που αναφέρεται στο Τμήμα Α' του Μέρους Β' του παρόντος Προσαρτήματος, για την διενέργεια επιθεωρήσεως ή πραγματοποίηση επισκέψεως συμφώνως προς την παρούσα Σύμβαση.

19. "Σχέδιο συμφωνίας", σημαίνει το έγγραφο που καθορίζει, σε γενικές γραμμές, την μορφή και το περιεχόμενο συμφωνίας που συνάπτεται μεταξύ Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους και του Οργανισμού για την εφαρμογή των διατάξεων σε θέματα επαληθεύσεως, που αναφέρονται στο παρόν Προσάρτημα.

20. "Παρατηρητής", σημαίνει τον αντιπρόσωπο αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ή τρίτου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, στον οποίο ανατίθεται η παρακολούθηση των δραστηριοτήτων που αφορούν σε επιθεώρηση.

21. "Περίμετρος", σημαίνει, σε περίπτωση επιθεωρήσεως, το εξωτερικό όριο της περιοχής επιθεωρήσεως, που καθορίζεται με γεωγραφικές συντεταγμένες ή χαράσσεται επί χάρτου.

α) "Αιτούμενη περίμετρος", σημαίνει την περίμετρο του τόπου επιθεωρήσεως που καθορίζεται επακριβώς συμφώνως προς την παράγραφο 8 του Μέρους Ι' του παρόντος Προσαρτήματος,

β) "Εναλλακτική περίμετρος", σημαίνει την περίμετρο του τόπου επιθεωρήσεως που προτείνει το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος στη θέση της αιτουμένης περιμέτρου. Είναι δε σύμφωνη προς τις απαιτήσεις των

διατάξεων της παραγράφου 17 του Μέρους Ι' του παρόντος Προσαρτήματος,

γ) "Τελική περίμετρος", σημαίνει την τελική περίμετρο του τόπου επιθεωρήσεως που συμφωνείται δια διαπραγματεύσεων μεταξύ της ομάδος επιθεωρήσεως και του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, συμφώνως προς τις παραγράφους 16 - 21 του Μέρους Ι' του παρόντος Προσαρτήματος,

δ) "Δηλωθείσα περίμετρος", σημαίνει τα εξωτερικά όρια της δηλωθείσης συμφώνως προς τα άρθρα 3, 4, 5 και 6 εγκαταστάσεως.

22. Για τους σκοπούς του άρθρου 9, "περίοδος επιθεωρήσεως", σημαίνει το χρονικό διάστημα μεταξύ αφίξεως της ομάδος επιθεωρήσεως στον τόπο επιθεωρήσεως και της αναχωρήσεώς της από αυτόν, μη συμπεριλαμβανομένου του χρόνου που διατίθεται για τις ενημερωτικές συναντήσεις πριν ή μετά την διενέργεια επαληθεύσεως.

24. "Σημείο εισόδου" / "σημείο εξόδου", σημαίνει τον τόπο που ορίζεται για την άφιξη στη χώρα των ομάδων επιθεωρήσεως στις οποίες έχει ανατεθεί η διενέργεια επιθεωρήσεων συμφώνως προς την παρούσα Σύμβαση, και για την αναχώρηση αυτών μετά το πέρας της αποστολής τους.

25. "Αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος", σημαίνει το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος που έχει ζητήσει την διενέργεια επιθεωρήσεως συμφώνως προς το άρθρο 9.

26. "Τόννος", σημαίνει ένα μετρικό τόννο, ήτοι 1000 κιλά.

ΜΕΡΟΣ Β'

ΓΕΝΙΚΟΙ ΚΑΝΟΝΕΣ ΠΟΥ ΔΙΕΠΟΥΝ ΤΗΝ ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΗ

Α. ΔΙΟΡΙΣΜΟΣ ΕΠΙΘΕΩΡΗΤΩΝ ΚΑΙ ΒΟΗΘΩΝ ΕΠΙΘΕΩΡΗΤΟΥ

1. Το αργότερο εντός 30 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της παρούσης Συμβάσεως, η Τεχνική Γραμματεία θα γνωστοποιήσει εγγράφως σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη - Κράτη το ονοματεπώνυμο, την υπηκοότητα και την σειρά των επιθεωρητών και των βοηθών επιθεωρητού που προτίθεται να διορίσει, και, επιπροσθέτως, θα αναφέρει τα τυπικά προσόντα και την επαγγελματική πείρα τους.

2. Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα γνωρίσει πάραυτα λήψη του καταλόγου με τα ονόματα των προτεινομένων επιθεωρητών και βοηθών επιθεωρητού, που του κοινοποιήθηκε. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα ενημερώνει εγγράφωςτην Τεχνική Γραμματεία ότι αποδέχεται τον διορισμό εκάστου επιθεωρητού και βοηθού επιθεωρητού το αργότερο εντός 30 ημερών από της γνωστοποιήσεως λήψεως του εν λόγω καταλόγου. Ο διορισμός όλων των επιθεωρητών και βοηθών επιθεωρητού, των οποίων τα ονόματα περιλαμβάνονται στον ως άνω κατάλογο, θεωρείται ότι έγινε αποδεκτός, εάν το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος δεν διατυπώσει την άρνησή του εγγράφως το αργότερο εντός 30 ημερών από της γνωστοποιήσεως λήψεως του προαναφερθέντος καταλόγου. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα δύναται να εκθέσει τους λόγους για τους οποίους αντιτίθεται σε αυτόν τον διορισμό.

Ο προτεινόμενος επιθεωρητής ή βοηθός επιθεωρητού δεν θα δύναται να προβεί ή συμμετέχει σε δραστηριότητες επαληθεύσεως στην επικράτεια Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους που διατύπωσε την άρνησή του να αποδεχθεί τον διορισμό, ούτε σε κάποιο άλλο τόπο που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο του εν λόγω Κράτους. Η Τεχνική Γραμματεία θα προτείνει, εάν χρειασθεί, νέα πρόσωπα, το όνομα των οποίων θα προστεθεί στον αρχικό κατάλογο.

3. Οι δραστηριότητες επαληθεύσεως που θα λαμβάνουν χώρα δυνάμει της παρούσης Συμβάσεως, θα διενεργούνται αποκλειστικά από διορισμένους επιθεωρητάς και βοηθούς επιθεωρητού.

4. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 5, το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα έχει το δικαίωμα όπως διατυπώνει, κατά πάντα χρόνο, τις αντιρρήσεις του όσον αφορά ήδη διορισμένο επιθεωρητή ή βοηθό επιθεωρητού. Θα γνωρίζει δε εγγράφως, τις αντιρρήσεις του στην Τεχνική Γραμματεία και θα δύναται να τις αιτιολογεί. Η διαφωνία θα έχει αποτέλεσμα 30 ημέρες μετά από την λήψη της ειδοποιήσεως από την Τεχνική Γραμματεία. Αυτή η τελευταία θα ενημερώνει πάραυτα το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος για την διαγραφή του ονόματος του σκοπουμένου επιθεωρητού ή βοηθού επιθεωρητού.

5. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος, στο οποίο έχει κοινοποιηθεί η διενέργεια επιθεωρήσεως, δεν θα καταβάλει προσπάθειες όπως απομακρυνθεί από την συσταθείσα για τον λόγο αυτό ομάδα επιθεωρήσεως, επιθεωρητή ή βοηθό

επιθεωρητού, του οποίου το όνομα περιλαμβάνεται στον κατάλογο των μελών της ομάδος.

6. Ο αριθμός των επιθεωρητών ή βοηθών επιθεωρητού που προτείνονται σε Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος που αποδέχεται τον διορισμό τούς, δέον όπως επαρκεί για να καθίσταται δυνατή η διάθεση ικανού αριθμού επιθεωρητών και βοηθών επιθεωρητού, ως και η δινέργεια των επιθεωρήσεων.

7. Εάν ο Γενικός Διευθυντής εκτιμά ότι η άρνηση επιθεωρητών ή βοηθών επιθεωρητού παρεμποδίζει τον διορισμό επαρκούς αριθμού επιθεωρητών ή βοηθών επιθεωρητού ή την αποτελεσματική εκτέλεση των καθηκόντων που έχουν ανατεθεί στην Τεχνική Γραμματεία, θα παραπέμπει το θέμα στο Εκτελεστικό Συμβούλιο.

8. Εάν απαιτείται ή ζητηθεί τροποποίηση των προαναφερθέντων καταλόγων, θα διορίζονται άλλοι επιθεωρητές ή βοηθοί επιθεωρητού, όπως και για την κατάρτιση του αρχικού καταλόγου.

9. Τα μέλη της ομάδοςς επιθεωρήσεως που θα προβαίνουν σε επιθεώρηση εγκαταστάσεως Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, που ευρίσκεται στην επικράτεια άλλου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, θα διορίζονται, συμφώνως προς την διαδικασία που αναφέρεται στο παρόν Προσάρτημα, τόσο στο επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος, όσο και στο φιλοξενούν Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος.

Β. ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΕΣ

10. Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα χορηγεί, το

αργότερο εντός 30 ημερών από της γνωστοποιήσεως λήψεως του καταλόγου με τα ονόματα των επιθεωρητών και βοηθών επιθεωρητού ή των τροποποιήσεων αυτού, άδειες πολλαπλών εισόδων / εξόδων και / ή διελεύσεως και οιοδήποτε άλλο έγγραφο που θα επιτρέπει σε καθένα από τους επιθεωρητές και τους βοηθούς επιθεωρητού να εισέρχεται και παραμένει στην επικράτειά του για τους σκοπούς της διενέργειας των δραστηριοτήτων επιθεωρήσεως. Τα εν λόγω έγγραφα θα έχουν διάρκεια ισχύος τουλάχιστον δύο έτη από της ημερομηνίας καταθέσεως αυτών στην Τεχνική Γραμματεία.

11. Για την αποτελεσματική ενάσκηση των καθηκόντων τους, οι επιθεωρητές και βοηθοί επιθεωρητού θα απολαμβάνουν των προνομίων και ασυλιών των εδαφίων α) - θ). Τα προνόμια και οι ασυλίες θα παρέχονται στα μέλη της ομάδας επιθεωρήσεως για τους σκοπούς της παρούσης Συμβάσεως και όχι για προσωπικό όφελος αυτών. Τα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως θα απολαμβάνουν των ως άνω προνομίων και ασυλιών καθ' όλο το χρονικό διάστημα που μεσολαβεί από τον χρόνο αφίξεως αυτών στην επικράτεια του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ή του φιλοξενούντος Κράτους, μέχρι του χρόνου αναχωρήσεως αυτών και, σε μεταγενέστερο χρόνο, για τις πράξεις που θα έχουν τελέσει προγενέστερα κατά την ενάσκηση των επισήμων καθηκόντων τους.

α) Τα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως θα απολαμβάνουν του απαραβίαστου που χορηγείται στους διπλωματικούς υπαλλήλους, συμφώνως προς το άρθρο 29 της Συμβάσεως της Βιέννης περί διπλωματικών σχέσεων, της 18ης Απριλίου

1961.

β) Οι κατοικίες και τα γραφεία της ομάδος επιθεωρήσεως που θα προβαίνει σε δραστηριότητες επιθεωρήσεως συμφώνως προς την παρούσα Σύμβαση, θα απολαμβάνουν του απαραβίαστου και της προστασίας που παρέχεται στις κατοικίες των διπλωματικών υπαλλήλων, συμφώνως προς την παράγραφο 1 του άρθρου 30 της Συμβάσεως της Βιέννης περί διπλωματικών σχέσεων.

γ) Τα έγγραφα και η αλληλογραφία της ομάδος επιθεωρήσεως, συμπεριλαμβανομένων και των φακέλλων, θα απολαμβάνουν του απαραβίαστου που παρέχεται σε όλα τα έγγραφα και την αλληλογραφία των διπλωματικών υπαλλήλων, συμφώνως προς την παράγραφο 2 του άρθρου 30 της Συμβάσεως της Βιέννης περί διπλωματικών σχέσεων. Η ομάδα επιθεωρήσεως θα έχει το δικαίωμα να χρησιμοποιεί κώδικες για να επικοινωνεί με την Τεχνική Γραμματεία.

δ) Τα δείγματα και ο εγκεκριμένος εξοπλισμός που θα μεταφέρει η ομάδα επιθεωρήσεως, θα είναι απαραβίαστα με την επιφύλαξη των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως και θα απαλλάσσονται από τους δασμούς. Τα επικίνδυνα δείγματα θα μεταφέρονται συμφώνως προς τον οικείο Κανονισμό.

ε) Τα μέλη της ομάδας επθεωρήσεως θα απολαμβάνουν των ασυλιών που παρέχονται στους διπλωματικούς υπαλλήλους, συμφώνως προς τις παραγράφους 1, 2 και 3 του άρθρου 31 της Συμβάσεως της Βιέννης περί διπλωματικών σχέσεων.

στ) Τα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως που θα διεξάγουν τις δραστηριότητες που τους έχουν αναθέσει συμφώνως προς

την παρούσα Σύμβαση, θα απολαμβάνουν όλων των φοροαπαλλαγών που παρέχονται στους διπλωματικούς υπαλλήλους, συμφώνως προς το άρθρο 34 της Συμβάσεως της Βιέννης περί διπλωματικών σχέσεων.

ζ) Στα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως θα παρέχεται η άδεια να εισάγουν στην επικράτεια του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ή του φιλοξενούντος Κράτους, αδασμολόγητα και αφορολόγητα, τα αντικείμενα που προορίζονται για προσωπική τους χρήση, εκτός των ειδών των οποίων η εισαγωγή ή εξαγωγή απαγορεύεται από τον νόμο ή διέπεται από κανονισμούς καθάρσεως (καραντίνα).

η) Τα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως θα απολαμβάνουν των αυτών διευκολύνσεων, όσον αφορά τους σχετικούς με τα νομίσματα ή το συνάλλαγμα κανονισμούς, με εκείνες που παρέχονται στους εκπροσώπους ξένων κυβερνήσεων σε προσωρινή επίσημη αποστολή.

θ) Τα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως δεν θα πρέπει να ασκούν επαγγελματική ή εμπορική δραστηριότητα για προσωπικό όφελος στην επικράτεια του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ή του φιλοξενούντος Κράτους.

12. Οσάκις θα διέρχονται από το έδαφος των μη επιθεωρουμένων Συμβαλλομένων Μερών - Κρατών, τα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως θα απολαμβάνουν των προνομίων και ασυλιών που παρέχονται στους διπλωματικούς υπαλλήλους, συμφώνως προς την παράγραφο 1 του άρθρου 40 της Συμβάσεως της Βιέννης περί διπλωματικών σχέσεων. Τα

έγγραφα και η αλληλογραφία, συμπεριλαμβανομένων και των φακέλλων, των δειγμάτων και του εγκεκριμένων εξοπλισμού που θα μεταφέρουν τα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως, θα απολαμβάνουν του απαραβίαστου και των φορολογικών απαλλαγών των εδαφίων γ) και δ) της παραγράφου 11.

13. Χωρίς να θίγονται τα προνόμια και οι ασυλίες τους, τα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως υποχρεούνται όπως τηρούν τους νόμους και κανονισμούς του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, στο μέτρο που τούτο εναρμονίζεται με την εντολή επιθεωρήσεως, υποχρεούνται όπως μη παρεμβαίνουν στις εσωτερικές υποθέσεις αυτού του Κράτους. Εάν το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος ή το φιλοξενούν Κράτος εκτιμά ότι γίνεται κατάχρηση των προνομίων και ασυλιών που καθορίζονται στο παρόν Προσάρτημα, θα αρχίσουν διαβουλεύσεις μεταξύ του εν λόγω Συμβαλλομένου Μέρους Κράτους και του Γενικού Διευθυντή προκειμένου να διαπιστωθεί εάν έγινε όντως κατάχρηση και, σε περίπτωση που θα διαπιστωθεί κατάχρηση, να διενεργηθούν τα δέοντα ώστε να μην επανεμφανισθεί παρόμοιο φαινόμενο.

14. Ο Γενικός Διευθυντής θα δύναται να άρει την δικαστική ασυλία που παρέχεται στα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως, εφ' όσον, κατά τη γνώμη του, η εν λόγω ασυλία παρεμποδίζει το έργο της δικαιοσύνης και δύναται να αρθεί χωρίς τούτο να επηρρεάσει την εφαρμογή των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως. Η άρση της ασυλίας δέον όπως είναι αρτή.

15. Οι παρατηρητές θα απολαμβάνουν των αυτών προνομίων

και ασυλιών που παρέχονται στους επιθεωρητές συμφώνως προς το παρόν Τμήμα, εκτός εκείνων που παρέχονται συμφώνως προς το εδάφιο δ) της παραγράφου 11.

Γ. ΜΟΝΙΜΕΣ ΣΥΜΦΩΝΙΕΣ

Σημεία εισόδου

16. Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα ορίζει τα σημεία εισόδου και θα παρέχει στην Τεχνική Γραμματεία τις αναγκαίες πληροφορίες το αργότερο εντός 30 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της παρούσης Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος. Αυτά τα σημεία εισόδου θα επιλεγούν κατά τρόπο ώστε η ομάδα επιθεωρήσεως να δύναται, τουλάχιστον από το ένα εξ αυτών, να φθάσει σε οιοδήποτε χώρο επιθεωρήσεως εντός 12 ωρών. Η Τεχνική Γραμματεία θα υποδείξει σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη - Κράτη τα σημεία που ευρίσκονται τα σημεία εισόδου.

17. Ολα τα Συμβαλλόμενα Μέρη - Κράτη θα δύνανται να μεταβάλουν τα σημεία εισόδου, υπό την προϋπόθεση να ενημερώνουν σχετικά την Τεχνική Γραμματεία. Αυτές οι τροποποιήσεις θα έχουν αποτέλεσμα 30 ημέρες μετά την ημερομηνία κατά την οποία θα ειδοποιείται σχετικά η Τεχνική Γραμματεία, έτσι ώστε να δύναται να ενημερώνει δεόντως όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη - Κράτη.

18. Εάν η Τεχνική Γραμματεία κρίνει ότι δεν υπάρχουν αρκετά σημεία εισόδου για την εξασφάλιση της διενέργειας των επιθεωρήσεων κατά τον επιθυμούμενο χρόνο, ή ότι οι προτεινόμενες από Συμβαλλόμενα Μέρη - Κράτη αλλαγές των σημείων εισόδου απειλούν να παρεμποδίσουν την διενέργεια

κατά τον επιθυμούμενο χρόνο, θα προβαίνει σε διαβουλεύσεις με το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος για να ρυθμιστεί το πρόβλημα.

19. Οσάκις εγκαταστάσεις ή ζώνες επιθεωρουμένων Συμβαλλομένων Μερών - Κρατών ευρίσκονται στην επικράτεια Κράτους ή πρέπει η ομάδα επιθεωρήσεως να διέλθει από το έδαφος άλλου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους για να φθάσει από το σημείο εισόδου στις εγκαταστάσεις ή ζώνες που υπόκεινται σε επιθεώρηση, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος, όσον αφορά τις εν λόγω επιθεωρήσεις, θα διαθέτει το δικαίωμα και θα τηρεί τις υποχρεώσεις που προβλέπονται στο παρόν Προσάρτημα.

Το φιλοξενούν Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα διευκολύνει την επιθεώρηση αυτών των εγκαταστάσεων ή ζωνών και θα παρέχει την βοήθεια που απαιτείται για να μπορέσει η ομάδα επιθεωρήσεως να εκπληρώσει το έργο της εμπροθέσμως και με την επιθυμούμενη αποτελεσματικότητα.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη - Κράτη, από το έδαφος των οποίων πρέπει να διέλθει η ομάδα επιθεωρήσεως για να επιθεωρήσει τις εγκαταστάσεις ή ζώνες επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, θα διευκολύνουν την εν λόγω διέλευση.

20. Οσάκις οι εγκαταστάσεις ή ζώνες επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ευρίσκονται στην επικράτεια Κράτους που δεν τυγχάνει Μέρος της παρούσης Συμβάσεως, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα λαμβάνει όλες τις διατάξεις που απαιτούνται για να εξασφαλίσει ότι η επιθεώρηση αυτών των εγκαταστασεων η

ζωνών θα δύναται να διενεργηθεί συμφώνως προς τις διατάξεις του παρόντος Προσαρτήματος. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος του οποίου μια η περισσότερες εγκαταστάσεις ή ζώνες ευρίσκονται στην επικράτεια Κράτους που δεν τυγχάνει Μέρος της παρούσης Συμβάσεως, θα λαμβάνει όλες τις διατάξεις που απαιτούνται για να εξασφαλίσει ότι το φιλοξενούν Κράτος είναι διατεθειμένο να δεχθεί τους επιθεωρητές και τους βοηθούς επιθεωρητού που θα έχουν υποδειχθεί στο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος δεν είναι σε θέση να εξασφαλίσει την πρόσβαση, θα αποδεικνύει ότι έλαβε όλες τις αναγκαίες γι' αυτό διατάξεις.

21. Οσάκις οι εγκαταστάσεις ή ζώνες που πρέπει να επιθεωρηθούν, ευρίσκονται στην επικράτεια Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, αλλά σε τόπο που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο Κράτους που δεν τυγχάνει Μέρος της παρούσης Συμβάσεως, το Συμβαλλόμενο Μέρος - κράτος θα λαμβάνει όλες τις αναγκαίες διατάξεις που θα ζητήσει, ενδεχομένως, επιθεωρούμενο Συμβαλλομένο Μέρος - Κράτος και φιλοξενούν Συμβαλλόμενο Μέρος Κράτος, για να εξασφαλισθεί ότι η επιθεώρηση αυτών των εγκαταστάσεων ή ζωνών θα δύναται να διενεργηθεί συμφώνως προς τις διατάξεις του παρόντος προσαρτήματος. Εάν το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος δεν είναι σε θέση να εξασφαλίσει την πρόσβαση στις εν λόγω εγκαταστάσεις ή ζώνες, θα αποδεικνύει ότι έλαβε όλες τις αναγκαίες διατάξεις για να εξασφαλισθεί η πρόσβαση. Οι διατάξεις της παρούσης παραγράφου δεν θα εφαρμόζονται οσάκις οι

εγκαταστάσεις ή ζώνες που πρέπει να επιθεωρηθούν, είναι εκείνες του Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους.

Συμφωνίες που αφορούν στη χρησιμοποίηση αεροσκαφών που δεν πραγματοποιούν τακτικές πτήσεις

22. Σε περίπτωση επιθεωρήσεων που διενεργούνται συμφώνως προς το Αρθρο 9, και άλλων-επιθεωρήσεων, εάν η ομάδα επιθεωρήσεως δεν προλαμβάνει να φθάσει στον προορισμό της εγκαίρως με τα κανονικά εμπορικά μεταφορικά μέσα, ίσως χρειασθεί να χρησιμοποιήσει αεροσκάφη που ανήκουν στην Τεχνική Γραμματεία ή έχουν ναυλωθεί από αυτή. Το αργότερο εντός 30 ημερών προθεσμίας από της ενάρξεως ισχύος της παρούσης Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα κοινοποιεί στην Τεχνική Γραμματεία έναν μόνιμο αριθμό διπλωματικής αδείας για τις μη τακτικές πτήσεις αεροσκαφών που μεταφέρουν ομάδες επιθεωρήσεως και τον αναγκαίο μηχανικό εξοπλισμό προς ή από την επικράτεια στην οποία ευρίσκεται η τοποθεσία επιθεωρήσεως. Το δρομολόγιο που θα ακολουθείται για την άφιξη στο υποδεικνυόμενο σημείο εισόδου και για την αναχώρηση από αυτό, θα ακολουθεί τις ορισθείσες διεθνείς εναέριες οδούς που αναγνωρίζονται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη - Κράτη και την εχνική Γραμματεία ως βάση της χορηγούμενης διπλωματικής αδείας.

23. Σε περίπτωση χρησιμοποιήσεως αεροσκάφους που δεν διενεργεί τακτικές πτήσεις, η Τεχνική Γραμματεία θα

παρέχει στο επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος, μέσω της Εθνικής Αρχής, σχέδιο πτήσης του αεροσκάφους μεταξύ του τελευταίου αερολιμένος προ της εισόδου εντός του εναερίου χώρου του Κράτους στο οποίο ευρίσκεται η τοποθεσία επιθεωρήσεως και του σημείου εισόδου τουλάχιστον έξι ώρες προ της προβλεπομένης ώρας αναχωρήσεως του εν λόγω αεροσκάφους. Το εν λόγω σχέδιο θα καταχωρείται συμφώνως προς τις διαδικασίες του Οργανισμού Διεθνούς Πολιτικής Αεροπορίας, όσον αφορά τα αεροσκάφη πολιτικής αεροπορίας. Για τα αεροσκάφη που ανήκουν στην τεχνική Γραμματεία ή έχουν ναυλωθεί από αυτή, θα αναγράφεται στο τμήμα κάθε σχεδίου πτήσης, που προορίζεται για τις παρατηρήσεις, ο μόνιμος αριθμός διπλωματικής αδείας και θα σημειώνεται οπωσδήποτε ότι πρόκειται για αεροσκάφος επιθεωρήσεως.

24. Τουλάχιστον τρεις ώρες προ της προβλεπομένης αναχωρήσεως της ομάδος επιθεωρήσεως από τον τελευταίο αερολιμένα πριν από την είσοδο στον εναέριο χώρο του Κράτους στον οποίο πρέπει να λάβει χώρα η επιθεώρηση, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος ή το φιλοξενούν Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα βεβαιώνεται ότι το σχέδιο πτήσεως που θα κατατίθεται συμφώνως προς τις διατάξεις της παραγράφου 23, έχει εγκριθεί, κατά τρόπο ώστε η ομάδα επιθεωρήσεως να δύναται να αφιχθεί στο σημείο εισόδου την καθορισθείσα ώρα.

25. Εάν πρόκειται για αεροσκάφη που ανήκουν στην Τεχνική Γραμματεία ή έχουν ναυλωθεί από αυτή, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα παράσχει,

στο σημείο εισόδου, τις διευκολύνσεις που θα ζητά η Τεχνική Γραμματεία προκειμένου να εξασφαλίζεται η στάθμευση, η ασφάλεια, το σέρβις και ο ανεφοδιασμός σε καύσιμα. Τα αεροσκάφη αυτού του τύπου δεν θα υπόκεινται σε τέλη προσγειώσεως ή αναχωρήσεως και άλλα παρόμοια τέλη. Τα έξοδα για τα καύσιμα, τις υπηρεσίες ασφαλείας και άλλες υπηρεσίες θα βαρύνουν την Τεχνική Γραμματεία.

Διοικητικές συμφωνίες

26. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα λαμβάνει τις αναγκαίες διατάξεις για να παράσχει στην ομάδα επιθεωρήσεως ο,τιδήποτε χρειάζεται, και ειδικότερα τα μέσα επικοινωνίας, τις υπηρεσίες διερμηνείας στο μέτρο που απαιτείται για την διενέργεια των συνομιλιών και την εκτέλεση άλλων καθηκόντων, τα μεταφορικά μέσα, τα γραφεία, την κατοικία, τα γεύματα και την ιατρική περίθαλψη. Ως προς αυτά, ο Οργανισμός θα καταβάλει στο επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος τα ποσά που διέθεσε αυτό το τελευταίο για δαπάνες της ομάδος επιθεωρήσεως.

Εγκεκριμένος μηχανικός εξοπλισμός

27. Με την επιφύλαξη της παραγράφου 29, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος δεν θα επιβάλει κανένα περιορισμό στην ομάδα επιθεωρήσεως όσον αφορά την μεταφορά, στην προς επιθεώρηση τοποθεσία, του

μηχανικού εξοπλισμού, που έχει εγκριθεί συμφώνως προς την παράγραφο 28 και έχει κριθεί, από την Τεχνική Γραμματεία, απαραίτητος για την καλή διεξαγωγή της επιθεωρήσεως. Η Τεχνική Γραμματεία θα καταρτίσει και ενημερώνει δεόντως κατάλογο του εγκεκριμένου μηχανικού εξοπλισμού που δύναται, ενδεχομένως, να απαιτείται για τους σκοπούς που εκτίθενται ανωτέρω, ως και κανονισμό δυνάμενο να εφαρμοσθεί επί του εν λόγω μηχανικού εξοπλισμού, συμφώνως προς το παρόν Προσάρτημα. Με την κατάρτιση του καταλόγου του εγκεκριμένου μηχανικού εξοπλισμού, ως και του εν λόγω κανονισμού, η Τεχνική Γραμματεία θα μεριμνά όπως λαμβάνεται υπ' όψη η ασφάλεια όλων των τύπων εγκαταστάσεων στις οποίες ο εν λόγω μηχανικός εξοπλισμός δύναται να χρησιμοποιηθεί. Ενας κατάλογος εγκεκριμένου μηχανικού εξοπλισμού θα εξετασθεί και εγκριθεί από τη Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο i), του άρθρου 8.

28. Ο εν λόγω μηχανικός εξοπλισμός θα είναι υπό την φύλαξη της Τεχνικής Γραμματείας και θα υποδεικνύεται, διαμετράται και εγκρίνεται από αυτή την τελευταία. Η Τεχνική Γραμματεία θα επιλέγει, στο μέτρο του δυνατού, τον ειδικά σχεδιασμένο για κάθε σκοπούμενο τύπο επιθεωρήσεως μηχανικό εξοπλισμό. Ο κατ' αυτό τον τρόπο υποδειχθείς και εγκριθείς μηχανικός εξοπλισμός θα τυγχάνει ειδικής προστασίας από οιαδήποτε φθορά που θα προξενηθεί παράνομα.

29. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα έχει το δικαίωμα, χωρίς να θίγονται οι οριζόμενες

προθεσμίες, να εξετάζει τον μηχανικό εξοπλισμό στο σημείο εισόδου παρουσία μελών της ομάδος επιθεωρήσεως, άλλως να επαληθεύει το είδος του μηχανικού εξοπλισμού που μεταφέρεται στην επικράτεια του επιθεωρούμενου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ή του φιλοξενούντος Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, ή αποσύρεται από την εν λόγω επικράτεια. Για να διευκολύνει αυτή την επαλήθευση, η Τεχνική Γραμματεία θα τοποθετεί επ' αυτού του μηχανικού εξοπλισμού ή θα αποστέλει συνοδευτικά έγγραφα και διατάξεις που θα πιστοποιούν την ένδειξη και έγκριση. Η επιθεώρηση του μηχανικού εξοπλισμού θα διαπιστώνει επίσης, προς ικανοποίηση του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, ότι ο μηχανικός εξοπλισμός ανταποκρίνεται στην περιγραφή του εγκεκριμένου για τον σκοπούμενο τύπο επιθεωρήσεως μηχανικού εξοπλισμού. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα δύναται να μη δεχθεί τον μηχανικό εξοπλισμό που δεν ανταποκρίνεται στην εν λόγω περιγραφή ή τον μηχανικό εξοπλισμό επί του οποίου δεν έχουν, ενδεχομένως, τοποθετηθεί ή αποσταλεί συνοδευτικά προαναφερθέντα έγγραφα και διατάξεις πιστοποιήσεως. Οι διαδικασίες επιθεωρήσεως του μηχανικού εξοπλισμού θα εξετάζονται και εγκρίνονται από τη Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο i) του Αρθρου 8.

30. Εάν η ομάδα επιθεωρήσεως κρίνει ότι πρέπει να χρησιμοποιήσει επιτόπιουδιαθέσιμο μηχανικό εξοπλισμό που δεν ανήκει στην Τεχνική Γραμματεία, και ζητήσει από το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος να της

επιτρέψει να χρησιμοποιήσει τον εν λόγω μηχανικό εξοπλισμό, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα ικανοποιεί το εν λόγω αίτημα όσον δύναται.

Δ. ΕΝΕΡΓΕΙΕΣ ΠΟΥ ΠΡΟΗΓΟΥΝΤΑΙ ΤΗΣ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΕΩΣ

Κοινοποιήσεις

31. Ο Γενικός Διευθυντής θα κοινοποιεί στο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος την πρόθεσή του να προβεί σε επιθεώρηση προ της προβλεπόμενης αφίξεως της ομάδος επιθεωρήσεως στο σημείο εισόδου και, σε περίπτωση που έχουν καθορισθεί, εντός των ορισθέντων προθεσμιών.

32. Οι κοινοποιήσεις που θα γίνονται από τον Γενικό Διευθυντή θα περιλαμβάνουν τις ακόλουθες πληροφορίες:

α) Τον τύπο της επιθεωρήσεως,

β) Το σημείο εισόδου,

γ) Την προβλεπόμενη ημερομηνία και ώρα αφίξεως στο σημείο εισόδου,

δ) Το μεταφορικό μέσο που θα χρησιμοποιηθεί για την μετάβαση της ομάδος στο σημείο εισόδου,

ε) Την περιοχή που αποτελεί το αντικείμενο της επιθεωρήσεως,

στ) Το ονοματεπώνυμο των επιθεωρητών και βοηθών επιθεωρητού,

ζ) Ανάλογα με την περίπτωση, τις άδειες που χορηγούνται για τα αεροσκάφη και τις ειδικές πτήσεις.

33. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα

γνωρίζει λήψη της κοινοποιήσεως με την οποία η Τεχνική Γραμματεία θα του γνωστοποιεί την πρόθεσή της όπως προβεί σε επιθεώρηση το αργότερο εντός μιας ώρας από της λήψεως αυτής της κοινοποιήσεως.

34. Οσάκις πρόκειται για εγκατάσταση Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους που ευρίσκεται στην επικράτεια άλλου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη - Κράτη θα ειδοποιούνται ταυτοχρόνως για την επιθεώρηση, συμφώνως προς τις διατάξεις των παραγράφων 31 και 32.

<u>Είσοδος στην επικράτεια του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ή του φιλοξενούντος Κράτους και μεταφορά στον τόπο επιθεωρήσεως.</u>

35. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος ή το φιλοξενούν Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος που θα έχει ειδοποιηθεί για την άφιξη της ομάδος επιθεωρήσεως, θα βεβαιώνεται ότι η εν λόγω ομάδα θα δύναται να εισέλθει πάραυτα στην επικράτειά του και, μέσω συνοδευτικού προσωπικού στη χώρα ή με άλλα μέσα, θα πράττει ό,τι είναι δυνατόν για να εξασφαλίσει την ασφαλή μεταφορά της ομάδος επιθεωρήσεως, ως και του εξοπλισμού αυτής, από το σημείο εισόδου μέχρι τον τόπο ή τους τόπους επιθεωρήσεως, και από εκεί μέχρι το σημείο εξόδου.

36. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος ή το φιλοξενούν Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα παρέχει την συνδρομή του, στο μέτρο που κρίνεται αναγκαία, ώστε να φθάσει η ομάδα επιθεωρήσεως στον τόπο επιθεωρήσεως το αργότερο εντός 12 ωρών από της αφίξεώς της στο σημείο

εισόδου.

Ενημέρωση που προηγείται της επιθεωρήσεως

37. Αμέσως μετά την άφιξή της στο χώρο επιθεωρήσεως και πριν από την έναρξη των εργασιών της, οι εκπρόσωποι της εγκαταστάσεως θα παρέχουν στην ομάδα επιθεωρήσεως, με χάρτες και άλλα κατάλληλα έγγραφα, πληροφορίες σχετικά με τα χαρακτηριστικά της εγκαταστάσεως, τις δραστηριότητες που διενεργούνται στους χώρους της, τα μέτρα ασφαλείας και τις απαραίτητες για την επιθεώρηση διοικητικές και λογιστικές ρυθμίσεις. Η διάρκεια της ενημερώσεως θα περιορίζεται στο ελάχιστο που απαιτείται και δεν θα υπερβαίνει σε καμμία περίπτωση τις τρεις ώρες.

Ε. ΔΙΕΝΕΡΓΕΙΑ ΤΩΝ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΕΩΝ

Γενικοί κανόνες

38. Τα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως θα ασκούν τα καθήκοντά τους συμφώνως προς τις διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως, ως και προς τους κανόνες που θα ορίζονται από τον Γενικό Διευθυντή και τις συμφωνίες εγκαταστάσεως που θα συνάπτονται μεταξύ των Συμβαλλομένων Μερών - Κρατών και του Οργανισμού.

39. Η ομάδα επιθεωρήσεως θα τηρεί αυστηρά την εντολή επιθεωρήσεως που θα δίδεται από τον Γενικό Διευθυντή. Θα απέχει σε δραστηριοτήτων που δεν θα εντάσσονται στα πλαίσια της εν λόγω εντολής.

40. Οι δραστηριότητες της ομάδος επιθεωρήσεως θα

οργανώνονται κατά τρόπο ώστε τα μέλη αυτής να δύνανται να εκπληρώσουν τα καθήκοντά τους εμπροθέσμως και με την απαιτούμενη αποτελεσματικότητα, να οχλούν όσο το δυνατό ολιγότερο το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος ή το φιλοξενούν Κράτος και να διαταράσσουν όσο το δυνατό ολιγότερο την ομαλή πορεία των εργασιών της επιθεωρουμένης εγκαταστάσεως ή ζώνης. Η ομάδα επιθεωρήσεως θα αποφεύγει να παρεμποδίζει ή καθυστερεί, όταν τούτο δεν κρίνεται αναγκαίο, την λειτουργία εγκαταστάσεως και να επηρεάζει την ασφάλεια αυτής. Ειδικότερα, η ομάδα επιθεωρήσεως δεν θα θέτει σε λειτουργία καμμία εγκατάσταση. Εάν οι επιθεωρητές εκτιμούν ότι, για την εκτέλεση της εντολής, πρέπει να πραγματοποιηθούν στην εγκατάσταση ειδικές εργασίες, θα ζητούν από τον υποδειχθέντα εκπρόσωπο της επιθεωρουμένης εγκαταστάσεως να τις εκτελέσει. Ο εκπρόσωπος θα ικανοποιεί το εν λόγω αίτημα στο μέτρο που είναι δυνατό.

41. Κατά την εκτέλεση των καθηκόντων τους στην επικράτεια επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ή φιλοξενούντος Κράτους, τα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως θα συνοδεύονται από εκπροσώπους του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, εάν αυτό το τελευταίο το ζητήσει, χωρίς αυτό να συνεπάγεται καθυστέρηση των εργασιών της ομάδος επιθεωρήσεως ή παρεμπόδιση καθ' οιονδήποτε τρόπο της ενασκήσεως των καθηκόντων της.

42. Η Τεχνική Γραμματεία θα ορίζει τις αναλυτικές διαδικασίες για την διενέργεια των επιθεωρήσεων, που θα ενσωματώνονται στο εγχειρίδιο επιθεωρήσεως, λαμβάνοντας

υπ' όψη τις κατευθυντήριες αρχές που θα εξετασθούν και εγκριθούν από τη Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο i), του άρθρου 8.

Ασφάλεια

43. Κατά την διενέργεια των δραστηριοτήτων τους, οι επιθεωρητές και βοηθοί επιθεωρητού θα συμμορφώνονται προς τους κανονισμούς ασφαλείας που ισχύουν στο χώρο της επιθεωρήσεως, και ειδικότερα εκείνους που σκοπούν την προστασία των υπό έλεγχο ζωνών στο εσωτερικό εγκαταστάσεως και την ασφάλεια του προσωπικού. Για να ικανοποιούνται αυτές οι απαιτήσεις, κατάλληλες αναλυτικές διαδικασίες θα εξετάζονται και εγκρίνονται από τη Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο i), του άρθου 8.

Επικοινωνία

44. Οι επιθεωρητές θα έχουν το δικαίωμα να επικοινωνούν με την έδρα της Τεχνικής Γραμματείας καθ' όλη τη διάρκεια παραμονής τους στη χώρα. Γι' αυτό το σκοπό, θα δύνανται να χρησιμοποιούν τον δικό τους εγκεκριμένο και δεόντως πιστοποιημένο εξοπλισμό, και να ζητούν από το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος ή το φιλοξενούν Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος να τους παρέχει πρόσβαση σε άλλα μέσα επικοινωνίας. Η ομάδα επιθεωρήσεως θα έχει το δικαίωμα να χρησιμοποιεί το δικό της ραδιοασυρματικό σύστημα λήψεως και εκπομπής, που θα χρησιμοποιείται για την επικοινωνία του προσωπικού που

περιπολεί κατά μήκος της περιμέτρου, με άλλα μέλη της ομάδος επιθεωρήσεως.

Δικαιώματα της ομάδος επιθεωρήσεως και του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους

45. Η ομάδα επιθεωρήσεως, συμφώνως προς τα οικεία άρθρα και προσαρτήματα της παρούσης Συμβάσεως, ως και προς τις συμφωνίες εγκαταστάσεως και τις διαδικασίες που περιλαμβάνονται στο εγχειρίδιο επιθεωρήσεως, θα έχει το δικαίωμα να εισέρχεται ελεύθερα στο χώρο επιθεωρήσεως. Τα στοιχεία που θα επιθεωρούνται, θα επιλέγονται από τους επιθεωρητές.

46. Οι επιθεωρητές θα έχουν το δικαίωμα να συνομιλούν με όλα τα μέλη του προσωπικού της εγκαταστάσεως παρουσία εκπροσώπων του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους προκειμένου να στοιχειοθετήσουν τις σχετικές πράξεις. Οι επιθεωρητές θα ζητούν μόνο τις πληροφορίες και τα στοιχεία που απαιτούνται για την διενέργεια της επιθεωρήσεως και το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα τους τα παρέχει τη αιτήσει αυτών. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα έχει το δικαίωμα να διατυπώνει αντιρρήσεις ως προς τις ερωτήσεις που θα απευθύνονται στο προσωπικό της εγκαταστάσεως, εφ' όσον οι εν λόγω ερωτήσεις κρίνονται άσχετες με την επιθεώρηση. Εάν ο επικεφαλής της ομάδος επιθεωρήσεως διαμαρτυρηθεί και αποδείξει την συνάφεια των ερωτήσεων, αυτές οι τελευταίες θα γνωστοποιούνται εγγράφως στο επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος προκειμένου να

απαντηθούν. Η ομάδα επιθεωρήσεως θα δύναται να λαμβάνει σημείωση της αρνήσεως παροχής αδείας για συνομιλίες ή απαντήσεως στις ερωτήσεις και αιτιολογήσεις, στο τμήμα της εκθέσεως επιθεωρήσεως που αναφέρεται στο πνεύμα συνεργασίας που εκδηλώνει το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος.

47. Οι επιθεωρητές θα έχουν το δικαίωμα να επιθεωρούν τα έγγραφα και αντίγραφα λογαριασμών που κρίνουν χρήσιμα για την εκπλήρωση της αποστολής τους.

48. Οι επιθεωρητές θα έχουν το δικαίωμα να ζητούν από τους εκπροσώπους του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ή της επιθεωρουμένης εγκαταστάσεως, όπως λαμβάνουν φωτογραφίες για τους σκοπούς της επιθεωρήσεως. Δέον όπως διατίθενται φωτογραφικές μηχανές που επιτρέπουν την αυτόματη εμφάνιση των φωτογραφιών. Η ομάδα επιθεωρήσεως θα διαπιστώνει εάν οι ληφθείσης φωτογραφίες είναι πράγματι εκείνες που εζητήθησαν. Σε αντίθετη περίπτωση, δέον όπως επαναληφθεί η φωτογράφιση. Η ομάδα επιθεωρήσεως, ως και το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος, θα λαμβάνουν από ένα αντίτυπο εκάστης φωτογραφίας.

49. Οι εκπρόσωποι του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους θα έχουν το δικαίωμα να παρακολουθούν όλες τις δραστηριότητες επαληθεύσεως που θα διενεργούνται από την ομάδα επιθεωρήσεως.

50. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα λαμβάνει, τη αιτήσει του, αντίγραφο των πληροφοριών και στοιχείων που θα συλλέγονται από την Τεχνική Γραμματεία

για την εγκατάσταση ή τις εγκαταστάσεις αυτού.

51. Οι επιθεωρητές θα έχουν το δικαίωμα να ζητούν διευκρινήσεις σχετικά με αμφιβολίες που θα δημιουργούνται κατά την διάρκεια της επιθεωρήσεως. Τα εν λόγω αιτήματα θα διατυπώνονται ταχέως μέσω του εκπροσώπου του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους. Αυτό το τελευταίο θα παρέχει στην ομάδα επιθεωρήσεως, κατά την διάρκεια της επιθεωρήσεως, όλες τις αναγκαίες για την άρση των αμφιβόλιών διευκρινίσεις. Οσάκις απορίες που αφορούν σε αντικείμενο ή κτίριο εντός του χώρου επιθεωρήσεως, μένουν άλυτες, και εάν έχει υποβληθεί σχετικό αίτημα, το αντικείμενο ή κτίριο φωτογραφείται για να προσδιορισθεί το είδος και η λειτουργία αυτού. Εάν είναι αδύνατο να αρθούν οι εν λόγω αμφιβολίες κατά την διάρκεια της επιθεωρήσεως, οι επιθεωρητές, πάραυτα, θα ενημερώνουν σχετικά την Τεχνική Γραμματεία. Η έκθεση επιθεωρήσεως θα περιλαμβάνει και τις απορίες που δεν θα έχουν λυθεί, τις διευκρινίσεις που θα έχουν διατυπωθεί και αντίτυπο όλων των φωτογραφιών που θα έχουν ληφθεί.

Λήψη υλικού, συσκευασία και ανάλυση των δειγμάτων

52. Οι εκπρόσωποι του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ή της επιθεωρουμένης εγκαταστάσεως θα λαμβάνουν δείγματα τη αιτήσει της ομάδος επιθεωρήσεως και παρουσία επιθεωρητών. Σε περίπτωση προηγουμένης συμφωνίας με τους εκπροσώπους του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ή της επιθεωρουμένης

εγκαταστάσεως, η ομάδα επιθεωρήσεως θα δύναται να λάβει η ίδια τα δείγματα.

53. Οσάκις είναι δυνατό, η ανάλυση των δειγμάτων θα διενεργείται επιτόπου. Η ομάδα επιθεωρήσεως θα έχει το δικαίωμα να αναλύει επιτόπου τα δείγματα τη βοηθεία του εγκεκριμένου εξοπλισμού που θα έχει φέρει. Τη αιτήσει της ομάδος επιθεωρήσεως, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα παρέχει, συμφώνως προς τις συμπεφωνημένες διαδικασίες, βοήθειά για την επιτόπια ανάλυση των δειγμάτων. Αλλως, η ομάδα επιθεωρήσεως θα ζητά όπως οι κατάλληλες αναλύσεις διενεργούνται επιτόπου, παρουσία αυτής.

54. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα έχει το δικαίωμα να κρατά μέρος όλων των δειγμάτων που λαμβάνονται ή να λαμβάνει δείγματα εις διπλούν και να παρίσταται στην επιτόπια ανάλυση των δειγμάτων.

55. Εάν το κρίνει απαραίτητο, η ομάδα επιθεωρήσεως θα μεταφέρει τα δείγματα εκτός του χώρου επιθεωρήσεως για τους σκοπούς της αναλύσεως σε εργαστήρια που θα υποδεικνύει ο Οργανισμός.

56. Ο Γενικός Διευθυντής θα είναι ο κατ' εξοχήν υπεύθυνος για την ασφάλεια, την ακεραιότητα και την διατήρηση των δειγμάτων. Επίσης, υποχρεούται όπως μεριμνά για την προστασία του απορρήτου των δειγμάτων που θα μεταφέρονται για ανάλυση εκτός του χώρου επιθεωρήσεως. Ως προς τούτο, ο Γενικός Διευθυντής θα συμμορφώνεται προς τις διαδικασίες που θα εξετάζει και εγκρίνει η Σύνοδος, συμφώνως προς την παράγραφο 21,

εδάφιο i), του άρθρου 8, για τους σκοπούς της ενσωματώσεως αυτών στο εγχειρίδιο επιθεωρήσεως. Ο Γενικός Διευθυντής:

α) θα καθορίζει αυστηρό καθεστώς όσον αφορά την λήψη υλικού, τη συσκευασία, την μεταφορά και την ανάλυση των δειγμάτων,

β) θα εγκρίνει τα εργαστήρια που θα υποδεικνύονται για την διενέργεια των διαφόρων τύπων αναλύσεων,

γ) θα εποπτεύει την προτυποποίηση των μηχανημάτων και των μεθόδων που χρησιμοποιούνται στα εν λόγω εργαστήρια, ως και του φορητού εξοπλισμού αναλύσεων και των μεθόδων που χρησιμοποιούνται σε συνδυασμό με τον εν λόγω φορητό εξοπλισμό, και θα παρακολουθεί τον έλεγχο της ποιότητος και την γενική εφαρμογή των προδιαγραφών σε σχέση με την έγκριση του εν λόγω εργαστηρίων, του φορητού εξοπλισμού και των μεθόδων που χρησιμοποιούνται σε συνδυασμό με τον εν λόγω εξοπλισμό,

δ) θα επιλέγει ανάμεσα στα εργαστήρια που θα υποδεικνύονται, εκείνα στα οποία θα ανατεθούν η διενέργεια των αναλύσεων και άλλα καθήκοντα που θα συνδέονται με συγκεκριμένες έρευνες.

57. Οσάκις απαιτείται διενέργεια αναλύσεως εκτός του χώρου επιθεωρήσεως, τα δείγματα θα αναλύονται τουλάχιστον σε δύο εργαστήρια που θα έχουν υποδειχθεί. Η Τεχνική Γραμματεία θα μεριμνά για την ταχεία επεξεργασία των αποτελεσμάτων των αναλύσεων. Τα δείγματα θα καταχωρούνται από την Τεχνική Γραμματεία και οιοδήποτε μη χρησιμοποιηθέν δείγμα, ή μέρος τέτοιου

δείγματος, θα επιστρέφεται στην Τεχνική Γραμματεία.

58. Η Τεχνική Γραμματεία θα συγκεντρώνει τα αποτελέσματα των αναλύσεων δειγμάτων που είναι κατάλληλα για την τήρηση της παρούσης Συμβάσεως και θα τα ενσωματώνει στην τελική έκθεση επιθεωρήσεως. Στην έκθεση, θα συμπεριλαμβάνει και τα αναλυτικά στοιχεία που αφορούν στα μηχανήματα και στις μεθόδους που χρησιμοποιήθηκαν από τα υποδειχθέντα εργαστήρια που διενήργησαν τις εν λόγω αναλύσεις.

<u>Παράταση της επιθεωρήσεως</u>

59. Η περίοδος επιθεωρήσεως θα δύναται να παρατείνεται κατόπιν συννενοήσεως με τον εκπρόσωπο του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους.

<u>Τελική έκθεση επιθεωρήσεως</u>

60. Μετά το πέρας επιθεωρήσεως, η ομάδα επιθεωρήσεως θα συναντάται με τους εκπροσώπους του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους και το αρμόδιο προσωπικό του επιθεωρουμένου χώρου, προκειμένου να προβεί σε ανακεφαλαίωση των προκαταρκτικών διαπιστώσεων και άρση των πιθανών αμφιβολιών. Η ομάδα επιθεωρήσεως θα κοινοποιεί εγγράφως στους εκπροσώπους του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους τις προκαταρκτικές διαπιστώσεις αυτής, συμμορφουμένη προς συγκεκριμένο τύπο παρουσιάσεως. Θα τους παρέχει επίσης κατάλογο όλων των δειγμάτων που θα έχει λάβει και το αντίγραφο των πληροφοριών που θα έχουν αναφερθεί εγγράφως, ως και

δεδομένα που θα έχουν συλλεγεί και άλλα στοιχεία που θα πρέπει να αφαιρεθούν από τον χώρο. Το εν λόγω έγγραφο θα υπογράφεται από τον επικεφαλής της ομάδος επιθεωρήσεως. Ο εκπρόσωπος του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους θα το συνυπογράφει, δεικνύοντας κατ' αυτό τον τρόπο ότι έλαβε γνώση του περιεχομένου του. Η συνάντηση θα λήγει το αργότερο εντός 24 ωρών από της ολοκληρώσεως των εργασιών της επιθεωρήσεως.

ΣΤ. ΑΝΑΧΩΡΗΣΗ

61. Μόλις ολοκληρωθεί η διαδικασία που έπεται της επιθεωρήσεως, η ομάδα επιθεωρήσεως θα εγκαταλείψει την επικράτεια του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους ή του φιλοξενούντος Κράτους το συντομότερο δυνατό.

Ζ. ΕΚΘΕΣΕΙΣ

62. Το αργότερο εντός δέκα ημερών από της επιθεωρήσεως, οι επιθεωρητές θα συντάσσουν τελική έκθεση που θα αναφέρεται στις δραστηριότητες και διαπιστώσεις αυτών. Η έκθεση αυτών θα περιλαμβάνει μόνο τα περιστατικά που αφορούν στην τήρηση της παρούσης Συμβάσεως, όπως προβλέπεται από την εντολή επιθεωρήσεως. Η έκθεση θα περιέχει και πληροφορίες σχετικά με τον τρόπο κατά τον οποίο το επιθεωρηθέν Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος συνεργάσθηκε με την ομάδα επιθεωρήσεως. Εάν υπάρχουν διιστάμενες απόψεις μεταξύ των επιθεωρητών, θα δύνανται να σημειωθούν σε προσάρτημα της εκθέσεως. Η έκθεση θα

είναι απόρρητη.

63. Η τελική έκθεση θα παραδίδεται πάραυτα στο επιθεωρηθέν Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος. Ολες οι παρατηρήσεις που, ενδεχομένως, θα διατυπώσει πάραυτα, εγγράφως, το επιθεωρηθέν Συμβαλλόμενο Μέρος Κράτος, όσον αφορά τις διαπιστώσεις, θα συμπεριληφθουν σε προσάρτημα. Η τελική έκθεση, με τις παρατηρήσεις του επιθεωρηθέντος Συμαβαλλομένου Μέρους - Κράτους, θα υποβάλεται στον γενικό Γραμματέα το αργότερο εντός 30 ημερών από της επιθεωρήσεως.

64. Εάν στην έκθεση διατυπώνονται αμφιβολίες, ή εάν η συνεργασία μεταξύ της εθνικής αρχής και των επιθεωρητών δεν υπήρξε ικανοποιητική, ο Γενικός Διευθυντής θα ζητά από το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος διευκρινίσεις.

65. Εάν οι αμφιβολίες δεν δύνανται να αρθούν ή εάν τα διαπιστωθέντα περιστατικά γεννούν αμφιβολίες όσον αφορά την εκπλήρωση των ανειλημένων υποχρεώσεων δυνάμει της παρούσης Συμβάσεως, ο Γενικός Διευθυντής θα ενημερώνει σχετικά το Εκτελεστικό Συμβουλίου άνευ καθυστερήσεως.

Η) ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΩΝ ΓΕΝΙΚΩΝ ΔΙΑΤΑΞΕΩΝ

66. Οι διατάξεις του παρόντος Μέρους θα εφαρμόζονται σε

όλες τις επιθεωρήσεις που θα διενεργούνται συμφώνως προς την παρούσα Σύμβαση, εκτός αν διαφέρουν από τις διατάξεις που αφορούν σε ειδικούς τύπους επιθεωρήσεως που αναφέρονται στα Μέρη Γ' - ΙΑ' του παρόντος Προσαρτήματος. Σε αυτή τη περίπτωση, θα υπερισχύουν αυτές οι τελευταίες διατάξεις.

ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΠΟΥ ΑΦΟΡΟΥΝ ΣΤΑ ΜΕΤΡΑ ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΕΩΣ ΠΟΥ ΛΑΜΒΑΝΟΝΤΑΙ ΣΥΜΦΩΝΩΣ ΠΡΟΣ ΤΑ ΑΡΘΡΑ 4 ΚΑΙ 5, ΩΣ ΚΑΙ ΤΗΝ ΠΑΡΑΓΡΑΦΟ 3 ΤΟΥ ΑΡΘΡΟΥ 6

Α. ΑΡΧΙΚΕΣ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΕΙΣ ΚΑΙ ΣΥΜΦΩΝΙΕΣ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΣ

1. Κάθε δηλωθείσα εγκατάσταση που υπόκειται σε επιτόπια επιθεώρηση συμφώνως προς τα άρθρα 4 και 5, ως και την παράγραφο 3 του άρθρου 6, θα αποτελεί το αντικείμενο μιας πρώτης επιθεωρήσεως αμέσως μόλις δηλωθεί. Η εν λόγω επιθεώρηση της εγκαταστάσεως θα έχει ως σκοπό την επαλήθευση των στοιχείων που έχουν ήδη δοθεί, τη λήψη οιασδήποτε περαιτέρω πληροφορίας που απιτείται για τον προγραμματισμό των μελλοντικών δραστηριοτήτων επαληθεύσεως στο χώρο της εγκατστάσεως, συμπεριλαμβανομένων και των επιτόπιων επιθεωρήσεων και της συνεχούς παρακολουθήσεως με όργανα τα οποία θα είναι εγκατεστημένα στο χώρο της εν λόγω εγκαταστάσεως, και την προετοιμασία της συμφωνίας εγκατστάσεως.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη - Κράτη θα μεριμνούν για να δύναται η Τεχνική Γραμματεία να διενεργεί την επαλήθευση των

δηλώσεων και να θέτει σε εφαρμογή τα μέτρα συστηματικής επαληθεύσεως σε όλες τις εγκαταστάσεις συμφώνως προς τις ορισθείσες ημερομηνίες, μετά την έναρξη ισχύος της Συμβάσεως για κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα συνάπτει με τον Οργανισμό μια συμφωνία που θα αφορά σε καθεμία από τις εγκαταστάσεις που έχουν δηλωθεί και υπόκεινται σε επιτόπου επιθεώρηση συμφώνως προς τα άρθρα 4 και 5, ως και την παράγραφο 3 του άρθρου 6.

4. Οι συμφωνίες εγκαταστάσεως θα συνάπτονται το αργότερο εντός 180 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως για κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος ή της αρχικής δηλώσεως της εγκαταστάσεως. Ωστόσο, στις εγκαταστάσεις καταστροφής χημικών όπλων, θα εφαρμόζονται οι παράγραφοι 5 - 7.

5. Για την εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων που έχει συμπληρώσει ενός έτους λειτουργία από της ενάρξεως ισχύος της παρούσης Συμβάσεως για το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος, η συμφωνία εγκαταστάσεως θα συνάπτεται τουλάχιστον εντός 180 ημερών από της ενάρξεως λειτουργίας της.

6. Για την εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων σε λειτουργία κατά την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος της παρούσης Συμβάσεως για το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος ή που τίθεται σε λειτουργία το αργότερο εντός του έτους από τις ως άνω ημερομηνίες, η συμφωνία εγκαταστάσεως θα συνάπτεται το αργότερο εντός 210 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως για το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος,

εκτός αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο κρίνει ότι επαρκούν μεταβατικές ρυθμίσεις επαληθεύσεως, που θα εγκρίνονται συμφώνως προς την παράγραφο 51 του Δ' Μέρους (Α) του παρόντος Προσαρτήματος και θα περιλαμβάνουν μεταβατική συμφωνία εγκαταστάσεως, διατάξεις που θα αφορούν στην επαλήθευση με επιτόπια επιθεώρηση και παρακολούθηση με όργανα που θα είναι εγκατεστημένα στο χώρο της εγκαταστάσεως, ως και χρονοδιάγραμμα εφαρμογής των εν λόγω ρυθμισεων.

7. Εάν προβλέπεται διακοπή της λειτουργίας της εγκαταστάσεως που σκοπεί η παράγραφος 6, το αργότερο εντός διετίας από της ενάρξεως ισχύος της παρούσης Συμβάσεως για το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος, το Εκτελεστικό Συμβούλιο δύναται να κρίνει ότι επαρκούν μεταβατικές ρυθμίσεις επαληθεύσεως που θα εγκρίνονται προς την παράγραφο 51 του Δ' Μέρους (Α) του παρόντος Προσαρτήματος και θα περιλαμβάνουν μεταβατική συμφωνία εγκαταστάσεως, διατάξεις που θα αφορούν στην επαλήθευση με επιτόπια επιθεώρηση και παρακολούθηση με όργανα που θα είναι εγκατεστημένα στο χώρο της εγκαταστάσεως, ως και χρονοδιάγραμμα εφαρμογής των ρυθμισεων.

8. Οι συμφωνίες εγκαταστάσεως θα συντάσσονται βάσει σχεδίων συμφωνιών και θα περιλαμβάνουν λεπτομερείς ρυθμίσεις που θα διέπουν τις επιθεωρήσεις σε κάθε εγκατάσταση. Τα σχέδια συμφωνιών θα περιλαμβάνουν διατάξεις συμφώνως προς τις οποίες θα λαμβάνονται υπ' όψη τα μελλοντικά επιτεύγματα της τεχνολογίας. Τα εν λόγω σχέδια συμφωνιών θα εξετάζονται και εγκρίνονται από

τη Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο θ) του άρθου 8.

9. Η τεχνική Γραμματεία θα δύναται να διατηρεί σε κάθε εγκατάσταση ένα σφραγισμένο κιβώτιο που θα προορίζεται για τις φωτογραφίες, τα σχέδια και άλλα στοιχεία στα οποία ενδεχομένως θα ήθελε να ανατρέξει κατά τη διάρκεια μεταγενεστέρων επιθεωρήσεων.

Β. ΜΟΝΙΜΕΣ ΡΥΘΜΙΣΕΙΣ

10. Η Τεχνική Γραμματεία θα έχει το δικαίωμα να εγκαθιστά και χρησιμοποιεί, εάν παραστεί ανάγκη, όργανα και συστήματα συνεχούς παρακολουθήσεως, ως και σφραγίδες, συμφώνως προς τις οικείες διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως και τις συμφωνίες εγκαταστάσεως που θα συνάπτονται μεταξύ των Συμβαλλομένων Μερών - Κρατών και του Οργανισμού.

11. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα έχει το δικαίωμα, συμφώνως προς τις συμπεφωνημένες διαδικασίες, να εξετάζει όλα τα όργανα που θα χρησιμοποιούνται ή εγκαθίστανται από την ομάδα επιθεωρήσεως. Τα εν λόγω όργανα θα υποβάλλονται σε δοκιμές παρουσία εκπροσώπων του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους. Η ομάδα επιθεωρήσεως θα έχει το δικαίωμα να χρησιμοποιεί τα όργανα που θα εγκαταστήσει, ενδεχομένως, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος για να παρακολουθεί τις εργασίες καταστροφής των χημικών όπλων. Γι' αυτό το σκοπό, η

ομάδα επιθεωρήσεως θα έχει το δικαίωμα να εξετάζει τα όργανα που προτίθεται να χρησιμοποιήσει το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος για τους σκοπούς της επαληθεύσεως της καταστροφής των χημικών όπλων και να τα υποβάλει σε δοκιμές παρουσία αυτού.

12. Το επιθεωρούμενο Μέρος - Κράτος θα παρέχει τα μέσα που απαιτούνται για την ασφάλεια της εγκαταστάσεως και τη θέση σε λειτουργία των οργάνων και συστημάτων συνεχούς παρακολουθήσεως.

13. Οσον αφορά την εφαρμογή των παραγράφων 11 και 12, κατάλληλες αναλυτικές διαδικασίες θα εξετάζονται από τη Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο i), του άρθου 8.

14. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα ενημερώνει πάραυτα την Τεχνική Γραμματεία για κάθε συμβάν που λαμβάνει ή θα ηδύνατο να λάβει χώρα σε εγκατάσταση, στην οποία είναι εγκατεστημένα όργανα παρακολουθήσεως, δυνάμενο να επηρρεάσει το σύστημα παρακολουθήσεως. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα συντονίζει μαζί με την Τεχνική Γραμματεία την μεταγενέστερη δράση για την αποκατάσταση της λειτουργίας του συστήματος παρακολουθήσεως και τον καθορισμό των προς λήψη προσωρινών μέτρων, στο μέτρο που κρίνεται αναγκαίο.

15. Η ομάδα επιθεωρήσεως θα βεβαιώνεται κατά την διάρκεια εκάστης επιθεωρήσεως ότι το σύστημα παρακολουθήσεως λειτουργεί καλά και ότι δεν έχουν παραβιασθεί οι σφραγίδες. Θα δύναται δε να

πραγματοποιεί επισκέψεις, στο μέτρο που κρίνεται αναγκαίο, για να συντηρεί το σύστημα παρακολουθήσεως, να αντικαθιστά μηχανήματα ή να προβαίνει σε διορθώσεις όσον αφορά το πεδίο που καλύπτεται από το σύστημα.

16. Οσάκις το σύστημα ελέγχου διαπιστώνει ανωμαλία, η Τεχνική Γραμματεία θα ενεργεί πάραυτα για να καθορίσει εάν η εν λόγω ανωμαλία οφείλεται σε κακή λειτουργία του εξοπλισμού ή σε δραστηριότητες που διεξάγονται στο χώρο της εγκατστάσεως. Εάν, μετά από τη διενέργεια ελέγχου, δεν επιλυθεί το πρόβλημα, η Τεχνική Γραμματεία θα διαπιστώνει πάραυτα τα περιστατικά, διενεργώντας, εν ανάγκη, πάραυτα επιτόπια επιθεώρηση ή πραγματοποιώντας επίσκεψη στους χώρους της εγκαταστάσεως. Αμέσως μόλις ανιχνευθεί το πρόβλημα, η Τεχνική Γραμματεία θα το φέρει σε γνώση του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους που θα συμβάλει στην επίλυσή του.

Γ. ΕΝΕΡΓΕΙΕΣ ΠΟΥ ΠΡΗΓΟΥΝΤΑΙ ΤΗΣ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΕΩΣ

17. Εκτός της περιπτώσεως της παραγράφου 18, το προς επιθεώρηση Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα λαμβάνει κοινοποίηση επιθεωρήσεως τουλάχιστον 24 ώρες προ της προβλεπομένης αφίξεως της ομάδος επιθεωρήσεως στο σημείο εισόδου.

18. Η διενέργεια πρώτης επιθεωρήσεως θα κοινοποιείται στο επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος τουλάχιστον 72 ώρες πριν από την προβλεπόμενη ώρα αφίξεως της ομάδος επιθεωρήσεως στο σημείο εισόδου.

ΜΕΡΟΣ Δ' (Α)

ΚΑΤΑΣΤΡΟΦΗ ΤΩΝ ΧΗΜΙΚΩΝ ΟΠΛΩΝ ΚΑΙ ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΗ ΤΗΣ ΚΑΤΑΣΤΡΟΦΗΣ ΑΥΤΩΝ ΣΥΜΦΩΝΩΣ ΠΡΟΣ ΤΟ ΑΡΘΡΟ 4

Α. ΔΗΛΩΣΕΙΣ

Δηλώσεις χημικών όπλων

1. Η δήλωση χημικών όπλων που θα υποβάλει Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος συμφώνως προς την παράγραφο 1, εδάφιο α) ii), του άρθρου 3, θα περιλαμβάνει τα ακόλουθα στοιχεία:

α). Την συνολική ποσότητα εκάστου δηλωθέντος χημικού προϊόντος

β). Την ακριβή τοποθεσία στην οποία ευρίσκεται εκάστη αποθηκευτική εγκατάσταση χημικών όπλων, για την οποία θα αναφέρονται:

i) Η ονομασία της,

ii) Οι γεωμετρικές συνεταγμένες της,

iii) Λεπτομερές σχέδιο της τοποθεσίας, στο οποίο θα εμφαίνονται τα όρια της εγκαταστάσεως και οι αποθηκευτικοί χώροι / ζώνες στο εσωτερικό της εγκαταστάσεως,

γ). Λεπτομερής κατάλογος απογραφής εκάστης αποθηκευτικής εγκαταστάσεως χημικών όπλων, στο οποίο θα περιλαμβάνονται ειδικότερα:

i) Τα χημικά προϊόντα που χαρακτηρίζονται ως χημικά όπλα συμφώνως προς το άρθρο 2,

ii) Τα πυρομαχικά υποπυρομαχικά, μηχανισμοί και οι

εξοπλισμοί που δεν φέρουν γέμιση και χαρακτηρίζονται ως χημικά όπλα,

iii) Τα μηχανήματα που έχουν ειδικά σχεδιασθεί για να χρησιμοποιούνται σε άμεση συνάρτηση με τη χρήση των πυρομαχικών, υποπυρομαχικών, που σκοπούνται από τα ii),

iv) Τα χημικά προϊόντα που έχουν ειδικά σχεδιασθεί για να χρησιμοποιούνται σε άμεση συνάρτηση με τα πυρομαχικά, υποπυρομαχικά, όργανα ή μηχανήματα και σκοπούνται στο ii).

2. Επί των χημικών προϊόντων που σκοπούνται στο εδάφιο γ) i) της παραγράφου 1, θα εφαρμόζονται οι ακόλουθες διατάξεις:

α) Τα χημικά προϊόντα θα δηλώνονται συμφώνως προς τους Πίνακες του Προσαρτήματος περί χημικών όπλων,

β) Εάν πρόκειται για προϊόν που δεν αναγράφεται στους Πίνακες αυτού του Προσαρτήματος, θα παρέχονται οι πληροφορίες που απαιτούνται για να καταχωρηθεί, ενδεχομένως, στον κατάλληλο πίνακα, συμπεριλαμβανομένης και της τοξικότητας της ενώσεως σε φυσική κατάσταση. Εάν πρόκειται για πρόδρομο ουσία θα προσδιορίζεται η τοξικότητα και το είδος του κύριου τελικού προϊόντος ή των κυρίων τελικών προϊόντων της αντιδράσεως,

γ) Τα χημικά προϊόντα θα προσδιορίζονται από την χημική ονομασία αυτών συμφώνως προς τον ισχύοντα κατάλογο της Διεθνούς Ενώσεως Φυσικής και Εφαρμοσμένης Χημείας (UICPA), τον αναπτυγμένο τύπο αυτών και, εάν υπάρχει, τον αριθμό της CHEMICAL ABSTRACTS SERVICE. Εάν πρόκειται για πρόδρομο ουσία θα αναφέρεται η τοξικότητα και το είδος

του κυρίου τελικού προϊόντος ή των κυρίων τελικών προϊόντων της αντιδράσεως,

δ) Εάν πρόκειται για μίγμα δύο ή περισσοτέρων χημικών προϊόντων, θα αναφέρονται τα στοιχεία εκάστου προϊόντος και το ποσοστό αυτού. Το μίγμα θα δηλώνεται στην κατηγορία του πλέον δηλητηριώδους / τοξικού χημικού προϊόντος. Εάν συστατικό δυαδικού χημικού όπλου αποτελείται από μίγμα δύο ή περισσοτέρων χημικών όπλων, θα αναφέρονται τα στοιχεία εκάστου προϊόντος και το ποσοστό αυτού,

ε) Τα δυαδικά χημικά όπλα θα δηλώνονται βάσει του σχετικού τελικού προϊόντος, στα πλαίσια των κατηγοριών χημικών όπλων που αναφέρονται ειδικά στην παράγραφο 16. Για κάθε τύπο δυαδικού χημικού πυρομαχικού / μηχανισμού θα παρέχονται τα ακόλουθα συμπληρωματικά στοιχεία:

i) Η χημική ονομασία του δηλητηριώδους / τοξικού τελικού προϊόντος,

ii) Η χημική σύσταση και η ποσότητα εκάστου συστατικού,

iii) Ο εκπεφρασμένος σε βάρος πραγματικός λόγος των συστατικών,

iv) Τα στοιχεία του συστατικού που θεωρείται ως το στοιχείο - κλείδα,

v) Η προβλεπόμενη ποσότητα του δηλητηριώδους / τοξικού τελικού προϊόντος, που θα υπολογίζεται επί στοιχειομετρικής βάσεως από το στοιχείο - κλείδα, εάν υποτεθεί ότι η απόδοση ανέρχεται σε 100%. Δηλωθείσα ποσότητα (σε τόννους) του στοιχείου - κλείδας που θα προορίζεται για ειδικό δηλητηριώδες / τοξικό τελικό

προϊόν, θα θεωρείται ίση προς την ποσότητα (σε τόννους) αυτού του δηλητηριώδους / τοξικού τελικού προϊόντος, που θα υπολογίζεται επί στοιχειομετρικής βάσεως, εάν υποτεθεί ότι η απόδοση ανέρχεται σε 100%,

στ) Οσον αφορά τα πολυσύνθετα χημικά όπλα, η δήλωση θα είναι ανάλογη με εκείνη που προβλέπεται για τα δυαδικά χημικά όπλα,

ζ) Για κάθε χημικό προϊόν, θα δηλώνεται ο τύπος αποθηκεύσεως (πυρομαχικά, υποπυρομαχικά, μηχανήματα ή εξαρτήματα αποθηκεύσεως υλικών χύδην και άλλοι τύποι εξαρτημάτων αποθηκεύσεως. Για κάθε τύπο αποθηκεύσεως, θα διευκρινίζεται:

i) Ο τύπος,

ii) Το μέγεθος ή το διαμέτρημα,

iii) Ο αριθμός στοιχείων,

iv) Το ονομαστικό βάρος του χημικού φορτίου ανά στοιχείο,

η) Για κάθε προϊόν, θα δηλώνεται το ολικό βάρος στον χώρο αποθηκεύσεως,

ι) Εξ' άλλου, για τα αποθηκευμένα χύδην χημικά προϊόντα, θα δηλώνεται, εάν είναι γνωστό, το ποσοστό καθαρού προϊόντος.

3. Για καθένα από τους τύπους πυρομαχικών, υποπυρομαχικών, μηχανισμών ή εξοπλισμού χωρίς γέμιση που σκοπούνται από το εδάφιο γ) ii) της παραγράφου 1, θα παρέχονται τα εξής στοιχεία:

α) Ο αριθμός των στοιχείων,

β) Ο ονομαστικός όγκος πληρώσεως ανά στοιχείο,

γ) Το χημικό φορτίο που προορίζεται για τα εν λόγω στοιχεία.

Δηλώσεις χημικών όπλων που υποβάλονται συμφώνως προς της παράγραφο 1, εδάφιο α) ii), του άρθρου 3

4. Η δήλωση χημικών όπλων που θα υποβάλει Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος συμφώνως προς την παράγραφο 1, εδάφιο α) ii), του άρθρου 3, θα περιλαμβάνει όλες τις πληροφορίες που προβλέπονται στις ως άνω παραγράφους 1 - 3. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος στην επικράτεια του οποίου ευρίσκονται τα χημικά όπλα, θα λαμβάνει τις επιθυμούμενες διατάξεις μαζί με το άλλο Κράτος για την υποβολή των δηλώσεων. Εάν το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος στην επικράτεια του οποίου ευρίσκονται τα χημικά όπλα, δεν δύναται να εκπληρώσει τις υποχρεώσεις που απορρέουν από την παρούσα παράγραφο, θα εκθέτει τους λόγους αυτής της παραλείψεως.

Δηλώσεις προηγούμενης μεταφοράς και παραλαβής

5. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος που είχε μεταφέρει ή παραλάβει χημικά όπλα μετά την 1η Ιανουαρίου 1946, θα δηλώνει την εν λόγω μεταφορά ή παραλαβή συμφώνως προς την παράγραφο 1, εδάφιο α) iv), του άρθρου 3, εάν η μεταφερθείσα ή παραληφθείσα ποσότητα υπερβαίνει τον ένα τόννο χημικού προϊόντος ανά έτος, χύδην και / ή υπό μορφή πυρομαχικού. Η εν λόγω δήλωση θα γίνεται

συμφώνως προς τους τύπους της απογραφής που αναφέρονται ειδικά στις παραγράφους 1 και 2. Θα αναφέρονται επίσης οι χώρες που τα προμήθευσαν, οι χώρες για τις οποίες προορίζονταν, οι ημερομηνίες μεταφοράς ή παραλαβής και, όσο το δυνατόν σαφέστερα, ο χώρος στον οποίο ευρίσκονται τα μεταφερθέντα στοιχεία. Εάν ορισμένες εξειδικευμένες πληροφορίες που αφορούν σε μεταφορές και παραλαβές που πραγματοποιήθηκαν από 1ης Ιανουαρίου 1946 μέχρι 1ης Ιανουαρίου 1970, δεν είναι πλέον διαθέσιμες, το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα παρέχει τις πληροφορίες που, ενδεχομένως, διαθέτει ακόμα και θα εκθέτει τους λόγους για τους οποίους δεν δύναται να υποβάλει δήλωση με πλήρη στοιχεία.

Υποβολή του γενικού σχεδίου καταστροφής των χημικών όπλων

6. Το γενικό σχέδιο καταστροφής των χημικών όπλων, που θα υποβάλλεται συμφώνως προς την παράγραφο 1, εδάφιο α) v), του άρθρου 3, θα παρέχει μια γενική εικόνα του εθνικού προγράμματος που το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος προτίθεται να θέσει σε εφαρμογή για να καταστρέψει τα χημικά όπλα, και διευκρινίσεις όσον αφορά τις προσπάθειες που καταβάλλονται από το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος για να υλοποιήσει τους στόχους που τίθενται από την παρούσα Σύμβαση σε θέματα καταστροφής των όπλων. Το εν λόγω σχέδιο θα περιλαμβάνει τα εξής στοιχεία:

α) Το γενικό πρόγραμμα καταστροφής, στο οποίο θα

αναφέρονται οι τύποι και οι κατά προσέγγιση ποσότητες χημικών όπλων που πρέπει να καταστραφούν κατά την διάρκεια εκάστης ετήσιας περιόδου καταστροφής σε κάθε υφιστάμενη εγκατάσταση καταστροφής και, ει δυνατόν, σε κάθε προβλεπόμενη εγκατάσταση καταστροφής,

β) Τον αριθμό των υφισταμένων ή προβλεπομένων εγκαταστάσεων καταστροφής χημικών όπλων που θα χρησιμοποιηθούν κατά την περίοδο καταστροφής,

γ) Για κάθε υφιστάμενη ή προβλεπόμενη εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων:

i) Την ονομασία αυτής και της περιοχής στην οποία ευρίσκεται,

ii) Τους τύπους και τις κατά προσέγγιση ποσότητες χημικών όπλων που πρέπει να καταστραφούν, τον τύπο (π.χ., νευροτοξικός παράγοντας ή εκδόριος παράγοντας) και την κατά προσέγγιση ποσότητα του χημικού φορτίου που πρέπει να καταστραφεί,

δ) Τα επιμορφωτικά σχέδια και προγράμματα του προσωπικού που απαιτείται για την χρησιμοποίηση των εγκαταστάσεων καταστροφής,

ε) Τις εθνικές προδιαγραφές σε θέματα ασφαλείας και μεταδόσεων, με τις οποίες πρέπει να συμμορφούνται οι εγκαταστάσεις καταστροφής,

στ) Πληροφορίες σχετικές με την εφαρμογή νέων μεθόδων καταστροφής των χημικών όπλων και την βελτίωση των ήδη υφισταμένων μεθόδων,

ζ) Εκτίμηση των δαπανών καταστροφής των χημικών όπλων,

η) Οιοδήποτε θέμα που θα ηδύνατο να επηρρεάσει αρνητικά

το εθνικό πρόγραμμα καταστροφής.

Β. ΜΕΤΡΑ ΕΝ ΟΨΕΙ ΤΗΣ ΣΦΡΑΓΙΣΕΩΣ ΚΑΙ ΠΡΟΕΤΟΙΜΑΣΙΑΣ ΤΗΣ ΑΠΟΘΗΚΕΥΤΙΚΗΣ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΣ

7. Το αργότερο κατά την υποβολή της δηλώσεώς του χημικών όπλων, το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα λαμβάνει τα μέτρα που κρίνει κατάλληλα για την σφράγιση των αποθηκευτικών εγκαταστάσεων αυτού, και θα παρεμποδίζει οιαδήποτε μετακίνηση των χημικών όπλων αυτού εκτός των εγκαταστάσεων, εκτός αν πρόκειται για μετακίνηση που πραγματοποιείται για τους σκοπούς της καταστροφής αυτών.

8. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα μεριμνά για να τοποθετούνται τα χημικά όπλα στις αποθηκευτικές εγκαταστάσεις αυτού κατά τέτοιο τρόπο ώστε να καθίσταται δυνατή η προσπέλαση για τους σκοπούς της επαληθεύσεως που θα διενεργείται συμφώνως προς τις παραγράφους 34 - 49.

9. Καθ' ον χρόνο η αποθηκευτική εγκατάσταση παραμένει κλειστή για κάθε μετακίνηση των χημικών όπλων εκτός της εγκαταστάσεως, εκτός αν πρόκειται για μετακίνηση που πραγματοποιείται για τους σκοπούς της καταστροφής αυτών, το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα δύναται να διενεργεί εντός των χώρων της εγκαταστάσεως: της δραστηριότητος της τρέχουσας συντήρησης, συμπεριλαμβανομένης και της τρέχουσας συντήρησης των χημικών όπλων, τους ελέγχους ασφαλείας και τις

δραστηριότητες που συνδέονται με την σωματική ασφάλεια, ως και την προετοιμασία των χημικών όπλων για τους σκοπούς της καταστροφής αυτών.

10. Δεν αποτελούν μέρος των δραστηριοτήτων συντηρήσεως των χημικών όπλων:

α) Η αντικατάσταση μοχλού ή σώματος πυρομαχικού,

β) Η μεταβολή των αρχικών χαρακτηριστικών πυρομαχικού, των τμημάτων ή στοιχείων αυτού.

11. Η Τεχνική Γραμματεία θα παρακολουθεί όλες τις δραστηριότητες συντηρήσεως.

Δ. ΚΑΤΑΣΤΡΟΦΗ

Αρχές και μέθοδοι καταστροφής των χημικών όπλων

12. "Καταστροφή των χημικών όπλων", σημαίνει μια μέθοδος με την οποία τα χημικά προϊόντα μετατρέπονται αμετάκλητα κατά τρόπο ώστε να μη δύνανται να χρησιμοποιούνται στην παραγωγή χημικών όπλων, με αποτέλεσμα να καθίστανται πλέον, αμετάκλητα, άρχηστα τα πυρομαχικά και άλλοι μηχανισμοί που χρησιμοποιούνται ως χημικά όπλα.

13. Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα καθορίζει τον τρόπο με τον οποίο θα καταστρέψει τα χημικά όπλα. Δεν θα δύναται, ωστόσο, να προβεί σε καταστροφή αυτών με ρίψη σε οιαδήποτε ύδατα, σε ρίψη ή καύση στο ύπαιθρο. Θα καταστρέψει τα χημικά όπλα μόνον εντός των ειδικά καθορισθέντων και κατάλληλα

σχεδιασμένων και εξοπλισμένων εγκαταστάσεων.

14. Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα μεριμνά για την ανοικοδόμηση και εκμετάλλευση των εγκαταστάσεών του καταστροφής χημικών όπλων, κατά τρόπον ώστε να εξασφαλίζεται η καταστροφή των χημικών όπλων συμφώνως προς τις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως.

Σειρά καταστροφής

15. Η σειρά καταστροφής των χημικών όπλων, θα βασίζεται στις υποχρεώσεις που αναφέρονται στο πρώτο άρθρο και τα λοιπά άρθρα της παρούσης Συμβάσεως, και ειδικότερα στις υποχρεώσεις που αφορούν στη συστηματική επιτόπια επαλήθευση. Θα αποτελεί δε μέλημα των Συμβαλλομένων Μερών - Κρατών προκειμένου να διατηρείται η ασφάλεια στα ίδια υψηλά επίπεδα κατά την περίοδο καταστροφής, να ενισχύεται η εμπιστοσύνη κατά την έναρξη της φάσεως καταστροφής, να αποκτάται σταδιακά πείρα κατά την διάρκεια της καταστροφής των χημικών όπλων και να παρέχεται δυνατότητα εφαρμογής της ως άνω αρχής ανεξαρτήτως της πραγματικής συστάσεως των αποθεμάτων (στοκ), ως και των επιλεγμένων μεθόδων καταστροφής των χημικών όπλων. Η σειρά καταστροφής θα βασίζεται στην αρχή της σταθμίσεως.

16. Για τους σκοπούς της καταστροφής τους, τα δηλωθέντα από έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος χημικά όπλα θα κατανέμονται σε τρεις κατηγορίες:

Κατηγορία 1: Χημικά όπλα που κατασκευάζονται τη βοηθεία

χημικών προϊόντων του Πίνακα 1, ως και τα τμήματα και εξαρτήματα αυτών,

Κατηγορία 2: Χημικά όπλα που κατασκευάζονται τη βοηθεία όλων των λοιπών χημικών προϊόντων, ως και τα τμήματα και εξαρτήματα αυτών,

Κατηγορία 3: Πυρομαχικά και μηχανισμοί χωρίς γέμιση και μηχανήματα που έχουν ειδικά σχεδιασθεί για να χρησιμοποιούνται σε άμεση συνάρτηση με τα χημικά όπλα.

17. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος:

α) θα προβαίνει σε καταστροφή των χημικών όπλων της Κατηγορίας 1 το αργότερο εντός δύο ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος και θα ολοκληρώνει τις εργασίες καταστροφής το αργότερο εντός δέκα ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως. Θα καταστρέφει δε τα χημικά όπλα τηρώντας τις ακόλουθες προθεσμίες καταστροφής:

i) Φάση 1: Το αργότερο εντός δύο ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως, θα πρέπει να ολοκληρωθούν οι δοκιμές της πρώτης εγκαταστάσεώς του καταστροφής. Τουλάχιστον το 1% των χημικών όπλων της κατηγορίας 1 θα πρέπει να καταστραφούν το αργότερο εντός τριών ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως,

ii) Φάση 2: Τουλάχιστον το 20% των χημικών όπλων της κατηγορίας 1 θα πρέπει να καταστραφούν το αργότερο εντός πέντε ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως,

iii) Φάση 3: Τουλάχιστον το 45% των χημικών όπλων της κατηγορίας 1 θα πρέπει να καταστραφούν το αργότερο εντός

επτά ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως,

iv) Φάση 4: Ολα τα χημικά όπλα της κατηγορίας 1 θα πρέπει να καταστραφούν το αργότερο εντός δέκα ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως,

β) θα προβεί σε καταστροφή των χημικών όπλων της κατηγορίας 2 το αργότερο εντός ενός έτους από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, και θα την ολοκληρώσει το αργότερο εντός πέντε ετών από της ενάρξεως' ισχύος της Συμβάσεως. Τα χημικά όπλα της κατηγορίας 2 θα καταστραφούν σταδιακά, σε ισόποσες ετήσιες δόσεις, καθ' όλη τη διάρκεια καταστροφής. Ο συγκριτικός παράγοντας για τα εν λόγω όπλα, θα είναι το βάρος των χημικών προϊόντων της κατηγορίας 2,

γ) θα προβεί σε καταστροφή των χημικών όπλων της κατηγορίας 3 το αργότερο εντός ενός έτους από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, και θα την ολοκλήρώσει το αργότερο εντός πέντε ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως. Τα χημικά όπλα της κατηγορίας 3 θα καταστραφούν σταδιακά, σε ισόποσες ετήσιες δόσεις, καθ' όλη τη διάρκεια της περιόδου καταστροφής. Ο συγκριτικός παράγοντας για τα πυρομαχικά και τους μηχανισμούς που δεν φέρουν γέμιση, εκφράζεται με τον όγκο ονομαστικής πληρώσεως (μ3) και, για τον μηχανικό εξοπλισμό, με τον αριθμό στοιχείων.

18. Στα δυαδικά χημικά όπλα θα εφαρμόζονται οι ακόλουθες διατάξεις:

α) Για τους σκοπούς της σειράς καταστροφής, η δηλωθείσα (σε τόννους) ποσότητα του στοιχείου - κλείδας που

προορίζεται για ειδικό δηλητηριώδες / τοξικό τελικό προϊόν, θα θεωρείται ίση προς την ποσότητα (σε τόννους) αυτού του δηλητηριώδους / τοξικού τελικού προϊόντος που θα υπολογίζεται επί στοιχειομετρικής βάσεως, εάν υποτεθεί ότι η πρόσοδος είναι 100%,

β) Η αναγκαιότητα καταστροφής συγκεκριμένης ποσότητος του στοιχείου - κλείδας, θα συνεπάγεται την αναγκαιότητα καταστροφής ανάλογου ποσότητος του ετέρου συστατικού, που θα υπολογίζεται βάσει της αναλογίας του πραγματικού βάρους των συστατικών του κάθε φορά σκοπουμένου δυαδικού χημικού πυρομαχικού / μηχανισμού,

γ) Εάν η δηλωθείσα ποσότητα του ετέρου συστατικού είναι μεγαλύτερη από την ποσότητα που απαιτείται, συμφώνως προς την αναλογία του πραγματικού βάρους των συστατικών, το πλεόνασμα θα καταστρέφεται εντός των δύο πρώτων ετών από της ενάρξεως των εργασιών καταστροφής,

δ) Στο τέλος του επομένου έτους εργασιών, το Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος θα δύναται να διατηρήσει την ποσότητα του άλλου δηλωθέντος συστατικού, που καθορίστηκε βάσει της αναλογίας του πραγματικού βάρους των συστατικών του δυαδικού χημικού τύπου πυρομαχικού / μηχανικού.

19. Οσον αφορά τα χημικά όπλα με πολλαπλά συστατικά, η σειρά καταστροφής θα είναι ανάλογη με εκείνη που προβλέπεται για τα δυαδικά χημικά όπλα.

<u>Τροποποίηση των ενδιαμέσων προθεσμιών καταστροφής</u>

20. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα εξετάζει τα γενικά στάδια

καταστροφής των χημικών όπλων, που θα υποβάλλονται συμφώνως προς την παράγραφο 1, εδάφιο α) ν) του άρθρου 3 και την παράγραφο 6 του παρόντος Μέρους, κυρίως για να βεβαιώνεται ότι αντιστοιχούν στη σειρά καταστροφής των παραγράφων 15 - 19. Το Εκτ. Συμβ. θα συμβουλεύεται όλα τα Συμβαλλόμενα Μέλη - Κράτη των οποίων το σχέδιο δεν ανταποκρίνεται στα ως άνω, προκειμένου να προβούν στις απαραίτητες αναπροσαρμογές.

21. Εάν το Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος κρίνει ότι, λόγω εξαιρετικών περιστάσεων για τις οποίες δεν ευθύνεται, δεν δύναται να επιτύχει το επίπεδο καταστροφής που έχει ορισθεί για την φάση 1, 2 ή 3 της σειράς καταστροφής των χημικών όπλων της κατηγορίας 1, θα δύναται να προτείνει αναπροσαρμογή του εν λόγω επιπέδου. Η πρόταση δέον όπως διατυπώνεται το αργότερο εντός 120 ημερών από της ενάρξεως της Συμβάσεως και θα περιλαμβάνει αναλυτική έκθεση των λόγων που την αιτιολογούν.

22. Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος θα λαμβάνει όλα τα μέτρα που απαιτούνται για την καταστροφή των χημικών όπλων της κατηγορίας 1 εντός των προθεσμιών καταστροφής που ορίζονται στο εδάφιο α) της παραγράφου 17, όπως αυτές αναπροσαρμόσθηκαν συμφώνως προς την παράγραφο 21. Εάν, ωστόσο, Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος εκτιμά ότι δεν μπορέσει να καταστρέψει το απαιτούμενο ποσοστό χημικών όπλων της κατηγορίας 1 εντός της οριζομένης προθεσμίας για μια από τις ενδιάμεσες φάσεις καταστροφής, θα δύναται να ζητήσει από το Εκτ. Συμβ.

όπως αυτό το τελευταίο συστήσει στη Σύνοδο να χορηγήσει στο εν λόγο Κράτος παράταση της προθεσμίας που υποχρεούται, ενδεχομένως να τηρήσει. Η αίτηση πρέπει να υποβάλλεται τουλάχιστον 180 ημέρες προς της εκποής της ενδιαμέσου προθεσμίας καταστροφής και θα περιλαμβάνει αναλυτική έκθεση των λόγων που την αιτιολογούν, ως και τα σχέδια που το Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος προτίθεται να ακολουθήσει για να είναι σε θέση να εκπληρώσει την υποχρέωση τήρησης της προθεσμίας καταστροφής.

23. Εάν χορηγηθεί παράταση, το Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος θα εξακολουθεί να υποχρεούται όπως επιτύχει το σωρευτικό επίπεδο που θα ορισθεί για την επόμενη φάση καταστροφής συμφώνως προς την ορισθείσα γι' αυτή τη φάση προθεσμία. Οι παρατάσεις που θα χορηγούνται συμφώνως προς το παρόν Τμήμα, ουδόλως θα επηρρεάζουν την υποχρέωση του Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους να ολοκληρώσει την καταστροφή όλων των χημικών όπλων της κατηγορίας 1 το αργότερο εντός δέκα ετών από της ενάρξεως ισχύος της παρούσας Συμβάσεως.

<u>Παράταση της προθεσμίας αποπεράτωσης της καταστροφής</u>

24. Εάν το Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος εκτιμά ότι δεν θα μπορέσει να ολοκληρώσει την καταστροφή όλων των χημικών όπλων της κατηγορίας 1 το αργότερο εντός δεκαετίας από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως, θα δύναται να ζητήσει από το Εκ. Συμβ. παράταση της ως άνω προθεσμίας. Το αίτημα δέον όπως διατυπώνεται το αργότερο

εντός εννέα ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως.

25. Η αίτηση θα περιλαμβάνει:

α) Την προτεινόμενη νέα προθεσμία,

β) Λεπτομερή έκθεση των λόγων για τους οποίους προτείνεται η παράταση,

γ) Λεπτομερές σχέδιο καταστροφής για το χρονικό διάστημα που αντιστοιχεί στην προταθείσα παράταση και για το υπόλοιπο χρονικό διάστημα της αρχικής δεκαετούς περιόδου καταστροφής που υπολείπεται.

26. Η Σύνοδος θα αποφανθεί σχετικά με την αίτηση κατά την αμέσως επόμενη συνεδράση αυτής, λαμβάνοντας υπ' όψη της σύσταση του Εκτ. Συμβ. Η παράταση θα αντιστοιχεί στο ελάχιστο που απαιτείται και, εν πάση περιπτώσει, το Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος θα υποχρεούται όπως ολοκληρώσει την καταστροφή όλων των χημικών όπλων αυτού το αργότερο εντός 15 ετών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως. Το Εκτ. Συμβ. θα καθορίσει τις προϋποθέσεις χορηγήσεως παρατάσεως, συμπεριλαμβανομένων και των ειδικών μέτρων επαληθεύσεως που κρίνει αναγκαία, ως και των ειδικών μέτρων που πρέπει να υιοθετήσει το Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος για να υπερνικήσει τις δυσκολίες που ανακύπτουν λόγω της εφαρμογής του προγράμματός του καταστροφής. Τα έξοδα επαληθεύσεως κατά την διάρκεια της προσθέτου προθεσμίας θα συμψηφίζονται συμφώνως προς την παράγραφο 16 του άρθρου 4.

27. Εάν χορηγηθεί παράταση, το Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος θα λαμβάνει τα κατάλληλα μέτρα για την τήρηση όλων των προσθέτων προθεσμιών.

28. Το Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος θα συνεχίσει να υποβάλλει λεπτομερή ετήσια σχέδια καταστροφής συμφώνως προς την παράγραφο 29, ως και ετήσιες εκθέσεις που αφορούν στην καταστροφή των χημικών όπλων της κατηγορίας 1 συμφώνως προς την παράγραφο 36 έως ότου καταστραφούν όλα τα χημικά όπλα της κατηγορίας 1. Εξ άλλου, θα αναφέρει στο Εκτ. Συμβ. όλες τις δραστηριότητές του καταστροφής, κάθε 90 ημέρες το αργότερο καθ' όλη τη διάρκεια της προσθέτου προθεσμίας. Το Εκτ. Συμβ. θα εξετάζει τις προόδους που έχουν συντελεσθεί όσον αφορά την καταστροφή και θα λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα για να έχει και τα αντίστοιχα αποδεικτικά έγγραφα. Το Εκτ. Συμβ. θα παρέχει στα Συμβαλλόμενα Μέλη - Κράτη, τη αιτήσει αυτών, όλες τις πληροφορίες σχετικά με τις δραστηριότητες καταστροφής που διενεργούνται κατά τη διάρκεια της προσθέτου προθεσμίας.

Αναλυτικά ετήσια σχέδια καταστροφής

29. Τα αναλυτικά ετήσια σχέδια καταστροφής που θα υποβάλονται στην Τεχνική Γραμματεία το αργότερο εντός 60 ημερών προ της ενάρξεως εκάστης ετήσιας περιόδου καταστροφής, συμφώνως προς την παράγραφο 7, εδάφιο α), του άρθρου 4, θα περιλαμβάνουν τα εξής στοιχεία:

α) Την ποσότητα εκάστου ειδικού τύπου χημικού όπλου που πρόκειται να καταστραφεί σε κάθε εγκατάσταση και την ημερομηνία που θα ολοκληρωθεί η καταστροφή εκάστου ειδικού τύπου χημικού όπλου,

β) Για κάθε εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων, λεπτομερές σχέδιο της περιοχής, στο οποίο θα αναφέρονται όλες οι τροποποιήσεις που έχουν γίνει στα σχέδια που έχουν ήδη υποβληθεί,

γ) Αναλυτικό πρόγραμμα των δραστηριοτήτων για κάθε εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων για το επόμενο έτος, στο οποίο θα αναφέρονται οι προβλεπόμενες προθεσμίες για τον σχεδιασμό, την κατασκευή ή την μετατροπή της εγκαταστάσεως, την τοποθέτηση του μηχανικού εξοπλισμού, την επαλήθευση αυτού και την κατάρτιση των χειρισμών, ως και για τις εργασίες καταστροφής για κάθε ειδικό τύπο χημικού όπλου. Επίσης, το εν λόγω αναλυτικό πρόγραμμα θα καθορίζει τις προβλεπόμενες περιόδους κατά τις οποίες δεν θα διενεργούνται δραστηριότητες καταστροφής.

30. Το Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος θα παρέχει λεπτομερείς πληροφορίες για κάθε μία από τις εγκαταστάσεις του καταστροφής χημικών όπλων ώστε να βοηθά την Τεχνική Γραμματεία να καταρτίσει τις ακολουθητέες προκαταρκτικές διαδικασίες επιθεωρήσεως της εγκαταστάσεως.

31. Τα λεπτομερή στοιχεία που αφορούν σε κάθε μία από τις εγκαταστάσεις καταστροφής, θα περιλαμβάνουν:

α) Την ονομασία, την διεύθυνση και την περιοχή,

β) Τα λεπτομερή και σχολιασμένα σχέδια της εγκαταστάσεως,

γ) Τα σχέδια διαρρυθμίσεως της εγκαταστάσεως, τα επιχειρησιακά σχέδια και τα σχέδια των μηχανικών

εγκαταστάσεων και σωληνώσεων,

δ) Τις λεπτομερείς τεχνικές περιγραφές του μηχανικού εξοπλισμου, που θα περιλαμβάνουν τις μελέτες και τις προδιαγραφές των μηχανών που έχουν προβλεφθεί για: την αφαίρεση της χημικής γεμίσεως των πυρομαχικών, μηχανισμών και εξαρτημάτων αποθηκεύσεως, την προσωρινή εναποθήκευση της αφαιρεθείσας χημικής γεμίσεως, την καταστροφή του χημικού παράγοντα και την καταστροφή πυρομαχικών, μηχανισμών και εξαρτημάτων αποθηκεύσεως.

ε) Τις λεπτομερείς τεχνικές περιγραφές της μεθόδου καταστροφής, που θα περιλαμβάνουν τις ροές των υλικών, τις θερμοκρασίες και τις πιέσεις, ως και την προβλεπομένη απόδοση της επιχειρήσεως,

στ) Την υπολογισθείσα δυναμικότητα της εγκαταστάσεως για κάθε ειδικό τύπο χημικού όπλου,

ζ) Την λεπτομερή περιγραφή των προϊόντων καταστροφής και την μέθοδο οριστικής εξαλείψεως των εν λόγω προϊόντων,

η) Την λεπτομερή τεχνική περιγραφή των μέτρων που σκοπούν την διευκόλυνση των επιθεωρήσων που διενεργούνται συμφώνως προς την παρούσα Σύμβαση,

θ) Την λεπτομερή περιγραφή κάθε χώρου / ζώνης προσωρινής εναποθήκευσης στην εγκατάσταση καταστροφής, που θα χρησιμεύει στην απευθείας τροφοδότηση της εγκαταστάσεως καταστροφής σε χημικά όπλα, που θα περιλαμβάνει σχέδια της περιοχής και της εγκαταστάσεως, ως και πληροφορίες σχετικές με την ικανότητα αποθηκεύσεως για κάθε ειδικό τύπο χημικού όπλου που πρόκειται να καταστραφεί στην εγκατάσταση,

ι) Την λεπτομερή περιγραφή των υγιειονομικών μέτρων και των μέτρων ασφαλείας που ισχύουν στην εγκατάσταση,

κ) Την λεπτομερή περιγραφή του χώρου διαμονής και των εργασιακών χώρων των επιθεωρητών,

κα) Τα προτεινόμενα μέτρα εν όψει της διεθνούς επαληθέσεως.

32. Εκτός των εκ των προτέρων χορηγηθέντων στοιχείων, τ.ο Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος θα παρέχει, για καθεμία από τις εγκαταστάσεις του καταστροφής χημικών όπλων, τα εγχειρίδια εκμεταλλεύσεως του εργοστασίου, τα υγιειονομικά σχέδια και τα σχέδια ασφαλείας αυτού, τα εγχειρίδια εκμεταλλεύσεως, εγγυήσεως και ελέγχου της ποιότητος των εργαστηρίων και τις χορηγηθείσες άδειες για διενέργεια δραστηριοτήτων που συνεπάγονται ρύπανση σε υψηλό βαθμό.

33. Το Συμβαλλόμενο Μέλος - Κράτος θα ενημερώνει άνευ καθυστερήσεως την Τεχνική Γραμματεία για κάθε νεώτερο στοιχείο δυνάμενο να επηρρεάσει τις δραστηριότητες επιθεωρήσεως στις εγκαταστάσεις καταστροφής αυτού.

34. Οι προθεσμίες γνωστοποιήσεως των πληροφοριών που σκοπούνται από τις παραγράφους 30 - 32, θα εξετάζονται και εγκρίνονται από τη Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο i), του άρθρου 8.

35. Αφού εξετάσει τα λεπτομερή στοιχεία που αφορούν σε κάθε εγκατάσταση καταστροφής του Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, η Τεχνική Γραμματεία θα αρχίσει, εν ανάγκη, διαβουλεύσεις με αυτό το τελευταίο προκειμένου να

σκοπο της επιβεβαιωση, με επιτόπια επιθεώρηση, της ακρίβειας των σχετικών δηλώσεων που γίνονται συμφώνως προς το άρθρο 3.

38. Οι επιθεωρητές θα διενεργούν την εν λόγω επαλήθευση άνευ καθυστερήσεως μετά την υποβολή δηλώσεως. Θα επαληθεύουν ειδικότερα την ποσότητα και το είδος των χημικών προϊόντων, τον τύπο και τον αριθμό των πυρομαχικών, μηχανισμών και άλλων μηχανών.

39. Οι επιθεωρητές θα χρησιμοποιούν, στο μέτρο που κρίνεται αναγκαίο, σφραγίδες, σημεία ή άλλες συμπεφωνημένες διαδικασίες ελέγχου των στοκ, για να διευκολύνουν την ακριβή απογραφή των χημικών όπλων σε κάθε αποθηκευτική εγκατάσταση.

40. Καθ' ον χρόνο προχωρεί η απογραφή, οι επιθεωρητές θα αποθέτουν της συμπεφωνημένου τύπου σφαγίδες που θα δύνανται, ενδεχομένως, να απαιτηθούν για να προσδιορισθεί με σαφήνεια εάν τα στοκ μετακινήθηκαν και για να εξασφαλισθεί το σφράγισμα της αποθηκευτικής εγκαταστάσεως κατά την διάρκεια της απογραφής. Οι εν λόγω σφραγίδες θα αφαιρούνται μετά το πέρας της απογραφής, εκτός αν άλλως συμφωνηθεί.

<u>Συστηματική επαλήθευση των αποθηκευτικών εγκαταστάσεων</u>

41. Η συστηματική επαλήθευση των αποθηκευτικών εγκαταστάσεων θα εξασφαλίσει τον εντοπισμό όλων των μετακινήσεων χημικών όπλων εκτός των εγκαταστάσεων.

42. Η συστηματική επαλήθευση θα αρχίζει μόλις

τούτο καθίσταται δυνατό μετά την υποβολή της δηλώσεως όπλων και θα συνεχίζεται έως ότου όλα τα χημικά όπλα μετακινηθούν από την αποθηκευτική εγκατάσταση. Θα συνδυάζει, συμφώνως προς την συμφωνία εγκαταστάσεως, την επιτόπια επιθεώρηση με παρακολούθηση με όργανα που θα είναι εγκατεστημένα στους χώρους της εγκαταστάσεως.

43. Οταν όλα τα χημικά όπλα θα έχουν μετακινηθεί από την αποθηκευτική εγκατάσταση, η Τεχνική Γραμματεία θα επιβεβαιώνει την αντίστοιχη δήλωση του Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, και στη συνέχεια, θα σταματά κάθε δραστηριότητα συστηματικής επαληθεύσεως της αποθηκευτικής εγκαταστάσεως, και θα αφαιρεί άνευ καθυστερήσεως όλα τα όργανα παρακολουθήσεως που θα έχουν τοποθετηθεί από τους επιθεωρητές.

<u>Επιθεωρήσεις και επισκέψεις</u>

44. Η αποθηκευτική εγκατάσταση που πρέπει να επιθεωρηθεί, επιλέγεται από την Τεχνική Γραμματεία με τρόπο που να αποκλείει την πρόβλεψη του ακριβούς χρόνου διεξαγωγής της επιθεωρήσεως. Οι κατευθυντήριες αρχές που θα χρησιμεύουν στον καθορισμό της συχνότητας των επιτόπιων συστηματικών επιθεωρήσεων, θα ορίζονται από την Τεχνική Γραμματεία που θα λαμβάνει, προηγουμένως, υπ' όψη της τις εξετασθείσες και εγκριθείσες από τη Σύνοδο συστάσεις, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο i), του άρθρου 8.

45. Η Τεχνική Γραμματεία θα κοινοποιεί στο

Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος την απόφασή της να επιθεωρήσει ή επισκεφθεί την αποθηκευτική εγκατάσταση 48 ώρες πριν από την προβλεπόμενη άφιξη της ομάδας επιθεωρήσεως στην εγκατάσταση για τους σκοπούς συστηματικών επιθεωρήσεων ή επισκέψεων. Εάν η επιθεώρηση ή επίσκεψη έχει ως σκοπό την επίλυση προβλήματος που χρήζει αμέσου αντιμετωπίσεως, η εν λόγω προθεσμία θα δύναται να μειωθεί. Η Τεχνική Γραμματεία θα προσδιορίζει τον σκοπό της επιθεωρήσεως ή επισκέψεως.

46. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος, θα προβαίνει σε όλες τις προετοιμασίες που απαιτούνται για την άφιξη των επιθεωρητών και θα μεριμνά για την ταχεία μετάβαση αυτών από το σημείο εισόδου στην αποθηκευτική εγκατάσταση. Η συμφωνία εγκαταστάσεως θα καθορίζει τις διοικητικές διατάξεις που θα αφορούν στους επιθεωρητές.

47. Αμέσως μετά την άφιξη της ομάδος επιθεωρήσεως στην αποθηκευτική εγκατάσταση για την διενέργεια της επιθεωρήσεως το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα της παρέχει τα ακόλουθα στοιχεία σχετικά με την εγκατάσταση:

α) Αριθμός των αποθηκευτικών κτιρίων και χώρων,

β) Για κάθε αποθηκευτικό κτίριο και χώρο, τύπος και αριθμός ή σημείο με το όποιο υποδεικνύεται στο σχεδιάγραμμα της περιοχής,

γ) Για κάθε αποθηκευτικό κτίριο ή χώρο που περιλαμβάνει η εγκατάσταση, αριθμός στοιχείων κάθε εξειδικευμένου τύπου χημικού όπλου και για τα εξαρτήματα αποθηκεύσεως

που δεν αποτελούν τμήμα δυαδικών πυρομαχικών, πραγματική ποσότητα χημικού φορτίου για κάθε εξάρτημα αποθηκεύσεως.

48. Κατά την διενέργεια απογραφής, στο χρονικό διάστημα που θα διαθέτουν, οι επιθεωρητές θα έχουν το δικαίωμα:

α) Να χρησιμοποιούν οιοδήποτε μέσο επιθεωρήσεων, από τα ακόλουθα:

i) Απογραφή όλων των αποθηκευμένων στην εγκατάσταση χημικών όπλων,

ii) Απογραφή όλων των χημικών όπλων που είναι αποθηκευμένα σε ορισμένα κτίρια ή χώρους της εγκαταστάσεως, κατά τη βούληση των επιθεωρητών,

iii) Απογραφή όλων των χημικών όπλων ενός ή περισσοτέρων ειδικών τύπων, που είναι αποθηκευμένα στην εγκατάσταση, κατά τη βούληση των επιθεωρητών,

β) Να ελέγχουν. όλα τα στοιχεία που θα καταγραφούν συγκρίνοντάς τα με τους συμπεφωνημένους καταλόγους.

49. Συμφώνως προς τος συμφωνίες εγκαταστάσεως, οι επιθεωρητές:

α) θα έχουν ελεύθερη πρόσβαση σε όλα τα μέρη των αποθηκευτικών εγκαταστάσεων, συμπεριλαμβανομένων και των πυρομαχικών, μηχανισμών, εξαρτημάτων αποθηκεύσεως χύδην και των λοιπών τύπων εξαρτημάτων αποθηκεύσεως που ευρίσκονται στους εν λόγω χώρους. Κατά την ενάσκηση των καθηκόντων τους, οι επιθεωρητές θα συμμορφούνται προς τους ισχύοντες κανονισμούς ασφαλείας της εγκαταστάσεως. Τα στοιχεία που θα επιθεωρούνται, θα επιλέγονται από τους επιθεωρητές,

β) θα έχουν το δικαίωμα, κατά την πρώτη επιθεώρηση και τις επόμενες επιθεωρήσεις εκάστης αποθηκευτικής εγκαταστάσεως χημικών όπλων, να υποδεικνύουν τα πυρομαχικά, τους μηχανισμούς και τα εξαρτήματα αποθηκεύσεως από τα οποία πρέπει να ληφθούν δείγματα, και να επιθέτουν στα εν λόγω πυρομαχικά, μηχανισμούς και εξαρτήματα αποθηκεύσεως ετικέττα ασφαλείας. Από όλα τα μαρκαρισμένα στοιχεία αποθηκευτικής εγκαταστάσεως χημικών όπλων ή εγκαταστάσεων καταστροφής χημικών όπλων, θα λαμβάνεται, όταν τούτο καταστεί δυνατό, δείγμα, λαμβάνονταις υπ' όψη το πρόγραμμα καταστροφής, και, εν πάση περιπτώσει, προ της ολοκληρώσεως των εργασιών καταστροφής.

Συστηματική επαλήθευση της καταστροφής των χημικών όπλων

50. Η επαλήθευση της καταστροφής των χημικών όπλων θα έχει ως σκοπό:

α) Να επιβεβαιωθεί του είδους και της ποσότητος των αποθεμάτων (στοκ) χημικών όπλων που πρέπει να καταστραφούν,

β) Να επιβεβαιωθεί ότι τα εν λόγω αποθέματα καταστράφηκαν.

51. Οι εργασίες καταστροφής των χημικών όπλων που θα πραγματοποιούνται εντός 390 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της παρούσης Συμβάσεως θα διέπονται από μεταβατικές ρυθμίσεις σχετικές με την επαλήθευση. Οι εν λόγω ρυθμίσεις που θα περιλαμβάνουν μια μεταβατική

συμφωνία εγκαταστάσεως, διατάξεις περί της επαληθεύσεως με επιτόπια επιθεώρηση και παρακολούθηση με όργανα που θα τοποθετούνται στους χώρους των εγκαταστάσεων, ως και χρονοδιάγραμμα εφαρμογής των ρυθμίσεων, θα συνομολογούνται μεταξύ του Οργανισμού και του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα εγκρίνει τις εν λόγω ρυθμίσεις. Το αργότερο εντός 60 ημερών από της ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος, λαμβάνοντας υπ' όψη τις συστάσεις της Τεχνικής Γραμματείας που θα βασίζονται σε αξιολόγηση των αναλυτικών στοιχείων σχετικών με την εγκατάσταση, που θα παρέχονται συμφώνως προς την παράγραφο 31 και μετά από επίσκεψη στην εγκατάσταση. Κατά την πρώτη συνεδρίαση αυτού, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα ορίσει τις κατευθυντήριες αρχές όσον αφορά αυτού του είδους τις ρυθμίσεις, βάσει συστάσεων που θα έχουν εξετασθεί και εγκριθεί από τη Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο i), του άρθρου 8. Οι μεταβατικές ρυθμίσεις που θα αφορούν στην επαλήθευση, θα έχουν ως σκοπό να εξασφαλισθεί, καθ' όλη την διάρκεια της μεταβατικής περιόδου, η επαλήθευση της καταστροφής των χημικών όπλων, συμφώνως προς τους αντικειμενικούς σκοπούς της παραγράφου 50, και να αποφευχθεί η παρεμπόδιση των εργασιών καταστροφής που ήδη πραγματοποιούνται.

52. Οι διατάξεις των παραγράφων 53 - 61 θα εφαρμόζονται στις εργασίες καταστροφής των χημικών όπλων, που θα αρχίσουν το νωρίτερο 390 ημέρες μετά την έναρξη ισχύος της Συμβάσεως.

53. Η Τεχνική Γραμματεία θα καταρτίζει, βάσει της παρούσης Συμβάσεως, των αναλυτικών στοιχείων που θα αφορούν στην εγκατάσταση καταστροφής και, ανάλογα με την περίπτωση, βάσει της πείρας που θα αποκτηθεί από προηγούμενες επιθεωρήσεις, προσχέδιο επιθεωρήσεως των εργασιών καταστροφής των χημικών όπλων σε καθεμιά από τις εγκαταστάσεις καταστροφής. Το σχέδιο θα καταρτισθεί και υποβληθεί για παρατηρήσεις στο επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος τουλάχιστον 270 ημέρες πριν από την έναρξη των εργασιών καταστροφής στην εγκατάσταση συμφώνως προς την παρούσα Σύμβαση. Οιαδήποτε διαφορά μεταξύ της Τεχνικής Γραμματείας και του Επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, δέον όπως ρυθμίζεται με διαβουλεύσεις. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα επιλαμβάνεται όλων των ζητημάτων που δεν έχουν επιλυθεί, και θα λαμβάνει τα κατάλληλα μέτρα για να διευκολύνει την πλήρη εφαρμογή της Συμβάσεως.

54. Η Τεχνική Γραμματεία θα προβαίνει σε μια πρώτη επίσκεψη εκάστης εγκαταστάσεως καταστροφής χημικών όπλων του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους τουλάχιστον 240 ημέρες πριν από την έναρξη των εργασιών καταστροφής στην εγκατάσταση, συμφώνως προς την παρούσα Σύμβαση, για να εξοικειωθεί με την εγκατάσταση και να προσδιορίσει την καταλληλότητα του σχεδίου επιθεωρήσεως.

55. Εάν πρόκειται για ήδη υφισταμένη εγκατάσταση στην οποία θα έχουν ήδη αρχίσει οι εργασίες καταστροφής των χημικών όπλων, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος -

Κράτος δεν θα υποχρεούται να την απολυμάνει πριν από την πρώτη επίσκεψη της Τεχνικής Γραμματείας. Η διάρκεια της επισκέψεως δεν θα υπερβαίνει τις πέντε ημέρες και ο αριθμός των προσώπων που θα επισκέπτονται την εγκατάσταση δεν θα υπερβαίνει τους 15.

56. Μόλις εγκριθούν τα αναλυτικά σχέδια επαληθεύσεως θα διαβιβάζονται, συνοδευόμενα από κατάλληλη σύσταση της Τεχνικής Γραμματείας, στο Εκτελεστικό Συμβούλιο για να εξετασθούν. Το Συμβούλιο θα εξετάζει τα σχέδια για έγκριση, λαμβάνοντας υπ' όψη τους αντικειμενικούς σκοπούς της επαληθεύσεως και τις υποχρεώσεις που απορρέουν από την παρούσα Σύμβαση. Η εν λόγω εξέταση δέον όπως διαπιστώνει επίσης εάν τα σχέδια επαληθεύσεως της καταστροφής αντιστοιχούν στους αντικειμενικούς σκοπούς της επαληθεύσεως και εάν είναι αποτελεσματικά και πραγματοποιήσιμα. Η εξέταση δέον όπως ολοκληρώνεται τουλάχιστον εντός 180 ημερών προς της ενάρξεως της περιόδου καταστροφής.

57. Εκαστο μέλος του Εκτελεστικού Συμβουλίου θα δύναται να συμβουλεύεται την Τεχνική Γραμματεία για κάθε πρόβλημα που θα αφορά στην καταλληλότητα του σχεδίου επαληθεύσεως. Εάν κανένα μέλος του Εκτελεστικού Συμβουλίου δεν προβάλει αντιρρήσεις, το σχέδιο θα τεθεί σε εκτέλεση.

58. Σε περίπτωση δυσκολιών, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα αρχίζει διαβουλεύσεις με το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος για να τις αμβλύνει. Η Σύνοδος θα επιλαμβάνεται όλων των προβλημάτων για τα οποία δεν θα

έχει εξευρεθεί λύση.

59. Για την εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων, η λεπτομερής συμφωνία θα προσδιορίζει, λαμβάνοντας υπ' όψη τα ιδιαίτερα χαρακτηριστικά της εγκαταστάσεως και του τρόπου εκμεταλλεύσεως αυτής:

α) Τις αναλυτικές διαδιακασίες επιτόπιας επιθεωρήσεως,

β) Τις διατάξεις όσον αφορά στην επαλήθευση με συνεχή παρακολούθηση με όργανα που τοποθετούνται στους χώρους της εγκαταστάσεως και παρουσία επιθεωρητών στους χώρους των εγκαταστάσεων.

60. Οι επιθεωρητές θα έχουν πρόσβαση σε κάθε εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων. Τουλάχιστον 60 ημέρες πριν από την έναρξη των εργασιών καταστροφής στην εγκατάσταση, συμφώνως προς την παρούσα Σύμβαση, για να παρακολουθούν την τοποθέτηση του εξοπλισμού επιθεωρήσεως, να επιθεωρούν τον εν λόγω επξοπλισμό, να διενεργούν δοκιμές για να διαπιστώνουν την καλή λειτουργία αυτού και να πραγματοποιούν τελικό τεχνικό έλεγχο της εγκαταστάσεως. Οσάκις πρόκειται για ήδη υφιστάμενη εγκατάσταση στην οποία ήδη αρχίσουν οι εργασίες καταστροφήςτων χημικών όπλων, οι εν λόγω εργασίες θα διακόπτονται για τους σκοπούς της τοποθετήσεως και δοκιμής του εξοπλισμού επιθεωρήσεως. Η διακοπή θα έχει την ελάχιστη δυνατή διάρκεια που απαιτείται και δεν θα υπερβαίνει τις 60 ημέρες. Ανάλογα με τα αποτελέσματα των δοκιμών και του ελέγχου, το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος και τη Τεχνική Γραμματεία θα δύνανται να συμφωνούν την συμπλήρωση της αναλυτικής

συμφωνίας εγκαταστάσεως και την τροποποίηση αυτής.

61. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα κοινοποιεί εγγράφως στον Επικεφαλής της ομάδος επιθεωρήσεως στην εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων, οιαδήποτε αποστολή χημικών όπλων από εγκατάσταση αποθηκεύσεως των εν λόγω όπλων στην εν λόγω εγκατάσταση καταστροφής το αργότερο εντός τεσσάρων ωρών πριν από την αποστολή, θα αναφέρει δε στην κοινοποίησή του, την ονομασία της εγκαταστάσεως αποθηκεύσεως, την προβλεπόμενη ώρα αναχωρήσεως και αφίξεως, τον τύπο και την ποσότητα των μεταφερομένων χημικών όπλων, σημειώνοντας αν θα μετακινηθούν μαρκαρισμένα τεμάχια, και το μεταφορικό μέσο. Η εν λόγω κοινοποίηση θα δύναται να αναφέρεται σε περισσότερες από μια αποστολές. Οιαδήποτε μεταβολή των ως άνω στοιχείων θα κοινοποιείται άνευ καθυστερήσεως και εγγράφως στον επικεφαλής της ομάδος παρακολουθήσεως.

Εγκαταστάσεις αποθηκεύσεως χημικών όπλων που ευρίσκονται σε εγκαταστάσεις καταστροφής χημικών όπλων

62. Οι επιθεωρητές θα διαπιστώνουν την άφιξη των χημικών όπλων στην εγκατάσταση καταστροφής και την εναποθήκευση αυτών. Θα ελέγχουν τον κατάλογο απογραφής εκάστης αποστολής φορτίου, συμφώνως προς της συμπεφωνημένες διαδικασίες που θα εναρμονίζονται με τους ισχύοντες κανονισμούς ασφαλείας της εγκαταστάσεως, πριν από την έναρξη των εργασιών καταστροφής. Θα

χρησιμοποιούν, εάν χρειάζεται, σφραγίδα, σημεία ή άλλες συμπεφωνημένες διαδικασίες ελέγχου των στοκ για να διευκολύνουν την ακριβή απογραφή των χημικών όπλων πριν από την καταστροφή τους.

63. Μόλις τα χημικά όπλα εναποθηκευτούν στις εγκαταστάσεις αποθηκεύσεως που ευρίσκονται εντός των εγκαταστάσεων καταστροφής και καθ' ον χρόνο παραμένουν εκεί, οι εν λόγω αποθηκευτικές εγκαταστάσεις θα υπόκεινται σε συστηματική επαλήθευση, συμφώνως προς τις οικείες συμφωνίες εγκαταστάσεως.

64. Μετά το πέρας ενεργούς φάσεως καταστροφής, οι επιθεωρητές θα συντάσσουν κατάλογο απογραφής των χημικών όπλων που μετακινήθηκαν από την αποθηκευτική εγκατάσταση για να καταστραφούν. Θα διαπιστώνουν την ακρίβεια του καταλόγου απογραφής των υπολοίπων χημικών όπλων, ανατρέχοντας στις διαδικασίες ελέγχου των στοκ, που σκοπούνται από την παράγραφο 62.

<u>Μέτρα επιτόπιας συστηματικής επαληθεύσεως στις εγκαταστάσεις καταστροφής χημικών όπλων</u>

65. Για τη διενέργεια των δραστηριοτήτων τους, οι επιθεωρητές θα έχουν πρόσβαση στις εγκαταστάσεις καταστροφής χημικών όπλων και στις εγκαταστάσεις αποθηκεύσεως χημικών όπλων που ευρίσκονται στον ίδιο χώρο, καθ' όλη τη διάκρεια της ενεργούς φάσεως καταστροφής.

66. Για να εξασφαλισθεί ότι κανένα χημικό όπλο δεν

αφαιρέθηκε και ότι ολοκληρώθηκε η διαδικασία καταστροφής, οι επιθεωρητές θα έχουν το δικαίωμα, σε κάθε εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων, να επαληθεύουν οι ίδιοι προσωπικά και με παρακολούθηση με όργανα που θα έχουν τοποθετηθεί στους χώρους της εγκαταστάσεως:

α) Την παράδοση των χημικών όπλων στην εγκατάσταση,

β) Την ζώνη προσωρινής εναποθηκεύσεως των χημικών όπλων, ως και τον τύπο και την ποιότητα των εναποθηκευμένων στην εν λόγω ζώνη χημικών όπλων,

γ) Τον τύπο και την ποσότητα των υπό καταστροφή χημικών όπλων,

δ) Την διαδικασία καταστροφής,

ε) Το τελικό προϊόν της καταστροφής,

στ) Την αποτομή των μεταλλικών τεμαχίων,

ζ) Το αδιάβλητο της διαδικασίας καταστροφής και ολοκλήρου της εγκαταστάσεως.

67. Οι επιθεωρητές θα έχουν το δικαίωμα να μαρκάρουν με ετικέττες, για τους κοπούς της δειγματοληψίας, τα πυρομαχικά, τους μηχανισμούς ή τα εξαρτήματα αποθηκεύσεως που ευρίσκονται στις ζώνες προσωρινής εναποθηκεύσεως των εγκαταστάσεων καταστροφής χημικών όπλων.

68. Τα εκ της τρέχουσας εκμετάλλευσης της εγκαταστάσεως στοιχεία, δεόντως επικυρωμένα, θα χρησιμοποιούνται για τις ανάγκες της επιθεωρήσεως στο μέτρο που ανταποκρίνεται σε αυτές τις ανάγκες.

69. Μετά την συμπλήρωση εκάστης περιόδου

καταστροφής, η Τεχνική Γραμματεία θα επιβεβαιώνει την δήλωση του Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, σημειώνοντας ότι ολοκληρώθηκε η καταστροφή της συγκεκριμένης ποσότητος χημικών όπλων.

70. Συμφώνως προς τις συμφωνίες εγκαταστάσεως, οι επιθεωρητές:

α) θα έχουν ελεύθερη πρόσβαση σε όλα τα μέρη των εγκαταστάσεων καταστροφής και των εγκαταστάσεων αποθηκεύσεως χημικών όπλων που ευρίσκονται στον ίδιο χώρο, ως και στα πυρομαχικά, τους μηχανισμούς, τα εξαρτήματα αποθηκεύσεως χύδην ή τους λοιπούς τύπους εξαρτημάτων αποθηκεύσεως που ευρίσκονται εκεί. Τα στοιχεία που πρέπει να επιθεωρηθούν θα επιλέγονται από τους επιθεωρητές συμφώνως προς το σχέδιο επαληθεύσεως που θα έχει αποδεχθεί το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος, και θα έχει εγκριθεί από το Εκτελεστικό Συμβούλιο,

β) θα παρακολουθούν την επιτόπια συστηματική ανάλυση των δειγμάτων κατά τη διάρκεια της διαδικασίας καταστροφής,

γ) θα παραλαμβάνουν, εάν χρειάζεται, δείγματα που θα λαμβάνονται μετά από αίτησή τους, από οιονδήποτε μηχανισμό, εξάρτημα αποθηκεύσεως χύδην ή άλλο τύπο εξαρτήματος αποθηκεύσεως που ευρίσκεται στην εγκατάσταση καταστροφής ή στην εγκατάσταση αποθηκεύσεως που ευρίσκεται στον ίδιο χώρο.

ΜΕΡΟΣ Δ' (Β)

ΧΗΜΙΚΑ ΟΠΛΑ ΠΑΛΑΙΑΣ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ ΚΑΙ ΕΓΚΑΤΕΛΕΛΕΙΜΕΝΑ ΧΗΜΙΚΑ ΟΠΛΑ

Α. ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

1. Τα χημικά όπλα παλαιάς τεχνολογίας δεν καταστρέφονται όπως ορίζει το Τμήμα Β'.

2. Τα εγκαταλελειμένα χημικά όπλα, συμπεριλαμβανομένων εκείνων που ανταποκρίνονται στον ορισμό της παραγράφου 5, εδάφιο β), του άρθρου 2, θα καταστρέφονται όπως ορίζει το Τμήμα Γ'.

Β. ΕΦΑΡΜΟΣΙΜΟ ΣΤΑ ΧΗΜΙΚΑ ΟΠΛΑ ΠΑΛΑΙΑΣ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ ΚΑΘΕΣΤΩΣ

3. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος που διαθέτει στην επικράτειά του χημικά όπλα παλαιάς τεχνολογίας, όπως αυτά προσδιορίζονται στην παράγραφο 5, εδάφιο α), του άρθρου 2, θα παρέχει στην Τεχνική Γραμματεία, το αργότερο 30 ημέρες μετά την έναρξη ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, όλες τις σχετικές πληροφορίες που θα διαθέτει, αναφέροντας ειδικότερα, στο μέτρο που είναι δυνατόν, την τοποθεσία, τον τύπο, την ποσότητα και την κατάσταση στην οποία ευρίσκονται πλέον τα εν λόγω χημικά όπλα παλαιάς τεχνολογίας.

Οσάκις πρόκειται για χημικά όπλα παλαιάς

τεχνολογίας, όπως αυτά προσδιορίζονται στην παράγραφο 5, εδάφιο β), του άρθρου 2, το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα κάνει την προβλεπόμενη στην παράγραφο 1, εδάφιο β) i), του άρθρου 3 δήλωση και θα παρέχει ειδικότερα στην Τεχνική Γραμματεία, στο μέτρο που είναι δυνατόν, τις πληροφορίες που αναφέρονται ειδικά στις παραγράφους 1-3 του Μέρους Δ' (Α) του παρόντος Προσαρτήματος.

4. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος που θα ανακαλύπτει χημικά όπλα παλαιάς τεχνολογίας μετά την έναρξη ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, θα παρέχει στην Τεχνική Γραμματεία τις πληροφορίες που αναφέρονται ειδικά στην παράγραφο 3 το αργότερο 180 ημέρες μετά την ανακάλυψη των εν λόγω όπλων.

5. Η Τεχνική Γραμματεία θα προβαίνει σε μια πρώτη επιθεώρηση και σε περισσότερες επιθεωρήσεις που θα κριθούν αναγκαίες για να επαληθεύσει την ακρίβεια των στοιχείων που θα παρέχονται προς τις παραγράφους 3 και 4 και, ειδικότερα, για να προσδιορίσει κατά πόσον τα εν λόγω χημικά όπλα ανταποκρίνονται στον ορισμό των χημικών όπλων παλαιάς τεχνολογίας της παραγράφου 5 του άρθρου 2. Η Σύνοδος θα εξετάζει και εγκρίνει τις κατευθυντήριες αρχές που θα ακολουθούνται για να προσδιορισθεί κατά πόσο δύνανται να χρησιμοποιηθούν ως χημικά όπλα, τα χημικά όπλα που κατασκευάσθηκαν από το 1925 μέχρι το 1946, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο i), του άρθρου 8.

6. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα μεταχειρίζεται, ως να επρόκειτο για δηλητηριώδη / τοξικά

απόβλητα, τα χημικά όπλα παλαιάς τεχνολογίας που η Τεχνική Γραμματεία θα διαπιστώσει ότι: ανταποκρίνονται στον ορισμό της παραγράφου 5, εδάφιο α), του άρθρου 2. Θα ενημερώνει την Τεχνική Γραμματεία για τα μέτρα που θα λαμβάνονται για την καταστροφή ή καθ' οιονδήποτε άλλο τρόπο εξάλειψη των εν λόγω όπλων ως να επρόκειτο για δηλητηριώδη / τοξικά απόβλητα, συμφώνως προς την εθνική νομοθεσία αυτού.

7. Με την επιφύλαξη των διατάξεως των παραγράφων 3 - 5, το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα καταστρέψει τα χημικά όπλα παλαιάς τεχνολογίας που η Τεχνική Γραμματεία θα διαπιστώνει ότι ανταποκρίνονται στον ορισμό της παραγράφου 5, εδάφιο β), του άρθρου 2, συμφώνως προς το άρθρο 4 και το Μέρος Δ' (Α) του παρόντος Προσαρτήματος. Τη αιτήσει του Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτους, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα δύναται, πάντως, να προσαρμόσει, όσον αφορά τα εν λόγω όπλα, τις προθεσμίες και τη σειρά καταστροφής που ορίζονται από την παρούσα Σύμβαση, εάν κρίνει ότι κάτι τέτοιο δεν συνιστά κίνδυνο για το αντικείμενο και τον σκοπό της Συμβάσεως. Η δήλωση θα περιλαμβάνει προτάσεις που θα αφορούν ειδικά στην προσαρμογή των προθεσμιών και της σειράς καταστροφής, ως και λεπτομερή έκθεση των λόγων που αιτιολογούν τις εν λόγω προτάσεις.

Γ. ΕΦΑΡΜΟΣΙΜΟ ΣΤΑ ΕΓΚΑΤΑΛΕΛΕΙΜΕΝΑ ΧΗΜΙΚΑ ΟΠΛΑ ΚΑΘΕΣΤΩΣ

8. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος στην επικράτεια

του οποίου ευρίσκονται εγκαταλελειμένα χημικά όπλα (εφ' εξής "το Κράτος του εδάφους") θα παρέχει στην Τεχνική Γραμματεία, το αργότερο 30 ημέρες μετά την έναρξη ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, όλες τις οικείες πληροφορίες που θα διαθέτει όσον αφορά τα εν λόγω όπλα. Στο μέτρο που είναι δυνατό, θα αναφέρει ειδικοτερα την περιοχή, τον τύπο, την ποσότητα και την κατάσταση στην οποία ευρίσκονται πλέον τα όπλα, και θα παρέχει διευκρινίσεις σχετικά με την εγκατάλειψη αυτών.

9. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος που θα ανακαλύπτει εγκαταλελειμένα χημικά όπλα μετά την έναρξη της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, θα παρέχει στην Τεχνική Γραμματεία, το αργότερο 180 ημέρες μετά την ανακάλυψη αυτών, όλες τις οικείες πληροφορίες που θα διαθέτει όσον αφορά τα εν λόγω όπλα. Στο μέτρο που είναι δυνατόν, θα αναφέρει ειδικότερα την περιοχή, τον τύπο, την ποσότητα και την κατάσταση στην οποία ευρίσκονται πλέον τα εγκαταλελειμένα χημικά όπλα, και θα παρέχει διευκρινίσεις σχετικά με την εγκατάλειψη αυτών.

10. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος που έχει εγκαταλείψει χημικά όπλα στην επικράτεια άλλου Συμβαλλομένου Μέρους - Κράτπυς (εφ' εξής "το Κράτος που προέβη σε εγκατάλειψη") θα παρέχει στην Τεχνική Γραμματεία, το αργότερο 30 ημέρες μετά την έναρξη ισχύος της Συμβάσεως για το εν λόγω Κράτος, όλες τις οικείες πληροφορίες που θα διαθέτει όσον αφορά τα εν λόγω όπλα. Στο μέτρο που είναι δυνατόν, θα αναφέρει ειδικότερα την περιοχή, τον τύπο και την ποσότητα των εν λόγω όπλων και

θα παρέχει διευκρινίσεις όσον αφορά την εγκατάλειψη και την κατάσταση των εγκαταλελειμένων χημικών όπλων.

11. Η Τεχνική Γραμματεία θα προβαίνει σε μια πρώτη επιθεώρηση και σε περισσότερες επιθεωρήσεις που θα απαιτηθούν, ενδεχομένως, για να επαληθεύσει την ακρίβεια όλων των σχετικών πληροφοριών που θα έχει λάβει συμφώνως προς τις παραγράφους 8 - 10, και για να προσδιορίζει κατά πόσον επιβάλλεται η συστηματική επαλήθευση που προβλέπεται στη παραγράφους 41 - 43 του Μέρους Δ' (Α) του παρόντος Προσαρτήματος. Εν ανάγκη, θα επαληθεύσει την προέλευση των εγκαταλελειμένων χημικών όπλων και θα στοιχειοθετεί τα περιστατικά που αφορούν στην εγκατάλειψη και την ταυτότητα του Κράτους που προέβη σε εγκατάλειψη.

12. Η Τεχνική Γραμματεία θα υποβάλλει την έκθεσή της στο Εκτελεστικό Συμβούλιο, στο Κράτος του εδάφους, ως και στο Κράτος που προέβη σε εγκατάλειψη, το οποίο θα υποδεικνύεται από το Κράτος του εδάφους ή θα αναγνωρίζεται από την Τεχνική Γραμματεία. Εάν το ένα από τα άμεσα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη - Κράτη δεν ικανοποιηθεί από την έκθεση, θα έχει το δικαίωμα να ρυθμίσει το ζήτημα συμφώνως προς τις διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως ή να παραπέμψει το θέμα στο Εκτελεστικό Συμβούλιο για την ταχεία επίλυση αυτού.

13. Σε εφαρμογή της παραγράφου 3 του πρώτου άρθρου, το Κράτος του εδάφους θα έχει το δικαίωμα να ζητά από το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος που έχει αποδεδειγμένα αναγνωρισθεί από την Τεχνική Γραμματεία ως ο υπεύθυνος

για την εγκατάλειψη, συμφώνως προς τις παραγράφους 8-12, να αρχίσει διαβουλεύσεις εν όψει συνεργασίας για την καταστροφή των εγκαταλελειμένων χημικών όπλων.

14. Οι διαβουλεύσεις μεταξύ του Κράτους του εδάφους και του Κράτους που προέβη σε εγκατάλειψη εν όψει συμφωνίας όσον αφορά σχέδιο καταστροφής, θα αρχίζουν το αργότερο 30 ημέρες μετά την ενημέρωση της Τεχνικής Γραμματείας όσον αφορά τη δήλωση που σκοπείται από την παράγραφο 13. Το συμπεφωνημένο σχέδιο καταστροφής θα γνωστοποιείται στην Τεχνική Γραμματεία το αργότερο 180 ημέρες μετά την ενημέρωση αυτής όσον αφορά τη δήλωση που σκοπείται από την παράγραφο 13. Τη αιτήσει του Κράτους που προέβη σε εγκατάλειψη και του Κράτους του εδάφους, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα δύναται να παρατείνει την προθεσμία γνωστοποιήσεως του συμπεφωνημένου σχεδίου καταστροφής.

15. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος που προέβη σε εγκατάλειψη θα παρέχει όλους τους πόρους που θα απαιτούνται για την καταστροφή των εγκαταλελειμένων χημικών όπλων, τα οικονομικά και τεχνικά μέσα, την τεχνική, τις εγκαταστάσεις και άλλους πόρους. Το Κράτος του εδάφους θα παρέχει την κατάλληλη συνεργασία.

16. Εάν δεν είναι δυνατή η αναγνώριση της ταυτότητος του Κράτους που προέβη σε εγκατάλειψη ή εάν αυτό το τελευταίο δεν συνιστά μέρος της Συμβάσεως, το Κράτος του εδάφους θα δύναται, για να εξασφαλίσει την καταστροφή των εγκαταλελειμένων χημικών όπλων, να ζητήσει από τον Οργανισμό και από άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη

- Κράτη να του παράσχουν τη συνδρομή τους γι' αυτό το σκοπό.

17. Με την επιφύλαξη των διατάξεων των παραγράφων 8-16, το άρθρο 4 και το Μέρος Δ' (Α) του παρόντος Προσαρτήματος, θα εφαρμόζονται και στην καταστροφή των εγκατελελειμένων χημικών όπλων. Εάν πρόκειται για εγκαταλελειμένα χημικά όπλα που ανταποκρίνονται και στον ορισμό τών χημικών όπλων παλαιάς τεχνολογίας, όπως αναφέρεται στην παράγραφο 5, εδάφιο β), του άρθρου 2, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα δύναται, εάν του το ζητήσει το Κράτος του εδάφους, μόνο του ή μαζί με το Κράτος που προέβη σε εγκατάλειψη, να προσαρμόσει ή, σε εξαιρετικές περιπτώσεις, να αναστείλει την εφαρμογή των διατάξεων περί καταστροφής εάν κρίνει ότι κάτι τέτοιο δεν συνιστά κίνδυνο για το αντικείμενο και τον σκοπό της παρούσας Συμβάσεως. Εάν πρόκειται για εγκαταλελειμένα χημικά όπλα που δεν ανταποκρίνεται στον ορισμό των χημικών όπλων παλαιάς τεχνολογίας, όπως ορίζεται στην παράγραφο 5, εδάφιο β), του άρθρου 2, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα δύναται, σε εξαιρετικές περιπτώσεις και εάν το Κράτος του εδάφους του το ζητήσει, μόνο του ή μαζί με το Κράτος που προέβη σε εγκατάλειψη, να προσαρμόσει, όσον αφορά τα εν λόγω όπλα, τις προθεσμίες και την σειρά καταστροφής που ορίζει η παρούσα Σύμβαση, εάν κρίνει ότι κάτι τέτοιο δεν συνιστά κίνδυνο για το αντικείμενο και τον σκοπό της Συμβάσεως. Ολες οι δηλώσεις που θα γίνονται συμφώνως προς την παρούσα παράγραφο, θα περιλαμβάνουν τις προτάσεις που θα αναφέρονται ειδικά στην προσαρμογή ή

αναστολή των σχετικών με την καταστροφή διατάξεων, και λεπτομερή έκθεση των λόγων που αιτιολογούν τις εν λόγω προτάσεις.

18. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη - Κράτη θα δύνανται να συνάπτουν μεταξύ τους συμφωνίες ή να προβαίνουν σε ρυθμίσεις σχετικές με την καταστροφή των εγκαταλελειμένων χημικών όπλων. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα δύναται, εάν το Κράτος του εδάφους του το ζητήσει, μόνο του ή μαζί με το Κράτος που προέβη σε εγκατάλειψη, να αποφασίσει ότι ορισμένες διατάξεις τέτοιας συμφωνίας ή ρυθμίσεως θα υπερισχύσουν των διατάξεων του παρόντος Τμήματος εάν κρίνει ότι η συμφωνία ή η ρύθμιση εγγυώνται την καταστροφή των εγκαταλελειμένων χημικών όπλων, συμφώνως προς την παράγραφο 17.

ΜΕΡΟΣ Ε'

ΚΑΤΑΣΤΡΟΦΗ ΤΩΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ ΠΑΡΑΓΩΓΗΣ ΧΗΜΙΚΩΝ ΟΠΛΩΝ ΚΑΙ ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΗ ΤΗΣ ΚΑΤΑΣΤΡΟΦΗΣ ΑΥΤΩΝ ΣΥΜΦΩΝΩΣ ΠΡΟΣ ΤΟ ΑΡΘΡΟ 5

Α. ΔΗΛΩΣΕΙΣ

Δηλώσεις εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων

1. Η δήλωση εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων, που θα υποβάλει Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος συμφώνως προς την παράγραφο 1, εδάφιο γ) ii), του άρθρου 3, θα περιλαμβάνει, για κάθε εγκατάσταση, τις ακόλουθες πληροφορίες:

α) Την ονομασία της εγκαταστάσεως, το όνομα των ιδιοκτητών και την επωνυμία των εταιρείων ή επιχειρήσεων που την διαχειρίζονται από 1ης Ιανουαρίου 1946,

β) Την ακριβή τοποθεσία στην οποία ευρίσκεται η εγκατάσταση, συμπεριλαμβανομένης και της διευθύνσεως, τον χώρο του συγκροτήματος, τον χώρο της εγκαταστάσεως εντός του συγκροτήματος, συμπεριμβανομένου και του κτιρίου και του αριθμού αυτού, δοθείσης της περιπτώσεως,

γ) Τον προσδιορισμό της εγκαταστάσεως: παραγωγή χημικών όπλων που έχουν χαρακτηρισθεί ως χημικά όπλα ή πλήρωση χημικών όπλων, ή και τα δύο.

δ) Την ημερομηνία ολοκληρώσεως της καταστροφής της εγκαταστάσεως και οι περίοδοι κατά τις οποίες έχουν,

ενδεχομένως, γίνει μεταβολές, συμπεριλαμβανομένης και της εγκαταστάσεως νέου ή τροποποιημένου εξοπλισμού, που επηρέασαν σημαντικά τα χαρακτηριστικά της μεθόδου παραγωγής που χρησιμοποιείται στην εγκατάσταση,

ε) Πληροφορίες για τα χημικά προϊόντα που χαρακτηρίζονται ως χημικά όπλα παραχθεί στην εγκατάσταση, πυρομαχικά και εξαρτήματα αποθηκεύσεως που έχουν γεμισθεί στην εγκατάσταση, ημερομηνίες κατά τις οποίες άρχισαν και σταμάτησαν οι δραστηριότητες παραγωγής ή πληρώσεως:

i) Για τα χημικά προϊόντα που χαρακτηρίζονται ως χημικά όπλα και έχουν παραχθεί στην εγκατάσταση, θα προσδιορίζεται ο ειδικό τόπος εκάστου παραγομένου προϊόντος, η χημική ονομασία αυτού συμφώνως προς τον ισχύοντα κατάλογο της Διεθνούς Ενώσεως Φυσικής και Εφηρμοσμένης Χημείας (UICPA), ο ανεπτυγμένος τύπος αυτού, ο αριθμός μητρώου της CHEMICAL ABSTRACTS SERVICE εάν υπάρχει, ως και η ποσότητα εκάστου χημικού προϊόντος, εκπεφρασμένη σε τόννους,

ii) Για τα πυρομαχικά, τους μηχανισμούς και τα εξαρτήματα αποθηκεύσεως που έχουν οπλισθεί στην εγκατάσταση, θα προσδιορίζεται ο ειδικό τύπος των χημικών όπλων που έχουν γεμισθεί και το βάρος του χημικού φορτίου ανά μονάδα,

στ) Ικανότητα παραγωγής της εγκαταστάσεως παραγωγής χημικών όπλων:

i) Για εγκατάσταση στην οποία έχουν παραχθεί χημικά όπλα, η ικανότητα παραγωγής θα εκφράζεται ως η ποσότητα

συγκεκριμένης ουσίας που δύναται, ενδεχομένως, να παραχθεί το χρόνο τη βοηθεία της τεχνικής μεθόδου που έχει όντως χρησιμοποιήσει η εγκατάσταση ή εάν δεν την έχει πράγματι χρησιμοποιήσει, που είχε την πρόθεση να χρησιμοποιήσει,

ii) Για εγκατάσταση στην οποία έχουν οπλισθεί χημικά όπλα, η ικανότητα παραγωγής θα εκφράζεται ως η ποσότητα χημικού προϊόντος με το οποίο δύναται να πληρώσει κάθε ειδικό τύπο χημικού όπλου το χρόνο.

ζ) Για κάθε εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων που δεν έχει καταστραφεί, περιγραφή της εγκατάστασης, που θα περιλαμβάνει τα ακόλουθα στοιχεία:

i) Σχεδιάγραμμα του χώρου,

ii) Διάγραμμα των εργασιών της εγκαταστάσεως,

iii) Κατάλογος απογραφής των κτιρίων της εγκαταστάσεως και του εξειδικευμένου εξοπλισμού που περιλαμβάνει, ως και όλων των εξαρτημάτων του εν λόγω εξοπλισμού,

η) Κατάσταση στην οποία ευρίσκεται η εγκατάσταση - θα αναφέρονται:

i) Η ημερομηνία κατά την οποία η εγκατάσταση παρήγαγε για τελευταία φορά χημικά όπλα,

ii) Εάν η εγκατάσταση κατεστράφη, συμπεριλαμβανομένης και της ημερομηνίας και του τρόπου καταστροφής,

iii) Εάν η εγκατάσταση χρησιμοποιήθηκε ή μετατράπη πριν από την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως εν όψει δραστηριότητος άσχετης με την καταστροφή χημικών όπλων και, δοθείσης της περιπτώσεως, τα στοιχεία όσον αφορά τις μεταβολές, την ημερομηνία κατά την οποία άρχισε η

άσχετη προς τα χημικά όπλα δραστηριότητα, το είδος της εν λόγω δραστηριότητος και το είδος του προϊόντος, εάν αυτό το τελευταίο είναι σχετικό.

θ) Προσδιορισμός των μέτρων που θα έχει λάβει το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος για να κλείσει, την εγκατάσταση και περιγραφή των μέτρων που θα έχει λάβει ή θα λάβει για να την θέση εκτός λειτουργίας,

ι) Περιγραφή όλων των τρεχουσών δραστηριοτήτων ασφαλείας στην εκτός λειτουργίας εγκατάσταση,

κ) Μετατροπή της εγκαταστάσεως σε εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων: θα αναφέρεται εάν η εγκατάσταση θα μετατραπεί και, δοθείσης της περιπτώσεως, σε ποιές ημερομηνίες.

Δηλώσεις εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων που θα υποβάλονται συμφώνως προς την παράγραφο 1, εδάφιο γ) iii), του άρθρου 3

2. Η δήλωση εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων που θα υποβάλει Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος συμφώνως προς την παράγραφο 1, εδάφιο γ) iii), του άρθρου 3, θα περιλαμβάνει όλες τις προβλεπόμενες στην ως άνω παράγραφο 1 πληροφορίες. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος στην επικράτεια του οποίου ευρίσκεται ή ευρίσκετο η εγκατάσταση, θα λαμβάνει από κοινού με το άλλο Κράτος, τις επιθυμούμενες διατάξεις για τη σύνταξη και υποβολή των δηλώσεων. Εάν το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος στην επικράτεια του οποίου ευρίσκεται ή ευρίσκετο η

εγκατάσταση, δεν δύναται να εκπληρώσει αυτή την υποχρέωση, θα εκθέτει τους λόγους αυτής της παραλήψεως.

<u>Δηλώσεις προηγουμένων μεταφορών και παραλαβών</u>

3. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος που θα έχει μεταφέρει ή παραλάβει υλικό παραγωγής χημικών όπλων από 1ης Ιανουαρίου 1946, θα δηλώνει τις εν λόγω μεταφορές και παραλαβές συμφώνως προς την παράγραφο 1, εδάφιο γ) iv), του άρθρου 3 και την κάτωθι παράγραφο 5. Εάν δεν είναι πλέον διαθέσιμες ορισμένες εξειδικευμένες πληροφορίες για τις μεταφορές και παραλαβές που πραγματοποιήθηκαν κατά την μεταξύ 1ης Ιανουαρίου 1946 και 1ης Ιανουαρίου 1970 περίοδο, το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα παρέχει τις πληροφορίες που, ενδεχομένως, θα διαθέτει ακόμα και θα εκθέτει τους λόγους για τους οποίους δεν δύναται να υποβάλει πλήρη δήλωση.

4. Στην παράγραφο 3, "υλικό παραγωγής χημικών όπλων", σημαίνει:

α) Τον εξειδικευμένο εξοπλισμό,

β) Τον εξοπλισμό που χρησιμεύει στην παραγωγή μηχανημάτων που έχουν ειδικά σχεδιασθεί για να χρησιμοποιούνται σε άμεση συνάρτηση με τα χημικά όπλα,

γ) Τον εξοπλισμό που έχει σχεδιασθεί ή χρησιμοποιηθεί αποκλειστικά για την παραγωγή των μη χημικών τεμαχίων χημικών πυρομαχικών.

5. Η δήλωση θα αναφέρει, όσον αφορά την μεταφορά ή παραλαβή υλικού παραγωγής χημικών όπλων:

α) Ποιός παρέλαβε / μετέφερε το υλικό,

β) Το είδος του υλικού,

γ) Την ημερομηνία μεταφοράς ή παραλαβής,

δ) Εάν το υλικό κατεστράφει, εξ όσων γνωρίζει,

ε) Πού ευρίσκεται πλέον, εξ όσων γνωρίζει.

Υποβολή των γενικών σχεδίων καταστροφής

6. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα παρέχει για κάθε εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων, τις ακόλουθες πληροφορίες:

α) Το χρονοδιάγραμμα που προβλέπεται για τα μέτρα που θα ληφθούν,

β) Τις μεθόδους καταστοφής.

7. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα παρέχει για κάθε εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων που προτίθεται να μετατρέψει προσωρινώς σε εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων, τις ακόλουθες πληροφορίες:

α) Το χρονοδιάγραμμα που προβλέπεται για την μετατροπή σε εγκατάσταση καταστροφής,

β) Την προβλεπόμενη διάρκεια χρησιμοποιήσεως της εγκαταστάσεως ως εγκατάσταση καταστροφής,

γ) Την περιγραφή της νέας εγκαταστάσεως,

δ) Την μέθοδο καταστροφής του εξειδικευμένου εξοπλισμού,

ε) Το χρονοδιάγραμμα καταστροφής της μετατραπείσας εγκαταστάσεως μετά την χρησιμοποίηση αυτής για την καταστροφή χημικών όπλων,

στ) Την μέθοδο καταστροφής της μετατροπείσας

εγκαταστάσεως.

Υποβολή των ετησίων σχεδίων καταστροφής και των ετησίων εκθέσεων για την καταστροφή

8. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα υποβάλει ετήσιο σχέδιο καταστροφής τουλάχιστον πριν από την αρχή του επομένου έτους καταστροφής. Το εν λόγω σχέδιο θα περιλαμβάνει τις ακόλουθες πληροφορίες:

α) Την ικανότητα καταστροφής,

β) Την ονομασία και την περιοχή των εγκαταστάσεων στις οποίες θα λάβει χώρα η καταστροφή,

γ) Τον κατάλογο των κτιρίων και του μηχανικού εξοπλισμού που θα καταστραφούν, για κάθε εγκατάσταση,

δ) Την ή τις προβλεπόμενες μεθόδους καταστροφής.

9. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα υποβάλει ετήσια έκθεση για την καταστροφή, το αργότερο 90 ημέρες πριν από το τέλος του προηγουμένου έτους καταστροφής. Η εν λόγω έκθεση θα περιλαμβάνει τις ακόλουθες πληροφορίες:

α) Την ικανότητα καταστροφής,

β) Την ονομασία και περιοχή εκάστης εγκαταστάσεως στην οποία έλαβε χώρα η καταστροφή,

γ) Τον κατάλογο των κτιρίων και του μηχανικού εξοπλισμού που καταστράφηκαν σε κάθε εγκατάσταση,

δ) Τις μεθόδους καταστροφής.

10. Εάν πρόκειται για εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων που θα έχουν δηλωθεί συμφώνως προς την παράγραφο

1, εδάφιο γ) iii), του άρθρου 3, το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος στην επικράτεια του οποίου ευρίσκεται η ευρίσκετο η εγκατάσταση, θα λαμβάνει τις επιθυμούμενες διατάξεις για τη σύνταξη και υποβολή των δηλώσεων που ορίζονται ειδικά στις ως άνω παραγράφους 6 - 9. Εάν το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος στην επικράτεια του οποίου ευρίσκεται ή ευρίσκετο η εγκατάσταση, δεν δύναται να εκπληρώσει αυτήν την υποχρέωση, θα εκθέτει τους λόγους αυτής της παραλείψεως.

Β. ΚΑΤΑΣΤΡΟΦΗ

Γενικές αρχές της καταστροφής των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων

11. Εκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα αποφασίζει τις μεθόδους που προτίθεται να χρησιμοποιήσει για να καταστρέψει εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων, βάσει των αρχών του άρθρου 5 και του παρόντος Μέρους.

Αρχές και μέθοδοι σφραγίσεως εγκαταστάσεως παραγωγής χημικών όπλων

12. Η σφράγιση εγκαταστάσεως παραγωγής χημικών όπλων θα έχει ως σκοπό την θέση αυτής εκτός λειτουργίας.

13. Το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα λαμβάνει τα συμπεφωνημένα μέτρα σφραγίσεως λαμβάνοντας δεόντως υπ' όψη τα ιδιαίτερα χαρακτηριστικά εκάστης εγκαταστάσεως. Τα εν λόγω μέτρα, μεταξύ άλλων, θα περιλαμβάνουν:

α) Απαγόρευση χρησιμοποιήσεως των εξειδικευμένων και των απλών κτιρίων, εκτός αν πρόκειται για συμπεφωνημένες δραστηριότητες,

β) Αποσύνδεση του εξοπλισμού που συνδέεται άμεσα με την παραγωγή χημικών όπλων και ειδικότερα του εξοπλισμού ελέγχου των διαδικασιών και εκτελέσεων εντολών,

γ) Την θέση εκτός λειτουργίας των εγκαταστάσεων και του εξοπλισμού προστασίας που χρησιμεύουν αποκλειστικά στην εξασφάλιση της ασφαλούς λειτουργίας της εγκαταστάσεως παραγωγής χημικών όπλων,

δ) Την τοποθέτηση πλήρων ενδέσμων και άλλων μηχανισμών σε όλα τα εξειδικευμένα μηχανήματα που χρησιμοποιούνται για την σύνθεση, τον διαχωρισμό ή τον καθαρισμό προϊόντων που χαρακτηρίζονται ως χημικά όπλα, σε όλους τους κάδους αποθηκεύσεως και σε όλες τις μηχανές πληρώσεως / οπλισμού χημικών όπλων, ώστε να αποφευχθεί η εισαγωγή ή εξαγωγή προϊόντων και η θέρμανση, η εκ νέου ψύξη ή η τροφοδότηση σε ενέργεια, ηλεκτρική ή άλλη, των εν λόγω κάδων αποθηκεύσεως ή μηχανών,

ε) Την σφράγιση των προσβάσεων στην εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων σιδηροδρομικώς, οδικώς ή άλλως, εκτός των οδών που απαιτούνται για τις συμπεφωνημένες δραστηριότητες.

14. Καθ' ον χρόνο παραμένει σφραγισμένη η εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων, το Συμβαλλόμενο Μέρος - Κράτος θα δύναται να διενεργεί τις δραστηριότητες που συνδέονται με την σωματική και υλική ασφάλεια.

Τεχνική συντήρηση των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων πριν από την καταστροφή τους

15. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δεν μπορεί να εκτελεί εργασίες συντήρησης των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων παρά μόνο για λόγους ασφάλειας, συμπεριλαμβανομένης και της οπτικής επιθεώρησης, της προληπτικής συντήρησης και των τρεχουσών επισκευών.

16. Όλες οι προβλεπόμενες εργασίες συντήρησης αναφέρονται ειδικά στα γενικά και λεπτομερή σχέδια καταστροφής. Δεν χαρακτηρίζονται ως εργασίες συντήρησης:

α) Η αντικατάσταση υλικού που παρεμβάλεται στις μεθόδους, όποιο και αν είναι αυτό,

β) Η μεταβολή των χαρακτηριστικών του υλικού που παρεμβάλεται στις χημικές μεθόδους,

γ) Η παραγωγή οιουδήποτε τύπου χημικών προϊόντων.

17. Όλες οι εργασίες συντήρησης υπόκεινται στην εποπτεία της Τεχνικής Γραμματείας.

Αρχές και μέθοδοι προσωρινής μετατροπής εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων σε εγκαταστάσεις καταστροφής χημικών όπλων

18. Τα σχετικά με την προσωρινή μετατροπή εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων σε εγκαταστάσεις καταστροφής χημικών όπλων μέτρα εγγυώνται ότι το υιοθετηθέν καθεστώς για τις προσωρινά μετατραπείσες εγκαταστάσεις είναι τουλάχιστον το ίδιο αποτελεσματικό με το υιοθετηθέν καθεστώς για τις εγκαταστάσεις που δεν έχουν μετατραπεί.

19. Οι εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που μετατρέπονται σε εγκαταστάσεις καταστροφής πριν από την έναρξη ισχύος

της παρούσας Σύμβασης, δηλώνονται στην κατηγορία των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων.

Αποτελούν δε το αντικείμενο προκαταρκτικής επίσκεψης επιθεωρητών, που έχει ως σκοπό την επιβεβαίωση της ακρίβειας των στοιχείων που παρέχονται σχετικά με τις εν λόγω εγκαταστάσεις. Επίσης, είναι απαραίτητο να επαληθεύεται το γεγονός ότι η μετατροπή αυτών των εγκαταστάσεων πραγματοποιήθηκε κατά τρόπο ώστε να τις καθιστά μη εκμεταλλεύσιμες ως εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων. Η εν λόγω επαλήθευση διενεργείται στα πλαίσια των μέτρων που προβλέπονται για τις εγκαταστάσεις που πρέπει να καταστούν μη εκμεταλλεύσιμες το αργότερο 90 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης.

20. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος που προτίθεται να μετατρέψει εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων, υποβάλλει στην Τεχνική Γραμματεία, το αργότερο 30 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος, ή το αργότερο 30 ημέρες μετά από την ημερομηνία κατά την οποία αποφάσισε να προβεί στην εν λόγω προσωρινή μετατροπή, ένα γενικό σχέδιο μετατροπής των εγκαταστάσεων και, στη συνέχεια, υποβάλλει ετήσια σχέδια.

21. Εάν το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος χρειάζεται να μετατρέψει σε εγκαταστάσεις καταστροφής χημικών όπλων μια άλλη εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων που έκλεισε πριν από την έναρκη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος, ενημερώνει σχετικά την Τεχνική Γραμματεία τουλάχιστον 150 ημέρες πριν από την μετατροπή. Η Τεχνική Γραμματεία βεβαιώνεται, σε συνεννόηση με το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, ότι λαμβάνονται τα αναγκαία μέτρα ώστε η εν λόγω εγκατάσταση να καταστεί, μετά από την με-

τατροπή της, μη εκμεταλλέυσιμη ως εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων.

22. Εγκατάσταση που μετατρέπεται για τους σκοπούς της καταστροφής χημικών όπλων, μπορεί να επαναλειτουργήσει ως εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων, όπως και οι εγκαταστάσεις που έχουν κλείσει και υπόκεινται σε συντήρηση. Ο χρόνος που απαιτείται για την επαναλειτουργία της είναι ο ίδιος που χρειάζεται για την επαναλειτουργία εγκατάστασης παραγωγής που έχει κλείσει και υπόκειται σε συντήρηση.

23. Οι μετατραπείσες εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων καταστρέφονται το αργότερο μετά από την συμπλήρωση δεκαετίας μετά από την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης.

24. Όλα τα μέτρα που λαμβάνονται για την μετατροπή μιάς συγκεκριμένης εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων, αφορούν αυτή τη συγκεκριμένη εγκατάσταση και λαμβάνονται συναρτήσει των ίδιων χαρακτηριστικών της.

25. Τα μέτρα που εφαρμόζονται εν όψει της μετατροπής εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων σε εγκατάσταση καταστροφής είναι εξίσου σημαντικά με τα μέτρα που προβλέπονται ώστε οι λοιπές εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων να καταστούν μη εκμεταλλεύσιμες το αργότερο 90 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

<u>Αρχές και μέθοδοι καταστροφής εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων</u>

26. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος καταστρέφει τα μηχανήματα και τα κτίρια που αναφέρονται στον ορισμό της εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων ως ακολούθως:

α) Όλα τα εξειδικευμένα και συνήθη μηχανήματα υπόκειντα: σε

φυσική καταστροφή,

β) Όλα τα εξειδικευμένα και συνήθους τύπου κτίρια υπόκεινται σε φυσική καταστροφή.

27. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος καταστρέφει τις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών πυρομαχικών χωρίς γόμωση και μηχανημάτων που προορίζονται για τη χρήση χημικών όπλων ως ακολούθως:

α) Οι εγκαταστάσεις που χρησιμοποιούνται αποκλειστικά και μόνο για την παραγωγή μη χημικών εξαρτημάτων χημικών πυρομαχικών ή μηχανημάτων που έχουν ειδικά σχεδιασθεί για να χρησιμοποιούνται απευθείας μαζί με χημικά όπλα, δηλώνονται και καταστρέφονται. Η διαδικασία καταστροφής και η επαλήθευση αυτής διεξάγονται συμφώνως προς τις διατάξεις του άρθρου 5 και του παρόντος Μέρους του Προσαρτήματος περί επαλήθευσης που διέπουν την καταστροφή των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων,

β) Όλα τα μηχανήματα που έχουν σχεδιασθεί ή χρησιμοποιούνται αποκλειστικά και μόνο για την κατασκευή μη χημικών εξαρτημάτων χημικών πυρομαχικών, υπόκεινται σε φυσική καταστροφή.

Τα εν λόγω μηχανήματα, που περιλαμβάνουν τα ειδικά σχεδιασμένα καλούπια και μήτρες μόρφωσης μετάλλων, μπορούν να μεταφερθούν σε ειδικό χώρο για να καταστραφούν,

γ) Όλα τα κτίρια και τα συνήθη μηχανήματα που χρησιμοποιούνται για τέτοιες εργασίες παραγωγής, καταστρέφονται ή μετατρέπονται για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση. Η καταστροφή ή μετατροπή αυτών επιβεβαιώνεται, ανάλογα με την περίπτωση, με συνεννοήσεις και επιθεωρήσεις, όπως προβλέπεται στο άρθρο 9.

δ) Οι εργασίες που εκτελούνται για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση, μπορούν να συνεχισθούν κατά τον χρόνο διεξαγωγής της καταστροφής ή της μετατροπής.

Σειρά καταστροφής

28. Η σειρά καταστροφής των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων βασίζεται στις υποχρεώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 1 και στα λοιπά άρθρα της παρούσας Σύμβασης, και ειδικότερα στις υποχρεώσεις σχετικά με την συστηματική επιτόπια επαλήθευση. Αποτελεί δε μέρος του ενδιαφέροντος που έχουν τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη να τυγχάνουν της αυτής ασφάλειας κατά τον χρόνο καταστροφής, της ενίσχυσης της εμπιστοσύνης στην αρχή της φάσης καταστροφής, της σταδιακής απόκτησης πείρας κατά την διάρκεια της καταστροφής των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων και της αρχής δυνατότητας εφαρμογής ανεξάρτητα από τα πραγματικά χαρακτηριστικά των εγκαταστάσεων, ως και των επιλεγμένων μεθόδων για την καταστροφή αυτών. Η σειρά καταστροφής βασίζεται στην αρχή της εξομοίωσης.

29. Για κάθε περίοδο καταστροφής, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος προσδιορίζει τις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που πρέπει να καταστραφούν και προβαίνει στην καταστροφή τους κατά τρόπο ώστε στο τέλος κάθε περιόδου καταστροφής, να έχουν καταστραφεί όσες εγκαταστάσεις αναφέρονται ειδικά στις παραγράφους 30 και 31. Τίποτα δεν εμποδίζει Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος να καταστρέφει τις εγκαταστάσεις του με ταχύτερο ρυθμό.

30. Οι ακόλουθες διατάξεις εφαρμόζονται στις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που παράγουν τις χημικές ουσίες του Πίνακα 1:

α) Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος αρχίζει την καταστροφή τέτοιων εγκαταστάσεων το αργότερο ένα έτος από της ημερομηνίας έναρξης ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος, και την ολοκληρώνει το αργότερο δέκα έτη μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης. Για Κράτος που είναι Συμβαλλόμενο Μέρος κατά την έναρξη ισχύος της Σύμβασης, η εν λόγω συνολική περίοδος διαιρείται σε τρεις ξεχωριστές περιόδους καταστροφής, ήτοι στην α΄περίοδο καταστροφής που περιλαμβάνει το διάστημα που μεσολαβεί από το δεύτερο μέχρι το πέμπτο έτος, στην β΄περίοδο καταστροφής που περιλαμβάνει το διάστημα που μεσολαβεί από το έκτο μέχρι το όγδοο έτος, και στη γ΄περίοδο καταστροφής που περιλαμβάνει το διάστημα που μεσολαβεί από το ένατο μέχρι το δέκατο έτος. Για τα Κράτη που καθίστανται Συμβαλλόμενα Μέρη μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης, οι περίοδοι καταστροφής προσαρμόζονται με γνώμονα τα προβλεπόμενα στις παραγράφους 28 και 29,

β) Η ικανότητα παραγωγής χρησιμεύει ως παράγοντας σύγκρισης για τις εν λόγω εγκαταστάσεις. Εκφράζεται δε σε τόννους-παράγοντα, λαμβάνοντας υπ΄όψη τους κανόνες που έχουν διατυπωθεί για τα δυαδικά χημικά όπλα,

γ) Τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη συμφωνούν τα κατάλληλα επίπεδα που πρέπει να επιτύχουν όσον αφορά την ικανότητα παραγωγής στο τέλος του όγδοου έτους μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης. Η ικανότητα παραγωγής που υπερβαίνει το επιθυμητό επίπεδο καταστρέφεται σταδιακά και ισόποσα κατά την διάρκεια των δύο πρώτων περιόδων καταστροφής,

δ) Η αναγκαιότητα καταστροφής συγκεκριμένου μέρους της ικανότητας συνεπάγεται την αναγκαιότητα καταστροφής οιασδήποτε άλλης

εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων που έχει τροφοδοτήσει την εγκατάσταση παραγωγής προϊόντων του Πίνακα 1 ή έχει γομώσει τα πυρομαχικά ή τα όργανα χημικών προϊόντων του Πίνακα 1 που έχουν παραχθεί σε αυτή,

ε) Οι εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που έχουν προσωρινά μετατραπεί για τους σκοπούς της καταστροφής των χημικών όπλων, συνεχίζουν να υπόκεινται στο καθεστώς καταστροφής της ικανότητάς τους, που έχει θεσμοθετηθεί από τις διατάξεις της παρούσας παραγράφου.

31. Όσον αφορά τις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων που δεν αναφέρονται στην παράγραφο 30, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος αρχίζει την καταστροφή τους το αργότερο ένα έτος μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος, και την ολοκληρώνει το αργότερο πέντε έτη μετά από την έναρξη ισχύος αυτής.

<u>Λεπτομερή σχέδια καταστροφής</u>

32. Τουλάχιστον 180 ημέρες πριν από την έναρξη της καταστροφής εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποβάλλει στην Τεχνική Γραμματεία λεπτομερή σχέδια εν όψει της καταστροφής της εν λόγω εγκατάστασης, στα οποία περιλαμβάνονται ειδικότερα τα μέτρα που αναφέρονται στο εδάφιο στ) της παραγράφου 33 και προτίθεται να λάβει εν όψει της επαλήθευσης της καταστροφής, αναφέροντας μεταξύ άλλων:

α) Τις ημερομηνίες κατά τις οποίες θα ευρίσκονται οι επιθεωρητές στους χώρους της εγκατάστασης που πρέπει να καταστραφεί,

β) Τις διαδικασίες επαλήθευσης των μέτρων που πρέπει να ληφθούν για κάθε στοιχείο του δηλωθέντος καταλόγου απογραφής.

33. Τα λεπτομερή σχέδια καταστροφής περιλαμβάνουν τα ακόλουθα

στοιχεία για κάθε εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων:

α) Συγκεκριμένο χρονοδιάγραμμα όσον αφορά την διαδικασία καταστροφής,

β) Διάταξη (των χώρων) της εγκατάστασης,

γ) Διάγραμμα των εργασιών,

δ) Λεπτομερή κατάλογο απογραφής του μηχανικού εξοπλισμού, των κτιρίων και άλλων στοιχείων που πρέπει να καταστραφούν,

ε) Μέτρα που πρέπει να ληφθούν για κάθε στοιχείο του καταλόγου απογραφής,

στ) Μέτρα που προτείνονται εν όψει της επαλήθευσης,

ζ) Μέτρα ασφάλειας που πρέπει να εφαρμοσθούν κατά τον χρόνο καταστροφής της εγκατάστασης,

η) Όροι εργασίας και διαβίωσης όσον αφορά τους επιθεωρητές.

34. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος που προτίθεται να μετατρέψει προσωρινά μια εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων σε εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων, ενημερώνει σχετικά την Τεχνική Γραμματεία τουλάχιστον 150 ημέρες πριν από την έναρξη οιασδήποτε εργασίας μετατροπής. Η εν λόγω κοινοποίηση περιλαμβάνει τις ακόλουθες πληροφορίες:

α) Ονομασία, διεύθυνση και περιοχή της εγκατάστασης,

β) Σχέδιο της περιοχής στο οποίο περιλαμβάνονται όλες οι δομές και όλες οι ζώνες που αφορά η καταστροφή χημικών όπλων· τα στοιχεία όλων των δομών της εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων που πρέπει να μετατραπεί προσωρινά,

γ) Τους τύπους χημικών όπλων που πρέπει να καταστραφούν, τον τύπο και την ποσότητα της χημικής γόμωσης που πρέπει να καταστραφεί,

δ) Την μέθοδο καταστροφής,

ε) Διάγραμμα των εργασιών που αναφέρεται στις φάσεις της μεθόδου παραγωγής και στα μέρη του εξειδικευμένου μηχανικού εξοπλισμού που θα μετατραπούν για τους σκοπούς της καταστροφής χημικών όπλων,

στ) Τις σφραγίδες και τον μηχανικό εξοπλισμό επιθεώρησης που κινδυνεύουν ενδεχομένως να υποστούν βλάβη λόγω της μετατροπής,

ζ) Χρονοδιάγραμμα που περιλαμβάνει τις ακριβείς προθεσμίες που προβλέπονται για: την μελέτη, την προσωρινή μετατροπή της εγκατάστασης, την τοποθέτηση του μηχανικού εξοπλισμού, τον έλεγχο του μηχανικού εξοπλισμού, τις εργασίες καταστροφής και το κλείσιμο.

35. Όσον αφορά την καταστροφή της εγκατάστασης που μετετράπει προσωρινά σε εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων, θα πρέπει να παρέχονται οι πληροφορίες που απαριθμώνται στις παραγράφους 32 και 33.

<u>Έλεγχος των λεπτομερών σχεδίων</u>

36. Η Τεχνική Γραμματεία καταρτίζει, βάσει του λεπτομερούς σχεδίου καταστροφής που υποβάλλει το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, των μέτρων επαλήθευσης που προτείνει αυτό το τελευταίο και της αποκτηθείσας κατά την διάρκεια προηγουμένων επιθεωρήσεων πείρας, σχέδιο επαλήθευσης της καταστροφής της εγκατάστασης, σχετικά με το οποίο προβαίνει σε στενές συνεννοήσεις με το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Οιαδήποτε διαφορά απόψεων μεταξύ της Τεχνικής Γραμματείας και του Συμβαλλόμενου Μέρους-Κράτους όσον αφορά τα μέτρα που πρέπει να ληφθούν, θα πρέπει να επιλύεται με συνεννοήσεις. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο επιλαμβάνεται οιουδήποτε ζητήματος το οποίο δεν έχει επιλυθεί, ώστε να λαμβάνει τα κατάλληλα μέτρα για την διευκόλυνση της πλήρους εφαρμογής της Σύμβασης.

37. Τα σχέδια καταστροφής μαζί με τα σχέδια επαλήθευσης εγκρίνονται από το Εκτελεστικό Συμβούλιο και το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, ώστε να εξασφαλίζεται η πλήρης εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 5 και του παρόντος Μέρους. Η εν λόγω έγκριση θα πρέπει να λαμβάνει χώρα τουλάχιστον 60 ημέρες πριν από την ημερομηνία της προβλεπόμενης έναρξης των εργασιών καταστροφής.

38. Κάθε μέλος του Εκτελεστικού Συμβουλίου μπορεί να συνεννοείται με την Τεχνική Γραμματεία σχετικά με οιοδήποτε πρόβλημα που αφορά την καταλληλότητα του σχεδίου καταστροφής και του σχεδίου επαλήθευσης. Εάν κανένα μέλος του Εκτελεστικού Συμβουλίου δεν διατυπώνει αντιρρήσεις, το σχέδιο τίθεται σε εφαρμογή.

39. Εάν υπάρξουν δυσκολίες, το Εκτελεστικό Συμβούλιο αρχίζει διαβουλεύσεις με το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος προκειμένου να ξεπεραστούν. Η Σύνοδος επιλαμβάνεται οιουδήποτε ζητήματος που δεν έχει επιλυθεί. Η διευθέτηση οιασδήποτε διαφοράς σχετικά με τις μεθόδους καταστροφής, δεν καθυστερεί την εκτέλεση των λοιπών φάσεων του σχεδίου καταστροφής, που είναι παραδεκτές.

40. Σε περίπτωση που δεν υπάρξει συμφωνία μεταξύ του Συμβαλλόμενου Μέρους-Κράτους και του Εκτελεστικού Συμβουλίου σχετικά με ορισμένα θέματα που αφορούν την επαλήθευση, ή εάν το εγκεκριμένο σχέδιο επαλήθευσης δεν μπορεί να εκτελεσθεί, η επαλήθευση της καταστροφής εξασφαλίζεται με συνεχή εποπτεία με όργανα που τοποθετούνται στο χώρο της εγκατάστασης και με επιθεωρητές που ευρίσκονται στον εν λόγω χώρο.

41. Η καταστροφή και η επαλήθευση διεξάγονται συμφώνως προς το εγκεκριμένο σχέδιο. Η επαλήθευση δεν παρεμποδίζει αδικαιο-

λόγητα την διαδικασία καταστροφής και διενεργείται παρουσία επιθεωρητών που μεταβαίνουν στούς χώρους της εγκατάστασης προκειμένου να παραστούν στη διαδικασία καταστροφής.

42. Εάν τα απαιτούμενα μέτρα επαλήθευσης ή καταστροφής δεν λαμβάνονται όπως έχει προβλεφθεί, όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη ενημερώνονται σχετικά.

Γ. ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΗ

<u>Επαλήθευση των δηλώσεων εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων με επιτόπια επιθεώρηση</u>

43. Η Τεχνική Γραμματεία προβαίνει σε προκαταρκτική επιθεώρηση κάθε εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων στο διάστημα που μεσολαβεί μεταξύ της 90ής και 120ής ημέρας μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

44. Η προκαταρκτική επιθεώρηση έχει ως σκοπό:

α) Να επιβεβαιώνει ότι έπαυσε η παραγωγή χημικών όπλων και ότι η εγκατάσταση ετέθη εκτός λειτουργίας, συμφώνως προς την παρούσα Σύμβαση,

β) Να επιτρέπει στην Τεχνική Γραμματεία να εξοικειώνεται με τα μέτρα που λαμβάνονται για την διακοπή της παραγωγής χημικών όπλων στην εγκατάσταση,

γ) Να επιτρέπει στους επιθεωρητές να σφραγίζουν προσωρινά,

δ) Να επιτρέπει στους επιθεωρητές να επιβεβαιώνουν τον κατάλογο απογραφής των εξειδικευμένων κτιρίων και μηχανικών εξοπλισμών,

ε) Να παρέχονται οι αναγκαίες πληροφορίες για την οργάνωση των εργασιών επιθεώρησης που πρέπει να εκτελεσθούν στους χώ-

ρους της εγκατάστασης, και ειδικότερα της σφράγισης ασφαλείας και της τοποθέτησης άλλων συμπεφωνημένων οργάνων, συμφώνως προς την λεπτομερή συμφωνία εγκατάστασης,

στ) Την έναρξη προκαταρκτικών συζητήσεων όσον αφορά λεπτομερή συμωνία σχετικά με τις διαδικασίες επιθεώρησης που πρέπει να ακολουθηθούν στους χώρους της εγκατάστασης.

45. Οι επιθεωρητές χρησιμοποιούν, ανάλογα με την περίπτωση, σφραγίδες, σημεία επισήμανσης ή άλλες διαδικασίες ελέγχου των στοκ,που έχουν συμφωνηθεί για να διευκολύνεται η ακριβής απογραφή των δηλωθέντων στοιχείων που ευρίσκονται σε κάθε εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων.

46. Οι επιθεωρητές τοποθετούν τα συμπεφωνημένα όργανα που είναι ενδεχομένως αναγκαία για την επισήμανση επανάλειψης της παραγωγής χημικών όπλων ή μετακίνησης δηλωθέντος στοιχείου. Λαμβάνουν δε τις αναγκαίες προφυλάξεις ώστε να μη παρεμποδίζονται οι εργασίες που αφορούν στο κλείσιμο της εγκατάστασης και εκτελούνται από το υπό επιθεώρηση Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Οι επιθεωρητές μπορούν να επανέρχονται στους χώρους της εγκατάστασης για να εξασφαλίζουν την συντήρηση των οργάνων και να ελέγχουν την ακρίβεια αυτών.

47. Εάν ο Γενικός Διευθυντής εκτιμά, μετά από την αρχική επιθεώρηση, ότι επιβάλλονται συμπληρωματικά μέτρα για να τεθεί η εγκατάσταση εκτός λειτουργίας συμφώνως προς την παρούσα Σύμβαση, μπορεί να ζητά από το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, το αργότερο 135 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος, να εφαρμόσει τέτοια μέτρα το αργότερο 180 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος. Το επιθεω-

οούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ικανοποιεί αυτό το αίτημα εάν κρίνει ότι είναι δικαιολογημένο. Εάν δεν το ικανοποιήσει, συνεννοείται με τον Γενικό Διευθυντή προκειμένου να διευθετηθεί το ζήτημα.

Συστηματική επαλήθευση των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων και της διακοπής των δραστηριοτήτων αυτών

48. Η συστηματική επαλήθευση εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων έχει ως σκοπό να εξασφαλίζει την επισήμανση οιασδήποτε επανάληψης της παραγωγής χημικών όπλων ή οιασδήποτε μετακίνησης δηλωθέντων στοιχείων.

49. Η λεπτομερής συμφωνία εγκατάστασης προσδιορίζει συγκεκριμένα για κάθε εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων:

α) Τις λεπτομερείς διαδικασίες επιτόπιας επιθεώρησης που μπορούν να περιλαμβάνουν:

ι) Οπτικούς ελέγχους,

ιι) Τον έλεγχο και την συντήρηση των σφραγίδων και των λοιπών συμπεφωνημένων οργάνων,

ιιι) Την λήψη και την ανάλυση δειγμάτων,

β) Τις διαδικασίες που πρέπει να ακολουθηθούν για την χρησιμοποίηση σφραγίδων ασφαλείας και άλλων συμπεφωνημένων οργάνων που επισημαίνουν την ενδεχόμενη επαναλειτουργία της εγκατάστασης. Προσδιορίζονται συγκεκριμένα:

ι) Ο τύπος και ο χώρος που είναι τοποθετημένος ο εν λόγω εξοπλισμός, ως και οι ρυθμίσεις που αφορούν την εγκατάσταση,

ιι) Η συντήρηση του εν λόγω εξοπλισμού,

γ) Άλλα συμπεφωνημένα μέτρα.

50. Ο συμπεφωνημένος εξοπλισμός -σφραγίδες ή άλλα όργανα- που

προβλέπεται σε λεπτομερή συμφωνία η οποία αφορά τα μέτρα επιθεώρησης που εφαρμόζονται στην εγκατάσταση, τοποθετείται το αργότερο 240 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Οι επιθεωρητές είναι εξουσιοδοτημένοι να μεταβαίνουν σε κάθε εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων για την τοποθέτηση των εν λόγω σφραγίδων ή οργάνων.

51. Η Τεχνική Γραμματεία είναι εξουσιοδοτημένη να διενεργεί σε κάθε εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων μέχρι τέσσερεις επιθεωρήσεις το χρόνο.

52. Ο Γενικός Διευθυντής κοινοποιεί στο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος την απόφασή του να πραγματοποιηθεί επιθεώρηση ή επίσκεψη σε μία εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων, 48 ώρες πριν από την προβλεπόμενη άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στην εγκατάσταση, για τους σκοπούς συστηματικών επιθεωρήσεων ή επισκέψεων. Εάν η επιθεώρηση ή η επίσκεψη έχει ως σκοπό την επίλυση επείγοντος προβλήματος, η εν λόγω προθεσμία μπορεί να επισπευθεί. Ο Γενικός Διευθυντής καθορίζει επακριβώς τον σκοπό της επιθεώρησης ή της επίσκεψης.

53. Συμφώνως προς τις συμφωνίες εγκατάστασης, οι επιθεωρητές έχουν ελεύθερη πρόσβαση σε όλα τα μέρη των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων. Τα στοιχεία του δηλωθέντος καταλόγου απογραφής που πρέπει να επιθεωρηθούν, επιλέγονται από τους επιθεωρητές.

54. Οι κατευθυντήριες αρχές που χρησιμεύουν στον ακριβή προσδιορισμό της συχνότητας των συστηματικών επιτόπιων επιθεωρήσεων, θα εξετάζονται και εγκρίνονται από τη Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο ι), του άρθρου 8. Η εγκατάσταση

παραγωγής που πρέπει να επιθεωρηθεί, επιλέγεται από την Τεχνική Γραμματεία κατά τρόπο ώστε να είναι αδύνατον να προβλεφθεί η ακριβής ημερομηνία επιθεώρησης.

Επαλήθευση της καταστροφής των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων

55. Η συστηματική επαλήθευση της καταστροφής των εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών όπλων έχει ως σκοπό να επιβεβαιώνει ότι η εγκατάσταση καταστρέφεται συμφώνως προς τις υποχρεώσεις που έχουν αναληφθεί δυνάμει της παρούσας Σύμβασης, και ότι κάθε στοιχείο του δηλωθέντος καταλόγου απογραφής καταστρέφεται συμφώνως προς το συμπεφωνημένο λεπτομερές σχέδιο καταστροφής.

56. Οσάκις όλα τα στοιχεία του δηλωθέντος καταλόγου απογραφής καταστρέφονται, η Τεχνική Γραμματεία επιβεβαιώνει την αντίστοιχη δήλωση του Συμβαλλόμενου Μέρους-Κράτους. Στη συνέχεια, η Τεχνική Γραμματεία σταματά την συστηματική επαλήθευση της εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων και αφαιρεί χωρίς καθυστέρηση όλους τους μηχανισμούς και όλα τα εποπτικά μέσα που έχουν τοποθετηθεί από τους επιθεωρητές.

57. Μετά από την εν λόγω επιβεβαίωση, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δηλώνει ότι η εγκατάσταση καταστράφηκε.

Επαλήθευση της προσωρινής μετατροπής εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων σε εγκατάσταση καταστροφής χημικών όπλων

58. Το αργότερο 90 ημέρες μετά από τη λήψη της αρχικής κοινοποίησης με την οποία το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος γνωστοποιεί την πρόθεσή του να μετατρέψει προσωρινά μία εγκατάσταση παραγωγής, οι επιθεωρητές έχουν το δικαίωμα να επισκεφθούν την εγκατάσταση για να εξοικειωθούν με το σχέδιο προσωρινής μετα-

τροπής και να μελετήσουν τα διάφορα μέτρα επιθεώρησης που θα απαιτηθούν κατά την διάρκεια της μετατροπής.

59. Το αργότερο 60 ημέρες μετά από την εν λόγω επίσκεψη, η Τεχνική Γραμματεία και το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος συνάπτουν προσωρινή συμφωνία σχετικά με τα συμπληρωματικά μέτρα επιθεώρησης που πρέπει να ληφθούν κατά την διάρκεια των εργασιών προσωρινής μετατροπής. Η εν λόγω συμφωνία καθορίζει επακριβώς τις διαδικασίες επιθεώρησης, συμπεριλαμβανομένης και της χρήσης σφραγίδων, των μηχανημάτων επιθεώρησης και των επιθεωρήσεων που θα εξασφαλίσουν ότι κανένα χημικό όπλο δεν παράγεται κατά την διάρκεια των εργασιών μετατροπής. Η συμφωνία τίθεται σε ισχύ κατά την έναρξη των εργασιών προσωρινής μετατροπής και παραμένει σε ισχύ μέχρι της έναρξης των εργασιών καταστροφής στους χώρους της εγκατάστασης.

60. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δεν αφαιρεί ούτε μετατρέπει μέρος της εγκατάστασης, και δεν αφαιρεί ούτε τροποποιεί σφραγίδα ή άλλο συμπεφωνημένο μηχανισμό επιθεώρησης που έχει ενδεχομένως τοποθετηθεί συμφώνως προς της παρούσα Σύμβαση, καθ΄όν χρόνο δεν έχει συναφθεί η προσωρινή συμφωνία.

61. Μόλις αρχίσουν οι εργασίες καταστροφής στους χώρους της εγκατάστασης, αυτή η τελευταία υπόκειται στις διατάξεις του Μέρους Δ΄(Α) του παρόντος Προσαρτήματος, που εφαρμόζονται στις εγκαταστάσεις καταστροφής χημικών όπλων. Οι ρυθμίσεις σχετικά με την περίοδο που προηγείται της θέσης αυτής σε λειτουργία γι΄αυτό το σκοπό, διέπονται από την προσωρινή συμφωνία.

62. Κατά την διάρκεια των εργασιών καταστροφής, οι επιθεωρητές

έχουν πρόσβαση σε όλα τα μέρη των εγκαταστάσεων παραγωγής που μετατρέπονται προσωρινά, συμπεριλαμβανομένων και εκείνων που δεν αφορά άμεσα η καταστροφή χημικών όπλων.

63. Πριν από την έναρξη των εργασιών στους χώρους της εγκατάστασης εν όψει της προσωρινής μετατροπής της για τους σκοπούς της καταστροφής χημικών όπλων και μετά από την ολοκλήρωση των εργασιών καταστροφής, η εγκατάσταση υπόκειται στις διατάξεις του παρόντος Μέρους, που εφαρμόζονται στις εγκαταστάσεις παραγωγής χημικών όπλων.

Δ. ΜΕΤΑΤΡΟΠΗ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΗΣ ΠΑΡΑΓΩΓΗΣ ΧΗΜΙΚΩΝ ΟΠΛΩΝ ΓΙΑ ΣΚΟΠΟΥΣ ΠΟΥ ΔΕΝ ΑΠΑΓΟΡΕΥΟΝΤΑΙ ΑΠΟ ΤΗΝ ΣΥΜΒΑΣΗ

Διαδικασία αίτησης μετατροπής

64. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μπορεί να κάνει αίτηση χρησιμοποίησης εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση για κάθε εγκατάσταση που έχει χρησιμοποιήσει για τέτοιους σκοπούς πριν από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος ή που έχει την πρόθεση να χρησιμοποιήσει για τέτοιους σκοπούς.

65. Εάν πρόκειται για εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων που έχει ήδη χρησιμοποιηθεί για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση την ημερομηνία κατά την οποία αυτή η τελευταία τίθεται σε ισχύ όσον αφορά το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, η αίτηση υποβάλλεται στον Γενικό Διευθυντή το αργότερο 30 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος. Περιλαμβάνει δε, εκτός από τις πληροφορίες που αναφέρονται ειδικά στο εδάφιο θ) iii) της παραγράφου 1:

α) Λεπτομερές αιτιολογικό της αιτήσεως,

β) Γενικό σχέδιο μετατροπής της εγκατάστασης, στο οποίο περιλαμβάνονται τα εξής στοιχεία:

ι) Φύση των δραστηριοτήτων που πρόκειται να διεξαχθούν στους χώρους της εγκατάστασης,

ιι) Εάν οι προβλεπόμενες δραστηριότητες συνεπάγονται την παραγωγή, την επεξεργασία ή την κατανάλωση χημικών προϊόντων: ονομασία καθενός από τα χημικά προϊόντα, διάγραμμα των εργασιών την εγκατάστασης και ποσότητες που προβλέπεται να παράγονται, να υπόκεινται σε επεξεργασία ή να καταναλώνονται κάθε χρόνο,

ιιι) Κτίρια ή δομές που πρόκειται να χρησιμοποιηθούν και ενδεχόμενες μελλοντικές μετατροπές αυτών,

ιν) Κτίρια ή δομές που έχουν καταστραφεί ή πρόκειται να καταστραφούν και σχέδια καταστροφής,

ν) Εξοπλισμός που πρόκειται να χρησιμοποιηθεί στους χώρους της εγκατάστασης,

νι) Εξοπλισμός που αφαιρέθηκε και καταστράφηκε, εξοπλισμός που πρόκειται να αφαιρεθεί και καταστραφεί και σχέδια καταστροφής,

νιι) Ενδεχομένως, προβλεπόμενες ημερομηνίες μετατροπής της εγκατάστασης,

νιιι) Φύση των δραστηριοτήτων καθεμιάς από τις λοιπές εγκαταστάσεις που λειτουργούν στην περιοχή,

γ) Λεπτομερείς εξηγήσεις όσον αφορά τον τρόπο με τον οποίο τα μέτρα που αναφέρονται στο εδάφιο β) και όλα τα λοιπά μέτρα που προτείνονται από το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, παρεμποδίζουν αποτελεσματικά μια επανάληψη της ικανότητας παραγωγής χημικών όπλων στους χώρους της εγκατάστασης.

66. Εάν πρόκειται για εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων που δεν έχει ακόμα χρησιμοποιηθεί για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση την ημερομηνία κατά τη οποία αυτή η τελευταία τίθεται σε ισχύ όσον αφορά το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, η αίτηση υποβάλλεται στον Γενικό Διευθυντή το αργότερο 30 ημέρες μετά από την ημερομηνία κατά την οποία λαμβάνεται η απόφαση περί μετατροπής της εγκατάστασης και, πάντως, το αργότερο τέσσερα έτη μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Περιλαμβάνει:

α) Λεπτομερές αιτιολογικό της αιτήσεως, συμπεριλαμβανομένων και των οικονομικών λόγων,

β) Γενικό σχέδιο μετατροπής της εγκατάστασης, στο οποίο περιλαμβάνονται τα εξής στοιχεία:

ι) Φύση των δραστηριοτήτων που πρόκειται να διεξαχθούν στους χώρους της εγκατάστασης,

ιι) Εάν οι προβλεπόμενες δραστηριότητες συνεπάγονται την παραγωγή, την επεξεργασία ή την κατανάλωση χημικών προϊόντων: ονομασία καθενός από τα χημικά προϊόντα, διάγραμμα των εργασιών της εγκατάστασης και ποσότητες που προβλέπεται να παράγονται, να υπόκεινται σε επεξεργασία ή να καταναλώνονται κάθε χρόνο,

ιιι) Κτίρια ή δομές που πρόκειται να διατηρηθούν και ενδεχόμενες μελλοντικές μετατροπές αυτών,

ιν) Κτίρια ή δομές που έχουν καταστραφεί ή πρόκειται να καταστραφούν και σχέδια καταστροφής,

ν) Εξοπλισμός που πρόκειται να χρησιμοποιηθεί στους χώρους της εγκατάστασης,

νι) Εξολπλισμός που πρόκειται να αφαιρεθεί και καταστραφεί,

και σχέδια καταστροφής,

ii) Προβλεπόμενες ημερομηνίες μετατροπής της εγκατάστασης,

iii) Φύση των δραστηριοτήτων καθεμιάς από τις λοιπές εγκαταστάσεις που λειτουργούν στην περιοχή,

γ) Λεπτομερείς εξηγήσεις όσον αφορά τον τρόπο με τον οποίο τα μέτρα που αναφέρονται στο εδάφιο 3) και όλα τα λοιπά μέτρα που προτείνονται από το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, παρεμποδίζουν αποτελεσματικά μια επανάλειψη της ικανότητας παραγωγής χημικών όπλων στους χώρους της εγκατάστασης,εν αναμονή της αποφάσεως.

67. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μπορεί να προτείνει στην αίτησή του οιοδήποτε άλλο μέτρο κρίνει κατάλληλο για την ανοικοδόμηση εμπιστοσύνης.

Δραστηριότητες που επιτρέπονται εν αναμονή της αποφάσεως

68. Εν αναμονή της αποφάσεως της Συνόδου, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μπορεί να συνεχίσει να χρησιμοποιεί για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση, μια εγκατάσταση που εχρησιμοποιείτο για τέτοιους σκοπούς πριν από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος, υπό τον όρο να βεβαιώνει στην αίτησή του ότι κανένας εξειδικευμένος εξοπλισμός και κανένα εξειδικευμένο κτίριο δεν χρησιμοποιούνται,και ότι ο εξειδικευμένος εξοπλισμός και τα εξειδικευμένα κτίρια έχουν τεθεί εκτός λειτουργίας με τις μεθόδους που αναφέρονται ειδικά στην παράγραφο 13.

69. Εάν η εγκατάσταση που αποτελεί το αντικείμενο της αίτησης, δεν είχε χρησιμοποιηθεί για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση πριν από την έναρξη ισχύος αυτής της τελευταίας όσον αφορά το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, ή εάν δεν παρέ-

χεται η εγγύηση που αναφέρεται στην παράγραφο 68, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος παύει πάραυτα όλες τις δραστηριότητες, συμφώνως προς τις διατάξεις της παραγράφου 4 του άρθρου 5. Κλείνει δε την εγκατάσταση, συμφώνως προς την παράγραφο 13, το αργότερο 90 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος.

Προϋποθέσεις μετατροπής

70. Εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων δεν μπορεί να μετατραπεί για τους σκοπούς δραστηριοτήτων που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση, παρά μόνον υπό τον όρο να καταστραφούν όλοι οι εξειδικευμένοι εξοπλισμοί της εγκατάστασης και να εξαφανισθούν όλα τα χαρακτηριστικά των κτιρίων και των δομών που τις ξεχωρίζουν από τα κτίρια και τις δομές που χρησιμοποιούνται φυσιολογικά για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση και για τους οποίους δεν χρησιμοποιούνται χημικά προϊόντα του Πίνακα 1.

71. Η μετατραπείσα εγκατάσταση δεν πρέπει να χρησιμοποιείται για τους σκοπούς:

α) Οιωνδήποτε δραστηριοτήτων συνεπάγονται την παραγωγή, επεξεργασία ή κατανάλωση χημικού προϊόντος του Πίνακα 1 ή του Πίνακα 2,

β) Της παραγωγής οιουδήποτε λίαν δηλητηριώδους/τοξικού χημικού προϊόντος, συμπεριλαμβανομένων και των λίαν δηλητηριωδών/τοξικών οργανοφωσφορούχων χημικών προϊόντων, ή οιασδήποτε άλλης δραστηριότητας για την οποία απαιτείται ειδικός εξοπλισμός για την παρασκευή λίαν δηλητηριωδών/τοξικών ή λίαν διαβρωτικών χημικών προϊόντων, εκτός αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφασίσει ότι η εν λόγω παραγωγή ή δραστηριότητα δεν ενέχει κινδύνους

όσον αφορά το αντικείμενο και τον σκοπό της Σύμβασης, λαμβάνοντας υπ΄όψη τα κριτήρια τοξικότητας και διαβρωτικότητας και, ενδεχομένως, άλλους τεχνικούς παράγοντες που πρέπει να εξετάζονται και εγκρίνονται από την Σύνοδο, σύμφωνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο i), του άρθρου 8.

72. Η μετατροπή της εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων ολοκληρώνεται το αργότερο έξι έτη μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης.

<u>Αποφάσεις του Εκτελεστικού Συμβουλίου και της Συνόδου</u>

73. Το αργότερο 90 ημέρες μετά την λήψη της αίτησης από τον Γενικό Διευθυντή, η Τεχνική Γραμματεία προβαίνει σε αρχική επιθεώρηση της εγκατάστασης. Η εν λόγω επιθεώρηση έχει ως σκοπό την επαλήθευση της ακρίβειας των στοιχείων που παρέχονται στη αίτηση, την παροχή πληροφοριών όσον αφορά τα τεχνικά χαρακτηριστικά της εγκατάστασης που προτίθεται να μετατρέψει το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, και τον προσδιορισμό των προϋποθέσεων υπό τις οποίες μπορεί να επιτραπεί η χρησιμοποίησή της για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την παρούσα Σύμβαση. Ο Γενικός Διευθυντής υποβάλλει χωρίς καθυστέρηση στο Εκτελεστικό Συμβούλιο, στην Σύνοδο και σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη μια έκθεση στην οποία διατυπώνει συστάσεις όσον αφορά τα μέτρα που απαιτούνται για την μετατροπή της εγκατάστασης για τους σκοπούς δραστηριοτήτων που δεν απαγορεύονται από την Σύμβαση και για την παροχή εγγυήσεων ότι η μετατραπείσα εγκατάσταση θα χρησιμοποιηθεί αποκλειστικά και μόνο για τέτοιους σκοπούς.

74. Εάν η εγκατάσταση έχει χρησιμοποιηθεί για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την Σύμβαση πριν από την έναρξη ισχύος αυτής

της τελευταίας όσον αφορά το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος και εάν συνεχίζει να λειτουργεί χωρίς να έχουν ληφθεί τα μέτρα για τα οποία απαιτείται εγγύηση συμφώνως προς την παράγραφο 58, πάραυτα ο Γενικός Διευθυντής ενημερώνει σχετικό το Εκτελεστικό Συμβούλιο, που μπορεί να απαιτήσει όπως εφαρμοσθούν τα μέτρα που θεωρεί κατάλληλα, και ειδικότερα όπως κλείσει η εγκατάσταση, όπως αφαιρεθεί ο εξειδικευμένος εξοπλισμός και όπως υποστούν αλλαγές τα κτίρια και οι δομές. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο ορίζει την προθεσμία εφαρμογής αυτών των μέτρων και αναβάλει την εξέταση της αίτησης εν αναμονή της εκτέλεσης των εν λόγω μέτρων. Μετά την λήξη της προθεσμίας, η εγκατάσταση υπόκειται σε επιθεώρηση προκειμένου να προσδιορισθεί εάν εφαρμόσθηκαν τα μέτρα. Σε περίπτωση που τα εν λόγω μέτρα δεν εφαρμόσθηκαν, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος είναι υποχρεωμένο να διακόψει όλες τις δραστηριότητες στους χώρους της εγκατάστασης.

75. Το ταχύτερο δυνατό, μετά από την λήψη της έκθεσης του Γενικού Διευθυντού, η Σύνοδος, μετά από σύσταση του Εκτελεστικού Συμβουλίου, αποφασίζει εάν θα δεχθεί την αίτηση,λαμβάνοντας υπ΄όψη την έκθεση και όλες τις απόψεις που διατυπώνουν τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη, και καθορίζει τις προϋποθέσεις υπό τις οποίες δίδει την συγκατάθεσή της. Εάν κάποιο από τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη προβάλει αντιρρήσεις όσον αφορά την αίτηση και τους όρους αποδοχής της, τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη αρχίζουν διαβουλεύσεις ώστε να βρεθεί μια κοινά αποδεκτή λύση. Οι εν λόγω διαβουλεύσεις δεν διαρκούν περισσότερο από 90 ημέρες. Κατά την λήξη αυτής της

περιόδου, λαμβάνεται, το συντομότερο δυνατό, μια απόφαση επί της ουσίας σχετικά με την αίτηση, τις προϋποθέσεις υπό τις οποίες μπορεί να γίνει αποδεκτή και οιαδήποτε προτεινόμενη τροποποίηση.

76. Εάν η αίτηση γίνει δεκτή, η συμφωνία εγκατάστασης συνάπτεται το αργότερο 90 ημέρες μετά από την λήψη της εν λόγω απόφαση. Η συμφωνία περιλαμβάνει τις προϋποθέσεις υπό τις οποίες επιτρέπεται η μετατροπή και η χρησιμοποίηση της εγκατάστασης, ως και τα μέτρα επαλήθευσης. Η μετατροπή δεν αρχίζει πριν από την σύναψη της συμφωνίας εγκατάστασης.

Λεπτομερή σχέδια μετατροπής

77. Τουλάχιστον 180 ημέρες πριν από την ημερομηνία κατά την οποία προβλέπεται να αρχίσει η μετατροπή της εγκατάστασης παραγωγής χημικών όπλων, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποβάλλει στην Τεχνική Γραμματεία λεπτομερή σχέδια εν όψει της μετατροπής της εν λόγω εγκατάστασης, στα οποία περιλαμβάνονται ειδικότερα τα μέτρα που το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος προτίθεται να λάβει εν όψει της επαλήθευσης της μετατροπής, αναφέροντας μεταξύ άλλων:

α) Τις ημερομηνίες και ώρες παρουσίας των επιθεωρητών στους χώρους της εγκατάστασης που πρόκειται να μετατραπεί,

β) Τις διαδικασίες επαλήθευσης των μέτρων που πρέπει να ληφθούν για κάθε στοιχείο του δηλωθέντος καταλόγου απογραφής.

78. Τα λεπτομερή σχέδια μετατροπής περιλαμβάνουν τα ακόλουθα στοιχεί για κάθε εγκατάσταση παραγωγής χημικών όπλων:

α) Ακριβείς ημερομηνίες της διαδικασίας μετατροπής,

β) Διάταξη(των χώρων)της εγκατάστασης πριν και μετά από την μετατροπη,

γ) Διάγραμμα των εργασιών της εγκατάστασης πριν και, ενδεχομένως, μετά από την μετατροπή,

δ) Λεπτομερής κατάλογος απογραφής του εξοπλισμού, των κτιρίων, των δομών και άλλων στοιχείων που πρόκειται να καταστραφούν, ως και των κτιρίων και των δομών που πρόκειται να τροποποιηθούν,

ε) Διατάξεις που πρέπει να ληφθούν για κάθε στοιχείο του καταλόγου απογραφής, εάν χρειάζεται,

στ) Μέτρα που το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος προτίθεται να λάβει εν όψει της επαλήθευσης,

ζ) Μέτρα ασφαλείας κατά των σωματικών βλαβών και των υλικών ζημιών, που πρέπει να εφαρμοσθούν κατά την μετατροπή της εγκατάστασης,

η) Συνθήκες εργασίας και διαβίωσης όσον αφορά τους επιθεωρητές.

Εξέταση των αναλυτικών σχεδίων

79. Η Τεχνική Γραμματεία καταρτίζει, βάσει του αναλυτικού σχεδίου μετατροπής που υποβάλλει το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, των μέτρων επαλήθευσης που το εν λόγω Κράτος προτείνει και της αποκτηθείσας κατά την διάρκεια προηγουμένων επιθεωρήσεων πείρας, σχέδιο επαλήθευσης της μετατροπής της εγκατάστασης, σχετικά με το οποίο προβαίνει σε στενές συνεννοήσεις με το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Οιαδήποτε διαφορά απόψεων μεταξύ της Τεχνικής Γραμματείας και του Συμβαλλόμενου Μέρους-Κράτους όσον αφορά τα μέτρα που πρέπει να ληφθούν, ρυθμίζεται με διαβουλεύσεις. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο επιλαμβάνεται οιουδήποτε θέματος που δεν έχει ρυθμισθεί ώστε να λάβει κατάλληλα μέτρα για την διευκόλυνση της πλήρους εφαρμογής της παρούσας Σύμβασης.

80. Τα σχέδια μετατροπής μαζί με τα σχέδια επαλήθευσης εγκρί-

νονται από το Εκτελεστικό Συμβούλιο και το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, ώστε να εξασφαλισθεί η πλήρης εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 5 και του παρόντος Μέρους. Η εν λόγω έγκριση πρέπει να λάβει χώρα τουλάχιστον 60 ημέρες πριν από την ημερομηνία κατά την οποία έχει προβλεφθεί η έναρξη των εργασιών μετατροπής.

81. Κάθε μέλος του Εκτελεστικού Συμβουλίου μπορεί να συμβουλευθεί την Τεχνική Γραμματεία για κάθε πρόβλημα που αφορά την καταλληλότητα του σχεδίου μετατροπής και του σχεδίου επαλήθευσης. Εάν κανένα μέλος του Εκτελεστικού Συμβουλίου δεν προβάλει αντιρρήσεις, το σχέδιο εκτελείται.

82. Σε περίπτωση δυσκολιών, το Εκτελεστικό Συμβούλιο θα πρέπει να αρχίσει διαβουλεύσεις με το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος προκειμένο να ξεπεραστούν. Η Σύνοδος θα πρέπει να επιλαμβάνεται κάθε ζητήματος που δεν έχει επιλυθεί. Η επίλυση οιασδήποτε διαφοράς όσον αφορά τις μεθόδους μετατροπής, δεν θα πρέπει να καθυστερεί την εκτέλεση των λοιπών φάσεων του σχεδίου μετατροπής, που είναι αποδεκτές.

83. Σε περίπτωση που δεν υπάρξει συμφωνία μεταξύ του Συμβαλλόμενου Μέρους-Κράτους και του Εκτελεστικού Συμβουλίου όσον αφορά ορισμένα θέματα σχετικά με την επαλήθευση, ή εάν το εγκεκριμένο σχέδιο επαλήθευσης δεν μπορεί να εκτελεσθεί, η επαλήθευση της μετατροπής εξασφαλίζεται με συνεχή εποπτεία με όργανα που τοποθετούνται στους χώρους της εγκατάστασης και με επιθεωρητές που ευρίσκονται στον εν λόγω χώρο.

84. Η μετατροπή και η επαλήθευση διεξάγονται συμφώνως προς το εγκεκριμένο σχέδιο. Η επαλήθευση δεν παρεμποδίζει αδικαιολόγητα την διαδικασία μετατροπής και διενεργείται παρουσία επιθεω-

οητών που μεταβαίνουν στους χώρους της εγκατάστασης προκειμένου να παραστούν στη διαδικασία μετατροπής.

85. Μόλις ο Γενικός Διευθυντής πιστοποιήσει την ολοκλήρωση της μετατροπής, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος αφήνει τους επιθεωρητές να έχουν ελεύθερη πρόσβαση στην εγκατάσταση κατά πάντα χρόνο, και τούτο για δέκα έτη. Οι επιθεωρητές έχουν το δικαίωμα να επιθεωρούν όλες τις ζώνες, όλες τις δραστηριότητες και όλα τα στοιχεία του εξοπλισμού της εγκατάστασης. Έχουν δε το δικαίωμα να βεβαιώνονται ότι οι δραστηριότητες της εγκατάστασης πληρούν όλους τους όρους που ορίζονται δυνάμει του παρόντος Τμήματος από το Εκτελεστικό Συμβούλιο και την Σύνοδο. Επίσης, οι επιθεωρητές έχουν το δικαίωμα, συμφώνως προς τις διατάξεις του Τμήματος Ε΄του Μέρους Β΄του παρόντος Προσαρτήματος, να λαμβάνουν δείγματα από όλες τις ζώνες της εγκατάστασης και να τα αναλύουν για να επαληθεύουν την απουσία χημικών προϊόντων του Πίνακα 1, σταθερών υποπροϊόντων και των προϊόντων αποσύνθεσης αυτών, ως και χημικών προϊόντων του Πίνακα 2, και να βεβαιώνονται ότι οι δραστηριότητες της εγκατάστασης πληρούν οιονδήποτε άλλο όρο όσον αφορά τις χημικές δραστηριότητες που ορίζονται δυνάμει του παρόντος Τμήματος από το Εκτελεστικό Συμβούλιο και την Σύνοδο. Επίσης, οι επιοθεωρητές έχουν πρόσβαση, συμφώνως προς την καθορισθείσα διαδικασία πρόσβασης που αναφέρεται στο Τμήμα Γ του Μέρους Ι΄ του παρόντος Προσαρτήματος, στην βιομηχανική περιοχή που ευρίσκεται η εγκατάσταση. Κάθε χρόνο και για δέκα έτη, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος συντάσσει έκθεση σχετικά με τις δραστηριότητες της μετατραπείσας εγκατάστασης. Μετά την συμπλήρωση της δεκαετίας, το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφασίζει,λαμ-

λαμβάνοντας υπ' όψει τις συστάσεις της Τεχνικής Γραμματείας, για την φύση των μέτρων επαλήθευσης που αρμόζει να συνεχίσει να εφαρμόζει.

86. Οι δαπάνες της επαλήθευσης της μετατραπείσας εγκατάστασης κατανέμονται συμφώνως προς την παράγραφο 19 του άρθρου 5.

ΜΕΡΟΣ ΣΤ΄

ΔΡΑΣΤΗΡΙΟΤΗΤΕΣ ΠΟΥ ΔΕΝ ΑΠΑΓΟΡΕΥΟΝΤΑΙ ΑΠΟ ΤΗΝ ΣΥΜΒΑΣΗ ΚΑΙ ΔΙΕΞΑΓΟΝΤΑΙ ΣΥΜΦΩΝΩΣ ΠΡΟΣ ΤΟ ΑΡΘΡΟ 6

ΚΑΘΕΣΤΩΣ ΠΟΥ ΕΦΑΡΜΟΖΕΤΑΙ ΣΤΑ ΧΗΜΙΚΑ ΠΡΟΙΟΝΤΑ ΤΟΥ ΠΙΝΑΚΑ 1 ΚΑΙ ΣΤΙΣ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΙΣ ΠΟΥ ΣΥΝΔΕΟΝΤΑΙ ΜΕ ΑΥΤΑ ΤΑ ΠΡΟΙΟΝΤΑ

Α. ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

1. Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δεν παράγει, δεν αποκτά, δεν διατηρεί ή δεν χρησιμοποιεί χημικά προϊόντα του Πίνακα 1 εκτός της επικρατείας των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών, και δεν μεταφέρει τέτοια χημικά προϊόντα εκτός της επικρατείας του παρά μόνον εάν πρόκειται για μεταφορά σε άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

2. Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δεν μπορεί να παράγει, αποκτά, διατηρεί, μεταφέρει ή χρησιμοποιεί χημικά προϊόντα του Πίνακα 1 παρά μόνον εάν:

α) Αυτά τα χημικά προϊόντα που εξυπηρετούν ερευνητικούς, ιατρικούς ή φαρμακευτικούς σκοπούς ή σκοπούς που αφορούν την προστασία,

β) Οι τύποι και οι ποσότητες χημικών προϊόντων είναι αυστηρά περιορισμένοι στους τύπους και τις ποσότητες που δικαιολογούν τέτοιοι σκοποί,

γ) Η συνολική ποσότητα των χημικών προϊόντων που χρησιμοποιούνται κατά πάντα χρόνο για τέτοιους σκοπούς, είναι ίση ή μικρότερη από ένα τόννο,

δ) Η συνολική ποσότητα που αποκτάται για τέτοιους σκοπούς από Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος κατά την διάρκεια ενός έτους, με παραγωγή, με ανάληψη από στοκ χημικών όπλων και με μεταφορά, είναι ίση ή μικρότερη από ένα τόννο.

Β. ΜΕΤΑΦΟΡΕΣ

3. Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δεν μπορεί να μεταφέρει χημικά προϊόντα του Πίνακα 1 εκτός της επικρατείας του παρά μόνον σε άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος και για ερευνητικούς, ιατρικούς ή φαρμακευτικούς σκοπούς και για σκοπούς που αφορούν την προστασία, συμφώνως προς την παράγραφο 2.

4. Τα μεταφερθέντα χημικά προϊόντα δεν πρέπει να μεταφερθούν εκ νέου σε τρίτο Κράτος.

5. Τα δύο ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη ενημερώνουν την Τεχνική Γραμματεία σχετικά με μια τέτοια μεταφορά τουλάχιστον 30 ημέρες πριν από την ημέρα που θα λάβει χώρα η εν λόγω μεταφορά.

6. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος κάνει μια αναλυτική ετήσια δήλωση που αφορά τις μεταφορές που πραγματοποιήθηκαν κατά την διάρκεια του προηγουμένου έτους. Η δήλωση υποβάλλεται το αργότερο 90 ημέρες μετά από το τέλος του παρελθόντος έτους και περιλαμβάνει τα ακόλουθα στοιχεία για κάθε χημικό προϊόν του Πίνακα 1,που μεταφέρθηκε:

α) Χημική ονομασία, ανεπτυγμένος τύπος και αριθμός του μητρώου της <u>CHEMICAL ABSTRACTS SERVICE</u>, σε περίπτωση που υπάρχει τέτοιος αριθμός,

β) Ποσότητα που απεκτήθη από άλλα Κράτη ή μεταφέρθηκε σε άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη. Αναφέρεται η ποσότητα, ο παραλήπτης και ο σκοπός κάθε μεταφοράς.

Γ. ΠΑΡΑΓΩΓΗ

Γενικές αρχές της παραγωγής

7. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δίδει άμεση προτεραιότητα στην ασφάλεια των προσώπων και στην προστασία του περιβάλλοντος κατά την διάρκεια των δραστηριοτήτων παραγωγής που αναφέρονται στις παραγράφους 8-12. Προβαίνει δε στις εν λόγω δραστηριότητες τηρώντας τους εθνικούς κανόνες αυτού σε θέματα ασφάλειας και εκπομπών.

Μια και μοναδική εγκατάσταση μικρής κλίμακας

8. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος που παράγει χημικά προϊόντα του Πίνακα 1 για ερευνητικούς, ιατρικούς ή φαρμακευτικούς σκοπούς ή για σκοπούς προστασίας, το πράττει σε μια και μοναδική εγκατάσταση μικρής κλίμακας που έχει εγκριθεί από το εν λόγω Κράτος. Εξαιρούνται μόνον οι περιπτώσεις των παραγράφων 10, 11 και 12.

9. Η παραγωγή σε μια και μοναδική εγκατάσταση μικρής κλίμακας πραγματοποιείται εντός αντιδραστήρων που είναι ενσωματωμένοι σε αλυσίδα παραγωγής που δεν απεικονίζεται για την συνεχή παραγωγή. Ο όγκος αντιδραστήρα δεν υπερβαίνει τα 100 λίτρα και ο συνολικός όγκος όλων των αντιδραστήρων που η περιεκτικότητά τους είναι μεγαλύτερη από 5 λίτρα, δεν υπερβαίνει τα 500 λίτρα.

Άλλες εγκαταστάσεις

10. Η παραγωγή χημικών προϊόντων του Πίνακα 1 σε συνολικές ποσότητες που δεν υπερβαίνουν τα 10 χιλιόγραμμα το έτος, μπορεί να πραγματοποιείται για σκοπούς προστασίας σε μια μόνον εγκατάσταση πέραν της μιάς και μοναδικής εγκατάστασης μικρής κλίμακας. Η εν λόγω εγκατάσταση πρέπει να είναι εγκεκριμένη από το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

11. Η παραγωγή χημικών προϊόντων του Πίνακα 1 σε ποσότητες μεγαλύτερες από 100 γραμμάρια το έτος μπορεί να πραγματοποιείται για ερευνητικούς, ιατρικούς ή φαρμακευτικούς σκοπούς εκτός της μιάς και μοναδικής εγκατάστασης μικρής κλίμακας σε συνολικές ποσότητες που δεν υπερβαίνουν τα 10 χιλιόγραμμα το έτος και ανά εγκατάσταση. Οι εν λόγω εγκαταστάσεις πρέπει να είναι εγκεκριμένες από το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

12. Η σύνθεση χημικών προϊόντων του Πίνακα 1 για ερευνητικούς, ιατρικούς ή φαρμακευτικούς σκοπούς -αλλά όχι για σκοπούς προστασίας- μπορεί να πραγματοποιείται σε εργαστήρια, σε συνολικές ποσότητες μικρότερες από 100 γραμμάρια το έτος και ανά εγκατάσταση. Τα εν λόγω εργαστήρια δεν υπόκεινται σε καμμία από τις διατάξεις σχετικά με την δήλωση και την επαλήθευση που αναφέρονται στα Τμήματα Δ΄και Ε΄.

Δ. ΔΗΛΩΣΕΙΣ

Μία και μοναδική εγκατάσταση μικρής κλίμακας

13. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος που προτίθεται να εκμεταλλευθεί μια και μοναδική εγκατάσταση μικρής κλίμακας, αναφέρει στην Τεχνική Γραμματεία την ακριβή θέση αυτής και παρέχει αναλυτική τεχνική περιγραφή της εν λόγω εγκατάστασης, συμπεριλαμβανομένων και του καταλόγου απογραφής του εξοπλισμού και των αναλυτικών σχεδίων. Για μια ήδη υφιστάμενη εγκατάσταση, η εν λόγω αρχική δήλωση υποβάλλεται το αργότερο 30 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Εάν πρόκειται για νέα εγκατάσταση, η αρχική δήλωση υποβάλλεται τουλάχιστον 180 ημέρες πριν από την έναρξη λειτουργίας της.

14. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ενημερώνει την Τεχνική Γραμ-

ματεία σχετικά με τις τροποποιήσεις που προβλέπεται να επιφέρει σχετικά με την αρχική δήλωση. Οι τροποποιήσεις κοινοποιούνται τουλάχιστον 180 ημέρες πριν από την ημέρα που λαμβάνουν χώρα.

15. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος που παράγει χημικά προϊόντα του Πίνακα 1 σε μια και μοναδική εγκατάσταση μικρής κλίμακας κάνει μια αναλυτική ετήσια δήλωση που αφορά τις δραστηριότητες που διεξήχθησαν από την εγκατάσταση κατά την διάρκεια του παρελθόντος έτους. Η δήλωση υποβάλλεται το αργότερο 90 ημέρες μετά από το τέλος του εν λόγω έτους, και περιλαμβάνει:

α) Τα στοιχεία της εγκατάστασης,

β) Τις ακόλουθες πληροφορίες για κάθε χημικό προϊόν του Πίνακα 1 που παράχθηκε, αποκτήθηκε, καταναλώθηκε ή αποθηκεύθηκε από την εγκατάσταση:

ι) Χημική ονομασία, ανεπτυγμένος τύπος και αριθμός μητρώου της CHEMICAL ABSTRACTS SERVICE, εάν υπάρχει τέτοιος αριθμός,

ιι) Μέθοδοι που χρησιμοποιήθηκαν και ποσότητες που παρήχθησαν,

ιιι) Ονομασία και ποσότητα των προδρόμων ουσιών του Πίνακα 1, 2 ή 3, που χρησιμοποιήθηκαν για την παραγωγή του χημικού προϊόντος του Πίνακα 1,

ιv) Ποσότητα που καταναλώθηκε στην εγκατάσταση και σκοπός ή σκοποί της κατανάλωσης,

v) Ποσότητα που παρελήφθη από άλλες εγκαταστάσεις ή χορηγήθηκε σε άλλες εγκαταστάσεις που ευρίσκονται στην επικράτεια του Συμβαλλόμενου Μέρους-Κράτους.

Θα πρέπει να αναφέρονται η ποσότητα, ο παραλήπτης και ο σκοπός κάθε παράδοσης,

vi) Μέγιστη ποσότητα που αποθηκεύθηκε κατά πάντα χρόνο κατά την διάρκεια του έτους,

vii) Ποσότητα που αποθηκεύθηκε στο τέλος του έτους,

γ) Πληροφορίες σχετικά με όλες τις τροποποιήσεις που πραγματοποιήθηκαν στην εγκατάσταση κατά την διάρκεια του έτους σε σχέση με τις αναλυτικές τεχνικές περιγραφές της εγκατάστασης, που χορηγήθηκαν προηγουμένως, συμπεριλαμβανομένων και των καταλόγων απογραφής του εξοπλισμού και των αναλυτικών σχεδίων.

16. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος που παράγει χημικά προϊόντα του Πίνακα 1 σε μια και μοναδική εγκατάσταση μικρής κλίμακας, κάνει μια αναλυτική ετήσια δήλωση που αφορά τις δραστηριότητε και την παραγωγή που προβλέπονται στην εγκατάσταση κατά την διάρκεια του επομένου έτους. Η δήλωση υποβάλλεται τουλάχιστον 90 ημέρες πριν από την έναρξη του εν λόγω έτους, και περιλαμβάνει:

α) Τα στοιχεία της εγκατάστασης,

β) Τις ακόλουθες πληροφορίες για κάθε χημικό προϊόν του Πίνακα 1 που προβλέπεται να παραχθεί, καταναλωθεί ή αποθηκευθεί στην εγκατάσταση:

i) Χημική ονομασία, ανεπτυγμένος τύπος και αριθμός μητρώου της CHEMICAL ABSTRACTS SERVICE, εάν υπάρχει τέτοιος αριθμός,

ii) Ποσότητα που προβλέπεται να παραχθεί και σκοπός της παραγωγής,

γ) Πληροφορίες σχετικά με όλες τις τροποποιήσεις που προβλέπεται να πραγματοποιηθούν στην εγκατάσταση κατά την διάρκεια του έτους σε σχέση με τις αναλυτικές τεχνικές περιγραφές της εγκατάστασης, που έχουν χορηγηθεί προηγουμένως, συμπεριλαμβανομένων

και των καταλόγων απογραφής του εξοπλισμού και των αναλυτικών σχεδίων.

Άλλες εγκαταστάσεις που αναφέρονται στις παραγράφους 10 και 11

17. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος παρέχει στην Τεχνική Γραμματεία, τα αιτήσει αυτής της τελευταίας, στοιχεία όσον αφορά την ονομασία και την θέση κάθε εγκατάστασης, ως και αναλυτική τεχνική περιγραφή κάθε εγκατάστασης ή του τμήματος (ή τμημάτων) αυτής που αφορούντην εν λόγω παραγωγή. Η εγκατάσταση που παράγει χημικά προϊόντα του Πίνακα 1 για σκοπούς προστασίας, χαρακτηρίζεται ως τέτοια. Για μια ήδη υφιστάμενη εγκατάσταση, η εν λόγω αρχική δήλωση υποβάλλεται το αργότερο 30 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Εάν πρόκειται για νέα εγκατάσταση, η αρχική δήλωση υποβάλλεται τουλάχιστον 180 ημέρες πριν από την έναρξη λειτουργίας της.

18. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ενημερώνει την Τεχνική Γραμματεία σχετικά με τις τροποποιήσεις που προβλέπεται να πραγματοποιηθούν σε σχέση με την αρχική δήλωση. Οι τροποποιήσεις κοινοποιούνται τουλάχιστον 180 ημέρες πριν από την ημέρα που λαμβάνουν χώρα.

19. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος κάνει, για κάθε εγκατάσταση, μια αναλυτική ετήσια δήλωση που αφορά τις δραστηριότητες που διεξήχθησαν από την εγκατάσταση κατά την διάρκεια του προηγουμένου έτους. Η δήλωση υποβάλλεται το αργότερο 90 ημέρες μετά από το τέλος του εν λόγω έτους, και περιλαμβάνει:

α) Τα στοιχεία της εγκατάστασης,

β) Τις ακόλουθες πληροφορίες για κάθε χημικό προϊόν του Πίνακα 1:

ι) Χημική ονομασία, ανεπτυγμένος τύπος και αριθμός μητρώου της CHEMICAL ABSTRACTS SERVICE, εάν υπάρχει τέτοιος αριθμός,

ii) Ποσότητα που παρήχθη και, στην περίπτωση παραγωγής για σκοπούς προστασίας, μέθοδοι που χρησιμοποιήθηκαν,

iii) Ονομασία και ποσότητα των προδρόμων ουσιών του Πίνακα 1, 2 ή 3 που χρησιμοποιήθηκαν για την παραγωγή του χημικού προϊόντος του Πίνακα 1,

iv) Ποσότητα που καταναλώθηκε στην εγκατάσταση και σκοπός της κατανάλωσης,

v) Ποσότητα που μεταφέρθηκε σε άλλες εγκαταστάσεις που ευρίσκονται στην επικράτεια του Συμβαλλόμενου Μέρους-Κράτους. Θα πρέπει να αναφέρονται η ποσότητα, ο παραλήπτης και ο σκοπός κάθε μεταφοράς,

vi) Μέγιστη ποσότητα που αποθηκεύθηκε κατά πάντα χρόνο κατά την διάρκεια του έτους,

vii) Ποσότητα που αποθηκεύθηκε στο τέλος του έτους,

γ) Πληροφορίες σχετικά με όλες τις τροποποιήσεις που πραγματοποιήθηκαν στην εγκατάσταση ή στα τμήματα αυτής που αφορούν την παραγωγή, κατά την διάρκεια του έτους, σε σχέση με τις αναλυτικές τεχνικές περιγραφές της εγκατάστασης που χορηγήθηκαν προηγουμένως.

20. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος κάνει, για κάθε εγκατάσταση, μια αναλυτική ετήσια δήλωση που αφορά τις δραστηριότητες και την παραγωγή που προβλέπονται στην εγκατάσταση κατά την διάρκεια του επομένου έτους. Η δήλωση υποβάλλεται τουλάχιστον 90 ημέρες πριν από την έναρξη του εν λόγω έτους, και περιλαμβάνει:

α) Τα στοιχεία της εγκατάστασης,

β) Τις ακόλουθες πληροφορίες για κάθε χημικό προϊόν του Πίνακα 1:

i) Χημική ονομασία, ανεπτυγμένος τύπος και αριθμός μητρώου της

CHEMICAL ABSTRACTS SERVICE, εάν υπάρχει τέτοιος αριθμός,

ii)Ποσότητα που προβλέπεται να παραχθεί, περίοδοι κατά τις οποίες θα πρέπει να λάβει χώρα η παραγωγή και σκοποί της παραγωγής,

γ) Πληροφορίες σχετικά με όλες τις τροποποιήσεις που προβλέπεται να πραγματοποιηθούν στην εγκατάσταση ή στα τμήματα αυτής που αφορούν την παραγωγή, κατά την διάρκεια του έτους,σε σχέση με τις αναλυτικές τεχνικές περιγραφές της εγκατάστασης που έχουν χορηγηθεί προηγουμένως.

Ε. ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΗ

Μια και μοναδική εγκατάσταση μικρής κλίμακας

21. Οι δραστηριότητες επαλήθευσης που διενεργούνται μέσα στους χώρους της μιάς και μοναδικής εγκατάστασης μικρής κλίμακας,έχουν ως σκοπό την εξασφάλιση της ορθής δήλωσης των παραγομένων ποσοτήτων χημικών προϊόντων του Πίνακα 1 και, ιδιαίτερα, να εξασφαλίζουν όπως η συνολική ποσότητα να μην υπερβαίνει τον ένα τόννο.

22. Η εγκατάσταση υπόκειται στη συστηματική επαλήθευση με επιτόπιες επιθεωρήσεις και εποπτεία με όργανα που τοποθετούνται στους χώρους της εγκατάστασης.

23. Ο αριθμός, η έκταση , η διάρκεια, το χρονοδιάγραμμα και οι διατυπώσεις των επιθεωρήσεων μιάς συγκεκριμένης εγκατάστασης καθορίζονται συναρτήσει του κινδύνου που αποτελούν για το αντικείμενο και τον σκοπό της παρούσας Σύμβασης τα χημικά προϊόντα που παράγει, των χαρακτηριστικών της εγκατάστασης και της φύσης των δραστηριοτήτων που διεξάγονται σε αυτή. Η Σύνοδος θα εξετάζει και εγκρίνει τις κατάλληλες για κάθε περίπτωση κατευθυντήριες αρχές, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο ι), του άρθρου 8.

24. Η αρχική επιθεώρηση έχει ως σκοπό την επαλήθευση των σχετικών με την εγκατάσταση παρεχομένων πληροφοριών, και ειδικότερα την διαβεβαίωση εφαρμογής των ορίων που ορίζονται στην παράγραφο 9 για τους αντιδραστήρες.

25. Το αργότερο 180 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, το εν λόγω Κράτος συνάπτει με τον Οργανισμό μια συμφωνία εγκατάστασης βάσει μοντέλου συμφωνίας, με την οποία καθορίζονται αναλυτικά οί διαδικασίες επιθεώρησης που αφορούν την εγκατάσταση.

26. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος που έχει την πρόθεση να θέσει σε λειτουργία μια και μοναδική εγκατάσταση μικρής κλίμακας μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος, συνάπτει με τον Οργανισμό μια συμφωνία εγκατάστασης βάσει μοντέλου συμφωνίας, με την οποία καθορίζονται αναλυτικά οι διαδικασίες επιθεώρησης που αφορούν την εγκατάσταση πριν αυτή η τελευταία τεθεί σε λειτουργία ή χρησιμοποιηθεί.

27. Η Σύνοδος θα εξετάσει και εγκρίνει ένα μοντέλο συμφωνίας, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο ι), του άρθρου 8.

Άλλες εγκαταστάσεις που αναφέρονται στις παραγράφους 10 και 11

28. Οι δραστηριότητες επαλήθευσης που διενεργούνται σε όλες τις εγκαταστάσεις που αναφέρονται στις παραγράφους 10 και 11, έχουν ως σκοπό να διαβεβαιώνουν ότι:

α) Η εγκατάσταση δεν χρησιμοποιείται για την παραγωγή χημικών προϊόντων του Πίνακα 1 πέραν εκείνων των προϊόντων που έχουν δηλωθεί,

β) Οι ποσότητες χημικών προϊόντων του Πίνακα 1 που παράγονται, υπόκεινται σε επεξεργασία ή καταναλώνονται, έχουν ορθά δηλωθεί και είναι εκείνες που χρειάζονται για τις δηλωθείσες δραστηριό-

τητες,

γ) Τα χημικά προϊόντα του Πίνακα 1 δεν υφαιρούνται ή χρησιμοποιούνται για άλλους σκοπούς.

29. Η εγκατάσταση υπόκειται σε συστηματική επαλήθευση με επιτόπια επιθεώρηση και εποπτεία με όργανα που τοποθετούνται στους χώρους της εγκατάστασης.

30. Ο αριθμός, η έκταση η διάρκεια, το χρονοδιάγραμμα και οι διατυπώσεις των επιθεωρήσεων μιάς συγκεκριμένης εγκατάστασης καθορίζονται συναρτήσει του κινδύνου που αποτελούν για το αντικείμενο και τον σκοπό της παρούσας Σύμβασης οι παραγόμενες ποσότητες χημικών προϊόντων, των χαρακτηριστικών της εγκατάστασης και της φύσης των δραστηριοτήτων που διεξάγονται στους χώρους αυτής. Η Σύνοδος θα εξετάζει και εγκρίνει τις κατάλληλες για κάθε περίπτωση κατευθυντήριες αρχές, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο ι), του άρθρου 8.

31. Το αργότερο 180 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, το εν λόγω Κράτος συνάπτει με τον Οργανισμό συμφωνίες εγκατάστασης βάσει μοντέλου συμφωνίας, με τις οποίες καθορίζονται αναλυτικά οι διαδικασίες επιθέωρησης που αφορούν κάθε εγκατάσταση.

32. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος που προτίθεται να θέσει σε λειτουργία μια τέτοια εγκατάσταση μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης, συνάπτει συμφωνία εγκατάστασης με τον Οργανισμό πριν τεθεί σε λειτουργία ή χρησιμοποιηθεί η εγκατάσταση.

ΜΕΡΟΣ Ζ΄

ΔΡΑΣΤΗΡΙΟΤΗΤΕΣ ΠΟΥ ΔΕΝ ΑΠΑΓΟΡΕΥΟΝΤΑΙ ΑΠΟ ΤΗΝ ΣΥΜΒΑΣΗ ΚΑΙ ΔΙΕΞΑΓΟΝΤΑΙ ΣΥΜΦΩΝΩΣ ΠΡΟΣ ΤΟ ΑΡΘΡΟ 7

ΚΑΘΕΣΤΩΣ ΠΟΥ ΕΦΑΡΜΟΖΕΤΑΙ ΣΤΑ ΧΗΜΙΚΑ ΠΡΟΙΟΝΤΑ ΤΟΥ ΠΙΝΑΚΑ 2 ΚΑΙ ΣΤΙΣ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΙΣ ΠΟΥ ΣΥΝΔΕΟΝΤΑΙ ΜΕ ΤΑ ΕΝ ΛΟΓΩ ΠΡΟΙΟΝΤΑ

Α. ΔΗΛΩΣΕΙΣ

Δηλώσεις συνολικών εθνικών στοιχείων

1. Οι αρχικές δηλώσεις και οι ετήσιες δηλώσεις που υποβάλλει κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος σύμφωνως προς τις παραγράφους 7 και 8 του άρθρου 6, περιλαμβάνουν τα συνολικά εθνικά στοιχεία του παρελθόντος έτους όσον αφορά τις ποσότητες κάθε χημικού προϊόντος του Πίνακα 2 που παρήχθησαν, υπέστησαν επεξεργασία, καταναλώθηκαν, εισήχθησαν και εξήχθησαν, ως και τα ποσοτικά στοιχεία των εισαγωγών και εξαγωγών καθεμιάς από τις ενδιαφερόμενες χώρες.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποβάλλει:

α) Τις αρχικές δηλώσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1 το αργότερο 30 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος,

β) Από το επόμενο έτος, ετήσιες δηλώσεις, το αργότερο 90 ημέρες μετά από το τέλος κάθε έτους.

Δηλώσεις όσον αφορά την περιοχή που ευρίσκονται εργοστάσια που παράγουν, επεξεργάζονται ή καταναλώνουν χημικά προϊόντα του Πίνακα 2

3. Αρχικές δηλώσεις και ετήσεις δηλώσεις απαιτούνται για όλες τις βιομηχανικές περιοχές στις οποίες ευρίσκονται ένα ή περισσότερα εργοστάσια που έχουν παράγει, επεξεργασθεί ή καταναλώσει κατά την προηγούμενη τριετία, ή που, σύμφωνα με τις προβλέψεις, θα παράγουν, επεξεργασθούν ή καταναλώσουν κατά το επόμενο έτος άνω:

α) του 1 κιλού χημικού προϊόντος το οποίο συνοδεύεται από το σημείο "*" στο Μέρος Α΄του Πίνακα 2,

β) των 100 κιλών οιουδήποτε άλλου χημικού προϊόντος του Πίνακα 2, Μέρος Α΄, ή

γ) του 1 τόννου χημικού προϊόντος του Πίνακα 2, Μέρος Β΄.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποβάλλει:

α) Τις αρχικές δηλώσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 3 το αργότερο 30 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος,

β) Από του επομένου έτους, ετήσιες δηλώσεις των παρελθόντων δραστηριοτήτων, το αργότερο 90 ημέρες μετά το τέλος κάθε έτους,

γ) Τις ετήσιες δηλώσεις των προβλεπομένων δραστηριοτήτων,το αργότερο 60 ημέρες πριν από την έναρξη του επομένου έτους. Κάθε επιπλέον δραστηριότητα αυτού του τύπου που προβλέπεται μετά από την υποβολή της ετήσιας δήλωσης, δηλώνεται το αργότερο πέντε ημέρες πριν από την έναρξη αυτής.

5. Εν γένει, δεν απαιτούνται δηλώσεις βάσει της παραγράφου 3 για τα μίγματα που περιέχουν προϊόν του Πίνακα 2 σε μικρή ποσότητα. Τέτοιες δηλώσεις απαιτούνται, συμφώνως προς τις κατευθυντήριες αρχές, στην περίπτωση που εκτιμάται ότι η ευκολία ανάκτησης του προϊόντος του Πίνακα 2 από το μίγμα και η ολική μάζα αυτού του προϊόντος αποτελούν κίνδυνο για το αντικείμενο και τον σκοπό της παρούσας Σύμβασης. Οι ως άνω κατευθυντήριες αρχές θα εξετάζονται και εγκρίνονται από την Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο ι), του άρθρου 8.

6. Οι δηλώσεις όσον αφορά την βιομηχανική περιοχή, που υποβάλλονται συμφώνως προς την παράγραφο 3, περιλαμβάνουν τα εξής στοιχεία:

α) Επωνυμία της περιοχής και του ιδιοκτήτη, της εταιρείας ή της επιχείρησης που τη διαχειρίζεται,

β) Ακριβής θέση της περιοχής , συμπεριλαμβανομένης και της διεύθυνσης,

γ) Αριθμός των εργοστασίων της βιομηχανικής περιοχής, που δηλώνονται συμφώνως προς το Μέρος Η΄του παρόντος Προσαρτήματος.

7. Οι δηλώσεις όσον αφορά την βιομηχανική περιοχή, που υποβάλονται συμφώνως προς την παράγραφο 3, περιλαμβάνουν τα ακόλουθα στοιχεία για κάθε εργοστάσιο της περιοχής,στο οποίο εφαρμόζονται οι προδιαγραφές που αναφέρονται στην ίδια παράγραφο:

α) Επωνυμία του εργοστασίου και του ιδιοκτήτη, της εταιρείας ή της επιχείρησης που το διαχειρίζεται,

β) Ακριβής θέση του εργοστασίου στην περιοχή, συμπεριλαμβανομένου, ενδεχομένως, και του κτιρίου και του αριθμού αυτού,

γ) Κύριες δραστηριότητες του εργοστασίου,

δ) Τύπος εργοστασίου:

ι) Εργοστάσιο που παράγει, επεξεργάζεται ή καταναλώνει το ή τα χημικά προϊόντα του Πίνακα 2 που δηλώθηκαν,

ιι) Εξειδικευμένο εργοστάσιο για τέτοιου είδους δραστηριότητες ή εργοστάσιο πολλαπλών δραστηριοτήτων,

ιιι) Εργοστάσιο στο οποίο διενεργούνται άλλες δραστηριότητες όσον αφορά το ή τα χημικά προϊόντα του Πίνακα 2 που δηλώθηκαν -να προσδιορίζεται, μεταξύ άλλων, η φύση των εν λόγω άλλων δραστηριοτήτων (π.χ., αποθήκευση),

ε) Ικανότητα παραγωγής του εργοστασίου για κάθε χημικό προϊόν του Πίνακα 2 που έχει δηλωθεί.

8. Οι δηλώσεις όσον αφορά την βιομηχανική περιοχή, που υποβάλονται συμφώνως προς την παράγραφο 3, περιλαμβάνουν τα ακόλουθα στοιχεία για κάθε χημικό προϊόν του Πίνακα 2, που παράγεται,υπόκειται σε επεξεργασία ή καταναλώνεται σε ποσότητα μεγαλύτερη από το δηλωθέν όριο:

α) Χημική ονομασία, κοινή ή εμπορική ονομασία που χρησιμοποιεί-

ται στην εγκατάσταση, ανεπτυγμένος τύπος και αριθμός μητρώου της CHEMICAL ABSTRACTS SERVICE, εάν υπάρχει τέτοιος αριθμός,

β) Εάν πρόκειται για την αρχική δήλωση: συνολική ποσότητα που παρήχθη, υπέστη επεξεργασία, καταναλώθηκε, εισήχθη και εξήχθη από την βιομηχανική περιοχή κατά την προηγουμένη τριετία,

γ) Εάν πρόκειται για την ετήσια δήλωση παρελθόντων δραστηριοτήτων: συνολική ποσότητα που παρήχθη, υπέστη επεξεργασία, καταναλώθηκε, εισήχθη και εξήχθη από την βιομηχανική περιοχή κατά την διάρκεια του προηγουμένου έτους,

δ) Εάν πρόκειται για την ετήσια δήλωση προβλεπομένων δραστηριοτήτων: συνολική ποσότητα που προβλέπεται να παραχθή, υποστεί επεξεργασία ή καταναλωθεί στην βιομηχανική περιοχή κατά την διάρκεια του επομένου έτους, συμπεριλαμβανομένων και των προβλεπομένων περιόδων παραγωγής, επεξεργασίας ή κατανάλωσης,

ε) Σκοποί για τους οποίους το χημικό προϊόν παρήχθη, υπέστη επεξεργασία ή καταναλώθηκε, ή θα παραχθεί, θα υποστεί επεξεργασία ή θα καταναλωθεί:

ι) Επιτόπια επεξεργασία και κατανάλωση -να προσδιορίζονται επακριβώς οι τύποι προϊόντων,

ιι) Πώληση ή μεταφορά εντός της επικρατείας ή προς άλλο τόπο που υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο του Συμβαλλόμενου Μέρους-Κράτους -να διευκρινίζεται εάν πρόκειται για άλλη βιομηχανία, για έμπορο ή για άλλον παραλήπτη αναφέροντας, εάν είναι δυνατόν, τους τύπους τελικών προϊόντων,

ιιι) Απευθείας εξαγωγή -να αναφέρονται τα Κράτη προς τα οποία εξάγονται τα προϊόντα, ή

ιν) Άλλοι σκοποί -να αναφέρονται επακριβώς.

<u>Δηλώσεις παρελθούσης παραγωγής χημικών προϊόντων του Πίνακα 2 για τους σκοπούς των χημικών όπλων</u>

9. Το αργότερο 30 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, αυτό το τελευταίο δηλώνει όλες τις βιομηχανικές περιοχές που περιλαμβάνουν εργοστάσια που έχουν παράγει χημικό προϊόν του Πίνακα 2 για τους σκοπούς των χημικών όπλων οποτεδήποτε μετά από την 1η Ιανουαρίου 1946.

10. Οι δηλώσεις όσον αφορά την βιομηχανική περιοχή, που υποβάλονται συμφώνως προς την παράγραφο 9, περιλαμβάνουν τα ακόλουθα στοιχεία:

α) Ονομασία της περιοχής και του ιδιοκτήτη, της εταιρείας ή της επιχείρησης που τη διαχειρίζεται,

β) Ακριβής θέση της περιοχής, συμπεριλαμβανομένης και της διεύθυνσης,

γ) Για κάθε εργοστάσιο που ευρίσκεται στην περιοχή και στο οποίο εφαρμόζονται οι προδιαγραφές που αναφέρονται στην παράγραφο 9, οι πληροφορίες που απαιτούνται βάσει των εδαφίων α)-ε) της παραγράφου 7,

δ) Για κάθε χημικό προϊόν του Πίνακα 2 που παράγεται για τους σκοπούς χημικών όπλων;

ι) Χημική ονομασία, κοινή ή εμπορική ονομασία που χρησιμοποιείται στην βιομηχανική περιοχή για τους σκοπούς παραγωγής χημικών όπλων, ανεπτυγμένος τύπος και, εάν υπάρχει, ο αριθμός μητρώου της CHEMICAL ABSTRACTS SERVICE,

ιι) Ημερομηνίες παραγωγής του χημικού προϊόντος και παραχθείσα ποσότητα,

ιιι) Τόπος όπου παρεδόθη το χημικό προϊόν και, εάν είναι γνωστό, το τελικό προϊόν που παρήχθη στον εν λόγω τόπο.

Πληροφορίες που πρέπει να διαβιβάζονται στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη

11. Κατάλογος των βιομηχανικών περιοχών που δηλώνονται συμφώνως προς το Τμήμα Α΄, ως και οι πληροφορίες που παρέχονται συμφώνως προς την παράγραφο 6, τα εδάφια α), γ), δ) ι) και δ) ιιι) της παραγράφου 7, το εδάφιο α) της παραγράφου 8 και την παράγραφο 10, διαβιβάζονται από την Τεχνική Γραμματεία στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη μετά από σχετικό αίτημά τους.

B. ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΗ

Γενικές διατάξεις

12. Η επαλήθευση που προβλέπεται στην παράγραφο 4 του άρθρου 6, διενεργείται με επιτόπια επιθέωρηση των βιομηχανικών περιοχών που δηλώθηκαν και περιλαμβάνουν ένα ή περισσότερα εργοστάσια που παρήγαγαν, επεξεργάσθηκαν ή κατανάλωσαν, κατά την προηγούμενη τριετία, ή, συμφώνως προς τις προβλέψεις, θα παράγουν, επεξεργασθούν ή καταναλώσουν κατά το επόμενο έτος άνω:

α) των 10 κιλών χημικού προϊόντος που συνοδεύεται από το σημείο "*" στο Μέρος Α΄του Πίνακα 2,

β) του ενός (1) τόννου οιουδήποτε άλλου χημικού προϊόντος του Πίνακα 2, Μέρος Α΄, ή

γ) των 10 τόννων χημικού προϊόντος του Πίνακα 2, Μέρος Β΄.

13. Ο προϋπολογισμός-πρόγραμμα του Οργανισμού, που εγκρίνει η Σύνοδος συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο α), του άρθρου 8, περιλαμβάνει, ως διακριτικό στοιχείο, προϋπολογισμό-πρόγραμμα για τις δραστηριότητες επαλήθευσης που διενεργούνται βάσει του παρόντος Τμήματος. Με την διάθεση των πόρων για τις δραστηριότητες επαλήθευσης που διενεργούνται βάσει του άρθρου 6, η Τεχνική Γραμματεία δίδει προτεραιότητα, κατά την διάρκεια των τριών πρώτων ετών μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης, στις αρχικές επιθεωρήσεις των βιομηχανικών περιοχών που έχουν δηλωθεί συμφώνως προς το Τμήμα Α΄. Το ποσό που χορηγείται, επανεξετάζεται στη συνέχεια υπό το πρίσμα της αποκτηθείσας πείρας.

14. Η Τεχνική Γραμματεία διενεργεί τις αρχικές επιθεωρήσεις και τις μεταγενέστερες επιθεωρήσεις σύμφωνως προς τις παραγράφους 15-22.

Επιδιωκόμενοι σκοποί της επιθεώρησης

15. Εν γένει, η επιθεώρησης έχει σκοπό να επαληθεύσει ότι οι δραστηριότητες των βιομηχανικών περιοχών είναι εναρμονισμένες με τις υποχρεώσεις που έχουν αναληφθεί δυνάμει της Σύμβασης και ότι συμφωνούν με τις πληροφορίες που παρέχονται στις δηλώσεις. Η επιθεώρηση των βιομηχανικών περιοχών που δηλώνονται σύμφωνως προς τις διατάξεις του Τμήματος Α΄, έχει, ειδικότερα, ως σκοπό να επαληθεύει:

α) Την απουσία οιουδήποτε χημικού προϊόντος του Πίνακα 1, και ιδιαίτερα της παραγωγής τέτοιου προϊόντος, εκτός αν αυτή η τελευταία είναι εναρμονισμένη με τις διατάξεις του Μέρους ΣΤ΄του παρόντος Προσαρτήματος,

β) Την εναρμόνιση με τα δηλωθέντα όσον αφορά τους όγκους παραγωγής, επεξεργασίας ή κατανάλωσης χημικών προϊόντων του Πίνακα 2,

γ) Την μη υφαίρεση χημικών προϊόντων του Πίνακα 2 για σκοπούς δραστηριοτήτων που απαγορεύονται από την Σύμβαση.

Αρχικές επιθεωρήσεις

16. Κάθε βιομηχανική περιοχή που πρέπει να επιθεωρείται σύμφωνως προς την παράγραφο 12, αποτελεί το αντικείμενο αρχικής επιθεώρησης μόλις τούτο καταστή δυνατό, αλλά κατά προτίμηση τρία έτη το αργότερο μετά από την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης. Οι βιομηχανικές περιοχές που δηλώνονται μετά από την εν λόγω περίοδο, αποτελούν το αντικείμενο αρχικής επιθεώρησης το αργότερο ένα έτος μετά από την ημερομηνία κατά την οποία οι δραστηριότητες παραγωγής, επεξεργασίας ή κατανάλωσης δηλώθηκαν για πρώτη φορά. Η Τεχνική Γραμματεία επιλέγει τις βιομηχανικές

περιοχές που υπόκεινται σε αρχική επιθεώρησης κατά τρόπο ώστε να είναι αδύνατον να προβλεφθεί ο ακριβής χρόνος διενέργειας της επιθεώρησης.

17. Κατά την διάρκεια της αρχικής επιθεώρησης, συντάσσεται σχέδιο συμφωνίας εγκατάστασης εφαρμόσιμης στην βιομηχανική περιοχή, εκτός αν το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος και η Τεχνική Γραμματεία συμφωνήσουν ότι δεν είναι αναγκαίο.

18. Όσον αφορά την συχνότητα και την έκταση των μεταγενεστέρων επιθεωρήσεων, οι επιθεωρητές εκτιμούν κατά την διάρκεια της αρχικής επιθεώρησης τον κίνδυνο που αποτελούν για το αντικείμενο και τον σκοπό της Σύμβασης τα συγκεκριμένα χημικά προϊόντα, τα χαρακτηριστικά της βιομηχανικής περιοχής και τη φύση των δραστηριοτήτων που διεξάγονται στους χώρους αυτής, λαμβάνοντας υπ' όψη ειδικότερα τα ακόλουθα κριτήρια:

α) Τοξικότητα των εγγεγραμμένων χημικών προϊόντων και των τελικών προϊόντων που παράγονται, ενδεχομένως, με την βοήθεια αυτών,

β) Ποσότητα εγγεγραμμένων χημικών προϊόντων που αποθηκεύεται συνήθως στην επιθεωρούμενη περιοχή,

γ) Ποσότητα χημικών βασικών υλών που υπεισέρχονται στην παραγωγή εγγεγραμμένων χημικών προϊόντων, που αποθηκεύεται συνήθως στην επιθεωρούμενη περιοχή,

δ) Ικανότητα παραγωγής των εργοστασίων που συνδέονται με προϊόντα του Πίνακα 2,

ε) Παραγωγή, αποθήκευση και φόρτωση δηλητηριωδών/τοξικών χημικών προϊόντων όσον αφορά την επιθεωρούμενη περιοχή και δυνατότητα μετατροπής αυτής εν όψει τέτοιων δραστηριοτήτων.

<u>Επιθεωρήσεις</u>

19. Μετά από την αρχική επιθεώρηση, κάθε βιομηχανική περιοχή που πρέπει να επιθεωρείται σύμφωνως προς την παράγραφο 12, αποτελεί

το αντικείμενο μεταγενεστέρων επιθεωρήσεων.

20. Για την επιλογή των προς επιθεώρηση βιομηχανικών περιοχών και για την λήψη απόφασης σχετικά με την συχνότητα και την ευρύτητα των επιθεωρήσεων, η Τεχνική Γραμματεία λαμβάνει δεόντως υπ' όψει τον κίνδυνο που αποτελούν για το αντικείμενο και τον σκοπό της Σύμβασης το συγκεκριμένο χημικό προϊόν, τα χαρακτηριστικά της βιομηχανικής περιοχής και η φύση των δραστηριοτήτων που διεξάγονται στους χώρους αυτής, ως και την αντίστοιχη συμφωνία εγκατάστασης και τα αποτελέσματα των αρχικών και μεταγενεστέρων επιθεωρήσεων.

21. Η Τεχνική Γραμματεία επιλέγει βιομηχανική περιοχή που πρέπει να επιθεωρηθεί κατά τρόπο ώστε να είναι αδύνατο να προβλεφθεί ο ακριβής χρόνος διεξαγωγής της επιθεώρησης.

22. Καμμία βιομηχανική περιοχή δεν υπόκειται σε περισσότερες από δύο επιθεωρήσεις ετησίως βάσει του παρόντος Τμήματος. Ωστόσο, η εν λόγω διάταξη δεν είναι περιοριστική όσον αφορά τον αριθμό των επιθεωρήσεων που διενεργούνται συμφώνως προς το άρθρο 9.

__Διαδικασίες επιθεώρησης__

23. Οι επιθεωρήσεις διενεργούνται συμφώνως προς τις συμπεφωνημένες κατευθυντήριες αρχές, τις λοιπές οικείες διατάξεις του παρόντος Προσαρτήματος και το Προσάρτημα περί απορρήτου, ως και τις κάτωθι παραγράφους 24-30.

24. Για την δηλωθείσα βιομηχανική περιοχή, συνάπτεται συμφωνία εγκατάστασης μεταξύ του επιθεωρουμένου Συμβαλλόμενου Μέρους-Κράτους και του Οργανισμού το αργότερο 90 ημέρες μετά το πέρας της αρχικής επιθεώρησης, εκτός αν το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος και η Τεχνική Γραμματεία συμφωνήσουν ότι δεν είναι αναγκαία. Συντάσσεται δε βάσει μοντέλου συμφωνίας και διέπει την

διεξαγωγή των επιθεωρήσεων στη δηλωθείσα βιομηχανική περιοχή. Η συμφωνία καθορίζει την συχνότητα και ευρύτητα των επιθεωρήσεων και αναφέρει αναλυτικά τις διαδικασίες επιθεώρησης, σύμφωνως προς τις διατάξεις των παραγράφων 25-29.

25. Η επιθεώρηση αφορά το εργοστάσιο ή τα εργοστάσια που συνδέονται με χημικό προϊόν του Πίνακα 2, το οποίο ή τα οποία το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δήλωσε ότι ευρίσκονται στην δηλωθείσα βιομηχανική περιοχή. Εάν η ομάδα επιθεώρησης ζητά ελεύθερη πρόσβαση σε άλλα μέρη της βιομηχανικής περιοχής, η ελευθερία πρόσβασης στα εν λόγω μέρη της παρέχεται σύμφωνως προς την υποχρέωση παροχής διευκρινίσεων που αναφέρεται στην παράγραφο 51 του Μέρους Β΄του παρόντος Προσαρτήματος, και σε εφαρμογή της συμφωνίας εγκατάστασης, ή, ελλείψει τέτοιας συμφωνίας, σύμφωνως προς τις διατάξεις σχετικά με την πρόσβαση κατόπιν διαπραγματεύσεων, που αναφέρονται στο Τμήμα Γ΄του Μέρους Ι΄του παρόντος Προσαρτήματος.

26. Η πρόσβαση στα αρχεία παρέχεται εάν είναι αναγκαία ,ώστε να παρέχεται η εγγύηση ότι δεν υπήρξε υφαίρεση του δηλωθέντος χημικού προϊόντος και ότι η παραγωγή ήταν εναρμονισμένη με όσα δηλώθηκαν.

27. Διενεργούνται δειγματοληψίες και αναλύσεις ώστε να επαληθεύεται η απουσία μη δηλωθέντων εγγεγραμμένων χημικών προϊόντων.

28. Η επιθεώρηση των ζωνών μπορεί να αφορά ειδικότερα:

α) Τις ζώνες στις οποίες παραδίδονται ή αποθηκεύονται οι χημικές βασικές ύλες (χημικές ουσίες που εισέρχονται σε αντίδραση),

β) Τις ζώνες στις οποίες οι χημικές ουσίες που εισέρχονται σε μια αντίδραση, υπόκεινται σε επεξεργασία πριν από την είσοδό τους στους αντιδραστήρες,

γ) Ανάλογα με την περίπτωση, τους αγωγούς τροφοδοσίας μεταξύ των

ζωνών που αναφέρονται στο εδάφιο α) ή 3) και των αντιδραστήρων, ως και τις βαλβίδες και τα συνδεδεμένα ροόμετρα, κλπ,

δ) Το εξωτερικό των αντιδραστήρων και του βοηθητικού μηχανικού εξοπλισμού,

ε) Τους αγωγούς που εκτείνονται από τους αντιδραστήρες μέχρι ενός σημείου μακροπρόθεσμης ή βραχυπρόθεσμης αποθήκευσης ή εξοπλισμού μεταγενέστερης επεξεργασίας των δηλωθέντων χημικών προϊόντων του Πίνακα 2,

στ) Τον εξοπλισμό ελέγχου που συνδέεται με ένα οιοδήποτε από τα στοιχεία που απαριθμώνται στα εδάφια α)-ε),

ζ) Τον εξοπλισμό και τις ζώνες επεξεργασίας των αποβλήτων και των αναθυμιάσεων,

η) Τον εξοπλισμό και τις ζώνες εξάλειψης των ελαττωματικών χημικών προϊόντων.

29. Η επιθεώρηση δεν διαρκεί περισσότερο από 96 ώρες. Ωστόσο, η ομάδα επιθεώρησης και το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μπορούν να συμφωνήσουν την παράταση αυτής.

Κοινοποίηση των επιθεωρήσεων

30. Η Τεχνική Γραμματεία κοινοποιεί την επιθεώρηση στο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος τουλάχιστον 48 ώρες πριν από την άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στην προς επιθεώρηση βιομηχανική περιοχή.

Γ. ΜΕΤΑΦΟΡΕΣ ΣΕ ΚΡΑΤΗ ΠΟΥ ΔΕΝ ΕΙΝΑΙ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ ΤΗΣ ΠΑΡΟΥΣΑΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ

31. Τα χημικά προϊόντα του Πίνακα 2 δεν μεταφέρονται παρά σε Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη ή παραλαμβάνονται από τέτοια Κράτη. Η εν λόγω υποχρέωση ισχύει μετά την συμπλήρωση τριετίας από της έναρξης ισχύος της παρούσας Σύμβασης.

32. Κατά την διάρκεια αυτής της μεταβατικής περιόδου των τριών ετών, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ζητά ένα πιστοποιητικό τε-

λικής χρησιμοποίησης, όπως καθορίζεται επακριβώς κατωτέρω, για να μεταφέρει χημικά προϊόντα του Πίνακα 2 σε Κράτη που δεν είναι Συμβαλλόμενα Μέρη της παρούσας Σύμβασης. Οσάκις πρόκειται για τέτοιες μεταφορές, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα για να βεβαιώνεται ότι τα μεταφερόμενα χημικά προϊόντα δεν θα χρησιμοποιηθούν παρά μόνο για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την Σύμβαση. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ζητά ειδικότερα από το Κράτος-παραλήπτη όπως του χορηγήσει πιστοποιητικό με το οποίο θα βεβαιώνεται ότι τα μεταφερόμενα χημικά προϊόντα:

α) Δεν θα χρησιμοποιηθούν παρά μόνο για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την Σύμβαση,

β) Δεν θα αποτελέσουν το αντικείμενο νέων μεταφορών,

και

γ) Τόπος και ποσότητα των εν λόγω χημικών προϊόντων,

δ) Τελική ή τελικές χρήσεις,

ε) Όνομα και διεύθυνση του τελικού ή των τελικών χρηστών.

ΜΕΡΟΣ Η΄

ΔΡΑΣΤΗΡΙΟΤΗΤΕΣ ΠΟΥ ΔΕΝ ΑΠΑΓΟΡΕΥΟΝΤΑΙ ΑΠΟ ΤΗΝ ΣΥΜΒΑΣΗ ΚΑΙ ΔΙΕΞΑΓΟΝΤΑΙ ΣΥΜΦΩΝΩΣ ΠΡΟΣ ΤΟ ΑΡΘΡΟ 6

ΚΑΘΕΣΤΩΣ ΠΟΥ ΕΦΑΡΜΟΖΕΤΑΙ ΣΤΑ ΧΗΜΙΚΑ ΠΡΟΙΟΝΤΑ ΤΟΥ ΠΙΝΑΚΑ 3 ΚΑΙ ΣΤΙΣ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΙΣ ΠΟΥ ΣΥΝΔΕΟΝΤΑΙ ΜΕ ΤΑ ΕΝ ΛΟΓΩ ΠΡΟΙΟΝΤΑ

Α. ΔΗΛΩΣΕΙΣ

<u>Δηλώσεις συνολικών εθνικών στοιχείων</u>

1. Οι αρχικές δηλώσεις και οι ετήσεις δηλώσεις που υποβάλλει το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος συμφώνως προς τις παραγράφους 7 και 8 του άρθρου 6, περιλαμβάνουν τα συνολικά εθνικά στοιχεία του παρελθόντος έτους όσον αφορά τις ποσότητες κάθε χημικού προϊόντος του Πίνακα 3 που παρήχθησαν, εισήχθησαν και εξήχθησαν, ως

και τα ποσοτικά στοιχεία των εισαγωγών και εξαγωγών καθεμιάς από τις ενδιαφερόμενες χώρες.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποβάλλει:

α) Τις αρχικές δηλώσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1 το αργότερο 30 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος,

β) Από το επόμενο έτος, ετήσιες δηλώσεις, το αργότερο 90 ημέρες μετά από το τέλος κάθε έτους.

<u>Δηλώσεις όσον αφορά την περιοχή που ευρίσκονται εργοστάσια που παράγουν χημικά προϊόντα του Πίνακα 3</u>

3. Αρχικές και ετήσιες δηλώσεις απαιτούνται για όλες τις βιομηχανικές περιοχές στις οποίες ευρίσκονται ένα ή περισσότερα εργοστάσια που έχουν παράγει άνω των 30 τόννων χημικού προϊόντος του Πίνακα 3 κατά την διάρκεια του προηγουμένου έτους,ή που, σύμφωνα με τις προβλέψεις, θα παράγουν άνω των 30 τόννων κατά την διάρκεια του επομένου έτους.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποβάλλει:

α) Τις αρχικές δηλώσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 3 το αργότερο 30 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος,

β) Από του επομένου έτους, ετήσιες δηλώσεις παρελθόντων δραστηριοτήτων, το αργότερο 90 ημέρες μετά το τέλος κάθε έτους,

γ) Τις ετήσιες δηλώσεις προβλεπομένων δραστηριοτήτων, το αργότερο 60 ημέρες πριν από την έναρξη του επομένου έτους. Κάθε επιπλέον δραστηριότητα αυτού του τύπου που προβλέπεται μετά από την υποβολή της ετήσιας δήλωσης, δηλώνεται το αργότερο πέντε ημέρες πριν από την έναρξη αυτής.

5. Εν γένει, δεν απαιτούνται δηλώσεις βάσει της παραγράφου 3 για τα μίγματα που περιέχουν προϊόν του Πίνακα 3 σε μικρή ποσότητα. Τέτοιες δηλώσεις απαιτούνται, συμφώνως προς τις κατευ-

θυντήριες αρχές, στην περίπτωση που εκτιμάται ότι η ευκολία ανάκτησης του προϊόντος του Πίνακα 3 από το μίγμα και η ολική μάζα αυτού του προϊόντος αποτελούν κίνδυνο για το αντικείμενο καιτν σκοπό της παρούσας Σύμβασης. Οι κατευθυντήριες αρχές που προαναφέρθηκαν, θα εξετάζονται και εγκρίνονται από την Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο ι), του άρθρου 8.

6. Οι δηλώσεις όσον αφορά την βιομηχανική περιοχή, που υποβάλλονται συμφώνως προς την παράγραφο 3, περιλαμβάνουν τα εξής στοιχεία:

α) Επωνυμία της περιοχής και του ιδιοκτήτη, της εταιρείας ή της επιχείρησης που τη διαχειρίζεται,

β) Ακριβής θέση της περιοχής, συμπεριλαμβανομένης και της διεύθυνσης,

γ) Αριθμός των εργοστασίων της βιομηχανικής περιοχής, που δηλώνονται συμφώνως προς το Μέρος Ζ΄του παρόντος Προσαρτήματος.

7. Οι δηλώσεις όσον αφορά την βιομηχανική περιοχή, που υποβάλλονται συμφώνως προς την παράγραφο 3, περιλαμβάνουν τα ακόλουθα στοιχεία για κάθε εργοστάσιο της περιοχής, στο οποίο εφαρμόζονται οι προδιαγραφές που αναφέρονται στην ίδια παράγραφο:

α) Επωνυμία του εργοστασίου και του ιδιοκτήτη, της εταιρείας ή της επιχείρησης που το διαχειρίζεται,

β) Ακριβής θέση του εργοστασίου στην περιοχή, συμπεριλαμβανομένου, ενδεχομένως, και του κτιρίου και του αριθμού αυτού,

γ) Κύριες δραστηριότητες του εργοστασίου.

8. Οι δηλώσεις όσον αφορά την βιομηχανική περιοχή, που υποβάλλονται συμφώνως προς την παράγραφο 3, περιλαμβάνουν τα ακόλουθα στοιχεία για κάθε χημικό προϊόν του Πίνακα 3 που παράγεται σε ποσότητες μεγαλύτερες από το δηλωθέν όριο:

α) Χημική ονομασία, κοινή ή εμπορική ονομασία που χρησιμοποιείται στην εγκατάσταση, ανεπτυγμένος τύπος και, αν υπάρχει, ο αριθμός μητρώου της CHEMICAL ABSTRACTS SERVICE ,

β) Ποσότητα κατά προσέγγιση χημικού προϊόντος που παρήχθη κατά την διάρκεια του προηγουμένου έτους ή, εάν πρόκειται για την δήλωση προβλεπομένων δραστηριοτήτων, για το επόμενο έτος, κατά προσέγγιση, ως εξής: 30-200 τόννοι, 200-1000 τόννοι, 1000-10000 τόννοι, 10000-100000 τόννοι και άνω των 100000 τόννων,

γ) Σκοποί για τους οποίους το χημικό προϊόν παρήχθη ή θα παραχθεί.

Δηλώσεις παρελθούσης παραγωγής χημικών προϊόντων του Πίνακα 3 για τους σκοπούς των χημικών όπλων

9. Το αργότερο 30 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, αυτό το τελευταίο δηλώνει όλες τις βιομηχανικές περιοχές που περιλαμβάνουν εργοστάσια που έχουν παράγει χημικό προϊόν του Πίνακα 3 για τους σκοπούς των χημικών όπλων οποτεδήποτε μετά από την 1η Ιανουαρίου 1946.

10. Οι δηλώσεις όσον αφορά την βιομηχανική περιοχή, που υποβάλονται συμφώνως προς την παράγραφο 9, περιλαμβάνουν τα εξής στοιχεία:

α) Ονομασία της περιοχής και του ιδιοκτήτη, της εταιρείας ή της επιχείρησης που τη διαχειρίζεται,

β) Ακριβής θέση της περιοχής, συμπεριλαμβανομένης και της διεύθυνσης,

γ) Για κάθε εργοστάσιο που ευρίσκεται στην περιοχή και στο οποίο εφαρμόζονται οι προδιαγραφές που αναφέρονται στην παράγραφο 9, οι πληροφορίες που απαιτούνται βάσει των εδαφίων α)-γ) της παραγράφου 7,

δ) Για κάθε χημικό προϊόν του Πίνακα 3 που παράγεται για τους σκοπούς των χημικών όπλων:

ι) Χημική ονομασία, κοινή ή εμπορική ονομασία που χρησιμοποιείται στην βιομηχανική περιοχή για τους σκοπούς της παραγωγής χημικών όπλων, ανεπτυγμένος τύπος και, εάν υπάρχει, ο αριθμός μητρώου της CHEMICAL ABSTRACTS SERVICE,

ιι) Ημερομηνίες παραγωγής του χημικού προϊόντος και παραχθείσα ποσότητα,

ιιι) Τόπος όπου παρεδόθη το χημικό προϊόν και, εάν είναι γνωστό, το τελικό προϊόν που παρήχθη στον εν λόγω τόπο.

Πληροφορίες που πρέπει να διαβιβάζονται στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη

11. Ο κατάλογος των βιομηχανικών περιοχών που δηλώνονται βάσει του παρόντος Τμήματος, ως και οι πληροφορίες που παρέχονται συμφώνως προς την παράγραφο 6, τα εδάφια α) και γ) της παραγράφου 7, το εδάφιο α) της παραγράφου 8, και την παράγραφο 10, διαβιβάζονται από την Τεχνική Γραμματεία στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη μετά από σχετικό αίτημά τους.

Β. ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΗ

Γενικές διατάξεις

12. Η επαλήθευση που προβλέπεται στην παράγραφο 5 του άρθρου 7 διενεργείται με επιτόπιες επιθεωρήσεις των δηλωθέντων βιομηχανικών περιοχών που παρήγαγαν συνολικά, κατά το προηγούμενο έτος, ή θα παράγουν συνολικά, σύμφωνα με τις προβλέψεις, κατά τα επόμενο έτος, άνω των 200 τόννων χημικών προϊόντων του Πίνακα 3, πέραν του δηλωθέντος ορίου των 30 τόννων.

13. Ο προϋπολογισμός-πρόγραμμα του Οργανισμού,που εγκρίνει η Σύνοδος συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο α), του άρθρου

δ., περιλαμβάνει, ως διακριτικό στοιχείο, προϋπολογισμό-πρόγραμμα για τις δραστηριότητες επαλήθευσης που διενεργούνται βάσει του παρόντος Τμήματος, λαμβάνοντας υπ'όψη τις διατάξεις της παραγράφου 13 του Μέρους Ζ'του παρόντος Προσαρτήματος.

14. Βάσει του παρόντος Τμήματος, η Τεχνική Γραμματεία επιλέγει τυχαία τις προς επιθεώρηση βιομηχανικές περιοχές χρησιμοποιώντας κατάλληλους μηχανισμούς, και ειδικότερα προγράμματα πληροφορικής που έχουν ειδικά μελετηθεί γι'αυτό το σκοπό, και βασίζεται στους εξής σταθμιστικούς παράγοντες:

α) Δίκαιη γεωγραφική κατανομή των επιθεωρήσεων,

β) Πληροφορίες που διαθέτει η Τεχνική Γραμματεία για τις δηλωθείσες βιομηχανικές περιοχές, και ειδικότερα για το συγκεκριμένο χημικό προϊόν, τα χαρακτηριστικά της βιομηχανικής περιοχής και τη φύση των δραστηριοτήτων που διεξάγονται στους χώρους αυτής.

15. Καμμία βιομηχανική περιοχή δεν υπόκειται σε περισσότερες από δύο επιθεωρήσεις ετησίως βάσει του παρόντος Τμήματος. Ωστόσο, η εν λόγω διάταξη δεν είναι περιοριστική όσον αφορά τον αριθμό των επιθεωρήσεων που διενεργούνται συμφώνως προς το άρθρο 9.

16. Οσάκις επιλέγει τις προς επιθεώρηση βιομηχανικές περιοχές συμφώνως προς το παρόν Τμήμα, η Τεχνική Γραμματεία λαμβάνει υπ'όψη το ακόλουθο όριο για τον καθορισμό του αριθμού συνδυασμένων επιθεωρήσεων στις οποίες κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποχρεούται να υπόκειται ετησίως συμφώνως προς το παρόν Μέρος και το Μέρος Θ'του παρόντος Προσαρτήματος. Ο εν λόγω αριθμός δεν μπορεί να υπερβαίνει τον ακόλουθο ελάχιστο αριθμό: 3 + 5% του συνολικού αριθμού των βιομηχανικών περιοχών που έχει δηλώσει το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος συμφώνως προς το παρόν Μέρος

και το Μέρος Θ΄του παρόντος Προσαρτήματος, ή 20 επιθεωρήσεις.

Επιδιωκόμενοι σκοποί της επιθεώρησης

17. Εν γένει, η επιθεώρηση των βιομηχανικών περιοχών που δηλώθηκαν συμφώνως προς το Τμήμα Α΄, έχει ως σκοπό να επαληθεύει ότι οι δραστηριότητες αυτών των περιοχών εναρμονίζονται με τις πληροφορίες που παρέχονται στις δηλώσεις. Ειδικότερα, η επιθεώρηση έχει ως σκοπό να επαληθεύει την απουσία οιουδήποτε χημικού προϊόντος του Πίνακα 1, και ιδιαίτερα της παραγωγής τέτοιου προϊόντος, εκτός αν συμφωνεί με τις διατάξεις του Μέρους ΣΤ΄του παρόντος Προσαρτήματος.

Διαδικασίες επιθεώρησης

18. Οι επιθεωρήσεις του διενεργούνται συμφώνως προς τις συμπεφωνημένες κατευθυντήριες αρχές, τις λοιπές οικείες διατάξεις του παρόντος Προσαρτήματος και το Προσάρτημα περί απορρήτου, ως και τις κάτωθι παραγράφους 19-25.

19. Δεν συνάπτεται συμφωνία εγκατάστασης, εκτός αν το ζητήσει το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

20. Η επιθεώρηση αφορά το εργοστάσιο ή τα εργοστάσια που συνδέονται με χημικό προϊόν του Πίνακα 3, που το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δήλωσε ότι ευρίσκονται στην δηλωθείσα βιομηχανική περιοχή. Οσάκις η ομάδα επιθεώρησης ζητά, συμφώνως προς την παράγραφο 51 του Μέρους Β΄του παρόντος Προσαρτήματος, ελεύθερη πρόσβαση σε άλλα μέρη της βιομηχανικής περιοχής προκειμένου να μην υπάρχουν αμφιβολίες, τα όρια του δικαιώματος ελεύθερης πρόσβασης στα εν λόγω μέρη καθορίζονται από κοινού από την ομάδα και το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

21. Η ομάδα επιθεώρησης μπορεί να έχει πρόσβαση στα αντίγραφα εγγράφων οσάκις συμφωνεί με το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ότι αυτή η πρόσβαση θα διευκολύνει την υλοποίηση των στόχων της

επιθεώρησης.

22. Είναι δυνατόν να διενεργούνται δειγματοληψίες και επιτόπιες αναλύσεις ώστε να επαληθεύεται η απουσία μη δηλωθέντων εγγεγραμμένων χημικών προϊόντων. Εάν αμφιβολίες συνεχίζουν να υφίστανται, είναι δυνατόν να διενεργούνται αναλύσεις των δειγμάτων σε εργαστήριο εκτός της περιοχής με την επιφύλαξη της συγκατάθεσης του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους.

23. Η επιθεώρηση των ζωνών μπορεί ειδικότερα να αφορά:

α) Τις ζώνες στις οποίες παραδίδονται ή αποθηκεύονται οι χημικές βασικές ύλες (οι χημικές ουσίες που εισέρχονται σε μια αντίδραση),

β) Τις ζώνες στις οποίες οι χημικές ουσίες που εισέρχονται σε μια αντίδραση, υπόκεινται σε επεξεργασία πριν από την είσοδό τους στον αντιδραστήρα,

γ) Ανάλογα με την περίπτωση, τους αγωγούς τροφοδοσίας μεταξύ των ζωνών που αναφέρονται στο εδάφιο α) ή β) και των αντιδραστήρων, ως και τις βαλβίδες και τα συνδεδεμενα ροόμετρα,κλπ,

δ) Το εξωτερικό των αντιδραστήρων και του βοηθητικού εξοπλισμού,

ε) Τους αγωγούς που εκτείνονται από τους αντιδραστήρες μέχρι ενός σημείου μακροπρόθεσμης ή βραχυπρόθεσμης αποθήκευσης ή εξοπλισμού μεταγενέστερης επεξεργασίας των δηλωθέντων χημικών προϊόντων του Πίνακα 3,

στ) Τον εξοπλισμό ελέγχου που συνδέεται με ένα οιοδήποτε από τα στοιχεία που απαριθμώνται στα εδάφια α)-ε),

ζ) Τον εξοπλισμό και τις ζώνες επεξεργασίας των αποβλήτων και των αναθυμιάσεων,

η) Τον εξοπλισμό και τις ζώνες εξάλειψης των ελαττωματικών

προϊόντων.

24. Η επιθεώρηση δεν διαρκεί περισσότερο από 24 ώρες. Ωστόσο, η ομάδα επιθεώρησης και το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μπορούν να συμφωνήσουν την παράταση αυτής.

Κοινοποίηση των επιθεωρήσεων

25. Η Τεχνική Γραμματεία κοινοποιεί την επιθεώρηση στο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος τουλάχιστον 120 ώρες πριν από την άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στην προς επιθεώρηση βιομηχανική περιοχή.

Γ. ΜΕΤΑΦΟΡΕΣ ΣΕ ΚΡΑΤΗ ΠΟΥ ΔΕΝ ΕΙΝΑΙ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ ΤΗΣ ΠΑΡΟΥΣΑΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ

26. Οσάκις χημικά προϊόντα του Πίνακα 3 μεταφέρονται σε Κράτη που δεν είναι Συμβαλλόμενα Μέρη της παρούσας Σύμβασης, καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα για να βεβαιωθεί ότι τα κατ΄αυτό το τρόπο μεταφερόμενα χημικά προϊόντα δεν θα χρησιμοποιηθούν παρά μόνο για σκοπούς που δεν απαγορεύονται από την Σύμβαση. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ζητά, ειδικότερα, από το Κράτος-παραλήπτη, όπως του χορηγήσει πιστοποιητικό με το οποίο βεβαιώνεται, όσον αφορά τα μεταφερόμενα χημικά προϊόντα:

α)΄Οτι δεν θα χρησιμοποιηθούν για σκοπούς που απαγορεύονται από την Σύμβαση,

β)΄Οτι δεν θα αποτελέσουν το αντικείμενο νέων μεταφορών,

γ) Ο τύπος και η ποσότητα αυτών,

δ) Η τελική ή οι τελικές χρήσεις αυτών,

ε) Το όνομα και η διεύθυνση του ή των τελικών χρηστών.

27. Πέντε έτη μετά από την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης, η Σύνοδος εξετάζει την δυνατότητα έγκρισης άλλων μέτρων όσον

αφορά τις μεταφορές χημικών προϊόντων του Πίνακα 3 στα Κράτη που δεν είναι Συμβαλλόμενα Μέρη της Σύμβασης.

ΜΕΡΟΣ Θ΄

ΔΡΑΣΤΗΡΙΟΤΗΤΕΣ ΠΟΥ ΔΕΝ ΑΠΑΓΟΡΕΥΟΝΤΑΙ ΑΠΟ ΤΗΝ ΣΥΜΒΑΣΗ ΚΑΙ ΔΙΕΞΑΓΟΝΤΑΙ ΣΥΜΦΩΝΩΣ ΠΡΟΣ ΤΟ ΑΡΘΡΟ 6

ΚΑΘΕΣΤΩΣ ΠΟΥ ΕΦΑΡΜΟΖΕΤΑΙ ΣΤΙΣ ΛΟΙΠΕΣ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΙΣ ΠΑΡΑΓΩΓΗΣ ΧΗΜΙΚΩΝ ΠΡΟΙΟΝΤΩΝ

Α. ΔΗΛΩΣΕΙΣ

Κατάλογος των λοιπών εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών προϊόντων

1. Η αρχική δήλωση που υποβάλλει κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος συμφώνως προς την παράγραφο 7 του άρθρου 6, περιλαμβάνει κατάλογο όλων των βιομηχανικών περιοχών που:

α) Κατά την διάρκεια του προηγουμένου έτους, παρήγαγαν με σύνθεση άνω των 200 τόννων οριστικά οργανικά χημικά προϊόντα που δεν είναι καταχωρημένα σε Πίνακα,

β) Περιλαμβάνουν ένα ή περισσότερα εργοστάσια που, κατά την διάρκεια του προηγουμένου έτους, παρήγαγαν με σύνθεση άνω των 30 τόννων οριστικού οργανικού χημικού προϊόντος που δεν είναι καταχωρημένο σε Πίνακα και εμπεριέχει φώσφορο, θείο ή φθόριο (εφ΄εξής "εργοστάσιο ΦΘΦ"και "προϊόν ΦΘΦ").

2. Ο κατάλογος των λοιπών εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών προϊόντων,που πρέπει να υποβάλλεται συμφώνως προς τις διατάξεις της παραγράφου 1, δεν περιλαμβάνει βιομηχανικές περιοχές που παράγουν αποκλειστικά και μόνο εκρηκτικές ύλες ή υδρογονάνθρακες.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποβάλλει τον κατάλογο των λοιπών εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών προϊόντων που αναφέρονται στην παράγραφο 1, το αργότερο 30 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης όσον αφορά το εν λόγω Κράτος, συγχρόνως με την αρχική δήλωση αυτού. Ενημερώνει δε τον εν λόγω κατάλογο παρέχοντας

τις αναγκαίες πληροφορίες το αργότερο 90 ημέρες μετά από την έναρξη κάθε επομένου έτους.

4. Ο κατάλογος των λοιπών εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών προϊόντων,που πρέπει να υποβάλλεται συμφώνως προς την παράγραφο 1, περιλαμβάνει τα ακόλουθα στοιχεία για κάθε βιομηχανική περιοχή:

α) Επωνυμία της βιομηχανικής περιοχής και του ιδιοκτήτη,της εταιρείας ή της επιχείρησης που τη διαχειρίζεται,

β) Ακριβής θέση της βιομηχανικής περιοχής, συμπεριλαμβανομένης και της διεύθυνσης,

γ) Κύριες δραστηριότητες που διεξάγονται στην περιοχή,

δ) Κατά προσέγγιση αριθμός εργοστασίων που ευρίσκονται στην περιοχή και παράγουν χημικά προϊόντα που αναφέρονται επακριβώς στην παράγραφο 1.

5.΄Οσον αφορά τις βιομηχανικές περιοχές που απαριθμούνται συμφώνως προς το εδάφιο α) της παραγράφου 1, ο κατάλογος περιλαμβάνει,επίσης, πληροφορίες σχετικά με την κατά προσέγγιση συνολική ποσότητα οριστικών οργανικών χημικών προϊόντων που δεν έχουν καταχωρηθεί σε Πίνακα και παρήχθησαν κατά την διάρκεια του προηγουμένου έτους. Η εν λόγω ποσότητα αναφέρεται ως εξής: κάτω από 1000 τόννους, από 1000 έως 10000 τόννους, και άνω των 10000 τόννων.

6.΄Οσον αφορά τις βιομηχανικές περιοχές που απαριθμούνται συμφώνως προς το εδάφιο β) της παραγράφου 1, στον κατάλογο αναφέρεται, επίσης, επακριβώς, ο αριθμός εργοστασίων ΦΘΦ που ευρίσκονται στην περιοχή και παρέχονται στοιχεία σχετικά με την κατά προσέγγιση συνολική ποσότητα προϊόντων ΦΘΦ που παρήχθησαν σε καθένα από τα εν λόγω εργοστάσια κατά το προηγούμενο έτος. Η εν λόγω ποσότητα αναφέρεται ως εξής: κάτω από 200 τόννους, από

200 έως 1000 τόννους, από 1000 έως 10000 τόννους, και άνω των 10000 τόννων.

Βοήθεια που παρέχεται από την Τεχνική Γραμματεία

7. Εάν, για διοικητικούς λόγους, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος κρίνει ότι χρειάζεται βοήθεια προκειμένου να καταρτίσει τον κατάλογο των λοιπών εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών προϊόντων που αναφέρονται στην παράγραφο 1, μπορεί να τη ζητήσει από την Τεχνική Γραμματεία. Οι αμφιβολίες όσον αφορά την πληρότητα του καταλόγου, αίρονται, στη συνέχεια, με διαβουλεύσεις μεταξύ του Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους και της Τεχνικής Γραμματείας.

Πληροφορίες που πρέπει να διαβιβάζονται στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη

8. Ο κατάλογος των λοιπών εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών προϊόντων, που υποβάλλεται συμφώνως προς την παράγραφο 1, ως και οι πληροφορίες που παρέχονται συμφώνως προς την παράγραφο 4, διαβιβάζονται από την Τεχνική Γραμματεία στα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη μετά από αίτησή τους.

B. ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΗ

Γενικές διατάξεις

9. Με την επιφύλαξη των διατάξεων του Τμήματος Γ΄, η επαλήθευση που προβλέπεται στην παράγραφο 6 του άρθρου 6, διενεργείται με επιτόπια επιθεώρηση:

α) Στις βιομηχανικές περιοχές που απαριθμούνται συμφώνως προς το εδάφιο α) της παραγράφου 1,

β) Στις βιομηχανικές περιοχές που απαριθμούνται συμφώνως προς το εδάφιο β) της παραγράφου 1, που περιλαμβάνουν ένα ή περισσότερα εργοστάσια ΦΘΦ τα οποία παρήγαγαν άνω των 200 τόννων προϊόντων ΦΘΦ κατά το προηγούμενο έτος.

10. Ο προϋπολογισμός-πρόγραμμα του Οργανισμού που εγκρίνει η Σύνοδος συμφωνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο α), του άρθρου

8, περιλαμβάνει, ως διακριτικό στοιχείο, προϋπολογισμό-πρόγραμμα για τις δραστηριότητες επαλήθευσης που διενεργούνται βάσει του παρόντος Τμήματος αμέσως μετά από την έναρξη εφαρμογής των διατάξεων του εν λόγω Τμήματος.

11. Βάσει του παρόντος Τμήματος, η Τεχνική Γραμματεία επιλέγει τυχαίως τις προς επιθεώρηση βιομηχανικές περιοχές χρησιμοποιώντας κατάλληλους μηχανισμούς, και ειδικότερα προγράμματα πληροφορικής που έχουν ειδικά μελετηθεί γι΄αυτό το σκοπό, και βασίζεται στους ακόλουθους σταθμιστικούς παράγοντες:

α) Δίκαιη γεωγραφική κατανομή των επιθεωρήσεων,

β) Πληροφορίες που διαθέτει η Τεχνική Γραμματεία σχετικά με τις βιομηχανικές περιοχές που αναγράφονται στον κατάλογο, και ειδικότερα, σχετικά με τα χαρακτηριστικά της βιομηχανικής περιοχής, και τη φύση των δραστηριοτήτων που διεξάγονται στους χώρους αυτής,

γ) Προτάσεις που διατυπώνουν τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη επί βάσης που θα συμφωνείται, συμφώνως προς την παράγραφο 25.

12. Καμμία βιομηχανική περιοχή δεν θα υπόκειται σε περισσότερες από δύο επιθεωρήσεις ετησίως βάσει του παρόντος Τμήματος. Ωστόσο, αυτή η διάταξη δεν είναι περιοριστική όσον αφορά τον αριθμό των επιθεωρήσεων που διενεργούνται συμφώνως προς το άρθρο 9.

13. Οσάκις επιλέγει τις προς επιθεώρηση βιομηχανικές περιοχές συμφώνως προς το παρόν Τμήμα, η Τεχνική Γραμματεία λαμβάνει υπ΄όψη το ακόλουθο όριο επιθεωρήσεων στις οποίες κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποχρεούται να υπόκειται ετησίως συμφώνως προς το παρόν Μέρος και το Μέρος Η΄του παρόντος Προσαρτήματος. Αυτός ο αριθμός δεν δύναται να υπερβαίνει το ακόλουθο ελάχιστο όριο:

3 + 5% του συνολικού αριθμού βιομηχανικών περιοχών που δήλωσε το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος συμφώνως προς το παρόν Μέρος και το Μέρος Η του παρόντος Προσαρτήματος, ή 20 επιθεωρήσεις.

Επιδιωκόμενοι σκοποί της επιθεώρησης

14. Εν γένει, η επιθεώρηση βιομηχανικών περιοχών που αναγράφονται στον κατάλογο που αναφέρεται στο Τμήμα Α΄, έχει ως σκοπό να επαληθεύει την εναρμόνιση των δραστηριοτήτων αυτών των περιοχών με τις πληροφορίες που παρέχονται στις δηλώσεις. Η επιθεώρηση έχει, ειδικότερα, ως σκοπό να επαληθεύει την απουσία κάθε χημικού προϊόντος του Πίνακα 1, και ιδιαίτερα της παραγωγής τέτοιου προϊόντος , εκτός αν αυτή η τελευταία είναι σύμφωνη με τις διατάξεις του Μέρους ΣΤ΄του παρόντος Προσαρτήματος.

Διαδικασίες επιθεώρησης

15. Οι επιθεωρήσεις διενεργούνται συμφώνως προς τις συμπεφωνημένες κατευθυντήριες αρχές, τις λοιπές οικείες διατάξεις του παρόντος Προσαρτήματος και του Προσαρτήματος περί απορρήτου,ως και τις κάτωθι παραγράφους 16-20.

16. Δεν συνάπτεται συμφωνία εγκατάστασης εκτός αν το ζητήσει το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

17. Η επιθεώρηση βιομηχανικής περιοχής που επιλέγεται για να επιθεωρηθεί, αφορά το εργοστάσιο ή τα εργοστάσια που παράγουν τα χημικά προϊόντα που αναφέρονται ειδικά στην παράγραφο 1,και ιδιαίτερα τα εργοστάσια ΦΘΦ που αναγράφονται στον κατάλογο συμφώνως προς το εδάφιο β) της παραγράφου 1. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος έχει το δικαίωμα να ρυθμίζει το δικαίωμα ελεύθερης πρόσβασης στα εν λόγω εργοστάσια συμφώνως προς τις διατάξεις του Τμήματος Γ΄του Μέρος Ι΄του παρόντος Προσαρτήματος. Εάν η ομάδα επιθεώρησης ζητήσει . συμφώνως προς την παράγραφο 51 του Μέρους Β΄του παρόντος Προσαρτήματος, ελεύθερη πρόσβαση σε άλλα μέρη της βιομηχανικής περιοχής προκειμένου να άρει τις αμφιβολίες, η έκταση του δικαιώματος πρόσβασης στις εν λόγω ζώνες καθορίζεται από κοινού από την ομάδα επιθεώρησης και το επιθεω-

ρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

18. Η ομάδα επιθεώρησης μπορεί να έχει πρόσβαση στα αρχεία οσάκις συμφωνεί με το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ότι μια τέτοια πρόσβαση θα διευκολύνει την υλοποίηση των στόχων της επιθεώρησης.

19. Είναι δυνατόν να διενεργούνται δειγματοληψίες και επιτόπιες αναλύσεις προκειμένου να επαληθεύεται η απουσία μη δηλωθέντων καταχωρημένων χημικών προϊόντων. Εάν συνεχίζουν να υφίστανται αμφιβολίες, είναι δυνατόν να διενεργούνται αναλύσεις των δειγμάτων σε εργαστήριο εκτός της περιοχής, με την επιφύλαξη της συγκατάθεσης του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους.

20. Η επιθεώρηση δεν διαρκεί περισσότερο από 24 ώρες. Ωστόσο, η ομάδα επιθεώρησης και το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μπορούν να συμφωνήσουν την παράταση αυτής.

Κοινοποίηση των επιθεωρήσεων

21. Η Τεχνική Γραμματεία κοινοποιεί την επιθεώρηση στο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος τουλάχιστον 120 ημέρες πριν από την άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στην προς επιθεώρηση βιομηχανική περιοχή.

Γ. ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΚΑΙ ΕΛΕΓΧΟΣ ΤΟΥ ΤΜΗΜΑΤΟΣ Β΄

Εφαρμογή

22. Οι διατάξεις του Τμήματος Β΄εφαρμόζονται από της ενάρξεως του τετάρτου έτους μετά από την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης εκτός αν η Σύνοδος αποφασίσει διαφορετικά κατά την τακτική συνεδρίαση αυτής που θα λάβει χώρα το τρίτο έτος μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης.

23. Για την τακτική συνεδρίαση της Συνόδου που θα λάβει χώρα το τρίτο έτος μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης, ο Γενικός Διευθυντής θα συντάξει έκθεση σχετικά με την πείρα που θα έχει αποκτήσει η Τεχνική Γραμματεία όσον αφορά την εφαρμογή των δια-

τάξεων του Μέρους Ζ΄και του Μέρους Η΄του παρόντος Προσαρτήματος, ως και του Τμήματος Α΄του παρόντος Μέρους.

24. Κατά την τακτική συνεδρίαση που θα λάβει χώρα το τρίτο έτος μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης, η Σύνοδος, βάσει εκθέσεως του Γενικού Διευθυντού, θα μπορεί, επίσης, να αποφασίσει την κατανομή των διαθέσιμων πόρων για την επαλήθευση που διενεργείται συμφώνως προς τις διατάξεις του Τμήματος Β΄μεταξύ των εργοστασίων ΦΘΦ και των λοιπών εγκαταστάσεων παραγωγής χημικών προϊόντων. Σε αντίθετη περίπτωση, η κατανομή θα γίνει από την Τεχνική Γραμματεία και θα προστεθεί στους σταθμιστικούς παράγοντες που αναφέρονται στην παράγραφο 11.

25. Κατά την τακτική συνεδρίαση που θα λάβει χώρα το τρίτο έτος μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης, η Σύνοδος, μετά από γνωμοδότηση του Εκτελεστικού Συμβουλίου, θα αποφασίσει σχετικά με την βάση -π.χ., περιφερειακή- επί της οποίας πρέπει να υποβάλλονται οι προτάσεις των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών όσον αφορά τις επιθεωρήσεις, για να συμπεριλαμβάνονται στον αριθμό των σταθμιστικών παραγόντων που λαμβάνονται υπ΄όψη κατά την διαδικασία επιλογής που αναφέρεται στην παράγραφο 11.

<u>΄Ελεγχος</u>

26. Κατά την πρώτη έκτακτη συνεδρίαση της Συνόδου που θα συγκληθεί συμφώνως προς την παράγραφο 22 του άρθρου 8, θα επανεξετασθούν οι διατάξεις του παρόντος Μέρους του Προσαρτήματος περί επαλήθευσης στα πλαίσια ενδελεχούς ελέγχου ολοκλήρου του συστήματος επαλήθευσης που εφαρμόζεται στη χημική βιομηχανία (άρθ.7, Μέρη Ζ΄-Θ΄του παρόντος Προσαρτήματος) και υπό το φως της αποκτηθείσας πείρας. Η Σύνοδος θα κάνει, στη συνέχεια, συστάσεις ώστε να βελτιωθεί η αποτελεσματικότητα του συστήματος

ΜΕΡΟΣ I΄

ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΕΙΣ ΠΟΥ ΔΙΕΝΕΡΓΟΥΝΤΑΙ ΣΥΜΦΩΝΩΣ ΠΡΟΣ ΤΟ ΑΡΘΡΟ 9

Α. ΔΙΟΡΙΣΜΟΣ ΚΑΙ ΕΠΙΛΟΓΗ ΤΩΝ ΕΠΙΘΕΩΡΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΒΟΗΘΩΝ ΕΠΙΘΕΩΡΗΤΗ

1. Οι επιθεωρήσεις που αναφέρονται στο άρθρο 9, διενεργούνται αποκλειστικά και μόνο από τους επιθεωρητές και τους βοηθούς επιθεωρητή που διορίζονται ειδικά για την εκτέλεση αυτών των καθηκόντων. Εν όψει του διορισμού τους συμφώνως προς το άρθρο 9, ο Γενικός Διευθυντής καταρτίζει κατάλογο με τα ονόματα επιθεωρητών και βοηθών επιθεωρητή που προτείνονται, επιλέγοντάς τους μεταξύ εκείνων που έχουν προσληφθεί για επιθεωρήσεις ρουτίνας. Ο εν λόγω κατάλογος περιλαμβάνει ικανό αριθμό επιθεωρητών και βοηθών επιθεωρητή που διαθέτουν τα αναγκαία τυπικά προσόντα, την πείρα, τις αρμοδιότητες και την εκπαίδευση που απαιτείται, ώστε να είναι δυνατόν να διορίζονται οι επιθεωρητές συναρτήσει της διαθεσιμότητάς τους και της αναγκαιότητας εναλλαγής αυτών. Επίσης, λαμβάνεται δεόντως υπ΄όψη η σημασία μιάς όσο το δυνατόν ευρύτερης γεωγραφικής εκπροσώπησης. Ο διορισμός των επιθεωρητών και των βοηθών επιθεωρητή διεξάγεται συμφώνως προς τις διαδικασίες που προβλέπονται στο Τμήμα Α΄του Μέρους Β΄του παρόντος Προσαρτήματος.

2. Ο Γενικός Διευθυντής καθορίζει τον αριθμό ατόμων που συγκροτούν την ομάδα επιθεώρησης και επιλέγει τα μέλη αυτής λαμβάνοντας υπ΄ όψη τις περιστάσεις του συγκεκριμένου αιτήματος. Ο αριθμός των ατόμων που συγκροτούν την ομάδα επιθεώρησης περιορίζεται στο ελάχιστο όριο που απαιτείται για την καλή εκτέλεση της εντολής προς επιθεώρηση. Κανένας υπήκοος του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους ή του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους δεν αποτελεί μέ-

λος της ομάδας επιθεώρησης.

Β'. ΕΝΕΡΓΕΙΕΣ ΠΟΥ ΠΡΟΗΓΟΥΝΤΑΙ ΤΗΣ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΕΩΣ

3. Πριν από την υποβολή αίτησης επιθεώρησης, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μπορεί να ζητήσει από τον Γενικό Διευθυντή διαβεβαίωση ότι η Τεχνική Γραμματεία είναι σε θέση να ενεργήσει αμέσως μετά την υποβολή της εν λόγω αίτησης. Εάν ο Γενικός Διευθυντής δεν μπορεί να παράσχει αυτή τη διαβεβαίωση αμέσως, το πράττει το συντομότερο δυνατό, ανάλογα με την σειρά των αιτήσεων για παροχή διαβεβαίωσης. Εξ άλλου, από τη στιγμή που θα είναι, αναμφίβολα, δυνατόν να δοθεί άμεση συνέχεια στην αίτηση επιθεώρησης, ο Γενικός Διευθυντής κρατά το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ενήμερο. Εάν ο Γενικός Διευθυντής διαπιστώσει ότι δεν είναι πλέον δυνατόν να δοθεί συνέχεια στα αιτήματα κατά τον επιθυμούμενο χρόνο, μπορεί να ζητήσει από το Εκτελεστικό Συμβούλιο να λάβει τα απαιτούμενα μέτρα για να αποφευχθούν τέτοιες δυσκολίες στο μέλλον.

Κοινοποίηση

4. Η αίτηση επιθεώρησης που πρέπει να υποβάλλεται στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και στον Γενικό Διευθυντή, περιλαμβάνει τουλάχιστον τις ακόλουθες πληροφορίες:

α) Προς επιθεώρηση Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος και, ενδεχομένως, φιλοξενούν Κράτος,

β) Σημείο εισόδου που πρέπει να χρησιμοποιηθεί,

γ) Διαστάσεις της περιοχής επιθεώρησης και τύπος της περιοχής,

δ) Λόγοι ανησυχίας όσον αφορά μια ενδεχόμενη παραβίαση της παρούσας Σύμβασης, συμπεριλαμβανομένων και των διευκρινίσεων όσον αφορά τις οικείες διατάξεις της Σύμβασης ως προς τις οποίες εκδηλώθηκε ανησυχία, την φύση και τις περιστάσεις

της ενδεχόμενης παραβίασης της Σύμβασης, ως και οιαδήποτε οικεία πληροφορία που αποτέλεσε λόγο ανησυχίας,

ε) Όνομα του παρατηρητή του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους.

Το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μπορεί να υποβάλλει όλες τις περαιτέρω πληροφορίες που θα έκρινε αναγκαίες.

5. Ο Γενικός Διευθυντής βεβαιώνει, στο αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, λήψη της αίτησής του εντός μιάς ώρας.

6. Το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος κοινοποιεί στον Γενικό Διευθυντή την θέση της προς επιθεώρηση κατά τον επιθυμούμενο χρόνο περιοχής ώστε και ο Γενικός Διευθυντής να είναι σε θέση να διαβιβάσει αυτή την πληροφορία στο επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος τουλάχιστον 12 ώρες πριν από την άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στο σημείο εισόδου.

7. Το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποδεικνύει την περιοχή επιθώρησης με την μεγαλύτερη δυνατή ακρίβεια παρέχοντας σχεδιάγραμμα της περιοχής που περιλαμβάνει τις ακριβείς γεωγραφικές συντεταγμένες. Το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος παρέχει, εάν μπορεί, ένα γενικό χάρτη της περιοχής και σχεδιάγραμμα της ακριβούς αιτουμένης περιμέτρου της προς επιθεώρηση περιοχής.

8. Η αιτούμενη περίμετρος:

α) Περνά σε απόσταση τουλάχιστον 10 μέτρων έξω από όλα τα κτίρια ή άλλες δομές,

β) Δεν διέρχεται από κανένα υφιστάμενο περίβολο ασφαλείας,

γ) Περνά σε απόσταση τουλάχιστον 10 μέτρων έξω από όλους τους υφιστάμενους περίβολους ασφαλείας που το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος προτίθεται να συμπεριλάβει στην αιτούμενη περίμετρο.

9. Εάν η αιτούμενη περίμετρος δεν συμφωνεί με τις προδιαγραφές της παραγράφου 3, η ομάδα επιθεώρησης την χαράσσει εκ νέου ως έχει.

10. Ο Γενικός Διευθυντής ενημερώνει το Εκτελεστικό Συμβούλιο σχετικά με τη θέση της περιοχής επιθεώρησης, όπως αυτή καθορίζεται συμφώνως προς την παράγραφο 7, τουλάχιστον 12 ώρες πριν από την προβλεπόμενη άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στο σημείο εισόδου.

11. Την ίδια στιγμή που ενημερώνει σχετικά το Εκτελεστικό Συμβούλιο, συμφώνως προς την παράγραφο 10, ο Γενικός Διευθυντής διαβιβάζει στο επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος την αίτηση επιθεώρησης, συμπεριλαμβανομένης και της αναφοράς της θέσης της περιοχής επιθεώρησης, όπως αυτή καθορίζεται συμφώνως προς την παράγραφο 7. Η εν λόγω κοινοποίηση περιλαμβάνει επίσης τις απαιτούμενες πληροφορίες της παραγράφου 32 του Μέρους Β΄ του παρόντος Προσαρτήματος.

12. Μόλις φθάσει στο σημείο εισόδου, η ομάδα επιθεώρησης ενημερώνει το επιθεωροόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος σχετικά με την εντολή για επιθεώρηση.

Είσοδος στην επικράτεια του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους Κράτους ή του φιλοξενούντος Κράτους

13. Σε εφαρμογή των παραγράφων 13-18 του άρθρου 9, ο Γενικός Διευθυντής αποστέλλει μόλις καταστή δυνατό μια ομάδα επιθεώρησης μετά από την λήψη αίτησης για επιθεώρηση. Η ομάδα επιθεώρησης φθάνει στο σημείο εισόδου που προσδιορίζεται στην αίτηση το συντομότερο δυνατόν συμφώνως προς τις διατάξεις των παραγράφων 10 και 11.

14. Εάν το επιθεωροόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος αποδεχθεί την αιτούμενη περίμετρο, αυτή η τελευταία αναφέρεται ως οριστική περίμετρος το συντομότερο δυνατό, αλλά σε καμμία περίπτωση πέραν

του 24ώρου μετά από την άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στο σημείο εισόδου. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος οδηγεί την ομάδα επιθεώρησης στην οριστική περίμετρο της περιοχής επιθεώρησης. Εάν το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος το κρίνει απαραίτητο, η μεταφορά της ομάδας επιθεώρησης μπορεί να αρχίσει το ταχύτερο 12 ώρες πριν από την εκπνοή της προθεσμίας που ορίζεται στην παρούσα παράγραφο για τον καθορισμό της οριστικής περιμέτρου. Σε όλες τις περιπτώσεις, η μεταφορά της ομάδας επιθεώρησης ολοκληρώνεται το αργότερο 36 ώρες μετά από την άφιξή της στο σημείο εισόδου.

15. Οι διαδικασίες που προβλέπονται στα εδάφια α) και β) εφαρμόζονται σε όλες τις δηλωθείσες εγκαταστάσεις. (Για τους σκοπούς του παρόντος Μέρους, με τον όρο "δηλωθείσα εγκατάσταση" νοείται κάθε εγκατάσταση που δηλώνεται συμφώνως προς τα άρθρα 3, 4 και 5. ΄Οσον αφορά το άρθρο 6, με τον όρο "δηλωθείσες εγκαταστάσεις" νοούνται αποκλειστικά και μόνο οι εγκαταστάσεις που δηλώνονται συμφώνως προς το Μέρος ΣΤ΄του παρόντος Προσαρτήματος, ως και τα εργοστάσια που προσδιορίζονται στις δηλώσεις που γίνονται συμφώνως προς την παράγραφο 7 και το εδάφιο γ) της παραγράφου 10 του Μέρους Ζ΄,ως και την παράγραφο 7 και το εδάφιο γ) της παραγράφου 10 του Μέρους Η΄του παρόντος Προσαρτήματος.)

α) Εάν η αιτούμενη περίμετρος περιλαμβάνεται στην δηλωθείσα περίμετρο ή αντιστοιχεί με αυτή, η δηλωθείσα περίμετρος θεωρείται ως οριστική περίμετρος. Αυτή η τελευταία μπορεί, ωστόσο, με την συγκατάθεση του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, να περιορισθεί ώστε να αντιστοιχεί με την περίμετρο που ζητά το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

β) Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος οδηγεί την ομάδα

επιθεώρησης στην οριστική περίμετρο μόλις τούτο καταστή δυνατό, αλλά βεβαιώνεται ότι σε όλες τις περιπτώσεις η ομάδα θα φθάσει στην περίμετρο το αργότερο 24 ώρες μετά από την άφιξή της στο σημείο εισόδου.

<u>Καθορισμός της οριστικής περιμέτρου μέσω εναλλακτικής περιμέτρου</u>

16. Στο σημείο εισόδου, εάν το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δεν μπορεί να δεχθεί την αιτούμενη περίμετρο, προτείνει μια εναλλακτική περίμετρο το συντομότερο δυνατό, αλλά σε καμμία περίπτωση πέραν του 24ώρου μετά από την άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στο σημείο εισόδου. Εάν υφίσταται διάσταση απόψεων, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος και η ομάδα επιθεώρησης αρχίζουν διαπραγματεύσεις με σκοπό την επίτευξη συμφωνίας όσον αφορά την οριστική περίμετρο.

17. Η εναλλακτική περίμετρος πρέπει να καθορίζεται με τη μεγαλύτερη δυνατή ακρίβεια σύμφωνως προς την παράγραφο 8. Περιλαμβάνει δε ολόκληρη την αιτούμενη περίμετρο και πρέπει κατά γενικό κανόνα να συνδέεται στενά με αυτή τη τελευταία, λαμβανομένων υπ΄όψη των φυσικών χαρακτηριστικών του εδάφους και των τεχνητών ορίων. Πρέπει κανονικά να περνά δίπλα από τον περίβολο ασφαλείας που περικλείει την περιοχή, εάν υφίσταται τέτοιος περίβολος. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος πρέπει να επιδιώκει την σύνδεση των περιμέτρων συνδυάζοντας τουλάχιστον δύο από τα ακόλουθα στοιχεία:

α) Μια εναλλακτική περίμετρο που περιβάλει επιφάνεια η οποία δεν είναι αισθητά μεγαλύτερη από εκείνη που περιβάλλεται από την αιτούμενη περίμετρο,

β) Μια εναλλακτική περίμετρο που απέχει λίγο και παντού εξίσου από την αιτούμενη περίμετρο,

γ) Τουλάχιστον ένα μέρος της αιτουμένης περιμέτρου είναι ορατό

από την εναλλακτική περίμετρο.

18. Οσάκις η ομάδα επιθεώρησης αποδέχεται την εναλλακτική περίμετρο, αυτή η τελευταία καθίσταται οριστική και η ομάδα επιθεώρησης οδηγείται από το σημείο εισόδου στην εν λόγω περίμετρο. Εάν το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος το κρίνει απαραίτητο, η μεταφορά της ομάδας επιθεώρησης μπορεί να αρχίσει το συντομότερο 12 ώρες πριν από την εκπνοή της προθεσμίας που ορίζεται στην παράγραφο 16 για να προταθεί εναλλακτική περίμετρος.Σε όλες τις περιπτώσεις, η μεταφορά της ομάδας επιθεώρησης ολοκληρώνεται το αργότερο 36 ώρες μετά από την άξιξη της εν λόγω ομάδας στο σημείο εισόδου.

19. Σε περίπτωση που δεν συμφωνηθεί οριστική περίμετρος, οι διαπραγματεύσεις ολοκληρώνονται το συντομότερο δυνατό, αλλά σε καμμία περίπτωση δεν συνεχίζονται πέραν του 24ώρου μετά από την άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στο σημείο εισόδου. Σε περίπτωση που δεν υπάρξει συμφωνία, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος οδηγεί την ομάδα επιθεώρησης σε ένα σημείο της εναλλακτικής περιμέτρου. Εάν το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος το κρίνει απαραίτητο, η μεταφορά της ομάδας επιθεώρησης μπορεί να αρχίσει το συντομότερο 12 ώρες πριν από την εκπνοή της προθεσμίας που ορίζεται στην παράγραφο 16 για να προταθεί εναλλακτική περίμετρος. Σε όλες τις περιπτώσεις, η μεταφορά της ομάδας επιθεώρησης ολοκληρώνεται το αργότερο 36 ώρες μετά από την άφιξη της εν λόγω ομάδας στο σημείο εισόδου.

20. Αμέσως μετά την άφιξή της, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος παρέχει χωρίς καθυστέρηση στην ομάδα επιθεώρησης το δικαίωμα πρόσβασης στην εναλλακτική περίμετρο για να διευκολύνει τις διαπραγματεύσεις και μια συμφωνία όσον αφορά την οριστική περίμετρο, ως και το δικαίωμα πρόσβασης στο εσωτερικό της οριστικής

περιμέτρου.

21. Σε περίπτωση που δεν υπάρξει συμφωνία εντός 72 ωρών από της αφίξεως της ομάδας επιθεώρησης, η εναλλακτική περίμετρος θεωρείται ως οριστική.

Επαλήθευση της θέσης

22. Για να διαπιστωθεί ότι ο τόπος στον οποίο οδηγήθηκε, αντιστοιχεί στην περιοχή επιθεώρησης που προσδιορίστηκε από το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να χρησιμοποιεί εγκεκριμένο τοπογραφικό εξοπλισμό και να τον τοποθετεί συμφώνως προς τις οδηγίες. Η ομάδα επιθεώρησης μπορεί να επαληθεύει την θέση της χρησιμοποιώντας τοπικά σημεία αναφοράς που αναγνωρίζονται βάσει χαρτών, και τούτο, με την βοήθεια του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους.

Σφράγιση της περιοχής, επίβλεψη των εξόδων

23. Το αργότερο 12 ώρες μετά από την άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στο σημείο εισόδου, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος αρχίζει να συγκεντρώνει μεμονωμένα πληροφοριακά δεδομένα όσον αφορά όλες τις εξόδους οχημάτων σε όλα τα σημεία της αιτουμένης περιμέτρου, από τα οποία μπορεί να εγκαταλείψει την περιοχή όχημα που εξυπηρετεί οδική, εναέρια, ποτάμια ή θαλάσσια μεταφορά. Παρέχει δε αυτά τα δεδομένα στην ομάδα επιθεώρησης αμέσως μόλις αυτή η τελευταία φθάσει στην εναλλακτική περίμετρο ή την οριστική περίμετρο, σε όποια από τις δύο φθάσει πρώτα.

24. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μπορεί να εκπληρώσει αυτή την υποχρέωση συγκεντρώνοντας, ως μεμονωμένη πληροφόρηση, έγγραφα κίνησης, φωτογραφίες, βιντεοκασσέτες ή δεδομένα που συλλέγονται με τη βοήθεια εξοπλισμού χημικού ελέγχου που παρέχεται από την ομάδα επιθεώρησης για την επίβλεψη τέτοιων εξόδων.

Επίσης, μπορεί, επιτόπου, να παρέχει την άδεια σε ένα ή περισσότερα μέλη της ομάδας επιθεώρησης όπως συντάσσουν έγγραφα κίνησης, λαμβάνουν φωτογραφίες, βιντεοσκοπούν την κίνηση στις εξόδους της περιοχής ή χρησιμοποιούν εξοπλισμό χημικού ελέγχου με πλήρη ανεξαρτησία, ως και να επιδίδονται και σε άλλες εγκεκριμένες δραστηριότητες μαζί με την ομάδα επιθεώρησης.

25. Η σφράγιση της περιοχής, όρος με τον οποίο νοείται η εκτέλεση των διαδικασιών επίβλεψης των εξόδων από την ομάδα επιθεώρησης, αρχίζει αμέσως μετά την άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στην εναλλακτική ή την οριστική περίμετρο, σε όποια από τις δύο φθάσει πρώτα.

26. Οι εν λόγω διαδικασίες περιλαμβάνουν: αναγνώριση των στοιχείων των οχημάτων που εγκαταλείπουν την περιοχή, σύνταξη των εγγράφων κίνησης, λήψη φωτογραφιών και βιντεοσκοπήσεις από την ομάδα επιθεώρησης των εξόδων της περιοχής και της κίνησης στις εξόδους. Η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να μεταβαίνει,με συνοδεία, σε οιοδήποτε άλλο σημείο της περιμέτρου προκειμένου να βεβαιώνεται ότι δεν εξέρχονται οχήματα από άλλα σημεία.

27. Οι περαιτέρω διαδικασίες που αποφασίζονται από κοινού από την ομάδα επιθεώρησης και το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος για τις δραστηριότητες ελέγχου των εξόδων, μπορούν να περιλαμβάνουν, μεταξύ άλλων:

α) Την χρησιμοποίηση περισυλλεκτών,

β) Την προσφυγή σε τυχαία επιλεκτική πρόσβαση,

γ) Την ανάλυση δειγμάτων.

28. Όλες οι δραστηριότητες σφράγισης της περιοχής και ελέγχου των εξόδων, διενεργούνται στο εσωτερικό μιάς ζώνης που περιβάλλει την περίμετρο,και της οποίας το πλάτος δεν είναι μεγαλύτερο από 50 μέτρα.

29. Η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να επιθεωρεί, συμμορφούμενη προς τις διατάξεις περί προσβάσεως μετά από συμφωνία, τα οχήματα που εγκαταλείπουν την περιοχή. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος πράττει ό,τι είναι ευλόγως δυνατό για να αποδείξει στην ομάδα επιθεώρησης ότι όχημα που υπόκειται στην επιθεώρηση και στο οποίο η ομάδα επιθεώρησης δεν έχει πλήρη πρόσβαση, δεν χρησιμοποιείται για σκοπούς που έχουν σχέση με τις αμφιβολίες όσον αφορά την ενδεχόμενη παραβίαση της Σύμβασης, οι οποίες διατυπώνονται στην αίτηση για επιθεώρηση.

30. Το προσωπικό και τα οχήματα που εισέρχονται στην περιοχή δεν υπόκεινται σε επιθεώρηση, ούτε το προσωπικό και τα Ι.Χ. οχήματα που μεταφέρουν επιβάτες και εγκαταλείπουν την περιοχή.

31. Οι ως άνω διαδικασίες μπορούν να συνεχίσουν να εφαρμόζονται καθ΄όλη τη διάρκεια της επιθεώρησης, αλλά δεν πρέπει να παρεμποδίζουν ή να καθυστερούν κατά μη εύλογο τρόπο την φυσιολογική λειτουργία της εγκατάστασης.

<u>Ενημέρωση που προηγείται της επιθεώρησης και σχέδιο επιθεώρησης</u>

32. Για να διευκολύνεται η εκπόνηση σχεδίου επιθεώρησης, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος διοργανώνει ενημερωτική συνάντηση σχετικά με τα θέματα ασφαλείας και πορευτικής που αφορούν την ομάδα επιθεώρησης, πριν από την πρόσβαση.

33. Η ενημέρωση που προηγείται της επιθεώρησης, διεξάγεται συμφώνως προς την παράγραφο 37 του Μέρους Β΄του παρόντος Προσαρτήματος. Κατά την διάρκεια της εν λόγω ενημέρωσης, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μπορεί να υποδεικνύει στην ομάδα επιθεώρησης τον εξοπλισμό, τα έγγραφα ή τις ζώνες που θεωρεί υψίστης (εθνικής) σημασίας και δεν έχουν σχέση με τον επιδιωκόμενο σκοπό της επιθεώρησης. Εξ άλλου, το αρμόδιο προσωπικό της περιοχής ενημερώνει την

ομάδα σχετικά με την διάταξη των χώρων και τα λοιπά σχετικά χαρακτηριστικά της περιοχής. Η ομάδα επιθεώρησης είναι εφοδιασμένη με χάρτη ή σχέδιο σε κλίμακα που παρουσιάζει όλες τις δομές και τα σημαντικά γεωγραφικά χαρακτηριστικά της περιοχής. Επίσης ενημερώνεται σχετικά με το προσωπικό και τα έγγραφα που αφορούν την εγκατάσταση και είναι διαθέσιμα.

34. Μετά από την ενημέρωση, η ομάδα επιθεώρησης εκπονεί, βάσει των καταλλήλων πληροφοριών που διαθέτει, σχέδιο αρχικής επιθεώρησης με το οποίο προσδιορίζονται οι δραστηριότητες που πρέπει να πραγματοποιήσει, συμπεριλαμβανομένων και των ειδικών ζωνών της περιοχής στις οποίες επιθυμεί να έχει πρόσβαση. Το σχέδιο, προσδιορίζει, επίσης, αν η ομάδα επιθεώρησης χωρίζεται σε μικρότερες ομάδες. Τίθεται δε στη διάθεση των εκπροσώπων του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους και της περιοχής επιθεώρησης. Η εκτέλεσή του είναι σύμφωνη με τις επιταγές των διατάξεων του Τμήματος Γ΄, συμπεριλαμβανομένων και εκείνων που αφορούν την πρόσβαση και τις δραστηριότητες.

<u>Δραστηριότητες περιμέτρου</u>

35. Αμέσως μόλις φθάσει στην οριστική περίμετρο ή στην εναλλακτική περίμετρο, σε όποια από τις δύο φθάσει πρώτα, η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να αρχίσει αμέσως δραστηριότητες περιμέτρου συμφώνως προς τις διαδικασίες που εκτίθενται στο παρόν Τμήμα, και να συνεχίσει τις εν λόγω δραστηριότητες μέχρις ότου ολοκληρωθεί η επιθεώρηση.

36. Στα πλαίσια των δραστηριοτήτων περιμέτρου, η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα:

α) Να χρησιμοποιεί εποπτικά όργανα συμφώνως προς τις παραγράφους 27-30 του Μέρους Β΄του παρόντος Προσαρτήματος,

β) Να διενεργεί δειγματοληψίες με σπόγγισμα και να λαμβάνει δείγματα του αέρος, του εδάφους ή των εκροών,

γ) Να διεξάγει όλες τις περαιτέρω δραστηριότητες που συμφωνεί ενδεχομένως με το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

37. Η ομάδα επιθεώρησης μπορεί να διεξάγει τις δραστηριότητες περιμέτρου στο εσωτερικό μιάς ζώνης που περιβάλλει εξωτερικά την περίμετρο, της οποίας το πλάτος δεν υπερβαίνει τα 50 μέτρα από την περίμετρο. Με την συγκατάθεση του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, η ομάδα επιθέωρησης μπορεί επίσης να έχει πρόσβαση σε οιοδήποτε κτίριο ή δομή που ευρίσκεται στο εσωτερικό της ζώνης που περιβάλλει την περίμετρο. Η επίβλεψη αφορά το εσωτερικό. Για τις δηλωθείσες εγκαταστάσεις, η εν λόγω ζώνη ευρίσκεται, κατ΄αρέσκεια του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, στο εσωτερικό, το εξωτερικό ή και στις δυο πλευρές της δηλωθείσας περιμέτρου.

Γ. ΔΙΕΝΕΡΓΕΙΑ ΤΩΝ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΕΩΝ

Γενικοί κανόνες

38. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος παρέχει το δικαίωμα πρόσβασης στο εσωτερικό της αιτουμένης περιμέτρου, ως και της οριστικής περιμέτρου, σε περίπτωση που αυτή η τελευταία διαφέρει από την πρώτη. Διαπραγματεύεται με την ομάδα επιθεώρησης την έκταση και τη φύση της πρόσβασης σε ένα ή περισσότερα συγκεκριμένα μέρη που ευρίσκονται στο εσωτερικό αυτών των περιμέτρων, συμφώνως προς τις διατάξεις περί προσβάσεως μετά από συμφωνία.

39. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος παρέχει το δικαίωμα πρόσβασης στο εσωτερικό της αιτουμένης περιμέτρου μόλις τούτο καθίσταται δυνατό, αλλά σε καμμία περίπτωση αργότερα από 108 ώρες μετά από την άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στο σημείο εισόδου, για να άρει τις αμφιβολίες ως προς μια ενδεχόμενη παραβίαση της Σύμ-

βασης, που διατυπώθηκαν στην αίτηση για επιθεώρηση.

40. Μετά από αίτηση της ομάδας επιθεώρησης, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μπορεί να παρέχει το δικαίωμα εναέριας πρόσβασης στην περιοχή επιθεώρησης.

41. Εκπληρώνοντας την υποχρέωση παροχής του δικαιώματος πρόσβασης όπως ορίζεται στην παράγραφο 38, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποχρεούται να παράσχει την όσο το δυνατόν ευχερέστερη πρόσβαση λαμβάνοντας υπ΄όψη όλες τις συνταγματικές υποχρεώσεις που πρέπει ενδεχομένως να εκπληρώσει σε θέματα δικαιωμάτων ιδιοκτησίας ή σε θέματα έρευνας και κατάσχεσης. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος έχει το δικαίωμα να λαμβάνει, συμφώνως προς την πρόσβαση μετά από συμφωνία, τα αναγκαία μέτρα για την προστασία της εθνικής ασφάλειας.Τις διατάξεις της παρούσας παραγράφου δεν μπορεί να επικαλείται το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος για να καλύψει την μη τήρηση της υποχρέωσής του να μην επιδίδεται σε δραστηριότητες που απαγορεύονται από την Σύμβαση.

42. Σε περίπτωση μη παροχής του δικαιώματος ελεύθερης πρόσβασης σε χώρους, σε δραστηριότητες ή σε πληροφορίες, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποχρεούται να πράξει ό,τι είναι ευλόγως δυνατό για να παράσχει εναλλακτικά μέσα για να άρει τις αμφιβολίες σχετικά με ενδεχόμενη παραβίαση της Σύμβασης, βάσει των οποίων διενεργείται η επιθεώρηση.

43. Κατά την άφιξη στην οριστική περίμετρο των δηλωθέντων εγκαταστάσεων συμφώνως προς τα άρθρα 4, 5 και 6, η πρόσβαση παρέχεται μετά από ενημέρωση που προηγείται της επιθεώρησης, και συζήτηση σχετικά με το σχέδιο επιθεώρησης, που περιορίζονται στο ελάχιστο που απαιτείται και δεν διαρκούν περισσότερο από τρεις ώρες.

Για τις εγκαταστάσεις που δηλώνονται συμφώνως προς την παράγραφο 1, εδάφιο δ) του άρθρου 3, οι διαπραγματεύσεις διεξάγονται και το δικαίωμα πρόσβασης μετά από συμφωνία ισχύει το αργότερο 12 ώρες μετά από την άφιξη στην οριστική περίμετρο.

44. Διενεργώντας την επιθεώρηση συμφώνως προς την αίτηση για επιθεώρηση, η ομάδα επιθεώρησης χρησιμοποιεί μόνο τις μεθόδους που απαιτούνται για την συλλογή ικανών στοιχείων για την άρση των αμφιβολιών όσον αφορά την παραβίαση των διατάξεων της Συνθήκης, και απέχει δραστηριοτήτων που δεν έχουν σχέση με αυτές. Συγκεντρώνει τα μεμονωμένα στοιχεία που έχουν σχέση με την ενδεχόμενη παραβίαση της Σύμβασης από το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, αλλά δεν επιδιώκει την λήψη στοιχείων που σαφώς δεν έχουν καμμία σχέση με το αντικείμενο, εκτός αν το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος το ζητήσει ρητά. Δεν φυλάσσονται τα στοιχεία που συγκεντρώνονται και στη συνέχεια κρίνονται άσχετα με το αντικείμενο της επιθεώρησης.

45. Η ομάδα επιθεώρησης καθοδηγείται από την αρχή βάσει της οποίας αρμόζει να διενεργεί την επιθεώρηση κατά τρόπο ώστε η παρέμβασή της να περιορίζεται στο ελάχιστο δυνατό,και σε εναρμόνιση με την αποτελεσματική και εμπρόθεσμη εκπλήρωση της αποστολής της. Κάθε φορά που είναι δυνατόν, η ομάδα αρχίζει την επιθεώρηση ακολουθώντας τις ολιγότερο παρεμβατικές διαδικασίες που κρίνει αποδεκτές και συνεχίζει με περισσότερο παρεμβατικές διαδικασίες μόνον όταν το κρίνει αναγκαίο.

<u>Πρόσβαση μετά από συμφωνία</u>

46. Η ομάδα επιθεώρησης λαμβάνει υπ΄όψη της τις τροποποιήσεις που προτίθεται να επιφέρει στο σχέδιο επιθεώρησης και τις προτάσεις που μπορεί να κάνει το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, σε όποια φάση κι αν ευρίσκεται η επιθεώρηση, ακόμα και κατά την

διάρκεια την ενημέρωσης που προηγείται της επιθεώρησης, για την προστασία του εξοπλισμού, των πληροφοριών ή των ζωνών υψίστης (εθνικής) σημασίας που δεν έχουν σχέση με τα χημικά όπλα.

47. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος υποδεικνύει τα σημεία εισόδου στο εσωτερικό της περιμέτρου και τα σημεία εξόδου από αυτή. Η ομάδα επιθεώρησης και το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος διαπραγματεύονται: τον βαθμό δυνατότητας πρόσβασης σε οιοδήποτε μέρος ή σε όλα τα συγκεκριμένα μέρη στο εσωτερικό της αιτουμένης περιμέτρου και της οριστικής περιμέτρου, όπως προβλέπεται στην παράγραφο 48· τις δραστηριότητες επιθεώρησης (συμπεριλαμβανομένης και της δειγματοληψίας) που θα διενεργήσει η ομάδα επιθεώρησης· τις δραστηριότητες που θα διενεργήσει το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος· και τις πληροφορίες που πρέπει να παράσχει το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

48. Συμφώνως προς τις οικείες διατάξεις του Προσαρτήματος περί απορρήτου, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος έχει το δικαίωμα να λαμβάνει μέτρα για την προστασία των εγκαταστάσεων υφίστης (εθνικής) σημασίας και για την παρεμπόδιση της διάδοσης απορρήτων πληροφοριών και δεδομένων που δεν έχουν σχέση με τα χημικά όπλα. Τα εν λόγω μέτρα μπορούν ειδικότερα να συνίστανται:

α) Στην αφαίρεση από τα γραφεία των απορρήτων εγγράφων,

β) Στην κάλυψη των υψίστης (εθνικής) σημασίας στοκ και εξοπλισμών,

γ) Στην κάλυψη υψίστης (εθνικής) σημασίας τμημάτων εξοπλισμών,όπως οι ηλεκτρονικοί υπολογιστές ή τα ηλεκτρονικά συστήματα,

δ) Στην διακοπή σύνδεσης των πληροφορικών συστημάτων και στην διακοπή λειτουργίας οθονων δεδομενων,

ε) Στον περιορισμό των αναλύσεων δειγμάτων στον προσδιορισμό της παρουσίας ή της απουσίας χημικών προϊόντων που έχουν καταχωρηθεί

στους Πίνακες 1, 2 και 3 ή σχετικών προϊόντων αποδόμησης,

στ)Στην προσφυγή σε τεχνικές τυχαίας επιλεκτικής πρόσβασης. Οι επιθεωρητές παρακαλούνται όπως ορίζουν ποσοστό ή συγκεκριμένο αριθμό κτιρίων της επιλογής τους για να τα επιθεωρούν. Η ίδια αρχή μπορεί να εφαρμόζεται στο εσωτερικό και το περιεχόμενο χαρακτηρισμένων κτιρίων,

ζ) Σε εξαιρετικές περιπτώσεις, στην παροχή αδείας σε ορισμένους μόνο επιθεωρητές για να έχουν πρόσβαση σε ορισμένα μέρη της περιοχής επιθεώρησης.

49. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος κάνει ό,τι είναι ευλόγως δυνατόν για να αποδείξει στην ομάδα επιθεώρησης ότι όλα τα αντικείμενα, τα κτίρια, οι δομές, τα τεπόζιτα ή οχήματα στα οποία η ομάδα επιθεώρησης δεν είχε πλήρη πρόσβαση ή τα οποία έτυχαν προστασίας συμφώνως προς τις διατάξεις της παραγράφου 48, δεν χρησιμοποιούνται για σκοπούς που έχουν σχέση με τις αμφιβολίες σχετικά με ενδεχόμενη παραβίαση της Συνθήκης, που διατυπώθηκαν στην αίτηση για επιθεώρηση.

50. Τούτο μπορεί να επιτευχθεί μεταξύ άλλων με την μερική αφαίρεση καλύμματος, ασφαλείας ή άλλου, του εξωτερικού, κατ΄αρέσκεια του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, με οπτική εξέταση του εσωτερικού κλειστού χώρου που διενεργείται από την είσοδό του, ή με άλλες μεθόδους.

51. Οι ακόλουθες διατάξεις εφαρμόζονται στις εγκαταστάσεις που δηλώνονται συμφώνως προς τα άρθρα 4, 5 και 6:

α) Για τις εγκαταστάσεις που αποτελούν το αντικείμενο συμφωνιών εγκατάστασης, η πρόσβαση και οι δραστηριότητες στο εσωτερικό της οριστικής περιμέτρου εξασφαλίζονται χωρίς εμπόδια μέσα στα όρια που ορίζουν οι συμφωνίες.

β) Για τις εγκαταστάσεις που δεν αποτελούν το αντικείμενο συμφωνιών εγκατάστασης, η πρόσβαση και οι δραστηριότητες υπόκεινται σε διαπραγματεύσεις συμφώνως προς τις γενικές κατευθυντήριες αρχές περί επιθεωρήσεων που διατυπώνονται σε εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης.

γ) Κάθε πρόσβαση ευχερέστερη από εκείνη που παρέχεται για τις επιθεωρήσεις που διενεργούνται συμφώνως προς τα άρθρα 4, 5 και 6, διέπεται από τις διαδικασίες που αναφέρονται στο παρόν Τμήμα.

52. Οι ακόλουθες διατάξεις εφαρμόζονται στις εγκαταστάσεις που δηλώνονται συμφώνως προς την παράγραφο 1, εδάφιο δ), του άρθρου 3. Εάν το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δεν έχει παράσχει πλήρη πρόσβαση σε ζώνες ή δομές που δεν έχουν σχέση με τα χημικά όπλα, κατά τις διαδικασίες που αναφέρονται στις παραγράφους 47 και 48 του παρόντος Τμήματος, πράττει ό,τι είναι ευλόγως δυνατόν για να αποδείξει στην ομάδα επιθεώρησης ότι οι εν λόγω ζώνες ή δομές δεν χρησιμοποιούνται για σκοπούς που έχουν σχέση με τις αμφιβολίες όσον αφορά την ενδεχόμενη παραβίαση της Σύμβασης, που διατυπώνονται στην αίτηση για επιθεώρηση.

Παρατηρητής

53. Σε εφαρμογή των διατάξεων της παραγράφου 12 του άρθρου 9 σχετικά με την συμμετοχή παρατηρητού στην επιθεώρηση, το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος εξασφαλίζει την επαφή με την Τεχνική Γραμματεία για τον συντονισμό της άφιξης του παρατηρητή στο ίδιο σημείο εισόδου που ορίζεται για την ομάδα επιθεώρησης, εντός ευλόγου προθεσμίας σε σχέση με την άφιξη της ομάδας.

54. Ο παρατηρητής έχει το δικαίωμα, καθ΄όλη τη διάρκεια της επιθεώρησης, να είναι σε επαφή με την Πρεσβεία του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους που ευρίσκεται στην επικράτεια του επιθεω-

ρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους ή του φιλοξενούντος Κράτους, ή, ελλείψει Πρεσβείας, με το ίδιο το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος παρέχει στον παρατηρητή μέσα επικοινωνίας.

55. Ο παρατηρητής έχει το δικαίωμα να φθάνει στην εναλλακτική περίμετρο ή στην οριστική περίμετρο, σε όποια από τις δύο έφθασε πρώτα η ομάδα επιθεώρησης, και να έχει πρόσβαση στην περιοχή επιθεώρησης, όπως αυτή παρέχεται από το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Ο παρατηρητής έχει το δικαίωμα να κάνει συστάσεις στην ομάδα επιθεώρησης, τις οποίες αυτή η τελευταία λαμβάνει υπ΄όψη στο μέτρο που τις κρίνει χρήσιμες για την περίπτωση. Καθ΄όλη τη διάρκεια της επιθεώρησης, η ομάδα επιθεώρησης ενημερώνει τον παρατηρητή σχετικά με την πρόοδο της επιθεώρησης και τις διαπιστώσεις.

56. Καθ΄όλη τη διάρκεια παραμονής του στη χώρα, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος παρέχει στον παρατηρητή, ή λαμβάνει τα απαιτούμενα για την παροχή τους μέτρα, τις αναγκαίες διευκολύνσεις, όπως μέσα επικοινωνίας, υπηρεσίες διερμηνείας, μεταφορικά μέσα, γραφεία, κατοικία, γεύματα και ιατροφαρμακευτική περίθαλψη. ΄Ολα τα έξοδα παραμονής του παρατηρητή στην επικράτεια του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους ή του φιλοξενούντος Κράτους,βαρύνουν το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

<u>Διάρκεια της επιθεώρησης</u>

57. Η διάρκεια επιθεώρησης δεν υπερβαίνει τις 84 ώρες, εκτός αν παρατείνεται μετά από συμφωνία με το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

Δ. ΔΡΑΣΤΗΡΙΟΤΗΤΕΣ ΠΟΥ ΕΠΟΝΤΑΙ ΤΗΣ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΕΩΣ

<u>Αναχώρηση</u>

58. Μόλις ολοκληρωθεί η διαδικασία που έπεται της επιθεωρήσεως στην περιοχή επιθεώρησης, η ομάδα επιθεώρησης και ο παρατηρητής του αιτούντος Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους επιστρέφουν χωρίς καθυστέρηση σε ένα από τα σημεία εισόδου, και εγκαταλείπουν την επικράτεια του επιθεωρηθέντος Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους το ταχύτερο δυνατό.

Εκθέσεις

59. Στην έκθεση επιθεώρησης αναφέρονται περιληπτικά και εκγενικευμένα οι δραστηριότητες που διενεργήθηκαν και τα περιστατικά που διαπιστώθηκαν από την ομάδα επιθεώρησης, ιδιαίτερα όσον αφορά τις αμφιβολίες σχετικά με την ενδεχόμενη παραβίαση της Σύμβασης, που διατυπώνονται στην αίτηση για επιθεώρηση. Η εν λόγω έκθεση περιορίζεται στις πληροφορίες που έχουν άμεση σχέση με την Σύμβαση. Επίσης, περιλαμβάνει μια εκτίμηση από την ομάδα επιθεώρησης του βαθμού και της φύσης της πρόσβασης και της συνεργασίας που παρασχέθηκαν στους επιθεωρητές και της δυνατότητας αυτών να εκτελέσουν τα καθήκοντά τους. Αναλυτικές πληροφορίες όσον αφορά τις αμφιβολίες σχετικά με την ενδεχόμενη παραβίαση της Σύμβασης, οι οποίες διατυπώνονται στην αίτηση για επιθεώρηση, εκτίθενται σε προσάρτημα της τελικής έκθεσης και φυλάσσονται στην Τεχνική Γραμματεία με τις κατάλληλες εγγυήσεις για την προστασία των απορρήτων πληροφοριών.

60. Εντός 72 ωρών από της επιστροφής τους στον κύριο χώρο εργασίας τους, οι επιθεωρητές υποβάλλουν στον Γενικό Διευθυντή μια προκαταρκτική έκθεση επιθεώρησης, αφού λάβουν υπ΄όψη τους, ειδικότερα, τις διατάξεις της παραγράφου 17 του Προσαρτήματος περί απορρήτου. Ο Γενικός Διευθυντής διαβιβάζει χωρίς καθυστέρηση την προκαταρκτική έκθεση στο αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, στο επιθεωρηθέν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος και στο Εκτελεστικό

Συμβούλιο.

61. Ένα σχέδιο της τελικής έκθεσης τίθεται στη διάθεση του επιθεωρηθέντος Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους εντός 20 ημερών από της ολοκληρώσεως της επιθεωρήσεως. Το επιθεωρηθέν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος έχει το δικαίωμα να υποδεικνύει όλες τις πληροφορίες και τα δεδομένα που δεν έχουν σχέση με τα χημικά όπλα και που, λόγω του απορρήτου χαρακτήρα τους, δεν θα πρέπει, κατά τη γνώμη του εν λόγω Κράτους, να κοινοποιηθούν εκτός της Τεχνικής Γραμματείας. Η Τεχνική Γραμματεία εξετάζει τις τροπολογίες που το επιθεωρηθέν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος προτείνει να γίνουν στο σχέδιο της τελικής έκθεσης και τις εγκρίνει προσηκόντως, οσάκις τούτο είναι δυνατόν. Η τελική έκθεση παραδίδεται στον Γενικό Διευθυντή το αργότερο 30 ημέρες μετά από την ολοκλήρωση της επιθεώρησης ώστε να κοινοποιηθεί και εξετασθεί περαιτέρω, συμφώνως προς τις παραγράφους 21-25 του άρθρου 9.

ΜΕΡΟΣ ΙΑ΄

ΕΡΕΥΝΕΣ ΜΕΤΑ ΑΠΟ ΔΙΑΤΥΠΩΣΗ ΙΣΧΥΡΙΣΜΩΝ ΠΕΡΙ ΧΡΗΣΕΩΣ ΧΗΜΙΚΩΝ ΟΠΛΩΝ

Α. ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

1. Οι έρευνες μετά από διατύπωση ισχυρισμών περί χρήσεως χημικών όπλων ή μέσων καταστολής ως πολεμικά μέσα σε εφαρμογή του άρθρου 9 ή 10, διεξάγονται συμφώνως προς το παρόν Προσάρτημα και τις αναλυτικές διαδικασίες που θα ορίσει ο Γενικός Διευθυντής.

2. Οι κάτωθι συμπληρωματικές διατάξεις αναφέρονται στις ειδικές διαδικασίες που πρέπει να ακολουθούνται σε περίπτωση που διατυπώνονται ισχυρισμοί περί χρήσεως χημικών όπλων.

Β. ΔΡΑΣΤΗΡΙΟΤΗΤΕΣ ΠΟΥ ΠΡΟΗΓΟΥΝΤΑΙ ΤΗΣ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΗΣ

Αίτηση για έρευνα

3. Η αίτηση για έρευνα μετά από διατύπωση ισχυρισμών περί χρήσεως χημικών όπλων, η οποία υποβάλλεται στον Γενικό Διευθυντή, θα πρέ-

πει να περιλαμβάνει, στο μέτρο που είναι δυνατόν, τις ακόλουθες πληροφορίες:

α) Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος στην επικράτεια του οποίου ενδεχομένος χρησιμοποιήθηκαν χημικά όπλα,

β) Σημείο εισόδου ή άλλες σίγουρες οδοί πρόσβασης που υποδεικνύονται,

γ) θέση και χαρακτηριστικά των ζωνών στις οποίες ενδεχομένως χρησιμοποιήθηκαν χημικά όπλα,

δ) Χρόνος κατά τον οποίο ενδεχομένως χρησιμοποιήθηκαν χημικά όπλα,

ε) Τύποι χημικών όπλων που ενδεχομένως χρησιμοποιήθηκαν,

στ) Έκταση της ενδεχόμενης χρήσης χημικών όπλων,

ζ) Χαρακτηριστικά των δηλητηριωδών/τοξικών χημικών προϊόντων που ενδεχομένως χρησιμοποιήθηκαν,

η) Συνέπειες για τους ανθρώπους, τα ζώα και την βλάστηση,

θ) Εν ανάγκη, αίτηση ειδικής συνδρομής.

4. Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος που ζήτησε την έρευνα, μπορεί οποτεδήποτε να παράσχει οιαδήποτε περαιτέρω πληροφορία κρίνει αναγκαία.

Κοινοποίηση

5. Ο Γενικός Διευθυντής γνωρίζει πάραυτα στο αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος λήψη της αίτησής του και ενημερώνει σχετικά το Εκτελεστικό Συμβούλιο και όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη.

6. Εάν χρειάζεται, ο Γενικός Διευθυντής ενημερώνει το συγκεκριμένο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ότι ζητήθηκε να διενεργηθεί έρευνα στην επικράτειά του. Ο Γενικός Διευθυντής ενημερώνει επίσης άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη, σε περίπτωση που είναι αναγκαίο να παρασχεθεί δικαίωμα πρόσβασης στην επικράτειά τους κατά την διάρκεια της έρευνας.

Συγκρότηση ομάδας επιθεώρησης

7. Ο Γενικός Διευθυντής καταρτίζει κατάλογο με τα ονόματα εξειδικευμένων εμπειρογνωμόνων των οποίων οι γνώσεις σε έναν ιδιαίτερο τομέα θα μπορούσαν να είναι αναγκαίες στα πλαίσια έρευνας μετά από διατύπωση ισχυρισμών περί χρήσεως χημικών όπλων και κρατά συνεχώς ενημερωμένο τον εν λόγω κατάλογο. Ο εν λόγω κατάλογος κοινοποιείται εγγράφως σε κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος το αργότερο 30 ημέρες μετά από την έναρξη ισχύος της Σύμβασης και κάθε φορά θα τροποποιείται. Κάθε εξειδικευμένος εμπειρογνώμονας του οποίου το όνομα αναγράφεται στον εν λόγω κατάλογο,θεωρείται διορισμένος εκτός αν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, το αργότερο 30 ημέρες μετά από τη λήψη του καταλόγου, δηλώσει εγγράφως την αντίθεσή του.

8. Ο Γενικός Διευθυντής επιλέγει τον επικεφαλής και τα μέλη μιάς ομάδας επιθεώρησης μεταξύ των επιθεωρητών και των βοηθών επιθεωρητού που έχουν ήδη διορισθεί για τις επιθεωρήσεις τη αιτήσει Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, λαμβάνοντας υπ΄όψη τις συνθήκες και την ιδιαίτερη φύση μιάς αίτησης. Εξ άλλου, μέλη της ομάδας επιθεώρησης μπορούν να εκλέγονται από τον κατάλογο με τα ονόματα εξειδικευμένων εμπειρογνωμόνων οσάκις, κατά την γνώμη του Γενικού Διευθυντού, εξειδικευμένες γνώσεις που δεν έχουν οι ήδη διορισμένοι επιθεωρητές, απαιτούνται για την καλή διεξαγωγή μιάς συγκεκριμένης έρευνας.

9. Κατά την ενημέρωση που γίνεται στην ομάδα επιθεώρησης, ο Γενικός Διευθυντής φέρει σε γνώση της όλες τις περαιτέρω πληροφορίες που του έχει ενδεχομένως παράσχει το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ή που έχει ενδεχομένως συγκεντρώσει από άλλη πηγή, ώστε η επιθεώρηση να μπορέσει να διεξαχθεί όσο το δυνατόν πιο αποτελεσματικά και το ταχύτερο δυνατόν.

Αποστολή της ομάδας επιθεώρησης στον τόπο επιθεώρησης

10. Αμέσως μετά από την λήψη μιάς αίτησης για έρευνα μετά από διατύπωση ισχυρισμών περί χρήσεως χημικών όπλων, ο Γενικός Διευθυντής, με επαφές με τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη, τους ζητά να ρυθμίσουν τα της υποδοχής της ομάδας και επιβεβαιώνει τις εν λόγω ρυθμίσεις.

11. Ο Γενικός Διευθυντής αποστέλει την ομάδα στον τόπο επιθεώρησης το ταχύτερο δυνατόν, λαμβάνοντας υπ΄όψη την ασφάλεια αυτής.

12. Εάν η ομάδα επιθεώρησης δεν έχει αποσταλεί στον τόπο επιθεώρησης εντός 24ώρου από της λήψης της αίτησης, ο Γενικό Διευθυντής ενημερώνει το Εκτελεστικό Συμβούλιο και τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη-κράτη για τους λόγους αυτής της καθυστέρησης.

Ενημέρωση

13. Η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να τύχει ενημέρωσης εκ μέρους των εκπροσώπων του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους αμέσως μετά την άφιξή της και οποτεδήποτε κατά την διάρκεια της επιθεώρησης.

14. Πριν από την έναρξη της επιθεώρησης, η ομάδα καταρτίζει σχέδιο επιθεώρησης που χρησιμεύει, μεταξύ άλλων, ως βάση για τις επιμέρους συμφωνίες και ρυθμίσεις σχετικά με την καταλυτική και την ασφάλεια. Το σχέδιο επιθεώρησης ενημερώνεται ανάλογα.

Γ. ΔΙΕΞΑΓΩΓΗ ΤΩΝ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΕΩΝ

Πρόσβαση

15. Η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να έχει πρόσβαση σε όλες ανεξαιρέτως τις ζώνες που μπορούν να έχουν επηρρεασθεί από την ενδεχόμενη χρήση χημικών όπλων. Επίσης, έχει δικαίωμα πρόσβασης στα νοσοκομεία, στα στρατόπεδα προσφύγων και στους λοιπούς χώρους που κρίνει σχετικούς για την αποτελεσματική έρευνα μετά

από διατύπωση ισχυρισμών περί χρήσεως χημικών όπλων. Για την παροχή τέτοιου δικαιώματος πρόσβασης, η ομάδα επιθεώρησης συνεννοείται με το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος.

Δειγματοληψία

16. Η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να λαμβάνει δείγματα. Ο τύπος και η ποσότητα των εν λόγω δειγμάτων θα είναι ο τύπος και η ποσότητα που η ομάδα επιθεώρησης κρίνει ότι απαιτούνται. Εάν η ομάδα επιθεώρησης το κρίνει αναγκαίο, και εάν το ζητήσει από το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, αυτό το τελευταίο βοηθά στην δειγματοληψία υπό την εποπτεία επιθεωρητών ή βοηθών επιθεωρητού. Επίσης, το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος επιτρέπει την λήψη καταλλήλων δειγματών μαρτύρων στις ζώνες που συνορεύουν με τον τόπο στον οποίο ενδεχομένως έχουν χρησιμοποιηθεί χημικά όπλα και σε άλλες ζώνες, ανάλογα με τα αιτήματα της ομάδας επιθεώρησης, και συνεργάζεται στα πλαίσια της εν λόγω επιχείρησης.

17. Τα σημαντικά δείγματα για μια έρευνα που διεξάγεται μετά από διατύπωση ισχυρισμών περί χρήσεως χημικών όπλων, περιλαμβάνουν τα δείγματα δηλητηριωδών/τοξικών χημικών προϊόντων, πυρομαχικών και οργάνων, καταλοίπων πυρομαχικών και οργνάνων, τα δείγματα που λαμβάνονται από το περιβάλλον (αέρας, έδαφος, βλάστηση, νερό, χιόνι, κλπ.)' και τα βιο-ιατρικά δείγματα που λαμβάνονται από τους ανθρώπους ή τα ζώα (αίμα, ούρα, κόπρανα, ιστοί, κλπ.).

18. Εάν δεν είναι δυνατόν να ληφθούν δείγματα εις διπλούν, και εάν η ανάλυση πραγματοποιείται σε εργαστήρια εκτός του εργοστασίου, όλα τα δείγματα που περισσεύουν παραδίδονται στο επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, εάν αυτό το τελευταίο το ζητήσει, αμέσως μετά από την ολοκλήρωση των αναλύσεων.

Επέκταση της περιοχής επιθεώρησης

19. Εάν, κατά την διάρκεια επιθεώρησης, η ομάδαα επιθεώρησης κρίνει αναγκαίο να επεκτείνει την έρευνά της σε γειτονικό Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, ο Γενικός Διευθυντής προειδοποιεί το εν λόγω Κράτος ότι είναι αναγκαίο να υπάρξει πρόσβαση στην επικράτειά του, του ζητά να προβεί στις σχετικές με την υποδοχή της ομάδας ρυθμίσεις και επιβεβαιώνει τις εν λόγω επιμέρους ρυθμίσεις και συμφωνίες.

Παράταση της επιθεώρησης

20. Εάν η ομάδα επιθεώρησης εκτιμά ότι είναι αδύνατον να εισχωρήσει ακίνδυνα στην ιδιαίτερη ζώνη που ενδιαφέρει την έρευνα, το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος ενημερώνεται πάραυτα. Εν ανάγκη, ο χρόνος επιθεώρησης παρατείνεται μέχρις ότου εξασφαλισθεί ασφαλής πρόσβαση και η ομάδα επιθεώρησης ολοκληρώσει την αποστολή της.

Συνομιλίες

21. Η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να ερωτά και εξετάζει πρόσωπα που ενδεχομένως έχουν υποστεί βλάβη από την ενδεχόμενη χρήση χημικών όπλων. Επίσης, έχει το δικαίωμα να εξετάζει αυτόπτες μάρτυρες σχετικά με την ενδεχόμενη χρήση χημικών όπλων, από το νοσηλευτικό προσωπικό και άλλα πρόσωπα που περίθαλψαν άτομα τα οποία ενδεχομένως υπέστησαν βλάβη από μια τέτοια χρήση ή που ήρθαν σε επαφή με αυτά. Η ομάδα επιθεώρησης έχει πρόσβαση στα ιατρικά αρχεία, αν είναι διαθέσιμα, και είναι εξουσιοδοτημένη να συμμετέχει, εάν συντρέχει λόγος, στην αυτοψία της σορού ατόμων που ενδεχομένως υπέστησαν βλάβη από την ενδεχόμενη χρήση χημικών όπλων.

Δ. ΕΚΘΕΣΕΙΣ

Διαδικασία

22. Το αργότερο 24 ώρες μετά από την άφιξή της στην επικράτεια του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, η ομάδα επιθεώρησης αποστέλει στον Γενικό Διευθυντή μια έκθεση σχετικά με την κατάσταση. Εάν είναι αναγκαίο, του αποστέλει εκθέσεις πεπραγμένων καθ΄όλη τη διάρκεια της έρευνας.

23. Το αργότερο 72 ώρες μετά από την επιστροφή της στον κύριο τόπο εργασίας της, η ομάδα επιθεώρησης υποβάλλει προκαταρκτική έκθεση στον Γενικό Διευθυντή. Η τελική έκθεση παραδίδεται στον Γενικό Διευθυντή το αργότερο 30 ημέρες μετά από την επιστροφή της ομάδας επιθεώρησης στον κύριο τόπο εργασίας της. Ο Γενικός Διευθυντής διαβιβάζει χωρίς καθυστέρηση την προκαταρκτική έκθεση και την τελική έκθεση στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη.

Περιεχόμενο

24.Στην έκθεση σχετικά με την κατάσταση αναφέρεται κάθε επείγουσα ανάγκη συνδρομής και παρέχονται όλες οι σχετικές πληροφορίες.Στις εκθέσεις πεπραγμένων αναφέρεται οιαδήποτε άλλη ανάγκη συνδρομής που διαπιστώνεται ενδεχομένως κατά την διάρκεια της έρευνας.

25.Στην τελική έκθεση αναφέρονται περιληπτικά τα περιστατικά που διαπιστώθηκαν κατά την διάρκεια της επιθεώρησης, ιδιαίτερα δε όσον αφορά τους ισχυρισμούς περί χρήσης χημικών όπλων,που διατυπώνονται στην αίτηση. Εξ άλλου, κάθε έκθεση έρευνας σχετικά με ισχυρισμούς περί χρήσης χημικών όπλων, πρέπει να περιλαμβάνει περιγραφή της διαδικασίας έρευνας, με αναφορά στις διάφορες φάσεις, ιδιαίτερα όσον αφορά:

α) Τους τόπους και τις ημερομηνίες δειγματοληψιών και διενέργειας επιτοπιων αναλυσεων,

β) Τα αποδεικτικά στοιχεία, όπως οι μαγνητοφωνήσεις συνομιλιών, τα αποτελέσματα ιατρικών εξετάσεων και επιστημονικών αναλύσεων,

και τα έγγραφα που εξετάζονται από την ομάδα επιθεώρησης.

26. Εάν η ομάδα επιθεώρησης συγκεντρώνει στα πλαίσια της έρευνας-μεταξύ άλλων χάρις στην αναγνώριση αποβλήτων και άλλων ουσιών κατά την διάρκεια της εργαστηριακής ανάλυσης των δειγμάτων που έχουν ληφθεί-πληροφορίες που μπορούνεν-δεχομένως να χρησιμεύσουν στον προσδιορισμό τής προέλευσης οιουδήποτε χημικού όπλου το οποίο ενδεχομένως έχει χρησιμοποιηθεί, ενσωματώνει τις εν λόγω πληροφορίες στην έκθεση.

Ε. ΚΡΑΤΗ ΠΟΥ ΔΕΝ ΕΙΝΑΙ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ ΤΗΣ ΠΑΡΟΥΣΑΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ

27.Εάν ισχυρισμός περί χρήσης χημικών όπλων εμπλέκει Κράτος που δεν είναι Συμβαλλόμενο Μέρος της Σύμβασης ή αφορά τόπους που δεν υπόκεινται στον έλεγχο Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, ο Οργανισμός συνεργάζεται στενά με τον Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Εάν του ζητηθεί, ο Οργανσιμός θέτει τις πηγές του στη διάθεση του Γενικού Γραμματέα του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών.

*

* *

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ ΠΕΡΙ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΤΩΝ ΑΠΟΡΡΗΤΩΝ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ ("ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ ΠΕΡΙ ΑΠΟΡΡΗΤΟΥ")

Α. ΓΕΝΙΚΕΣ ΑΡΧΕΣ ΕΠΕΞΕΡΓΑΣΙΑΣ ΤΩΝ ΑΠΟΡΡΗΤΩΝ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ

1. Η υποχρέωση όσον αφορά την προστασία των απορρήτων πληροφοριών εφαρμόζεται στην επαλήθευση των δραστηριοτήτων και των εγκαταστάσεων, τόσο των πολιτικών όσο και των στρατιωτικών. Συμφώνως προς τις γενικές υποχρεώσεις που διατυπώνονται στο άρθρο 8, ο Οργανισμός:

α) Απαιτεί μόνο το ελάχιστο των πληροφοριών και δεδομένων που απαιτείται για να εκπληρώνει τα καθήκοντα που έχει αναλάβει δυνάμει της παρούσας Σύμβασης εντός των επιθυμουμένων προθεσμιών και με την επιθυμούμενη αποτελεσματικότητα,

β) Λαμβάνει τα απαιτούμενα μέτρα ώστε οι επιθεωρητές και τα λοιπά μέλη του προσωπικού που προσλαμβάνονται από την Τεχνική Γραμματεία, να διακρίνονται για την αποτελεσματικότητά τους, την εμπειρία και την ακεραιότητα του χαρακτήρα τους,

γ) Εκπονεί συμφωνίες και κανονισμούς εφαρμογής των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης και καθορίζει όσο΄το δυνατόν πιο αναλυτικά τις πληροφορίες για τις οποίες Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος οφείλει να παρέχει το δικαίωμα ελεύθερης πρόσβασης.

2. Κατ΄εξοχήν αρμόδιος για την προστασία των απορρήτων πληροφοριών είναι ο Γενικός Διευθυντής. Ορίζει αποτελεσματικό σύστημα επεξεργασίας των απορρήτων πληροφοριών από την Τεχνική Γραμματεία,συμμορφούμενος στις ακόλουθες κατευθυντήριες διατάξεις:

α) Η πληροφορία θεωρείται απόρρητη οσάκις:

ι) Χαρακτηρίζεται απόρρητη από το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος από το οποίο προέρχεται και στο οποίο αναφέρεται, ή οσάκις

ιι) Ο Γενικός Διευθυντής εκτιμά ότι η μη επιτρεπόμενη διάδοσή της ενδεχομένως βλάψει το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος το

οποίο αφορά ή τους μηχανισμούς εφαρμογής της παρούσας Σύμβασης,

β) Όλα τα δεδομένα και όλα τα έγγραφα που λαμβάνει η Γενική Γραμματεία, αξιολογούνται από την αρμόδια Υπηρεσία αυτής, προκειμένου να ελεγχθεί αν περιλαμβάνουν απόρρητες πληροφορίες. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη λαμβάνουν σε τακτά χρονικά διαστήματα κοινοποίηση των δεδομένων που χρειάζονται για να βεβαιώνονται ότι τα λοιπά Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη δεν έπαψαν να τηρούν την παρούσα Σύμβαση. Τα εν λόγω δεδομένα περιλαμβάνουν ειδικότερα:

ι) Τις δηλώσεις και τις αρχικές και ετήσιες εκθέσεις που υποβάλλονται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη σε εφαρμογή των άρθρων 3, 4, 5 και 6, και συμφώνως προς τις διατάξεις του Προσαρτήματος περί επαλήθευσης,

ιι) Τις γενικές εκθέσεις περί των αποτελεσμάτων και της αποτελεσματικότητας των δραστηριοτήτων επαλήθευσης,

ιιι) Τις πληροφορίες που πρέπει να παρέχονται σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη συμφώνως προς τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης,

γ) Καμμία πληροφορία που λαμβάνει ο Οργανισμός στα πλαίσια της εφαρμογής της παρούσας Σύμβασης, δεν δημοσιεύεται ή διαδίδεται, εκτός αν:

ι) Η Σύνοδος ή το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφασίσει να επιλέξει και δημοσιοποιήσει γενικής φύσης πληροφορίες σχετικά με την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης,

ιι) Το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος δώσει τη ρητή συγκατάθεσή του όσον αφορά την διάδοση πληροφοριών που το αφορούν,

ιιι) Ο Οργανισμός προβεί σε κοινοποίηση χαρακτηρισμένων πληροφοριών με διαδικασίες που εγγυώνται ότι η διάδοσή τους

είναι πλήρως εναρμονισμένη με τις επιταγές της παρούσας Σύμβασης. Οι εν λόγω διαδικασίες εξετάζονται και εγκρίνονται από την Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο ι), του άρθρου 8,

δ) Ο βαθμός σπουδαιότητας των απορρήτων δεδομένων ή εγγράφων πρέπει να καθορίζεται, βάσει κοινών κριτηρίων, ώστε η πληροφορία να υπόκειται στην κατάλληλη επεξεργασία και προστασία. Γι'αυτό το λόγο, υιοθετείται σύστημα χαρακτηρισμού το οποίο, λαμβάνοντας υπ'όψη τις σχετικές εργασίες για την προετοιμασία της παρούσας Σύμβασης, ορίζει σαφή κριτήρια που εξασφαλίζουν την καταχώρηση μιάς πληροφορίας στην κατάλληλη κατηγορία απορρήτου και τον προσδιορισμό αιτιολογημένης διάρκειας του καθεστώτος απορρήτου. Παρέχοντας την αναγκαία ευελιξία όσον αφορά την χρησιμοποίησή του, το σύστημα χαρακτηρισμού προστατεύει τα δικαιώματα των Συμβαλλομένων Μερών-Κρατών που παρέχουν απόρρητες πληροφορίες. Το εν λόγω σύστημα χαρακτηρισμού εξετάζεται και εγκρίνεται από την Σύνοδο, συμφώνως προς την παράγραφο 21, εδάφιο ι), του άρθρου 8,

ε) Οι απόρρητες πληροφορίες φυλάσσονται σε χώρους ασφαλείας του Οργανισμού. Μερικά δεδομένα ή έγγραφα μπορούν επίσης να φυλάσσονται από την εθνική αρχή του Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους. Οι υψίστης σπουδαιότητος πληροφορίες, και ειδικότερα οι φωτογραφίες, τα σχέδια και άλλα έγγραφα, που απαιτούνται αποκλειστικά και μόνο για την επιθεώρηση μιάς συγκεκριμένης εγκατάστασης, μπορούν να φυλάσσονται κλειδωμένα στους χώρους της εν λόγω εγκατάστασης,

στ) Στο μέτρο που τούτο εναρμονίζεται με την αποτελεσματική εφαρμογή των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης σχετικά με την επαλήθευση, η Τεχνική Γραμματεία επεξεργάζεται και καταχωρεί σε αρχεία

την πληροφορία κατά τρόπο ώστε να μην αναγνωρίζεται απευθείας η εγκατάσταση την οποία αφορά,

ζ) Η παρεχόμενη για μια εγκατάσταση απόρρητη πληροφορία περιορίζεται στο ελάχιστο που απαιτείται για την αποτελεσματική εφαρμογή των σχετικών με την επαλήθευση διατάξεων της παρούσας Σύμβασης,

η) Η πρόσβαση στην απόρρητη πληροφορία ρυθμίζεται συμφώνως προς την κατηγορία χαρακτηρισμού αυτής. Η διάδοση της απόρρητης πληροφορίας στα πλαίσια του Οργανισμού, λαμβάνει χώρα αποκλειστικά και μόνον οσάκις υπάρχουν σοβαροί λόγοι για την γνωστοποίηση αυτής.

3. Ο Γενικός Διευθυντής προβαίνει σε ετήσια αναφορά ενώπιον της Συνόδου όσον αφορά την εφαρμογή από την Τεχνική Γραμματεία του ισχύοντος συστήματος επεξεργασίας των απορρήτων πληροφοριών.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος επεξεργάζεται την πληροφορία που λαμβάνει από τον Οργανισμό ανάλογα με την κατηγορία χαρακτηρισμού αυτής. Παρέχει δε, μετά από διατύπωση σχετικού αιτήματος, διευκρινίσεις όσον αφορά την επεξεργασία της πληροφορίας που του έχει γνωστοποιήσει ο Οργανισμός.

Β.ΑΠΑΣΧΟΛΗΣΗ ΚΑΙ ΣΥΜΠΕΡΙΦΟΡΑ ΤΟΥ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΥ ΤΗΣ ΤΕΧΝΙΚΗΣ ΓΡΑΜΜΑΤΕΙΑΣ

5. Οι προϋποθέσεις διορισμού του προσωπικού είναι τέτοιες που εξασφαλίζεται η εναρμόνιση της πρόσβασης στις απόρρητες πληροφορίες και της επεξεργασίας αυτών με τις διαδικασίες που αποφασίζονται από τον Γενικό Διευθυντή σε εφαρμογή του Τμήματος Α΄.

6. Οι αρμοδιότητες κάθε θέσης στην Τεχνική Γραμματεία καθορίζονται επίσημα και προσδιορίζεται, ενδεχομένως, η έκταση της πρόσβασης στις απόρρητες πληροφορίες που απαιτείται για την άσκηση των εν λόγω αρμοδιοτήτων.

7. Ο Γενικός Διευθυντής, οι επιθεωρητές και τα λοιπά μέλη του προσωπικού, ακόμα και μετά τη λήξη της θητείας τους, δεν μεταδίδουν σε κανένα μη εξουσιοδοτημένο προς τούτο άτομο απόρρητες πληροφορίες που ενδεχομένως τους περιήλθαν κατά την άσκηση των επισήμων καθηκόντων τους. Δεν γνωστοποιούν σε κανένα Κράτος, Οργανισμό ή ιδιώτη ξένο προς την Τεχνική Γραμματεία, πληροφορίες στις οποίες έχουν ενδεχομένως πρόσβαση κατά την άσκηση των καθηκόντων τους και οι οποίες αφορούν ένα οιοδήποτε από τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη.

8. Κατά την άσκηση των καθηκόντων τους, οι επιθεωρητές ζητούν μόνο τις πληροφορίες και τα δεδομένα που τους χρειάζονται για την εκπλήρωση των καθηκόντων τους. Με κανένα τρόπο δεν καταγράφουν πληροφορίες που συλλέγονται τυχαία και δεν ενδιαφέρουν την επαλήθευση όσον αφορά την τήρηση ή μη της παρούσας Σύμβασης.

9. Τα μέλη του προσωπικού υπογράφουν υπεύθυνη δήλωση τήρηση του απορρήτου, που απευθύνεται στην Τεχνική Γραμματεία και αφορά όλη την περίοδο της θητείας τους και την πενταετία που ακολουθεί την λήξη αυτής.

10.Για την αποφυγή της διάδοσης, αναρμοδίως, των απορρήτων πληροφοριών, φέρονται δεόντως σε γνώση των επιθεωρητών και των μελών του προσωπικού, και τους υπενθυμίζονται, οι επιταγές της ασφάλειας και οι κυρώσεις που επιβάλλονται σε περίπτωση διάδοσης, αναρμοδίως, απορρήτων πληροφοριών.

11.Τουλάχιστον 30 ημέρες πριν από την χορήγηση σε υπάλληλο αδείας προσβάσεως σε απόρρητες πληροφορίες όσον αφορά τις δραστηριότητες που λαμβάνουν χώρα στην επικράτεια ή σε οιοδήποτε άλλο τόπο υπόκειται στην δικαιοδοσία ή τον έλεγχο Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους, αυτή η άδεια κοινοποιείται στο εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος. Όσον αφορά τους επιθεωρητές, αρκεί η κοινοποίηση του διορισμού τους.

12. Κατά την αξιολόγηση των επιθεωρητών και όλων των λοιπών υπαλλήλων της Τεχνικής Γραμματείας, δίδεται ιδιαίτερη προσοχή στην συμπεριφορά αυτών όσον αφορά την προστασία των απορρήτων πληροφοριών.

Γ. ΜΕΤΡΑ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΩΝ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΝ ΥΨΙΣΤΗΣ ΣΗΜΑΣΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΝ ΠΑΡΕΜΠΟΔΙΣΗ ΤΗΣ ΔΙΑΔΟΣΗΣ ΑΠΟΡΡΗΤΩΝ ΣΤΟΙΧΕΙΩΝ ΚΑΤΑ ΤΗΝ ΔΙΑΡΚΕΙΑ ΤΩΝ ΔΡΑΣΤΗΡΙΟΤΗΤΩΝ ΕΠΙΤΟΠΙΑΣ ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΗΣ

13. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη μπορούν να λαμβάνουν τα μέτρα που θεωρούν αναγκαία για την προστασία του απορρήτου των πληροφοριών υπό τον όρο να εκπληρώνουν την υποχρέωσή τους να αποδεικνύουν, συμφώνως προς τα οικεία άρθρα και το Προσάρτημα περί επαλήθευσης, ότι τηρούν την Σύμβαση. Σε περίπτωση επιθεωρήσεώς του, το Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος μπορεί να υποδεικνύει στην ομάδα επιθεώρησης τον εξοπλισμό, τα έγγραφα ή τις ζώνες που θεωρεί υψίστης (εθνικής) σημασίας και δεν έχουν σχέση με τον σκοπό της επιθεώρησης.

14. Οι ομάδες επιθεώρησης καθοδηγούνται από την αρχή βάσει της οποίας αρμόζει να διενεργούνται επιτόπιες επιθεωρήσεις κατά τρόπο ώστε να επιτυγχάνονται οι στόχοι τους περιορίζοντας την παρέμβασή τους στο ελάχιστο δυνατό, εντός των επιθυμουμένων προθεσμιών και με την επιθυμόμενη αποτελεσματικότητα. Λαμβάνουν δε υπ΄όψη τις προτάσεις που διατυπώνει ενδεχομένως το επιθεωρούμενο Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος, σε όποια φάση και αν ευρίσκεται η επιθεώρηση, για την προστασία του εξοπλισμού ή των πληροφοριών υψίστης (εθνικής) σημασίας που δεν έχουν σχέση με τα χημικά όπλα.

15. Οι ομάδες επιθεώρησης τηρούν αυστηρά τις διατάξεις των οικείων άρθρων και προσαρτημάτων που διέπουν την διεξαγωγή των επιθεωρήσεων. Τηρούν δε πλήρως τις διαδικασίες για την προστα-

σία των υψίστης (εθνικής) σημασίας εγκαταστάσεων και την παρεμπόδιση της διάδοσης απόρρητων στοιχείων.

16. Κατά την σύνταξη των ρυθμίσεων και συμφωνιών εγκατάστασης, λαμβάνεται δεόντως υπ΄όψη η αναγκαιότητα για προστασία των απορρήτων πληροφοριών. Οι συμφωνίες περί διαδικασιών επιθεώρησης μεμονωμένων εγκαταστάσεων, περιλαμβάνουν επίσης ειδικές και λεπτομερείς ρυθμίσεις όσον αφορά τον προσδιορισμό των ζωνών της εγκατάστασης στις οποίες έχουν πρόσβαση οι επιθεωρητές, την επιτόπια φύλαξη απορρήτων πληροφοριών, το πεδίο επιθεώρησης στις συμπεφωνημένες ζώνες, την δειγματοληψία και την ανάλυση των δειγμάτων, την πρόσβαση στα έγγραφα και την χρησιμοποίηση οργάνων και εξοπλισμού συνεχούς επίβλεψης.

17. Η έκθεση που συντάσσεται μετά από κάθε επιθεώρηση περιλαμβάνει μόνο τα περιστατικά που αφορούν την τήρηση ή μη της παρούσας Σύμβασης. Χρησιμοποιείται δε συμφώνως προς τους κανόνες που έχει διατυπώσει ο Οργανισμός όσον αφορά την επεξεργασία των απορρήτων πληροφοριών. Σε περίπτωση ανάγκης,αφαιρούνται τα κατ΄ εξοχήν απόρρητα στοιχεία που συνθέτουν μια πληροφορία,πριν αυτή η τελευταία γνωστοποιηθεί εκτός της Τεχνικής Γραμματείας και του επιθεωρουμένου Συμβαλλομένου Μέρους-Κράτους.

Δ. ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΕΣ ΠΟΥ ΠΡΕΠΕΙ ΝΑ ΑΚΟΛΟΥΘΟΥΝΤΑΙ ΣΕ ΠΕΡΙΠΤΩΣΗ ΜΗ ΤΗΡΗΣΗΣ Η ΑΜΦΙΒΟΛΙΩΝ ΩΣ ΠΡΟΣ ΤΗΝ ΤΗΡΗΣΗ ΤΟΥ ΑΠΟΡΡΗΤΟΥ

18.Ο Γενικός Διευθυντής ορίζει τις διαδικασίες που πρέπει να ακολουθούνται σε περίπτωση μη τήρησης ή αμφιβολιών ως προς την τήρηση του απορρήτου, λαμβάνοντας υπ΄όψη συστάσεις που εξετάζονται και εγκρίνονται από την Σύνοδο συμφώνως προς την παράγραφο 21,εδάφιο ι), του άρθρου 8.

19.Ο Γενικός Διευθυντής μεριμνά ώστε οι επιθεωρητές και τα λοιπά μέλη του προσωπικού τηρούν το απόρρητο. Διεξάγει δε χωρίς καθυ-

στέρηση έρευνα στην περίπτωση που, κατά την γνώμη του, στοιχειοθετείται επαρκώς μη τήρηση των υποχρεώσεων σε θέματα προστασίας των απορρήτων πληροφοριών. Επίσης, διεξάγει χωρίς καθυστέρηση έρευνα οσάκις Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος διατυπώνει αμφιβολίες ως προς την τήρηση του απορρήτου.

20. Ο Γενικός Διευθυντής εφαρμόζει τις κυρώσεις και τα πειθαρχικά μέτρα που επιβάλλονται στα μέλη του προσωπικού που δεν τήρησαν τις υποχρεώσεις τους όσον αφορά την προστασία των απορρήτων πληροφοριών. Σε περίπτωση σοβαρής παραβίασης, ο Γενικός Διευθυντής μπορεί να άρει την δικαστική ασυλία.

21. Στο μέτρο του δυνατού, τα Συμβαλλόμενα Μέρη-Κράτη συνεργάζονται με τον Γενικό Διευθυντή και τον συνδράμουν στις έρευνες που διεξάγει σχετικά με την μη τήρηση ή με αμφιβολίες ως προς την τήρηση του απορρήτου, και οσάκις λαμβάνει τα μέτρα που επιβάλλονται σε περίπτωση που αποδειχθεί ότι δεν τηρήθηκε το απόρρητο.

22. Ο Οργανισμός δεν ευθύνεται για την μη τήρηση του απορρήτου εκ μέρους των μελών της Τεχνικής Γραμματείας.

23. Συστήνεται, ως επικουρικό όργανο της Συνόδου, μια "Επιτροπή για την διευθέτηση των σχετικών με το απόρρητο διαφορών",η οποία αναλαμβάνει την εξέταση των υποθέσεων μη τήρηση του απορρήτου, στις οποίες εμπλέκονται Συμβαλλόμενο Μέρος-Κράτος και ο Οργανισμός. Τα μέλη της εν λόγω Επιτροπής διορίζονται από την Σύνοδο. Οι διατάξεις που αφορούν την συγκρότηση και τον τρόπο λειτουργίας αυτής της Επιστοπής, αποφασίζονται από την Σύνοδο κατά την πρώτη συνεδρίαση αυτής.

*

* *

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, και της Σύμβασης που κυρώνεται και των Παραρτημάτων της από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων της διατάξεως του άρθρου XXI αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 15 Νοεμβρίου 1994

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
Α. ΠΕΠΟΝΗΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ
Γ. ΑΡΣΕΝΗΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Κ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
Γ. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Α. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ
ΣΤ.-ΑΓΓ. ΠΑΠΑΘΕΜΕΛΗΣ

ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ, ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ
Κ. ΣΗΜΙΤΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 16 Νοεμβρίου 1994

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Γ. ΚΟΥΒΕΛΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ